

PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE D

ACTES ET DOCUMENTS
RELATIFS
A L'ORGANISATION DE LA COUR

ADDENDUM AU N° 2

REVISION DU RÈGLEMENT DE LA COUR

PUBLICATIONS OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

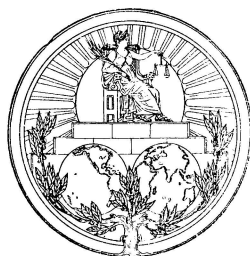
SERIES D.

ACTS AND DOCUMENTS
CONCERNING
THE ORGANIZATION OF THE COURT

ADDENDUM TO No. 2

REVISION OF THE RULES OF COURT

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF
1926



LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY
1926

Tous droits réservés par la Cour
permanente de Justice internationale.

All rights reserved by the Permanent
Court of International Justice.

SOMMAIRE

	Pages
Introduction	5
Annexe à l'Introduction: Extraits pertinents des procès-verbaux de la Cour (Sixième, Huitième, Neuvième et Dixième Sessions)	7

SECTION A :

Procès-verbaux détaillés des séances consacrées par la Cour à la revision du Règlement . . .	13
---	----

SECTION B :

I. — Rapport du Président (Huber)	244
II. — Notes, observations et suggestions de MM. les membres de la Cour (1925)	259

SECTION C :

I. — Projet de revision du Règlement de la Cour , présenté par M. le Président (Loder) en collaboration avec M. le Vice-Président (Weiss), avec commentaires (1923-1924)	281
II. — Proposition de M. Altamira à l'égard de la procédure dans les avis consultatifs (septembre 1923), avec commentaires	293

SECTION D :

Rapport du Greffier (28 décembre 1925)	303
---	-----

SUMMARY.

	Pages
Introduction	5
Annex to Introduction: Relevant Extracts from the Minutes of the Court (Sixth, Eighth, Ninth and Tenth Sessions)	7
SECTION A :	
Detailed Minutes of the meetings of the Court concerning the revision of the Rules	13
SECTION B :	
I. — Report by the President (Huber)	244
II. — Notes, observations and suggestions by the members of Court (1925)	259
SECTION C :	
I. — Draft revision of the Rules of Court , presented by the President (Loder) with the collaboration of the Vice-President (Weiss), with comments (1923-1924)	281
II. — Proposal by M. Altamira with regard to the procedure for advisory opinions (September 1923), with comments	293
SECTION D :	
Report by the Registrar (December 28th, 1925)	303

INTRODUCTION

Le 24 mars 1922, la Cour promulgua le Règlement que, lors de sa session préliminaire, elle avait élaboré en vertu des pouvoirs que lui conférait l'article 30 de son Statut, et dont le texte, avec tous les actes et pièces qui avaient trait à sa préparation, fut publié dans le volume n° 2 de la Série D des publications de la Cour.

Ce Règlement était destiné à assurer dans ses détails le fonctionnement d'une institution nouvelle — nouvelle non seulement par la date de sa création, mais encore par son caractère propre —, et dont, à cette époque, l'importance et l'activité ne pouvaient être prévues avec certitude. C'est dans ces conditions que la Cour élaborait son premier Règlement, quitte à le réviser plus tard, lorsque l'expérience acquise au cours d'une période plus ou moins longue d'application aurait permis de l'adapter aux circonstances de la pratique.

Aussi, la Cour, lorsqu'elle se trouva, après trois années d'exercice, en présence d'un certain nombre d'amendements suggérés au cours de cette période par plusieurs de ses membres, décida-t-elle, le 17 juin 1925, d'entreprendre, durant sa session ordinaire de 1926, une révision générale du Règlement adopté le 24 mars 1922. Cette décision fut suivie d'effet et, le 31 juillet 1926, la Cour put promulguer une édition amendée de son Règlement, dont le texte ainsi révisé entra en vigueur le même jour. Ce texte est reproduit dans le volume n° 1 de la Série D des publications de la Cour.

Par analogie avec ce qui avait été fait en 1922, la Cour a décidé la publication des actes et documents relatifs à la révision du Règlement. L'objet du présent volume, qui se présente comme une adjonction au volume n° 2 de la Série D des publications de la Cour, mentionné ci-dessus, est de donner suite à cette décision.

Ce volume additionnel est divisé en deux parties dont l'une contient l'énoncé de ce que l'on pourrait appeler les travaux préliminaires (propositions d'amendements, rapports et projets). La révision du Règlement fut, en effet, préparée par des amendements ou des observations, soumis, soit spontanément — avant le 15 juin 1925 — soit, après cette date, à la demande de la Cour, par ceux de ses membres que la question intéressait particulièrement. Réunies en une brochure qui fut transmise en janvier 1926 à tous les juges, les propositions d'amendements furent examinées individuellement par les membres de la Cour avant la session ordinaire de 1926, à l'ordre du jour de laquelle figurait la question de la révision.

Avant d'entrer en matière, la Cour eut à résoudre une question préliminaire : la révision du Règlement devait-elle être abordée par la Cour composée de tous ses membres (juges titulaires et suppléants) ou bien par la Cour de onze juges prévue à l'article 25 du Statut ? Cette question n'était pas nouvelle : elle avait, en effet, déjà été mentionnée lors de la session ordinaire de 1925 et elle se présenta de nouveau, à deux reprises, au cours de la session extraordinaire d'octobre-novembre 1925. Les extraits pertinents des procès-verbaux des sessions antérieures à celles de juin 1926, où a été discutée la question de la révision du Règlement, sont reproduits en annexe à la présente Introduction.

La Cour, ayant, le 19 juin 1926, examiné le point de savoir si ses quinze membres devaient être convoqués en vue de la révision du Règlement, reconnut que la question paraissait virtuellement résolue, soit par le Statut lui-même, soit par des décisions antérieures de la Cour, et elle décida que « le Statut n'admettait pas la convocation des juges suppléants aux fins de la révision du Règlement ».

La Cour pouvait donc aborder immédiatement et dans sa composition actuelle — qui comportait, d'ailleurs, tous les juges titulaires — les travaux de révision. Toutefois, dans les débats qui suivirent, toutes les propositions d'amendements qu'avaient présentées par écrit les juges suppléants furent examinées en détail, et le Président, vu l'absence de leurs auteurs, les reprit à son compte afin que la Cour pût, à leur égard, se prononcer par un vote.

La Cour a consacré à l'examen de la révision du Règlement quatorze séances de sa onzième Session. Ce sont les procès-verbaux de ces séances (établis, en vertu d'une décision spéciale de la Cour — analogue à celle qu'elle avait prise lors de sa session préliminaire —, sous une forme beaucoup plus détaillée que les procès-verbaux ordinaires des séances en Chambre du Conseil) qui constituent la première partie du présent volume.

La Haye, le 5 octobre 1926,

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD,
Greffier de la Cour.

INTRODUCTION.

On March 24th, 1922, the Court issued the Rules of Court which it had drawn up during its preliminary session under the powers conferred upon it by Article 30 of the Statute; the text of these Rules, together with all documents and papers relating to their preparation, was published in Volume No. 2 of Series D. of the Court's publications.

These Rules were designed to provide in details for the working of an institution which was new, not only as regards the date of its creation, but also as regards its inherent character. At that time, its importance and the extent of its activities could not be foreseen with certainty. Such being the conditions in which the Court prepared its first Rules, it retained a free hand to revise them later on when the experience gained in the course of a more or less prolonged period of application had enabled it to adapt them to circumstances.

When the Court, therefore, after it had been in operation for three years, had before it a certain number of amendments suggested during that period by several of its members, it decided, on June 17th, 1925, to undertake, in the course of the ordinary session of 1926, the general revision of the Rules adopted on March 24th, 1922. That decision was duly carried out and, on July 31st, 1926, the Court was able to issue an amended edition of its Rules, the text of which came into effect on the same date. This text is reproduced in Volume No. 1 of Series D. of the Court's publications.

On the analogy of the course adopted in 1922, the Court decided to publish the documents and papers relating to the revision of the Rules. The object of the present volume, which is published as an addition to Volume No. 2 of Series D. of the Court's publications, above mentioned, is to give effect to this decision.

This additional volume is divided into two parts, one of which presents what may be called the preliminary work (proposed amendments, reports and drafts). The ground was, in fact, prepared for the revision of the Rules by means of amendments or observations, submitted either of their own accord—before June 15th, 1925—or after that date, at the request of the Court, by those of its members who were specially interested in the question. The proposed amendments, which were embodied in a print transmitted to all judges in January 1926, were considered by the members of the Court individually before the ordinary session of 1926, on the agenda for which the question of revision was placed.

Before proceeding with this task, the Court had to decide a preliminary question: should the revision of the Rules be undertaken by the Court with all its members (ordinary and deputy-judges) or by the Court with the eleven judges provided for in Article 25 of the Statute? This question was not new: it had already been brought up at the ordinary session in 1925, and it arose again on two occasions during the extraordinary session in October-November 1925. The relevant extracts of the minutes of the sessions previous to that of June 1926, at which the question of the revision of the Rules had been discussed, are reproduced as an Annex to this Introduction.

On June 19th, 1926, the Court having considered the question whether its fifteen members should all be summoned to attend for the revision of the Rules, recognized that the question seemed to be virtually resolved either by the Statute itself, or by previous decisions of the Court, and decided that "the Statute did not permit the convocation of the deputy-judges for the purpose of the revision of the Rules".

Accordingly the Court, as then composed—in point of fact, all the ordinary judges were present—was able at once to undertake the work of revision. Nevertheless, in the ensuing discussions, all amendments which had been submitted in writing by deputy-judges were considered in detail, and the President, in the absence of their proposers, submitted them in his own name, in order that the Court could vote upon them.

The Court devoted fourteen sittings of its Eleventh Session to the revision of the Rules. The minutes of these sittings (which, in virtue of a special decision of the Court—analogueous to that taken by it at the preliminary session—are prepared in much greater detail than the ordinary minutes of private sittings) constitute the first part of the present volume.

The Hague, October 5th, 1926.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar of the Court.

EXTRAITS PERTINENTS DES
PROCÈS-VERBAUX DE LA COUR

1. — SIXIÈME SESSION, P.-V. 41 (19 mars 1925 — n° 139 III).

139, III. — *Interprétation de l'article 3 du Règlement de la Cour.*

M. NEGULESCO indique les motifs pour lesquels il a soulevé la question et déclare qu'à son avis un juge suppléant qui a été convoqué mais qui a dû refuser pour des raisons de force majeure aura droit à être convoqué de nouveau pour remplir la prochaine vacance.

Le PRÉSIDENT, avant d'ouvrir la discussion, demande si, de l'avis de la Cour, les conclusions de M. Negulesco comportent une revision du Règlement ou simplement une interprétation de l'article 3.

La plupart des membres de la Cour s'étant exprimés dans le sens d'une revision, le Président met aux voix la question suivante :

La Cour considère-t-elle comme urgente la revision de l'article 3 et désire-t-elle l'aborder au cours de la présente session ?

M. NYHOLM fait observer que, le sujet traité intéressant avant tout les juges suppléants, il vaudrait mieux l'examiner au cours d'une session à laquelle assisteraient tous les juges suppléants.

La Cour, par six voix contre cinq, répond négativement à la question posée par le Président.

La question est donc renvoyée à une session ultérieure, la manière dont elle sera traitée restant entièrement réservée.

2. — HUITIÈME SESSION, P.-V. 3 (17 juin 1925 — n° 12).

12. *Revision du Règlement de la Cour.*b. *Modification de l'article 3 du Règlement.*

La Cour juge préférable, avant de discuter ce point, de demander par écrit l'avis des juges suppléants sur les propositions de modifications à apporter à l'article 3 du Règlement, présentées par M. Negulesco (Distr. 642).

d. Préparation éventuelle de règles concernant les moyens de preuve.

Cette question particulière ayant amené la discussion plus générale de la revision du Règlement, la Cour décide, sur la proposition de M. Pessôa, que les juges que ce point intéresse particulièrement étudieront la question et communiqueront par écrit leurs idées

RELEVANT EXTRACTS FROM
THE MINUTES OF THE COURT.

1. — SIXTH SESSION, P.-V. 41 (March 19th, 1925 — No. 139 III).

139, III. — *Interpretation of Article 3 of the Rules of Court.*

M. NEGULESCO gave the reasons for which he had raised the question and stated that, in his view, a deputy-judge who had been summoned but had been obliged to refuse for reasons beyond his control should be entitled to be summoned again to fill the next vacancy.

The PRESIDENT, before opening the discussion, asked whether, in the opinion of the Court, M. Negulesco's conclusions involved a revision of the Rules or merely an interpretation of Article 3.

Most of the members of the Court having expressed the view that it was a case for revision of the Rules, the President took a vote on the following question :

Does the Court consider the revision of Article 3 to be a matter of urgency and does it desire to deal with it at the present session ?

M. NYHOLM observed that, as the matter was of special interest to the deputy-judges, it would be better to consider it at a session at which all the deputy-judges were present.

The Court, by six votes to five, answered the President's question in the negative.

Consideration of the question was therefore postponed until a later session, the way in which it would be dealt with being left entirely open.

2. — EIGHTH SESSION, P.-V. 3 (June 17th, 1925 — No. 12)

12. *Revision of the Rules of the Court.*b. *Modification of Article 3 of the Rules.*

The Court thought it preferable, before discussing this point, to ask in writing the opinion of the deputy-judges on the proposed modifications of Article 3 of the Rules submitted by M. Negulesco (Distr. 642).

d. Possible preparation of rules regarding evidence.

Discussion of this question having led to a more general discussion of the revision of the Rules, the Court decided on the proposal of M. Pessôa that judges particularly interested on this point should study this question and communicate their individual views in

personnelles au Président. Ce dernier assurera l'échange des rapports entre les membres de la Cour, afin que le sujet puisse être étudié avec fruit lors de la prochaine session ordinaire.

3. — NEUVIÈME SESSION, P.-V. 11 (17 novembre 1925 — n° 27).

27. — *Revision éventuelle du Règlement de la Cour.*

Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Cour sur une correspondance échangée par lui avec M. Negulesco, et relative à la procédure à suivre pour la revision éventuelle du Règlement ; copie de cette correspondance a été communiquée aux membres de la Cour. Il annonce qu'une note préparée par le Greffe et consacrée à l'histoire de la question de la composition de la Cour aux fins de pareille revision sera bientôt distribuée. La question pourra ensuite être examinée au cours de la séance administrative qui précédera la lecture de l'avis dans l'affaire dite de Mossoul.

4. — NEUVIÈME SESSION, P.-V. 13 (20 novembre 1925 — n° 37).

37. — *Procédure à suivre lors de la revision éventuelle du Règlement de la Cour. — Proposition de MM. Yovanovitch et Negulesco.*

Le PRÉSIDENT émet l'avis que la Cour, liée par sa décision du 17 juin 1925 (P.-V. 3, huitième Session, n° 12) doit se borner à procéder à un simple échange non formel de vues sur la proposition, sans entrer dans une discussion réelle sur le fond. Pour pouvoir aborder une pareille discussion, il faudrait, en effet, qu'une question préalable eût été résolue par l'affirmative, savoir que la Cour désire revenir sur sa décision du 17 juin dont il prie le Greffier de donner lecture. Ce n'est que si la Cour, une fois cette décision écartée, apportait au Règlement une modification dans le sens de la proposition de MM. Negulesco et Yovanovitch, que le Président se verrait en mesure d'agir conformément à cette proposition.

M. NEGULESCO développe les raisons pour lesquelles, à son avis, sa proposition ne comporte pas une revision du Règlement et pour lesquelles les juges suppléants devraient, suivant cette proposition, être convoqués en vue de collaborer à toute revision du Règlement.

Après une discussion générale, à laquelle prennent part notamment MM. Loder et Nyholm, M. WEISS exprime l'opinion que la Cour, réunie en session extraordinaire, ne saurait renverser une décision prise en session ordinaire, et, faisant sienne une suggestion émanant de M. Nyholm, propose que la question de la convocation des juges suppléants aux fins de la

writing to the President. The latter would ensure an exchange of ideas between members of the Court so that the subject could be profitably considered at the next ordinary session.

3. — NINTH SESSION, P.-V. 11 (November 17th, 1925 — No. 27).

27. — *The question of the revision of the Rules of Court.*

The PRESIDENT drew the Court's attention to a correspondence between him and M. Negulesco concerning the procedure to be followed in the event of the revision of the Rules, which correspondence had been communicated to members of the Court. He stated that a note prepared by the Registry dealing with the history of the question of the composition of the Court for the purpose of such revision would shortly be distributed. The question might then be considered at the meeting for administrative business which was to precede the reading of the opinion on the Mosul question.

4. — NINTH SESSION, P.-V. 13 (November 20th, 1925 — No. 37).

37. — *Procedure in the event of the revision of the Rules of Court. — Proposal by MM. Yovanovitch and Negulesco.*

The PRESIDENT gave the opinion that the Court was bound by the decision of June 17th, 1925 (P.-V. 3, Eighth Session, No. 12) and must confine itself to a mere informal exchange of views on the proposal, without entering upon a real discussion of the merits of the question. In order to be able to undertake such a discussion, a preliminary decision would have to be taken to the effect that the Court revoked its decision of June 17th which decision he asked the Registrar to read out. Only if the Court, after revoking that decision, were to amend the Rules in the sense proposed by MM. Negulesco and Yovanovitch, would the President be in a position to act in accordance with the proposal in question.

M. NEGULESCO stated the reasons why, in his view, his proposal did not involve a revision of the Rules and why the deputy-judges should, in accordance with his proposal, be summoned in order to collaborate in any revision of the Rules of Court.

After a general discussion in which MM. Loder and Nyholm took part, amongst others, M. WEISS expressed the opinion that the Court, assembled in extraordinary session, could not reverse a decision taken at an ordinary session, and, adopting a suggestion emanating from M. Nyholm, proposed that the question of the convocation of the deputy-judges for the purpose of the

revision éventuelle du Règlement, lors de la session ordinaire de 1926, soit inscrite en tête de l'ordre du jour pour cette session.

M. NEGULESCO se ralliant à la proposition de MM. Weiss et Nyholm, la Cour prend, à l'unanimité, une décision conforme à cette dernière proposition.

5. — DIXIÈME SESSION, P.-V. 1 (2 février 1926 — n° 5).

5. — *Revision éventuelle du Règlement de la Cour.*

Le PRÉSIDENT attire l'attention de ses collègues sur le Recueil des Documents relatifs à la revision éventuelle du Règlement de la Cour lors de la prochaine session ordinaire (Distr. 794), qui vient d'être distribué.

Au cas où certains membres de la Cour désireraient présenter encore sur ce point des propositions de fond, le Président leur demande d'en effectuer le dépôt aussitôt que possible, afin que ces propositions puissent être étudiées à loisir avant de venir en discussion.

possible revision of the Rules, at the ordinary session in 1926, should be entered as the first question on the Agenda for that session.

M. NEGULESCO associating himself with the proposal of MM. Weiss and Nyholm, the Court decided unanimously in accordance with this proposal.

5. — TENTH SESSION, P.-V. 1 (February 2nd, 1926 — No. 5).

5. — *The possible revision of the Rules of Court.*

The PRESIDENT drew the attention of his colleagues to the Collection of Documents concerning the possible revision of the Rules of Court at the next ordinary session (Distr. 794), which had just been circulated.

Should any members of the Court desire to submit any further proposals of importance in this connection, the President asked them to do so as soon as possible so as to allow time for a study of them to be made before they came up for discussion.

SECTION A.

SECTION A

PROCÈS-VERBAUX DÉTAILLÉS
DES SÉANCES CONSACRÉES
PAR LA COUR A LA REVISION
DU RÈGLEMENT

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

CINQUIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le mardi 22 juin 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,

Lord FINLAY,

MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

21. — **Ordre du jour.**

Le PRÉSIDENT ouvre la séance et rappelle que l'ordre du jour porte l'examen des amendements proposés au Règlement de la Cour.

22. — **Nature et publicité des procès-verbaux.**

M. ANZILOTTI propose que, lors de la discussion de la revision du Règlement, le Greffe prépare, par dérogation à la décision prise par la Cour en la matière, des procès-verbaux détaillés des discussions sur le modèle de ceux qui ont été établis lors de la session préliminaire de la Cour. Ces procès-verbaux devraient ensuite faire l'objet d'une publication spéciale de la Cour.

Le GREFFIER fait observer que la décision prise par la Cour de ne pas faire établir de procès-verbaux complets ne vise que les discussions relatives à ses arrêts et à ses avis consultatifs.

Le PRÉSIDENT approuve le point de vue exprimé par M. Anzilotti.

M. WEISS se rallie également à cette idée, en soulignant le fait qu'il serait utile d'avoir une collection complète

SECTION A.

DETAILED MINUTES OF
SITTINGS DEVOTED BY THE
COURT TO THE REVISION
OF THE RULES.

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

FIFTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Tuesday, June 22nd, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,

Lord FINLAY,

MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

21. — **Agenda.**

The PRESIDENT opened the meeting, recalling that the question on the Agenda was the examination of the proposed amendments to the Rules of Court.

22. — **Nature and publicity of minutes.**

M. ANZILOTTI proposed that, during the discussion of the revision of the Rules, the Registry should prepare, as an exception from the rule laid down by the decision of the Court on this subject, detailed minutes of the discussions on the lines of those prepared during the Court's preliminary session. These minutes should subsequently be embodied in a special publication of the Court.

The REGISTRAR pointed out that the Court's decision not to have complete minutes made only related to discussions concerning its judgments and advisory opinions.

The PRESIDENT approved the view put forward by M. Anzilotti.

M. WEISS also accepted this suggestion, emphasizing the fact that it would be useful to have a complete

des travaux préparatoires concernant la nouvelle édition du Règlement.

M. MOORE fait observer qu'il ne s'agit pas d'établir un compte rendu sténographique complet, mais bien, comme dans le cas des procès-verbaux publiés après la session préliminaire, d'un compte rendu analytique des débats.

Lord FINLAY partage cette opinion.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour désire se conformer, pour l'établissement et la publication des procès-verbaux, au précédent créé lors de la session préliminaire de la Cour.

23. — Règlement, article 2.

Les membres de la Cour n'ayant pas formulé de propositions relatives au préambule et à l'article premier du Règlement, le PRÉSIDENT met en discussion l'amendement à l'article 2 proposé par M. Pessôa ¹.

En réponse à une question posée par M. DE BUSTAMANTE, M. PESSÔA constate qu'il a uniquement voulu insérer dans l'article 2 le texte même de l'amendement au Règlement adopté le 15 janvier 1925 par la Cour, en vue de fixer le rang du Président sortant.

Une discussion s'étant d'abord engagée sur l'endroit où il conviendrait de placer cette adjonction, le PRÉSIDENT fait observer que cet endroit devrait être choisi par le Comité de rédaction.

24. — Désignation d'un Comité de rédaction.

Sur la proposition de M. Weiss, il est procédé à la nomination du Comité de rédaction qui, selon le désir de la Cour, sera composé de trois membres. La règle adoptée en ce qui concerne la procédure consultative ou contentieuse, et selon laquelle le Président fait d'office partie des comités de rédaction, ne s'appliquera pas. Cette exception d'espèce ne modifiera pas la règle en question.

Sont élus (au scrutin secret) : M. le Vice-Président Weiss, MM. Moore et Anzilotti.

25. — Règlement, article 2 (suite).

Lors de la reprise de la discussion relative à l'article 2, M. NYHOLM soulève la question de savoir si l'adjonction à l'article 2, votée par la Cour le 15 janvier 1925, s'applique à tous les présidents sortis de charge (ce qui, pour lui, ne fait pas de doute selon le texte) ou bien uniquement au premier président, pour lequel en tout cas le privilège reste réservé.

M. WEISS estime que, d'après le texte de l'amendement, aucun doute n'est possible ; il n'y a, à chaque moment, qu'un président sortant ; c'est celui qui vient de terminer sa période présidentielle, et c'est à lui seul que s'applique la disposition.

¹ Voir p. 268.

collection of the preparatory work in connection with the new edition of the Rules.

Mr. MOORE observed that what was required was not a complete verbatim record but a full summary such as was contained in the published minutes of the preliminary session.

Lord FINLAY concurred in this view.

The PRESIDENT observed that the Court wished to conform, as regards the preparation and publication of minutes, to the precedent established at the Court's preliminary session.

23. — Rules, Article 2.

Since members of the Court had not submitted any proposals regarding the preamble and Article 1 of the Rules, the PRESIDENT opened the discussion on the amendment to Article 2 proposed by M. Pessôa ¹.

In reply to a question put by M. DE BUSTAMANTE, M. PESSÔA stated that he simply wished to insert in Article 2 the actual words of the amendment to the Rules adopted on January 15th, 1925, by the Court, in order to determine the seniority of the retiring President.

A discussion having at first begun regarding the position of this addition, the PRESIDENT remarked that its position should be selected by the Drafting Committee.

24. — Appointment of a Drafting Committee.

On the proposal of M. Weiss, the Court proceeded to appoint a Drafting Committee which, according to the Court's wishes, was to be composed of three members. The rule adopted for advisory or contentious procedure, according to which the President was, *ex officio*, a member of the Drafting Committee, would not apply. This special exception would not affect the rule in question.

The following were elected (by secret ballot) :
M. Weiss (Vice-President), MM. Moore and Anzilotti.

25. — Rules, Article 2 (continued).

On the resumption of the discussion of Article 2, M. NYHOLM raised the question whether the addition to Article 2 adopted by the Court on January 15th, 1925, applied to all retiring presidents (which he considered quite clear according to the text) or only to the first president, for whom in any case the privilege remained intact.

M. WEISS thought that, according to the text of the amendment, there could be no possible doubt ; there could, at any given time, be only one retiring president, namely, the one who had just concluded his period of office as president, and it was to him that the clause applied.

¹ See p. 268.

M. DE BUSTAMANTE signale que, du point de vue auquel la Cour s'est placée en adoptant l'adjonction — point de vue qui est contraire au système américain — il n'y a pas de raison de laisser graduellement s'effacer la situation faite aux anciens présidents.

M. PESSÔA avait compris l'amendement de 1925 dans ce sens que tous les présidents sortants siègeraient en ordre d'ancienneté et avant les autres juges.

Le PRÉSIDENT insiste sur la nécessité de trancher actuellement la question qui vient d'être soulevée ; il serait fâcheux de ne pas établir une règle précise.

M. WEISS suggère la possibilité de trouver une formule indiquant que l'amendement dont il s'agit a le caractère d'un hommage personnel rendu à M. Loder.

M. NYHOLM, se référant aux observations de M. Pessôa, attire l'attention de la Cour sur le fait que, si tous les présidents sortis de charge siégeaient dans l'ordre d'ancienneté, la situation du Vice-Président pourrait s'en trouver amoindrie.

M. ANZILOTTI propose de revenir au texte primitif du Règlement et de maintenir l'hommage particulier fait au président Loder sous forme d'une résolution spéciale.

Le PRÉSIDENT fait remarquer qu'il serait difficile, au point de vue constitutionnel, d'avoir un Règlement et, à côté du Règlement, des décisions contraires à celui-ci.

M. DE BUSTAMANTE croit que la décision du 15 janvier 1925, prise à un moment où tous les juges suppléants — dont la participation aux discussions sur le Règlement n'était pas encore écartée — n'étaient pas convoqués, avait uniquement le caractère d'un hommage à M. le Président Loder.

M. ALTAMIRA exprime la même opinion et déclare que c'est dans ce sens qu'il a voté, le 15 janvier 1925, pour l'amendement qui fut alors adopté.

Le GREFFIER fait observer, à titre de renseignement, que, suivant les instructions de la Cour, la résolution du 15 janvier 1925 a été communiquée à tous les signataires du Statut comme une modification du Règlement. D'autre part, cette résolution a été insérée au même titre dans le Rapport annuel de la Cour. Aux yeux de l'extérieur, il paraîtra donc qu'il ne s'agit pas d'insérer ou de ne pas insérer dans le Règlement le paragraphe en question, mais de supprimer ou de maintenir ce paragraphe dans le Règlement.

Le PRÉSIDENT demande s'il y a une proposition tendant à supprimer le paragraphe adopté en janvier 1925.

M. DE BUSTAMANTE déclare vouloir faire cette proposition.

M. WEISS constate que, dans ce cas, il s'agit d'enlever à l'amendement adopté en 1925 son caractère constitutionnel, mais de maintenir la règle à titre d'exception déterminée.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that, according to the standpoint taken by the Court in adopting the addition—a standpoint which was contrary to the American system—there was no reason for gradually allowing the seniority given to past presidents to lapse.

M. PESSÔA had understood the 1925 amendment to mean that all retiring presidents would sit in order of seniority and above other judges.

The PRESIDENT laid stress on the necessity of at once settling the question raised ; it would be most unsatisfactory not to lay down a definite rule.

M. WEISS suggested that a formula might be found indicating that the amendment in question was in the nature of a personal tribute to M. Loder.

M. NYHOLM, referring to M. Pessôa's remarks, drew the Court's attention to the fact that if all past presidents were to sit in order of seniority, the position of the Vice-President might thereby be unfavourably affected.

M. ANZILOTTI proposed that they should return to the original text of the Rules and retain the personal tribute to President Loder in the form of a special resolution.

The PRESIDENT observed that it would be difficult, from a constitutional standpoint, to have Rules of Court and, side by side with these, a number of decisions conflicting with them.

M. DE BUSTAMANTE thought that the decision of January 15th, 1925, which was taken at a time when all the deputy-judges—whose participation in the discussion of the Rules had not yet been ruled out—had not been summoned, was solely in the nature of a tribute to President Loder.

M. ALTAMIRA expressed the same view and stated that he had voted in that sense on January 15th, 1925, for the amendment then adopted.

The REGISTRAR pointed out, for the Court's information, that in accordance with the Court's instructions, the resolution of January 15th, 1925, had been communicated to all signatories of the Statute as a modification of the Rules. Moreover, this resolution had been inserted in the same capacity in the Court's Annual Report. From the standpoint of outsiders, therefore, it would appear that the question was not whether the paragraph in question should or should not be inserted in the Rules, but whether it should or should not be maintained in the Rules.

The PRESIDENT asked whether anyone moved that the paragraph adopted in January 1925 should be deleted.

M. DE BUSTAMANTE said that he would do so.

M. WEISS observed that, in that case, what had to be done was to deprive the amendment adopted in 1925 of its constitutional character, but to maintain the rule as creating an exception in a particular case.

Le GREFFIER donne lecture d'extraits des procès-verbaux des 13 et 15 janvier 1925 relatifs à l'examen de la motion présentée à ce moment par M. le Vice-Président Weiss et adoptée par la Cour sous forme d'addition au Règlement.

M. MOORE relève que, dans le moment actuel, il ne s'agit pas d'appliquer la clause en question. Il estime, par conséquent, qu'il vaudrait mieux s'en tenir, pour le moment, au texte actuel tel qu'il résulte de l'amendement adopté en 1925.

Lord FINLAY rappelle que la proposition faite en 1925 par M. le Vice-Président Weiss, et qu'il a appuyée lui-même, ne visait pas uniquement le premier président sortant, mais tout président sortant ; il conviendrait de s'en tenir à cette règle générale.

Le GREFFIER donne lecture d'un passage du procès-verbal de la séance du 15 janvier 1925, d'où il ressort que la modification du Règlement visait l'introduction d'une règle générale.

Le PRÉSIDENT constate que la question que la Cour est appelée à trancher est celle de savoir s'il y a lieu, conformément à la proposition de M. de Bustamante, de supprimer l'amendement adopté en 1925.

M. NYHOLM propose de maintenir l'amendement, mais de faire l'adjonction suivante : « Toutefois, cette règle ne sera pas applicable après le 1^{er} janvier 1928. » On conserverait ainsi à l'amendement de 1925 le caractère d'un hommage spécial à M. Loder.

M. WEISS estime également que le président sortant est celui qui sort ; il ne peut y avoir à la fois qu'un seul président sortant ; si, par mesure générale, la Cour veut honorer les présidents sortants, c'est un honneur qui est fait régulièrement à ceux qui sont appelés à représenter la Cour. Il y a peut-être avantage à ce que, pendant une période, le président qui vient de quitter ses fonctions siège à côté du président ; en effet, le président sortant peut fournir à son successeur des renseignements sur telle ou telle question administrative ; mais, après une période intermédiaire de trois ans, le président sortant pourra reprendre son rôle de juge. M. Weiss propose donc, en vue d'écarter tout doute possible, de rédiger la phrase dont il s'agit comme suit : « Toutefois, le président sortant siège à la droite du président *qui l'a remplacé*. »

Lord FINLAY est d'avis que la teneur de l'amendement, tel qu'il a été adopté en 1925, ne donne lieu à aucun doute ; dans le texte anglais, de même que dans le texte français, le terme « président sortant » ne peut se référer qu'à celui qui vient de terminer sa période présidentielle.

M. ODA propose le maintien intégral de la disposition telle qu'elle a été acceptée en 1925 ; le cas échéant, la Cour pourra, si elle le juge nécessaire, prendre une décision nouvelle lorsqu'il s'agira d'appliquer la disposition dont il s'agit.

The REGISTRAR read extracts from the minutes of the meetings of January 13th and 15th, 1925, regarding the discussion of the motion submitted at that time by M. Weiss, Vice-President, and adopted by the Court as an addition to the Rules.

Mr. MOORE remarked that, at the present time, there was no question of applying the clause under discussion. He thought, therefore, that it would be better, for the time being, to keep to the present text resulting from the amendment adopted in 1925.

Lord FINLAY recalled that the proposal made in 1925 by M. Weiss, the Vice-President, and supported by himself, did not solely contemplate the first retiring president, but all retiring presidents ; this general rule should therefore be maintained.

The REGISTRAR read a passage from the minutes of the meeting of January 15th, 1925, which indicated that the modification of the Rules was intended to introduce a general rule.

The PRESIDENT observed that the question before the Court was whether the amendment adopted in 1925 should be deleted, as moved by M. de Bustamante.

M. NYHOLM proposed that the amendment should be maintained but that the following addition should be made : "This rule, however, shall not be applicable after January 1st, 1928." In this way the 1925 amendment would retain the character of a special tribute to M. Loder.

M. WEISS also thought that the retiring president was the one who was going out of office ; there could not, at one and the same time, be more than one retiring president. If, as a general rule, the Court wished to honour retiring presidents, that meant an honour bestowed regularly on those nominated to represent the Court. It might perhaps be well that, for a period, the out-going president should sit by the side of the president ; the retiring president might, indeed, furnish his successor with information on some administrative questions, but after an intermediary period of three years the retiring president might reassume his rôle of judge. M. Weiss therefore proposed, in order to eliminate any possible doubt, to draft the sentence in question as follows : "Nevertheless, the retiring president shall sit on the right of the president *who has replaced him*."

Lord FINLAY thought that the language of the amendment, as adopted in 1925, gave rise to no doubt whatever. In the English text, as in the French text, the term "retiring president" could only refer to the president who had just terminated his period of office as president.

M. ODA proposed the maintenance in its entirety of the clause as accepted in 1925 ; if necessary, the Court could, should it see fit, take a fresh decision when the question arose of applying the clause under discussion.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour est saisie de deux propositions, une proposition de M. Weiss et de M. Oda, tendant à maintenir en principe le texte tel qu'il est, et une proposition de M. de Bustamante, tendant à supprimer le paragraphe adopté le 15 janvier 1925, sous réserve du maintien de la décision prise à l'égard de M. le Président Loder.

La proposition sur laquelle il convient de voter est celle de M. de Bustamante.

M. DE BUSTAMANTE, ayant entendu l'opinion de ses collègues, retire sa proposition.

Le PRÉSIDENT constate que, dans ces conditions, la Cour n'est pas saisie de propositions et que le Comité de rédaction devra uniquement rechercher la place à laquelle il convient d'insérer le paragraphe en question.

M. WEISS demande à la Cour d'interpréter le mot « sortant ».

M. MOORE observe que l'interprétation donnée par lord Finlay à cette expression, interprétation qui confirme sa propre manière de voir, lui épargne la nécessité de développer ce point. Il s'agit, sans aucun doute, d'une règle visant une période de transition et applicable uniquement au dernier président démissionnaire ou sortant ; il conviendrait donc de laisser subsister la clause telle qu'elle est. La Cour semble d'ailleurs unanime à vouloir maintenir l'amendement de 1925.

M. WEISS propose néanmoins de remplacer les mots « à la droite du Président » par l'expression « à la droite du président qui l'a remplacé ».

Lord FINLAY estime qu'il n'y a pas lieu de changer, en quoi que ce soit, le texte actuel, qui n'est aucunement ambigu.

M. WEISS, devant l'opinion exprimée par lord Finlay, renonce à sa proposition.

M. NYHOLM fait remarquer que l'adoption définitive de l'amendement ne tient pas compte de la situation du premier président qui, en tout cas, reste intacte.

Le PRÉSIDENT relève que le texte du procès-verbal de la séance sera sans doute suffisamment clair pour montrer quelle est l'interprétation donnée par la Cour à l'amendement de 1925. Si M. Nyholm désire toutefois préciser la situation par un vote, on pourra y procéder.

M. NYHOLM déclare ne pas vouloir insister sur un vote du moment que le texte ancien reste en vigueur selon la proposition de M. Oda.

Le PRÉSIDENT constate que le paragraphe qui a fait l'objet de l'amendement du 15 janvier 1925 est adopté par la Cour et que le Comité de rédaction est chargé de déterminer la place exacte de cet amendement.

26. — Règlement, article 3.

a) Le PRÉSIDENT met en discussion les amendements relatifs à l'article 3 du Règlement. La Cour se trouve en

The PRESIDENT observed that there were two proposals before the Court, one proposal by M. Weiss and M. Oda, to maintain in principle the text in its present form, and one by M. de Bustamante to delete the paragraph adopted on January 15th, 1925, subject to the maintenance of the decision taken in respect of President Loder.

The proposal to be voted upon was M. de Bustamante's proposal.

M. DE BUSTAMANTE, having heard the opinion of his colleagues, withdrew his proposal.

The PRESIDENT observed that in those circumstances no motion was before the Court and that the Drafting Committee had merely to decide as to the place where the paragraph in question should be inserted.

M. WEISS asked the Court to interpret the word "retiring".

Mr. MOORE observed that the interpretation placed by Lord Finlay upon this expression—an interpretation in which he entirely concurred—had saved him the necessity of making any argument on the subject. The rule in question was without doubt a rule covering a transition period and applicable only to the last retiring, or out-going president. The clause, therefore, should be allowed to remain as it stood at present. Moreover, the Court seemed unanimously to desire the maintenance of the 1925 amendment.

M. WEISS nevertheless proposed to replace the words "on the right of the President" by the expression "on the right of the president who has replaced him".

Lord FINLAY thought that there was no occasion in any way to change the present text which was not ambiguous.

M. WEISS withdrew his motion in view of the opinion expressed by Lord Finlay.

M. NYHOLM pointed out that the final adoption of the amendment did not take into account the position of the first president, which in any case remained intact.

The PRESIDENT remarked that the minutes of the meeting would no doubt be sufficiently clear to show what interpretation was placed by the Court on the amendment of 1925. If M. Nyholm, however, desired to define the situation by means of a vote, this would be done.

M. NYHOLM stated that he did not wish to insist on a vote, seeing that the original text remained in force in accordance with M. Oda's proposal.

The PRESIDENT stated that the paragraph which formed the subject of the amendment of January 15th, 1925, was adopted by the Court and that the Drafting Committee was instructed to fix the exact place of this amendment.

26. — Rules, Article 3.

(a) The PRESIDENT opened the discussion upon the amendments in regard to Article 3 of the Rules. The

présence de propositions de MM. Huber, Pessôa et Yovanovitch¹.

Le PRÉSIDENT constate que les propositions de MM. Yovanovitch et Pessôa relatives au deuxième alinéa de l'article 3 tendent à changer le système actuellement en vigueur. Les auteurs de ces propositions veulent distinguer, lorsqu'il s'agit de juges suppléants qui ne prennent pas part à des sessions auxquelles ils ont été convoqués, entre des empêchements de force majeure et des empêchements personnels. Les amendements de MM. Pessôa et Yovanovitch semblent être à peu près identiques.

M. ANZILOTTI croit savoir que M. Negulesco, après avoir formulé la proposition à laquelle se rattache l'amendement de M. Yovanovitch, a retiré sa proposition. Il rappelle à la Cour que M. Beichmann, juge suppléant, a manifesté une opinion contraire à l'amendement. D'autre part, M. Wang ne semble avoir exprimé aucun avis sur ce point.

Le GREFFIER signale que M. Negulesco avait émis sa suggestion sous forme d'une proposition d'interprétation de l'article 3. Les débats en Chambre du Conseil ont, toutefois, démontré que la règle en question ne pouvait être adoptée sous cette forme, parce qu'il s'agissait d'un véritable changement. Se rendant compte qu'une modification du Règlement ne devrait être faite par la Cour que lors d'une session ordinaire, M. Negulesco a ensuite retiré sa proposition d'interprétation, sous bénéfice de l'introduction éventuelle d'une modification lors de la revision du Règlement.

Le PRÉSIDENT estime qu'il conviendrait de maintenir la règle telle qu'elle figure actuellement au Règlement. Il serait très délicat pour le Président de devoir apprécier à distance les raisons d'empêchement invoquées par les juges suppléants.

M. ODA partage l'avis du Président. La disposition actuelle du Règlement présente l'avantage de ne pas donner lieu à des doutes.

M. PESSÔA déclare qu'en faisant sa proposition il désirait répondre à un désir exprimé par M. Negulesco et qu'il croyait partagé par d'autres membres de la Cour. En présence des difficultés qui ont été signalées, M. Pessôa retire, toutefois, sa proposition d'amendement.

Le PRÉSIDENT propose de mettre aux voix la proposition de M. Yovanovitch.

Constatant que cette proposition ne peut être présentée par M. Yovanovitch lui-même, le Président désire la présenter en son propre nom et la mettre aux voix pour éviter que les propositions que la Cour a sollicitées des suppléants ne soient mises hors de cause.

M. PESSÔA se demande s'il est possible de mettre aux voix des propositions émanant des juges suppléants, après la décision prise par la Cour de ne pas les convoquer.

Court had before it the proposals of MM. Huber, Pessôa and Yovanovitch¹.

The PRESIDENT remarked that the proposals made by MM. Yovanovitch and Pessôa in regard to the second paragraph of Article 3 tended to change the system at present applied. Those responsible for these proposals wished to distinguish, in the case of deputy-judges who did not take part in sessions to which they had been summoned, between insuperable reasons preventing their attendance, and personal reasons. MM. Pessôa's and Yovanovitch's amendments seemed to be more or less identical.

M. ANZILOTTI thought that M. Negulesco, after having formulated the proposal with which M. Yovanovitch's amendment was concerned, had withdrawn his proposal. He reminded the Court that M. Beichmann, a deputy-judge, had been opposed to the amendment. On the other hand, it did not appear that M. Wang had expressed any opinion on this point.

The REGISTRAR pointed out that M. Negulesco had made his suggestion in the form of a proposed interpretation of Article 3. Discussions at private meetings of the Court had, however, shown that the rule in question could not be adopted in this form because it was a question of an actual change. Realizing that a modification of the Rules should not be made by the Court except at an ordinary session, M. Negulesco had subsequently withdrawn his proposal for an interpretation, on the understanding that a modification might be envisaged when the time came for the revision of the Rules.

The PRESIDENT thought that the rule should be maintained as it now appeared in the Rules of Court. It would be very difficult for the President to have to estimate at a distance the value of the reasons for their inability to attend put forward by deputy-judges.

M. ODA was of the same opinion as the President. The present clause in the Rules had the advantage that it did not give rise to any doubt.

M. PESSÔA declared that in making his proposal he had wished to meet a desire expressed by M. Negulesco and which he thought was shared by other members of the Court. In consequence of the difficulties which had been pointed out, M. Pessôa withdrew his proposed amendment.

The PRESIDENT proposed to take a vote on M. Yovanovitch's proposal.

Observing that this proposal could not be submitted by M. Yovanovitch himself, the President wished to submit it in his own name and take a vote upon it in order that proposals which the Court had requested the deputy-judges to make should not be left out of account.

M. PESSÔA wondered whether it was possible to vote upon proposals made by deputy-judges, having regard to the decision not to summon them.

¹ Voir pp. 246, 268 et 272.

¹ See pp. 246, 268 and 272.

M. WEISS fait une observation dans le même sens.

Le PRÉSIDENT relève que la Cour a formellement décidé d'inviter tous les juges à présenter leurs amendements au sujet de la revision du Règlement, jusqu'à la fin de l'année 1925. M. Yovanovitch ayant présenté un amendement, la Cour ne peut écarter un vote sur sa proposition. Les juges absents ont le droit moral de faire connaître leur opinion. Aucun autre membre ne s'étant chargé de présenter la proposition de M. Yovanovitch, le Président répète qu'il la présente lui-même.

(Mise aux voix, la proposition de M. Yovanovitch est écartée par huit voix contre deux (MM. de Bustamante et Altamira) et une abstention (M. Nyholm).)

M. PESSÔA déclare qu'il a voté contre la proposition de M. Yovanovitch pour des raisons identiques à celles qui l'ont conduit à retirer sa proposition.

b) Le PRÉSIDENT met en discussion les amendements de MM. Pessôa et Huber, relatifs au troisième alinéa de l'article 3¹.

En exposant le but de son amendement, M. PESSÔA tient à rappeler qu'à l'occasion de l'examen de l'affaire Mavrommatis et des affaires relatives à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise, la Cour a séparé la question de compétence de la question de fond, estimant que l'une était entièrement indépendante de l'autre. M. Pessôa rappelle qu'il a donné précédemment, lors de la cinquième Session, les raisons qui justifient un examen séparé de ces deux questions.

M. ANZILOTTI croit que les propositions dont il s'agit actuellement soulèvent des problèmes très délicats. Il demande s'il est proposé de convoquer éventuellement un juge suppléant, même à la place d'un juge titulaire.

Le PRÉSIDENT explique qu'aux termes de son amendement, la composition de la Cour pourrait être identique pour l'examen d'une affaire tout entière, de sorte qu'un juge titulaire qui n'aurait pas pris part à la première session devrait automatiquement céder sa place au juge suppléant qui y aurait pris part.

M. ANZILOTTI relève qu'en tout état de cause un juge titulaire a toujours le droit d'assister aux sessions de la Cour.

M. PESSÔA tient à faire remarquer qu'aux termes du Statut l'examen de chaque affaire doit être épuisé au cours d'une session. Il s'agit de savoir si la question de la compétence et la question de fond sont deux problèmes différents. Si la question de la compétence peut être séparée de la question de fond, la Cour est en présence de deux affaires, mais s'il n'y a qu'une seule affaire, la question dont s'occupe l'amendement de M. Huber ne se pose pas, l'affaire devant être terminée dans une seule session.

M. WEISS made a similar observation.

The PRESIDENT remarked that the Court had formally decided to invite all judges to submit their amendments in regard to the revision of the Rules before the end of 1925. M. Yovanovitch having submitted an amendment, the Court could not decide not to vote on this proposal. Absent judges had the moral right to make their opinion known. Since no other member had undertaken to submit M. Yovanovitch's proposal, the President repeated that he submitted it himself.

(On being put to the vote, M. Yovanovitch's proposal was rejected by 8 votes to 2 (M. de Bustamante and M. Altamira); M. Nyholm did not vote.)

M. PESSÔA declared that he had voted against M. Yovanovitch's proposal for the same reasons as those for which he had withdrawn his own proposal.

(b) The PRESIDENT opened the discussion on the amendments of M. Pessôa and M. Huber, regarding the third paragraph of Article 3¹.

In stating the object of his amendment, M. PESSÔA desired to recall that in connection with the examination of the Mavrommatis case and the cases concerning certain German interests in Polish Upper Silesia, the Court had separated the question of jurisdiction from the question of the merits, considering that the one was entirely independent of the other. M. Pessôa alluded to the fact that he had previously explained, during the Fifth Session, the reasons which justified a separate examination of these two questions.

M. ANZILOTTI thought that the proposals now under discussion raised very difficult problems. He asked whether it were proposed in certain circumstances to summon a deputy-judge, even instead of an ordinary judge.

The PRESIDENT explained that, according to the terms of his amendment, the composition of the Court might be the same for the examination of the whole of a case, so that an ordinary judge who had not taken part at the first session would automatically give up his place to the deputy-judge who had taken part in it.

M. ANZILOTTI pointed out that in all circumstances an ordinary judge was always entitled to take part in sessions of the Court.

M. PESSÔA wished to point out that, according to the terms of the Statute, the examination of each case should be concluded in the course of a session. The point was whether the question of jurisdiction and the merits were two different problems. If the question of jurisdiction could be separated from the merits, the Court had before it two distinct cases, but if there were only one case, the question dealt with in M. Huber's amendment did not arise, since the case had to be finished in a single session.

¹ Voir pp. 268 et 246.

¹ See pp. 268 and 246.

M. DE BUSTAMANTE rappelle qu'il convient, en tout état de cause, de compléter la Cour en appelant un juge suppléant lorsqu'un juge titulaire, qui a siégé pendant la discussion d'une question de compétence ou d'une question préliminaire, ne peut pas siéger de nouveau lors de l'examen de l'affaire quant au fond.

D'autre part, il peut arriver qu'un juge suppléant soit appelé pour l'examen de la question préliminaire tandis que le juge titulaire assiste aux débats quant au fond. Dans ces conditions, il paraît préférable, pour les relations des suppléants entre eux, d'adopter la même règle que pour les rapports entre les titulaires et les suppléants.

M. MOORE fait observer que le texte actuel du Règlement ne contient pas de disposition prévoyant que les questions de compétence seraient traitées d'une manière entièrement distincte des questions de fond.

La Cour a, en effet, été d'avis, après mûr examen du problème, qu'il serait impossible, dans bien des cas, d'établir une pareille démarcation. La question de compétence peut être soulevée sous une forme qui oblige la Cour à examiner, dans une certaine mesure, ou même d'une manière approfondie, la question de fond.

Dans l'affaire Mavrommatis, à laquelle il a été fait allusion, la Cour ne s'est pas réunie spécialement pour examiner la question de compétence. Le Gouvernement britannique a soulevé une exception d'incompétence et, pour se prononcer sur cette exception, la Cour a dû, dans une certaine mesure, entrer dans le fond de l'affaire. Après avoir décidé, comme elle l'a fait, qu'elle était compétente, la Cour aurait pu, si l'affaire était prête à être examinée, se prononcer sur le fond ; mais les Parties ont demandé un délai, et la Cour, plutôt que de continuer à siéger sans rien faire, a clos sa session et renvoyé l'affaire à une session ultérieure. Toutefois, la Cour n'entendait pas établir la règle que la question de compétence devrait être traitée à part de la question de fond et que ces deux problèmes devraient être réglés au cours de sessions différentes. Des cas se présenteront sans doute également dans l'avenir où la Cour, appelée à trancher la question de compétence, devra procéder immédiatement à l'examen quant au fond.

Le GREFFIER rappelle que, dans l'affaire Mavrommatis, le Gouvernement britannique avait soulevé son exception d'incompétence sous la forme d'une nouvelle requête. D'un autre côté, ce Gouvernement avait, le 20 août 1924, demandé que le délai pour la présentation du Contre-Mémoire fût fixé au 1^{er} janvier 1925. C'est dans ces conditions que la Cour a décidé de séparer le fond de la compétence.

M. ANZILOTTI voudrait proposer de supprimer l'alinéa 3 de l'article 3. Il ne s'agit pas, pour le moment, de décider ce qu'il faut entendre par une nouvelle affaire. La Cour aura l'occasion d'examiner particulièrement

M. BUSTAMANTE pointed out that in any case the Court would have to be made up by the summoning of a deputy-judge if an ordinary judge who had sat during the examination of a question of jurisdiction or of some preliminary question could not again sit for the examination of the case on its merits.

Again, it might happen that a deputy-judge was summoned for the examination of the preliminary question whilst an ordinary judge assisted at the proceedings on the merits. In these circumstances it seemed preferable to adopt the same rule, as regards the relations of the deputy-judges *inter se*, as for relations between ordinary and deputy-judges.

Mr. MOORE pointed out that the present text of the Rules contained no clause to the effect that questions of jurisdiction would be dealt with in a manner entirely distinct from questions of the merits.

The Court had indeed been of opinion, after mature consideration of the problem, that it would be impossible in many cases to establish such a distinction ; the question of jurisdiction might be raised in a form which would compel the Court to examine, to some extent, or even at length, the question of the merits.

In the Mavrommatis case, to which allusion had been made, the Court had not met specially for the examination of the question of jurisdiction. The British Government, however, interposed a plea to the jurisdiction, and in order to determine this plea, the Court was obliged to go to a certain extent into the merits. After deciding, as it did, that it had jurisdiction, the Court might, if the case had been ready for trial, have proceeded to determine the merits ; but the Parties asked for time, and the Court, rather than remain in session with nothing to do, brought the session to an end, and the case went over for trial at a new session. But the Court had not intended to establish a rule that the question of jurisdiction should always be dealt with separately from the question of merits and that these two problems should be disposed of at different sessions. Cases would no doubt also arise in the future in which the Court, having decided the question of jurisdiction, would at once proceed to examine the merits of the case.

The REGISTRAR recalled that in the Mavrommatis case the British Government had made its objection to the Court's jurisdiction in the form of a new application. Again, that Government had, on August 20th, 1924, asked that the date for the submission of the Counter-Case should be fixed as January 1st, 1925. Such were the circumstances in which the Court had decided to separate the merits from the question of jurisdiction.

M. ANZILOTTI wished to propose the deletion of paragraph 3 of Article 3. They had not for the moment to decide what was meant by a new case. The Court would have occasion later on to devote

plus tard la question des exceptions d'incompétence. Le problème qui se pose actuellement est celui de la composition de la Cour. S'il s'agit de la même affaire, il est évident que la composition de la Cour doit être la même ; si, par contre, il s'agit d'une autre affaire, par exemple, si la Cour considère que la partie de l'affaire relative au fond est distincte de celle qui a trait à la compétence, les observations faites par M. de Bustamante ont beaucoup de poids. Il n'y a pas de raison pour adopter des règles spéciales à l'égard des suppléants, lorsqu'elles ne s'appliquent pas aux juges titulaires.

Le PRÉSIDENT fait observer que la proposition qu'il soumet à la Cour est compatible avec le Statut et qu'elle correspond, d'ailleurs, à une décision interprétative que la Cour a déjà prise. Lorsqu'il a fallu convoquer un juge suppléant, on a donné la préférence à celui qui avait déjà siégé dans la première phase d'une affaire. Le Président rappelle qu'il a consulté la Cour sur la question de savoir si, pour traiter le fond de l'affaire germano-polonaise, il devait, en tout premier lieu, convoquer M. Wang, qui avait déjà pris part aux délibérations sur la compétence, abstraction faite de sa place dans l'ordre des convocations. La Cour était d'avis que M. Wang aurait dû être appelé en premier lieu. La question était sans importance pratique, parce qu'il a fallu convoquer tous les juges suppléants, mais la Cour était cependant d'avis que M. Wang devait être convoqué en premier lieu, s'il était nécessaire d'appeler un juge suppléant.

S'il n'y a aucun texte et aucune interprétation, le Président peut se trouver dans une situation assez délicate.

M. ANZILOTTI est d'avis que, faute d'exception expresse, il faut toujours suivre l'ordre du tableau, à moins qu'il ne s'agisse d'une affaire liée à l'affaire précédente.

Le PRÉSIDENT insiste sur la nécessité, en tout état de cause, d'une situation claire, qui écarte toute possibilité d'interpréter le choix du Président comme destiné à influencer la composition de la Cour.

M. PESSÔA estime que l'amendement concernant un juge suppléant « qui a été saisi d'une affaire et qui en demeure saisi jusqu'à ce qu'une solution soit intervenue » ne peut pas trouver son application, du moment que toute affaire doit être tranchée au cours d'une même session.

M. Pessôa rappelle les déclarations faites par lui, lors de la session ordinaire de 1924 au sujet de la séparation des questions de fond et de procédure.

M. ANZILOTTI fait observer à M. Pessôa que l'article en discussion ne vise que les juges suppléants. La question de la compétence sera traitée ultérieurement.

Le PRÉSIDENT ayant constaté que la proposition de M. Pessôa vise en effet plutôt les relations entre le

special attention to the question of objections to the jurisdiction. The question now under consideration was that of the composition of the Court. If it were the same case it was clear that the composition of the Court must be the same ; if, on the other hand, it was another case (for instance, if the Court considered that the question of the merits was distinct from that of jurisdiction), the observations made by M. de Bustamante carried much weight. There was no reason for the adoption of special rules in regard to deputies, if they did not apply to ordinary judges.

The PRESIDENT pointed out that the proposal which he laid before the Court was compatible with the Statute and that, moreover, it was in accordance with an interpretative decision already taken by the Court. When a deputy-judge had had to be summoned, preference had been given to the deputy who had already sat in the first phase of a case. The President recalled that he had consulted the Court on the question whether, for the examination of the merits of the German-Polish case, he should, in the first place, summon M. Wang, who had already taken part in the deliberations on the question of jurisdiction, disregarding his place in the order for the summons of deputy-judges. The Court had been of opinion that M. Wang should be summoned first. The question had had no practical importance because all the deputies had had to be summoned, but nevertheless the Court had been of opinion that M. Wang should be summoned first if a deputy-judge were required.

If there were no text and no interpretation, the President might find himself in a somewhat difficult position.

M. ANZILOTTI thought that unless an express exception were made, the order of the list should always be followed, except in the case of a suit connected with a preceding one.

The PRESIDENT declared that at all events the position must be clear so as to avoid any possibility of the choice made by the President being regarded as intended to influence the composition of the Court.

M. PESSÔA thought that the amendment regarding a deputy-judge "who has begun a case and who continues to sit in it until it is finished" would never be applicable, since every case had to be finished in a single session.

M. Pessôa alluded to the statements which he had made at the ordinary session in 1924 in regard to the separation of questions of merits and questions of procedure.

M. ANZILOTTI pointed out to M. Pessôa that the article under consideration only related to deputy-judges. The question of jurisdiction would be dealt with later.

The PRESIDENT, having observed that M. Pessôa's proposal referred rather to the relation between the

problème de la compétence et la question de fond, M. PESSÔA déclare ne pas vouloir s'opposer à ce qu'un vote sur sa proposition soit renvoyé. Il demande, toutefois, que la Cour manifeste, le moment venu, son opinion à l'égard de ce problème.

Le Président met aux voix la proposition de M. Anzilotti selon laquelle l'alinéa 3 de l'article serait supprimé.

Cette proposition est acceptée par huit voix contre trois (MM. Moore, Nyholm et lord Finlay).

La proposition de M. Anzilotti ayant été acceptée, celle de M. Huber, moins radicale, n'est plus en discussion.

27. — Règlement, article 4.

Le PRÉSIDENT met ensuite en discussion les amendements relatifs à l'article 4¹ formulés par lui-même, par M. de Bustamante et dans le rapport du Greffier. Il rappelle qu'il convient d'envisager la possibilité que l'Assemblée augmente le nombre de juges titulaires. Une question assez délicate se présente alors : celle de savoir s'il faut, éventuellement, toujours compléter la Cour avec les juges suppléants pour avoir un nombre de juges correspondant au nombre de juges titulaires.

Le Président signale qu'il faut examiner aussi la question des juges nationaux, question qui, au point de vue pratique et constitutionnel, est assez complexe.

M. ANZILOTTI demande s'il ne serait pas possible d'ajourner l'examen de ces questions générales.

Le PRÉSIDENT tient à ajouter que la question relative au nombre de juges dont la présence est nécessaire exerce au point de vue pratique des répercussions considérables pour les juges suppléants.

a) M. DE BUSTAMANTE fait observer que c'est l'article 3 du Statut qui prévoit que le nombre de juges peut être éventuellement augmenté par l'Assemblée.

Il estime nécessaire, en tout état de cause, de modifier la teneur actuelle du premier alinéa de l'article 4. Au lieu de dire : « La Cour plénière peut siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze », il conviendrait de spécifier qu'elle peut siéger avec un nombre de juges « plus élevé que le nombre des juges titulaires ».

Acceptée en principe, cette proposition est renvoyée au Comité de rédaction.

b) Le PRÉSIDENT met en discussion la rédaction du Greffier relative au deuxième alinéa de l'article 4².

M. ANZILOTTI estime que cet amendement soulève deux questions tout à fait distinctes : la question d'opportunité — et à ce point de vue il n'y a aucun doute qu'il ne soit très désirable de limiter autant que possible

question of jurisdiction and the question of the merits, M. PESSÔA declared that he would not oppose the postponement of a vote upon his proposal. He asked, however, that the Court should, when the time came, express its opinion in regard to this problem.

The President took a vote on M. Anzilotti's proposal to the effect that paragraph 3 of the article should be deleted.

This proposal was adopted by 8 votes to 3 (MM. Moore, Nyholm and Lord Finlay).

M. Anzilotti's proposal having been adopted, that of M. Huber, which did not go so far, no longer came up for discussion.

27. — Rules of Court, Article 4.

The PRESIDENT then opened the discussion on the amendments in regard to Article 4¹ submitted by himself, by M. de Bustamante and in the Registrar's report. He recalled that the possibility should be envisaged of an increase in the number of ordinary judges by the Assembly. A somewhat difficult question then arose, namely whether, in that case, the Court must always be made up by calling upon deputy-judges, so as to consist of a number of judges corresponding to the number of ordinary judges.

The President observed that the question of national judges must also be considered, a question which, both from the practical and constitutional point of view, was somewhat complex.

M. ANZILOTTI asked whether the examination of these general questions could not be postponed until later.

The PRESIDENT wished to add that the question of the number of judges whose presence was necessary had considerable practical consequences as regards the deputy-judges.

(a) M. DE BUSTAMANTE observed that it was Article 3 of the Statute which provided that the number of judges might be increased by the Assembly.

He thought it necessary in any case to modify the present tenor of the first paragraph of Article 4. Instead of saying : "The full Court may sit with a number of judges exceeding eleven", it should be specified that it might sit with a number of judges "exceeding the number of ordinary judges".

This proposal was accepted in principle and referred to the Drafting Committee.

(b) The PRESIDENT opened the discussion on the Registrar's draft in connection with the second paragraph of Article 4².

M. ANZILOTTI thought that this amendment raised two quite distinct questions : the question of expediency—and from this point of view there was no doubt that it would be desirable as far as possible to

¹ Voir pp. 247, 260 et 304.

² " p. 304.

¹ See pp. 247, 260 and 304.

² " p. 304.

les cas où les suppléants seraient appelés aux termes de l'article 25 du Statut — et la question de principe, savoir si la proposition est compatible avec le Statut de la Cour.

M. DE BUSTAMANTE fait observer que le Statut fixe le quorum à neuf.

Le PRÉSIDENT estime que le Statut ne permet pas d'augmenter le quorum, mais il s'agit de savoir — à supposer que le nombre des juges soit augmenté de deux — si le nombre des membres de la Cour doit toujours être complété à treize. Le Président estime que la teneur de l'article 25 du Statut fixe, d'une manière précise, à onze le nombre des juges titulaires devant, si possible, être présents.

M. MOORE estime que l'augmentation du nombre des juges ne pourrait être réalisée que par voie d'amendement au Statut de la Cour et, par suite, que la Cour elle-même n'est pas compétente pour en connaître; même si le Statut était amendé, nul ne pourrait prévoir ce que serait l'amendement. La disposition de l'article actuel du Règlement n'est qu'une interprétation donnée au présent Statut par la Cour. La Cour ne saurait toutefois légiférer en déclarant qu'elle *peut* siéger si onze juges sont présents, du moment que le Statut fixe le quorum à neuf.

Le GREFFIER rappelle qu'il est nécessaire de distinguer entre trois objets. D'abord, la composition normale de la Cour, puis le cas où, treize juges titulaires ayant été désignés, deux juges titulaires ne peuvent pas venir: dans ce cas, la Cour pourrait, selon l'amendement, siéger sans faire appel à des suppléants si seulement onze juges titulaires sont présents. Le troisième cas, tout à fait à part, est celui du quorum de neuf, calculé sur l'ensemble des juges titulaires et des juges suppléants.

M. MOORE fait observer que l'on ne sait pas encore dans quelle mesure le nombre des juges pourrait être augmenté. Il serait difficile de faire tabler un amendement au Règlement sur la supposition d'un chiffre déterminé.

Lord FINLAY propose de ne pas formuler d'amendement fondé sur une augmentation du nombre des juges. Quand cette situation se présentera, la Cour pourra s'en occuper à nouveau.

Le PRÉSIDENT estime que la Cour devrait pouvoir faire face à toutes les éventualités et envisager la possibilité expressément prévue à l'article 3 du Statut.

M. WEISS rappelle que la Cour est liée par l'article 25 du Statut. Il n'y a pas incompatibilité absolue entre l'alinéa 2 de l'article 25 et la situation créée par l'élection de nouveaux juges. Or, l'article 25, alinéa 2, parle expressément de la présence de onze juges titulaires.

Le PRÉSIDENT prie la Cour d'envisager l'hypothèse dans laquelle l'Assemblée porterait le nombre des juges

limit cases in which deputy-judges would be summoned under Article 25 of the Statute—and the question of principle, namely whether the proposal was compatible with the Statute of the Court.

M. DE BUSTAMANTE observed that the Statute fixed the quorum at nine.

The PRESIDENT thought that the Statute did not permit the quorum to be increased, but the question was whether—supposing that the number of judges should be increased by two—the number of members of the Court should always be made up to thirteen. The President thought that the terms of Article 25 of the Statute made it quite clear that eleven was the number of ordinary judges who should, if possible, be present.

Mr. MOORE thought that an increase in the number of judges could be effected only by amending the Statute, and that consequently the Court itself was not competent to deal with it. Even if the Statute were amended, none could foretell what the amendment would be. The clause in the present article of the Rules was only an interpretation placed upon the present Statute by the Court. The Court could not, however, legislate in this matter, by declaring that the Court *might* sit if eleven judges were present, seeing that the Statute fixed the quorum at nine.

The REGISTRAR said that there were three things between which a distinction must be made. In the first place, the normal composition of the Court, then the case in which, thirteen ordinary judges having been appointed, two ordinary judges could not come: in that case the Court could, according to the amendment, sit without calling upon deputy-judges, if only eleven ordinary judges were present. The third case, which was quite distinct, was that of the quorum of nine, calculated for the whole body of judges and deputy-judges.

Mr. MOORE pointed out that it was not yet known to what extent the number of judges might be increased. It would be difficult to prepare an amendment to the Rules on the hypothesis of any particular number.

Lord FINLAY proposed that no amendment should be prepared based on an increase in the number of judges. When this situation arose the Court could consider it afresh.

The PRESIDENT thought that the Court should be prepared to meet all contingencies and to deal with the possibility expressly provided for in Article 3 of the Statute.

M. WEISS observed that the Court was bound by Article 25 of the Statute. There was no absolute incompatibility between paragraph 2 of Article 25 and the situation resulting from the election of new judges; and Article 25, paragraph 2, expressly spoke of the presence of eleven ordinary judges.

The PRESIDENT requested the Court to consider the situation which would arise if the Assembly increased the

de onze à treize et le nouveau Règlement ne dirait rien sur les points soulevés dans le rapport du Greffier¹. Il se pourrait alors que, sur les treize juges convoqués à une session, onze seulement répondissent affirmativement à la convocation. En vue de cette éventualité, il faudrait que la Cour donne au Président l'assurance que l'interprétation de M. le Vice-Président Weiss, interprétation littéralement exacte, correspond bien à la pensée de la Cour.

M. MOORE fait remarquer qu'en cas d'amendements apportés au Statut, les amendements rendraient immédiatement caduques toutes clauses du Règlement qui leur seraient contraires. Il paraît difficile d'adopter des amendements au Règlement, en vue de modifications hypothétiques.

Lord FINLAY estime également qu'il n'y a pas lieu de préjuger de l'avenir en raison d'hypothèses qui pourraient se produire.

Le PRÉSIDENT fait observer qu'il ne s'agit pas de formuler une disposition du Règlement en vue d'un amendement du Statut. Aux termes du Statut actuel, l'augmentation du nombre de juges de onze à quinze ne constituerait pas un amendement ; ce n'est que l'exercice d'un pouvoir conféré par le Statut au Conseil et à l'Assemblée. Si l'interprétation donnée par M. le Vice-Président à l'article 25 du Statut, interprétation qui paraît juste et exacte, correspond aux vues de la Cour, et si une indication dans ce sens se trouve dans les procès-verbaux, le Président pourra être complètement fixé sur l'attitude qu'il devra prendre le cas échéant. Mais toute discussion possible ne serait exclue que si la pensée exprimée par M. Weiss se trouvait dans le Règlement.

Le Président propose de renvoyer ce point au Comité de rédaction.

M. ANZILOTTI se rallie à cette manière de voir.

M. MOORE estime qu'il n'y a pas, entre les membres de la Cour, de différence de principe au sujet du point dont il s'agit.

M. NYHOLM ne s'oppose pas à l'opinion qui vient d'être exprimée, tout en ne croyant pas qu'il soit nécessaire de s'occuper de la question dans le moment actuel.

Il est décidé de renvoyer la question au Comité de rédaction.

28. — Prochaine séance de la Cour.

La prochaine séance de la Cour est fixée au mercredi 23 juin à 10 heures.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Voir p. 304.

number of judges from eleven to thirteen and the new Rules said nothing regarding the points raised in the Registrar's report¹. It might then happen that, of the thirteen judges summoned to a session, eleven only would reply that they were able to come. Having regard to this contingency, the Court must give the President an assurance that the interpretation of the Vice-President, M. Weiss—an interpretation which was literally correct—was really in accordance with the views of the Court.

Mr. MOORE pointed out that should amendments be made to the Statute, such amendments would at once render null and void any inconsistent provisions of the Rules. It seemed difficult to adopt amendments to the Rules in contemplation of hypothetical modifications.

Lord FINLAY also thought that there was no need to make provision for contingencies which might arise in the future.

The PRESIDENT pointed out that the question was not to prepare a clause in the Rules of Court in anticipation of an amendment to the Statute. According to the present terms of the Statute, an increase in the number of judges from eleven to fifteen would not constitute an amendment ; it was merely the exercise of a power conferred by the Statute on the Council and the Assembly. If the interpretation placed by the Vice-President on Article 25 of the Statute—an interpretation which appeared fair and correct—were in accordance with the views of the Court, and if an indication to this effect were included in the minutes, the President would know precisely what attitude he must adopt, should occasion arise ; but the possibility of discussion would only be absolutely eliminated if the idea expressed by M. Weiss were embodied in the Rules.

The President proposed to refer this point to the Drafting Committee.

M. ANZILOTTI supported this suggestion.

Mr. MOORE thought there was no difference in principle between the members of the Court in regard to the point in question.

M. NYHOLM did not oppose the opinion which had just been expressed, though he did not believe that it was necessary, at the present time, to deal with the question.

It was decided to refer the question to the Drafting Committee.

28. — Next meeting of the Court.

The next meeting of the Court was fixed for Wednesday, June 23rd, at 10 a.m.

The Court rose at 1 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ See p. 304.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

SIXIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le mercredi 23 juin 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,

Lord FINLAY,

MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

29. — **Règlement, article 4.**

Le PRÉSIDENT ouvre la séance en déclarant que la discussion continue sur les amendements proposés à l'article 4.

Il relève que la Cour n'a pas encore pris de décision au sujet du point n° 2¹ de la rédaction du Greffier relative à cet article; mais il s'agit là d'une question de rédaction et non pas d'une innovation de fond; le Comité de rédaction pourra donc examiner ce point.

(Il en est ainsi décidé.)

Le PRÉSIDENT met ensuite en discussion la proposition de M. Pessôa tendant à appliquer aux membres de la Cour les principes établis par l'article 31 du Statut en ce qui concerne les juges *ad hoc*².

M. PESSÔA estime que l'esprit et la lettre du Statut exigent qu'on fasse application du principe établi dans l'article 31 aux nations qui ont déjà des ressortissants parmi les membres de la Cour. C'est le but de sa proposition.

Il se peut que, dans une procédure, une des Parties en litige soit constituée par trois ou quatre nations et que trois ou quatre juges ressortissants de ces pays siègent au sein de la Cour, alors que l'autre Partie n'a le droit, conformément à l'article 31 du Statut, d'être représentée que par un seul juge. Si, dans l'esprit du Statut, il s'agit d'établir une parfaite égalité entre les deux Parties, il faut appliquer cette même règle aux nations qui comptent déjà des juges à la Cour.

¹ Voir p. 304.

² " " 268.

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

SIXTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Wednesday, June 23rd, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,

Lord FINLAY,

MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

29. — **Rules, Article 4.**

The PRESIDENT opened the meeting and stated that the discussion of the proposed amendments to Article 4 would be continued.

He remarked that the Court had not yet come to a decision regarding point No. 2¹ of the Registrar's draft in regard to that article; but that was a question of wording and not a substantial amendment; the Drafting Committee therefore could consider that point.

(It was decided accordingly.)

The PRESIDENT then opened the discussion on M. Pessôa's proposal to the effect that the principles established by Article 31 of the Statute in regard to judges *ad hoc* should be applied also to members of the Court².

M. PESSÔA considered that the spirit and the letter of the Statute required that the principle laid down in Article 31 should be applied to nations which already had nationals amongst the members of the Court. This was the object of his proposal.

It might happen in a case that one of the Parties to it was composed of three or four nations and that three or four judges, nationals of those countries, were on the Bench, whilst the other Party would only be entitled, under Article 31 of the Statute, to nominate a single judge. If the intention of the Statute were to establish absolute equality between the two Parties, the same rule must be applied to nations already having judges in the Court.

¹ See p. 304.

² " " 268.

Du moment qu'il n'est pas possible de toucher au Statut et d'accorder à toute Partie en litige le même nombre de juges que comptent les États dont l'ensemble constitue l'autre Partie, il conviendrait de retirer de la Cour le nombre de membres nécessaires pour établir l'égalité entre les deux Parties.

M. ALTAMIRA rappelle qu'en 1920, lorsque le Comité des juristes a discuté la question — et à cette occasion M. le Président Loder et M. Altamira se sont vivement opposés au système des juges nationaux —, la raison donnée pour admettre cette catégorie de juges était surtout la représentation des différents systèmes juridiques. M. Elihu Root, en particulier, a montré d'une façon très claire que, pour faire comprendre à la Cour certaines finesses de l'esprit juridique d'une nation intéressée dans une affaire, la présence d'un juge ressortissant de cette nation était nécessaire. C'est dans ces conditions que la majorité du Comité, a finalement accepté, en principe, le système des juges nationaux.

M. PESSÔA estime, par contre, que pour donner des renseignements sur la mentalité juridique d'un peuple, il n'est pas nécessaire qu'un juge national siège à la Cour; il suffit qu'un avocat l'expose: les Parties sont représentées devant la Cour par des avocats.

M. ALTAMIRA rappelle que les avocats ne sont pas présents aux délibérations en Chambre du Conseil.

M. PESSÔA fait observer que ces délibérations sont prises après les exposés des avocats.

M. le Président LODER, en s'associant à l'opinion exprimée par M. Altamira, estime que l'amendement de M. Pessôa n'est pas conforme au Statut. Il insiste sur le fait que les juges ne sont pas les représentants des États en litige. M. Loder ajoute que si, dans une affaire déterminée, cinq ou six juges devaient se retirer pour les motifs indiqués par M. Pessôa, il n'y aurait plus de Cour.

M. PESSÔA estime qu'il faudrait sept juges: puis l'on aurait recours aux suppléants.

M. ANZILOTTI tient à signaler une considération qui a joué un rôle fondamental dans les délibérations du Comité des juristes. On s'est beaucoup inspiré des raisons pour lesquelles il a été jugé nécessaire de composer, en partie, les tribunaux d'arbitrage d'arbitres choisis par les Parties; comme dans ces tribunaux, on a voulu éviter le danger de froisser, dans la rédaction des jugements de la Cour, les susceptibilités nationales.

M. Anzilotti estime, personnellement, que la proposition de M. Pessôa n'est pas conforme au Statut, en vertu duquel les juges nommés par l'Assemblée ont toujours le droit de siéger à la Cour; les suppléants, bien entendu, pour remplacer les titulaires.

M. ALTAMIRA rappelle aussi que l'idée de faire sortir de la Cour le juge ressortissant d'un État partie en

Since it was not possible to interfere with the Statute and to grant to any Party to a case the same number of judges as were possessed by the States together forming the other Party, the number of members necessary to establish equality between the Parties should be removed from the Court.

M. ALTAMIRA recalled that in 1920, when the Committee of Jurists had discussed the question—and on that occasion President Loder and M. Altamira had strenuously opposed the system of national judges, the reason given for the inclusion of that category of judges was above all the representation of the various legal systems. M. Elihu Root, in particular, had very clearly shown that in order to enable the Court to understand certain subtleties of the juridical mentality of a nation concerned in a case, the presence of a judge who was a national of that country was necessary. It was under these conditions that the majority of the Committee had finally accepted, in principle, the system of national judges.

M. PESSÔA thought, on the other hand, that it was not necessary to have a national judge on the Bench in order to furnish information regarding the juridical mentality of a nation; it was enough that this should be explained by counsel: the Parties were represented in Court by counsel.

M. ALTAMIRA observed that counsel were not present at private meetings of the Court.

M. PESSÔA pointed out that discussion by the Court took place after the speeches of counsel.

President LODER, associating himself with the view taken by M. Altamira, thought that M. Pessôa's amendment was not in accordance with the Statute. He laid stress on the fact that judges were not representatives of the States concerned in a case. He added that if, in a particular case, five or six judges had to withdraw for the reasons indicated by M. Pessôa, there would be no Court.

M. PESSÔA thought that seven judges would be necessary: then recourse would be had to deputies.

M. ANZILOTTI desired to draw attention to a consideration which had played a fundamental part in the deliberations of the Committee of Jurists. Much stress has been laid on the reasons for which it was considered necessary that courts of arbitration should be in part composed of arbitrators chosen by the Parties; just as in tribunals of that kind, it had been desired, in the case of the Court, to avoid the risk of wounding national susceptibilities in the drafting of the Court's judgments.

M. Anzilotti personally thought that M. Pessôa's proposal was not in accordance with the Statute, under which judges appointed by the Assembly were always entitled to sit; the deputy-judges, of course, to replace ordinary judges.

M. ALTAMIRA reminded the Court that the idea of excluding a judge who was a national of a Party to a

litige a été discutée par le Comité de 1920, mais qu'elle a été rejetée, entre autres, pour les considérations rappelées par M. Anzilotti et par lui-même.

M. PESSÔA est d'avis qu'il aurait mieux valu ne pas introduire dans le Statut une disposition créant des juges nationaux.

M. ANZILOTTI fait observer que l'équivoque serait amoindrie si, au lieu de parler de juges nationaux, on parlait, comme le fait le Règlement, de juges *ad hoc*.

L'idée fondamentale de l'article 31 et, d'une manière générale, de tout le Statut, est, toutefois, que la nationalité des membres ne doit entraîner aucun changement dans la composition de la Cour. Le Statut donne simplement la possibilité d'ajouter un ou plusieurs juges lorsque cela est nécessaire.

M. WEISS s'associe pleinement à l'opinion émise par M. Anzilotti, en insistant particulièrement sur le fait que les juges qui composent la Cour ne sont pas des représentants de leur nation. La proposition de M. Pessôa, qui aurait pu être discutée devant le Comité des juristes, paraît inadmissible en présence des termes du Statut. D'après l'article 31, alinéa premier, du Statut, «les juges de la nationalité de chacune des Parties en cause conservent le droit de siéger...»; lorsque plusieurs États font cause commune, on ne peut donc pas établir une sorte de tirage au sort afin de désigner tel ou tel juge pour représenter la collectivité; il faudrait que le Statut fût modifié pour que la proposition, d'ailleurs très équitable, de M. Pessôa, pût être mise en discussion.

M. MOORE estime que l'adoption de l'amendement de M. Pessôa rendrait nécessaire, soit une modification du Statut même, soit tout au moins un changement radical de l'interprétation donnée au Statut par la Cour. Or, l'interprétation que la Cour a donnée à cet instrument n'a jamais été contestée. Il n'a jamais été proposé que des juges siégeant à la Cour pussent se retirer lors des délibérations sur une affaire déterminée. Le seul moyen de concilier l'amendement dont il s'agit avec la teneur de l'article 31 du Statut consisterait à appliquer la disposition du quatrième alinéa de l'article 31 à celle qui est contenue dans le premier alinéa du même article. Il n'y a, toutefois, pas un mot à l'article 31 qui autorise, pour le motif proposé, la retraite ou l'élimination d'un juge.

L'interprétation donnée par la Cour à l'article 31 est confirmée par les articles 26 et 27 du Statut (relatifs aux affaires de travail ainsi que de communications et de transit) où des dispositions expresses ont trait à la cession de places par les juges.

De plus, l'article 25 du Statut établit le quorum de neuf juges, et ce nombre serait peut-être impossible à atteindre si trois ou quatre juges étaient obligés de se retirer. Pour ces raisons, M. Moore n'est pas en mesure de voter l'amendement de M. Pessôa.

dispute had been discussed by the Committee in 1920, but had been rejected for the reasons given by himself and M. Anzilotti, *inter alia*.

M. PESSÔA thought that it would have been better not to insert in the Statute a clause creating national judges.

M. ANZILOTTI pointed out that the ambiguity would be lessened if, instead of speaking of national judges, the expression judges *ad hoc* were used, as in the Rules.

The fundamental idea however of Article 31 and, generally speaking, of the whole Statute, was that the nationality of members should not involve any change in the composition of the Court. The Statute simply provided for the possibility of adding one or more judges when necessary.

M. WEISS fully endorsed M. Anzilotti's view; he laid particular stress on the fact that the judges who composed the Court were not representatives of their nation. M. Pessôa's proposal, which might have been discussed before the Committee of Jurists, seemed inadmissible, having regard to the terms of the Statute. According to Article 31, paragraph 1, of the Statute, "judges of the nationality of each contesting Party shall retain their right to sit in the case before the Court"; when several States were united in the same interest, it was therefore impossible to establish a kind of system of drawing lots for the appointment of some particular judge to represent the whole group; the Statute would have to be amended before M. Pessôa's proposal, which was very reasonable, could be discussed.

Mr. MOORE thought that the adoption of M. Pessôa's amendment would necessitate either the actual amendment of the Statute or at all events a radical change in the construction placed upon the Statute by the Court. The construction placed by the Court on that instrument had, however, never been disputed. It had never been suggested that judges on the Bench should withdraw from the deliberation upon a particular case. The only means of reconciling the amendment in question with the tenor of Article 31 of the Statute would be to apply the provision of the 4th paragraph of Article 31 to that contained in the first paragraph of the same article. There was not, however, a single word in Article 31 which would justify the retirement or withdrawal of a judge on the ground proposed.

The construction placed by the Court on Article 31 was borne out by Articles 26 and 27 of the Statute (regarding labour and communications and transit cases) in which there were express provisions regarding the giving up of their seats by judges.

Further, Article 25 of the Statute fixed the quorum at nine judges, and this number might not be attainable if three or four judges had to withdraw. For these reasons, Mr. Moore was unable to support M. Pessôa's amendment.

M. ODA fait remarquer que la Cour doit éviter, autant que possible, d'établir une règle quelconque dont le résultat implique l'admission d'une dépendance de ses membres vis-à-vis de leurs gouvernements, ou même un doute sur leur impartialité. Si l'amendement de M. Pessôa, qui accorde trop d'importance aux droits d'égalité, était adopté, cela pourrait être le cas.

En outre, d'après l'alinéa 1^{er} de l'article 31 du Statut, la nationalité ne saurait constituer un obstacle au droit, pour les juges, de siéger ; cet article doit être interprété par rapport aux articles 16 et 17, relatifs à l'incompatibilité de la fonction de juge avec certaines fonctions exercées sous la surveillance des gouvernements. Aucune restriction ne doit être apportée aux droits des juges. Le Statut aurait pu, à tort ou à raison, établir la restriction que propose M. Pessôa, mais une disposition de ce genre dépasserait le cadre du Règlement.

Lord FINLAY partage l'opinion exprimée par M. Moore. La question des juges nationaux est hérissée de difficultés. Une solution que le Statut aurait pu donner à ce problème eût consisté à ne donner aux juges nationaux qu'une voix consultative. Telle qu'elle est actuellement, la situation dans laquelle se trouvent les juges nationaux est extrêmement délicate.

Lord Finlay ne désire cependant pas insister sur ce point, que la Cour n'est pas appelée à examiner, du moins aujourd'hui.

M. PESSÔA voudrait répondre à plusieurs observations qui ont été faites au sujet de son amendement. Tout d'abord, il n'a pas voulu parler de juges « représentant » des États. Il a employé une formule qui se rapproche de beaucoup de celle du Statut, où il est dit, par exemple, que la Cour peut compter « sur le siège un juge de la nationalité d'une seule des Parties . . . ». Il n'y a guère de différence entre cette expression et celle qui figure dans l'amendement en discussion.

La question dont il s'agit actuellement n'est pas celle des juges nationaux, qui sont admis à siéger en vertu d'une disposition de la loi constitutionnelle de la Cour. Ce qui est en discussion, c'est l'application du principe de l'égalité que le Statut veut assurer aux deux Parties en litige devant la Cour. M. Pessôa ne voit pas en quoi son amendement serait contraire au Statut. Il s'agit, dans son esprit, uniquement de mettre en harmonie les différents alinéas (1^{er}, 4^{me} et 9^{me}) du même article 31.

M. NYHOLM voudrait attirer l'attention de la Cour sur l'article 24 du Statut qui débute par les mots : « Si, pour une raison spéciale . . . ». Bien que l'article cité vise surtout des raisons d'ordre personnel, il se pourrait que l'interprétation de cette disposition pût offrir une solution au problème soulevé par M. Pessôa.

Le PRÉSIDENT estime que la question soulevée par M. Nyholm se rapproche de sa propre proposition relative à l'insertion d'un article 4 *bis* ; il propose de l'examiner lorsque cette dernière proposition sera mise en discussion.

M. ODA pointed out that the Court must, as far as possible, avoid making any rule which in its effects would imply recognition of the subordination of its members to their governments or even a doubt of their impartiality. If M. Pessôa's amendment, which attached too much importance to rights of equality, were adopted, this might well happen.

Again, according to paragraph 1 of Article 31 of the Statute, nationality could not be an obstacle to the judges' right to sit ; that article must be interpreted in relation with Articles 16 and 17 regarding the incompatibility of a judge's functions with certain functions exercised under the control of governments. No restriction should be placed on the judges' rights. The Statute might, rightly or wrongly, have made the restriction proposed by M. Pessôa, but a provision of the kind would be outside the scope of the Rules.

Lord FINLAY shared Mr. Moore's opinion. The question of national judges was surrounded by difficulties. One solution of this problem which the Statute might have given would be to allow national judges to sit in an advisory capacity only. As it was, the situation of national judges was extremely delicate.

Lord Finlay did not, however, wish to insist on this point which the Court had not to consider, at all events at present.

M. PESSÔA wished to reply to several observations made in regard to his amendment. In the first place, he had not intended to speak of judges "representing" States. He had used a wording which very much resembled that of the Statute, which said, for instance, that the Court might include "upon the Bench a judge of the nationality of one of the Parties only". There was hardly any difference between that expression and the one contained in the amendment under discussion.

The question now under consideration did not concern the national judges, who were allowed to sit under a clause of the law constituting the Court. The point in discussion was the application of the principle of the equality which the Statute endeavoured to secure to the two Parties to a case before the Court. M. Pessôa did not see in what respect his amendment would be contrary to the Statute. To his mind, it was solely a question of harmonizing the various paragraphs (1, 4 and 9) of the same Article 31.

M. NYHOLM wished to draw the Court's attention to Article 24 of the Statute which began by the words : "If, for some special reason . . .". Although that article mainly contemplated reasons of a personal nature, it might be that the interpretation of this clause would offer a solution of the problem raised by M. Pessôa.

The PRESIDENT thought that the question raised by M. Nyholm was related to his own proposal regarding the insertion of an Article 4 *bis* ; he proposed to consider it when that proposal came up for discussion.

En ce qui concerne la proposition de M. Pessôa, le Président partage l'opinion que le principe de l'égalité des Parties est un principe vital pour une Cour de Justice. Mais la Cour est liée par le Statut. Il n'est pas possible de diminuer le nombre des juges qui composent normalement la Cour. D'autre part, la possibilité de nommer plusieurs juges nationaux marquerait, d'une manière inacceptable, le caractère national de ces juges, et ce serait d'ailleurs une atteinte portée au principe de la stabilité et de la continuité de la jurisprudence de la Cour. En outre, un moyen pratique de sortir de la difficulté à laquelle M. Pessôa fait allusion s'offre toujours aux États qui peuvent, dans leurs traités de juridiction obligatoire, se réserver la faculté de constituer, dans un cas déterminé, un tribunal arbitral spécial, ce qui, de par la nature même de ce tribunal, donnera toutes les garanties de parfaite égalité en ce qui concerne la représentation des Parties, au sein du tribunal.

Du reste, même si la Cour adoptait le principe de la proposition de M. Pessôa, il n'y aurait pas une garantie absolue d'égalité. Dans certains cas, des États qui ne sont pas parties en litige peuvent être indirectement intéressés à la décision concernant une affaire déterminée. Ce serait une tâche trop délicate pour la Cour que d'examiner, dans chaque cas, quels sont les intérêts en cause et de faire le triage des juges suivant la situation. Il faut accepter la Cour telle qu'elle est constituée.

La discussion étant épuisée, le Président met aux voix la proposition de M. Pessôa, relative à l'article 4¹.

La proposition, mise aux voix, est rejetée par neuf voix contre deux (MM. Pessôa et de Bustamante).

Le PRÉSIDENT met ensuite en discussion un amendement à l'alinéa 2 de l'article 4, proposé par lui-même.

Le Président développe, tout d'abord, les raisons pour lesquelles il a formulé cette proposition².

M. ANZILOTTI rapproche cette proposition de la disposition de l'article 31, alinéa 4, du Statut, d'après laquelle « en cas de doute, la Cour décide . . . ».

Il faut évidemment que le Président procède à un examen provisoire de la situation. S'il arrive à la conclusion que plusieurs États font cause commune, et si, après avoir reçu l'invitation de se mettre d'accord pour désigner un juge de leur nationalité, les Parties acceptent l'invitation du Président, il n'y a pas de difficulté. Mais les Parties peuvent contester la conclusion du Président et dire qu'elles ont des thèses différentes. Dans ce cas, la décision peut-elle être laissée au Président, même sous réserve de ratification par la Cour ?

M. WEISS estime que la tâche du Président pourrait devenir très délicate. En reconnaissant, toutefois, au

As regards M. Pessôa's proposal, the President shared the view that the principle of the equality of the Parties was a vital principle for a Court of Justice. The Court, however, was bound by the Statute. It was impossible to diminish the number of judges normally composing the Court. Again, the possibility of appointing several national judges would emphasize, in an unacceptable way, the national character of those judges and would, moreover, prejudice the principle of the stability and continuity of the Court's jurisprudence. Furthermore, a practical means of getting out of the difficulty alluded to by M. Pessôa was always at the disposal of States, which could, in their treaties providing for compulsory jurisdiction, reserve the option of forming, for a particular case, a special arbitral tribunal; this, owing to the very nature of such a tribunal, would afford all guarantees for complete equality as regards the representation of the Parties on the tribunal.

Moreover, even if the Court were to adopt the principle contained in M. Pessôa's proposal, there would be no absolute guarantee of equality. In certain cases States which were not Parties might be indirectly interested in the decision of a particular question. It would be too difficult a task for the Court to have to consider in each case what interests were at stake and to pick out the judges in accordance with the position. Parties must accept the Court as constituted.

The discussion having been concluded, the PRESIDENT took a vote on M. Pessôa's proposal regarding Article 4¹.

The proposal, on being voted upon, was rejected by nine votes to two (MM. Pessôa and de Bustamante).

The PRESIDENT then opened the discussion of an amendment to paragraph 2 of Article 4, proposed by himself.

The President, in the first place, explained the reasons for which he had submitted this proposal².

M. ANZILOTTI compared this proposal with the provision in Article 31, paragraph 4, of the Statute, to the effect that "any doubt upon this point is settled by the decision of the Court".

Obviously the President would have to undertake a provisional examination of the situation. If he came to the conclusion that several States were united in the same interest, and if, after having received an invitation to select by common agreement a judge of the nationality of one of them, the Parties accepted the President's invitation, there would be no difficulty. But the Parties might dispute the President's conclusion and say that they took different standpoints. In that case, could the decision be left to the President, even subject to ratification by the Court ?

M. WEISS thought that the President's task might become very difficult. But granting the President

¹ Voir p. 268.

² " " 247.

¹ See p. 268.

² " " 247.

Président, le droit d'inviter les Parties à se mettre d'accord pour désigner celle d'entre elles qui représentera la cause commune, on admet également la possibilité pour le Président de constater que les Parties font cause commune. Il semble donc que l'inconvénient signalé par M. Anzilotti est écarté.

M. ANZILOTTI fait observer que c'est seulement dans le cas où les Parties ne sont pas d'accord que la question présente des difficultés.

Le PRÉSIDENT explique que le cas visé par sa proposition est uniquement celui où les Parties sont d'accord pour faire cause commune.

M. ANZILOTTI reconnaît que dans ce cas il n'est pas touché à la disposition de l'article 31 du Statut.

Le PRÉSIDENT souligne que l'idée à la base de sa proposition est de faire tout ce qui est possible pour que la Cour, une fois réunie, s'occupe immédiatement des affaires en cours et qu'elle ne soit pas obligée de prendre, sauf en des cas exceptionnels, des décisions de pure forme. Il est vrai que, si les Parties ne sont pas d'accord, la situation peut présenter des difficultés.

M. ALTAMIRA croit qu'en vue de réserver cette dernière éventualité, les mots « sans contestation » pourraient être ajoutés à la troisième ligne de la proposition. Le passage en question serait alors ainsi formulé : « que plusieurs Parties font, *sans contestation*, cause commune . . . ».

M. ANZILOTTI fait observer qu'on ne saura que plus tard si les Parties sont d'accord ou non.

M. PESSÔA propose que le Greffier s'adresse d'abord à chacune des Parties pour savoir si elles veulent faire cause commune. C'est seulement dans le cas d'une réponse affirmative que le Président les inviterait à désigner leur juge.

M. ALTAMIRA demande à la suite de quelles données on pourra constater que les Parties sont d'accord.

Le GREFFIER rappelle que, dans l'affaire du *Wimbledon*, qui est le seul cas de cette espèce soumis jusqu'ici à la Cour, les quatre Parties qui ont fait cause commune indiquaient ce fait déjà dans la Requête. Il est probable qu'en général on procédera ainsi. Il convient d'envisager aussi l'éventualité où des Parties font cause commune à la suite d'une intervention ; mais s'il y a intervention, la décision de la Cour est déjà requise pour d'autres motifs, en vertu des articles 62 et 63 du Statut. Pratiquement, il n'y aura donc guère de difficultés.

M. ALTAMIRA demande si le Président doit se fonder sur la Requête pour arriver à la constatation que les Parties font cause commune.

M. DE BUSTAMANTE estime que le Président ne pourra pas toujours tabler sur la Requête. A supposer que trois Parties fassent cause commune dans une Requête, contre deux ou trois États de l'autre côté, il sera impossible de savoir, jusqu'au moment où ces derniers États

the right to invite the Parties to select, by common agreement, one of themselves who would represent the whole group, also involved allowing him to decide that the Parties were in the same interest. It would seem, therefore, that the difficulty pointed out by M. Anzilotti was eliminated.

M. ANZILOTTI remarked that it was only if the Parties did not agree that the question would become difficult.

The PRESIDENT explained that the only case contemplated by his proposal was that in which the Parties had agreed to join in the same interest.

M. ANZILOTTI admitted that in that case the clause of Article 31 of the Statute was not affected.

The PRESIDENT emphasized that the idea underlying his proposal was to do everything possible to ensure that the Court, once it met, immediately got on with the case before it and would not be compelled, save in very exceptional cases, to give purely formal decisions. It was true that if the Parties did not agree, the situation might be difficult.

M. ALTAMIRA thought that in order to provide for this latter contingency, the words "without contestation" might be added in the third line of the proposal. The passage in question would then read : "that there are, *without contestation*, several Parties in the same interest . . .".

M. ANZILOTTI remarked that it would not be known until later whether the Parties agreed or not.

M. PESSÔA proposed that the Registrar should, in the first place, write to each of the Parties to ascertain whether they wished to join in the same interest. Only in the event of an affirmative reply would the President invite them to select their judge.

M. ALTAMIRA asked how it was to be decided whether the Parties were agreed.

The REGISTRAR recalled that in the *Wimbledon* case, which was the only one of this kind which had so far been submitted to the Court, the four Parties who had joined in the same interest had indicated that fact in the Application. It was probable that this course would generally be adopted. The possibility might also be envisaged of a case where the Parties joined in the same interest following upon an intervention ; but in a case of intervention, the Court's decision was already required on other grounds, under Articles 62 and 63 of the Statute. Practically speaking there would therefore be hardly any difficulties.

M. ALTAMIRA asked whether the President should take the Application as the basis for deciding whether the Parties joined in the same interest.

M. DE BUSTAMANTE thought that the President could not always rely on the Application. Supposing that three Parties joined in an Application against two or three other States on the other side, it would be impossible to know, until the latter had filed their written

auront déposé leurs arguments écrits, s'ils font également cause commune.

M. MOORE déclare qu'il est plutôt d'avis de ne pas modifier l'article 4 du Règlement sur ce point. Il croit que, d'après le système du Statut, il s'agit d'une question qui ne peut être tranchée que par la Cour. Aucune décision, pouvant préjuger de la manière de voir de la Cour dans les cas d'espèce, ne devrait donc être prise à l'avance. Du point de vue pratique également, il ne semble guère que l'adoption de l'amendement proposé permette de gagner du temps; si les Parties ont l'intention de désigner un juge national, elles seront prêtes à en présenter un dès le moment où la Cour aura pris sa décision.

Lord FINLAY préférerait également voir le texte de l'article 4 maintenu tel qu'il est. Il y aurait sans doute des inconvénients à prévoir des décisions présidentielles qui devraient être ensuite ratifiées par la Cour. Jusqu'à la décision finale de la Cour, toute l'affaire resterait en suspens, ce qui introduirait un élément d'incertitude dans les débats.

Le PRÉSIDENT répète que son amendement ne visait que le cas d'un accord entre les Parties.

M. DE BUSTAMANTE se demande si la situation du Président ne serait pas assez délicate au cas où sa décision provisoire ne serait pas, en définitive, ratifiée par la Cour. La Cour, également, pourrait se trouver dans une situation difficile si elle était mise en demeure, soit de ratifier sans conviction la décision présidentielle, soit de placer son Président dans une situation fort difficile vis-à-vis de l'extérieur.

Le PRÉSIDENT rappelle qu'une compétence analogue à celle qu'il propose de prévoir dans l'article 4 existe déjà, aux termes de l'article 33, alinéa 3, du Règlement, à l'égard des délais à fixer pour les divers actes de procédure.

M. DE BUSTAMANTE estime que la fixation d'un délai est d'une importance minime, comparée au poids qu'il convient d'attribuer à la désignation d'un juge *ad hoc*.

M. ANZILOTTI voudrait que la Cour envisage une des éventualités signalées par le Greffier: si plusieurs Parties ont présenté une même Requête et si le fait qu'elles font cause commune résulte de la Requête, y a-t-il lieu d'attendre la convocation de la Cour pour inviter ces États à se mettre d'accord entre eux pour la désignation d'un juge?

M. DE BUSTAMANTE estime qu'il n'est pas nécessaire de convoquer la Cour plus tôt, parce que la procédure écrite peut se poursuivre même quand la Cour n'est pas en session; il semble inutile de nommer le juge national *ad hoc* avant la procédure orale, au moment où la Cour est réunie. Si les Parties sont prêtes à désigner le juge national, la nomination définitive peut intervenir très rapidement.

arguments, whether they also joined in the same interest.

Mr. MOORE stated that he was rather inclined to the opinion that Article 4 of the Rules should not be amended on this point. He thought that under the system established by the Statute, this was a question which could only be settled by the Court. No decision which might prejudice the Court's opinion in particular cases should therefore be taken beforehand. From a practical point of view also, it did not appear that any time would be gained by adopting the proposed amendment; if the Parties intended to appoint a national judge, they would be ready to nominate one as soon as the Court had taken its decision.

Lord FINLAY also would have preferred that the present text of Article 4 should be maintained. There would undoubtedly be difficulties attendant upon decisions by the President which had subsequently to be ratified by the Court. Until the Court's final decision, the whole case would be held up, and this would introduce an element of uncertainty into the proceedings.

The PRESIDENT repeated that his amendment only contemplated cases in which the Parties were in agreement.

M. DE BUSTAMANTE wondered whether the President's position would not be somewhat difficult if his provisional decision were not finally ratified by the Court. The Court also might find itself in a difficult position if it were faced with the alternative either of ratifying the President's decision, without being convinced of its correctness, or of placing its President in a very difficult position in relation to outside opinion.

The PRESIDENT recalled that a power similar to that which he proposed to insert in Article 4 already existed, under Article 33, paragraph 3, of the Rules, as regards the times to be fixed for the various documents of procedure.

M. DE BUSTAMANTE thought that the fixing of a time-limit was a matter of slight importance as compared with the appointment of a judge *ad hoc*.

M. ANZILOTTI asked the Court to consider one of the possibilities pointed out by the Registrar: if several Parties submitted a single Application and the fact that they joined in the same interest appeared from the Application, would it be necessary to wait until the Court was summoned in order to invite those States to agree between them as to the selection of a judge?

M. DE BUSTAMANTE thought that it was not necessary to summon the Court earlier, because the written proceedings could be conducted even if the Court were not in session. It appeared unnecessary to appoint a national judge *ad hoc* before the oral proceedings when the Court met. If the Parties were ready to select a national judge, his final appointment could be made very rapidly.

Le PRÉSIDENT estime que le juge national doit être nommé dès le commencement de la procédure écrite et qu'il doit pouvoir recevoir les documents de la Cour en même temps que les autres juges, ce qui est d'ailleurs conforme à la pratique.

Le Président, en maintenant sa proposition, suggère de la renvoyer au Comité de rédaction.

M. DE BUSTAMANTE est d'avis que le Comité de rédaction doit être uniquement chargé de rédiger les résolutions prises par la Cour.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement qu'il propose au premier alinéa de l'article 4 du Règlement.

(L'amendement, mis aux voix, est rejeté par six voix contre cinq (MM. Oda, Anzilotti, Altamira, Weiss et Huber).)

30. — Règlement, nouvel article 4 bis.

Le PRÉSIDENT met en discussion sa seconde proposition, qui ne vise pas un amendement à l'article 4, mais qui tend plutôt à introduire dans le Règlement un nouvel article qui trouverait utilement sa place après l'article 4 et qui serait l'article 4 *bis*¹.

Le Président se réfère, à ce propos, à une observation faite lors de la discussion d'un amendement précédent, par M. Nyholm. M. Nyholm dit que l'article 24 du Statut visait plutôt des situations personnelles; ses termes n'excluent cependant pas que l'élément de nationalité puisse entrer en ligne de compte pour son application.

A cet égard, le Président a songé à une situation qui n'est pas encore concrète, mais qui peut le devenir dans un avenir très rapproché. Est-il possible que le ressortissant d'une des Parties agisse en qualité de président? Si l'on acceptait ce principe, il se pourrait qu'un ressortissant d'une des Parties doive trancher, par sa voix prépondérante, toute une affaire. En pareil cas, un président qui, en tant que juge, ne doit pas sortir de la Cour, pourrait-il exercer ses fonctions présidentielles lors des délibérations sur cette affaire? Du moment que la révision du Règlement est à l'ordre du jour, il convient de donner, d'une manière générale, à ce problème une solution équitable et conforme au Statut.

M. LODER croit que la proposition du Président pourrait être divisée en deux parties: la première phrase, qui a trait à l'égalité de la situation des Parties devant la Cour, appelle des observations analogues à celles qui ont été faites au début de la séance à l'égard de la proposition de M. Pessôa. M. Loder est d'avis qu'il ne conviendrait pas d'accepter la première partie. Quant à la deuxième partie, il est d'accord avec le Président.

M. ANZILOTTI propose de discuter séparément les deux parties de l'article 4 *bis* proposé, du moment qu'elles ont trait à des problèmes différents.

¹ Voir p. 247.

The PRESIDENT thought that the national judge should be appointed at the outset of the written proceedings and that he should be able to receive the Court's documents at the same time as the other judges; moreover this was in accordance with practice.

The President, who maintained his proposal, suggested that it should be referred to the Drafting Committee.

M. DE BUSTAMANTE thought that the Drafting Committee should be solely entrusted with the drafting of resolutions adopted by the Court.

The PRESIDENT took a vote on the amendment which he had proposed to paragraph 1 of Article 4 of the Rules.

(The amendment, on being put to the vote, was rejected by 6 votes to 5 (MM. Oda, Anzilotti, Altamira, Weiss and Huber).)

30. — Rules, new Article 4 bis.

The PRESIDENT opened the discussion on his second proposal, which was not intended to be an amendment to Article 4 but rather to introduce into the Rules a new article which might well be placed after Article 4 and would constitute Article 4 *bis*¹.

The President referred in this connection to an observation made during the discussion of a preceding amendment, by M. Nyholm. M. Nyholm had said that Article 24 of the Statute contemplated more particularly personal situations; its terms, however, did not prevent the element of nationality from being taken into account in its application.

In this respect the President had in mind a situation which had never yet actually arisen but which might do so in the near future. Was it possible that the national of one of the Parties should act as president? If this principle were accepted it might happen that a national of one of the Parties would have to settle a whole case by his casting-vote. In these circumstances, could a president who, in his capacity as judge, should not leave the Court, exercise his duties as president during the deliberation upon that case? Since the revision of the Rules was on the Agenda, it was right that this problem should, once and for all, receive an equitable solution in accordance with the Statute.

M. LODER thought that the President's proposal might be divided into two parts: the first sentence, which related to the equal position of the Parties before the Court, called for observations similar to those which had been made at the beginning of the meeting in regard to M. Pessôa's proposal. M. Loder was of opinion that the first part should not be adopted. As regards the second part, he agreed with the President.

M. ANZILOTTI proposed that the two parts of the proposed Article 4 *bis* should be discussed separately since they related to different problems.

¹ See p. 247.

Le PRÉSIDENT déclare modifier sa proposition dans le sens d'une disjonction des deux phrases composant l'article 4 *bis*. La première phrase peut être entendue comme une proposition séparée ; mais, si on la supprime, il sera nécessaire de modifier légèrement le texte de la seconde proposition.

En ce qui concerne la première phrase, le Président demande que la discussion soit renvoyée jusqu'au moment où la Cour examinera les modifications à apporter à l'article 71.

La Cour approuve cette manière de procéder.

La discussion s'engage à nouveau sur la deuxième partie de la proposition du Président, relative au cas où la présidence de la Cour reviendrait à un ressortissant d'un État qui est partie en cause dans une affaire.

M. DE BUSTAMANTE approuve la proposition du Président, mais désirerait qu'on y introduisît un léger changement de rédaction. On pourrait dire : « la présidence revient . . . le juge devant présider cédera la présidence au Vice-Président ou au premier juge . . . ».

M. PESSÔA croit que le changement de rédaction proposé par M. de Bustamante n'est pas nécessaire ; la proposition du Président contient une référence à l'article 13 du Règlement qui dit qu'en cas d'empêchement du Président la présidence va automatiquement au Vice-Président.

Le PRÉSIDENT fait observer que l'empêchement peut s'appliquer dans un cas déterminé aussi bien au Vice-Président qu'au Président ; le texte de l'amendement ne parle ni de Président ni de Vice-Président, mais du juge qui préside.

M. DE BUSTAMANTE propose, dans ces conditions, de rédiger l'amendement comme suit : « cédera la présidence en conformité avec l'ordre établi par le Règlement ».

(Mise aux voix, la proposition du Président, amendée par M. de Bustamante, est acceptée à l'unanimité.)

31. — Règlement, article 9.

Le PRÉSIDENT met en discussion l'amendement à l'article 9 du Règlement, proposé par M. Pessôa ¹.

M. PESSÔA explique que cet amendement a pour but d'éviter des votes successifs et sans résultat, qui font perdre du temps à la Cour et qui nuisent à l'autorité de l'élu.

M. DE BUSTAMANTE se déclare d'accord quant au fond de cette proposition. Il estime, toutefois, que, sur un point, la rédaction devrait être précisée, la phrase « . . . ceux qui sont sortis les deux premiers lors du vote antérieur . . . » pouvant prêter à équivoque.

¹ Voir p. 269.

The PRESIDENT stated that he would modify his proposal in that way and separate the two sentences composing Article 4 *bis*. The first sentence might be taken as a separate proposal ; but if it were rejected it would be necessary slightly to modify the text of the second proposal.

As regards the first sentence, the President asked that discussion should be adjourned until the Court considered modifications to be made in Article 71.

The Court approved this course.

The discussion was continued upon the second part of the President's proposal regarding the case when the President of the Court was a national of a State which was a Party to a dispute.

M. DE BUSTAMANTE approved the President's proposal but wished a slight change in the wording to be made. They might say "the functions of President . . . the judge who should preside shall hand over the functions of President to the Vice-President or to the first judge . . ."

M. PESSÔA thought that the change of wording proposed by M. de Bustamante was not necessary. The President's proposal contained a reference to Article 13 of the Rules which said that, should the President be unable to be present, his place should be automatically taken by the Vice-President.

The PRESIDENT pointed out that the same reason might apply, in a particular case, both to the Vice-President and to the President ; the text of the amendment mentioned neither the President nor the Vice-President, but the presiding judge.

M. DE BUSTAMANTE proposed in these circumstances to draft the amendment as follows : "shall hand over the functions of President in accordance with the order laid down by the Rules".

(On being put to the vote, the President's proposal, as amended by M. de Bustamante, was unanimously adopted.)

31. — Rules, Article 9.

The PRESIDENT then opened the discussion on the amendment to Article 9 of the Rules, proposed by M. Pessôa ¹.

M. PESSÔA explained that the object of this amendment was to avoid successive and inconclusive votes which caused the Court to lose time and were harmful to the authority of the person elected.

M. DE BUSTAMANTE said that he agreed with this proposal in principle. He thought, however, that in regard to one point, the wording might be made clearer, for example, the sentence : . . . *ceux qui sont sortis les deux premiers lors du vote antérieur* . . . might give rise to some misunderstanding.

¹ See p. 269.

M. PESSÔA précise qu'il s'agit de juges, quel que soit leur nombre, qui ont obtenu « les deux premières places » lors du vote antérieur, et accepte de modifier dans ce sens la rédaction de son amendement.

M. ANZILOTTI est disposé à se rallier au principe du ballottage appliqué aux élections présidentielles. Le ballottage devrait, toutefois, être réservé pour le moment où la difficulté d'arriver à un résultat est devenue vraiment grave. Ce n'est qu'une *ultima ratio*. En tout état de cause, il serait trop tôt de procéder à un ballottage après les deux premiers tours de scrutin déjà. Quand une majorité ne se manifeste pas, il convient de renvoyer l'élection au lendemain, pour permettre aux membres de la Cour de se consulter. Ce n'est qu'après le vote, auquel il serait procédé le jour suivant, qu'il serait loisible d'appliquer le système du ballottage.

M. WEISS suggère une modification à la rédaction de l'amendement de M. Pessôa. Au lieu de dire, dans la deuxième ligne : « ... vote auquel ne prendront part que ceux ... », il conviendrait de dire : « ... vote entre ceux ... »

Le PRÉSIDENT fait observer que les conséquences de la proposition de M. Pessôa pourraient être assez graves; la Cour risque d'avoir un Président élu par une minorité. Si, dès le début, on limite le choix entre deux personnes qui ont réuni une majorité relative, éventuellement très faible, et que la Cour n'arrive pas à élire l'une d'elles par une majorité considérable, elle se trouve privée de la possibilité de faire retomber son choix sur une troisième qui, au début, n'avait pas été prise en considération, mais qui, dans une phase ultérieure de l'élection, pourrait réunir une majorité plus grande.

M. PESSÔA explique que le candidat qui sera élu devra réunir sur son nom la majorité absolue des voix. En cas d'abstentions seulement, il pourrait en être autrement; mais un amendement spécial proposé par M. Pessôa tend à défendre aux juges de s'abstenir. Ce qui paraît tout à fait nécessaire, c'est de limiter le nombre de scrutins.

M. MOORE propose de supprimer dans l'amendement de M. Pessôa les mots suivants : « celui qui aura obtenu le plus grand nombre de voix devant être considéré comme élu ». Cette partie de la phrase pourrait donner lieu à une confusion.

Le PRÉSIDENT fait remarquer qu'en cas de maladie d'un juge, il pourrait y avoir partage des voix.

M. WEISS ayant demandé si la proposition de M. Pessôa exige que, dans le troisième tour de scrutin, l'élu ait la majorité absolue, M. PESSÔA répond affirmativement.

Lord FINLAY demande quelle serait la situation si les noms de trois juges réunissaient le même nombre de voix.

M. PESSÔA explained that it referred to judges, no matter what their number might be, who obtained *les deux premières places* at the previous vote, and he agreed to modify the wording of his amendment in this way.

M. ANZILOTTI was disposed to accept the principle of a second ballot as applied to the elections of presidents. The second ballot should, however, be reserved until the difficulty of attaining a result had become really serious. It was merely an *ultima ratio*. In any case, it would be too early to proceed to a second ballot so soon as after the first two votes. When a majority did not declare itself, the election should be postponed until the following day in order to enable the members of the Court to consult. Only after the vote taken on the following day should it be permissible to apply the system of the second ballot.

M. WEISS suggested a modification in the wording of M. Pessôa's amendment. Instead of saying, in the second line, *... vote auquel ne prendront part que ceux ...*, it should be said : *... vote entre ceux ...*

The PRESIDENT pointed out that the consequences of M. Pessôa's proposal might be somewhat serious. The Court would be in danger of having a President elected by a minority. If, from the outset, the choice was limited to two persons who had received a relative and perhaps very small majority, and the Court could not succeed in electing one of them by a considerable majority, it might be deprived of the possibility of choosing a third person who, at the outset, had not been taken into consideration, but who, at a subsequent stage of the election, might secure a larger majority.

M. PESSÔA explained that the candidate who would be elected must receive an absolute majority of votes. Only in the event of abstentions from voting might it be otherwise; but a special amendment proposed by M. Pessôa was designed to prevent judges from not voting. What seemed absolutely necessary was to limit the number of votings.

Mr. MOORE proposed that the following words in M. Pessôa's amendment should be deleted : *celui qui aura obtenu le plus grand nombre de voix devant être considéré comme élu*. This part of the sentence might create confusion.

The PRESIDENT observed that in the case of the illness of a judge, there might be an equal division of votes.

M. WEISS having asked whether M. Pessôa's proposal required that, at the third vote, the person elected should have an absolute majority, M. PESSÔA replied in the affirmative.

Lord FINLAY asked what would be the position if the names of three judges received the same number of votes.

M. PESSÔA explique que, dans ce cas, l'ancienneté et, le cas échéant, l'âge, décideraient.

M. ANZILOTTI souligne qu'alors il n'y aurait pas de majorité absolue.

M. PESSÔA observe que la conclusion n'est pas exacte, car la règle prévaut également pour l'admission au deuxième scrutin.

Lord FINLAY propose de s'en tenir au système actuel, étant donné que l'élection présidentielle n'a lieu qu'à de longs intervalles.

M. ALTAMIRA est d'avis qu'il serait préférable de ne pas limiter par des règles quelconques l'entière liberté de la Cour dans les élections.

Lord FINLAY appuie le point de vue exprimé par M. Altamira. Il ne lui semble pas indiqué d'établir une règle artificielle quelconque, fondée sur l'ancienneté ou d'autres critères, dans une élection aussi importante. Il est préférable de laisser les événements suivre leur cours.

M. ANZILOTTI donne lecture de la rédaction suivante qui lui semble de nature à tenir compte de plusieurs des suggestions émises :

« Si, après deux tours de scrutin, aucun des juges n'a obtenu la majorité absolue, l'élection est renvoyée à une séance ultérieure, qui ne pourra avoir lieu qu'à un jour de distance au moins. Dans ce cas, si, après deux nouveaux tours de scrutin, aucun des juges n'a obtenu la majorité absolue, on procédera au ballottage entre les deux candidats qui auront obtenu le plus grand nombre de voix. »

M. PESSÔA déclare être disposé à accepter la proposition de M. Anzilotti, son but principal étant de limiter le nombre de scrutins.

M. ANZILOTTI fait toutefois remarquer que son texte, qui exige la majorité absolue, exclut la fin de l'amendement de M. Pessôa.

M. WEISS demande s'il ne serait pas possible de mettre aux voix séparément les deux parties de l'amendement de M. Pessôa.

M. PESSÔA estime que son amendement forme un tout.

(Mise aux voix, la proposition de M. Pessôa est rejetée par huit voix contre trois (MM. Pessôa, de Bustamante et Weiss).)

M. ANZILOTTI déclare retirer sa proposition, qu'il n'avait présentée que pour le cas où la Cour voudrait changer la méthode d'élection du Président.

Le PRÉSIDENT met en discussion la rédaction du rapport du Greffier visant l'article 9¹.

Lors de l'interprétation de l'arrêt donné par la Cour en Chambre de procédure sommaire dans l'affaire du Traité de Neuilly, la Cour a admis que le juge qui a présidé une Chambre dans une affaire doit continuer à la présider, même si cette affaire est traitée à nouveau

¹ Voir p. 304.

M. PESSÔA explained that in such a case seniority, or, if necessary, age, would decide.

M. ANZILOTTI pointed out that in that case there would not be an absolute majority.

M. PESSÔA observed that that conclusion was not correct, for the rule would apply equally as regards the admission of a name to the list for the second ballot.

Lord FINLAY proposed to keep to the present system, seeing that the election of the President only took place at long intervals.

M. ALTAMIRA thought that it would be preferable not to limit by any rules whatsoever the Court's entire freedom of action at elections.

Lord FINLAY supported M. Altamira's view. It did not seem to him that there was any reason for establishing any artificial rule based on seniority or other criteria for such an important election. It was better to let events take their course.

M. ANZILOTTI read the following draft which seemed to him calculated to take into account most of the suggestions put forward :

"If, after two votes, no judge has obtained an absolute majority, the election shall be postponed until a subsequent sitting, which may not take place at an interval of less than one day. In this case, if, after two further votes have been taken, no judge has obtained an absolute majority, a second ballot will be taken between the two candidates who shall have received the greatest number of votes."

M. PESSÔA declared himself prepared to accept M. Anzilotti's proposal, his main object being to limit the number of votings.

M. ANZILOTTI, however, pointed out that his text, which required an absolute majority, was inconsistent with the end of M. Pessôa's amendment.

M. WEISS asked whether it would not be possible to vote separately upon the two parts of M. Pessôa's amendment.

M. PESSÔA thought his amendment could not be divided.

(On being put to the vote, M. Pessôa's amendment was rejected by 8 votes to 3 (MM. Pessôa, de Bustamante and Weiss).)

M. ANZILOTTI withdrew his proposition, which he had submitted only in case the Court wished to change the present system of electing the President.

The PRESIDENT opened the discussion on the draft in the Registrar's report relating to Article 9¹.

At the time of the interpretation of the judgment given by the Court sitting as a Chamber for Summary Procedure in the case of the Treaty of Neuilly, the Court had recognized that the judge who presided over a Chamber in a case must continue to preside over it

¹ See p. 304.

après un changement dans la présidence de la Chambre. Il s'agit de savoir si la Cour veut consacrer cette pratique. Lors de l'examen du cas mentionné, la Cour avait estimé que le principe institué par l'article 13 du Statut devrait par analogie s'appliquer au Président.

M. DE BUSTAMANTE estime que la disposition relative aux juges qui continuent à siéger pour l'examen des affaires dont ils ont été saisis est motivée par de solides raisons. La présence de ces juges, leur connaissance de l'affaire, exercent une influence réelle sur le jugement. Il n'y a, toutefois, pas un rapport analogue entre les fonctions du Président et les jugements. Par conséquent, il ne semble pas nécessaire de consacrer, par une disposition spéciale du Règlement, la pratique observée.

M. ANZILOTTI est également d'avis qu'il n'est pas nécessaire d'introduire, dans le Règlement, la disposition proposée, à moins qu'on ne veuille établir un assez grand nombre de règles particulières relatives à l'interprétation de l'article 13 du Statut. La Cour a résolu, par une décision d'espèce, la question qui fait l'objet de l'amendement en discussion ; elle pourra continuer à la résoudre, si elle se pose à nouveau, de la même manière.

Le PRÉSIDENT relève que la rédaction du Greffier a surtout pour but de mettre sous les yeux de la Cour tout ce qui constitue l'interprétation, par la pratique, du Règlement. C'est à la Cour de décider si elle veut ou non fixer ces règles.

M. ANZILOTTI demande si la proposition vise uniquement le cas qui s'est présenté pour la Chambre de procédure sommaire.

M. DE BUSTAMANTE estime que la proposition, au contraire, tend à établir pour l'avenir une règle qui s'appliquera à toutes les Chambres et à la Cour plénière.

M. WEISS désirerait savoir si la disposition proposée par le Greffier s'appliquerait même pour le cas où le Président aurait cessé d'être juge.

M. DE BUSTAMANTE estime que l'application de la disposition proposée pourrait, dans le cas de juges ayant cessé leurs fonctions, devenir impossible.

Le PRÉSIDENT ayant fait observer que ces questions trouvent leur réponse dans l'article 13, qui autorise les juges à continuer à siéger, M. DE BUSTAMANTE exprime l'opinion que l'article ne vise pas la présidence.

M. ALTAMIRA souligne la relation qui existe entre l'article 9, alinéa 3, et l'article 13, en ce sens que le Règlement prévoit la continuité des fonctions présidentielles, même dans le cas où non seulement le Président mais aussi le Vice-Président feraient défaut ; mais il est clair que l'article 9 se réfère seulement à l'un des deux et qu'alors l'élection de la personne qui manquerait ne présente pas d'urgence.

even if the case were dealt with afresh after a change in the presidency of the Chamber. The question was whether the Court wished to confirm this practice. At the time of the examination of the case mentioned, the Court had considered that the principle laid down by Article 13 of the Statute should apply by analogy to the President.

M. DE BUSTAMANTE considered that the clause with regard to judges who continued to sit in cases which they had begun was based on sound reasons. The presence of these judges and their acquaintance with the case had a real influence on the judgment. There was, however, no similar relation between the functions of President and judgments. Consequently, it did not seem necessary to confirm the practice followed by means of a special provision of the Rules.

M. ANZILOTTI was also of opinion that it was not necessary to introduce into the Rules the proposed clause unless they wished to establish a very great number of special Rules regarding the interpretation of Article 13 of the Statute. The Court had decided by a special decision the question which formed the subject of the amendment under discussion. It might continue to resolve this question, if it arose again, in the same manner.

The PRESIDENT pointed out that the Registrar's proposals were mainly intended to present to the Court everything constituting an interpretation of the Rules by means of practice. It was for the Court to decide whether it desired to establish these Rules or not.

M. ANZILOTTI asked whether the proposal covered solely the case which had arisen in the Chamber for Summary Procedure.

M. DE BUSTAMANTE thought that, on the contrary, the proposal tended to establish a rule for the future which would apply to all Chambers and to the full Court.

M. WEISS desired to know whether the clause proposed by the Registrar would apply even in the case where the President had ceased to be a judge.

M. DE BUSTAMANTE thought that the application of the proposed provision might, in the case of judges who had ceased to hold office, become impossible.

The PRESIDENT having observed that the answer to these questions was to be found in Article 13, which authorized judges to continue to sit, M. DE BUSTAMANTE expressed the opinion that the article did not refer to the President.

M. ALTAMIRA pointed out the relation existing between Article 9, paragraph 3, and Article 13 in the sense that the Rules provided for continuity in the exercise of the President's functions, even when there were neither President nor Vice-President ; but it was clear that Article 9 referred only to one of the two, and that in that case the election of the one lacking was of no urgency.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition d'amendement à l'article 9.

(La proposition est rejetée par sept voix contre quatre (M. Nyholm, lord Finlay, MM. Loder et Huber).)

Le PRÉSIDENT demande si la Cour partage l'opinion que le vote de la Cour ne doit pas être considéré comme excluant à l'avenir des décisions de la Cour analogues à celle qui a été prise dans l'affaire citée au cours des débats.

M. DE BUSTAMANTE estime que, dans chaque cas d'espèce, la Cour aura à décider ce qu'elle veut faire.

M. ALTAMIRA a seulement voté contre l'insertion d'une règle fixe dans le Règlement; la Cour doit, toutefois, conserver toute liberté de se prononcer conformément au précédent établi.

M. ANZILOTTI s'associe à la déclaration de M. Altamira.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour n'a pas entendu renverser le précédent dont il s'agit.

M. NYHOLM désirerait que la Cour apportât une légère modification au deuxième alinéa de l'article 9 du Règlement qui dit: «Après le renouvellement intégral de la Cour...». On pourrait dire: «Après l'expiration de la période de neuf ans».

Le PRÉSIDENT relève qu'il y a un écart considérable entre le texte français et le texte anglais; ce dernier contient l'expression: *after a new election*.

M. ANZILOTTI estime qu'il serait suffisant de mettre le texte français en harmonie avec le texte anglais et de dire: «Après une nouvelle élection intégrale de la Cour».

M. NYHOLM fait remarquer que la même expression se trouve dans d'autres articles.

(Le point est renvoyé au Comité de rédaction.)

M. DE BUSTAMANTE propose la suppression, à la fin du troisième alinéa de l'article 9, de la phrase: «Si cela est nécessaire, la Cour peut, à cet effet, être convoquée en session extraordinaire.»

La Cour ne doit pas être convoquée en session extraordinaire pour la seule élection du Président et du Vice-Président; cette question n'est pas assez importante pour mettre en mouvement tous les membres de la Cour. On peut attendre, pour cette élection, la convocation de la session ordinaire.

M. ANZILOTTI fait observer que, lorsque cette disposition a été introduite dans le Règlement, on a voulu éviter qu'il n'y eût personne au siège de la Cour pouvant assurer le fonctionnement de la présidence, qui est l'expression et la garantie de la permanence de la Cour.

M. DE BUSTAMANTE est d'avis que le plus ancien des juges ferait fonction de Président.

M. ANZILOTTI se demande si on peut obliger ce juge à venir s'installer à La Haye.

M. DE BUSTAMANTE relève qu'il est préférable d'obliger un juge à se déplacer plutôt que de faire venir onze juges de tous les points du monde.

The PRESIDENT took a vote on the proposed amendment to Article 9.

(The proposal was rejected by 7 votes to 4 (M. Nyholm, Lord Finlay, MM. Loder and Huber).)

The PRESIDENT asked whether the Court took the view that its vote should not be regarded as excluding, for the future, decisions of the Court similar to that taken in the case mentioned in the course of the discussion.

M. DE BUSTAMANTE thought that in each case the Court would have to decide what it wished to do.

M. ALTAMIRA had only voted against the insertion of a definite rule in the Rules of Court; the Court, however, should retain complete liberty to decide in accordance with the precedent established.

M. ANZILOTTI associated himself with M. Altamira's statement.

The PRESIDENT noted that the Court did not intend to reverse the precedent in question.

M. NYHOLM would have liked the Court to make a slight modification in the second paragraph of Article 9 of the Rules which said: *Après le renouvellement intégral de la Cour...* It might instead be said: *Après l'expiration de la période de neuf ans*.

The PRESIDENT pointed out that there was a considerable difference between the French and the English text. The latter contained the expression: "after a new election".

M. ANZILOTTI thought that it would suffice to put the French text in harmony with the English text and to say: *Après une nouvelle élection intégrale de la Cour*.

M. NYHOLM pointed out that the same expression appeared in other articles.

(The point was referred to the Drafting Committee.)

M. DE BUSTAMANTE proposed the deletion, at the end of the third paragraph of Article 9, of the sentence: "If necessary, an extraordinary session of the Court may be convened for this purpose."

The Court should not be summoned in extraordinary session simply for the election of the President and Vice-President; that question was not sufficiently important to involve the summons of all the members of the Court. They might wait for that election until the ordinary session was convened.

M. ANZILOTTI pointed out that when that clause was introduced into the Rules, the intention had been to avoid there being no one at the seat of the Court who could undertake the functions of the President, who represented and guaranteed the permanency of the Court.

M. DE BUSTAMANTE was of opinion that the senior judge should act as President.

M. ANZILOTTI wondered whether that judge could be compelled to establish himself at The Hague.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that it was preferable to oblige one judge to leave his home than to make eleven judges come from all parts of the world.

M. PESSÔA rappelle que l'article en question contient d'ailleurs une restriction, car il dit : « si cela est nécessaire ».

M. MOORE fait remarquer que cet article du Règlement envisage l'hypothèse extrême où le Président et le Vice-Président à la fois se trouveraient obligés d'abandonner leurs fonctions, et où, de plus, la Cour ne serait pas réunie.

M. DE BUSTAMANTE estime que la situation est déjà réglée par l'article 13 du Règlement. Il maintient sa proposition tendant à supprimer la disposition dont il s'agit.

Le GREFFIER rappelle que les procès-verbaux de la session préliminaire ne donnent aucun détail sur les motifs pour lesquels cette clause a été insérée ; mais cette clause apparaît même dans tous les amendements présentés au sujet d'autres parties de l'article.

M. ANZILOTTI fait observer qu'en admettant l'hypothèse suivant laquelle le Président et le Vice-Président seraient obligés d'abandonner simultanément leurs fonctions, l'adoption de la proposition de M. de Bustamante aurait pour effet de produire une situation dans laquelle il n'y aurait plus de président.

On ne pourrait d'ailleurs pas dire que le juge le plus ancien prendrait, aux fins du Statut, la place du Président ; c'est pourquoi il faut laisser la possibilité d'avoir recours à la convocation d'une session extraordinaire au cas, très rare, où le Président et le Vice-Président viendraient à manquer. L'article 9 du Règlement devrait être maintenu tel qu'il est.

M. ALTAMIRA appuie le point de vue présenté par M. Anzilotti.

M. MOORE est d'avis que l'article 13 ne s'applique pas aux mêmes situations que l'article 9.

(La proposition de M. de Bustamante, mise aux voix, est rejetée par neuf voix contre deux (MM. de Bustamante et Altamira).)

32. — Règlement, article 12.

Le PRÉSIDENT fait observer que les textes anglais et français de l'article 12 présentent une divergence, le texte anglais disant : *shall reside*, et le texte français « être domicilié ». Le Greffier propose d'introduire dans le texte français les mots « doit avoir sa résidence ».

Personnellement, le PRÉSIDENT fait observer que les législations des différents pays font une distinction entre « résidence » et « domicile », et qu'il peut y avoir, dès lors, un inconvénient à laisser entendre, en modifiant le Règlement, qu'il ne s'agit plus d'une obligation d'avoir un domicile à La Haye. Peut-être pourrait-on employer dans les deux langues un moyen terme neutre, par exemple « établi » (*established*).

M. ANZILOTTI croit qu'il ne s'agit pas ici d'un domicile dans le sens de législations déterminées. Ce qui est demandé, c'est la présence du Président à La Haye.

M. PESSÔA remarked that the article in question also contained a restriction, since it said "if necessary".

Mr. MOORE pointed out that this article of the Rules contemplated the extreme case in which the President and Vice-President were both at the same time compelled to abandon their duties and, furthermore, the Court was not in session.

M. DE BUSTAMANTE thought that the situation was already dealt with by Article 13 of the Rules. He maintained his proposal for the suppression of the provision in question.

The REGISTRAR recalled that the minutes of the preliminary session gave no details as to the reasons for which this clause had been inserted, but this clause appeared in all the amendments submitted in regard to other parts of the article.

M. ANZILOTTI pointed out that supposing the President and Vice-President were both obliged, at the same time, to leave their appointments, the adoption of M. de Bustamante's proposal would have the effect of creating a situation in which there would be no president.

Moreover, it could not be said that the senior judge would, for all the purposes of the Statute, take the place of the President. For this reason a possibility must be left open of having recourse to the summons of an extraordinary session in the very rare event of the offices of President and Vice-President both falling vacant. Article 9 of the Rules should be maintained in its present form.

M. ALTAMIRA supported the view expressed by M. Anzilotti.

Mr. MOORE thought that Article 13 did not apply to the same situations as Article 9.

(M. de Bustamante's proposal, upon being put to the vote, was rejected by 9 votes to 2 (MM. de Bustamante and Altamira).)

32. — Rules, Article 12.

The PRESIDENT pointed out that the English and French texts of Article 12 differed. The English text said "shall reside" and the French text *être domicilié*. The Registrar proposed to insert in the French text the words *doit avoir sa résidence*.

For his own part, the PRESIDENT pointed out that the legislation of different countries made a distinction between residence and domicile, and it might therefore be inexpedient to allow it to be understood, by modifying the Rules, that there was no question of an obligation to have a domicile at The Hague. Perhaps a neutral term might be used in both languages, for instance *établi* ("established").

M. ANZILOTTI thought that it was not here a case of a domicile in the sense of particular legislations. What was required was the presence of the President at The

Dans le droit italien, la présence habituelle dans un lieu est la résidence; personnellement, il accepterait donc volontiers la modification proposée par le Greffier.

M. DE BUSTAMANTE partage l'opinion que tout ce qu'il y a lieu de dire est que le Président doit demeurer ou résider à La Haye.

M. WEISS signale que le domicile est une relation légale qui doit être déterminée par la loi nationale de l'intéressé. Dans le Règlement, il ne s'agit que de parler de la résidence. Il appartiendra aux autorités fiscales ou judiciaires du pays dont le Président est ressortissant de tirer les conséquences du fait de cette résidence, mais ceci échappe au Règlement.

M. DE BUSTAMANTE croit que le fait que le Président jouit comme les juges, dans l'exercice de ses fonctions, de toutes les prérogatives diplomatiques, exclut pour lui la possibilité d'avoir un domicile, dans le sens technique du mot, au siège de la Cour.

Le PRÉSIDENT estime, dans ces conditions, que l'on pourrait insérer dans le texte français les mots « doit résider ».

M. ALTAMIRA ayant fait observer qu'il suffirait de choisir le mot français correspondant au mot anglais *reside*, M. MOORE dit que c'est bien le mot « résider ».

M. WEISS répète que le mot « domicile » caractérise simplement un lien légal et que le mot « résidence » correspond à la réalité qui est dans les intentions de la Cour.

M. ANZILOTTI fait remarquer que la question est déjà tranchée par le Statut, dont l'article 22 indique le mot « réside ».

Le PRÉSIDENT constate que la Cour désire remplacer l'expression qui figure actuellement au Règlement par les mots : « doit résider ».

33. — Règlement, article 14.

Le PRÉSIDENT signale une observation de M. Beichmann relative à l'article 14 du Règlement¹; M. Beichmann attire l'attention de la Cour sur une divergence entre le texte anglais et le texte français de l'alinéa 4 de cet article. C'est une question que le Comité de rédaction pourra étudier.

Il en est ainsi décidé.

34. — Règlement, articles 17-26.

Le PRÉSIDENT met en discussion les propositions émanant de M. Anzilotti et de M. Beichmann, ainsi que la rédaction du Greffier, propositions qui ont trait au poste de Greffier-adjoint.

M. DE BUSTAMANTE considère les propositions du Greffier comme tout à fait acceptables. Mais le paragraphe que le Greffier propose d'ajouter à la fin de

¹ Voir p. 276.

Hague. In Italian law habitual presence at a place was residence; personally, therefore, he agreed with the change suggested by the Registrar.

M. DE BUSTAMANTE shared the opinion that all that was necessary to be said was that the President must live or reside at The Hague.

M. WEISS pointed out that domicile was a legal relation which must be determined by the national law of the person concerned. In the Rules it was only a question of residence. It was for the fiscal or the judicial authorities of the country of which the President was a national, to draw the consequences ensuing from the fact of such residence, but that was outside the scope of the Rules.

M. DE BUSTAMANTE thought that the fact that the President, like the judges, enjoyed, in the exercise of his functions, all diplomatic privileges, made it impossible for him to have a domicile in the technical sense of the word, at the seat of the Court.

The PRESIDENT thought, in these circumstances, that they might put in the French text the words *doit résider*.

M. ALTAMIRA having observed that it would suffice to choose the French word corresponding to the English word "reside", Mr. MOORE suggested that the word corresponding was *résider*.

M. WEISS repeated that the word *domicile* was simply a legal relationship and that the word *résidence* corresponded to the situation of fact which was intended by the Court.

M. ANZILOTTI pointed out that the question was already settled by the Statute, of which Article 22 contained the word "reside".

The PRESIDENT noted that the Court desired to replace the expression at present used in the Rules by the words *doit résider*.

33. — Rules, Article 14.

The PRESIDENT referred to an observation by M. Beichmann regarding Article 14 of the Rules¹, drawing the Court's attention to a difference between the English and French texts of paragraph 4 of that article; that was a question which the Drafting Committee might consider.

It was decided accordingly.

34. — Rules, Articles 17-26.

The PRESIDENT opened the discussion on the proposals made by M. Anzilotti and M. Beichmann, as also the draft prepared by the Registrar in regard to the post of Deputy-Registrar.

M. DE BUSTAMANTE considered that the Registrar's proposals were perfectly acceptable. But the paragraph which the Registrar proposed to add at the end

¹ See p. 276.

l'article 17¹ pourrait, le cas échéant, être précisé, afin d'établir clairement que le Greffier-adjoint n'est pas uniquement le suppléant du Greffier.

Le GREFFIER fait remarquer que le Greffier-adjoint est le premier des fonctionnaires du Greffe dont les devoirs sont déterminés par les instructions établies conformément à l'article 26. Pour tenir compte de l'observation de M. de Bustamante, on pourrait, par exemple, ajouter un renvoi à l'article 26.

M. DE BUSTAMANTE déclare accepter cette proposition.

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer les amendements aux articles 17 à 26, qui sont des amendements de pure forme, au Comité de rédaction.

M. ANZILOTTI, tout en étant d'accord avec le Président, désirerait connaître l'opinion de la Cour sur l'amendement à l'article 17 : « Le mandat de celui-ci (le Greffier) porte sur une période de sept ans. » On pourrait se demander si, en cas de renouvellement complet de la Cour, le Greffier pourrait rester en fonctions, du moment qu'il y a dans le Statut une disposition qui prévoit que la Cour élit son Greffier.

Le GREFFIER fait remarquer que, des délibérations du Comité de juristes de 1920, il ressort qu'on a voulu prévoir une période de sept ans de fonctions pour le Greffier, précisément afin que cette période chevauche sur deux périodes de neuf ans de fonctions des juges.

M. DE BUSTAMANTE fait observer que, d'après les propositions du Greffier, le terme de ses fonctions serait, en fait, raccourci de la période entre l'élection et le premier janvier suivant l'élection.

Le GREFFIER explique que la période de sept ans correspond au temps de fonctions des directeurs du Secrétariat de la Société des Nations, auxquels le Greffier est assimilé.

M. DE BUSTAMANTE propose de maintenir la règle actuelle et de supprimer la dernière phrase proposée par le Greffier.

M. WEISS demande si un nouveau Greffier, à la suite de la cessation de fonctions de son prédécesseur, ne pourrait exercer ses fonctions que pendant les quelques années qui resteraient à courir, ou s'il a droit à une période entière de sept ans.

Le GREFFIER fait observer qu'il serait bien difficile de trouver une personne qualifiée qui fût disposée à s'expatrier, si son engagement n'avait pas une durée assez considérable.

M. MOORE estime que la clause, telle qu'elle est rédigée, est conforme au Statut et déclare n'être pas favorable à la proposition de M. de Bustamante.

M. DE BUSTAMANTE retire sa proposition.

35. — Règlement, article 22.

M. DE BUSTAMANTE présente une observation au sujet de l'amendement proposé à l'article 22. Il préférerait

¹ Voir p. 304.

of Article 17¹, might perhaps be made more explanatory, in order clearly to indicate that the Deputy-Registrar was not exclusively the Registrar's substitute.

The REGISTRAR pointed out that the Deputy-Registrar was the first of the officials of the Registry whose duties were laid down in the instructions prepared in accordance with Article 26. In order to take into account M. de Bustamante's observation, a reference to Article 26 might be added.

M. DE BUSTAMANTE accepted this proposal.

The PRESIDENT proposed to refer the amendments to Articles 17 to 26, which were purely formal amendments, to the Drafting Committee.

M. ANZILOTTI, though agreeing with the President, wished to know the Court's opinion in regard to the amendment to Article 17 : "Such election (of the Registrar) shall be for a full term of seven years." It might be wondered whether, in the event of a new election of the whole Court, the Registrar could retain his office, seeing that there was a provision in the Statute to the effect that the Court should elect its Registrar.

The REGISTRAR pointed out that it appeared from the deliberations of the Committee of Jurists, in 1920, that the intention was to fix a period of office of seven years for the Registrar, precisely in order that this period should overlap two of the nine years' periods of the judges' tenure of office.

M. DE BUSTAMANTE remarked that, according to the Registrar's proposals, his period of office would in fact be shortened by the period between his election and the first of January following the election.

The REGISTRAR explained that the period of seven years corresponded to the period of office of directors of the Secretariat of the League of Nations to whom the Registrar was assimilated.

M. DE BUSTAMANTE proposed to maintain the existing rule and to delete the last sentence proposed by the Registrar.

M. WEISS asked whether a new Registrar, appointed on his predecessor's ceasing to hold office, could only keep his appointment for the number of years still to run, or whether he was entitled to a full period of seven years.

The REGISTRAR remarked that it would be very difficult to find a competent person prepared to expatriate himself, unless his appointment were for a sufficiently long period.

Mr. MOORE thought that the clause, as drafted, was in accordance with the Statute and said that he was not in favour of M. de Bustamante's proposal.

M. DE BUSTAMANTE withdrew his proposal.

35. — Rules, Article 22.

M. DE BUSTAMANTE submitted an observation in regard to the amendment proposed to Article 22. He

¹ See p. 304.

voir spécifier que c'est la Cour, si elle est en session, qui a le droit de désigner le fonctionnaire chargé de remplacer le Greffier en cas d'absence du Greffier et du Greffier-adjoint.

Le GREFFIER fait observer que cette désignation a semblé être plutôt du ressort du Président et qu'elle n'a peut-être pas assez d'importance pour être soumise à la Cour.

M. DE BUSTAMANTE maintient sa proposition, qui paraît correspondre à d'autres dispositions du Règlement.

(La proposition de M. de Bustamante, mise aux voix, est adoptée par neuf voix contre deux (MM. Anzilotti et Oda).)

M. NYHOLM se réserve de revenir, à la séance suivante, sur un point relatif aux relations entre la Cour et le Greffier et qui aura peut-être une répercussion sur la rédaction des articles 17 à 26.

Il est décidé de renvoyer les articles 17 à 26 au Comité de rédaction.

36. — Prochaine séance de la Cour.

La prochaine séance de la Cour est fixée au jeudi 24 juin à 10 heures.

La séance est levée à 13 h. 20.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

would prefer it to be said that it was the Court which had the right, if in session, to appoint the official who was to act as substitute for the Registrar, should both the Registrar and the Deputy-Registrar be absent.

The REGISTRAR pointed out that this appointment seemed rather to fall within the scope of the President's duties and that it was not perhaps of sufficient importance to be submitted to the Court.

M. DE BUSTAMANTE maintained his proposal which appeared to correspond to other provisions of the Rules.

(M. de Bustamante's proposal, on being put to the vote, was adopted by 9 votes to 2 (MM Anzilotti and Oda).)

M. NYHOLM reserved his right to return, at the next meeting, to a point regarding the relations between the Court and the Registrar, which might perhaps have some effect on the drafting of Articles 17 to 26.

It was decided to refer Articles 17 to 26 to the Drafting Committee.

36. — Next meeting of the Court.

The next meeting of the Court was fixed for Thursday, June 24th, at 10 a.m.

The Court rose at 1.20 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

SEPTIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le jeudi 24 juin 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

37. — Ordre du jour.

Le PRÉSIDENT rappelle que la Cour a décidé, en principe, de ne pas s'occuper d'autres amendements au Règlement, que ceux qui avaient été présentés par écrit. Lorsqu'il ne s'agit que d'une modification insignifiante du texte ou d'une suppression, il n'est toutefois pas nécessaire de formuler une proposition écrite. Mais un texte écrit doit être présenté lorsqu'il s'agit d'un amendement qui introduit une idée nouvelle.

La Cour approuve cette manière de voir.

Le PRÉSIDENT constate qu'il n'a pas reçu de proposition écrite au sujet de la question à laquelle M. Nyholm s'était référé à la fin de la séance précédente.

M. NYHOLM déclare ne pas vouloir provoquer pour le moment de discussion à ce sujet.

38. — Articles 27 et suivants du Règlement.

Le PRÉSIDENT met en discussion les articles 27 et suivants.

Plusieurs amendements ont été présentés par MM. Beichmann, Altamira, Pessôa et de Bustamante, à l'égard de cet article¹; d'autre part, M. Anzilotti a saisi la Cour d'une proposition tendant à insérer dans le Règlement un nouvel article 28 bis.

Le Président propose d'aborder, en même temps, l'examen de ces différentes propositions.

(Il en est ainsi décidé.)

M. DE BUSTAMANTE explique que la suggestion contenue dans son observation² se réduit, en définitive,

¹ Voir pp. 276, 263, 269 et 260.

² „ p. 260.

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

SEVENTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Thursday, June 24th, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

37. — Agenda.

The PRESIDENT recalled that the Court had in principle decided that it would only consider amendments to the Rules which had been submitted in writing. In the case of an unimportant modification of the text or of a deletion, it was not however necessary to make a written proposal. But a written text must be submitted in the case of an amendment which introduced a new idea.

The Court approved this view.

The PRESIDENT stated that he had received no written proposal in regard to the question to which M. Nyholm had referred at the end of the preceding meeting.

M. NYHOLM said that he did not wish for the moment to provoke a discussion on this question.

38. — Articles 27 et sqq. of the Rules.

The PRESIDENT opened the discussion on Article 27 and the following articles.

Several amendments had been submitted by MM. Beichmann, Altamira, Pessôa and de Bustamante¹. M. Anzilotti also had submitted a proposal for the insertion in the Rules of a new Article 28 bis.

The President proposed that these various proposals should be considered together.

(It was decided accordingly.)

M. DE BUSTAMANTE explained that the suggestion contained in his observations² really amounted to the

¹ See pp. 276, 263, 269 and 260.

² „ p. 260.

à supprimer le premier alinéa de l'article 27. En effet, la Cour une fois constituée à la suite des élections, il y a toujours un Président d'âge qui pourra, au début, se charger du travail nécessaire. Du moment que la session ordinaire s'ouvre le 15 juin toutes les années autres que celle qui suit le renouvellement intégral de la Cour, il pourrait être difficile pour les juges venant d'un autre continent de se trouver présents, certaines années, à une session ordinaire s'ouvrant le 15 janvier.

M. ANZILOTTI tient à rappeler les raisons qui ont motivé l'adoption de cette date du 15 janvier pour l'ouverture de la session ordinaire l'année qui suit le renouvellement intégral de la Cour. A supposer qu'au début de cette année il n'y eût plus d'affaire pendante devant la Cour, et qu'aucun des juges n'eût été réélu, une période de six mois pourrait s'écouler, pendant laquelle la Cour, n'étant pas dûment constituée, pourrait être considérée comme inexistante.

M. DE BUSTAMANTE reconnaît que, dans ce cas, les Parties pourraient éprouver certaines difficultés à soumettre leurs différends à la Cour. Néanmoins, il ne semble pas nécessaire que la Cour ouvre sa session avant le 15 juin, si sa décision sur une affaire quelconque n'est pas sollicitée.

M. ANZILOTTI est d'avis qu'il faut, en tout état de cause, donner à la Cour les moyens de fonctionner.

M. DE BUSTAMANTE croit que, si les circonstances le demandent, la Cour pourra toujours se réunir, le 15 janvier, en session extraordinaire, mais il ne faudrait pas poser en règle absolue la convocation de la Cour pour une session ordinaire à cette date.

M. ANZILOTTI maintient l'opinion qu'après un renouvellement intégral de la Cour, la première session — qui pourrait, cependant, être une session extraordinaire obligatoire — devrait se tenir aussitôt que possible.

M. WEISS observe qu'au début de l'année suivant le renouvellement de la Cour il n'y a pas encore de Président ; personne n'aurait donc qualité pour convoquer une session extraordinaire.

M. DE BUSTAMANTE fait remarquer que le juge le plus âgé remplirait les fonctions de Président.

Le GREFFIER rappelle que si le premier alinéa de l'article 27 a été adopté en 1922, c'est parce qu'on a estimé nécessaire de pouvoir procéder immédiatement à l'élection du Président. Le juge le plus ancien peut certainement faire fonction de Président, mais il n'en faut pas moins que la Cour prenne une décision pour constater quel est le plus ancien. A cet égard, il y a les deux critères : l'ancienneté d'élection et l'âge. L'expérience de 1922 a démontré que le premier de ces critères peut prêter à des interprétations différentes. Du moment qu'il est, de toute façon, nécessaire que la Cour prenne une décision, on s'est arrêté à la solution prévoyant, pour le 15 janvier, l'ouverture de la session ordinaire au cours de laquelle a lieu l'élection du Président.

suppression of the first paragraph of Article 27. For, once the Court were formed after the elections, there would always be a President by right of seniority who could, at the outset, undertake the necessary work. Seeing that the ordinary session began on June 15th in every year except that following a new election of the whole Court, it might be difficult for judges coming from another continent to attend in some years an ordinary session beginning on January 15th.

M. ANZILOTTI desired to recall the reasons for which the date January 15th had been adopted for the opening of the ordinary session following a new election of the whole Court. Assuming that at the beginning of that year there was no case pending and that none of the judges was re-elected, a period of six months might elapse during which the Court might be regarded as non-existent, since it would not have been duly constituted.

M. DE BUSTAMANTE recognized that, in such circumstances, Parties might encounter certain difficulties in submitting their cases to the Court. Nevertheless, it did not seem necessary for the Court to begin its session before June 15th if it were not asked to decide some question.

M. ANZILOTTI thought that in any circumstances the Court must be in a position to function.

M. DE BUSTAMANTE thought that if circumstances required it, the Court could always meet on January 15th in extraordinary session, but it should not be made an absolute rule that the Court should be convened for an ordinary session on that date.

M. ANZILOTTI held to his opinion that after a renewal of the whole Court the first session, which might however be a compulsory extraordinary session, should take place as soon as possible.

M. WEISS pointed out that at the beginning of a year following a renewal of the whole Court, there would as yet be no President ; no one therefore would have power to convene an extraordinary session.

M. DE BUSTAMANTE observed that the senior judge would fulfil the duties of President.

The REGISTRAR recalled that the first paragraph of Article 27 had been adopted in 1922 because it had been thought necessary to be able immediately to proceed to elect a President. The senior judge might certainly act as President, but nevertheless the Court must take a decision as to which was the senior judge. In this respect there were the two criteria of seniority of election and of age. The experience gained in 1922 had shown that the first of these criteria might lend itself to different interpretations. Since it was, in any case, necessary for the Court to take a decision, the solution had been adopted of arranging for the opening of the ordinary session, during which the election of the President was to take place, on January 15th.

M. DE BUSTAMANTE demande pourquoi, dans ces conditions, la date du 15 janvier a été choisie de préférence à celle du 1^{er} janvier. Il y a lieu de relever qu'en tout état de cause un des juges doit commencer, dès le premier moment, à prendre certaines mesures nécessaires, telles que la convocation des juges, la fixation de l'heure de la première réunion, etc.

M. ANZILOTTI répond que la date du 15 janvier a été fixée en vue de donner à la majorité des juges nommés le temps de venir à La Haye, après leur entrée en fonctions.

M. WEISS estime que les observations formulées devraient amener la Cour à prendre, dès à présent, une décision de principe sur la question d'ancienneté. Il faut qu'il y ait au moins un Président de fait pour effectuer le travail préliminaire et pour procéder aux convocations nécessaires. Il conviendrait de dire, sans renvoyer la controverse à chacune des sessions au cours desquelles se posera le problème, d'après quelle norme se mesure l'ancienneté; il y aurait toujours ainsi un juge appelé à représenter la Cour dans l'intervalle des sessions.

M. DE BUSTAMANTE fait observer que le Règlement, dans son article 2, contient déjà une disposition en ce sens.

M. ANZILOTTI estime, au contraire, que l'article 15 du Statut laisse subsister un doute.

Le PRÉSIDENT rappelle que l'article 15 du Statut est précisément interprété par l'article 2 du Règlement; les juges titulaires et suppléants élus au cours de la même session sont considérés comme élus au même moment et au même titre. On peut, toutefois, se demander s'il est conforme à l'esprit du Statut que, pendant une demi-année, la Cour n'ait pas de Président et que les fonctions présidentielles soient exercées par le juge le plus ancien, sans que celui-ci soit tenu de résider à La Haye.

M. WEISS se demande également si le juge le plus ancien devra, dans le cas dont il s'agit, du seul fait de son âge, transporter sa résidence à La Haye.

M. ANZILOTTI, rappelant qu'en 1922 l'Assemblée de la Société des Nations a exprimé le désir que les juges de la Cour se réunissent le plus tôt possible à La Haye pour constituer la Cour et la mettre en état de fonctionner, ajoute que, dans le cas concret, il pourrait être difficile de déterminer l'ancienneté d'âge. En 1921, une copie de l'acte de naissance des juges a été demandée.

M. DE BUSTAMANTE estime que l'on se tiendra aux déclarations de chaque juge.

Le PRÉSIDENT fait observer que le cas discuté par la Cour constitue un événement exceptionnel, qui ne se reproduira que tous les neuf ans.

M. ANZILOTTI estime qu'il conviendrait peut-être, eu égard à plusieurs des observations présentées, de tout

M. DE BUSTAMANTE asked why, in these circumstances, the date January 15th had been chosen rather than January 1st. It should be noted that in any case one of the judges must begin, from the very outset, to take certain necessary steps, such as the convocation of judges, the fixing of the hour of the first meeting, etc.

M. ANZILOTTI replied that the date January 15th had been fixed in order to give the majority of judges appointed time to reach The Hague after entering upon their duties.

M. WEISS thought that in consequence of the observations made, the Court should at once in principle decide the question of seniority. There must at all events be an acting President to do the preliminary work and to issue the necessary convocations. It should be stated, according to what principle seniority was to be calculated, without leaving the question to be decided at each of the sessions at which it arose; then there would always be a judge whose duty it would be to represent the Court during the interval between sessions.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that the Rules already contained a clause to this effect in Article 2.

M. ANZILOTTI, on the contrary, thought that Article 15 of the Statute left the matter open to doubt.

The PRESIDENT remarked that Article 2 of the Rules constituted precisely an interpretation of Article 15 of the Statute; judges and deputy-judges elected at the same session were regarded as elected simultaneously and on an equal footing. It might however be questioned whether it would be in accordance with the spirit of the Statute that, for half a year, the Court should have no President and that his duties should be performed by the senior judge, without the latter being bound to reside at The Hague.

M. WEISS also wondered whether the senior judge should, in the circumstances contemplated, be bound, simply by reason of his age, to transfer his residence to The Hague.

M. ANZILOTTI, alluding to the fact that in 1922 the Assembly of the League of Nations had expressed the wish that the judges of the Court should meet as soon as possible at The Hague in order to constitute the Court and place it in a position to set to work, added that, in actual fact, it might be difficult to decide the question of seniority of age. In 1921, a copy of the judges' birth certificates had been required.

M. DE BUSTAMANTE thought that the statements of the judges could be accepted.

The PRESIDENT pointed out that the contingency under discussion constituted an exceptional case which would only arise every nine years.

M. ANZILOTTI thought it would perhaps be better, having regard to several of the observations made, to

laisser en l'état pour le moment. L'activité de la Cour augmente de plus en plus et il est possible de prévoir qu'à très bref délai la Cour devra fonctionner presque toute l'année. Étant donné que la situation est déjà toute différente de celle que l'on prévoyait au début du fonctionnement de la Cour, il serait peut-être opportun de surseoir à toute décision : lorsqu'une expérience prolongée aura démontré quelles sont les conditions exactes de ce fonctionnement, il y aura lieu de reprendre les diverses propositions relatives à l'article 27.

M. DE BUSTAMANTE demande si M. Anzilotti serait donc d'accord avec lui pour proposer la suppression du premier alinéa de l'article 27.

M. ANZILOTTI est d'avis de laisser de côté toute décision pour le moment.

M. MOORE a toujours été opposé à l'idée de modifier la date prévue à l'article 23 du Statut et il persiste dans cette opinion. Il n'y a pas de raison décisive pour changer la date de la session ordinaire après le renouvellement de la Cour.

D'autre part, une date étant régulièrement fixée pour la session ordinaire, les Parties qui ont l'intention de venir devant la Cour en tiennent compte ; apporter une modification quelconque pourrait avoir pour effet de jeter la perturbation dans les travaux de la Cour.

M. Moore se rallie donc à la proposition de M. de Bustamante.

Lord FINLAY estime qu'il est préférable de conserver l'article 27 tel qu'il est rédigé. La date d'ouverture des sessions ordinaires doit être en règle générale le 15 juin, mais il est raisonnable que, lorsqu'une Cour nouvelle a été constituée, celle-ci se réunisse à une date antérieure pour procéder aux ajustements nécessaires, et pour permettre à ses membres d'échanger leurs idées et de préparer le travail.

M. DE BUSTAMANTE, considérant que le vote est déjà préjugé, déclare retirer sa proposition.

Le PRÉSIDENT, prenant acte du retrait de la proposition de M. de Bustamante, constate que l'article 27 ne sera pas modifié.

39. — Règlement, article 28.

Le PRÉSIDENT met ensuite en discussion l'article 28 *bis* proposé par M. Anzilotti¹, tendant à donner au Président les pouvoirs de retarder, dans certaines conditions, le début de la session ordinaire ; à cette suggestion se rattache celle de M. Beichmann², ainsi qu'une observation d'ordre général de M. Altamira³. La proposition de M. Pessôa⁴ qui tend à confirmer, par une

¹ Voir p. 266.

² » » 277.

³ » » 263.

⁴ » » 269.

leave the whole matter as it was for the moment. The Court's activities were continually on the increase and it was possible that in a very short time the Court would be working nearly all the year round. Seeing that the position was already entirely different from that which had been foreseen when the Court was first formed, it would perhaps be expedient to postpone any decision. When prolonged experience had shown the exact conditions of the Court's work, the various proposals in regard to Article 27 might once more be considered.

M. DE BUSTAMANTE asked whether M. Anzilotti would therefore agree to his proposal for the deletion of the first paragraph of Article 27.

M. ANZILOTTI thought that no decision should be taken for the moment.

Mr. MOORE had always been opposed to any modification of the date provided for in Article 23 of the Statute and he was still of the same opinion. There was no decisive reason for changing the date of the ordinary session after a renewal of the Court.

Moreover, as a regular date had been fixed for the ordinary session, Parties who intended to come before the Court would reckon upon it. To make any modification might have the effect of disturbing the Court's work.

Mr. Moore therefore approved M. de Bustamante's proposal.

Lord FINLAY thought it preferable to retain Article 27 as it stood. The date for the opening of ordinary sessions was as a general rule June 15th, but it was reasonable that when a new Court had been formed it should meet at an earlier date in order to carry out the necessary adjustments, to enable its members to exchange ideas and to prepare its work.

M. DE BUSTAMANTE, considering that it was already clear what the result of a vote would be, withdrew his proposal.

The PRESIDENT noted that M. de Bustamante had withdrawn his proposal and stated that Article 27 would not be amended.

39. — Rules, Article 28.

The PRESIDENT then opened the discussion on Article 28 *bis* proposed by M. Anzilotti¹, the object of which was to give the President power to postpone, in certain conditions, the opening of the ordinary session. With this suggestion was connected that of M. Beichmann² and an observation of a general nature by M. Altamira³. M. Pessôa's proposal⁴ which was

¹ See p. 266.

² » » 277.

³ » » 263.

⁴ » » 269.

disposition du Règlement, la pratique suivie par la Cour en juin 1925 (c'est-à-dire celle qui consiste à suspendre la session si la Cour, lors de sa réunion, a seulement devant elle des affaires qui ne seront prêtes qu'à bref délai), devrait être discutée en même temps.

M. ALTAMIRA explique qu'il n'a pas cru utile de donner à son observation la forme d'un amendement écrit, puisque sa pensée est, au fond, la même que celle de M. Anzilotti et de M. Beichmann.

Le PRÉSIDENT constate que la proposition la plus radicale est celle de M. Anzilotti.

M. ANZILOTTI développe sa proposition en renvoyant à sa note écrite¹.

Il rappelle qu'en 1924 on pouvait prévoir, jusqu'au dernier moment, qu'aucune affaire ne serait inscrite au rôle de la session ordinaire. En 1925 encore, la Cour, réunie à La Haye le 15 juin, a dû suspendre sa session presque aussitôt, en constatant qu'elle aurait pu ne commencer son travail qu'un mois plus tard. Dans ces conditions, il paraîtrait désirable que le Règlement fût modifié dans le sens qu'il a proposé.

D'autre part, on peut se demander si le moment est bien choisi pour modifier, dans le Règlement, tout ce qui a trait à la réunion des sessions de la Cour, aussi bien l'article 28 que les articles relatifs aux sessions ordinaires ou extraordinaires.

Étant donné qu'on peut constater que le travail de la Cour augmente continuellement, il y aura lieu de considérer sous tous ses aspects la distinction entre les sessions ordinaires et les sessions extraordinaires ; peut-être d'autres changements plus radicaux encore devront-ils intervenir.

Aujourd'hui, toutefois, il peut être prématuré de toucher à ces matières, qu'il vaudra mieux reprendre d'ici deux ou trois ans, quand une expérience plus complète aura permis à la Cour d'arriver à des conclusions plus précises.

En résumé, M. Anzilotti se déclare disposé à abandonner sa proposition, si la Cour est d'accord pour ne rien modifier aux articles 27 et 28 du Règlement, tels qu'ils sont rédigés actuellement.

M. le Président LODER partage l'opinion exprimée par M. Anzilotti.

D'autre part, le sens de l'article 23 du Statut est de fixer, pour l'ouverture de la session, une date précise, portée à la connaissance de tous les intéressés susceptibles de présenter des affaires devant la Cour. On a eu la précaution de réserver, dans cet article, une « disposition contraire du Règlement de la Cour » ; mais pareille disposition ne pourra viser que le remplacement du 15 juin par une autre date également fixe. Les événements ont prouvé que la Cour est devenue

to confirm, by a clause in the Rules, the practice followed by the Court in June 1925 (namely, the adjournment of the session if the Court, when it met, had before it only cases which would not be ready until a short time had elapsed), should be considered at the same time.

M. ALTAMIRA explained that he had not thought it necessary to couch his observation in the form of a written amendment, as his idea was fundamentally the same as that of MM. Anzilotti and Beichmann.

The PRESIDENT observed that the most radical amendment was that of M. Anzilotti.

M. ANZILOTTI explained his proposal, referring to his written note¹.

He recalled that in 1924, up to the last moment, it had appeared that there would be no case on the list for the ordinary session. Again in 1925, the Court when it met at The Hague on June 15th, had had to adjourn its session almost at once, having satisfied itself that it could not begin work until a month later. In these circumstances, it seemed desirable that the Rules should be amended in the manner proposed by him.

On the other hand, it might be wondered whether the time was well chosen for amending all provisions of the Rules relating to the holding of the Court's sessions, that was to say both Article 28 and the articles relating to ordinary and extraordinary sessions.

Since it was clear that the Court's work was continually increasing, the distinction between ordinary and extraordinary sessions should be considered in all its aspects, and perhaps other and even more radical changes should be made.

At the present time, however, it might be premature to touch upon these questions, which it would be better to take up again in two or three years' time when a fuller experience would have enabled the Court to come to more definite conclusions.

Summarizing, M. Anzilotti said that he was prepared to abandon his proposal if the Court agreed in no way to amend Articles 27 and 28 of the Rules as they stood at present.

President LODER shared the opinion expressed by M. Anzilotti.

Moreover, the object of Article 23 of the Statute was to fix for the opening of the session, a definite date which was made known to all concerned who might bring cases before the Court. The precaution had been taken in that article of saying "unless otherwise provided by Rules of Court"; but that provision could only contemplate the substitution for June 15th of another date equally fixed. Events had shown that the Court had become a really permanent Court. The

¹ Voir p. 266.

¹ See p. 266.

une Cour réellement permanente. Le Statut ne tient pas suffisamment compte de ce fait, qui n'était pas prévu lors de l'élaboration de cet acte.

M. PESSÔA croit que, si la proposition de M. Anzilotti est retirée, il serait peut-être utile de maintenir son amendement à lui, qui, d'ailleurs, ne fait que reproduire une décision prise par la Cour.

Le PRÉSIDENT fait observer que la Cour est encore saisie d'une proposition de M. Beichmann, qui, au fond, est analogue à celle de M. Anzilotti; le Président la fera sienne, pour qu'elle soit mise aux voix.

Lord FINLAY estime que les raisons données par M. Anzilotti sont concluantes. Il est évident qu'à un moment donné il faudra examiner à nouveau tout le problème des sessions. Pour le moment, il vaut cependant mieux ne pas toucher au texte actuel. Le cas échéant, il pourra, en effet, devenir nécessaire d'adopter un principe entièrement différent de celui qui a été suivi jusqu'ici. On pourrait alors considérer également la possibilité de restreindre le nombre des sessions extraordinaires. Mais, pour le moment, il conviendrait de laisser les choses en l'état.

M. ODA demande si la proposition de M. Pessôa ne prévoit pas deux cas différents: celui où aucune question n'est inscrite au rôle de la Cour, et celui où, la Cour étant saisie d'une question, la procédure écrite n'est pas encore terminée.

M. PESSÔA explique qu'il s'agit de deux conditions de la même hypothèse; il faut qu'elles soient réunies toutes deux. Si, lors de la réunion de la Cour, il n'y a pas d'affaire inscrite au rôle, mais que la Cour soit saisie d'une ou plusieurs questions pour lesquelles la procédure écrite sera terminée dans quelques semaines, il vaut mieux — notamment pour les membres de la Cour venant d'autres continents — que la Cour suspende sa session pour quelque temps; en attendant la clôture de la procédure écrite, les membres de la Cour pourront toujours s'occuper utilement.

M. Pessôa répète que son amendement consacre, en quelque sorte, une pratique déjà existante.

M. ANZILOTTI croit qu'il n'est pas nécessaire d'adopter la disposition proposée par M. Pessôa, du moment que la Cour a déjà le pouvoir — étant donné le silence du Règlement sur ce point — d'ajourner sa session, si aucune question ne figure à son ordre du jour. Ayant pris, dans un cas d'espèce, une résolution en ce sens, la Cour peut toujours la renouveler.

M. PESSÔA est d'avis qu'il est précisément désirable de consolider l'état de fait en insérant une disposition dans le Règlement; de cette manière, la Cour n'aurait pas à adopter à nouveau chaque année une résolution dans le même sens, et les Parties sauraient d'avance à quoi s'en tenir.

Statute did not take sufficient account of this fact which was not foreseen when that instrument was drawn up.

M. PESSÔA thought that if M. Anzilotti's proposal were withdrawn, it would perhaps be well to maintain his own amendment, which moreover merely reproduced a decision taken by the Court.

The PRESIDENT pointed out that the Court still had before it a proposal by M. Beichmann which, in substance, was similar to that of M. Anzilotti; the President would submit it in his own name in order that it might be voted upon.

Lord FINLAY thought that the arguments put forward by M. Anzilotti were conclusive. It was clear that at some future time the whole question of sessions would have to be reconsidered. For the moment, it was however better to leave the present text alone. In certain circumstances, it might indeed become necessary to adopt a principle entirely different from that hitherto followed. Then the possibility might also be considered of restricting the number of extraordinary sessions. But for the moment it was better to leave things as they were.

M. ODA asked whether M. Pessôa's proposal did not contemplate two different contingencies: first that in which there was no question on the Court's list, and second that in which a question had been submitted to the Court, but the written proceedings were not yet concluded.

M. PESSÔA explained that these were two conditions of the same hypothesis; they must both be present. It, when the Court met, there was no question on the list, but one or more questions had been referred to the Court in regard to which the written proceedings would be concluded in a few weeks, it would be better—especially for members of the Court coming from other continents—that the Court should adjourn its session for some time; pending the conclusion of the written proceedings, members of the Court could always occupy their time usefully.

M. Pessôa repeated that his amendment to some extent confirmed an already existing practice.

M. ANZILOTTI thought that it was not necessary to adopt the proposal submitted by M. Pessôa, since the Court already had power—as the Rules were silent on the point—of adjourning its session, if there were no question on its agenda. Having adopted a resolution to this effect on a particular occasion, the Court could always repeat it.

M. PESSÔA was of opinion that it was precisely desirable to consolidate the situation of fact by inserting a provision in the Rules. The Court would not then have to adopt a fresh resolution to the same effect each year, and the Parties would know beforehand what the position was.

Le PRÉSIDENT fait observer qu'il y a intérêt pour la Cour et aussi pour les gouvernements à ce que la date de la session ordinaire soit fixée. Si la date du 15 juin est maintenue, les gouvernements qui désirent s'adresser à la Cour et profiter de la session sauront toujours que la Cour est prête à délibérer à ce moment, si des affaires lui sont soumises.

D'autre part, il semble que l'esprit et la lettre du Statut seraient respectés si la Cour conservait, en principe, la date du 15 juin, tout en donnant au Président la faculté de ne pas convoquer la Cour à cette date, au cas où les juges ne devraient pas, dès le premier jour, trouver devant eux une affaire en état. Il serait désirable de prévoir cette faculté, notamment en vue du fait que des gouvernements, de même que le Conseil de la Société des Nations, ne semblent souvent pas tenir compte de la date de la session ordinaire.

M. PESSÔA est d'avis que, si le Statut prévoit l'ouverture de la session ordinaire pour le 15 juin, il est impossible de modifier cet état de choses.

Le PRÉSIDENT tient à répéter que la date du 15 juin pourrait très bien être conservée en principe par la Cour.

Il constate que, M. Anzilotti ayant retiré son amendement, la Cour n'a plus devant elle que les propositions de MM. Beichmann et Pessôa.

M. ANZILOTTI fait observer qu'il ne retire son amendement que dans l'hypothèse où la Cour ne modifierait pas les articles en question du Règlement ; si, toutefois, on estimait devoir y toucher, sa proposition serait reprise.

Le PRÉSIDENT estime, que dans ces conditions, il convient de poser à la Cour la question préalable suivante : « La Cour désire-t-elle entreprendre, au cours de la présente session, une revision des dispositions des articles 27 et 28 du Règlement ? »

M. ANZILOTTI tient à déclarer qu'il ne voudrait pas préjuger de l'adoption possible de l'amendement de M. Pessôa, tendant à consolider ce qui a été déjà décidé, dans un cas d'espèce, par la Cour.

Le PRÉSIDENT est d'accord pour réserver la possibilité de revenir à la proposition de M. Pessôa. Il modifie en ce sens la proposition de vote.

M. PESSÔA propose de mettre aux voix les amendements tels qu'ils ont été présentés.

M. NYHOLM relève qu'une pratique de quatre années a démontré que la date du 15 juin est mal choisie, les affaires soumises à la Cour n'étant souvent pas prêtes à ce moment ; la conséquence en est que ces affaires doivent être fréquemment renvoyées à une session extraordinaire.

M. Nyholm rappelle qu'on a demandé précédemment aux juges venant des pays d'outre-mer s'ils pouvaient se rendre à La Haye le 15 avril ; ils ont répondu à ce moment que leurs convenances personnelles ne le leur

The PRESIDENT pointed out that it was to the Court's interest and that of governments that the date of the ordinary session should be fixed. If the date June 15th were maintained, governments who wished to have recourse to the Court and take advantage of the session would always know that the Court was ready to consider at that time cases submitted to it.

Again, it would seem that the spirit and letter of the Statute would be respected if the Court retained, in principle, the date June 15th, whilst giving the President power not to summon the Court for that date, if judges would not, as from the opening date, find a case before them ready to be proceeded with. It would be desirable to make provision for this power, more especially seeing that governments and also the Council of the League of Nations often seemed to take no account of the date of the ordinary session.

M. PESSÔA thought that if the Statute provided for the opening of the ordinary session on June 15th, it was impossible to alter that state of affairs.

The PRESIDENT desired to repeat that the date June 15th might very well be retained in principle by the Court.

He remarked that as M. Anzilotti had withdrawn his amendment, the Court only had before it those of MM. Beichmann and Pessôa.

M. ANZILOTTI pointed out that he only withdrew his amendment on the understanding that the Court did not modify the relevant articles of the Rules ; if, however, it was thought that they should be altered, he would again take up his amendment.

The PRESIDENT considered that in these circumstances it would be better to put to the Court the following preliminary question : "Does the Court wish to undertake, at the present session, the revision of the terms of Articles 27 and 28 of the Rules ?"

M. ANZILOTTI desired to state that he did not wish to prevent the possible adoption of M. Pessôa's amendment, which was intended to confirm that which had already been decided on a particular occasion by the Court.

The PRESIDENT agreed to reserve the possibility of returning to M. Pessôa's proposal and modified accordingly the question to be voted upon.

M. PESSÔA proposed that a vote should be taken on the amendments as submitted.

M. NYHOLM remarked that the practice of four years had shown that the date June 15th was ill-chosen ; cases submitted to the Court were often not ready at that time. The consequence was that these cases had frequently to be adjourned to an extraordinary session.

M. Nyholm recalled that judges coming from overseas had, on a previous occasion, been asked whether they could come to The Hague on April 15th. They had then replied that their personal arrangements

permettaient pas. A cette occasion, on a discuté sur le point de savoir si la date du 15 juin ne pouvait être reportée au 15 octobre.

La proposition faite par M. Anzilotti, qui paraît excellente, ne cherche pas à résoudre le problème d'une manière radicale, du moment qu'elle maintient, jusqu'à nouvel avis, la date du 15 juin, tout en prévoyant la possibilité pour la Cour d'ajourner sa session pour un ou deux mois si elle le désire.

En ce qui concerne la proposition de M. Pessôa, M. Nyholm n'est pas d'avis qu'il y ait lieu d'introduire dans le Règlement un texte qui ne fait que reproduire une décision déjà prise par la Cour.

M. PESSÔA croit que si des décisions ont déjà été prises par la Cour dans un sens déterminé, il est bien certain qu'elle se conformera aux précédents le jour où une question analogue sera posée.

L'adoption de sa proposition serait de nature à éclaircir la situation intérieure de la Cour et à lui éviter des critiques venant du dehors.

M. le Président LODER relève, dans la proposition de M. Anzilotti, le passage suivant : « En aucun cas le commencement de la session ordinaire ne peut être retardé au delà du 15 octobre. » Si, cependant, le 15 octobre, aucune affaire n'est en état, il y aura lieu de retarder la session encore davantage.

M. ANZILOTTI reconnaît que ce sera nécessaire, du moment que l'article 23 du Statut prévoit que « la Cour tient une session chaque année ».

Il ajoute que sa proposition n'avait d'autre but que de permettre à la Cour de faire, durant une session, autre chose qu'un travail administratif de deux ou trois jours.

M. DE BUSTAMANTE fait remarquer qu'une modification éventuelle de la date du 15 juin, fixée pour l'ouverture de la session, pourrait, en fait, avoir pour conséquence d'éloigner de la Cour des juges venant du nouveau monde.

M. ANZILOTTI croit qu'il s'agit de trancher la question préalable de savoir si la Cour entend toucher ou non aux dispositions du Règlement concernant la date de la session et donner des règles spéciales pour la session ordinaire et pour les sessions extraordinaires.

Si la Cour répondait affirmativement à cette question, M. Anzilotti reprendrait sa proposition qui, il en est convaincu, est conciliable avec le Statut. Dans la même éventualité, il se réserve de faire certaines observations au sujet de ce que vient de dire M. de Bustamante.

Il serait utile de poser la question préalable dans la forme suggérée par le Président.

M. PESSÔA demande si, au cas où la Cour déciderait de ne pas s'occuper de la revision dans le moment actuel, sa proposition sera considérée comme repoussée.

M. ALTAMIRA fait remarquer que la proposition de M. Pessôa est réservée dans la formule de vote.

would not permit them to do so. On the same occasion, the question had been discussed whether the date June 15th could not be moved to October 15th.

M. Anzilotti's proposal, which seemed excellent, did not attempt to solve the problem by making a radical change, since it maintained the date June 15th until further notice, whilst making it possible for the Court to adjourn its sessions for one or two months if it wished to do so.

As regards M. Pessôa's proposal, M. Nyholm did not think there was any reason for introducing into the Rules a clause which merely reproduced a decision already taken by the Court.

M. PESSÔA thought that if decisions had already been taken by the Court in a particular sense, it was quite certain that the Court would act according to precedents when a similar question arose.

The adoption of his proposal would be calculated to clarify the position within the Court and would avert outside criticism.

President LODER referred to the following passage in M. Anzilotti's proposal: "In no circumstances shall the beginning of the ordinary session be postponed beyond October 15th." If, however, on October 15th, no case were ready, the session would have to be postponed still further.

M. ANZILOTTI recognized that that would be necessary since Article 23 of the Statute provided that "a session of the Court shall be held every year".

He added that the only object of his proposal was to enable the Court to accomplish more in the course of a session than administrative work lasting two or three days.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that any modification of the date June 15th fixed for the opening of the session might, in practice, have the result of depriving the Court of the presence of the judges from the New World.

M. ANZILOTTI thought that they should settle the preliminary question whether the Court did or did not intend to alter the provisions of the Rules regarding the date of the session and to lay down special rules for the ordinary session and for extraordinary sessions.

If the Court answered this question in the affirmative, M. Anzilotti would once more take up his proposal which, he was certain, was reconcilable with the Statute. In the same event, he reserved the right to make certain observations regarding what had just been said by M. de Bustamante.

It would be well to put the preliminary question in the form suggested by the President.

M. PESSÔA asked whether, should the Court decide not to consider revision at the present time, his proposal would be regarded as rejected.

M. ALTAMIRA pointed out that M. Pessôa's proposal was reserved by the wording of the question to be voted upon.

Lord FINLAY rappelle que, s'il ne s'agit que d'un ajournement de la session pendant quelques jours, la Cour est compétente pour prendre une décision sans devoir se référer à une règle spéciale.

Au point de vue de la procédure, il serait préférable de se conformer à la proposition du Président, appuyée par M. Anzilotti. Si la Cour se prononce en faveur d'une revision des dispositions en question, elle pourra examiner ensuite les différentes propositions concrètes.

M. MOORE propose également de procéder ainsi.

Le PRÉSIDENT déclare qu'avant de consulter la Cour il voudrait prier ses collègues du continent américain de se prononcer sur le point que vient de soulever M. de Bustamante; la Cour voudra certainement éviter d'adopter toute disposition qui, en fait, pourrait écarter de la Cour ses membres venant des pays d'outre-mer.

Les raisons que peut invoquer M. de Bustamante semblent, toutefois, appeler des précisions. Y aurait-il un intérêt à venir à La Haye le 15 juin pour y rester éventuellement six semaines sans rien faire, alors que, dans le cas d'une convocation pour le 15 juillet ou le 1^{er} août, les affaires seraient en état d'être examinées?

M. DE BUSTAMANTE déclare qu'il a été fait allusion à la date du 15 octobre, à laquelle il est presque impossible pour les membres de la Cour venant d'autres continents d'être présents à La Haye.

D'autre part, leurs travaux personnels ne leur permettraient pas d'être surpris par des convocations les appelant à une date qui n'est pas connue d'avance; il faut que l'on sache au préalable à quelle date les travaux de la Cour commenceront. Cette nécessité s'applique, d'ailleurs, aussi bien aux États qui sont parties qu'aux juges.

Le Règlement de la Cour doit être quelque chose de fixe qui n'admet pas de flottement.

Le PRÉSIDENT fait remarquer que la raison principale qui a dicté les propositions de M. Anzilotti et de M. Beichmann, est précisément celle de donner aux membres de la Cour, et en particulier à ceux qui viennent de loin, l'assurance qu'en arrivant à La Haye ils auront quelque chose à faire; il serait fâcheux de les faire venir à un moment où la tâche pour laquelle ils ont accepté les fonctions de juge ne pourrait être accomplie.

M. DE BUSTAMANTE estime que la Cour a pris, à tort, l'habitude de considérer toutes les affaires comme urgentes et de se faire convoquer en session extraordinaire dès qu'il s'en présente une. Ce n'est pas là un bon système; la Cour doit se réunir à la date fixée, le 15 juin, et les affaires doivent attendre l'ouverture de la session. Si cette méthode avait été adoptée, il n'aurait pas été nécessaire d'ajourner, comme on l'a vu, de quelques semaines l'ouverture d'une session. La Cour doit avoir une règle fixe et ne pas être à la merci des États

Lord FINLAY observed that if it were a question of adjourning the session for a few days only, the Court was competent to take a decision without having to refer to a special rule.

From the standpoint of procedure, it would be better to follow the proposal made by the President and supported by M. Anzilotti. Should the Court decide in favour of a revision of the rules in question, it could then examine the various concrete proposals.

Mr. MOORE also proposed that this course should be adopted.

The PRESIDENT stated that before taking the opinion of the Court, he wished to ask his colleagues from the continent of America to state their views on the point just raised by M. de Bustamante; the Court would certainly wish to avoid adopting any rule which in practice might deprive the Court of the presence of members from overseas.

The reasons advanced by M. de Bustamante seemed however to require some further explanation. Would there be any advantage in coming to The Hague on June 15th and remaining there six weeks without doing anything when, if the Court were summoned for July 15th or August 1st, the cases before it might be ready to be dealt with?

M. DE BUSTAMANTE said that allusion had been made to the date of October 15th, at which date it was practically impossible for members of the Court coming from other continents to be present at The Hague.

Again, their personal work would not allow them to be surprised by convocations summoning them for a date which was not known in advance; it must be known beforehand on what date the Court's work would begin. Moreover this necessity applied, just as much to States which were Parties to cases, as to judges.

The Rules of Court must be fixed rules, not admitting of variation.

The PRESIDENT pointed out that the principal reason underlying the proposals of M. Anzilotti and M. Beichmann was precisely to give members of the Court and, more particularly, those coming from afar, an assurance that upon arriving at The Hague they would have something to do. It would be regrettable to make them come at a time when the task for which they had accepted the duties of judge could not be performed.

M. DE BUSTAMANTE thought that the Court had wrongly got into the habit of regarding all cases as urgent and of having extraordinary sessions convened as soon as a case arose. That was not a good system; the Court should meet on the date fixed—June 15th—and cases should await the opening of the session. If that method had been adopted it would not have been necessary to adjourn, by some weeks, the opening of a session, as had had to be done. The Court must have a fixed rule and must not be at the mercy of States or

ou autres Parties. C'est seulement lorsqu'il y a vraiment urgence que la Cour doit être réunie en session extraordinaire. Il faut éviter de transformer les sessions extraordinaires en sessions ordinaires.

M. ANZILOTTI aurait bien des réserves à faire sur ce qui vient d'être dit au sujet de l'urgence des affaires en matière internationale ; il faut, toutefois, observer que, si la Cour est d'avis de ne pas toucher, actuellement, aux articles 27 et 28 du Règlement, toutes les questions qui ont été soulevées pourront être renvoyées à plus tard. Pour le moment, on s'en tiendrait, dans ce cas, à la date du 15 juin, qui convient le mieux aux juges américains ; et l'on verrait, par la suite seulement, si, étant donné l'extension prise par le travail de la Cour, il ne faudrait pas envisager quelque disposition propre à assurer la présence de tous les juges à La Haye.

M. DE BUSTAMANTE se déclare d'accord sur cette manière de procéder.

M. MOORE propose, en conséquence, que le Président mette aux voix la question préalable.

M. NYHOLM tient à signaler qu'il s'est placé, dans ses déclarations, à un point de vue général, abstraction faite de considérations spéciales. Il estime, toutefois, après avoir entendu les opinions de ses collègues d'outre-mer, qu'il ne reste plus à la Cour qu'à ajourner l'examen de la question relative à la date d'ouverture des sessions ordinaires.

M. le Président LODER déclare qu'après réflexion, le doute constitutionnel qu'il avait au sujet des amendements de MM. Anzilotti et Beichmann s'est trouvé dissipé.

M. ALTAMIRA estime que, si aucun changement n'est apporté à l'article 27 par rapport à l'article 23 du Statut, cela n'exclura pas la possibilité d'ajourner l'ouverture d'une session déterminée, au cas où, éventuellement, il n'y aurait pas d'affaire inscrite au rôle.

M. PESSÔA déclare qu'il répondra *non* à la question préalable, étant entendu que son amendement est réservé.

Le PRÉSIDENT confirme que l'amendement de M. Pessôa demeure réservé.

M. MOORE n'entend attacher aucune réserve à la question préalable. La question préalable ne peut viser que le texte actuel des articles 27 et 28.

Lord FINLAY déclare approuver l'opinion de M. Moore.

Le PRÉSIDENT met aux voix la question préalable telle qu'il l'a formulée en définitive.

(La Cour décide, par huit voix contre trois (MM. Altamira, Loder et Huber), de ne pas entreprendre la révision des articles 27 et 28.)

Le PRÉSIDENT constate que la Cour vient de décider de ne pas modifier les articles 27 et 28 ; il y a lieu, toutefois, de rectifier une erreur contenue dans le texte français de la troisième phrase du premier alinéa de l'article 28, où le mot « Chambre » est employé au

other Parties. It was only when a matter was really urgent that the Court should meet in extraordinary session. They must avoid transforming extraordinary sessions into ordinary sessions.

M. ANZILOTTI said that he would have many reservations to make with regard to what had just been said concerning the urgency of international cases. It must, however, be observed that if the Court were of opinion not, at the present time, to alter Articles 27 and 28 of the Rules, all the questions which had been raised might be shelved until later. For the moment they would in that case stick to the date of June 15th, which best suited the American judges ; and only later on would they consider whether, having regard to the development of the Court's work, some provision calculated to ensure the presence of all the judges at The Hague should not be envisaged.

M. DE BUSTAMANTE stated that he agreed to this way of proceeding.

Mr. MOORE therefore proposed that the President should put the previous question.

M. NYHOLM wished to point out that in his statements he had adopted a general point of view, disregarding special considerations. He thought, however, after hearing the opinions of his overseas colleagues, that it only remained for the Court to postpone consideration of the question of the date for the opening of ordinary sessions.

President LODER stated that, after reflection, the constitutional doubt which he had had with regard to MM. Anzilotti's and Beichmann's amendments had been dissipated.

M. ALTAMIRA considered that though no change were made in Article 27 in relation to Article 23 of the Statute, that would not exclude the possibility of adjourning the commencement of a particular session, if there happened to be no case on the list.

M. PESSÔA said that he would reply in the negative to the previous question, on the understanding that his amendment was reserved.

The PRESIDENT confirmed that M. Pessôa's amendment would remain reserved.

Mr. MOORE did not understand the previous question to imply any reservation. It could only refer to the present text of Articles 27 and 28.

Lord FINLAY said that he agreed with Mr. Moore.

The PRESIDENT took a vote on the previous question as finally formulated.

(The Court decided by 8 votes to 3 (MM. Altamira, Loder and Huber) not to undertake the revision of Articles 27 and 28.)

The PRESIDENT observed that the Court had just decided not to modify Articles 27 and 28. There was, however, an error which should be rectified in the French text of the third sentence of the first paragraph of Article 28, where the word *Chambre* was used

lieu du mot « Cour » et de modifier ainsi la phrase :

« Dans le cas où, au cours d'une session, une question est portée devant la Cour, où la procédure écrite au sujet d'une affaire. . . »

(La Cour approuve cette rectification.)

Le PRÉSIDENT constate, en outre, que la décision qu'a prise la Cour a également écarté, pour le moment, les modifications contenues dans le rapport du Greffier¹.

Le Président met ensuite en discussion l'amendement de M. Pessôa, qui a été réservé.

Il s'agit de savoir si la Cour entend inscrire dans le Règlement une disposition rappelant la solution adoptée par la Cour lors de la session ordinaire de l'année 1925, c'est-à-dire indiquant que, si aucune question n'est inscrite au rôle, mais si la Cour est déjà saisie d'une question dont la procédure écrite pourra, dans son opinion, être terminée dans un délai raisonnable, il sera permis à celle-ci de suspendre la session jusqu'à ce que cette procédure soit finie.

M. ANZILOTTI serait volontiers d'accord pour admettre la possibilité d'une pareille suspension ; il se demande, toutefois, s'il convient de la prévoir expressément dans un article du Règlement.

Ainsi que M. Pessôa le rappelle dans sa note², la Cour, en effet, a déjà pris des décisions dans ce sens. Il semble qu'il suffirait de mentionner au procès-verbal que la Cour n'entend pas infirmer les résolutions qu'elle a déjà adoptées le 25 février 1922 et les 15-17 juin 1925.

M. PESSÔA est d'avis que maintenant il s'agit précisément d'établir des règles fixes. Le meilleur moyen est de les insérer dans le Règlement, plutôt que de laisser à la Cour le soin de se prononcer chaque fois qu'un nouveau cas d'espèce se présentera.

M. ALTAMIRA déclare qu'il votera en faveur de la proposition de M. Pessôa. Parfois, la Cour a pris des décisions qui ne sont plus appliquées. Il convient de donner une certaine solennité à celles des décisions de la Cour qui ont l'importance de principes.

M. ANZILOTTI maintient l'opinion qu'il n'est pas nécessaire que la Cour se lie d'une manière formelle, tout le Règlement ayant été rédigé avec le désir de laisser à la Cour la plus grande liberté possible. Les circonstances de fait peuvent être si différentes qu'il est dangereux d'avoir des règles trop précises.

La règle que l'on propose de formuler et qui, d'ailleurs, ne dit pas beaucoup, n'est qu'une règle permissive. Or, en droit, il n'y a que des règles impératives et des règles prohibitives ; la règle permissive n'est qu'une apparence.

instead of the word *Cour*, so that the sentence should be modified thus :

"Dans le cas où, au cours d'une session, une question est portée devant la Cour, où la procédure écrite au sujet d'une affaire. . . ."

(The Court approved this correction.)

The PRESIDENT also observed that the decision taken by the Court had for the moment likewise set aside the modifications contained in the Registrar's report¹.

The President then opened the discussion on M. Pessôa's amendment, which had been reserved.

The question was whether the Court intended to insert in the Rules a clause embodying the solution adopted by it at the ordinary session of 1925, that is to say, a provision indicating that should then be no question on the list, but should there be a question already submitted to the Court in regard to which the written proceedings could, in the Court's opinion, be concluded within a reasonable time, it would be possible for the Court to adjourn the session until those proceedings were concluded.

M. ANZILOTTI was quite ready to admit the possibility of such an adjournment, but he wondered whether it should be expressly provided for in an article of the Rules.

As M. Pessôa had recalled in his note², the Court had already taken decisions to this effect. It would appear to suffice to mention in the minutes that the Court did not intend to invalidate the resolutions already adopted by it on February 25th, 1922, and June 15th-17th, 1925.

M. PESSÔA was of opinion that the point now was precisely to establish fixed rules. The best means was to insert them in the Rules of Court rather than to leave it to the Court to take a fresh decision whenever a new occasion arose.

M. ALTAMIRA said that he would vote in favour of M. Pessôa's proposal. Sometimes the Court had taken decisions which are not now applied. Decisions of the Court which laid down principles should be endowed with some degree of solemnity.

M. ANZILOTTI maintained the opinion that it was not necessary for the Court formally to bind itself, since the whole of the Rules had been drawn up with the idea of leaving the Court as much liberty as possible. Circumstances might be so different that it was dangerous to have rules which were too precise.

The rule which it was proposed to insert and which, moreover, did not say much, was merely a rule permitting a certain course to be taken. In law, however, there were only imperative and prohibitive rules—a permissive rule was not really a rule at all.

¹ Voir p. 306.

² " " 269.

¹ See p. 306.

² " " 269.

M. DE BUSTAMANTE estime que les règlements contiennent toujours des dispositions permissives. Des dispositions de ce genre précisent, d'une manière utile, les pouvoirs des tribunaux.

M. ANZILOTTI déclare que, tout en votant contre la proposition de M. Pessôa, il reconnaît que la Cour peut suspendre sa session si elle le juge utile.

Lord FINLAY explique qu'il vote contre la proposition parce qu'elle ne lui semble pas nécessaire.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. Pessôa.

(La proposition de M. Pessôa est rejetée par six voix contre cinq (MM. Pessôa, Altamira, de Bustamante, Weiss et Huber).)

40. — Règlement, article 30.

Le PRÉSIDENT met en discussion les amendements à l'article 30.

Il fait observer qu'à propos de cet article, la Cour pourra utilement s'occuper d'une observation contenue dans le travail de M. de Bustamante¹, et qui soulève la question de savoir si l'on peut tenir compte des juges nationaux, dans le calcul du quorum de neuf.

M. le Président LODER est d'avis que, dans le calcul du quorum de neuf, il n'y a pas lieu de compter les juges nationaux. La Cour, en effet, est composée conformément au Statut ; les juges nationaux viennent uniquement s'adjoindre aux membres de la Cour. Dire que ces juges pourront compter dans le quorum de neuf serait aller à l'encontre de l'esprit du Statut.

M. DE BUSTAMANTE estime que, lorsque des juges nationaux sont désignés, ils sont sur un pied d'égalité complète avec les membres de la Cour. Le Statut en ayant décidé ainsi, le quorum de neuf devrait être calculé en comptant les juges *ad hoc*.

M. ANZILOTTI croit pouvoir constater que M. de Bustamante avait, en rédigeant sa note, des doutes au sujet de la réponse à donner à cette question. Il rappelle que le Statut parle du quorum à l'article 25 ; ce n'est que plus tard, à l'article 31, que l'on prévoit la nomination de juges *ad hoc*. Donc, les auteurs du Statut, en établissant des règles relatives au quorum, ne visaient que les juges titulaires et les juges suppléants.

M. Anzilotti se demande s'il convient d'introduire dans le Règlement une disposition formelle ou si la Cour ne doit pas plutôt se réserver la possibilité de résoudre la question le jour où celle-ci se posera dans la pratique.

M. le Président LODER déclare préférer un texte précis.

¹ Voir p. 260.

M. DE BUSTAMANTE thought that rules of court always contained permissive clauses. Provisions of this kind usefully defined the powers of courts.

M. ANZILOTTI said that though he would vote against M. Pessôa's proposal, he recognized that the Court could adjourn its session should it see fit.

Lord FINLAY explained that he would vote against the proposal because it did not seem to him to be necessary.

The PRESIDENT put M. Pessôa's proposal to the vote.

(M. Pessôa's proposal was rejected by 6 votes to 5 (MM. Pessôa, Altamira, de Bustamante, Weiss and Huber).)

40. — Rules, Article 30.

The PRESIDENT opened the discussion on the amendments to Article 30.

He pointed out that in connection with this article, the Court might usefully consider an observation contained in M. de Bustamante's note¹ and which raised the question whether, in the calculation of the quorum of nine, national judges could be taken into account.

President LODER was of opinion that, in calculating the quorum of nine, national judges should not be taken into account. For the Court was composed in accordance with the Statute ; national judges were simply added to the members of the Court. To say that these judges might be counted in the quorum of nine would be contrary to the spirit of the Statute.

M. DE BUSTAMANTE thought that, when national judges had been appointed, they were on a footing of complete equality with members of the Court. The Statute having decided this, the quorum of nine should be calculated including the judges *ad hoc*.

M. ANZILOTTI thought that M. de Bustamante, when drafting his note, had had some doubts as to the reply to be given to this question. He recalled that the Statute spoke of the quorum in Article 25 ; it was only later on—in Article 31—that provision was made for the nomination of judges *ad hoc*. The authors of the Statute, therefore, when establishing the rules regarding the quorum, only had in mind judges and deputy-judges.

M. Anzilotti wondered whether a definite clause should be inserted in the Rules, or whether the Court should not rather reserve the possibility of resolving this question when it arose in practice.

President LODER said he would prefer a definite provision.

¹ See p. 260.

Le PRÉSIDENT estime également qu'il serait délicat de vouloir trancher ce point à propos d'une affaire déterminée dont la Cour se trouverait saisie. Selon lui, la Cour trouverait une garantie de la stabilité de son travail et de son indépendance dans une décision excluant les juges *ad hoc* du calcul du quorum. D'ailleurs, le danger qui pourrait résulter d'une marge trop petite semble s'atténuer si, comme cela peut être le cas, le nombre des juges titulaires est augmenté.

M. DE BUSTAMANTE signale la difficulté qui pourrait se présenter dans le cas d'un État ne comptant pas de ressortissant parmi les juges titulaires, mais ayant un juge suppléant de sa nationalité. Ne devrait-on pas tenir compte de lui dans le quorum de neuf, s'il était nommé comme juge *ad hoc* ?

Le PRÉSIDENT fait remarquer que l'importance du point en discussion dépasse de beaucoup celle d'un simple amendement. Il demande si M. de Bustamante veut formuler une proposition positive.

M. DE BUSTAMANTE propose de demander à la Cour si l'on doit tenir compte des juges *ad hoc* pour le calcul du quorum de neuf.

M. le Président LODER estime que la Cour doit, en effet, se prononcer sur cette question. Il y aurait alors une règle fixe à laquelle la Cour serait obligée de se tenir.

M. DE BUSTAMANTE ajoute qu'en ne tranchant pas la question on risquerait de mettre la Cour en demeure de se prononcer sur ce point à un moment où, pour atteindre le quorum, il faudrait compter les juges *ad hoc*.

Le PRÉSIDENT met aux voix la question suivante : « Les juges *ad hoc* doivent-ils être comptés pour le calcul du quorum de neuf ? »

(La Cour décide, par neuf voix contre deux (MM. de Bustamante et Moore) que les juges *ad hoc* ne seront pas comptés dans le calcul du quorum de neuf.)

Le PRÉSIDENT met en discussion la rédaction du Greffier¹ tendant à fixer la pratique suivie par la Cour en ce qui concerne l'application de l'article 30 ; la première vise le cas où « un juge est temporairement empêché de se rendre à une audience, et la Cour remet ladite audience jusqu'à ce que le juge puisse être présent, à moins qu'elle n'en décide autrement dans un cas particulier ».

M. DE BUSTAMANTE demande des éclaircissements au sujet du mot « temporairement ».

Le GREFFIER fait remarquer que la pratique fournit, à cet égard, des indications utiles. Jusqu'ici, le juge temporairement empêché a fait parvenir au Président un certificat médical, disant pour quelle période il était empêché ; si son empêchement n'était pas de caractère

The PRESIDENT also thought that it would be difficult to deal with this point in connection with a particular case before the Court. In his view a decision excluding judges *ad hoc* from being reckoned in the calculation of the quorum would afford the Court a guarantee for the stability of its work and its independence. Moreover, the danger which might result from having too small a margin would seem to be diminished if, as was possible, the number of ordinary judges were increased.

M. DE BUSTAMANTE drew attention to the difficulty which might arise in the case of a State which had no national amongst the ordinary judges but had a deputy-judge of his nationality. Should not he be included in the quorum of nine if appointed as a judge *ad hoc* ?

The PRESIDENT pointed out that the importance of the point under discussion appeared to exceed that of a mere amendment. He asked whether M. de Bustamante wished to submit a definite proposal.

M. DE BUSTAMANTE proposed to ask the Court whether account should be taken of judges *ad hoc* in calculating the quorum of nine.

President LODER thought that the Court should indeed come to a decision on this question. There would then be a definite rule to which the Court would be obliged to conform.

M. DE BUSTAMANTE thought that if the question were not settled there would be a risk of the Court being confronted with the necessity of deciding this point at a time when, in order to attain a quorum, judges *ad hoc* would have to be counted.

The PRESIDENT took a vote on the following question : "Should judges *ad hoc* be taken into account for the calculation of the quorum of nine ?"

(The Court decided by 9 votes to 2 (M. de Bustamante and Mr. Moore) that judges *ad hoc* should not be taken into account for the calculation of the quorum of nine.)

The PRESIDENT opened the discussion on the Registrar's draft¹ intended to establish the practice followed by the Court with regard to the application of Article 30. The first part contemplated the case where a judge "is temporarily unable to sit in the Court during a hearing" and the Court, "unless in a particular case it decides otherwise, adjourns the hearing until the judge is able to be present".

M. DE BUSTAMANTE asked for an explanation with regard to the word "temporarily".

The REGISTRAR pointed out that practice furnished useful indications in this respect. Hitherto a judge temporarily unable to sit had sent the President a medical certificate saying for what period he would be unable to do so. If his disability were not temporary,

¹ Voir p. 307.

¹ See p. 307.

temporaire, il a envoyé un certificat, disant qu'il lui était impossible d'assister aux délibérations pour le reste de la session. Dans la pratique, l'absence de toute règle à ce sujet a obligé la Cour à se mettre d'accord avec les Parties sur les points de procédure soulevés par l'empêchement d'un juge ; or, cette manière de faire n'a pas paru désirable à tous les membres de la Cour.

M. ANZILOTTI estime qu'il n'y a pas lieu d'ériger en règles des décisions touchant des cas d'espèce et qui ont été dictées par des circonstances particulières. Aux termes du premier alinéa de l'article 30, la Cour a toute liberté d'agir suivant les circonstances, et il vaut mieux qu'elle garde cette liberté. Il semble d'ailleurs à M. Anzilotti que la proposition ne concerne que le travail intérieur de la Cour.

Le PRÉSIDENT fait observer que le premier des nouveaux alinéas rédigés par le Greffier vise toutefois les audiences publiques.

M. ANZILOTTI est d'avis que si le quorum est atteint, la Cour peut toujours tenir son audience ; si tel n'est pas le cas, la solution est donnée par l'article 30 dans sa teneur actuelle.

Le GREFFIER relève que la disposition qu'il présente ne s'inspire pas de la solution adoptée dans le cas isolé visé par M. Anzilotti. La question qui s'est posée alors avait d'ailleurs une portée générale, savoir si, au regard des Parties, un juge qui n'a pas assisté à toutes les audiences peut continuer à siéger dans une affaire. C'est de cette situation que la rédaction a voulu tenir compte.

M. ALTAMIRA, rappelant que cette situation a parfois obligé la Cour à consulter les Parties sur la résolution à prendre, fait observer qu'à son avis il serait préférable d'éviter autant que possible la nécessité de faire intervenir dans ces questions le consentement des Parties.

M. MOORE estime que le terme « quorum » du texte actuel de l'article 30, qui est suffisamment clair, n'a pas besoin d'être développé.

M. ANZILOTTI propose de ne faire aucune addition à l'article 30.

Le PRÉSIDENT propose d'adopter les deux alinéas insérés dans le rapport du Greffier et met aux voix cette proposition.

M. DE BUSTAMANTE demande que les deux paragraphes soient mis aux voix séparément.

(Le premier alinéa des amendements en question, relatifs à l'article 30, mis aux voix, est rejeté par sept voix contre quatre (MM. Pessôa, Altamira, Loder et Huber).)

(Le deuxième alinéa de ces amendements, mis aux voix, est rejeté par huit voix contre trois (MM. Pessôa, Altamira, Huber).)

he had sent a certificate saying that it would be impossible for him to take part in the deliberations for the rest of the session. In practice, the absence of any rule regarding this point had compelled the Court to come to an agreement with the Parties in regard to the points of procedure raised by the inability of a judge to sit. This way of proceeding, however, had not seemed desirable to all the members of the Court.

M. ANZILOTTI thought that there was no need to convert into rules decisions regarding particular cases which had been dictated by particular circumstances. Under the terms of paragraph 1 of Article 30 the Court was free to take action in accordance with circumstances, and it was better that it should retain this liberty. It seemed, moreover, to M. Anzilotti that the proposal only concerned the internal work of the Court.

The PRESIDENT observed that the first of the new paragraphs drafted by the Registrar nevertheless related to public hearings.

M. ANZILOTTI was of opinion that if the quorum were attained the Court could always hold a hearing ; if that were not so, the solution was provided by the present terms of Article 30.

The REGISTRAR pointed out that the clause which he submitted was not based on the solution adopted in the isolated case referred to by M. Anzilotti. The question which had then arisen had, moreover, a general bearing, namely whether, from the standpoint of the Parties, a judge who had not assisted at all hearings could continue to sit in a case. It was that situation that the draft was intended to meet.

M. ALTAMIRA, reminding the Court that that situation had sometimes obliged it to consult the Parties in regard to a decision to be taken, stated that, in his opinion, it would be preferable, as far as possible, to avoid the necessity of having to obtain the Parties' consent in such matters.

Mr. MOORE thought that the term "quorum" in the present text of Article 30, which was sufficiently clear, needed no further development.

M. ANZILOTTI proposed that no addition should be made to Article 30.

The PRESIDENT proposed to adopt the two paragraphs contained in the Registrar's report and put this proposal to the vote.

M. DE BUSTAMANTE asked that the two paragraphs should be voted upon separately.

(The first paragraph of the amendments in question, relating to Article 30, was rejected by 7 votes to 4 (MM. Pessôa, Altamira, Loder and Huber).)

(The second paragraph on being put to the vote, was rejected by 8 votes to 3 (MM. Pessôa, Altamira and Huber).)

41. — **Règlement, article 31.**

Le PRÉSIDENT signale qu'un nombre considérable de propositions ont été formulées à propos de l'article 31; il mentionne d'abord la première proposition de M. Pessôa¹; mais, celle-ci ayant trait à un ensemble d'idées nouvelles, il vaudrait mieux la traiter à part.

M. PESSÔA se déclarant d'accord, l'examen de sa proposition est renvoyé à un moment ultérieur.

Le PRÉSIDENT rappelle ensuite les observations contenues dans la note de M. Yovanovitch². M. Yovanovitch, sans formuler de proposition précise, a critiqué la pratique de la Cour en ce qui concerne le dépôt de notes écrites, et il a développé des idées dont il sera possible de tenir compte lors de la discussion des autres propositions.

M. Beichmann propose une adjonction qui, étant de pure forme, peut être renvoyée au Comité de rédaction.

Le Président lui-même fait une proposition qui tend à simplifier l'article pour laisser à la Cour le maximum de liberté.

Enfin, le Greffier fixe par écrit la pratique suivie par la Cour pendant les dernières sessions.

Le Président met d'abord aux voix l'adjonction suivante, formulée par le Greffier³ au premier alinéa de l'article 31: «... ainsi que sur les questions administratives...»

(Cette proposition est adoptée à l'unanimité.)

Le PRÉSIDENT met ensuite en discussion les autres rédactions établies par le Greffier à propos de l'article 31³, visant, notamment, le poste de Greffier-adjoint. En ce qui concerne ce point également, le Président propose de le renvoyer, de même que l'amendement de M. Beichmann, au Comité de rédaction.

M. DE BUSTAMANTE fait observer que, pendant les délibérations en Chambre du Conseil, ne doivent être présentes que les personnes qui y sont autorisées par la Cour elle-même. L'amendement proposé prévoit la faculté pour le Greffier d'inviter des fonctionnaires à assister, sauf décision contraire de la Cour, aux délibérations, dans un cas spécial. Il semble cependant que ce soit à la Cour de prendre une décision dans chaque cas, à la demande du Greffier.

Le GREFFIER relève qu'il a proposé une autre méthode dans l'idée qu'il n'était pas nécessaire de demander à la Cour, dont le temps est si précieux, de prendre des décisions à propos de questions de pure forme. Mais c'est à la Cour de dire quelle méthode elle préfère.

M. DE BUSTAMANTE propose de modifier l'amendement en introduisant les mots: «... seront invités par la Cour, sur la proposition du Greffier».

41. — **Rules, Article 31.**

The PRESIDENT stated that a considerable number of proposals had been made in regard to Article 31. He mentioned, in the first place, M. Pessôa's first proposal¹, but as that proposal related to a number of new ideas, it would be better to take it separately.

M. PESSÔA said he agreed, and the consideration of his proposal was postponed until later.

The PRESIDENT then drew attention to the observations contained in M. Yovanovitch's note². M. Yovanovitch, without making a definite proposal, had criticised the Court's practice in regard to the handing in of written notes, and he had developed ideas which might be taken into account in the discussion on the other proposals.

M. Beichmann had proposed an addition which, being a question purely of form, might be referred to the Drafting Committee.

The President himself had made a proposal which was intended to simplify the article in order to leave the Court the greatest possible liberty.

Finally, the Registrar had committed to writing the practice followed by the Court during recent sessions.

The President first of all took a vote upon the following addition to the first paragraph of Article 31 by the Registrar³: "... also when dealing with any administrative questions before it".

(This proposal was unanimously adopted.)

The PRESIDENT then opened the discussion on the other drafts prepared by the Registrar in connection with Article 31³ which related more particularly to the post of Deputy-Registrar. As regards this point also, the President proposed that it should be referred, together with M. Beichmann's amendment, to the Drafting Committee.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that during the private deliberations of the Court no one should be present except those authorized by the Court itself. The amendment proposed provided that the Registrar should be at liberty to invite officials to be present at the deliberation, in a particular case, subject to a contrary decision by the Court. It seemed, however, that it was for the Court to take a decision in each case upon the request of the Registrar.

The REGISTRAR pointed out that he had proposed another method with the idea that it was not necessary to ask the Court, whose time was so valuable, to take decisions upon questions of pure form. But it was for the Court to say what method it preferred.

M. DE BUSTAMANTE proposed that the amendment should be modified by inserting the words: "... invited by the Court on the proposal of the Registrar".

¹ Voir p. 269.

² » » 273.

³ » » 307.

¹ See p. 269.

² „ „ 273.

³ „ „ 307.

M. ANZILOTTI suggère l'idée de formuler ainsi la proposition de M. de Bustamante : « . . . sont invités par le Greffier avec le consentement de la Cour ».

M. DE BUSTAMANTE se rallie à la rédaction proposée par M. Anzilotti.

M. NYHOLM croit que le texte actuel pourrait suffire.

M. ANZILOTTI n'est pas de cet avis, du moment qu'il s'est établi une pratique nécessitée par les faits ; certains fonctionnaires autres que le Greffier ont toujours été présents aux délibérations. La dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 31, qui vise les personnes étrangères au Greffe, n'est pas applicable.

M. NYHOLM, estimant qu'il n'est pas nécessaire d'entrer dans tous les détails, propose le maintien du texte actuel de l'article 31 du Règlement.

M. WEISS suggère d'ajouter dans le deuxième alinéa de l'article 31, après les mots « . . . ainsi que le Greffier », les mots : « ou, à son défaut, le Greffier-adjoint ».

(La proposition de M. Nyholm, avec l'adjonction de M. Weiss, acceptée par M. Nyholm, est mise aux voix et adoptée par neuf voix contre deux (MM. Altamira et Huber).)

M. DE BUSTAMANTE ayant fait observer qu'un autre paragraphe de la rédaction du Greffier, concernant les procès-verbaux, n'a pas été discuté, le PRÉSIDENT répond que ce point a été réservé.

Le Président met ensuite en discussion l'amendement par lequel il propose de remplacer les mots « présents à la délibération », dans le troisième alinéa de l'article, par l'expression « siégeant dans l'affaire »¹. Cette proposition a été faite pour tenir compte d'une observation de M. Yovanovitch, qui a pensé que le système des notes individuelles n'est pas tout à fait conforme au Règlement. Le Président ne partage pas cette manière de voir, mais il estime que, comme la Cour n'a pas encore trouvé la meilleure méthode de travail, le Règlement doit lui laisser toute liberté ; c'est à cela que vise la proposition dont il s'agit.

Lord FINLAY ne croit pas qu'il y ait, en pratique, une différence considérable entre le texte actuel du Règlement et la formule proposée par le Président.

M. le Président LODER relève que ce troisième alinéa de l'article 31 stipule que « chacun des membres de la Cour présents à la délibération exprime son opinion motivée. »

En élaborant son Règlement, la Cour a voulu que chaque membre de la Cour donne son opinion motivée, afin que les juges ne se bornent pas à exprimer un vote. La pratique s'est développée dans le sens de la préparation de notes écrites, dont on a donné lecture. Cette lecture, cependant, ne constitue pas une vraie discussion.

¹ Voir p. 248.

M. ANZILOTTI suggested that M. de Bustamante's proposal should be worded as follows : ". . . invited by the Registrar with the consent of the Court".

M. DE BUSTAMANTE accepted the wording proposed by M. Anzilotti.

M. NYHOLM thought that the present text was satisfactory.

M. ANZILOTTI was not of that opinion, seeing that a practice had developed which was made necessary by circumstances. Certain officials other than the Registrar had always been present at deliberations. The last sentence of paragraph 2 of Article 31, which referred to persons outside the Registry, was not applicable.

M. NYHOLM considered that it was not necessary to go into all details and proposed the maintenance of the present text of Article 31 of the Rules.

M. WEISS suggested that in the second paragraph of Article 31, after the words ". . . and the Registrar", should be added the words "or, in his absence, the Deputy-Registrar".

(M. Nyholm's proposal, with the addition suggested by M. Weiss and accepted by M. Nyholm, was put to the vote and adopted by 9 votes to 2 (MM. Altamira and Huber).)

M. DE BUSTAMANTE observed that another paragraph of the Registrar's draft, regarding the minutes, had not been discussed. The PRÉSIDENT replied that this point had been reserved.

The President then opened the discussion of his amendment proposing to replace the words "present at the deliberation", in the third paragraph of the article, by the expression "sitting in the case"¹. This proposal had been made in order to take into account an observation of M. Yovanovitch, who had thought that the system of individual notes was not altogether in accordance with the Rules. The President did not share this view, but he thought that, as the Court had not yet found the best method of work, the Rules should leave it a completely free hand. That was the object of the proposal which he had made.

Lord FINLAY did not think that in practice there was much difference between the present text of the Rules and the wording proposed by the President.

President LODER pointed out that this third paragraph of Article 31 laid down that "every member of the Court who is present at the deliberation shall state his opinion, together with the reasons on which it is based".

In preparing the Rules, the intention of the Court had been that each member of the Court should give his reasoned opinion in order that judges should not confine themselves to voting. In practice, the system of the preparation of written notes had developed and these notes were read out. This, however, did not

¹ See p. 248.

M. Loder propose donc de compléter comme suit la disposition en question : « . . . chacun des membres . . . opinion motivée, une lecture de notes écrites étant interdite ».

M. ALTAMIRA trouve justifiée la proposition de M. Loder, s'il est bien entendu que la préparation de notes provisoires écrites n'est pas exclue.

M. le Président LODER confirme qu'il faut interpréter ainsi son amendement.

M. DE BUSTAMANTE estime que la décision proposée serait très grave. A supposer qu'un des juges, dûment élu par la Société des Nations, ne soit pas en état d'exprimer sa pensée oralement dans l'une des langues officielles, il doit pouvoir l'exprimer par écrit. En introduisant dans le Règlement une disposition interdisant toute lecture de notes écrites, on excluerait, en fait, ce juge de la délibération, ce que l'on n'a pas le pouvoir de faire.

M. le Président LODER rappelle que la Cour a, toujours, le droit d'appliquer l'article 18 du Statut.

Lord FINLAY estime que, s'il plaît aux membres de la Cour, présents à la délibération, d'utiliser des notes écrites, ils devront être libres de le faire.

M. WEISS croit qu'il serait très grave d'interdire d'une manière générale la lecture de notes écrites ; cela pourrait aboutir — on l'a déjà fait observer — dans certaines circonstances à l'exclusion de fait d'un juge. Les juges étant désignés par le Conseil et par l'Assemblée de la Société des Nations, la Cour n'a pas le droit de mettre fin à leur mandat, si ce n'est en vertu des termes de l'article 18. En dehors du cas particulier de cessation que vise cet article, si le Conseil ou l'Assemblée ont été mal avisés, la Cour doit s'incliner.

M. ANZILOTTI voudrait préciser que, dans la pensée de M. Loder, comme dans celle de M. Altamira, il ne s'agit certainement pas des notes écrites qui sont préparées avant la discussion en Chambre du Conseil et qui ont pour but de rétablir une certaine égalité entre les membres dont les uns s'expriment dans leur propre langue, et d'autres dans une langue qui leur est étrangère. Ces notes ne font que fixer l'opinion individuelle provisoire de chacun des membres de la Cour. Ce qui importe surtout, c'est que l'opinion de la Cour, comme telle, et partant l'opinion définitive de chaque membre, se forme dans les discussions en Chambre du Conseil. Il semble donc nécessaire qu'avant de passer au vote chaque juge résume son opinion et donne les raisons pour lesquelles il vote d'une manière ou d'une autre. C'est à ce moment qu'il serait inadmissible de soumettre une note écrite préparée d'avance. C'est pourquoi, contrairement à une proposition qui a été faite en vue de supprimer les mots « après discussion finale », M. Anzilotti voudrait donner plus d'importance à cette discussion finale en demandant que chaque juge doive résumer, en quelques mots, les motifs de son vote.

constitute a true discussion, M. Loder therefore proposed to complete the clause in question as follows : ". . . every member . . . on which it is based, the reading of written notes being forbidden".

M. ALTAMIRA thought M. Loder's proposal was justified if it was clearly understood that the preparation of provisional written notes was not excluded.

President LODER said his amendment should be thus construed.

M. DE BUSTAMANTE thought that the decision proposed would have very serious consequences. Supposing that one of the judges, duly elected by the League of Nations, could not express his ideas orally in one of the official languages, he must be able to do so in writing. By inserting in the Rules a clause forbidding the reading of written notes, such a judge would, in effect, be excluded from the deliberation, and this was a thing that they had no power to do.

President LODER recalled that the Court had always the right to apply Article 18 of the Statute.

Lord FINLAY thought that if members of the Court present at the deliberation liked to use the system of written notes, they should be at liberty to do so.

M. WEISS thought that it would be a very serious decision generally to forbid the reading of written notes. It might lead, as had already been said, in certain circumstances, to the practical exclusion of a judge. Judges being appointed by the Council and by the Assembly of the League of Nations, the Court had no right to terminate their appointment except under the terms of Article 18. Apart from the particular circumstances of retirement contemplated by that article, if the Council or the Assembly had been ill-advised, the Court must accept the situation.

M. ANZILOTTI wished to explain that President Loder and M. Altamira certainly had not had in mind the written notes prepared before the deliberation in private, which notes were intended to establish a certain equality between members, some of whom were using their own language and others a language strange to them. These notes merely crystallized the individual provisional opinion of each member of the Court. What was of most importance was that the Court's opinion, as such, and therefore the final opinion of each member, should be formed during the deliberation. It seemed therefore necessary that, before proceeding to vote, each judge should summarize his opinion and give the reasons for which he voted as he did. It was at that moment that it would be inadmissible to submit a written note prepared in advance. For that reason, and quite contrary to a proposal which had been made for the deletion of the words "after final discussion", M. Anzilotti wished to attach more importance to this final discussion by laying down that each judge should be bound to summarize in a few words the reasons for his vote.

M. WEISS estime qu'il convient de donner à la présentation par les membres de leur opinion individuelle le caractère d'une motivation de vote. Des délibérations ayant eu lieu sous forme d'échange de notes écrites, de conversations, de discussions, le Président pourrait, lors du vote, interpellier chacun de ses collègues. Dans la motivation de son vote, le juge pourrait, au besoin, s'aider de notes qu'il aurait rédigées, séance tenante, au cours de la discussion orale.

Lord FINLAY voudrait entendre préciser la différence qu'il y a entre l'amendement au quatrième alinéa de l'article 31 proposé par le Président et le texte original; à son avis, ces deux textes ont le même effet.

M. MOORE constate que la conséquence de la suppression au quatrième paragraphe des mots « après discussion finale » pourrait être que le vote des juges serait fondé sur leurs conclusions provisoires.

Le PRÉSIDENT explique que la proposition relative au quatrième alinéa de l'article et qui consiste à supprimer les mots « après discussion finale », tient compte du fait qu'une affaire n'est jamais assez simple pour qu'on puisse prendre un seul vote après une discussion finale résumant toutes les opinions des juges. En réalité, la Cour, procédant par étapes, prend successivement des votes sur des points différents. Le Président est d'ailleurs disposé à retirer les deux propositions.

M. le Président LODER propose l'amendement suivant au troisième alinéa de l'article 31 : « Chacun des membres de la Cour présents à la délibération *donne verbalement* son opinion motivée. »

M. ODA estime que le texte actuel est suffisamment clair et n'exclut point la méthode des notes écrites comme moyen de préparer la délibération.

Le PRÉSIDENT fait remarquer qu'en retirant ses propositions, il part de l'idée que la Cour, qui a consacré dans plusieurs sessions le système des notes écrites provisoires, le considère comme compatible avec le Règlement.

La Cour approuve cette manière de voir.

Le PRÉSIDENT ajoute que la Cour doit prendre position à l'égard de la proposition de M. le Président Loder.

M. ANZILOTTI objecte qu'en introduisant le mot « verbalement » dans le texte de l'article 31, on pourrait avoir l'air de mettre en doute la régularité des notes écrites.

M. le Président LODER déclare que cela ne correspondrait pas à sa pensée.

M. ANZILOTTI exprime l'opinion qu'il vaudrait néanmoins mieux laisser les choses en l'état.

M. le Président LODER retire sa proposition.

M. ALTAMIRA croit pouvoir interpréter la pensée de M. le Président Loder et de M. Anzilotti dans ce sens qu'ils n'ont pas voulu interdire à un juge qui aurait pris part oralement à la délibération de présenter en-

M. WEISS thought that the presentation by members of their individual opinions should be given the character of a statement of reasons for their votes. The deliberation having taken place in the form of an exchange of written notes, conversations, discussions, the President might, when the time came for voting, question each of his colleagues. In giving his reasons for his vote, each judge might, if necessary, have the assistance of notes which he might have prepared there and then during the oral discussion.

Lord FINLAY wished to have explained the difference between the amendment to the fourth paragraph of Article 31, proposed by the President, and the original text. In his opinion the two texts produced the same effect.

Mr. MOORE thought that the consequence of the deletion in the fourth paragraph of the words "after final discussion" might be that the vote of judges would be based on their provisional conclusions.

The PRESIDENT explained that the proposal regarding the fourth paragraph of the article, which consisted in the deletion of the words "after final discussion", had regard to the fact that a case was never sufficiently simple to allow of a single vote being taken after a final discussion summarizing all the opinions of the judges. In actual fact the Court, proceeding by stages, successively took votes on different points. The President was, however, disposed to withdraw both proposals.

President LODER proposed the following amendment to the third paragraph of Article 31: "Every member of the Court who is present at the deliberation *shall verbally state* his opinion, together with the reasons on which it is based."

M. ODA thought that the present text was sufficiently clear and did not exclude the method of written notes as a means of preparing the ground for discussion.

The PRESIDENT pointed out that in withdrawing his proposals he assumed that the Court, which had for several sessions adopted the system of provisional written notes, regarded that system as compatible with the Rules.

The Court agreed.

The PRESIDENT added that the Court must come to a decision with regard to President Loder's proposal.

M. ANZILOTTI objected that by introducing the word "verbally" into Article 31 it might seem that doubt was being cast upon the regularity of written notes.

President LODER said that that was not what he intended.

M. ANZILOTTI expressed the opinion that nevertheless it would be better to leave things as they were.

President LODER withdrew his proposal.

M. ALTAMIRA thought that the idea of President Loder and M. Anzilotti was not to prohibit a judge who had taken part orally in the deliberation from subsequently submitting a written note. They doubtless

suite une note écrite. Dans leur idée, il s'agissait sans doute seulement de notes de juges qui n'auraient pas pris part aux délibérations orales.

Le PRÉSIDENT constate que MM. Loder et Anzilotti sont d'accord, et que M. Loder a retiré sa proposition ; il met en discussion les propositions de M. Pessôa relatives à l'article 31¹.

En premier lieu, M. Pessôa propose d'ajouter au troisième alinéa de l'article 31 du Règlement les mots « dans l'ordre inverse de celui d'ancienneté ». Ce serait la consécration d'une décision prise le 19 juillet 1922.

M. WEISS estime qu'il n'est pas nécessaire d'incorporer cette disposition au Règlement. La Cour doit pouvoir modifier, suivant les circonstances, les règles suivies jusqu'ici.

M. PESSÔA est d'avis que le public a le droit de savoir quelle est la règle appliquée par la Cour.

Lord FINLAY estime qu'il ne faut pas lier la Cour par une règle rigide en cette matière. Dans certains cas particuliers, la Cour pourrait désirer s'en départir.

Le PRÉSIDENT fait observer que tout système rigide peut donner lieu à des injustices, que l'on commence par le juge le plus ancien ou par le juge le plus jeune ; il finit par donner à certains juges une situation de préférence ou une situation désavantageuse. Le meilleur système serait peut-être de tirer chaque fois au sort le nom de celui qui commencera.

M. ODA fait observer que, lors de la première session, la Cour a adopté l'ordre auquel M. Pessôa fait allusion dans son amendement. Après avoir introduit la méthode de la présentation de brèves notes écrites, la Cour a abandonné ce système et a laissé à chacun la liberté de prendre la parole quand il le voulait. Il est inutile de revenir en arrière.

M. PESSÔA explique que sa proposition ne se réfère pas aux discussions, mais uniquement aux votes. Il demande à la Cour si elle veut consacrer la pratique qu'elle a déjà établie. Il semble nécessaire de fixer, dans le Règlement, l'ordre ainsi suivi.

Le PRÉSIDENT estime que, dans ce cas, il vaudrait peut-être mieux insérer l'amendement de M. Pessôa après le quatrième alinéa de l'article 31, où il est question de la formation de la majorité.

M. PESSÔA propose de laisser au Comité de rédaction le soin d'apprécier l'endroit où il faut ajouter cette phrase, si elle est adoptée.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de M. Pessôa qui est ainsi formulé :

« Le vote a lieu dans l'ordre inverse de celui d'ancienneté. »

(L'amendement mis aux voix est adopté par neuf voix contre deux (lord Finlay et M. Huber).)

Le PRÉSIDENT indique qu'une deuxième proposition de M. Pessôa : « La Cour peut décider . . . incombera au

had in mind only notes submitted by judges who had not taken part in the oral deliberation.

The PRESIDENT noted that MM. Anzilotti and Loder were in agreement and that M. Loder had withdrawn his proposal ; he opened the discussion on M. Pessôa's proposals regarding Article 31¹.

In the first place M. Pessôa proposed to add to the third paragraph of Article 31 of the Rules the words "in inverse order of seniority". That would constitute the confirmation of a decision taken on July 19th, 1922.

M. WEISS thought that it was not necessary to incorporate this provision in the Rules. The Court should always be able to modify, in accordance with circumstances, the rules hitherto followed.

M. PESSÔA thought that the public had the right to know what rule was applied by the Court.

Lord FINLAY thought that the Court should not be bound by a rigid rule in this matter. In certain cases the Court might wish to depart from it.

The PRESIDENT pointed out that any rigid system might give rise to injustices, whether they began by the senior or by the junior judge ; the result would be to give certain judges an advantageous or disadvantageous position. The best system would perhaps be to draw lots every time for the name of the judge who was to begin.

M. ODA pointed out that, at the first session, the Court had adopted the order to which M. Pessôa alluded in his amendment. After having introduced the method of the submission of short written notes, the Court had abandoned this system and had left everyone free to speak when he desired to do so. It was useless to go back to the old system.

M. PESSÔA explained that his proposal did not refer to the discussions but simply to the votes. He asked the Court whether it wished to confirm the practice which it had already established. It seemed necessary to lay down in the Rules the order thus followed.

The PRESIDENT thought that in that case it would perhaps be better to insert M. Pessôa's amendment after the fourth paragraph of Article 31 which dealt with the question of the formation of the majority.

M. PESSÔA proposed to leave the Drafting Committee to consider the place where this sentence should be added, if it were adopted.

The PRESIDENT took a vote on M. Pessôa's amendment which was worded thus :

"The vote shall take place in inverse order of seniority."

(The amendment, on being put to the vote, was adopted by 9 votes to 2 (Lord Finlay and M. Huber).)

The PRESIDENT indicated that a second proposal made by M. Pessôa : "La Cour peut décider . . . incom-

¹ Voir p. 269.

¹ See p. 269.

Greffier »¹ a trait au système des notes individuelles.

M. PESSÔA explique qu'il ne s'agit pas d'un amendement. M. Pessôa demandait tout simplement à la Cour s'il ne serait pas opportun de prendre une décision sur cette matière ; mais, à la suite de l'opinion que la Cour vient de manifester, sa demande n'a plus de raison d'être.

Le PRÉSIDENT met en discussion le troisième amendement que M. Pessôa propose d'apporter à l'article 31 du Règlement et qui est ainsi conçu :

« Les juges ne pourront s'abstenir de voter, soit dans les questions contentieuses ou dans les avis, soit dans les délibérations administratives. »

M. PESSÔA déclare, en développant cet amendement, que le juge doit prendre la responsabilité correspondant à ses droits ; il a le devoir de manifester son opinion sur toute question soumise à la délibération de la Cour.

M. le Président LODER rappelle que l'idée de cette proposition correspond au système pratiqué, au début, par la Cour, où les abstentions n'étaient pas admises.

Lord FINLAY distingue entre le cas où il s'agit de donner un vote final sur une affaire et celui où un vote est exprimé sur un point de détail. Dans le dernier cas, il est impossible de forcer un membre de la Cour à donner, à tout moment, son opinion qui peut n'être pas bien arrêtée.

En réponse à une question posée par M. de Bustamante, M. PESSÔA exprime l'opinion que son amendement devrait s'appliquer également aux questions administratives.

M. DE BUSTAMANTE constate que, dans ces conditions, l'obligation de voter existerait pour toutes les questions.

M. ANZILOTTI appuie l'opinion de lord Finlay ; il est des cas où l'abstention ne produit pas de conséquences fâcheuses ; il en est même où elle s'impose, savoir ceux où un membre de la Cour ne se rend pas pleinement compte de la portée de la question sur laquelle on vote et qui a été formulée et présentée séance tenante. D'une manière générale, il vaut mieux ne pas lier la Cour par une règle immuable.

M. PESSÔA relève qu'il est toujours possible de demander des renseignements avant de voter.

M. MOORE rappelle les situations dans lesquelles un membre de la Cour s'abstient de voter parce qu'il n'est pas encore arrivé, comme ses collègues, à une conclusion définitive. On ne saurait aller au delà de l'article 31 du Règlement, qui impose aux juges l'obligation d'exprimer une opinion motivée. La conséquence de l'amendement de M. Pessôa pourrait être de forcer un membre à voter avant d'y être réellement préparé.

¹ Voir pp. 269-270.

bera au Greffier »¹ related to the system of individual notes.

M. PESSÔA explained that there was no question of an amendment. He only asked the Court if it would not be well to take a decision on the subject ; however, in view of the opinion just expressed by the Court, there was no longer any object in his question.

The PRESIDENT opened the discussion on the third amendment proposed by M. Pessôa to Article 31, which was as follows :

“Les juges ne pourront s'abstenir de voter, soit dans les questions contentieuses ou dans les avis, soit dans les délibérations administratives.”

M. PESSÔA stated, in explaining this amendment, that a judge must assume the responsibility corresponding to his rights ; it was his duty to express his opinion in a question submitted to the Court for deliberation.

President LODER said that the idea embodied in this proposal corresponded to the system followed at the outset by the Court when abstentions were not allowed.

Lord FINLAY distinguished between the case of a final vote on a case and that of a vote upon a point of detail. In the latter case it was impossible to force a member of the Court at any time to give his opinion, which might not be clearly formed.

In reply to a question by M. de Bustamante, M. PESSÔA expressed the opinion that his amendment should also apply to administrative questions.

M. DE BUSTAMANTE stated that in those circumstances there would be an obligation to vote upon all questions.

M. ANZILOTTI supported Lord Finlay. There were cases in which an abstention from voting would not have any regrettable consequences. There were even cases in which it was necessary, namely those in which a member of the Court did not fully understand the scope of a question which was voted upon and which had been formulated and submitted during a meeting. Generally speaking, it was better not to bind the Court by a fixed rule.

M. PESSÔA pointed out that it was always possible to ask for information before voting.

Mr. MOORE alluded to circumstances in which a member of the Court might abstain from voting because he had not yet, like his colleagues, arrived at a definite conclusion. It was impossible to go farther than Article 31 of the Rules, which placed judges under an obligation to express a reasoned opinion. The consequence of M. Pessôa's amendment might be to force a member to vote before being prepared to do so.

¹ See pp. 269-270.

² “Judges may not abstain from voting either in contested cases or in the case of opinions or in discussions on administrative questions.”

Lord FINLAY est d'avis que chaque membre a évidemment l'obligation de se former une opinion et de l'exprimer pendant les délibérations. Il y aurait toutefois lieu de protester contre une obligation pour un juge de voter dans un sens ou dans un autre quand son opinion n'est pas encore formée. Il ne serait même guère concevable qu'on pût accepter une règle de ce genre.

Le PRÉSIDENT se demande si, onze juges étant présents lors d'un vote et trois déclarant s'abstenir, le vote est encore valable, étant donné la règle du quorum de neuf membres.

M. PESSÔA répond que, si un membre de la Cour n'a pas encore formé son opinion sur un sujet quelconque, il a le droit et le devoir de demander à la Cour l'ajournement de la délibération. Si l'article 31 exige que chaque membre présente à la Cour son opinion motivée, il est, en tout état de cause, obligé de présenter cette opinion à la Cour.

Quant à l'hypothèse signalée par le Président, seule l'obligation de voter apporterait une solution.

Lord FINLAY établit une distinction entre les questions soumises pour arrêt et pour avis et les questions administratives. Pour les premières, l'obligation de voter résulte déjà du texte actuel du Règlement. Pour ce qui est, au contraire, des dernières, il ne serait guère compatible avec la dignité des juges de leur imposer l'obligation de voter sur des points techniques sur lesquels ils peuvent n'être pas suffisamment renseignés.

M. WEISS, se référant au cas cité par le Président et par M. Pessôa, insiste sur le fait que le quorum est atteint par le seul fait de la présence de neuf juges; l'abstention d'un juge, lors d'un vote, ne l'affecte donc pas.

La Cour se range à cet avis.

(L'amendement proposé par M. Pessôa est mis aux voix et rejeté par huit voix contre trois (MM. Pessôa, de Bustamante et Loder).)

42. — Prochaine séance de la Cour.

La prochaine séance de la Cour est fixée au vendredi 25 juin, à 10 heures.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour :
(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :
(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Lord FINLAY was of opinion that every member was clearly under an obligation to form an opinion and to express it during the deliberation, but a judge would be entitled to protest against an obligation to vote in one sense or another when his opinion was not yet formed, and it was hardly conceivable that such a rule could be adopted.

The PRESIDENT wondered whether, if eleven judges were present at a vote and three abstained from voting, the vote would be valid, having regard to the rule concerning the quorum of nine members.

M. PESSÔA replied that if a member of the Court had not yet formed his opinion on a certain subject it was his right and duty to ask the Court to adjourn the discussion. If Article 31 required that every member present in Court should give his reasoned opinion, he was in all circumstances obliged to present that opinion to the Court.

As regards the contingency suggested by the President, the only solution would be the obligation to vote.

Lord FINLAY made a distinction between questions submitted for judgment and advisory opinion, and administrative questions. As regards the former, the present text of the Rules already imposed an obligation to vote. On the other hand, as regards the latter, it would hardly be compatible with the dignity of judges to impose upon them an obligation to vote upon technical points in regard to which they might not be sufficiently informed.

M. WEISS referred to the case contemplated by the President and by M. Pessôa and laid stress on the fact that the quorum was attained by the mere presence of nine judges. The abstention of a judge from voting did not affect it.

The Court shared this opinion.

(The amendment proposed by M. Pessôa was put to the vote and rejected by 8 votes to 3 (MM. Pessôa, de Bustamante and Loder).)

42. — Next meeting of the Court.

The next meeting of the Court was fixed for Friday, June 25th, at 10 a.m.

The Court rose at 1 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

HUITIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le vendredi 25 juin 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

43. — **Règlement, article 31** (*suite*).

Le PRÉSIDENT ouvre la séance en mettant en discussion les modifications proposées à l'article 31 en ce qui concerne la rédaction des procès-verbaux. La Cour est saisie, d'une part, d'une proposition de M. Pessôa tendant à ajouter diverses dispositions à cet article¹, et, d'autre part, d'un alinéa nouveau rédigé par le Greffier et reproduisant une décision déjà prise par la Cour².

M. PESSÔA explique que son amendement, qui complète la proposition du Greffier, a pour but d'insérer dans le Règlement une autre décision de la Cour, savoir, celle qui prescrit de conserver dans les archives de la Cour un compte rendu sténographique définitif de chaque séance, dont le texte est rédigé d'après un exemplaire du sténogramme brut corrigé par chacun des juges, pour la partie qui le concerne; ainsi sera établie la responsabilité de chaque juge pour ses votes et déclarations.

Le troisième paragraphe de l'amendement n'est que la répétition de l'alinéa proposé par le Greffier.

Afin de mettre en évidence cette responsabilité, le quatrième alinéa indique que « le procès-verbal, chaque fois qu'il sera procédé à un vote, mentionnera le nom des juges ayant voté pour ou contre la proposition ».

Le PRÉSIDENT fait observer que les trois derniers alinéas proposés par M. Pessôa expriment ce qui se fait dans la pratique; le premier, au contraire, est une disposition nouvelle qui, en imposant la présence de

¹ Voir p. 270.

² " " 308.

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

EIGHTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Friday, June 25th, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

43. — **Rules, Article 31** (*Contd.*).

The PRESIDENT opened the meeting by submitting for discussion the proposed modifications to Article 31 in regard to the preparation of minutes. The Court had before it, firstly, a proposal by M. Pessôa for the addition of various provisions to this article¹, and secondly, a new paragraph prepared by the Registrar and reproducing a decision already taken by the Court².

M. PESSÔA explained that his amendment, which supplemented the Registrar's proposal, was intended to embody in the Rules another decision of the Court, namely that to the effect that a definitive verbatim record of each meeting, prepared from a copy of the original verbatim record corrected by each judge in so far as he was concerned, should be preserved in the Court's archives. In this way each judge's responsibility for his votes and statements would be established.

The third paragraph of the amendment was merely a repetition of the paragraph proposed by the Registrar.

With a view to emphasizing this responsibility, the fourth paragraph stated that "the minutes, whenever a vote is taken, shall enumerate the names of judges who have voted for or against the proposal".

The PRESIDENT pointed out that the three last paragraphs proposed by M. Pessôa embodied what was done in actual practice; the first, on the other hand, was a new provision which was calculated to involve

¹ See p. 270.

² " " 308

sténographes parlementaires, est de nature à entraîner de nouvelles dépenses.

M. ANZILOTTI demande si la proposition qui prévoit la rédaction d'un compte rendu sténographique définitif de chaque séance s'applique, dans la pensée de M. Pessôa, à toutes les séances de la Cour, même aux séances privées. Un compte rendu sténographique des audiences publiques est déjà prévu.

M. PESSÔA déclare que sa proposition vise les séances privées.

Le PRÉSIDENT constate qu'il ne s'agirait, dès lors, que d'un compte rendu sténographique déposé dans les archives et qui ne serait pas imprimé. Pratiquement, la proposition se traduirait de la manière suivante: des sténographes établiraient le compte rendu; des exemplaires de ce compte rendu seraient remis à chaque juge, qui corrigerait la partie dans laquelle il est intervenu, puis, sous la responsabilité du Greffier, serait établi un texte définitif déposé aux archives.

Le GREFFIER rappelle que telle a été la méthode suivie en 1922, lors de la session préliminaire de la Cour. Le compte rendu sténographique brut était tiré à quinze exemplaires et communiqué ainsi aux membres de la Cour. Puis un exemplaire unique portant les corrections des membres a été préparé et déposé aux archives et les exemplaires primitifs ont été brûlés. En même temps, on a rédigé un procès-verbal analytique qui a été publié dans le volume des *Actes et Documents*, Série D, n° 2.

Le PRÉSIDENT constate que l'amendement tend, en somme, à généraliser la pratique adoptée au cours de cette session préliminaire.

M. ANZILOTTI explique que ce système a été abandonné en raison des difficultés pratiques qu'il entraînait et des retards qu'il occasionnait.

M. PESSÔA demande s'il est entendu que chaque juge peut déposer une déclaration écrite à la fin des débats.

M. ANZILOTTI rappelle que cela s'est fait en pratique.

Le PRÉSIDENT relève qu'en effet, le procès-verbal analytique constate toujours les votes avec mention de ceux qui se sont prononcés *pour* ou *contre*; et les juges peuvent faire des déclarations qui sont insérées textuellement dans le procès verbal.

M. PESSÔA, dans ces conditions, retire la partie de son amendement qui vise l'établissement d'un compte rendu sténographique pour chaque séance.

M. MOORE croit se souvenir que, lors de la session préliminaire, cette méthode a été appliquée.

Le système fut, toutefois, abandonné en raison des difficultés dues au fait que les juges se trouvaient parfois empêchés de procéder à la correction de leurs déclarations. Les sténogrammes n'ont, en définitive, été établis qu'à l'usage du Greffe.

further expenses for parliamentary verbatim reporters.

M. ANZILOTTI asked whether the proposal, providing for the preparation of definitive verbatim records of each meeting, was intended by M. Pessôa to apply to all meetings of the Court, even private meetings. Provision was already made for verbatim records of public sittings.

M. PESSÔA stated that his proposal had had in view private meetings.

The PRESIDENT stated that in that case it was merely a question of a verbatim record to be filed in the archives and not printed. Practically speaking, the proposal amounted to this: reporters would prepare the record, copies of this record would be sent to each judge who would correct the part which concerned himself, and then, under the responsibility of the Registrar, a definitive text would be prepared and placed in the archives.

The REGISTRAR recalled that that was the method which had been followed in 1922 at the Court's preliminary session. The uncorrected verbatim record was prepared in fifteen copies and then communicated to members of the Court. Subsequently a single copy, bearing the corrections of the members, had been prepared and placed in the archives, and the original copies had been burnt. At the same time analytical minutes had been prepared and these had been published in the volume *Acts and Documents*, Series D., No. 2.

The PRESIDENT observed that the amendment in effect tended to generalize the practice adopted at that preliminary session.

M. ANZILOTTI explained that this system had been abandoned owing to the practical difficulties to which it gave rise and the delays which it caused.

M. PESSÔA asked whether it was understood that each judge might file a written declaration at the conclusion of deliberations.

M. ANZILOTTI pointed out that that had been done in practice.

The PRESIDENT observed that the analytical minutes did, in fact, always record votes, mentioning the names of those who had voted *for* or *against*, and judges might make declarations which would be inserted verbatim in the minutes.

M. PESSÔA in these circumstances withdrew that part of his amendment regarding a verbatim record of each meeting.

Mr. MOORE thought that he remembered that at the preliminary session that method had been applied.

The system had, however, been abandoned owing to the difficulties resulting from the fact that the judges were sometimes prevented from correcting their declarations. The verbatim records had finally been only prepared for the use of the Registry.

M. Moore voudrait rappeler que la publication Série D, n° 2, de la Cour contient seulement des résumés des débats et non des comptes rendus sténographiques.

Le PRÉSIDENT, constatant que la première partie de l'amendement de M. Pessôa est retirée, met aux voix les trois alinéas suivants, relatifs aux procès-verbaux¹.

M. WEISS précise qu'il doit être bien entendu que le vote *contre* qui pourrait être émis par la Cour n'impliquerait pas un désaveu de la pratique actuelle.

Le PRÉSIDENT confirme qu'il s'agit seulement de savoir si cette pratique doit être inscrite dans le Règlement.

(Mis aux voix, les trois derniers alinéas de l'amendement de M. Pessôa relatifs aux procès-verbaux sont adoptés par six voix contre cinq (MM. Anzilotti, Moore, Nyholm, lord Finlay et M. Weiss).)

M. NYHOLM demande si l'on doit tirer du texte de l'avant-dernier alinéa adopté par la Cour un argument *a contrario* pour ce qui concerne les délibérations de la Cour sur les questions administratives.

M. WEISS estime qu'il faudra des procès-verbaux détaillés de ces séances.

Le PRÉSIDENT est d'avis que, pour les séances où sont discutées des questions administratives, la Cour garde toute liberté d'adopter un système ou un autre. C'est ainsi que, pour la revision du Règlement, qui est une affaire administrative, la Cour a précisément décidé d'établir des procès-verbaux détaillés.

Le Président constate, en outre, que, la Cour s'étant prononcée sur le principe des propositions de M. Pessôa, en partie identiques à celles du Greffier, le Comité de rédaction devra donner aux textes leur forme définitive.

(Il en est ainsi décidé.)

M. ANZILOTTI croit que pour répondre à l'observation faite par M. Nyholm, il y a lieu de préciser si un procès-verbal détaillé doit être établi toutes les fois que la Cour ne délibère pas sur ses jugements ou sur ses avis.

Le PRÉSIDENT suggère d'insérer dans le nouveau paragraphe, adopté conformément à la proposition du Greffier, les mots suivants: «... sur les arrêts ou avis; il en est de même pour les séances administratives, sauf décision contraire de la Cour».

M. ANZILOTTI fait observer que ce texte semble exclure la possibilité pour la Cour de prescrire l'établissement d'un compte rendu détaillé, lorsqu'elle délibère sur ses jugements ou sur ses avis en Chambre du Conseil. Or, il ne conviendrait pas de se lier d'avance en cette matière.

Le PRÉSIDENT constate que l'amendement principal est déjà voté; il ne s'agit plus que de consulter la Cour sur l'addition proposée par lui-même.

¹ Voir p. 270.

Mr. Moore wished, however, to point out that the publication Series D., No. 2, contained only summaries of the proceedings and not verbatim reports.

The PRESIDENT observed that the first part of M. Pessôa's amendment was withdrawn and took a vote on the three following paragraphs regarding minutes¹.

M. WEISS said that it must be clearly understood that were the Court to vote against this amendment that would not imply a disavowal of the present practice.

The PRESIDENT agreed that it was merely a question whether this practice should be embodied in the Rules.

(On being put to the vote, the three last paragraphs of M. Pessôa's amendment, regarding minutes, were adopted by 6 votes to 5 (MM. Anzilotti, Moore, Nyholm, Lord Finlay and M. Weiss).)

M. NYHOLM asked whether the contents of the last paragraph but one adopted by the Court were to be regarded as an argument *a contrario* as regards the Court's deliberations on administrative questions.

M. WEISS thought that detailed minutes of administrative meetings should be made.

The PRESIDENT was of opinion that at every meeting at which administrative questions were discussed the Court remained entirely free to adopt any system it liked. Thus, for the revision of the Rules, which was an administrative matter, the Court had decided precisely to prepare detailed minutes.

The President also stated that the Court having in principle accepted M. Pessôa's proposals which were, in part, identical with those of the Registrar, it remained for the Drafting Committee to put those clauses into final shape.

(It was decided accordingly.)

M. ANZILOTTI thought that, in order to take into account the observation made by M. Nyholm, it should be stated whether detailed minutes were to be prepared whenever the Court was not considering judgments or opinions.

The PRESIDENT suggested that in the new paragraph adopted in accordance with the Registrar's proposal, the following words should be inserted: "... upon judgments or advisory opinions; the same shall apply to administrative sittings, subject to a contrary decision by the Court".

M. ANZILOTTI, pointing out that this wording would seem to make it impossible for the Court to have prepared a detailed record when deliberating in private upon a judgment or opinion, said that the Court should not be bound beforehand in regard to this matter.

The PRESIDENT stated that the principal amendment had already been adopted. It only remained to take the Court's opinion regarding the addition proposed by himself.

¹ See p. 270.

(Mise aux voix, l'addition proposée par le Président est adoptée par huit voix contre trois (MM. Anzilotti, Moore et lord Finlay).)

Le PRÉSIDENT met en discussion le point III de l'amendement de M. Pessôa¹, suivant lequel la Cour comme telle ne doit pas désigner des arbitres.

A titre de renseignement, le Président ajoute que le nombre des cas dans lesquels le Président de la Cour peut être appelé, aux termes d'accord internationaux, à désigner des arbitres est relativement grand. D'autre part, des cas d'un caractère tout à fait particulier peuvent se présenter. C'est ainsi que, dans un contrat intervenu entre le Gouvernement grec et une société industrielle belge, il était prévu que le Président de la Cour désignerait des experts techniques pour évaluer le prix de locomotives et de rails. Il paraît donc préférable de ne pas établir une règle rigide.

M. PESSÔA explique que son amendement était destiné à éclairer les États qui pourraient vouloir s'adresser à la Cour comme telle pour lui demander de désigner des arbitres.

M. Pessôa est cependant disposé à retirer son amendement ou à le modifier si cela paraît indiqué.

M. MOORE se demande si les dispositions de certains traités en vigueur ne deviendraient pas inapplicables à la suite de l'adoption de l'amendement proposé. Il conviendrait, en tout cas, d'examiner d'abord si certains arrangements internationaux ne prévoient pas déjà la désignation d'arbitres par la Cour même.

Lord FINLAY estime qu'il serait préférable de ne pas introduire de règle fixe sur ce point.

Le PRÉSIDENT fait observer qu'en pratique la mission de désigner des arbitres est généralement confiée au Président en fonctions de la Cour. De même, certains traités de conciliation confient au Président de la Cour le soin de nommer les présidents de commissions de conciliation. Si la Cour établissait une règle, il pourrait en résulter une situation assez délicate, au cas où les États l'oublieraient lors des négociations d'un traité de ce genre.

M. WEISS estime qu'il est préférable que la Cour conserve sa liberté de s'inspirer des circonstances d'espèce.

Lord FINLAY fait observer que la décision du 23 juin 1923, à laquelle M. Pessôa s'est référé, ne vise qu'un cas déterminé d'arbitrage privé.

M. PESSÔA déclare que, dans ces conditions, il retire sa proposition, tout en maintenant son point de vue qu'il n'est pas du ressort de la Cour de désigner des arbitres.

Le PRÉSIDENT prend acte de cette déclaration.

M. NYHOLM propose de modifier la fin de l'article 31 où on lit : « Il est fait droit à cette demande. » Il lui

On being put to the vote the addition proposed by the President was adopted by 8 votes to 3 (MM. Anzilotti, Moore and Lord Finlay).)

The PRESIDENT then opened the discussion on point III of M. Pessôa's amendment¹, in accordance with which the Court, as such, should not appoint arbitrators.

For the Court's information, the President added that the number of cases in which the President of the Court might be called upon, under the terms of international agreements, to appoint arbitrators was comparatively large. Again, cases of a quite special character might arise. Thus, in a contract between the Greek Government and a Belgian industrial company, it was decided that the President of the Court should appoint technical experts to estimate the price of locomotives and rails. It seemed, therefore, preferable not to lay down any hard and fast rule.

M. PESSÔA explained that his amendment was intended to make the situation clear to States who might wish to apply to the Court, as such, for the appointment of arbitrators.

M. Pessôa was, however, prepared to withdraw his amendment or to modify it if that appeared indicated.

Mr. MOORE wondered whether the clauses of certain treaties in force would not become inapplicable as a result of the adoption of the amendment proposed. At all events it should first of all be ascertained whether certain international arrangements did not already provide for the appointment of arbitrators by the Court itself.

Lord FINLAY thought that it would be preferable not to introduce a fixed rule in regard to this point.

The PRESIDENT pointed out that in practice the task of appointing arbitrators was generally entrusted to the acting President of the Court. Thus, certain conciliation treaties entrusted to the President of the Court the task of appointing presidents of conciliation commissions. If the Court were to lay down a rule, a somewhat delicate situation might arise should States forget the rule when negotiating a treaty of this kind.

M. WEISS thought that it would be better that the Court should retain its liberty to act in accordance with the circumstances of each case.

Lord FINLAY pointed out that the decision of June 23rd, 1923, to which M. Pessôa had referred, only related to a particular private arbitration.

M. PESSÔA stated that in these circumstances he would withdraw his amendment, though he maintained his view that it was not part of the Court's functions to appoint arbitrators.

The PRESIDENT noted this statement.

M. NYHOLM proposed to modify the end of Article 31 which reads : *Il est fait droit à cette demande.* It

¹ Voir p. 270.

¹ See p. 270.

semble que ce texte devrait être remanié au point de vue de la rédaction.

Le PRÉSIDENT estime que, pour donner satisfaction à M. Nyholm, il suffirait d'employer le futur, comme dans le texte anglais.

M. ANZILOTTI explique que la signification de cette disposition est que non seulement tout membre de la Cour peut formuler la demande dont il s'agit, mais qu'en outre cette demande, une fois formulée, ne peut être rejetée.

M. NYHOLM propose de remplacer l'expression : « Tout membre de la Cour peut demander. . . » par les mots : « Tout membre de la Cour a le droit de demander. . . ».

Le PRÉSIDENT croit qu'en disant : « Il sera fait droit . . . », on mettrait le texte français en harmonie avec le texte anglais et l'on préciserait l'idée des rédacteurs qui ont voulu créer pour les membres de la Cour un droit sur lequel celle-ci ne saurait être appelée à délibérer.

Le GREFFIER rappelle que, lors de la session préliminaire, la phrase en question fut adoptée par un vote spécial.

M. ANZILOTTI fait observer que le mot « demander » implique toujours la possibilité d'un refus. C'est cette possibilité que le texte actuel du Règlement veut écarter.

Le PRÉSIDENT croit que M. Nyholm aura satisfaction si le Comité de rédaction remplace les mots : « il est fait droit . . . » par : « il sera fait droit . . . ».

(Il est décidé de renvoyer cette formule au Comité de rédaction, qui établira un texte définitif.)

44. — Règlement, article 32.

Le PRÉSIDENT met en discussion l'article 32 auquel se réfère une observation de M. de Bustamante¹.

M. DE BUSTAMANTE explique qu'il a voulu signaler une contradiction qui paraît exister entre l'article 32, d'une part, suivant lequel les Parties intéressées peuvent établir d'un commun accord certaines modifications dans la procédure de la Cour, et les articles 34 et 33 du Règlement, d'autre part, aux termes desquels l'accord entre les intéressés ne joue plus lorsqu'il s'agit de la fixation des délais, ou du nombre des copies à présenter des pièces de procédure.

M. de Bustamante estime qu'en matière de procédure, rien ne devrait être laissé à la volonté des Parties.

M. WEISS, bien qu'étant en principe d'accord avec M. de Bustamante, indique, toutefois, que l'article 32

¹ Voir p. 260.

seemed to him that this sentence should be redrafted.

The PRESIDENT thought that, in order to satisfy M. Nyholm's views, it would suffice to use the future as was done in the English text.

M. ANZILOTTI explained that the meaning of this clause was that not only might any member of the Court make the request in question but that, furthermore, such request, having been made, could not be refused.

M. NYHOLM proposed to replace the expression : "Any member of the Court may request" by the words : "Any member of the Court has the right to request".

The PRESIDENT thought that by saying : *Il sera fait droit . . .* ("A request to this effect shall be complied with"), the French text would be made to harmonize with the English text and it would be made clear that the intention of the authors was to create for members of the Court a right which it was not for the Court to discuss.

The REGISTRAR recalled that at the preliminary session the sentence in question had been adopted by a special vote.

M. ANZILOTTI pointed out that the word *demande* (request) always implied the possibility of a refusal. That was the possibility which the present text of the Rules was intended to eliminate.

The PRESIDENT thought that M. Nyholm's observation would be met if the Drafting Committee substituted the words : *il sera fait droit . . .* for the words : *il est fait droit . . .*

(It was decided to refer this phrase to the Drafting Committee which would prepare a definitive text.)

44. — Rules, Article 32.

The PRESIDENT opened the discussion on Article 32, in connection with which was an observation by M. de Bustamante¹.

M. DE BUSTAMANTE explained that his intention was to point out a contradiction which seemed to exist between Article 32, according to which interested Parties might jointly propose certain modifications in the procedure of the Court, and Articles 34 and 33 of the Rules, according to which an agreement between the Parties was not taken into account in the case of the fixing of times or of the number of copies to be submitted of the documents of procedure.

M. de Bustamante thought that in matters of procedure nothing should be left to the wishes of the Parties.

M. WEISS, though, in principle, in agreement with M. de Bustamante, observed however that Article 32

¹ See p. 260.

réserve la décision de la Cour sur les propositions faites par les Parties en cette matière.

M. DE BUSTAMANTE demande si la Cour n'est pas obligée d'accepter les règles que les Parties pourraient présenter d'un commun accord.

Le PRÉSIDENT explique que les Parties proposent, mais que c'est la Cour qui prend une décision.

M. ANZILOTTI rappelle que le Règlement a voulu concilier l'idée exprimée dans le Statut, — suivant laquelle les Parties ont une certaine liberté en matière de procédure — et la volonté de la Cour de se réserver le dernier mot sur l'adoption des règles proposées par les Parties. L'article 32 donne à la Cour la possibilité d'exercer un contrôle sur les propositions des Parties, tout en marquant le désir d'en tenir compte. Tant de circonstances particulières peuvent surgir dans les affaires internationales qu'il est difficile d'appliquer à la Cour — qui est d'ailleurs liée par son Statut — les règles rigides des juridictions nationales.

M. DE BUSTAMANTE déclare que, dans ces conditions, il se contentera d'une mention de ses observations dans le procès-verbal.

45. — Règlement, article 33.

Le PRÉSIDENT propose d'aborder la discussion de l'article 33, au sujet duquel il y a une observation de M. de Bustamante¹ et une proposition de M. Pessôa².

Le Président constate que M. de Bustamante a déjà fait allusion à son observation visant les délais. Comme il n'y a pas de proposition précise, il suggère qu'il ne sera peut-être pas nécessaire d'engager une discussion sur ce point.

(Il en est ainsi décidé.)

Le PRÉSIDENT constate que la Cour n'est plus saisie, dès lors, que de l'amendement de M. Pessôa.

M. PESSÔA explique qu'ici encore il ne propose que d'insérer dans le Règlement une décision adoptée par la Cour le 18 février 1922, à laquelle il semble utile de donner un caractère de stabilité. Il convient que les Parties sachent nettement qu'elles ne pourraient avoir de recours contre les décisions du Président en s'adressant à la Cour elle-même.

Le GREFFIER rappelle dans quelles circonstances cette décision du 18 février 1922 a été prise (*Actes et Documents*, Série D, n° 2, p. 66).

Le PRÉSIDENT estime qu'il y a lieu d'exclure, en termes exprès, un droit de recours pour les Parties contre les décisions du Président.

M. ANZILOTTI ne voit pas, dans les termes de l'article 33, un danger de malentendu en ce sens que les Parties aient ce droit de recours. Au cours de la session préliminaire, déjà, la Cour a estimé que, si l'on ne conférerait pas au Président certains pouvoirs, la Cour serait

reserved the Court's decision in regard to proposals made by Parties on this subject.

M. DE BUSTAMANTE asked whether the Court was not obliged to accept rules which the Parties might jointly propose.

The PRESIDENT explained that the Parties proposed but that it was for the Court to decide.

M. ANZILOTTI recalled that the Rules had been intended to reconcile the idea expressed in the Statute—to the effect that the Parties had a certain liberty in regard to procedure—and the Court's desire to have the last word in regard to the adoption of rules proposed by the Parties. Article 32 afforded the Court the possibility of exercising control over proposals of the Parties whilst indicating a desire to take such proposals into account. So many special circumstances might arise in international cases that it was difficult to apply to the Court—which was, moreover, bound by its Statute—the rigid rules of municipal courts.

M. DE BUSTAMANTE said that in these circumstances he would be content to have his observations noted in the minutes.

45. — Rules, Article 33.

The PRESIDENT proposed to begin the discussion of Article 33 in regard to which there was an observation by M. de Bustamante¹ and a proposal by M. Pessôa².

The President observed that M. de Bustamante had already alluded to his observation regarding time-limits. As there was no definite proposal, he suggested that it might perhaps not be necessary to undertake a discussion of this point.

(It was decided accordingly.)

The PRESIDENT stated that the Court therefore only had before it M. Pessôa's amendment.

M. PESSÔA explained that here again he merely proposed to insert in the Rules the decision adopted by the Court on February 18th, 1922, which decision it seemed expedient to endow with stability. It would be well that the Parties should be aware that they could not appeal against the President's decisions to the Court itself.

The REGISTRAR recalled the circumstances in which this decision of February 18th, 1922, had been taken (*Acts and Documents*, Series D., No. 2, p. 66).

The PRESIDENT thought that it should be expressly provided that there was no right of appeal for the Parties against the President's decisions.

M. ANZILOTTI did not see in the terms of Article 33 any danger of a misunderstanding to the effect that the Parties had such a right of appeal. Already at the preliminary session the Court had been of opinion that if certain powers were not conferred upon the President

¹ Voir p. 261.

² » » 270.

¹ See p. 261.

² » » 270.

dans l'impossibilité de travailler. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises, dans le Règlement, on lit : « La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président . . . ». Il s'agit d'une délégation donnée par la Cour de ses pouvoirs à son Président.

Estimant que la Cour est d'accord quant au fond, M. Anzilotti se demande s'il est bien nécessaire d'insérer une règle expresse au Règlement.

M. PESSÔA est d'avis de le faire, du moment qu'il n'est dit nulle part qu'une des Parties ne pourra pas en appeler à la Cour des décisions du Président.

M. ANZILOTTI fait observer que cette impossibilité découle de ce que les pouvoirs du Président, en cette matière spécialement, résultent d'une délégation des pouvoirs de la Cour.

Avant de se prononcer, la Cour devrait examiner les autres articles du Règlement dans lesquels figurent, soit les mots que M. Pessôa veut supprimer, soit d'autres paragraphes indiquant une délégation de pouvoirs donnée par la Cour à son Président.

M. PESSÔA estime que, dans les autres cas auxquels fait allusion M. Anzilotti, il n'est pas question d'un droit pour la Cour de prendre ultérieurement des décisions différentes de celles qu'a pu prendre le Président.

M. ALTAMIRA croit que, si le principe proposé par M. Pessôa est admis dans l'article 33, il y aurait lieu de le répéter dans tous les autres articles aux termes desquels le Président exerce *ad interim* les pouvoirs de la Cour.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement présenté par M. Pessôa à l'article 33¹.

(L'amendement est rejeté par six voix contre cinq (MM. Pessôa, Altamira, Nyholm, Weiss et Huber).)

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur l'amendement de M. Pessôa, qui tend à introduire, dans le Règlement, un article 33 *bis*¹.

M. PESSÔA fait remarquer qu'il s'agit de codifier une décision prise le 1^{er} juillet 1924.

Lord FINLAY ayant demandé si la décision citée visait l'adoption d'un principe général ou la solution à donner aux cas d'espèce, le GREFFIER indique que la décision du 1^{er} juillet 1924, qui a été prise par la Chambre de procédure sommaire, se rapportait au différend relatif à l'interprétation du Traité de Neuilly (Publications de la Cour, Série E, n° 1, p. 249).

Lord FINLAY estime qu'il serait dangereux de tirer de cette décision, sans doute bien fondée en l'espèce, un principe aussi général que celui que propose M. Pessôa. La Cour doit pouvoir prendre sa décision suivant les circonstances de chaque cas déterminé.

¹ Voir p. 270.

the Court would be unable to function. Thus in several places in the Rules appeared: "The Court, or the President if the Court is not sitting . . .". This was a delegation of its powers by the Court to the President.

M. Anzilotti, who thought that the Court was substantially in agreement, wondered whether it was really necessary to insert an express provision in the Rules.

M. PESSÔA thought that it should be done seeing that it was nowhere said that one of the Parties could not appeal to the Court from the President's decisions.

M. ANZILOTTI pointed out that the impossibility of this followed from the fact that the powers of the President in this particular respect were derived from a delegation of its powers by the Court.

Before deciding, the Court should consider the other articles of the Rules in which appeared either the words which M. Pessôa wished to delete or other phrases indicating a delegation of powers to the President by the Court.

M. PESSÔA thought that in the other cases to which M. Anzilotti alluded there was no question of a right on the part of the Court subsequently to take decisions differing from those which the President might have taken.

M. ALTAMIRA thought that if the principle proposed by M. Pessôa were adopted in Article 33, it would have to be repeated in all the other articles under which the President exercised the powers of the Court *ad interim*.

The PRESIDENT took a vote on the amendment proposed by M. Pessôa to Article 33¹.

(The amendment was rejected by 6 votes to 5 (MM. Pessôa, Altamira, Nyholm, Weiss and Huber).)

The PRESIDENT opened the discussion on M. Pessôa's amendment for the insertion in the Rules of an Article 33 *bis*¹.

M. PESSÔA observed that his intention was to codify a decision taken on July 1st, 1924.

Lord FINLAY having asked whether the decision mentioned contemplated the adoption of a general principle or the solution of a particular case, the REGISTRAR pointed out that the decision of July 1st, 1924, which had been taken by the Chamber for Summary Procedure, referred to the dispute regarding the interpretation of the Treaty of Neuilly (Publications of the Court, Series E., No. 1, p. 249).

Lord FINLAY thought that it would be dangerous to draw from this decision, which was no doubt sound in the particular case, a principle of such general application as that proposed by M. Pessôa. The Court should decide in accordance with the circumstances of each case.

¹ See p. 270.

Lord Finlay, se référant à la décision prise, le 1^{er} juillet 1924, par la Chambre de procédure sommaire, exprime l'opinion qu'il serait erroné de transformer en règles générales des décisions prises au cours de la procédure relative à des cas d'espèce.

M. PESSÔA, tout en soulignant que sa proposition tend uniquement à insérer dans le Règlement une décision déjà prise par la Cour, se déclare disposé à la retirer.

Le PRÉSIDENT constate que l'amendement de M. Pessôa est retiré.

46. — **Règlement, article 34.**

La discussion est ouverte sur l'article 34 que le rapport du Greffier remplace par un nouveau texte¹.

Le GREFFIER expose les considérations d'ordre pratique, fondées sur l'expérience, qui ont inspiré les textes formulés par lui.

Lord FINLAY propose que la Cour se laisse guider, sur ce point, par l'expérience du Greffier, et qu'elle adopte le texte formulé par celui-ci, sous réserve de suggestions éventuelles du Comité de rédaction.

Le PRÉSIDENT se rallie aux paroles de lord Finlay, en faisant observer qu'il est très utile que le Greffier soit couvert, dans ses relations avec les Parties, par des prescriptions formelles du Règlement.

M. MOORE se déclare également très favorable à la proposition dont il s'agit.

Le PRÉSIDENT ayant mis aux voix l'article 34, dans la rédaction proposée par le Greffier, cette rédaction est adoptée à l'unanimité.

47. — **Règlement, article 35.**

Le PRÉSIDENT met ensuite en discussion les amendements à l'article 35, formulés par le Greffier¹ et par M. Pessôa².

La proposition de M. Pessôa, relative à la compétence des Chambres spéciales, soulève un point important. Pour savoir si une Chambre peut être saisie de préférence à la Cour plénière, à l'encontre de la volonté d'une des Parties, il y a lieu de tenir compte, avant tout, des articles 26 et 27 du Statut.

M. ANZILOTTI rappelle la discussion qui a abouti à la décision du 13 février 1922, ainsi que les travaux de la troisième Commission de la première Assemblée ; il en résulte que le recours aux Chambres spéciales ne peut avoir lieu que si les Parties sont d'accord.

Le GREFFIER rappelle la discussion qui a eu lieu le 13 février 1922 (*Actes et Documents*, Série D, n° 2, p. 36). A une question qui fut alors soulevée, M. Anzilotti répondit que, « si une seule des Parties demande le recours à la Chambre, c'est à la Cour de décider ». Le contexte rend cependant clair qu'il s'agit ici de

¹ Voir p. 308.

² „ „ 270.

Lord Finlay, referring to the decision taken on July 1st, 1924, by the Chamber for Summary Procedure, expressed the opinion that it would be wrong to convert into general rules decisions taken in the course of proceedings relating to particular cases.

M. PESSÔA, whilst emphasizing that this proposal was simply intended to insert in the Rules a decision already taken by the Court, declared himself willing to withdraw it.

The PRESIDENT noted that M. Pessôa's amendment was withdrawn.

46. — **Rules, Article 34.**

The discussion was opened on Article 34 which in the Registrar's report was replaced by a new text¹.

The REGISTRAR stated the practical reasons, based upon experience gained, by which he had been guided in formulating this clause.

Lord FINLAY proposed that the Court should allow itself to be guided by the Registrar's experience on this point and that it should adopt the text prepared by him subject to any suggestions by the Drafting Committee.

The PRESIDENT agreed with Lord Finlay, pointing out that it was very useful that the Registrar should be covered in his relations with the Parties by definite provisions in the Rules.

Mr. MOORE also said that he was very much in favour of the proposal in question.

The PRESIDENT, having taken a vote on Article 34 in the form proposed by the Registrar, this form was unanimously adopted.

47. — **Rules, Article 35.**

The PRESIDENT next opened the discussion on the amendments to Article 35, prepared by the Registrar¹ and by M. Pessôa².

M. Pessôa's proposal regarding the jurisdiction of special Chambers raised an important point. In order to decide whether a case should be referred to a Chamber in preference to the full Court, contrary to the wishes of one of the Parties, regard must be had above all to Articles 26 and 27 of the Statute.

M. ANZILOTTI recalled the discussion which had resulted in the decision of February 13th, 1922, and to the work of the Third Committee of the First Assembly. The indication was that recourse could only be had to the special Chambers if the Parties were in agreement.

The REGISTRAR recalled the discussion which had taken place on February 13th, 1922 (*Acts and Documents*, Series D., No. 2, page 36). In regard to a question which had then been raised, M. Anzilotti replied that, "in the event of one only of the Parties desiring to refer a case to the Chamber, the decision would rest

¹ See p. 308.

² „ „ 270.

la décision sur le fond, et non sur la compétence de la Chambre.

Le PRÉSIDENT relève que l'article 26 du Statut, alinéa 2, dispose que « sur la demande des Parties », « la Chambre statuera ». Le Règlement a interprété cette phrase dans ce sens qu'il devait y avoir accord entre les Parties pour saisir la Chambre. S'il n'y a pas accord entre les Parties, il ne saurait s'agir d'une « demande des Parties » ; la condition prévue à l'article 26 du Statut n'est pas réalisée et c'est la Cour en séance plénière qui se prononce. L'article 27 est identique sur ce point avec l'article 26.

M. ANZILOTTI relève que l'article 35, alinéa 4, du Règlement est formel, du moment qu'il dit, au sujet des demandes de renvoi à l'une des Chambres spéciales : « Il est fait droit à cette demande pour autant que les Parties sont d'accord. » Ainsi, la question est tranchée.

M. PESSÔA déclare que, dans ces conditions, il retire sa proposition.

Le PRÉSIDENT propose d'aborder la discussion des amendements présentés par le Greffier à l'article 35 du Règlement¹.

Le Greffier propose d'abord d'ajouter au premier paragraphe de cet article, après le mot « mentionne », un alinéa ainsi conçu :

« a) Le nom des agents désignés par les Parties aux fins de l'espèce . . . ».

M. DE BUSTAMANTE se demande si l'on peut mentionner le nom des agents dans un compromis.

Le GREFFIER répond que ce cas peut être rare, mais qu'il y a eu des exemples.

M. WEISS suggère de remplacer les mots « . . . aux fins de l'affaire », par l'expression « . . . pour cette affaire ».

Le PRÉSIDENT répond que le Comité de rédaction tiendra compte de l'observation de M. Weiss.

Il constate que l'alinéa a), que le Greffier propose d'ajouter au premier alinéa de l'article 35, est accepté par la Cour, et met en discussion l'alinéa b).

M. DE BUSTAMANTE désire faire, à propos de l'alinéa b), une observation qui se réfère également à d'autres parties de l'article. Au lieu de parler de « domicile », il conviendrait de chercher le mot français correspondant au terme *addresses* dans le texte anglais.

M. WEISS fait observer qu'en matière judiciaire, on se sert toujours en français de l'expression « domicile élu ».

Le GREFFIER indique que l'expression anglaise *address selected* est une traduction, faite lors de la

with the Court." The context, however, made it clear that it was the decision on the merits, and not on the Chamber's jurisdiction, which had been in question.

The PRESIDENT pointed out that Article 26 of the Statute, paragraph 2, said that "if the Parties so demand, cases shall be heard and determined by this Chamber". The Rules had construed this sentence to mean that there must be agreement between the Parties before a case could be brought before the Chamber. If there were no agreement between the Parties there could be no demand on the part "of the Parties" ; the condition provided for in Article 26 of the Statute would not be fulfilled and it would be for the full Court to decide the case. Article 27 was identical in this respect with Article 26.

M. ANZILOTTI pointed out that Article 35, paragraph 4, of the Rules was categorical, seeing that it said in regard to requests that a case should be referred to one of the special Chambers : "Such request shall be complied with provided that the Parties are in agreement." The question, therefore, was settled.

M. PESSÔA said that in these circumstances he withdrew his proposal.

The PRESIDENT proposed to begin the discussion of the amendments submitted by the Registrar to Article 35 of the Rules¹.

The Registrar proposed to add to the first paragraph of this article, after the word "mention", a sub-paragraph worded as follows :

"(a) The names of the agents appointed by the respective Parties for the purpose of the affair in question . . .".

M. DE BUSTAMANTE wondered whether the names of the agents could be mentioned in a special agreement.

The REGISTRAR replied that the case might be rare but that it had occurred.

M. WEISS suggested to substitute the words . . . *pour cette affaire* for the words . . . *aux fins de l'affaire*.

The PRESIDENT replied that the Drafting Committee would take into account M. Weiss's remark.

He noted that sub-paragraph (a), which the Registrar proposed to add to the first paragraph of Article 35, was accepted by the Court, and he opened the discussion on sub-paragraph (b).

M. DE BUSTAMANTE, in connection with sub-paragraph (b), wished to make an observation which also referred to other parts of the article. Instead of speaking of *domicile* it would be better to find the French word corresponding to the term "addresses" in the English text.

M. WEISS pointed out that in judicial matters the expression *domicile élu* was always used in French.

The REGISTRAR stated that the English expression "address selected" was a translation made at the time

¹ Voir p. 308.

¹ See p. 308.

préparation du Statut, de l'expression française « domicile élu ».

M. DE BUSTAMANTE fait remarquer qu'en espagnol on se servirait d'un terme correspondant au mot « adresse » plutôt qu'au mot « domicile ».

M. WEISS rappelle la signification légale de l'expression française « domicile élu ». En ce qui concerne la Cour, et pour ce qui est de la notification des actes, le terme « domicile élu » conserve toute son application.

A la suite d'une observation de M. de Bustamante, le PRÉSIDENT constate qu'il y a accord pour reconnaître que l'expression française « domicile élu » correspond à l'idée que l'on a voulu exprimer dans l'article.

Il met en discussion le deuxième paragraphe de l'article 35 du Règlement, que le Greffier propose de compléter par l'insertion d'un alinéa *a*), correspondant, pour ce qui est des requêtes, à celui qu'a déjà accepté la Cour en ce qui concerne le compromis.

M. ALTAMIRA signale que le Comité de rédaction devra faire la même modification que dans l'alinéa précédent au sujet des mots « aux fins de l'espèce ».

(L'adjonction proposée par le Greffier est acceptée.)

Le PRÉSIDENT signale qu'une autre rédaction du Greffier concerne l'article 35 (actuel).

Le Greffier a formulé sans doute cet amendement en raison de difficultés qui se sont présentées dans les rapports avec certains agents résidant parfois à des endroits souvent très éloignés de La Haye.

Le GREFFIER explique que plusieurs cas différents se sont rencontrés. Le premier — celui qui devrait être la règle — est le cas où l'agent désigné se trouve sur les lieux ; ici, il n'y a aucune difficulté.

Le deuxième cas est celui où l'agent dûment désigné a élu domicile à une légation à La Haye ; mais, souvent, il ne se contente pas de la notification des pièces à son domicile élu et demande, en outre, qu'on lui envoie — même par télégramme — les mêmes notifications à l'endroit où il se trouve au moment où ces notifications sont faites.

Le troisième cas, également très fréquent, est celui où les Parties confondent les fonctions d'agent et celles d'avocat, et nomment la même personne comme avocat et comme agent. Si le Greffier adresse la notification à ce seul représentant, son gouvernement exprime parfois le désir que toutes les pièces soient également communiquées à sa légation.

Le PRÉSIDENT fait remarquer qu'une pareille règle est d'autant plus nécessaire que la Cour ne peut pas risquer de perdre des journées entières à cause des déplacements des agents.

M. DE BUSTAMANTE est d'avis qu'une règle a déjà été fixée, à l'égard du point visé par le Greffier, par le premier alinéa de l'article 35.

Le GREFFIER explique que la valeur de l'amendement consiste à faire comprendre que la Cour désire

of the preparation of the Statute of the French expression *domicile élu*.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that in Spanish a word corresponding to the word "address" rather than to the word *domicile* would be used.

M. WEISS recalled what the legal significance of the French expression *domicile élu* was. As regarded the Court, and as concerned notice of acts of procedure, the term *domicile élu* retained to the full its applicability.

Following upon an observation by M. de Bustamante, the PRESIDENT stated that the Court agreed that the French expression *domicile élu* corresponded to the idea which the article was intended to convey.

He opened the discussion on the second paragraph of Article 35 of the Rules which the Registrar proposed to supplement by the insertion of a sub-paragraph (*a*), corresponding, as regards applications, to that already accepted by the Court in regard to special agreements.

M. ALTAMIRA pointed out that the Drafting Committee should make the same modification as in the preceding paragraph as regards the words *aux fins de l'espèce*.

(The addition proposed by the Registrar was accepted.)

The PRESIDENT stated that another draft by the Registrar related to Article 35 (in its present form).

The Registrar had drafted this amendment no doubt in consequence of certain difficulties which had arisen in the relations with certain agents, who sometimes resided in places which were often very far distant from The Hague.

The REGISTRAR explained that several different cases had arisen. The first—that which should be the rule—was the case in which the agent appointed was on the spot ; in that case there was no difficulty.

The second case was that in which the agent appointed had selected an address at a legation at The Hague ; but often he was not contented with the notification of documents to his selected address, and also asked that he should be sent—sometimes even by telegram—the same notifications to the place where he was at the time when these notifications were issued.

The third case, which also happened very frequently, was that in which the Parties confused the functions of agent and advocate and appointed the same person as advocate and agent. If the Registrar sent notifications to that representative alone, his government sometimes desired that all documents should also be communicated to its legation.

The PRESIDENT pointed out that a rule of this kind was made especially necessary by the fact that the Court could not run the risk of losing whole days by reason of the travelling about of agents.

M. DE BUSTAMANTE thought that a rule had already been laid down as regards the point which the Registrar had in mind in the first paragraph of Article 35.

The REGISTRAR explained that the value of the amendment was that it would make it understood that the

voir appliquer strictement la règle qui existe déjà.

M. DE BUSTAMANTE déclare accepter l'amendement.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour désire préciser le Règlement, en introduisant, dans le deuxième alinéa de l'article 35, les mots « ultérieures relatives à l'affaire ».

(Il en est ainsi décidé.)

M. ANZILOTTI voudrait savoir pourquoi ces mots ne sont introduits que dans le paragraphe relatif aux affaires présentées par requête.

Le GREFFIER explique que, lorsque la Cour est saisie d'une affaire par requête, sa juridiction, étant obligatoire, embrasse aussi des litiges éventuels futurs entre les mêmes Parties; il faut donc spécifier que l'élection de domicile ne vise que les communications ultérieures dans la même affaire. En cas de compromis, au contraire, l'élection de domicile ne peut viser que l'affaire dont traite le compromis.

Le PRÉSIDENT met en discussion le quatrième alinéa de l'article 35, au sujet duquel le Greffier a formulé deux rédactions pouvant se substituer l'une à l'autre¹.

Le GREFFIER explique que ces propositions sont fondées sur l'expérience de la Cour. Le Règlement actuel contient le principe suivant lequel les notifications sont faites au domicile élu à La Haye, c'est-à-dire, en règle générale, aux légations. Or, les agents des Parties ne se trouvant que rarement à La Haye au moment des notifications, il faut que les légations leur communiquent ces pièces, ce qui entraîne des délais parfois considérables. Il serait beaucoup plus simple, pour éviter des délais inutiles, que l'agent choisi par les Parties soit sur les lieux.

M. DE BUSTAMANTE n'est pas d'avis qu'il soit possible d'éviter ainsi des difficultés et des délais, du moment que l'agent n'est qu'un intermédiaire qui désirera communiquer les documents à l'avocat. En outre, l'avocat tiendra à consulter son gouvernement, ce qui entraînera à nouveau des délais. La seule façon d'éviter ces inconvénients semble être d'établir des délais fixes dans le Règlement de la Cour.

D'autre part, il serait très difficile pour tous les États de choisir des agents ayant à La Haye leur résidence effective et permanente. Cela pourrait provoquer des difficultés et même, le cas échéant, empêcher que certaines questions soient portées devant la Cour.

Le GREFFIER fait observer que le but de cet amendement est d'arriver à ce que les gouvernements suivent la procédure très naturelle qui consiste à désigner comme agent leur ministre ou leur chargé d'affaires à La Haye. Il semble que cette proposition ne doive pas créer de

Court desired that the rule which already existed should be strictly applied.

M. DE BUSTAMANTE said that he accepted the amendment.

The PRESIDENT noted that the Court wished to make the rules clearer by inserting in the second paragraph of Article 35 the words "subsequent . . . in regard to the case".

(It was decided accordingly.)

M. ANZILOTTI wished to know why these words were only to be inserted in the paragraph regarding cases submitted by application.

The REGISTRAR explained that when a matter was brought before the Court by application, its jurisdiction, being compulsory, also covered possible future disputes between the same Parties; it must therefore be specified that the selection of an address only related to subsequent communications in the same case. In the case of a special agreement, on the other hand, the selection of an address could only relate to the case submitted by the special agreement.

The PRESIDENT opened a discussion on the fourth paragraph of Article 35 in regard to which the Registrar had prepared two alternative drafts¹.

The REGISTRAR explained that these proposals were based on the experience gained by the Court. The present Rules laid down the principle to the effect that notices were to be sent to the address selected at The Hague, that was to say as a general rule to legations; but as the agents of the Parties were only rarely present at The Hague at the time when notices were sent, the legations had to communicate those documents to them; this sometimes involved considerable delays. It would be much more simple, in order to avoid unnecessary delays, that the agent chosen by the Parties should be on the spot.

M. DE BUSTAMANTE did not think that difficulties and delays could be avoided thus, seeing that the agent was only an intermediary who would desire to communicate documents to counsel. Moreover, counsel would wish to consult their governments. This would involve further delays. The only way of avoiding these difficulties seemed to be to establish fixed times in the Rules.

Again, it would be very difficult for all States to choose agents actually and permanently resident at The Hague. That might lead to difficulties and might even prevent certain questions from being brought before the Court.

The REGISTRAR pointed out that the object of this amendment was to induce governments to follow the very natural procedure of appointing as their agent their Minister or Chargé d'affaires at The Hague. It seemed that this proposal would not create difficulties,

¹ Voir pp. 308 et 309.

¹ See pp. 308 and 309.

difficultés, du moment qu'il y a à La Haye un grand nombre de légations et que, d'autre part, les pays qui n'ont pas de légation à La Haye ont des missions à Bruxelles ou à Londres. Les mots « si possible » ont été insérés pour tenir compte des cas où la légation ne se trouverait pas à La Haye mais à une faible distance de cette ville.

M. DE BUSTAMANTE estime que, même la première des deux solutions proposées limite la possibilité pour les États de comparaître devant la Cour en créant, pour certains agents, un privilège local. Il devrait suffire que toutes les notifications et communications fussent faites au domicile élu à La Haye.

M. NYHOLM est d'avis que la proposition indiquée est recommandable si on peut l'appliquer grâce à des conversations avec les Parties. Mais introduire une disposition expresse dans le Règlement pourrait constituer un empiétement sur la liberté des Parties, quant à leur droit de conduire le procès conformément au Statut de la Cour.

M. ANZILOTTI est également, en principe, contraire à l'idée de limiter la liberté des gouvernements, tout en reconnaissant l'utilité qu'offrirait la présence à La Haye des agents, auxquels les communications pourraient être faites aussi rapidement que possible. On pourrait, en effet, chercher à obtenir, en dehors du Règlement, le résultat visé, en faisant comprendre aux Parties qu'il est nécessaire, pour la Cour, que les agents soient sur place.

Le PRÉSIDENT souligne que, selon la rédaction du Greffier, c'est pendant le procès que les agents doivent avoir à La Haye une résidence permanente.

Le GREFFIER ajoute qu'il ne s'agit pas uniquement de communications écrites. Il est souvent désirable de se mettre d'accord sur des points particuliers. Alors, il est nécessaire de pouvoir s'aboucher avec les agents mêmes, et non pas seulement avec des personnes qualifiées pour recevoir les communications uniquement *ad referendum*.

M. DE BUSTAMANTE croit que les agents devront également se référer aux avocats.

M. MOORE élève une objection contre la rédaction qui figure à la page 78¹, où il est question de « personnes résidant d'une façon permanente ». Il estime que ce serait aller trop loin que d'accepter cette règle. La résidence permanente est une des caractéristiques du domicile. La seconde solution proposée à la page 79¹ qui, dans le texte anglais, parle d'une « résidence effective », semble préférable. Mais il semble que l'on doive se borner à formuler une recommandation, car cette règle ne saurait guère être imposée aux Parties. Il suffirait probablement de montrer aux Parties combien il est désirable pour la Cour que l'agent réside à La Haye.

¹ Voir pp. 308 et 309.

seeing that there were at The Hague a great number of legations and that, furthermore, those countries which had not a legation here had one at Brussels or London. The words "whenever possible" had been inserted in order to take into account cases in which the legation was not at The Hague but at a short distance from that town.

M. DE BUSTAMANTE thought that even the first alternative restricted the possibility of States appearing before the Court, by establishing a local privilege for certain agents. It should suffice that all notices and communications should be sent to the address selected at The Hague.

M. NYHOLM considered that the proposal under consideration was a sound one if it could be put into execution by means of arrangements with the Parties. But to introduce an express clause in the Rules might amount to an encroachment on the liberty of the Parties, as regards their right to conduct the case in accordance with the Court's Statute.

M. ANZILOTTI was also, in principle, against the limitation of the freedom of governments, though he recognized the expediency of having at The Hague agents to whom communications might be made as quickly as possible. Efforts might indeed be made to attain the desired result without touching the Rules, by making the Parties understand that the Court needed the agents to be on the spot.

The PRESIDENT emphasized that, according to the Registrar's draft, it was during the proceedings that the agents should have a permanent residence at The Hague.

The REGISTRAR added that it was not solely a question of written communications. It was often desirable to come to an agreement in regard to particular points. In that case it was necessary to be able to speak with the agents themselves, not only with persons only qualified to receive communications *ad referendum*.

M. DE BUSTAMANTE thought that agents would also have to refer to the advocates.

Mr. MOORE objected to the wording which appeared on page 78¹ and which referred to "persons permanently resident". He thought it would be going too far to accept such a rule. Permanent residence was one of the characteristics of domicile. The second proposal on page 79¹, which, in the English text, spoke of "actual residence", seemed preferable. It seemed, however, that they should confine themselves to making a recommendation, for they could hardly impose this rule on the Parties. It would probably suffice to show the Parties how desirable it was for the Court that the agent should reside at The Hague.

¹ See pp. 308 and 309.

M. ALTAMIRA donne également la préférence au texte qui figure à la page 79 du Document Distr. 794¹. Il convient, toutefois, de ne pas exagérer les inconvénients que pourrait présenter pour les Parties l'amendement formulé à la page 78¹.

Le PRÉSIDENT constate que la discussion est close.

M. DE BUSTAMANTE propose de procéder au vote sur la première des deux solutions proposées, qui figure à la page 78 du Document Distr. 794¹.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement à l'article 35, ainsi conçu : « Les fonctions d'agent doivent être confiées, chaque fois que possible, à des personnes résidant d'une façon permanente au siège de la Cour. »

(La proposition, mise aux voix, est adoptée, sous réserve de rédaction, par sept voix contre quatre (MM. Altamira, de Bustamante, Moore et Nyholm).)

Le PRÉSIDENT met en discussion l'amendement à l'article 35, formulé par le Greffier et ainsi conçu :

« 2) Si une Partie . . . ² tout État qui s'y conformera. »

Le Président constate que cette disposition correspondait aux décisions prises par la Cour dans les affaires où elle a été appelée à examiner la Résolution adoptée le 17 mai 1922 par le Conseil de la Société des Nations.

M. MOORE demande s'il ne suffirait pas de remplacer la seconde partie de la phrase proposée par des mots à l'effet suivant : « contient une déclaration par laquelle cette Partie accepte la juridiction de la Cour conformément à la Résolution du Conseil en date du 17 mai 1922 ».

LORD FINLAY fait ressortir l'avantage qu'il y a à exprimer, dans le texte même du Règlement, les points essentiels, au lieu de procéder par renvoi.

M. ANZILOTTI, faisant allusion à la partie de la phrase suivant laquelle « . . . le compromis ou le document le notifiant à la Cour contient une déclaration . . . », exprime l'opinion que le compromis ne contiendra guère une déclaration de ce genre. D'autre part, le document notifiant le compromis à la Cour peut venir de la Partie en litige à laquelle la Résolution du Conseil n'est pas applicable.

M. DE BUSTAMANTE signale qu'on se réfère toujours à la Partie qui introduit la requête. Cette obligation ne saurait être imposée à l'autre Partie.

Le GREFFIER rappelle la décision prise par la Cour dans l'affaire du *Wimbledon*. A ce moment, il a été décidé que l'obligation dont il s'agit ne pouvait être imposée qu'à la Partie demanderesse, et non à la Partie défenderesse. Comme, dans le cas du compromis, il n'y a

¹ Voir pp. 308 et 309.

² » p. 309.

M. ALTAMIRA also preferred the wording which appeared on page 79 of Document Distr. 794¹. The difficulties which might arise for the Parties as a result of the amendment on page 78¹ should not, however, be exaggerated.

The PRESIDENT observed that the discussion was at an end.

M. DE BUSTAMANTE proposed that they should proceed to vote on the first draft proposed, which appears on page 78 of Document Distr. 794¹.

The PRESIDENT took a vote on the following amendment to Article 35 : "Whenever possible persons permanently resident at the seat of the Court shall be selected as agents."

(The proposal, on being put to the vote, was adopted, subject to modifications of drafting, by 7 votes to 4 (MM. Altamira, de Bustamante, Moore and Nyholm).)

The PRESIDENT opened the discussion on the amendment to Article 35 drafted by the Registrar, which ran as follows :

"(2) If a case . . . against a State complying therewith²."

The President observed that this clause corresponded to the decisions taken by the Court in cases in which it had had to take into account the Resolution adopted by the Council of the League of Nations on May 17th, 1922.

Mr. MOORE asked whether it would not suffice to replace the second part of the proposed sentence by words of the following effect : "shall contain a declaration by which such Party accepts the jurisdiction of the Court in accordance with the Council's Resolution of May 17th, 1922".

Lord FINLAY pointed out that it would be better to state all essential points in the actual text of the Rules instead of merely inserting references.

M. ANZILOTTI, alluding to the following part of the sentence : ". . . the special agreement or the document notifying the Court of the agreement shall contain a declaration . . .", expressed the opinion that the special agreement would hardly contain a declaration of this kind. Moreover, the document notifying the special agreement to the Court might come from the Party to the dispute to which the Council's Resolution was not applicable.

M. DE BUSTAMANTE observed that reference was always made to the Party which submitted the application. This obligation could not be imposed on the other Party.

The REGISTRAR recalled the decision taken by the Court in the *Wimbledon* case. At that time it had been decided that the obligation in question could only be imposed on the applicant Party, and not on the respondent. Since, in the case of a special agreement,

¹ See pp. 308 and 309.

² „ p. 309.

en apparence ni Partie défenderesse, ni Partie demanderesse, la proposition s'attache au document notifiant le compromis ; en effet, il est très probable que la notification sera faite par la Partie qui, au fond, est la Partie demanderesse.

M. MOORE estime que, si le Règlement renvoie à la Résolution du Conseil de la Société des Nations du 17 mai 1922, il ne serait pas concevable que les Parties se présentent devant la Cour sans avoir pris connaissance de cette Résolution.

M. ANZILOTTI désirerait savoir pourquoi on a introduit dans l'amendement les mots : « autrement qu'en vertu d'un traité général . . . ».

Le GREFFIER répond que c'est là le point principal de toute la disposition. L'article 35 du Statut, auquel se réfère la Résolution du Conseil, donne à la Cour une compétence absolue dans le cas de traités en vigueur. Dans l'affaire du *Wimbledon* et dans l'affaire relative à certains intérêts allemands en Haute-Silésie polonaise, la Cour a interprété l'expression « traités en vigueur » comme signifiant « traités en vigueur au moment où la Cour est saisie de l'affaire » et non pas « au moment où le Statut est entré en vigueur ». Si cette interprétation est exacte, la Résolution du Conseil du 17 mai 1922 ne peut avoir aucune portée sur les affaires dont la Cour est saisie en vertu d'un traité général ; car tout État qui est partie à un traité général peut alors, sans aucune déclaration spéciale, être partie devant la Cour. Il ne subsiste alors, comme seul domaine d'application de la Résolution du Conseil, que le cas où la Cour est saisie par compromis.

C'est cette idée, conforme à la pratique de la Cour, que l'on a voulu exprimer.

M. ANZILOTTI se demande si l'expression « traité général en vigueur entre les Parties » ne va pas trop loin, vu les termes de l'article 35 du Statut.

Le GREFFIER explique que le terme a été choisi afin d'exclure les compromis qui, techniquement, sont aussi des traités.

Le PRÉSIDENT estime que la véritable pensée du Conseil semble avoir été d'obliger les États qui ne sont pas Membres de la Société des Nations à accepter, aux fins d'espèce, les obligations imposées aux Membres en vertu des articles 12 et 13 du Pacte.

M. MOORE est d'avis qu'un renvoi à la Résolution du Conseil, dans le texte du Règlement, suffit, car les Parties ne manqueront pas de se familiariser avec la Résolution, qui devrait d'ailleurs leur être communiquée.

Le PRÉSIDENT fait observer que la Résolution a été communiquée à tous les États admis à ester devant la Cour. Étant donné, toutefois, qu'elle peut être interprétée de manières différentes, il s'agit de fixer la bonne interprétation.

there was in appearance neither respondent nor applicant, the proposal related to the document notifying the special agreement ; for it was indeed extremely probable that the Party which was in reality the applicant would notify the special agreement.

Mr. MOORE thought that if the Rules referred to the Resolution of the Council of the League of Nations of May 17th, 1922, it would be inconceivable that the Parties should approach the Court without having studied that Resolution.

M. ANZILOTTI wished to know why in the amendment the words "otherwise than in virtue of a general treaty . . ." had been inserted.

The REGISTRAR replied that that was the main point of the whole clause. Article 35 of the Statute, to which the Council's Resolution referred, gave the Court unconditional jurisdiction in the case of treaties in force. In the *Wimbledon* case and in the case regarding certain German interests in Polish Upper Silesia the Court had construed the expression "treaties in force" as meaning "treaties in force at the time when the case was brought before the Court" and not "at the time when the Statute came into force". If that construction were correct, the Council's Resolution of May 17th, 1922, could have no bearing on cases submitted to the Court under a general treaty ; for any State which was a Party to a general treaty might then, without making any special declaration, be a Party before the Court. The only case, therefore, in which the Council's Resolution applied was that in which a suit was brought before the Court by special agreement.

That was the idea, which was in accordance with the Court's practice, which it had been intended to convey.

M. ANZILOTTI wondered whether the expression "general treaty in force between the Parties" did not go too far, having regard to the terms of Article 35 of the Statute.

The REGISTRAR explained that the terms had been chosen in order to exclude special agreements which, technically, were also treaties.

The PRÉSIDENT thought that the real intention of the Council seemed to have been to oblige States which were not Members of the League of Nations to accept, for the purpose of the case, the obligations imposed on Members under Articles 12 and 13 of the Covenant.

Mr. MOORE thought that a reference in the text of the Rules to the Council's Resolution was sufficient, because the Parties would not fail to acquaint themselves with the Resolution, which should, moreover, be communicated to them.

The PRÉSIDENT pointed out that the Resolution had been communicated to all States entitled to appear before the Court. Seeing, however, that it might be construed in different ways, it was necessary to establish the right construction.

En réponse à une question de M. Moore, le GREFFIER explique que la Résolution fut communiquée par la Cour elle-même aux États qui n'étaient pas Membres de la Société des Nations. La liste des États non Membres avec lesquels la Cour voulait entrer en relation, dressée à cet effet en juillet 1922, ne comprenait pas la Russie, l'Afghanistan et l'Égypte, qui, cependant, y furent ajoutées par la suite.

M. ANZILOTTI se demande s'il y aurait un inconvénient sérieux à ne rien dire dans le Règlement ou à se borner à dire : « l'État présentera la déclaration voulue par la Résolution du Conseil, dans le cas où cela est nécessaire ».

M. Anzilotti propose de renvoyer cette question à une séance ultérieure.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour est en présence d'une motion d'ordre de M. Anzilotti.

M. DE BUSTAMANTE demande si la Résolution du Conseil a été expressément acceptée par tous les États qui ont accepté le Statut.

Le PRÉSIDENT fait observer que l'article 35 du Statut attribue expressément au Conseil la compétence de réglementer la matière dont il s'agit. Mais, si la règle est posée par le Conseil, son application est du ressort de la Cour, qui doit interpréter la Résolution de 1922.

Lord FINLAY suggère de demander au Comité de rédaction un rapport sur le point en discussion.

M. ANZILOTTI n'est pas certain que le Comité soit compétent pour assumer cette charge.

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer la question à la première séance de la semaine prochaine, au cours de laquelle la Cour s'occupera de la revision du Règlement.

(Mise aux voix, la proposition du Président est adoptée à l'unanimité.)

Article 36.

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur l'observation de M. de Bustamante à propos de l'article 36.

M. DE BUSTAMANTE déclare qu'il s'agit d'une critique au Statut, question qui ne saurait être discutée maintenant.

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur l'amendement que le Greffier a formulé au sujet de l'article 36¹.

M. WEISS demande que, dans cet amendement, le mot « voie » soit substitué au mot « canal ».

(Il en est ainsi décidé.)

Le PRÉSIDENT ayant invité le Greffier à expliquer les raisons sur lesquelles se fonde son texte, le GREFFIER expose que si, pour certaines catégories de notifications, le Statut prescrit (article 44) la communication directe, en revanche, pour les autres, la Cour fait les notifications

¹ Voir p. 309.

In reply to a question by Mr. Moore, the REGISTRAR explained that the Resolution had been communicated by the Court itself to States which were not Members of the League of Nations. The list of States not Members with which the Court wished to establish relations, which had been prepared for this purpose in July 1922, did not include Russia, Afghanistan and Egypt; these States, however, had been subsequently added to it.

M. ANZILOTTI wondered whether there would be any serious objection to not saying anything in the Rules, or simply to say : "such State shall if necessary submit the declaration contemplated by the Council Resolution".

M. Anzilotti proposed to adjourn this question to a subsequent meeting.

The PRESIDENT observed that the Court had before it a point of order moved by M. Anzilotti.

M. DE BUSTAMANTE asked whether the Council's Resolution had been expressly accepted by all States which had accepted the Statute.

The PRESIDENT pointed out that Article 35 of the Statute expressly gave the Council jurisdiction to regulate the matter in question. But, though the Rule was laid down by the Council, its application was the business of the Court, which must construe the Resolution of 1922.

Lord FINLAY suggested that the Drafting Committee should be asked for a report on the point under discussion.

M. ANZILOTTI was not certain that the Drafting Committee would be competent to assume this task.

The PRESIDENT proposed to refer the question to the first meeting of the next week at which the Court should proceed with the revision of the Rules.

(On being put to the vote, the President's proposal was adopted unanimously.)

Article 36.

The PRESIDENT opened the discussion on M. de Bustamante's observations in regard to Article 36.

M. DE BUSTAMANTE stated that it was a question of a criticism of the Statute which could not be discussed at that moment.

The PRESIDENT drew attention to the amendment to Article 36 drafted by the Registrar¹.

M. WEISS asked that in this amendment the word *canal* in the French text should be replaced by the word *voie*.

(It was decided accordingly.)

The PRESIDENT having invited the Registrar to explain his amendment, the REGISTRAR stated that whilst, as regarded certain categories of notices, the Statute (Article 44) presented direct communication, in other cases the Court issued notices by making use

¹ See p. 309.

en empruntant les voies prévues par des arrangements spéciaux, conclus entre le Greffier et les gouvernements. Il ajoute, en ce qui concerne la communication aux États qui ne sont pas Membres de la Société des Nations, que la disposition prévue est la codification de ce qui a été fait presque depuis le début de l'existence de la Cour.

M. DE BUSTAMANTE est d'accord sur la proposition du Greffier, mais demanderait un léger changement de rédaction. Au lieu de dire : « . . . aux États et aux Membres de la Société des Nations . . . », ce qui prête à croire qu'il s'agit seulement des États Membres de la Société des Nations, on pourrait dire « . . . aux Membres de la Société des Nations et aux États admis à ester devant la Cour ».

M. ANZILOTTI pense qu'il serait possible de dire : « . . . aux États qui ne sont pas Membres de la Société des Nations et qui sont admis à ester en justice devant la Cour » ; cela équivaudrait à tous les États, puisque, d'après la Résolution du Conseil du 17 mai 1922, tous sont admis à ester en justice devant la Cour.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement formulé par le Greffier au sujet de l'article 36 du Règlement, sous réserve des modifications de rédaction qui ont été suggérées.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté à l'unanimité.)

Article 38.

Le PRÉSIDENT aborde les amendements à l'article 38. Le Greffier propose d'abord de transférer cet article et de le joindre à l'article 42 ; il y a là une pure question de rédaction dont il n'y a pas lieu pour la Cour de s'occuper. En outre, le Greffier a préparé une série de textes concernant les questions de compétence. La Cour est également saisie d'une proposition de M. Pessôa, relative à l'article 3¹, que la Cour a décidé de discuter en même temps que les amendements à l'article 38, et, enfin, d'une proposition de M. Anzilotti intitulée article 56 bis², qui rentre dans le cadre des questions relatives aux exceptions d'incompétence.

Le Président ouvre la discussion sur ces amendements.

M. ANZILOTTI voudrait savoir pour quelles raisons le Greffier a placé ici la question des exceptions d'incompétence.

Le GREFFIER explique que l'insertion à cette place du nouvel article 38 fait partie d'un plan d'ensemble qui serait un plan chronologique ; on commenterait par traiter tout ce qui a lieu au début de la procédure, pour arriver, en passant par la procédure

of the channels provided for by special arrangements made between the Registry and the governments. He added, in regard to communications to States which were not Members of the League of Nations, that the provision contemplated was the codification of the practice followed almost since the outset of the Court's existence.

M. DE BUSTAMANTE agreed with the Registrar's proposal, but asked for a slight change in the wording. Instead of saying : " . . . all States or Members of the League of Nations . . . ", which might give the impression that only States Members of the League of Nations were meant, they might say : " . . . Members of the League of Nations and States entitled to appear before the Court ".

M. ANZILOTTI thought that they might say : " . . . States which are not Members of the League of Nations and which are entitled to appear before the Court " ; that would be tantamount to saying all States, since, according to the Council's Resolution of May 17th, 1922, all were entitled to appear before the Court.

The PRESIDENT took a vote on the amendment drafted by the Registrar in regard to Article 36 of the Rules, subject to the drafting amendments which had been suggested.

(The amendment, on being voted upon, was adopted unanimously.)

Article 38.

The PRESIDENT next took up the amendments to Article 38. The Registrar proposed, in the first place, to transfer this article and to attach it to Article 42. That was purely a question of arrangement with which the Court need not concern itself. Further, the Registrar had prepared a series of drafts regarding questions of jurisdiction. The Court also had before it a proposal by M. Pessôa in regard to Article 3¹, which the Court had decided to discuss at the same time as the amendments to Article 38, and lastly a proposal by M. Anzilotti which was called Article 56 bis², which came under the heading of questions relating to objections to the jurisdiction.

The President opened the discussion on these amendments.

M. ANZILOTTI wished to know why the Registrar had taken the question of objections to the jurisdiction at this point.

The REGISTRAR explained that the insertion here of the new Article 38 formed part of a general plan which would be a chronological plan ; first would be dealt with everything which took place at the beginning of proceedings, then having dealt in turn with the written and oral

¹ Voir p. 268.

² „ „ 267.

¹ See p. 268.

² „ „ 267.

écrite et orale, au jugement, c'est-à-dire à la phase finale.

M. ANZILOTTI constate qu'il y a une divergence essentielle entre son idée et celle du Greffier.

D'après la proposition du Greffier, l'exception d'incompétence doit être traitée à part, si elle est opposée par un document qui doit suivre la requête et être présenté à un moment où la Cour ne connaît rien de l'affaire.

M. Anzilotti est parti de l'idée inverse. Il pense que la Cour ne doit s'occuper de la compétence que lorsqu'elle connaît le fond de l'affaire. Cette différence de principe établie, M. Anzilotti ne voit aucune difficulté à traiter maintenant la question des exceptions d'incompétence. Il donne lecture du nouvel article qu'il propose d'insérer dans le Règlement¹ et expose les idées essentielles qui sont à la base de sa proposition. A son avis, étant donné la nature spéciale de la Cour, celle-ci ne peut juger les exceptions d'incompétence sans connaître également le fond de l'affaire, du moins jusqu'à un certain point. Le mémoire de la Partie demanderesse est nécessairement destiné à exposer l'action qu'elle intente devant la Cour et les faits sur lesquels cette action est fondée. Si le défendeur veut opposer une exception d'incompétence, il peut présenter, dans le délai prévu pour le contre-mémoire, tous les éléments portant sur le fond de l'affaire et qu'il juge nécessaires pour que la Cour puisse se prononcer sur cette exception. La Cour se trouvera ainsi en possession des éléments indispensables pour décider si le différend tombe bien dans cette catégorie particulière de litiges pour lesquels est stipulée la compétence obligatoire de la Cour.

Par ailleurs, la procédure doit être aussi rapide et aussi simple que possible. Puisqu'il y a des règles en ce qui concerne la procédure sommaire, le plus simple est de se référer à ces règles.

La proposition de M. Anzilotti est, dit-il, fondée surtout sur l'expérience acquise dans les affaires Mavrommatis et de Haute-Silésie.

M. DE BUSTAMANTE se déclare d'accord avec M. Anzilotti. S'il faut un mémoire, qui suit la requête, c'est que la requête ne contient pas les éléments nécessaires pour juger de l'affaire; dans ces conditions, comment peut-on, au vu de la seule requête, juger dans une affaire de la compétence de la Cour? C'est d'ailleurs seulement sur le mémoire que peut se fonder l'exception d'incompétence.

M. de Bustamante voudrait étendre ce principe à toutes les questions préliminaires.

M. ANZILOTTI se déclare d'accord sur ce point.

M. NYHOLM est d'avis que, dans ces conditions, mieux vaudrait ne rien dire. C'est une matière tellement

proceedings, they would proceed to the judgment, that was to say to the final phase.

M. ANZILOTTI stated that there was an essential difference between his conception and that of the Registrar.

According to the Registrar's proposal, an objection to the jurisdiction must be dealt with separately, if it were submitted by a document which must follow the application and be presented at a time when the Court knew nothing of the case.

M. Anzilotti started from the contrary conception. He thought that the Court should only deal with the question of jurisdiction when it had before it the merits of the case. Having established this fundamental difference, M. Anzilotti saw no objection to dealing at that point with the question of objection to the jurisdiction. He read the new article which he proposed to insert in the Rules¹, and explained the fundamental ideas on which the proposal was based. In his opinion, having regard to the Court's special character, the latter could not deal with objections to its jurisdiction without also having before it the merits of the case, at all events up to a certain point. The Case of the Applicant was necessarily designed to explain the action which it was bringing before the Court and the facts upon which that action was based. If the Respondent wished to take an objection to the jurisdiction, it could, within the time-limit fixed for the submission of the Counter-Case, submit all elements relating to the merits of the case which it thought necessary in order to enable the Court to decide upon the objection. The Court would thus be in possession of the elements indispensable for deciding whether the dispute really fell within that special category of disputes for which the Court had compulsory jurisdiction.

Furthermore, the procedure must be as rapid and as simple as possible. Since there were rules as regards summary procedure, the simplest thing was to refer to those rules.

M. Anzilotti's proposal was based more especially on the experience gained in the Mavrommatis and Upper Silesian cases.

M. DE BUSTAMANTE said that he agreed with M. Anzilotti. It was necessary to have a Case following the application because the application did not contain the elements necessary for the decision of the suit. In those circumstances, how could a decision in regard to the Court's jurisdiction in a suit be taken upon the application alone? Moreover, it was only upon the Case that an objection to jurisdiction could be based.

M. de Bustamante would like to extend this principle to all preliminary questions.

M. ANZILOTTI said that he agreed on this point.

M. NYHOLM thought that in these circumstances it would be better to say nothing. It was such a

¹ Voir p. 267.

¹ See p. 267.

délicate que la rédaction des règles qui la concernent demande les plus grands soins.

M. Nyholm constate que la Cour se trouve dans une situation spéciale, ses jugements ne pouvant être soumis à un appel quelconque. Ses règles de procédure, constituant le cadre précis dans lequel les affaires sont portées devant elle et qu'elle est souveraine pour changer, présentent donc un caractère particulier. Pour cette Cour, notamment, on peut se contenter de quelques règles fondamentales.

L'expérience a déjà révélé les difficultés que la Cour a rencontrées pour définir ses règles de procédure. Les deux propositions en discussion sont, il est vrai, fondées sur l'expérience des deux dernières affaires ; mais celles-ci ne représentent pas tous les cas qui peuvent surgir. A l'avenir, le problème pourra se présenter sous un autre aspect. Il est donc prématuré de fixer des règles au moment actuel.

M. LODER demande l'ajournement de la discussion.

M. ALTAMIRA appuie cette demande.

Le PRÉSIDENT propose de renvoyer la discussion à la séance du lendemain.

(Il en est ainsi décidé.)

48. — **Prochaine séance de la Cour.**

La prochaine séance de la Cour est fixée au samedi 26 juin à 10 heures.

La séance est levée à 12 h. 45.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

delicate matter that the drafting of rules in regard to it demanded the greatest care.

M. Nyholm observed that the Court was in a very special situation since there was no appeal from its judgments. Its rules of procedure, which set out the exact lines on which cases were to be brought before it and which it had sole competence to change, therefore possessed a special character. It was possible, more especially for a Court of this kind, to be content with certain fundamental rules.

Experience had already shown the difficulties which the Court had encountered in defining its rules of procedure. The two proposals under discussion were, it was true, based on the experience of the last two cases ; but these did not represent all the circumstances which could arise. In the future, the problem might present itself in a different aspect. It was, therefore, too soon to fix rules at the present time.

President LODER asked that the discussion should be adjourned.

M. ALTAMIRA supported this.

The PRESIDENT proposed to adjourn the discussion until the next day's meeting.

(It was decided accordingly.)

48. — **Next meeting of the Court.**

The next meeting of the Court was fixed for Saturday, June 26th, at 10 a.m.

The Court rose at 12.45 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

NEUVIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le samedi 26 juin 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,

Lord FINLAY,

MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

49. — Règlement, article 38 (suite).

Le PRÉSIDENT déclare, en ouvrant la séance, que M. Loder désire présenter à la Cour une proposition relative à l'article en discussion.

M. LODER rappelle les considérations développées, au cours de la séance précédente, par M. Anzilotti, à propos de la procédure de la Cour, lorsque celle-ci s'occupe des exceptions, et il tient, de son côté, à faire une constatation. Il arrive qu'en présentant l'exception d'incompétence, les Parties déclarent vouloir attendre une décision sur cette exception avant d'entrer dans la discussion quant au fond, mais qu'en exposant l'exception, elles plaident néanmoins le fond. Or, si l'exception d'incompétence est rejetée, les Parties présenteront, après un intervalle de plusieurs mois, de nouveaux mémoires et de nouvelles plaidoiries sur le fond devant une Cour qui, parfois, peut être composée d'une manière différente de celle qui a siégé dans la procédure sur l'exception.

Il conviendrait de modifier cette situation.

Il est vrai que de grandes divergences d'opinions peuvent se manifester au sujet de la nature de l'exception d'incompétence devant cette Cour ; mais toujours est-il que, cependant, lorsqu'une des Parties plaide une incompétence réelle, la Cour n'aurait pas besoin de connaître l'affaire dont elle est saisie ; pour les exceptions dilatoires, les exceptions péremptoires, etc., il est indispensable, au contraire, de connaître le fond.

M. LODER signale, à ce propos, l'expérience faite aux Pays-Bas en matière de procédure, avant la modification des articles 140 et 141 du Code néerlandais de procédure civile, qui sont maintenant libellés comme suit :

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

NINTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Saturday, June 26th, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,

Lord FINLAY,

MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA, *

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

49. — Rules, Article 38 (Contd.).

The PRESIDENT stated, in opening the meeting, that President Loder wished to submit a proposal in regard to the article under discussion.

President LODER recalled the considerations set out by M. Anzilotti at the last meeting, in regard to the procedure of the Court when dealing with objections, and wished in his turn to make an observation. It might happen that an objection to the jurisdiction having been taken, the Parties would say that they wished to await a decision upon the objection before discussing the case on its merits, but that, in arguing the objection, they might nevertheless deal with the merits. Now, if the objection to the jurisdiction were overruled, the Parties would, after an interval of several months, submit fresh cases and fresh oral statements on the merits to a Court which, sometimes, might be composed differently from that which had sat for the proceedings on the objection.

This situation should be amended.

It was true that wide differences of opinion might be expressed as to the nature of a plea to the jurisdiction before this Court ; but nevertheless, whenever one of the Parties pleaded a real absence of jurisdiction, the Court would not need to consider the case before it ; on the other hand, in connection with dilatory or peremptory pleas, etc., it was indispensable to consider the merits of the case.

President LODER drew attention in this connection to what had been the experience in Holland, as regards procedure, before the modification of Articles 140 and 141 of the Dutch Code of Civil Procedure which now ran as follows :

Article 140. — L'avoué du demandeur produit à l'audience son mémoire argumenté et documenté, dont il donne copie à l'avoué du défendeur.

Article 141. — A l'audience subséquente fixée par le tribunal, l'avoué du défendeur produit à l'audience son mémoire argumenté et documenté, dont il donne copie à l'avoué du demandeur ; il est tenu de proposer simultanément toutes ses exceptions et ses réponses sur le fond sous peine de déchéance des exceptions non proposées et, s'il a omis de répondre sur le fond, de son droit de le faire.

A partir de l'introduction de ces dispositions, toutes les difficultés éprouvées antérieurement ont disparu. Ainsi, au cas où le défendeur veut proposer une exception, il doit la proposer en plaçant l'affaire tout entière. Il développe tous ses arguments, et l'adversaire y répond.

M. Loder ajoute que cette manière de faire, si elle était adoptée par la Cour, aurait le grand avantage d'économiser du temps, puis aussi cet autre avantage que la Cour, telle qu'elle serait composée à un moment déterminé, connaîtrait de toute l'affaire et pourrait la terminer d'un trait. Ainsi on ne verrait plus la Cour se prononcer sur une question de compétence, s'ajourner à quelques mois, et se trouver composée d'une manière différente pour statuer sur le fond de l'affaire dont elle est saisie.

Dans ces conditions, M. Loder soumet à l'appréciation de la Cour un article 40 *bis* qui serait ainsi conçu :

« Les exceptions de toute nature dont les Parties désirent se servir doivent être présentées et plaidées en même temps que les questions de fond. »

Il ajoute que la Cour ne devrait se prononcer qu'après mûre réflexion dans une matière aussi importante.

Le PRÉSIDENT constate que M. Loder introduit dans les débats une idée nouvelle. Les propositions de M. Anzilotti et du Greffier tendaient à établir une distinction entre les décisions sur la compétence et sur le fond, tandis que M. Loder propose, au contraire, de ne pas établir une pareille séparation.

M. DE BUSTAMANTE fait observer que le système adopté dans le Code de procédure espagnol, ainsi que dans divers autres codes, est différent de celui que propose M. Loder.

Il semble qu'il y aurait quelque chose d'illogique à vouloir obliger la Cour, aux termes de son Règlement, lorsqu'elle a à se prononcer sur une exception d'incompétence soulevée par un État, à prendre d'abord connaissance de toute l'affaire, pour se prononcer ensuite sur le point de savoir si elle est compétente ou non

Article 140. — The claimant's solicitor shall produce at the hearing his Case duly supported by argument and documents, and shall give a copy to the defendant's solicitor.

Article 141. — At the next hearing fixed by the Court the defendant's solicitor shall produce his Case, duly supported by argument and documents, and shall give a copy to the claimant's solicitor ; he is bound simultaneously to submit all his objections and replies on the merits on pain of forfeiture of the right to raise objections not submitted and, if he has omitted to reply on the merits, of his right to do so.

After the introduction of these clauses, all difficulties previously experienced disappeared. Thus, should the defendant wish to raise an objection, he must in so doing state the whole case. He set out all his arguments and the other side replied to them.

M. Loder added that this way of proceeding, if adopted by the Court, would have the great advantage of saving time and also the further advantage that the Court, as composed at a given time, would deal with the whole case and be able to finish it without a break. In this way the Court would no longer have to decide a question of jurisdiction, then adjourn for some months and find itself differently composed for its judgment on the merits of the case before it.

In these circumstances, President Loder submitted for the Court's consideration an Article 40 *bis* worded as follows :

"Objections of any kind of which the Parties may desire to make use must be submitted and argued simultaneously with questions concerning the merits of a case."

He added that the Court should not give its opinion until after the most careful reflection upon such an important matter.

The PRESIDENT observed that President Loder had introduced a new idea into the discussions. The proposals of M. Anzilotti and the Registrar tended to make a distinction between decisions concerning jurisdiction and upon the merits, whereas President Loder, on the contrary, proposed not to make such a separation.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that the system adopted in the Spanish Code of Civil Procedure and in various other codes was different from that proposed by President Loder.

It seemed that there would be something illogical in seeking to compel the Court, under its Rules, when it had to give a decision on an objection to its jurisdiction taken by a State, first of all to examine the whole case, in order subsequently to decide whether it had or had not jurisdiction to deal with it. Supposing, for

pour en connaître. A supposer, par exemple, que le défendeur soulève une exception préliminaire en disant qu'il y a chose jugée, la Cour ne saurait lui demander de plaider toute l'affaire pour constater à la fin qu'il y a véritablement chose jugée. Pour ces motifs, M. de Bustamante exprime sa préférence pour le système proposé par M. Anzilotti. Aussitôt qu'un mémoire sera déposé, la Cour saura de quoi il s'agit et pourra, dès ce moment, se prononcer sur la compétence. Quand elle aura rendu sa décision, elle aura autorité pour obliger les Parties à développer leurs arguments. Le fait qu'à ce moment la Cour pourra être composée d'une manière différente, ne présente que peu d'importance, la solution ne dépendant pas de la présence de tel ou tel juge, mais du droit.

En tout état de cause, il ne faudrait pas obliger une Partie à agir contrairement à ses intentions, l'obliger à plaider, par exemple, alors qu'elle considère qu'il y a chose jugée. On ne saurait lui imposer l'obligation de plaider devant une Cour qui est incompétente jusqu'au moment où elle se sera prononcée elle-même sur sa compétence.

M. ANZILOTTI désirerait ajouter une déclaration à son exposé précédent.

Il ne voudrait pas exclure que la Cour pût, dans certaines circonstances, joindre la question de compétence à la question de fond, savoir, au cas où, dans une procédure conforme à celle qu'a proposée en exemple M. Anzilotti, la nature de l'exception d'incompétence soulevée serait telle que la Cour ne pût se prononcer sans connaître le fond ; mais, en tout cas, il doit y avoir une discussion préliminaire sur les exceptions d'incompétence ; ce n'est qu'à la suite de cette discussion préliminaire que la Cour pourra, quelquefois, ordonner la jonction de la compétence au fond.

Pour étayer ce raisonnement, il y a lieu d'ajouter aux raisons présentées par M. de Bustamante, une autre raison fondamentale. Les États, en effet, ne peuvent pas être obligés, en tout état de cause, à plaider devant la Cour, du simple fait qu'ils sont appelés devant elle. En tout cas, ce qui peut se faire devant un tribunal national ne saurait être appliqué, sans autre, dans les rapports internationaux, sous peine de porter atteinte au principe essentiel de la souveraineté des États.

M. ODA rappelle que, sur les trois affaires contentieuses dont la Cour a été saisie au cours des quatre premières années de son existence, l'exception d'incompétence, dans deux cas, a été soulevée au début de la procédure : il est donc à prévoir que les mêmes difficultés se présenteront à nouveau, notamment lorsqu'il s'agira, comme dans les deux affaires en question, de litiges pour lesquels a été prévue la juridiction obligatoire de la Cour.

Il semble, toutefois, que l'expérience de la Cour ne soit pas encore suffisamment longue et, dans ces

instance, that the Respondent raised a preliminary objection alleging the existence of *res judicata*, the Court could not call upon him to state the whole case and then afterwards declare that it really was a case of *res judicata*. For these reasons M. de Bustamante preferred the system proposed by M. Anzilotti. As soon as a Case had been filed, the Court would know what the question was and could then decide the question of jurisdiction. When it had given its decision, it would be in a position to call upon the Parties to develop their arguments. The fact that at that time the Court might be differently composed, was not of great importance, as the solution did not depend on the presence of any particular judge but on the law.

In any case, a Party must not be forced to act contrary to his intentions, for instance, he must not be obliged to state his case when he held that there was *res judicata*. He could not be compelled to plead before a Court which had no jurisdiction until it had itself decided that it had jurisdiction.

M. ANZILOTTI wished to add a statement to his preceding observations.

He did not wish to exclude the possibility of the Court, in certain circumstances, taking the question of jurisdiction together with the merits, that was to say, in a case where, in proceedings such as those suggested as an example by M. Anzilotti, the nature of the plea to the jurisdiction was such that the Court could not arrive at a decision without considering the merits. At any rate, however, there should be a preliminary examination of pleas to the jurisdiction ; it was only after this preliminary examination that the Court might, in some cases, decide that it would take the question of jurisdiction together with the merits.

In support of this reasoning, another fundamental argument should be added to those submitted by M. de Bustamante. States could not be compelled, in all circumstances, to plead before the Court simply because they were cited to appear before it. At all events, that which might be done before a municipal court could not be automatically applied in international cases, without danger of prejudicing the essential principle of the sovereignty of States.

M. ODA recalled that in connection with two of the three contested cases brought before the Court in the course of the first four years of its existence, a plea to the jurisdiction had been filed at the outset of proceedings. It was therefore likely that the same difficulties would arise again, especially in the case of disputes in regard to which, as in the case of the two suits in question, compulsory jurisdiction had been conferred upon the Court.

It seemed, however, that the Court had not yet gained sufficient experience and, in these circumstances,

conditions, M. Nyholm a relevé avec raison que la Cour ne saurait prendre trop de précautions dans ce domaine. D'autre part, il serait évidemment très désirable de fixer, le plus tôt possible, une règle établissant la procédure de la Cour quand elle a à se prononcer sur les exceptions d'incompétence dont elle pourra être saisie.

Entre les trois propositions en présence desquelles se trouve la Cour, M. Oda donne la préférence à celle de M. Anzilotti qui lui paraît la plus logique et à laquelle il serait disposé à se rallier.

Le PRÉSIDENT fait observer que le Greffier a présenté¹ des formules fondées sur l'expérience de la Cour ; il l'invite à les expliquer.

Le GREFFIER expose que l'expérience de la Cour semble permettre de faire les deux constatations suivantes.

D'une part, ainsi que l'a dit M. Anzilotti, la question de la compétence, en matière internationale, est essentiellement différente de la même question en matière nationale, en ce sens que lorsqu'un État oppose une exception à la compétence de la Cour, ce n'est pas uniquement pour éviter que le litige déféré à la Cour soit jugé, mais aussi, et peut-être principalement, en vue d'empêcher la discussion devant la Cour du problème même qui a été soulevé. Il paraît, dès lors, nécessaire que l'État ait la possibilité d'arrêter la procédure avant toute discussion sur le fond.

D'un autre côté, on a vu qu'il faut éviter toute inégalité entre les Parties et que l'égalité peut n'être pas assurée si la Cour se prononce sur la question de compétence après avoir reçu, de l'une des Parties seulement, un mémoire sur le fond.

C'est en s'inspirant de ces principes que le Greffier a présenté une rédaction qui prévoit deux cas différents :

1° celui où le défendeur, informé que la Cour a été saisie d'une affaire, veut arrêter la procédure *in limine litis* ;

2° celui où le défendeur accepte la discussion, mais veut empêcher, pour une question de compétence, qu'une décision n'intervienne.

Le but de la rédaction est donc, principalement, d'éviter la solution intermédiaire dans laquelle la discussion sur la compétence n'a lieu ni avant le commencement de la discussion sur le fond, ni après la fin de cette discussion.

Le PRÉSIDENT rappelle toute l'importance qu'ont présentée les discussions antérieures sur la compétence. Le moment est venu pour la Cour de dire si elle veut qu'elles soient poursuivies comme elles l'ont été jusqu'ici sans toucher au Règlement sur ce point, ou si, tirant parti des expériences du passé, elle veut préciser, canaliser en quelque sorte, la procédure.

It had been rightly pointed out by M. Nyholm that the Court could not be too careful in this matter. On the other hand, it would evidently be very desirable to lay down as soon as possible a rule establishing the Court's procedure when it had to give judgment on objections to the jurisdiction which might be raised before it.

Of the three proposals before the Court, M. Oda preferred that of M. Anzilotti which seemed to him the most logical and was the one he would be disposed to accept.

The PRESIDENT pointed out that the Registrar had submitted¹ certain clauses based on the experience gained by the Court ; he called on the Registrar to explain them.

The REGISTRAR explained that the experience gained by the Court seemed to establish the two following points.

Firstly, as M. Anzilotti had said, the question of jurisdiction in international cases, differed essentially from the same question in municipal cases, in the sense that when a State made an objection to the Court's jurisdiction, it was not solely in order to avoid judgment being given upon the dispute referred to the Court but also, and perhaps mainly, in order to prevent discussion before the Court of the actual question which had been raised. It appeared therefore necessary that a State should be able to stop the proceedings before any discussion on the merits.

Again, it had been seen that any inequality between the Parties must be avoided and that equality might not be secured if the Court decided the question of jurisdiction after having received a Case on the merits from one Party only.

It was on the basis of these principles that the Registrar had submitted a draft which provided for two different contingencies :

(1) that in which the Respondent, having been informed that a case had been submitted to the Court, wished to stop proceedings *in limine litis* ;

(2) that in which the Respondent agreed that the case should be discussed but wished to prevent a decision from being arrived at, by raising a question of jurisdiction.

The object of the draft was therefore, chiefly, to avoid the intermediate solution according to which discussion of the question of jurisdiction took place neither before the beginning of the discussion on the merits nor after that discussion had taken place.

The PRESIDENT remarked upon the extreme importance that had attached to previous discussions on the question of jurisdiction. The time had come for the Court to say whether it wished those discussions to continue as hitherto without touching the Rules in regard to this point, or whether, on the basis of past experience, it wished to define the procedure to some extent and to lay down the lines it was to follow.

¹ Voir pp. 309 et 310.

¹ See pp. 309 and 310.

M. NYHOLM fait observer que la Cour se trouve en présence de deux questions distinctes qui peuvent être formulées ainsi :

1° Quand doit-on présenter l'exception d'incompétence ?

2° Quand la Cour doit-elle juger cette exception ?

Pour bien comprendre la procédure à suivre sur le premier point, il est utile de rappeler le système des législations nationales, par exemple celui du Code Napoléon, qui précise que toutes les exceptions *ratione materiae* peuvent être soulevées à tout instant de la cause, tandis que les autres exceptions doivent être soulevées *in limine litis*.

Convient-il, dans la juridiction internationale, d'admettre la règle qu'il est permis de soulever toutes les exceptions *ratione materiae* en tout état de cause ?

Aux termes de la disposition proposée par M. Loder, la Cour devrait écarter cette règle. Il y a lieu, en effet, de reconnaître que la Cour ne peut laisser aux Parties la faculté qui est prévue dans les législations nationales, de dire, à tout moment, même à la dernière heure d'une plaidoirie sur le fond, qu'on vient de découvrir qu'il est impossible, *ratione materiae*, de poursuivre la discussion et qu'on soulève de ce fait une exception. Si, dans les juridictions nationales où la justice s'exerce à deux degrés, il n'y a pas de péril à permettre aux Parties de soulever une exception jusqu'au dernier moment de la discussion en première instance, la situation n'est pas la même en ce qui concerne la Cour de Justice internationale. En toute équité, on peut ici poser en principe que, dès la première réponse au fond, le défendeur, se référant au premier mémoire, doit soulever, sous peine de forclusion, les exceptions d'incompétence qu'il se propose de faire valoir. Dans ces conditions, toutes les exceptions seront soumises à la Cour dès la présentation du contre-mémoire.

La seconde question est d'un ordre tout différent. Pour trancher le point de savoir quand la Cour doit juger les exceptions, on peut envisager deux hypothèses, en s'attachant soit à la législation française, soit à la législation espagnole. Dans la législation française, il est expressément indiqué que, des exceptions étant présentées, le tribunal a le droit d'en juger soit dans une décision séparée, soit dans la décision sur le fond, à condition, bien entendu, de faire, dans ce dernier cas, de ces deux questions deux dispositions séparées dans son jugement. Selon la législation espagnole, au contraire, il paraît qu'il est nécessaire de séparer les exceptions du fond. La législation française semble, sur ce point, mieux fondée au point de vue pratique et théorique. D'ailleurs, les expériences faites par la Cour semblent indiquer qu'il peut, dans certains cas, être utile de joindre l'exception au fond. Si le Règlement décide aujourd'hui qu'il ne sera plus possible de toucher au fond pour examiner la compétence, ne va-t-on pas commettre une injustice ?

M. NYHOLM remarked that the Court had before it two distinct questions which might be thus formulated :

(1) When should an objection to the jurisdiction be made ?

(2) When should the Court consider that objection ?

In order clearly to grasp the procedure to be followed in regard to the first point, it would be well to consider the system of national legislations, for instance, that of the "Code Napoléon" which laid down that all objections *ratione materiae* might be raised at any time in the proceedings, whereas other objections must be raised *in limine litis*.

Should it be permissible before an international court to raise any objection *ratione materiae* at any stage in the proceedings ?

According to the terms of the clause proposed by President Loder, the Court should discard that rule. It must, indeed, be admitted that the Court could not allow Parties the right recognized in municipal courts of saying at any time, even at the end of a speech on the merits of the case, that it had just been discovered that it was impossible, *ratione materiae*, to continue the proceedings and that on that ground an objection was taken. Though in municipal courts where there was the possibility of appeal, there was no danger in allowing Parties to raise an objection up to the last moment of the proceedings in the lower court, the situation was not the same as regarded the Permanent Court of International Justice. In all equity, it was here possible to lay down a principle that the Respondent must, in his first reply on the merits, answering the first Case, raise any objections to the jurisdiction which he proposed to make use of, on pain of forfeiting the right to do so. Under these conditions all objections would be submitted to the Court upon the presentation of the Counter-Case.

The second question was of quite a different kind. In settling the question when the Court should deal with objections, two hypothesis might be contemplated according to whether French legislation or Spanish legislation were followed. In French legislation it was expressly provided that, objections having been raised, the Court had the right to deal with them either in a separate decision or in the decision on the merits, provided, of course, that in the latter case it kept these two questions distinct in its judgment. In Spanish legislation, on the contrary, it appeared to be necessary to separate objections from the merits of a case. French legislation seemed, in regard to this point, to be sounder both from a theoretical and practical standpoint. Moreover, the experience of the Court seemed to indicate that it might in some cases be well to take the objection with the merits. If it were now laid down in the Rules that it would no longer be possible to touch upon the merits in examining the question of jurisdiction, would not an injustice be committed ?

M. Nyholm est arrivé à la conclusion que, pour le moment, il vaudrait mieux ne rien dire dans le Règlement et attendre une plus longue expérience. Si, toutefois, la Cour désirait prendre une décision, il conviendrait de dire que toutes les exceptions doivent être présentées par les Parties *in limine litis*; en second lieu, que la Cour pourra, si elle le veut, juger sur les exceptions et sur le fond par une seule et même décision.

M. DE BUSTAMANTE se rallie aux observations de M. Anzilotti, rappelant le principe de la souveraineté des États. Il ne serait pas possible de demander à un État souverain, qui se présente devant la Cour uniquement pour faire déclarer par celle-ci qu'elle est incompétente dans l'affaire qui lui est soumise, de commencer par soumettre à la Cour tous les faits de la cause et tous les arguments.

Le même raisonnement s'applique aussi aux autres exceptions préliminaires. En cas de litispendance, il serait impossible de laisser s'engager une seconde procédure pour décider ensuite qu'elle n'était pas nécessaire.

M. WEISS constate que les propositions dont la Cour est saisie au sujet de la question de compétence ont pour objet d'alléger la marche de la procédure. A cet égard, la proposition de M. Nyholm est de nature à donner satisfaction, surtout si elle peut être combinée avec l'idée exprimée par M. Loder. Il serait, en effet, utile que les mémoires des Parties se suivent dans un intervalle de temps assez court et que, dans le contre-mémoire du défendeur, toutes les exceptions soient énoncées, sans établir de distinction entre les exceptions de natures diverses. C'est alors à la Cour à voir si elles doivent faire l'objet d'un débat isolé, ou si, au contraire, une connaissance complète ou succincte du fond lui est nécessaire pour arriver à une solution sur les exceptions présentées, et si elle doit, par conséquent, ordonner que le fond soit discuté en même temps que la compétence. Mais il n'y a pas lieu de poser une règle absolue, enchaînant la liberté de la Cour et l'obligeant à examiner toujours séparément les exceptions et le fond.

M. Weiss suggère donc d'accepter la disposition proposée par M. le Président Loder, en y supprimant toutefois les mots « et plaidées » et en y ajoutant un paragraphe concernant l'ordre dans lequel les questions doivent être examinées, paragraphe qui serait ainsi conçu :

« Il appartient à la Cour de décider, suivant les circonstances, que ces exceptions seront plaidées et jugées séparément et avant tout débat sur le fond, ou de joindre leur examen à ce débat. »

M. ALTAMIRA fait observer que, jusqu'à présent, la Cour a toujours jugé l'exception avant le fond. Il est vrai, cependant, que, parfois, il est devenu nécessaire de prendre connaissance de certains éléments essentiels

M. Nyholm had come to the conclusion that, for the moment, it would be better to say nothing in the Rules and to wait till they had more experience. If, however, the Court wished to come to a decision, it should be said that all objections should be submitted by the Parties in limine litis, and, in the second place, that the Court could, if it so desired, deal with both objections and merits in one and the same judgment.

M. DE BUSTAMANTE agreed with what M. Anzilotti had said in regard to the principle of the sovereignty of States. It would not be possible to ask a sovereign State, which appeared before the Court simply in order to obtain from the latter a declaration that it had no jurisdiction in the case before it, to begin by submitting to the Court all the facts in the case and all its arguments.

The same reasoning also applied to other preliminary objections. In the case of litispendance, it would be impossible to allow a second set of proceedings to be begun and then subsequently to decide that they were not necessary.

M. WEISS observed that the proposals before the Court in regard to the question of jurisdiction were intended to render the procedure more rapid. In that respect, M. Nyholm's proposal was likely to be satisfactory, especially if it could be combined with the idea expressed by President Loder. It would, indeed, be well that the Cases of Parties should follow one another at sufficiently short intervals and that in the Respondent's Counter-Case any objections should be stated, without distinguishing between various kinds of objections. It was then for the Court to consider whether they should form the subject of separate proceedings or whether, on the contrary, a complete or succinct knowledge of the merits of the case was necessary to enable the Court to come to a decision regarding the objections taken, and whether it should consequently order the merits to be taken together with the question of jurisdiction. But there was no occasion to lay down an absolute rule restricting the Court's liberty and obliging it always to consider objections and the merits apart.

M. Weiss suggested, therefore, that the clause proposed by President Loder should be accepted, deleting, however, the words "and argued" and adding a paragraph regarding the order in which the questions should be taken. This paragraph might be as follows :

"It shall be for the Court to decide, in accordance with circumstances, that these objections shall be argued and considered separately and before any proceedings on the merits, or that they shall be taken in conjunction with those proceedings."

M. ALTAMIRA pointed out that, hitherto, the Court had always dealt with the objection before the merits. It was, however, true that sometimes it had become necessary to take cognizance of certain essential elements

du fond pour l'examen de la question de compétence.

Les difficultés qui se sont présentées en conséquence résultent peut-être précisément du fait que l'on a cherché à poser un principe général, et surtout à supposer l'existence d'un obstacle juridique empêchant de profiter des éléments touchant le fond, avant d'arriver à l'étude et à la solution de la question de fond elle-même. L'expédient, parfois adopté, d'un arrêt provisoire pour certaines questions, en a été la conséquence. C'est pourquoi la solution la plus pratique consiste à adopter la disposition présentée par M. Weiss, c'est-à-dire une règle selon laquelle la Cour déciderait, suivant les circonstances, si elle peut se prononcer sur l'exception sans entrer dans le fond, ou bien si elle doit, au contraire, connaître le fond plus ou moins complètement pour décider de la compétence. En tout état de cause, la Cour doit avoir le moyen d'éviter de préjuger du fond en se prononçant sur la compétence.

Lord FINLAY se déclare d'accord, dans l'ensemble, avec M. Altamira, notamment sur ce qu'il a dit de la proposition de M. Weiss.

Souvent, l'État cité devant la Cour déclarera sans autre que celle-ci est incompétente et récusera l'obligation que l'adversaire a pu voir dans un traité. Dans ce cas, il importe que la Cour puisse se prononcer d'une façon sommaire et rapide sur cette première exception. Mais, souvent aussi, la question de compétence et la question de fond sont tellement entremêlées qu'il est difficile, parfois impossible, de trancher la question de compétence avant d'avoir examiné le fond. Dès lors, il n'est pas indiqué d'introduire dans le Règlement une règle inflexible. Il devra plutôt appartenir à la Cour d'exercer son pouvoir de discrimination, en se prononçant selon les circonstances de chaque affaire.

M. MOORE rappelle que la question a été discutée en détail lors de la session préliminaire; le fait que la Cour avait décidé, à ce moment, de ne pas établir de règles séparant la compétence du fond, montre le résultat de la discussion qui a eu lieu à ce moment. La question de compétence peut se présenter sous deux aspects: elle peut constituer une simple question de droit ou, comme cela s'est produit dans l'affaire Mavrommatis, elle peut dans une large mesure dépendre d'un état de fait. Dans ce dernier cas, il est essentiel, pour la décision sur la compétence, de connaître les faits de la cause. Il vaudrait donc mieux ne pas établir de règle générale séparant la compétence du fond. Cette opinion, que M. Moore a toujours soutenue dans la session préliminaire, a été confirmée par l'expérience.

of the merits for the purpose of the examination of the question of jurisdiction.

The difficulties which had arisen in consequence perhaps resulted from the very fact that an attempt had been made to lay down a general principle and above all to assume the existence of a legal obstacle which prevented account being taken of certain points concerning the merits, before the merits themselves came up for consideration and judgment. The method sometimes adopted of a provisional judgment on certain questions was the natural result of this. That was why the most practical solution would consist in adopting the clause submitted by M. Weiss, that was to say, a rule to the effect that the Court would decide, in accordance with circumstances, whether it could deal with the objection without entering upon the merits, or whether it must, on the contrary, have a more or less complete understanding of the merits in order to decide the question of jurisdiction. At all events, the Court must be able to avoid prejudging the merits in its decision on the question of jurisdiction.

Lord FINLAY said that he agreed on the whole with M. Altamira, especially in what he had said concerning M. Weiss' proposal.

Often, a State against whom an action was brought before the Court, simply declared that the Court had no jurisdiction and refused to acknowledge the obligation which the other side had alleged to exist under some treaty. In that case, it was necessary that the Court should be able to decide in a summary and rapid manner in regard to that first objection. But often also, the question of jurisdiction and the merits were so intermingled that it was difficult, sometimes impossible, to decide the question of jurisdiction before examining the merits. It did not therefore seem right to insert in the Rules an invariable rule. It should rather be for the Court to exercise its power of discrimination by deciding in accordance with the circumstances of each case.

Mr. MOORE recalled that the question had been discussed at the preliminary session; the fact that the Court had decided at that time not to establish rules separating the question of jurisdiction from the merits, showed the result of the discussion which had then taken place. The question of jurisdiction might present itself under two aspects: it might constitute a simple question of law or it might, as it happened in the Mavrommatis case, largely depend upon a state of fact. In the latter case, it was essential to the decision on the question of jurisdiction, to know the facts. It would therefore be better not to establish a general rule requiring the separation of the question of jurisdiction from the merits. This view, which Mr. Moore had maintained throughout the preliminary session, had been confirmed by experience.

Au cas où deux gouvernements, Parties à un litige devant la Cour, désireraient obtenir une décision de la Cour sur une question de compétence avant d'encourir les dépenses considérables de temps et d'argent qu'entraîne la préparation de leur affaire tout entière, il faudrait que la Cour fût en mesure de se prononcer isolément sur ce point spécial. D'autre part, il est possible qu'un État, ne pouvant prévoir à l'avance tous les faits et les arguments qu'invoque l'autre Partie, se trouve, au cours de la procédure, dans la nécessité de soulever l'exception d'incompétence. Si cette exception est formulée de bonne foi, la Cour devrait également être en mesure de l'examiner.

Pour ces raisons, M. Moore estime préférable de ne pas poser, d'avance, de règles absolument strictes et fixes sur ce point.

Le PRÉSIDENT fait observer que le droit international met la Cour, ainsi que l'ont relevé MM. Anzilotti et de Bustamante, dans une situation différente de celle des tribunaux nationaux. Les États ne sont liés, vis-à-vis de la Cour, que pour autant qu'ils sont engagés par des traités; et, aussi longtemps que la compétence de la Cour n'est pas établie, celle-ci ne saurait entrer dans un examen du fond. Si, par exemple, les négociations directes devant précéder un appel à la Cour de Justice n'ont pas encore eu lieu selon la thèse de l'une des Parties, on ne saurait obliger ce gouvernement à présenter un mémoire sur le fond de l'affaire. Vouloir imposer à un État l'obligation de présenter sa thèse avant que toutes les voies amiables aient été épuisées, pourrait, le cas échéant, empêcher ces États d'accepter la juridiction de la Cour.

Une règle comme celle qu'a proposée M. Loder, et qui peut en effet permettre d'arriver à des décisions rapides, est peut-être excellente dans la procédure devant un tribunal national, mais elle ne semble pas, dès lors, pouvoir être introduite par la Cour dans son Règlement; et il est même permis de croire que les États qui ont adhéré au Statut ne seraient pas bien inspirés en l'introduisant éventuellement dans le Statut: s'il est vrai que les États veulent avoir la garantie que les questions liminaires sont traitées d'une manière indépendante et distincte du fond, une pareille règle inscrite au Statut pourrait porter atteinte à l'activité de la Cour.

Si la Cour évite d'insérer dès maintenant une disposition quelconque à ce sujet dans le Règlement, elle pourrait d'ailleurs, peut-être, après quelques années, se prononcer en meilleure connaissance de cause; mais il convient de reconnaître, d'autre part, qu'il y aurait avantage à posséder une disposition précise, à laquelle le Président pourrait, le cas échéant, se référer, étant donné qu'il est de la nature des choses que les gouvernements défendeurs cherchent à interpréter la compétence de la Cour de manière restrictive, ce qui rendra fréquentes les exceptions d'incompétence.

In case two governments, Parties to a dispute before the Court, desired to have the Court's decision on a question of jurisdiction before incurring the considerable expenditure of time and money involved in the preparation of their entire case, the Court should be in a position to give a decision on this particular point. Again, it might happen that a State, being unable to foresee all the facts and arguments put forward by the other side, might find itself confronted, in the middle of the proceedings, with the necessity of raising an objection to the jurisdiction. If that objection were made in good faith, the Court must also be in a position to deal with it.

For these reasons, Mr. Moore thought it preferable not to lay down in advance an absolutely hard and fast rule on the subject.

The PRESIDENT remarked that international law, as MM. Anzilotti and de Bustamante had pointed out, placed the Court in a position different from that of municipal courts. States were not bound towards the Court except in so far as they had accepted obligations by treaty; and so long as the Court's jurisdiction was not established, it could not enter upon the merits of a case. If, for instance, the direct negotiations which should precede appeal to the Court of Justice had not, in the opinion of one of the Parties, taken place, a government could not be compelled to submit a Case on the merits of a suit. To seek to impose on a State an obligation to submit the statement of its case before all friendly methods of settlement had been exhausted, might, in some cases, prevent States from accepting the Court's jurisdiction.

It did not therefore seem that a rule such as that proposed by President Loder—which might no doubt enable rapid decisions to be reached and be most valuable in proceedings before a municipal court—could be inserted by the Court in its Rules. It was even justifiable to hold that the States which had adhered to the Statute would not be well advised if they inserted it in the Statute. If it was true that States wished to have a guarantee that preliminary questions would be dealt with in a manner independent of and distinct from the merits, such a rule, if it were introduced into the Statute, might diminish the Court's activities.

Moreover, if the Court refrained at the present time from inserting any clause on this subject in the Rules, it might, perhaps after some years, be in a better position to take a decision. But it should, on the other hand, be observed that it would be well to have a definite provision, to which the President could, if necessary, refer, seeing that it was in the nature of things that respondent governments should seek restrictively to construe the Court's jurisdiction and this would make objections to its jurisdiction of frequent occurrence.

La rédaction du Greffier¹ obéit à la préoccupation de faire aux deux Parties une situation égale. Il est exact que, si une seule des Parties dépose un mémoire complet sur le fond, elle se trouve dans une situation différente de celle du défendeur qui se borne à soulever l'exception d'incompétence ; mais, la Partie demanderesse étant celle qui saisit la Cour et met en mouvement toute la procédure, il convient de se préoccuper en premier lieu de l'intérêt du défendeur, qui allègue ne pas être obligé à répondre sur le fond.

Pour cette raison, la proposition de M. Anzilotti paraît préférable, à condition, toutefois, que l'on comble une lacune qu'elle contient : au lieu des seules exceptions d'incompétence, il conviendrait d'y inclure toutes les exceptions liminaires.

Mais la véritable solution du problème se trouve peut-être ailleurs. Les difficultés rencontrées par la Cour sont nées surtout du fait qu'elle a cru devoir se prononcer, d'une manière définitive, lors de la procédure sur la compétence. Or, il conviendrait plutôt de suivre le principe adopté par la Cour dans l'affaire tunisienne, c'est-à-dire le principe de la décision provisoire, ce qui permettrait d'écarter les difficultés principales auxquelles la Cour s'est heurtée en décidant sur la compétence sans que le fond eût été plaidé par les deux Parties.

Le Président ne voudrait pas, toutefois, insister sur ce point. Ce qui paraît essentiel, avant tout, c'est que la Cour ne doit pas se prononcer sur le fond sans s'être d'abord déclarée compétente. C'est pour cette raison, d'ailleurs, qu'il ne semble pas possible de joindre, sauf dans des cas particuliers, et notamment en vertu d'un accord général ou spécial des Parties, la compétence et le fond. Devant un tribunal international, appelé à appliquer le droit international, les questions de compétence doivent être considérées comme indépendantes et préalables. Quelles que soient les difficultés qui peuvent en résulter, il faut s'incliner devant les principes fondamentaux du droit international.

M. MOORE pense que la Cour devrait, le cas échéant, pouvoir prendre une décision provisoire pour se déclarer incompétente à l'égard des faits tels qu'ils sont présentés, mais sous réserve du droit pour les Parties d'introduire une nouvelle instance, fondée sur des faits nouveaux : la Cour, dans cette instance, pourrait, sur la base des faits soumis alors, affirmer sa compétence. Ce cas se produit souvent dans les pays où, comme aux États-Unis, pour des raisons de séparation des pouvoirs, des questions de compétence sont constamment soulevées.

Lord FINLAY croit qu'il ne sera pas toujours possible que la Cour prenne une décision provisoire sur sa compétence ; car, si des faits bien déterminés sont invoqués dès le début, elle est bien obligée de se prononcer définitivement.

¹ Voir p. 310.

The Registrar's draft¹ was intended to place the two Parties in a position of equality. It was true that if one only of the Parties filed a complete Case on the merits, it would be in a different position from that of the Respondent who confined himself to raising an objection to the jurisdiction ; but as the Applicant was the Party which brought the action and set in movement the whole procedure, it was right, in the first place, to consider the interests of the Respondent who claimed not to be bound to answer the case on the merits.

For this reason, M. Anzilotti's proposal seemed preferable, provided, however, that an omission in it were made good : all preliminary objections should be included and not only objections to the jurisdiction.

But the real solution of the problem was perhaps to be sought elsewhere. The difficulties encountered by the Court arose mainly from the fact that it had felt bound to arrive at a final decision in the proceedings on the question of jurisdiction. Now it would be better to follow the principle adopted by the Court in the Tunisian question, i.e. the principle of a provisional decision. This would permit the main difficulties to be avoided which the Court had encountered when deciding the question of competence without the merits having been argued by the two Parties.

The President did not, however, wish to insist on this point. What seemed essential, above all, was that the Court should not give judgment on the merits without having first declared itself to have jurisdiction. Moreover, for that very reason, it did not seem possible, except in particular cases,—for instance under a general or special agreement between the Parties,—to join the question of jurisdiction and the merits. Before an international court, which had to apply international law, questions of jurisdiction should be regarded as independent and preliminary. Whatever difficulties might result, they must bow before the fundamental principles of international law.

Mr. MOORE thought that the Court should, if necessary, be able to take a provisional decision to the effect that it had no jurisdiction on the facts as submitted, but reserving the right of the Parties to bring another action based on new facts. In this new action, the Court might find, upon the facts then presented, that it had jurisdiction. This often happened in countries in which, as in the United States, by reason of division of jurisdiction, jurisdictional questions were constantly arising.

Lord FINLAY thought that it would not always be possible for the Court to take a provisional decision on the question of jurisdiction ; for if, at the outset, clearly established facts were cited, it would of course be obliged to give a final decision.

¹ See p. 310.

M. ANZILOTTI déclare qu'il est d'accord pour modifier sa proposition, — qui ne visait primitivement que l'exception d'incompétence, — dans le sens d'y inclure toutes exceptions préliminaires. Le point particulier qui a fait l'objet de ses préoccupations, est celui où, l'instance étant introduite par requête, la Partie défenderesse soutient que la Cour n'est pas compétente pour juger. Dans ce cas, l'exception d'incompétence devrait être proposée après la présentation du mémoire de la Partie demanderesse. La valeur de l'amendement est de dire clairement aux États qu'ils peuvent attendre ce moment pour présenter leur exception d'incompétence, car il est arrivé que le défendeur la présente trop tôt, fait qui a été, en partie, la cause des difficultés rencontrées.

Quant à la préoccupation de sauvegarder l'égalité entre les Parties, il y a lieu de rappeler que, puisque c'est le demandeur qui provoque toute la procédure, il est naturel qu'il en supporte les conséquences. Quant au défendeur, il est libre, en formulant l'exception d'incompétence, de juger jusqu'à quel point il veut, à cette fin, entrer dans le fond de l'affaire ; il peut même, s'il le désire, demander que la question de compétence soit traitée en même temps que le fond.

Le cas difficile pour la Cour est sans doute celui où le défendeur veut que la question de compétence soit résolue indépendamment du fond, car il n'est pas possible alors, selon le droit international, de l'obliger à déployer tous ses moyens devant la Cour, si celle-ci ne s'est pas, tout d'abord, déclarée compétente.

M. Anzilotti ajoute que toutes les autres questions auxquelles il a été fait allusion, — décision provisoire ou définitive, possibilité même de lier la question de compétence à la question de fond, — ne sont pas préjugées dans la proposition qu'il a présentée. Celle-ci tend, d'autre part, à concilier la rapidité indispensable de la procédure avec la nécessité d'assurer à la Cour, pour son jugement, une connaissance des éléments essentiels.

Quant à la suggestion faite d'admettre des décisions provisoires, M. Anzilotti est d'avis qu'il faut être prudent, car il s'agit d'une question qui touche à la souveraineté des États : aussi y aurait-il lieu de distinguer nettement, dans cet ordre d'idées, entre les cas où une compétence générale pour la Cour est prévue, et ceux où il n'y a qu'une compétence limitée et exceptionnelle.

M. LODER fait observer que le sens de sa proposition n'est pas que la Cour devrait ou même pourrait juger sur le fond avant de s'être prononcée sur la compétence. Il a voulu tenir compte du fait qu'en jugeant de la compétence, il arrive que la Cour s'occupe aussi, d'une manière préalable, de la question du fond. Il se peut, dès lors, que, dans la discussion sur le fond, elle

M. ANZILOTTI said that he would agree to amend his proposal which originally only contemplated objections to the jurisdiction, in order to include all preliminary objections. The particular point which had preoccupied him, was the situation arising when, proceedings having been instituted by means of an application, the respondent Party maintained that the Court had no jurisdiction to hear the suit. In that case, the objection to the jurisdiction should be made after the submission of the Applicant's Case. The value of the amendment was that it clearly told States that they might await that moment in order to submit their objection to the jurisdiction, for it had happened that the Respondent had submitted it too soon, a fact which was, in part, the cause of the difficulties encountered.

As regarded the question of safeguarding the equality of the Parties, it should be remembered that since it was the Applicant who set in motion the whole procedure, it was right that he should bear the consequences. As regarded the Respondent, he was at liberty, when raising an objection to the jurisdiction, to consider how far, for this purpose, he wished to enter into the merits of the suit. He could, if he wished, even ask that the question of jurisdiction should be taken together with the merits.

The difficult case, as far as the Court was concerned, was no doubt the case in which the Respondent wanted the question of jurisdiction to be settled independently of the merits, for in that case it was not possible, under international law, to compel him to state his whole case to the Court, if the latter had not previously declared that it had jurisdiction.

M. Anzilotti added that all the other questions which had been alluded to—provisional or final decisions, or even the possibility of joining the question of jurisdiction to the merits—were not prejudged by the proposal he had made. Again, that proposal tended to combine the necessary rapidity of proceedings with the necessity of ensuring that the Court would have for its judgment a knowledge of essential facts.

With regard to the suggestion of allowing provisional decisions, M. Anzilotti was of opinion that they must be prudent, for that was a question which affected the sovereignty of States : moreover, a clear distinction should be made in that connection between cases in which provision was made for a general jurisdiction on the part of the Court and those in which there was only a limited and exceptional jurisdiction.

President LODER pointed out that the meaning of his proposal was not that the Court must or even could try the merits before having decided as to its jurisdiction. He had wished to take account of the fact that, in deciding the question of jurisdiction, it might happen that the Court would also, in a preliminary manner, consider the merits. It might therefore happen that

considère certains points comme déjà préjugés en partie.

Il ne semble aucunement que la souveraineté des États doive être affectée en quoi que ce soit, ainsi que M. Anzilotti paraît le croire, par l'adoption d'une disposition destinée à éviter ces difficultés.

M. WEISS ayant estimé qu'il serait bon de supprimer dans la formule proposée les mots «... et plaidées», M. LODER se déclare d'accord pour accepter cette modification.

M. PESSÔA voudrait demander à M. Anzilotti un renseignement. Si son amendement était adopté, les États seraient-ils obligés de fournir les éléments nécessaires pour juger la question de compétence, à supposer que la Cour estime que cette question ne peut être tranchée sans qu'elle ait connaissance du fond?

M. ANZILOTTI est d'avis que les États y sont obligés du moment qu'ils ont accepté le Statut, aux termes duquel la Cour juge elle-même de sa propre compétence: c'est donc à l'État qui oppose l'exception d'incompétence qu'il incombe de fournir tous les éléments nécessaires à la décision de la Cour.

M. PESSÔA déclare que cette réponse lui donne toute satisfaction. Il ajoute que, pour les États qui ont adhéré au Pacte de la Société des Nations, il n'y a pas, dans ces conditions, d'empiétement sur la souveraineté.

M. ANZILOTTI n'est pas certain que ce soit l'adhésion au Pacte qui soit décisive, car la véritable obligation que les États y contractent est de soumettre leurs différends au Conseil. La juridiction de la Cour doit toujours découler d'un traité général ou spécial.

M. PESSÔA fait observer qu'en tout état de cause un État qui nie la compétence de la Cour doit, pour prouver l'incompétence, fournir tous les éléments touchant à la question de fond.

Le PRÉSIDENT fait observer qu'en se refusant à donner les éléments sur le fond qui sont nécessaires à la Cour pour décider de sa compétence, l'État qui conteste cette compétence ne peut pas priver l'autre Partie de la possibilité d'obtenir un jugement en faveur de la compétence; car, à défaut d'autres éléments, la Cour est autorisée par l'article 53 de son Statut à accepter la compétence en se fondant sur les éléments qu'elle possède.

M. MOORE attire, dans le même sens, l'attention sur l'article 53 du Statut. Il est vrai que cet article ne s'applique peut-être uniquement qu'aux instances introduites par requête.

Le PRÉSIDENT demande si M. Anzilotti maintient sa proposition dans les termes où elle figure au Document Distr. 794, page 35¹.

M. ANZILOTTI accepte de comprendre parmi les exceptions visées toutes les exceptions préliminaires. Quelles sont ces exceptions? C'est là une question de rédaction qu'il est difficile de décider séance tenante.

¹ Voir pp. 266-267.

in the discussion on the merits, it would consider certain points as already, in part, dealt with.

It did not appear that the sovereignty of States would be in any way affected, as M. Anzilotti seemed to think, by the adoption of a clause designed to avoid these difficulties.

M. WEISS having thought that it would be better to delete in the proposed clause the words.... *et plaidées* ("and argued"), M. LODER agreed to accept this amendment.

M. PESSÔA wished to ask M. Anzilotti for some information. If his amendment were adopted, would States be obliged to furnish the elements necessary for a decision on the question of jurisdiction, assuming that the Court held that that question could not be decided without a knowledge of the merits?

M. ANZILOTTI thought that States were obliged to do so if they had accepted the Statute, according to which the decision of the question of its jurisdiction rested with the Court. It was therefore for the State which made the objection to provide all information necessary for the Court's decision.

M. PESSÔA said that this answer fully satisfied him. He added that for States which had adhered to the Covenant of the League of Nations, there was, in those circumstances, no encroachment upon their sovereignty.

M. ANZILOTTI was not certain that it was adherence to the Covenant which was decisive, for the real obligation accepted by States was to submit their disputes to the Council. The Court's jurisdiction must always be derived from a general or special treaty.

M. PESSÔA pointed out that in any case a State which denied the Court's jurisdiction must furnish all information on the merits in order to prove that it had no jurisdiction.

The PRESIDENT observed that, by refusing to furnish the evidence on the merits necessary to enable the Court to decide the question of jurisdiction, a State which denied its jurisdiction could not deprive the other Party of the possibility of obtaining a judgment in favour of the Court's jurisdiction, for, failing other information, the Court was entitled under Article 53 of the Statute to declare that it had jurisdiction on the basis of the information at its disposal.

Mr. MOORE, in the same connection, drew attention to Article 53 of the Statute. It was true that that article might perhaps only apply to actions brought by application.

The PRESIDENT asked whether M. Anzilotti maintained his proposal as set out in Document Distr. 794, page 35¹.

M. ANZILOTTI agreed to include amongst the objections contemplated all preliminary objections. What were these objections? That was a question of drafting, which it would be difficult to decide there and then

¹ See pp. 266-267.

Lord FINLAY voudrait qu'une distinction fût établie entre les cas où l'exception d'incompétence peut être traitée à part et ceux où elle est liée aux faits concernant le fond.

M. ANZILOTTI fait observer que sa proposition admet la présentation de l'exception d'incompétence seulement après la présentation du mémoire. Mais la question de savoir si la question de compétence doit toujours être traitée comme une question préliminaire, ou si la Cour pourra, dans des cas particuliers, la joindre au fond de l'affaire, n'est pas résolue.

Le PRÉSIDENT résume les différentes propositions dont la Cour se trouve saisie.

M. NYHOLM propose de mettre aux voix sa suggestion de maintenir tel qu'il est le texte actuel du Règlement.

Le PRÉSIDENT suggère que la Cour choisisse d'abord entre les nouvelles solutions envisagées ; ensuite, elle aura le choix entre la solution nouvelle qui aurait été préférée et le maintien du *statu quo* proposé par M. Nyholm.

La Cour se rallie à la méthode proposée par le Président.

M. WEISS rappelle que la proposition modifiée de M. le Président Loder et la sienne ne font qu'une.

M. PESSÔA demande si M. Weiss maintient la distinction qu'il avait établie entre la question de la présentation des exceptions et celle de la décision de la Cour sur celles-ci.

M. WEISS répond que la proposition qu'il fait conjointement avec M. Loder est fondée sur cette distinction.

M. DE BUSTAMANTE demande la division des deux paragraphes de la proposition Loder-Weiss :

1) Les exceptions de toute nature dont les Parties désirent se servir doivent être présentées simultanément avec les questions de fond.

2) Il appartient à la Cour de décider, suivant les circonstances, que les exceptions seront plaidées et jugées séparément et avant tout débat sur le fond, ou de joindre leur examen à ce débat.

M. le Président LODER s'oppose à un vote séparé sur les deux paragraphes de la proposition.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition totale composée 1° de l'amendement de M. Loder, 2° de l'amendement de M. Weiss.

(Cette proposition est rejetée par sept voix contre quatre (MM. Altamira, Nyholm, Weiss et Loder).)

M. NYHOLM propose alors de voter seulement sur le premier paragraphe, c'est-à-dire sur la proposition primitive de M. Loder.

(Cette proposition, mise aux voix, est rejetée par sept voix contre quatre (MM. Altamira, Nyholm, Weiss et Loder).)

Lord FINLAY wished a distinction to be made between cases in which the objection to the jurisdiction could be dealt with separately and cases in which it was bound up with facts concerning the merits.

M. ANZILOTTI remarked that his proposal permitted the raising of the objection to the jurisdiction only after the submission of the Case. But whether the question of jurisdiction must always be dealt with as a preliminary question or whether the Court might, in particular cases, take it together with the merits of the suit, was not decided.

The PRESIDENT summarized the various proposals before the Court.

M. NYHOLM proposed that a vote should be taken on his proposal to maintain the present text of the Rules as it was.

The PRESIDENT suggested that the Court should first of all choose between the new solutions proposed ; then it could choose between the new solution preferred and the maintenance of the *status quo* proposed by M. Nyholm.

The Court agreed to the method suggested by the President.

M. WEISS recalled that President Loder's modified proposal and his own constituted a single proposal.

M. PESSÔA asked whether M. Weiss maintained the distinction he had made between the question of the submission of objections and that of the Court's decision in regard to them.

M. WEISS replied that the proposal which he had submitted in conjunction with President Loder was based on that distinction.

M. DE BUSTAMANTE asked that the two paragraphs of the Loder-Weiss proposal should be divided :

(1) Objections of every kind of which the Parties desire to make use must be submitted simultaneously with questions concerning the merits of the suit.

(2) It shall be for the Court to decide, in accordance with circumstances, that objections shall be argued and decided upon separately and before any proceedings on the merits, or that they shall be considered in conjunction with those proceedings.

President LODER was opposed to a separate vote on the two paragraphs of the proposal.

The PRESIDENT took a vote on the whole proposal composed (1) of President Loder's amendment and (2) of M. Weiss' amendment.

(This proposal was rejected by 7 votes to 4 (MM. Altamira, Nyholm, Weiss and Loder).)

M. NYHOLM then proposed that a vote should be taken on the first paragraph alone, i.e. on President Loder's original proposal.

(This proposal, on being put to the vote, was rejected by 7 votes to 4 (MM. Altamira, Nyholm, Weiss and Loder).)

Le PRÉSIDENT met ensuite aux voix la proposition de M. Anzilotti¹, sous réserve de modifications de rédaction.

(La proposition est adoptée par neuf voix contre deux (MM. Altamira et Loder).)

Dès lors, les rédactions du Greffier n'entrent plus en ligne de compte.

Enfin, la rédaction de M. Nyholm, qui demande le maintien du *statu quo*, mise aux voix, est rejetée par neuf voix contre une (M. Loder) et une abstention (M. Nyholm). Il est constaté que la Cour décide de ne pas maintenir le *statu quo*.

Le PRÉSIDENT relève que la Cour, en adoptant la proposition de M. Anzilotti, s'est, en fait, prononcée sur la proposition de M. Pessôa, qui tend à dire que la procédure sur le fond et la procédure sur la compétence sont des affaires différentes.

M. ANZILOTTI fait observer qu'il en est de même à l'égard de la proposition de M. Pessôa qui tend à supprimer la réplique et la duplique.

M. PESSÔA reconnaît que ces points sont réglés à la suite de l'adoption par la Cour de l'amendement de M. Anzilotti. Mais il demande à la Cour de prendre une décision précise sur le point de savoir si, une question de compétence étant soulevée, la Cour peut ajourner le jugement sur le fond à une autre session, ou si elle est obligée de discuter la question de fond dans la même session que la question de compétence.

Le PRÉSIDENT fait observer qu'il est préférable de décider cette question dans l'espèce. En général, il sera nécessaire de renvoyer la décision sur le fond à une autre session. Mais il peut se faire que les Parties soient prêtes pour la discussion sur le fond et que cette discussion puisse être immédiatement abordée.

M. PESSÔA déclare que, s'il est entendu que la Cour a la faculté d'ajourner ou de ne pas ajourner sa session selon l'espèce, il peut se déclarer d'accord sur cette solution, qui paraît conforme aux décisions antérieures de la Cour.

Le PRÉSIDENT demande à M. Pessôa s'il formule une proposition précise.

M. PESSÔA propose de mettre aux voix l'amendement à l'article 3 qui se trouve dans le Document Distr. 899 (annexe 2, page 1²).

M. ALTAMIRA préférerait que rien, à ce sujet, ne fût inséré dans le Règlement, puisqu'il peut y avoir des cas très différents et que le silence du Règlement signifie que la Cour a la faculté de décider selon les circonstances.

M. PESSÔA croit qu'il serait indiqué d'insérer ce principe dans le Règlement.

M. ANZILOTTI demande si l'amendement de M. Pessôa ne pourrait trouver sa place à la fin de l'article 28 du Règlement.

The PRESIDENT then took a vote on M. Anzilotti's proposal¹, subject to amendments of drafting.

(The proposal was adopted by 9 votes to 2 (MM. Altamira and Loder).)

There was therefore no occasion to consider the drafts prepared by the Registrar.

Finally, M. Nyholm's proposal for the maintenance of the *status quo*, on being voted upon, was rejected by 9 votes to 1 (President Loder); M. Nyholm did not vote. It was noted that the Court decided not to maintain the *status quo*.

The PRESIDENT remarked that when adopting the Anzilotti's proposal the Court had, in effect, given a decision in regard to M. Pessôa's proposal, which was to the effect that proceedings on the merits and proceedings on the question of jurisdiction were different cases.

M. ANZILOTTI observed that the same applied in regard to M. Pessôa's proposal to suppress the reply and rejoinder.

M. PESSÔA recognized that these points were disposed of in consequence of the adoption of M. Anzilotti's amendment. But he asked the Court to take a definite decision on the question whether, when a question of jurisdiction had been raised, the Court could postpone its judgment on the merits until another session or whether it was obliged to discuss the merits during the same session as the question of jurisdiction.

The PRESIDENT pointed out that it was preferable to decide this question in each particular case. As a rule it would be necessary to postpone the decision on the merits until another session, but it might happen that the Parties would be prepared for the discussion on the merits and that discussion might be begun immediately.

M. PESSÔA stated that if it was agreed that the Court might adjourn or not adjourn its session, in accordance with circumstances, he could accept that solution, which seemed in accordance with the previous decisions of the Court.

The PRESIDENT asked whether M. Pessôa wished to formulate a definite proposal.

M. PESSÔA proposed that a vote should be taken on the amendment to Article 3 which appeared in Document Distr. 899 (Annex 2, page 1²).

M. ALTAMIRA preferred that nothing on this subject should be inserted in the Rules, since very different cases might arise and the silence of the Rules would mean that the Court was entitled to decide in accordance with circumstances.

M. PESSÔA thought that it would be better to insert this principle in the Rules.

M. ANZILOTTI asked whether M. Pessôa's amendment might not be inserted at the end of Article 28 of the Rules.

¹ Voir p. 266.

² „ „ 268.

¹ See p. 266.

² „ „ 268.

Le PRÉSIDENT rappelle que la Cour a décidé de ne pas apporter de modification aux articles 27 et 28 du Règlement.

Lord FINLAY croit qu'il n'y a pas nécessité à insérer une disposition expresse dans le Règlement.

M. ALTAMIRA constate qu'après la discussion qui vient d'avoir lieu la Cour est fondée à admettre que le silence du Règlement signifie l'entière liberté, pour la Cour, de décider d'après les circonstances de l'affaire.

M. PESSÔA retire sa proposition, en se déclarant satisfait si le procès-verbal indique que la pensée de la Cour est qu'elle a toute liberté de considérer la question de compétence et la question de fond comme deux questions indépendantes.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour est d'accord pour dire qu'elle peut décider, dans chaque affaire, si elle doit s'occuper dans la même session de la question de compétence et de la question de fond, ou si elle peut renvoyer la question de fond à une session ultérieure.

50. — Règlement, article 39.

Le PRÉSIDENT signale que M. de Bustamante a formulé une critique relative à la présentation simultanée des documents¹.

Le Président demande s'il désire faire une proposition à ce sujet.

M. DE BUSTAMANTE développe une double proposition.

L'article, tel qu'il est rédigé, distingue entre le cas où il s'agit d'une affaire introduite par requête et le cas où l'instance a été introduite par compromis. Dans le premier cas, il y a un mémoire, un contre-mémoire, une réplique et une duplique, c'est-à-dire quatre documents. Dans le second, il y a deux mémoires, deux contre-mémoires et deux répliques, c'est-à-dire six documents. M. de Bustamante ne voit pas pourquoi il y aurait une documentation écrite plus importante dans un cas que dans l'autre et propose donc, d'abord, que l'on supprime la réplique dans le cas du compromis. Il propose ensuite, dans le même ordre d'idées, de faire prescrire par la Cour, comme dans la procédure orale, et si les Parties ne se sont pas mises d'accord à ce sujet au commencement de l'affaire, l'ordre dans lequel doit se dérouler la procédure écrite.

Le PRÉSIDENT fait observer que le Greffier a formulé un amendement qui donne, au moins en partie, satisfaction à M. de Bustamante. Il propose de prendre, par conséquent, pour base de discussion des amendements à l'article 39 du Règlement, le texte des observations du Greffier². Les propositions de M. de Bustamante peuvent s'ajouter à ce texte.

¹ Voir p. 260.

² „ „ 310.

The PRESIDENT recalled that the Court had decided not to modify Articles 27 and 28 of the Rules.

Lord FINLAY thought there was no necessity to insert an express provision in the Rules.

M. ALTAMIRA observed that after the discussion which had taken place the Court was justified in considering that the silence of the Rules meant that the Court had full liberty to decide in accordance with the circumstances of each case.

M. PESSÔA withdrew his proposal, stating that he would be satisfied if the minutes indicated that the view of the Court was that it was entirely free to consider the question of jurisdiction and the question of the merits as two independent questions.

The PRESIDENT stated that the Court agreed in saying that it could decide in each case whether it might take the question of jurisdiction and the question of the merits in the same session or whether it desired to postpone the question of the merits until a subsequent session.

50. — Rules, Article 39.

The PRESIDENT pointed out that M. de Bustamante had formulated a criticism in regard to the simultaneous submission of documents¹.

The President asked whether he wished to make a proposal on this subject.

M. DE BUSTAMANTE submitted a two-fold proposal.

The article as drafted distinguished between the case in which a suit was brought by application and the case in which proceedings were instituted by special agreement. In the first case there was a Case, a Counter-Case, a Reply and a Rejoinder, that was to say four documents. In the second case there were two Cases, two Counter-Cases and two Replies, that was to say six documents. M. de Bustamante did not see why there should be more written documents in one case than in the other, and therefore proposed in the first place to eliminate the Reply in the case of a special agreement. He next proposed, in the same connection, that the Court should decide, as in the oral proceedings, and unless the Parties had come to an agreement on the subject at the beginning of the suit, the order in which the written proceedings should be conducted.

The PRESIDENT pointed out that the Registrar had proposed an amendment which at least in part embodied M. de Bustamante's idea. He proposed, therefore, to take as a basis of discussion for the amendments to Article 39 of the Rules the text of the Registrar's observations². M. de Bustamante's proposals might be taken together with that text.

¹ See p. 260.

² „ „ 310.

M. DE BUSTAMANTE se déclare d'accord. Toutefois, au texte du Greffier, il voudrait, en tout cas, ajouter le droit pour la Cour de se prononcer sur l'ordre de présentation au moins des documents qui suivent les mémoires.

Le PRÉSIDENT relève, à propos de la première observation de M. de Bustamante, que le Statut dit (article 43) «... et éventuellement la réplique...». Il a toujours interprété le mot «éventuellement» comme comportant la possibilité pour les Parties, de supprimer, le cas échéant, la réplique. Mais, en présence de ce texte, il ne sera guère possible de l'abolir d'une façon générale.

M. DE BUSTAMANTE propose la suppression de la réplique, qui constitue un troisième document présenté par chaque Partie, du moment qu'elles n'en peuvent présenter que deux lorsqu'il s'agit d'une requête.

M. MOORE se demande si, étant donné les termes du Statut et le fait que la Cour ne pourrait adopter une règle uniforme pour tous les cas, il serait désirable de modifier le règlement actuel. L'article 43 du Statut prévoit le dépôt, d'abord des mémoires, et ensuite des contre-mémoires. Cela correspond, d'ailleurs, à la pratique suivie dans les procédures arbitrales internationales, et celle-ci n'a pas grand inconvénient, car, si les Parties viennent devant la Cour en vertu d'un compromis, chaque Partie connaît, en général, parfaitement les arguments de l'autre. D'autre part, si l'on oblige, d'abord, une Partie à déposer un mémoire, puis l'autre Partie à déposer un contre-mémoire, cela peut avoir pour effet de prolonger encore la discussion.

M. DE BUSTAMANTE rappelle que le but de sa proposition est de ne pas demander la communication de plus de pièces dans les instances introduites par compromis que dans celles qui sont introduites par requête. Si la Cour décidait, au reçu des mémoires, que l'une des Parties devrait produire un contre-mémoire et l'autre une réplique, par analogie avec la procédure orale —, le but serait atteint dans le cadre du Statut.

M. MOORE fait ressortir la différence, au point de vue technique, entre la procédure écrite et la procédure orale, dont la dernière n'admet que la présentation successive des arguments.

M. ANZILOTTI fait observer que cette question a été longuement discutée lors de la session préliminaire. A ce moment, la Cour a largement tenu compte de la pratique des arbitrages internationaux qui est la présentation simultanée par les Parties de chacun des trois documents : mémoire, contre-mémoire et réplique.

Le PRÉSIDENT croit qu'après l'adoption de la proposition de M. Anzilotti il serait utile de dire que le mémoire doit être présenté en même temps que la requête. Il ne semble pas qu'il y ait intérêt à ce que les mémoires suivent les requêtes de quelques semaines,

M. DE BUSTAMANTE agreed. Nevertheless, he wished in any case to add to the Registrar's text a right on the part of the Court to decide as to the order of presentation at all events of the documents following the Cases.

The PRESIDENT pointed out, in connection with M. de Bustamante's first observation, that the Statute said (Article 43) "... and if necessary Replies...". He had always construed the words "if necessary" as implying a possibility for the Parties to dispense with the Reply in certain circumstances. Having regard to this clause, it would hardly be possible to abolish it altogether.

M. DE BUSTAMANTE proposed the elimination of the Reply, which constituted a third document submitted by each Party, seeing that they could only submit two in the case of an application.

Mr. MOORE wondered whether, having regard to the terms of the Statute and the fact that the Court could not adopt a uniform rule for all cases, it would be desirable to modify the present rule. Article 43 of the Statute provided for the filing in the first place of Cases and then of Counter-Cases. That corresponded, moreover, to the practice followed in international arbitration proceedings, and there was no great disadvantage in that practice because if the Parties came before the Court under a special agreement, each Party would, as a general rule, be perfectly acquainted with the arguments of the other. Again, if they compelled first one Party to file a Case and then the other Party to file a Counter-Case, that might have the effect of still further prolonging the discussion.

M. DE BUSTAMANTE recalled that the aim of his proposal was not to ask for the submission of more documents in proceedings instituted by special agreement than in proceedings instituted by application. If the Court were to decide, on receipt of the Cases, that one of the Parties should produce a Counter-Case and the other a Reply—on the analogy of the oral proceedings—, his object would be attained, keeping within the terms of the Statute.

Mr. MOORE pointed out the difference, from a technical point of view, between written and oral proceedings, the latter of which permitted only the successive submission of arguments.

M. ANZILOTTI remarked that this question had been long discussed at the preliminary session. At that time the Court had largely taken into account the practice of international arbitration, which was the simultaneous submission of the three sets of documents : Cases, Counter-Cases and Replies.

The PRESIDENT thought that, after the adoption of M. Anzilotti's proposal, it would be well to say that the Case should be submitted together with the application. There seemed to be no advantage in the Case following the application some weeks later, at a date

selon l'expiration d'un délai à fixer par le Président.

M. ANZILOTTI fait observer que l'intérêt peut être celui de permettre aux Parties de saisir la Cour en temps utile pour une session.

LE PRÉSIDENT croit que, d'après le texte de M. Anzilotti, la Cour ne pourrait rien faire dans la période qui s'écoule entre le dépôt de la requête et celui du mémoire.

M. ANZILOTTI répond que la Partie défenderesse ne peut soulever d'exception d'incompétence que dans le délai fixé pour le dépôt du contre-mémoire. Au reçu de la requête, le Président doit fixer les délais.

Le PRÉSIDENT estime qu'on pourrait abréger toute la procédure en disant que le mémoire doit être présenté avec la requête.

M. ANZILOTTI hésite à adopter cette suggestion comme règle absolue. Il ajoute que le Greffier, dans son amendement à l'article 39, a soulevé une question importante au sujet des effets de la notification du compromis. L'idée introduite par sa proposition est assez révolutionnaire, car elle met, dans un certain sens, sur le même pied un compromis et un traité établissant la juridiction obligatoire de la Cour. Du moment qu'il y a un compromis, dûment signé et ratifié, la Cour pourrait, selon l'amendement, être saisie par une notification unilatérale émanant de l'une des Parties à ce compromis. Le Greffier semble être parti de l'idée que, si la règle de la requête unilatérale a été admise par la Cour lorsqu'il s'agit d'un traité prévoyant la juridiction obligatoire de la Cour, on pourrait également l'admettre quand il s'agit d'un compromis, qui établit aussi la juridiction pour un cas spécial. Mais il y a des différences; et d'ailleurs, convient-il d'élargir le système de la requête unilatérale, qui est déjà assez révolutionnaire, étant donné les règles admises jusqu'ici, et l'étendre au compromis si l'une des Parties se refuse à venir devant la Cour?

M. MOORE conçoit difficilement, si deux Parties ont accepté la juridiction de la Cour pour un litige déterminé, comment l'une d'entre elles refuserait d'informer la Cour de l'existence de ce compromis. Si, toutefois, tel était le cas, on ne pourrait guère transformer la compétence par consentement, reconnue à la Cour, en une juridiction obligatoire, et faire de l'une des Parties le demandeur et de l'autre le défendeur.

Le GREFFIER fait observer que, dans la seule affaire dont la Cour ait été saisie en vertu d'un compromis, celui-ci a été effectivement notifié par une seule des Parties; néanmoins, la Cour a procédé, après avoir constaté seulement qu'il n'y avait pas opposition de l'autre Partie dans un délai raisonnable.

depending on the time to be fixed by the President.

M. ANZILOTTI pointed out that the advantage might be to enable the Parties to bring an action before the Court in sufficient time for a session.

The PRESIDENT thought that, according to M. Anzilotti's text, the Court could do nothing in the period elapsing between the filing of the application and the Case.

M. ANZILOTTI answered that the Respondent could only raise an objection to the jurisdiction within the time fixed for the filing of the Counter-Case. On receipt of the application, the President must fix the times.

The PRESIDENT thought that the whole procedure might be shortened by saying that the Case should be submitted together with the application.

M. ANZILOTTI hesitated to adopt this suggestion as an absolute rule. He added that the Registrar, in his amendment to Article 39, had raised an important question with regard to the effects of notice of the special agreement. The idea introduced by his proposal was sufficiently revolutionary, since, in a certain sense, it placed on the same footing a special agreement and a treaty establishing the compulsory jurisdiction of the Court. Once there were a special agreement, duly signed and ratified, a case could, according to the amendment, be brought before the Court by means of a unilateral notice given by one of the Parties to the special agreement. The Registrar seemed to have adopted the idea that if the rule of the unilateral application had been accepted by the Court in the case of a treaty providing for the Court's compulsory jurisdiction, it might also be accepted in the case of a special agreement, which was also a treaty giving to the Court jurisdiction in a particular case. There were, however, differences; and, further, should the system of the unilateral application, which was already sufficiently revolutionary, be extended, having regard to the rules hitherto accepted, so as to cover a special agreement, if one of the Parties refused to appear before the Court?

Mr. MOORE could not readily imagine that, if two Parties had accepted the jurisdiction of the Court for a particular dispute, one of them would refuse to inform the Court of the existence of their special agreement. If, however, such were the case, they could hardly transform the jurisdiction by consent conferred upon the Court into a compulsory jurisdiction and make one of the Parties the Applicant and the other the Respondent.

The REGISTRAR pointed out that in the only case which had been brought before the Court under a special agreement, notice of that document had only been given by one of the Parties; nevertheless, the Court had proceeded with the case, after having merely recorded that there was no opposition on the part of the other Party within a reasonable period.

NEUVIÈME SÉANCE (26 JUIN 1926)

M. MOORE constate que, selon l'amendement, la Partie qui notifie l'existence du compromis devient demandeur, l'autre est le défendeur ; ce sont là des termes appropriés à une instance introduite par requête

Sur la proposition du PRÉSIDENT, il est décidé de renvoyer la discussion à la séance suivante.

51. — **Prochaine séance de la Cour.**

La prochaine séance de la Cour est fixée au lundi 28 juin, à 10 heures.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD

NINTH MEETING (JUNE 26th, 1926)

Mr. MOORE observed that, in the amendment, the Party which gave notice of the existence of a special agreement became the Applicant, the other was the Respondent ; these were the terms appropriate to the case of a suit brought by application.

On the proposal of the PRESIDENT, it was decided to adjourn the discussion of this question until the next meeting.

51. — **Next meeting of the Court**

The next meeting of the Court was fixed for Monday June 28th, at 10 a.m

The Court rose at 1 p.m

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å HAMMARSKJÖLD
Registrar

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

DIXIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le lundi 28 juin 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

52. — Règlement, article 39 (*suite*).

Le PRÉSIDENT ouvre la séance en proposant de prendre pour base de la discussion ultérieure, sur l'article 39, la rédaction présentée par le Greffier¹, qui tient compte de certaines expériences pratiques de la Cour.

Il suggère de discuter successivement les deux parties de cette rédaction.

M. WEISS soutiendrait volontiers la rédaction proposée par le Greffier. Dans tout litige, il y a en réalité un demandeur et un défendeur, dont la qualité apparaît dans l'acte introductif d'instance; il faut en tenir compte pour fixer l'ordre du dépôt des pièces; c'est seulement dans le cas où n'apparaît pas clairement qui joue le rôle de demandeur ni qui joue le rôle de défendeur qu'il faut maintenir le dépôt des pièces dans un même délai; dès qu'il apparaît clairement qu'il y a un demandeur, c'est à lui de parler le premier.

M. ANZILOTTI demande à M. Weiss s'il accepte également la rédaction du Greffier pour le cas de la notification du compromis par une seule des Parties.

M. WEISS répond que, du fait de cette notification, cette Partie assume le rôle de demandeur.

M. LODER partage les idées exposées par M. Weiss. Si l'on n'adoptait pas cette solution, il s'ensuivrait que contre-mémoire et mémoire, duplique et réplique ne répondraient pas l'un à l'autre.

M. ANZILOTTI voudrait rappeler à nouveau que le point soulevé par M. le Président Loder a été longuement discuté à la session préliminaire, où l'on a reconnu qu'il était parfois impossible de dire qui était le demandeur

¹ Voir p. 310.

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

TENTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Monday, June 28th, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

52. — Rules, Article 39 (*Contd.*).

The PRESIDENT, in opening the meeting, proposed to take as a basis for the subsequent discussion of Article 39, the draft submitted by the Registrar¹, which took into account certain practical experience gained by the Court.

He suggested that the two parts of this draft should be discussed in succession.

M. WEISS was quite willing to support the draft proposed by the Registrar. In any dispute there was, in reality, an Applicant and a Respondent, whose capacity as such appeared from the document instituting proceedings. Account should be taken of this in fixing the order for the filing of documents. Only in a case where it did not clearly appear who played the part of Applicant or of Respondent should the filing of documents within the same times be maintained. As soon as it appeared clearly that there was an Applicant, it was for him to speak first.

M. ANZILOTTI asked M. Weiss whether he also accepted the Registrar's draft for the case in which notice of a special agreement was given by one only of the Parties.

M. WEISS replied that by giving such notice that Party assumed the rôle of Applicant.

President LODER shared M. Weiss' ideas. If this solution were not adopted, the result would be that Counter-Case and Case, Rejoinder and Reply, would not answer one another.

M. ANZILOTTI wished once more to recall that the point raised by President Loder had been discussed at length at the preliminary session, when it had been recognized that it was sometimes impossible to say who

¹ See p. 310.

et qui était le défendeur. Il rappelle que, dans la pratique arbitrale, les mémoires et les contre-mémoires sont souvent présentés dans le même délai.

M. WEISS rappelle que, dans cette pratique, on est arrivé à faire plaider les Parties en suivant l'ordre alphabétique.

M. MOORE répète qu'il voit une impossibilité en droit et en fait à assimiler la procédure devant la Cour à la procédure suivie devant les tribunaux nationaux, où une sommation peut être lancée par une Partie contre une autre sans discussion préalable. Si des États portent des affaires devant la Cour en vertu d'un compromis, chacun d'eux connaît parfaitement le point de vue de l'autre Partie contractante ; et, dans la plupart des cas, il n'y a ni demandeur ni défendeur.

M. ODA préfère, d'une part, en général, le maintien du texte actuel de l'article 39 du Règlement, afin de lui laisser la souplesse nécessaire. D'autre part, il considère comme juste l'observation de M. de Bustamante et suggère de supprimer le troisième échange de pièces, dans le cas du compromis, et de remplacer les mots « un mémoire », « un contre-mémoire », du texte actuel par les mots « un premier mémoire », « un deuxième mémoire ».

M. ALTAMIRA s'accorde avec M. Moore et M. Anzilotti à reconnaître qu'il y a des cas où l'on ne peut réellement distinguer entre le demandeur et le défendeur ; mais il en est d'autres où les positions sont très bien précisées. On se trouve donc en présence de situations différentes pour lesquelles des règles différentes devraient être proposées.

Le PRÉSIDENT incline à donner la préférence au maintien du *statu quo*. L'article 43 du Statut semble imposer la solution qui se trouve dans l'article 39 du Règlement : le système adopté par le Statut peut être critiquable, mais la Cour n'est pas en mesure de le modifier. En ce qui concerne la terminologie, le Règlement devrait, à l'avenir aussi, comme le fait l'article 43 du Statut, se servir des expressions « mémoire » et « contre-mémoire ».

Ce qu'il y a de nouveau dans la rédaction du Greffier, c'est surtout la possibilité qui y est prévue pour la Cour de traiter un compromis notifié unilatéralement comme une sorte de requête basée sur un compromis : ce fut le cas dans l'affaire du Traité de Neuilly entre la Grèce et la Bulgarie. Mais il paraît qu'on ne devrait pas tirer de conséquences générales d'un cas unique soumis à la Cour.

D'une manière générale, la situation, assez délicate du point de vue politique, où l'une des Parties ne notifie pas le compromis, ne devrait pas trouver sa place dans le Règlement.

Le Président suggère donc que la Cour se contente d'attendre, pour modifier son Règlement sur ce point, une plus longue pratique, bien que l'expérience démontre

was the Applicant and who was the Respondent. He recalled that in arbitration practice, Cases and Counter-Cases were generally submitted within the same times.

M. WEISS recalled that in that practice the solution had been adopted of calling upon the Parties to submit their arguments in alphabetical order.

Mr. MOORE repeated that he thought it was impossible both in law and in fact to assimilate the procedure followed before the Court to the procedure followed before municipal tribunals, where a summons might be issued by a Party against another without previous discussion. If States brought cases before the Court under a special agreement, each of them knew perfectly the standpoint of the other contracting Party, and, in most cases, there was neither Applicant nor Respondent.

M. ODA would, on the one hand, generally speaking, prefer that the present text of Article 39 of the Rules should be maintained in order that they might preserve the necessary flexibility. On the other hand, he considered M. de Bustamante's remark quite correct and suggested that the third exchange of documents should be suppressed in the case of a special agreement, and that the words "a Case", "a Counter-Case" in the present text should be replaced by "a first Case", "a second Case".

M. ALTAMIRA agreed with Mr. Moore and M. Anzilotti in recognizing that there were cases in which no real distinction could be made between the Applicant and the Respondent ; but there were others in which the positions were very clearly defined. They were, therefore, confronted with different situations for which different rules should be proposed.

The PRESIDENT was inclined to give his preference to the maintenance of the *status quo*. Article 43 of the Statute seemed to require the solution to be found in Article 39 of the Rules. The system adopted by the Statute might be open to criticism, but the Court could not modify it. As regarded terminology, the Court should, in the future also, as was done in Article 43 of the Statute, use the expressions "Case" and "Counter-Case".

What was new in the Registrar's proposal was mainly the possibility therein afforded to the Court to regard a special agreement, notice of which was given by one side only, as a sort of application based on a special agreement ; that was the case in the question of the Treaty of Neuilly between Greece and Bulgaria. But it seemed that they should not deduce general consequences from a single case submitted to the Court.

Generally speaking, the somewhat delicate situation from a political point of view, in which one of the Parties did not give notice of the special agreement, should not be dealt with in the Rules.

The President therefore suggested that the Court should content itself with waiting, before modifying its Rules on this point, until a longer practice had been

que le système de la présentation simultanée des documents a des inconvénients ; mais la Cour ne pourrait guère s'écarter du système jusqu'à présent suivi dans la pratique arbitrale sans y être réellement autorisée par le Statut.

Le Président met aux voix la nouvelle rédaction établie par le Greffier pour l'article 39¹.

(Cette nouvelle rédaction est adoptée par six voix contre cinq (MM. Anzilotti, Oda, Moore, lord Finlay, M. Huber).)

M. ANZILOTTI fait au sujet de ce résultat toutes ses réserves, demandant qu'elles soient inscrites au procès-verbal.

M. le Président LODER désire savoir s'il n'y aura pas une seconde lecture, de manière à permettre à la Cour, pour répondre au désir de M. Anzilotti, d'examiner à nouveau certains points.

Le PRÉSIDENT fait observer que le Comité de rédaction aura à s'occuper des textes adoptés et qu'il devra les soumettre à la Cour : celle-ci sera donc appelée à émettre de nouveau un vote. En ce moment, il n'y a rien de définitivement acquis.

53. — Règlement, article 40.

Le PRÉSIDENT fait remarquer qu'à propos de l'article 40 il y a une observation de M. de Bustamante, indiquant que le Règlement, dans sa forme actuelle, ne contient aucune disposition relative au contenu de la réplique et de la duplique.

M. DE BUSTAMANTE déclare, toutefois, ne pas vouloir présenter de proposition sur ce point.

54. — Règlement, article 41.

Le PRÉSIDENT signale, à propos de l'article 41, un texte rédigé par le Greffier¹, où sont ajoutés à l'article actuel les mots : « . . . après quoi les Parties ne peuvent déposer de documents qu'à la demande de la Cour ».

Le GREFFIER explique que, dans certaines affaires, il est arrivé qu'une fois la discussion close une des Puissances intéressées ait néanmoins présenté des pièces qui n'étaient pas des documents de procédure, à proprement parler, mais des moyens de preuve : il a fallu une décision de la Cour pour dire si ces pièces devaient être acceptées et, dans l'affirmative, si elles devaient être communiquées à l'autre Partie ; et, dans ce cas encore, si cette autre Partie pouvait être autorisée à fournir des contre-preuves. Le résultat a été une perte de temps considérable ; de plus, à certains moments, pendant les délibérations, on pouvait se demander si la Cour était en possession de tous les éléments, ou si elle devait encore attendre avant de se prononcer. C'est pour mettre fin à cette situation qu'il serait désirable de préciser dans un article la volonté de la Cour.

¹ Voir p. 310.

established, although experience showed that the system of the simultaneous submission of the documents involved disadvantages ; but the Court could hardly discard the system hitherto followed in arbitration practice without really being authorized to do so by the Statute.

The President took a vote on the new draft prepared by the Registrar for Article 39¹.

(This new draft was adopted by 6 votes to 5 (MM. Anzilotti, Oda, Moore, Lord Finlay and M. Huber).)

M. ANZILOTTI made full reservations in regard to the result of this vote, and asked that the fact should be mentioned in the minutes.

President LODER asked whether there would not be a second reading so as to enable the Court, in order to meet M. Anzilotti's wishes, to reconsider certain points.

The PRESIDENT pointed out that the Drafting Committee would have to deal with the clauses adopted and that it would have to submit them to the Court. The latter would then once more have to vote upon them. At that moment nothing had been definitely adopted.

53. — Rules, Article 40.

The PRESIDENT pointed out that in connection with Article 40 there was an observation by M. de Bustamante to the effect that the Rules, in their present form, contained no clause regarding the contents of the Reply and the Rejoinder.

M. DE BUSTAMANTE, however, said that he did not wish to make a proposal on this point.

54. — Rules, Article 41.

The PRESIDENT pointed out, in connection with Article 41, that there was a draft prepared by the Registrar¹ which added to the present article the words : " . . . and no more documents may be filed by the Parties except at the request of the Court ".

The REGISTRAR explained that in certain cases it had happened that, after the proceedings had been closed, one of the Powers concerned had nevertheless submitted documents which were not documents of procedure properly so-called, but evidence. A decision of the Court had been necessary to say whether these documents should be accepted, and, if so, whether they should be communicated to the other Party ; and, in that case again, whether that other Party could be authorized to produce counter-evidence. The result had been a considerable loss of time. Furthermore, at certain times during the deliberations, it might be doubtful whether the Court was in possession of all the information or whether it should still wait before giving its decision. It was in order to put an end to this situation that it would be desirable to state the wishes of the Court in an article

¹ See p. 310.

M. ANZILOTTI estime qu'au lieu de dire : « les Parties ne peuvent déposer de documents qu'à la demande de la Cour », il serait indiqué de mettre : « qu'à la demande ou avec l'autorisation de la Cour ». On peut se demander si c'est toujours la Cour qui doit prendre l'initiative.

Le GREFFIER explique que des difficultés ont surgi précisément parce que l'on a considéré que la Cour pouvait donner cette autorisation. Si le Règlement avait été formel sur ce point, le cas ne se serait même pas présenté.

M. ANZILOTTI relève qu'il peut être de l'intérêt de la Cour d'avoir sous les yeux le plus grand nombre possible de pièces et de documents.

M. NYHOLM estime qu'une innovation aussi importante pourrait priver les Parties d'un de leurs droits les plus sacrés.

M. DE BUSTAMANTE fait observer que les règles de procédure de la Cour doivent être fixes ; chaque Partie doit savoir à quoi s'en tenir. Si les Parties savent qu'elles ne peuvent pas présenter de documents après la procédure orale, elles les présenteront avant ; si elles peuvent en présenter après, il faut permettre à toutes les Parties de les connaître, de les discuter, de demander une nouvelle procédure orale, ce qui prolongera indéfiniment la procédure. Pour ces raisons, M. de Bustamante serait favorable à la proposition du Greffier.

M. NYHOLM croit qu'en adoptant la règle proposée on diminuerait la valeur des plaidoiries.

Suivant le système de procédure appliqué dans certains États, la documentation doit être présentée avant la plaidoirie ; dans d'autres États, c'est le contraire ; il n'y a pas de doute que le dernier système donne aux plaidoiries une très grande force et une très grande ampleur. M. Nyholm est donc en faveur du rejet de l'amendement, mais propose, subsidiairement, de ne pas dire que les documents doivent être communiqués « à la demande de la Cour », mais « avec la permission de la Cour ».

Le PRÉSIDENT estime qu'il est assez dangereux de vouloir être trop rigide. Dans une procédure nationale, sur la base d'un code connu et d'une jurisprudence bien établie, les représentants des Parties peuvent, d'avance, savoir à peu près ce qu'ils doivent produire ; mais, devant la Cour, il peut être difficile pour le représentant d'un gouvernement de connaître l'attitude que prendra celui d'un autre État. On ne doit pas risquer qu'une instance entre deux États puisse être décidée sur la base d'une justice purement formelle.

Dans ces conditions, il vaut mieux que la Cour ait assez de liberté pour accepter encore des documents à un moment avancé de l'affaire, tout en réservant son droit de n'en pas tenir compte. D'autre part, cette documentation ne doit être fournie qu'avec

M. ANZILOTTI thought that instead of saying : "No more documents may be filed by the Parties except at the request of the Court", it would be better to put : "except at the request or with the permission of the Court". It might be wondered whether it was always the Court which should take the initiative.

The REGISTRAR explained that difficulties had arisen precisely because it had been held that the Court could give such permission. If the Rules had been definite on this point, the case would not even have arisen.

M. ANZILOTTI pointed out that it might be in the interests of the Court to have before it the greatest possible amount of evidence and documents.

M. NYHOLM thought that such an important innovation might deprive the Parties of one of their most sacred rights.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that the rules of procedure of the Court must be fixed. Each Party must know what to expect. If the Parties knew that they could not submit documents after the oral proceedings, they would submit them before ; if they could submit them afterwards, all Parties must be allowed to have cognizance of them, to discuss them and to ask for new oral proceedings ; this would indefinitely prolong the proceedings. For these reasons M. de Bustamante was in favour of the Registrar's proposal.

M. NYHOLM thought that by adopting the rule proposed, the value of the oral proceedings would be diminished.

According to the system of procedure applied in certain States, documents must be submitted before the oral proceedings ; in other States, the contrary was the case ; there was no doubt that the latter system gave the oral proceedings great importance and made them very lengthy. M. Nyholm therefore was in favour of the rejection of the amendment, but proposed, as an alternative, not to say that the documents should be communicated "at the request of the Court" but "with the permission of the Court".

The PRESIDENT thought that it would be somewhat dangerous to adopt too rigid a rule. In municipal proceedings, based on a known code and a well-established jurisprudence, the representatives of the Parties knew in advance more or less what they should produce ; but, before the Court, it might be difficult for the representative of a government to know the attitude which would be adopted by that of another State. They must not run the risk of a case between two States being decided on the basis of a purely formal administration of justice.

In these circumstances, it would be better that the Court should have sufficient liberty to accept further documents at an advanced stage of the proceedings, whilst reserving its right not to take them into account. Again, such documents should not be furnished except

l'autorisation de la Cour ; celle-ci doit pouvoir dire que la documentation ne saurait plus être complétée.

M. ALTAMIRA estime qu'il faudrait toujours faire savoir aux Parties jusqu'à quelle limite la Cour acceptera des documents. Actuellement, les Parties pensent qu'elles peuvent à tout moment en apporter.

Le PRÉSIDENT constate que M. Nyholm propose de maintenir le texte actuel et, subsidiairement, au cas où l'on adopterait le texte du Greffier, de remplacer les mots « à la demande de la Cour » par « avec l'autorisation de la Cour ».

M. MOORE fait observer que, si la Cour adoptait l'amendement du Greffier, le texte irait au Comité de rédaction, qui pourrait le modifier conformément au désir de M. Nyholm ; au contraire, si la Cour se prononçait contre l'amendement, rien ne serait changé à l'article actuel.

Le PRÉSIDENT constate que le Règlement distingue entre la procédure écrite et la procédure orale : la Cour peut interpréter la notion de procédure écrite en ce sens qu'une fois celle-ci terminée, elle peut écarter de nouveaux documents écrits ; il n'en est pas moins vrai que, dans la procédure orale, de nouveaux moyens de preuve peuvent être apportés.

Selon M. ALTAMIRA, l'expérience a démontré que sur ce point le Règlement n'est pas toujours clair pour les Parties et que des incidents fâcheux peuvent résulter de l'absence d'une règle précise.

M. ANZILOTTI fait observer que l'article 40 fournit une règle assez précise en disposant que « les contre-mémoires comprennent... 5) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées au contre-mémoire ».

Le GREFFIER signale que l'article 40 parle de mémoire et de contre-mémoire ; mais le Règlement est muet en ce qui concerne la réplique et la duplique. Or, il est précisément arrivé que les annexes à la réplique n'aient pas été présentées avec celle-ci mais seulement au début de la procédure orale ; c'est là un abus manifeste, qu'il serait utile d'écarter.

Le PRÉSIDENT consulte la Cour sur l'addition proposée par le Greffier à l'article 41.

(L'addition proposée par le Greffier à l'article 41 est rejetée par six voix contre cinq (MM. Pessôa, Altamira, de Bustamante, Weiss, Loder).)

M. NYHOLM déclare, dans ces conditions, retirer son amendement subsidiaire.

55. — Règlement, article 42.

Le PRÉSIDENT constate que, sur l'article 42, la Cour est saisie d'une rédaction du Greffier¹.

Le GREFFIER explique que la rédaction tend à prévoir la communication aux Parties — et non seulement

¹ Voir pp. 310-311.

with the permission of the Court ; it should be able to say that no further documents might be submitted.

M. ALTAMIRA thought that they should always inform the Parties up till what time the Court would accept documents. At present the Parties thought that they could submit them at any time.

The PRESIDENT observed that M. Nyholm proposed to maintain the present text and, in the alternative, supposing the Registrar's text were adopted, to substitute the words "with the permission of the Court" for the words "at the request of the Court".

Mr. MOORE pointed out that if the Court adopted the Registrar's amendment, the text would go to the Drafting Committee, who could modify it in accordance with M. Nyholm's wishes ; on the contrary, if the Court decided against the amendment, no change would be made in the present article.

The PRESIDENT stated that the Rules distinguished between written and oral proceedings : the Court might interpret the conception of written proceedings to mean that once they were terminated, it could refuse to receive further written documents ; it was, however, true that in the oral proceedings further evidence might be produced.

M. ALTAMIRA was of opinion that experience had shown that in regard to this point the Rules were not always clear to the Parties, and that unfortunate incidents might result from the absence of a definite rule.

M. ANZILOTTI pointed out that Article 40 contained a sufficiently precise rule when it laid down that "Counter-Cases shall contain... (5) a list of the documents in support ; these documents shall be attached to the Counter-Case".

The REGISTRAR pointed out that Article 40 spoke of a Case and a Counter-Case, but the Rules were silent as regards the Reply and the Rejoinder. Now, it had actually happened that annexes to the Reply had not been submitted together with it, but only at the commencement of the oral proceedings ; that was manifestly wrong and it would be well to render it impossible.

The PRESIDENT took the opinion of the Court on the addition proposed by the Registrar to Article 41.

(The addition proposed by the Registrar to Article 41 was rejected by 6 votes to 5 (MM. Pessôa, Altamira, de Bustamante, Weiss, Loder).)

M. NYHOLM stated that in these circumstances he would withdraw his alternative amendment.

55. — Rules, Article 42.

The PRESIDENT stated that in regard to Article 42, the Court had before it a draft made by the Registrar¹.

The REGISTRAR explained that his draft was intended to provide for the communication to the

¹ See pp. 310-311.

aux juges — du dossier complet de l'affaire. L'article 43 du Statut, deuxième alinéa, prévoit déjà la communication «à juge et à partie des mémoires...» tandis que le Règlement ne prévoit que la communication aux juges. Le but de l'amendement est uniquement de mettre le Règlement en harmonie avec le Statut.

Le PRÉSIDENT propose d'adopter la nouvelle rédaction proposée par le Greffier.

(Mise aux voix, la rédaction de l'article 42, proposée par le Greffier¹, est adoptée à l'unanimité.)

M. NYHOLM voudrait attirer l'attention du Comité de rédaction sur une note du Greffier qui figure à la page 81¹, d'après laquelle il est désirable de conserver autant que possible le numérotage des articles. M. Nyholm espère que l'on voudra tenir compte de cette suggestion.

56. — Ordre du jour.

Le PRÉSIDENT rappelle que la Cour avait décidé de renvoyer à la présente séance la suite de la discussion sur la déclaration que doivent faire, aux termes de la Résolution du Conseil de la Société des Nations du 17 mai 1922, les États non Membres de la Société. Il propose de renvoyer cette question à une séance ultérieure, en raison des préparatifs à faire avant l'audience publique de l'après-midi.

(Il en est ainsi décidé.)

57. — Prochaine audience de la Cour².

L'audience publique de la Cour aura lieu l'après-midi du 28 juin, à 15 h. 30.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Voir pp. 310-311.

² „ *Publications de la Cour*, Série C, n° 12, p. 8.

Parties, and not only to the judges, of all the documents in the case. Article 43 of the Statute, second paragraph, already provided for the communication “to the judges and to the Parties of Cases...” whereas the Rules only provided for their communication to judges. The object of the amendment was simply to place the Rules in harmony with the Statute.

The PRESIDENT proposed to adopt the new wording proposed by the Registrar.

(On being put the vote, the draft of Article 42, proposed by the Registrar¹, was adopted unanimously.)

M. NYHOLM wished to draw the attention of the Drafting Committee to a note by the Registrar which appeared on page 81¹, to the effect that it was desirable to preserve, as far as possible, the numbering of the articles. M. Nyholm hoped that this suggestion would be taken into account.

56. — Agenda.

The PRESIDENT reminded the Court that it had decided to postpone to the present meeting the discussion on the declaration to be made, under the Council Resolution of May 17th, 1922, by States not Members of the League. He proposed to postpone this question to a subsequent meeting, owing to the preparations to be made before the public sitting of the afternoon.

(It was decided accordingly.)

57. — Next sitting of the Court².

The next public sitting would take place in the afternoon of June 28th, at 3.30 p.m.

The Court rose at 11 a.m.

(Signed) MAX HUBER,

President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,

Registrar.

¹ See pp. 310-311.

² „ *Publications of the Court*, Series C., No. 12, p. 8.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

VINGT-DEUXIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le mercredi 21 juillet 1926, à 11 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

79. — Revision du Règlement, article 35.

Le PRÉSIDENT rappelle que le premier article à examiner est l'article 35, au sujet duquel le rapport du Greffier contient certaines formules nouvelles.

La Cour ayant déjà traité de celle qui est reproduite sous le n° 1, à la p. 78¹, il lui reste à s'occuper de celle qui figure au n° 2 et qui a trait aux conditions d'admission devant la Cour d'États non Membres de la Société des Nations. Cette formule est destinée à préciser les conditions imposées par la Résolution du Conseil de 1922.

M. ANZILOTTI interprète la deuxième partie de l'article 35, telle qu'elle est rédigée dans le texte du Greffier, dans ce sens qu'elle s'appliquerait toutes les fois qu'une question est portée devant la Cour autrement que par un compromis.

Pour ce qui est de la terminologie, ce n'est pas, selon M. Anzilotti, dans ce sens que l'on emploie d'habitude l'expression « traité général », et il n'est donc pas assez précis de parler de « traité général » par opposition au compromis.

En ce qui concerne le fond même de la question, M. Anzilotti rappelle la genèse des dispositions insérées dans l'article 35 du Statut. Le projet élaboré en 1920 par le Comité des juristes distinguait entre les États mentionnés à l'annexe au Pacte, auxquels la Cour était ouverte, et les « autres États » auxquels la Cour était « accessible » ; le Conseil devait fixer les conditions dans lesquelles les États non mentionnés à l'annexe au Pacte pourraient avoir accès à la Cour.

¹ Voir pp. 308-309.

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

TWENTY-SECOND MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Wednesday, July 21st, 1926, at 11 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

79. — Revision of the Rules, Article 35.

The PRESIDENT recalled that the first article to be examined was Article 35, in regard to which the Registrar's report contained certain new drafts.

The Court having already dealt with that reproduced as No. 1 on page 78¹, it remained for it to consider that appearing under No. 2 and regarding the conditions of admission to the Court of States not Members of the League of Nations. This draft was designed to define the conditions imposed by the Council Resolution of 1922.

M. ANZILOTTI interpreted the second part of Article 35, as drafted by the Registrar, as applicable whenever a question was brought before the Court otherwise than by a special agreement.

As regards terminology, it was not, M. Anzilotti thought, in this sense that the expression "general treaty" was generally used, and it was not therefore sufficiently precise to speak of a "general treaty" as opposed to a special agreement.

In regard to the principle involved, M. Anzilotti alluded to the genesis of the provisions inserted in Article 35 of the Statute. The draft prepared by the Committee of Jurists in 1920 drew a distinction between States mentioned in the Annex to the Covenant, to which the Court was open, and "other States" which might have access to the Court ; the Council was to fix the conditions in which States not mentioned in the Annex to the Covenant might have access to the Court.

¹ See pp. 308-309.

C'est cette solution qui a été discutée à Genève par la première Assemblée, et, à la suite de ces discussions, une clause a été insérée exceptant les traités en vigueur : « sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur . . . ».

Cette réserve a été justifiée de la manière suivante : les traités de paix imposent dans certains cas aux États centraux la juridiction de la Cour ; en d'autres cas, on leur a accordé le droit d'introduire eux-mêmes une instance devant la Cour. En admettant, dès lors, que le Conseil de la Société des Nations puisse imposer d'autres conditions, on modifierait les traités de paix, ce que l'on ne pouvait faire. La clause dont il s'agit vise donc les traités de paix.

Il est vrai que le texte même se borne à mentionner, d'une façon très générale, « les traités en vigueur », lesquels peuvent être non seulement les traités en vigueur au moment de l'adoption du Statut, mais les traités en vigueur à tout moment. Néanmoins, il existe une raison qui, selon M. Anzilotti, ne permet pas de faire tout rentrer dans le texte en dehors des compromis : on ne comprendrait pas, en effet, pourquoi une situation spéciale serait, par exemple, faite à la Turquie et à la Russie si, demain, elles venaient à se présenter devant la Cour en vertu d'un traité qu'elles auraient conclu entre elles.

La Cour n'a eu qu'une fois à prendre position à l'égard de la question actuelle, savoir, dans l'affaire de Haute-Silésie. A ce moment, l'opinion qui dominait dans la Cour était probablement celle que le Greffier a exprimée dans son projet.

Quoi qu'il en soit, il s'agissait alors d'un traité — la Convention de Haute-Silésie — rédigé sous les auspices de la Société des Nations et qui devait être considéré comme un complément du Traité de Versailles. Il est donc possible de faire rentrer le cas sur lequel la Cour a alors statué dans l'expression générale « sous réserve des traités en vigueur », tout en interprétant cette expression comme visant les traités de paix, et il n'est pas nécessaire de la comprendre comme obligeant la Cour à entrer dans la voie d'une interprétation aussi large que celle qui est proposée.

M. Anzilotti pense que la Cour devrait se borner à faire mention de la Résolution du Conseil, et à renvoyer à l'article 35 pour ce qui concerne les cas où cette déclaration est nécessaire, et il présente, dans cet ordre d'idées, la proposition suivante :

« La déclaration prévue par la Résolution du Conseil en date du 17 mai 1922, dans les cas où elle serait requise conformément à l'article 35 du Statut, sera déposée au Greffe avec la première pièce de procédure, au plus tard. »

Il est indifférent, ajoute M. Anzilotti, que la déclaration soit faite dans le compromis ou bien dans un acte séparé, ou bien même de toute autre manière, mais il convient de laisser intacte la question de

This was the solution which had been discussed at Geneva during the First Assembly, and as a result of these discussions, a clause had been inserted excepting treaties in force : "subject to the special provisions of treaties in force. . . .".

This reservation had been justified as follows : the peace treaties in certain cases imposed the Court's jurisdiction on the central States ; in other cases these States had been given the right of themselves instituting proceedings before the Court. That being so, to allow the Council to impose other conditions would amount to modifying the peace treaties, which could not be done. The clause in question therefore had in mind the peace treaties.

It was true that the actual wording simply referred in a very general way to "treaties in force" which might include not only those treaties in force at the time of the adoption of the Statute, but those in force at any given time. Nevertheless there was, in M. Anzilotti's opinion, a reason which made it impossible to read the clause as covering everything except special agreements : for it would be difficult to understand why a privileged position should be accorded, for instance to Turkey and Russia, supposing that, to-morrow, they were to come before the Court under a treaty concluded between them.

The Court had only once had to take up a position in regard to the present question, that was to say, in the Upper Silesian case. At that time the opinion which prevailed in the Court was probably that to which the Registrar had given expression in his proposal.

However that might be, the question then related to a treaty—the Upper Silesian Convention—drawn up under the auspices of the League of Nations which was to be considered as supplementary to the Treaty of Versailles. It was therefore possible to include the case in regard to which the Court had then had to decide in the general expression "subject to treaties in force", whilst construing that expression as referring to the peace treaties, and it was not necessary to read it as compelling the Court to adopt an interpretation as wide as that which was proposed.

M. Anzilotti thought that the Court should confine itself to mentioning the Council Resolution and referring to Article 35 in so far as concerned cases in which such a declaration was necessary ; in this connection he submitted the following proposal :

"The declaration provided for by the Resolution of the Council of May 17th, 1922, in cases where it is required, in conformity with Article 35 of the Statute, shall be filed with the Registry together with the first document of procedure, at latest."

It did not matter, added M. Anzilotti, whether the declaration was made in the special agreement or in a separate document, or even in any other manner. But the question in what cases this declaration was necessary

savoir dans quels cas cette déclaration est nécessaire. La Cour statuera, dans chaque cas d'espèce, sur la nécessité de la déclaration, sans qu'il soit nécessaire d'adopter dès maintenant une règle générale.

Le GREFFIER fournit quelques renseignements. En ce qui concerne la terminologie, il a choisi l'expression « traité général », en s'inspirant plutôt du sens dans lequel on parle de « traité général d'arbitrage ». Pour ce qui est des travaux préparatoires au Statut, il attire l'attention sur ce que l'Assemblée de la Société des Nations, en adoptant le Statut, a approuvé en même temps le rapport rédigé par M. Hagerup au nom de la troisième Commission ; or, ce rapport contient certains éléments d'une interprétation faisant autorité de l'article 35 du Statut. Sur le point relatif à l'affaire de Haute-Silésie, le Greffier rappelle que la décision de la Cour, selon les déclarations mêmes de celle-ci, ne devait être considérée que comme une décision d'espèce. Enfin, il attire l'attention de la Cour sur la difficulté suivante : la Cour doit-elle statuer d'office, ou bien doit-elle attendre une opposition éventuelle de la part de l'autre Partie, pour décider si une déclaration, aux termes de la Résolution du Conseil, doit ou non être exigée de la demanderesse ? Cette difficulté serait écartée par le nouveau texte.

Le PRÉSIDENT déclare que la proposition de M. Anzilotti sera recopiée et distribuée.

Sur le fond de la question, il estime, en tenant compte des commentaires quasi-officiels du Statut que constitue le rapport de M. Hagerup, que l'on peut bien arriver à l'interprétation large de l'article 35 du Statut adoptée par la Cour dans l'affaire de la Haute-Silésie. Mais il faut, avant tout, interpréter la Résolution du Conseil selon les termes mêmes de cet article 35 auquel il se réfère, et le Président croit, avec M. Anzilotti, que l'on n'a pu viser, par l'exception inscrite à l'article 35, que des situations prévues par les traités de paix. Pour lui, l'idée principale de la Résolution du Conseil est donc d'imposer aux États non Membres de la Société des Nations l'acceptation des principes énoncés dans l'article 13 du Pacte.

En effet, la Résolution du Conseil ne fait que reproduire plus ou moins les termes de l'article 13 du Pacte. Il est tout naturel que les États qui veulent profiter d'une institution établie par la Société des Nations doivent accepter les conditions fixées par le Pacte, et que les États qui, pour une raison ou pour une autre, ne l'ont pas encore fait, les acceptent par cette déclaration, — que ce soit en qualité de demandeur ou de défendeur qu'ils paraissent devant la Cour.

Mais, comme les déclarations peuvent soulever des questions constitutionnelles difficiles à résoudre, le Président serait plutôt porté à ne rien dire, aussi longtemps qu'aucune des Parties ne soulève ce point.

M. ANZILOTTI serait d'accord pour ne rien dire.

must be left intact. The Court would decide in each particular case as to the necessity for the declaration, and it was not necessary henceforth to adopt a general rule.

The REGISTRAR furnished certain information. As regards terminology he had chosen the expression "general treaties", using it rather in the sense in which one spoke of a "general treaty of arbitration". As regards the preparatory work of the Statute, he drew attention to the fact that the Assembly of the League of Nations, when adopting the Statute, had, at the same time, adopted the report made by M. Hagerup on behalf of the Third Commission ; now that report contained some of the elements of an authoritative interpretation of Article 35 of the Statute. In regard to the point in connection with the Upper Silesian case, the Registrar recalled that the Court's decision was to be considered, as it had itself declared, as applicable only in the particular case. Finally, he drew the Court's attention to the following difficulty : should the Court give a decision, *ipso facto*, or should it await possible opposition on the part of the other Party before deciding whether a declaration under the terms of the Council Resolution should or should not be required from the Applicant ? That difficulty would be removed by the new text.

The PRESIDENT stated that M. Anzilotti's proposal would be copied and distributed.

In regard to the principle involved, he thought, having regard to the semi-official commentaries on the Statute constituted by M. Hagerup's report, that it was quite possible to arrive at the wide interpretation of Article 35 of the Statute adopted by the Court in the Upper Silesian case. But the essential thing was to construe the Council Resolution in accordance with the actual terms of this Article 35 to which it referred, and the President thought, like M. Anzilotti, that the exception made in Article 35 could only be intended to cover situations provided for by the treaties of peace. To his mind, the principal idea of the Council Resolution, therefore, was to impose on States not Members of the League the acceptance of the principles enunciated in Article 13 of the Covenant.

For the Council Resolution only reproduced more or less the terms of Article 13 of the Covenant. It was quite natural that States that wished to profit by the institution established by the League of Nations should have to accept the conditions fixed by the Covenant, and that States which, for one reason or another, had not yet done so should accept them by means of this declaration, whether they appeared before the Court as Applicant or Respondent.

But as the declarations might give rise to constitutional questions difficult to solve, the President would be inclined to say nothing unless one of the Parties raised the point.

M. ANZILOTTI agreed that nothing should be said.

Quant au rapport de M. Hagerup, il dit :

« Pour les autres États, leur accès à la Cour dépendra ou bien des dispositions particulières des traités en vigueur (par exemple les dispositions dans les traités de paix concernant les droits des minorités, le travail, etc.) ou bien d'une résolution du Conseil. »

Il est vrai que ce ne sont là que des exemples : il faudrait ajouter, entre autres, la disposition concernant le canal de Kiel. Mais en tout cas, le rapport ne dit pas grand'chose.

A la demande de lord Finlay, M. ANZILOTTI explique son amendement. D'après le Greffier, toutes les fois que, dans un traité quelconque, se trouve insérée une clause générale, visant la juridiction de la Cour, la Résolution du Conseil ne s'applique pas. Selon M. Anzilotti, ce serait aller trop loin, car, puisque la Résolution existe, la Cour ne saurait, moralement, la mettre de côté.

Le PRÉSIDENT demande s'il interprète correctement la pensée exprimée dans la formule de M. Anzilotti, en estimant que la déclaration visée par la Résolution du Conseil doit au plus tard être faite au moment du dépôt de la requête.

M. ANZILOTTI explique qu'il a envisagé le moment du dépôt de la première pièce de procédure.

Le PRÉSIDENT constate qu'il pourra donc s'agir, entre autres, de l'acte introductif d'instance, et que, dans ce cas, il incombera au Président d'examiner, au cas où la Cour ne serait pas en session, si vraiment la déclaration doit être exigée.

M. ANZILOTTI explique que ce serait à la Cour, en principe, de décider ; mais, si elle n'est pas en session, ce devoir incombera fatalement au Président.

Le PRÉSIDENT rappelle que, si l'on ne dit rien, c'est toujours la Cour qui décide. Si, dans un cas déterminé, la déclaration n'est pas déposée et si l'autre Partie soulève une exception d'incompétence de ce chef, la Cour décidera, mais seulement lorsqu'elle sera réunie. D'ailleurs, aux termes de la Résolution même du Conseil (n° 5), la Cour « connaît de toute question relative à la validité ou à l'effet d'une déclaration faite aux termes de la présente Résolution ». Cela s'applique *a fortiori* à la question de savoir si la déclaration est, ou non, requise.

M. ANZILOTTI avait eu l'impression que la Cour désirait mentionner d'une manière quelconque la Résolution du Conseil, que les États sembleraient avoir quelque peu oubliée. Mais il est prêt à renoncer à sa suggestion.

Le PRÉSIDENT met aux voix le texte de la proposition de M. Anzilotti, texte qui deviendrait le n° 2 de l'article 35.

(La proposition de M. Anzilotti est adoptée par dix voix contre une (M. Loder).)

As regards M. Hagerup's report, it said :

“The access of other States to the Court will depend either on the special provisions of the treaties in force (for example the provisions of the treaties of peace concerning the right of minorities, labour, etc.) or else on a resolution of the Council.”

It was true that these were only examples. To them should be added, amongst others, the clause concerning the Kiel Canal ; but in any case the report did not say much.

At the request of Lord Finlay, M. ANZILOTTI explained his amendment. According to the Registrar, whenever in a treaty a general clause was inserted providing for the Court's jurisdiction, the Council Resolution would not apply. In M. Anzilotti's opinion that would be going too far, because, as the Resolution existed, the Court could not, morally speaking, set it aside.

The PRESIDENT asked if he had rightly understood the idea embodied on M. Anzilotti's proposal in thinking that the declaration contemplated by the Council Resolution was to be made at latest when the application was submitted.

M. ANZILOTTI explained that he had had in mind the time when the first document of procedure was filed.

The PRESIDENT observed that the question might, therefore, arise, in connection with the instrument instituting proceedings, amongst others, and that in that case it would be for the President to consider, if the Court were not in session, whether the declaration should really be demanded.

M. ANZILOTTI explained that it would be for the Court, in principle, to decide, but that if it was not in session that duty would necessarily fall on the President.

The PRESIDENT recalled that if nothing were said it was always for the Court to decide. If, in a particular case, the declaration was not filed and the other Party raised an objection to the Court's jurisdiction on that ground, the Court would decide, but only when it met. Moreover, according to the actual terms of the Resolution of the Council (No. 5), “all questions as to the validity or the effect of a declaration made under the terms of this Resolution shall be decided by the Court”. That applied, *a fortiori*, to the question whether the declaration was or was not required.

M. ANZILOTTI had had the impression that the Court desired in some manner to mention the Council Resolution, which States appeared to have somewhat lost sight of. But he was ready to withdraw his suggestion.

The PRESIDENT took a vote on the clause proposed by M. Anzilotti, which clause was to become paragraph 2 of Article 35.

(M. Anzilotti's proposal was adopted by 10 votes to 1 (M. Loder).)

80. — **Règlement, article 44.**

Le PRÉSIDENT déclare qu'en l'absence de toute proposition et amendement à l'article 43, la Cour doit aborder l'examen de l'article 44, au sujet duquel M. Altamira a suggéré l'abandon de la pratique des traductions orales. D'autre part, le Greffier a préparé un texte¹ qui cherche à tenir compte de l'expérience acquise en la matière; ce texte pourra être discuté avec la proposition de M. Altamira sur le même sujet².

M. ALTAMIRA précise sa proposition, qui s'inspire de l'expérience pratique de la Cour, et qui pourrait être adoptée sans apporter la moindre modification au Règlement. Elle présenterait l'avantage d'éviter les inconvénients des traductions faites séance tenante, et elle n'est en contradiction ni avec le texte du Règlement ni avec celui du Statut. Il serait donc possible, si on le désirait, d'introduire dans l'article 44 même quelques mots destinés à en tenir compte.

Le PRÉSIDENT croit que la proposition est incompatible avec le Règlement.

Il est certain qu'en pratique, lorsque les plaidoiries ne sont en réalité que des mémoires lus devant la Cour, mieux vaudrait en lire la traduction que de l'entendre. Mais, par contre, dans le cas d'une audition de témoins, si les juges ne possèdent pas la langue dans laquelle l'audition a eu lieu, la procédure orale est essentielle, même si le Statut ne l'exigeait pas.

M. ALTAMIRA avait l'intention de prévoir une exception pour les auditions de témoins et d'experts; il n'a voulu viser que les plaidoiries et, dans le cas des avis consultatifs, les renseignements fournis à la Cour.

M. Altamira fait ressortir que, dans la procédure écrite, la Cour ne voit, en fait, les documents que dans une seule langue. Il est vrai que, dans le cas où il est fait usage d'une troisième langue, les traductions française et anglaise sont distribuées. Mais, lorsqu'un document est présenté soit en français, soit en anglais, la traduction n'en est faite dans l'autre langue que pour la commodité de quelques-uns des membres de la Cour.

En ce qui concerne la procédure orale, l'expérience montre que la traduction des exposés n'est pas suivie avec beaucoup d'intérêt et que, par la force des choses, une traduction faite séance tenante ne peut pas être tout à fait complète. Il faut donc, en tout cas, attendre que la traduction de l'exposé dont il s'agit soit distribuée. D'ailleurs, le texte des arrêts et des avis mêmes est lu en entier en une seule langue, et le dispositif seul est traduit.

¹ Voir p. 311.

² » » 264.

80. — **Rules, Article 44.**

The PRESIDENT stated that as no amendment had been proposed in regard to Article 43, the Court must now proceed to examine Article 44, in regard to which M. Altamira had suggested the abandonment of the practice of oral translations. Further, the Registrar had prepared a text¹ which sought to take into account the experience gained in the matter. This text might be considered with M. Altamira's proposal on the same subject².

M. ALTAMIRA explained his proposal which was based on the Court's practical experience and which might be adopted without making the slightest modification in the Rules. It would have the merit of eliminating the disadvantages of translations made during a meeting, and it was not in contradiction with the wording of the Rules or of the Statute. It would therefore be possible, were it so desired, to insert in Article 44 itself a few words intended to take this proposal into account.

The PRESIDENT thought that the proposal was incompatible with the Rules.

It was certain that in practice, when statements by counsel were in reality merely written documents read in Court, it would be better to read the translation than to hear it. But, on the other hand, in the case of the hearing of witnesses, if the judges were not acquainted with the language in which the hearing was conducted, the oral proceedings were essential, even if they were not required by the Statute.

M. ALTAMIRA had intended to make an exception as regards the hearing of witnesses and experts. He had only meant to refer to speeches by counsel and information furnished to the Court in the case of advisory opinions.

M. Altamira drew attention to the fact that in the written proceedings the Court, in actual fact, only saw the documents in a single language. It was true that in the case of the use of a third language, French and English translations were distributed, but when a document was presented either in French or in English a translation was only made in the other language for the convenience of some members of the Court.

As regards the oral procedure, experience showed that the translation of the statements was not followed with much interest, and that owing to the nature of things the translation made on the spot could not be quite complete. In any case, therefore, it was necessary to wait until the translation of the statement in question could be distributed. Moreover, the text of judgments and opinions themselves was read in its entirety only in a single language, and only the operative portion was translated.

¹ See p. 311.

² » » 264.

M. ANZILOTTI comprend les avantages pratiques de la proposition de M. Altamira, mais se demande si elle est compatible avec l'interprétation que l'on a donnée du Statut. En effet, cette proposition implique pour tous les membres de la Cour l'obligation de comprendre les deux langues, ce qui n'a pas été exigé jusqu'ici. Il est sans doute possible de soutenir une telle interprétation du Statut ; mais M. Anzilotti ne croit pas que ce soit cette interprétation qui ait été adoptée.

M. ALTAMIRA, sans toucher à ce point, voudrait que, dans le domaine pratique, on aille au fond de la question. Or, si, par exemple, les membres reçoivent par écrit le texte anglais des paroles qui ont été prononcées en français, le principe des deux langues est observé. Comme le texte de l'article 44 ne dit pas quand la traduction sera faite, si on la fait après les audiences, afin d'en distribuer le texte, on ne touche pas au principe de l'égalité des langues. D'ailleurs, comme les Parties ont le droit de corriger le texte du sténogramme de leurs discours, c'est ce texte qui présente pour la Cour une véritable utilité pratique.

Le PRÉSIDENT comprend la pensée de M. Altamira dans ce sens que la traduction faite par écrit doit remplacer la traduction orale faite à l'audience. Peut-être exprimerait-on cette idée en disant :

« Le Greffier prend toutes dispositions pour faire traduire, *soit séance tenante, soit à l'issue de l'audience* . . . ».

M. ALTAMIRA croit en effet que ce texte pourrait être adopté afin d'ouvrir la voie à l'interprétation qu'il envisage ; en effet, il s'agit plutôt d'une suggestion destinée à fixer l'interprétation de la Cour en ce qui concerne les règles relatives aux traductions.

M. NYHOLM se place au point de vue du public qui assiste aux audiences. On ne doit pas perdre de vue que la Cour est une institution dont l'intérêt est mondial. Et, bien que le Statut ne soit pas explicite sur le point dont il s'agit, la Cour doit donner à tous la possibilité de comprendre et de suivre ce qui se passe aux audiences. Or, la suppression des traductions orales présenterait l'inconvénient d'empêcher la moitié de l'auditoire de suivre les débats.

M. DE BUSTAMANTE ne croit pas qu'il y ait lieu de tenir compte de motifs de cette nature. La seule chose qui importe, c'est de faire fonctionner la Cour avec le maximum d'efficacité et dans le minimum de temps.

M. ALTAMIRA observe que le public a accès aux sténogrammes des plaidoiries et des renseignements fournis de vive voix ; c'est ainsi que le corps diplomatique les reçoit en même temps que les juges. Il sont également distribués à toutes les personnes qui constituent le véritable public de la Cour. Le public sérieux a donc à sa disposition le texte même dont la Cour dispose pour étudier à loisir les plaidoiries faites et les

M. ANZILOTTI understood the practical advantages of M. Altamira's proposal, but he wondered whether it was compatible with the construction placed upon the Statute. For that proposal implied for all members of the Court an obligation to understand both languages, which had hitherto not been required. It was no doubt possible to maintain such a construction of the Statute, but M. Anzilotti did not think that that was the construction which had been adopted.

M. ALTAMIRA, without commenting in this point, wished to go to the root of the question from a practical point of view. Now, if, for instance, members received in writing the English text of statements made in French, the two-language principle was observed. As Article 44 did not say when the translation was to be made, if it were made after the hearings, for distribution, the principle of the equality of the languages would not be affected. Moreover, as the Parties had the right to correct the text of the verbatim report of their speeches, it was that text which was really of practical use to the Court.

The PRESIDENT understood M. Altamira to mean that a translation in writing should replace the oral translation made at the hearings. Perhaps they might say in order to convey that idea :

"The Registrar shall arrange for the translation *either during the hearing or at its conclusion* . . .".

M. ALTAMIRA thought that this wording might indeed be adopted in order to render possible the interpretation which he contemplated ; it was indeed rather a question of a suggestion intended to fix the Court's interpretation in regard to the rules concerning translations.

M. NYHOLM took the standpoint of members of the public present at hearings. They must not lose sight of the fact that the Court was an institution of world-wide interest and, although the Statute contained no express rule regarding the point under consideration, the Court must give everyone the possibility of understanding and following what happens at meetings. Now the suppression of all translations would have the disadvantage of preventing half the audience from following the proceedings.

M. DE BUSTAMANTE did not think there was any occasion to consider reasons of that kind. The only thing which mattered was that the Court should function with the maximum of efficiency and in the minimum of time.

M. ALTAMIRA pointed out that the public had access to the verbatim reports of speeches and oral statements ; for instance, the diplomatic corps received them at the same time as the judges. They were also distributed to all persons who really constituted the Court's audience. These members of the public who were really interested therefore had at their disposal the actual text, which the Court used for studying at leisure

renseignements donnés aux audiences. Tout le reste est sans importance.

M. ANZILOTTI fait remarquer que si, actuellement, un journaliste anglais ou français peut sans délai renseigner son journal sur ce qui s'est passé au cours d'une audience, il n'en serait plus de même au cas où la suggestion de M. Altamira serait adoptée. Pour les journalistes, il est très différent d'avoir les textes immédiatement ou seulement quelques heures après. Au point de vue politique, on ne devrait pas toucher à la pratique actuelle.

Le PRÉSIDENT n'est pas sûr que les représentants des Parties possèdent toujours les deux langues d'une façon suffisante pour pouvoir suivre sans hésitation l'exposé de leur adversaire. Une traduction est donc nécessaire. Or, on ne saurait parler d'une procédure orale si l'un des avocats doit, pour répondre à la plaidoirie de son adversaire, attendre une traduction écrite de celle-ci.

Le Président reconnaît tous les avantages pratiques de la proposition de M. Altamira, mais croit qu'elle se heurte à des considérations de principe fort importantes.

M. NYHOLM ajoute que la répétition en deux langues fournit à la Cour une double occasion de se rendre compte des dires des Parties.

Le PRÉSIDENT propose de formuler la suggestion de M. Altamira de la manière suivante : introduire dans l'article 44, après la première ligne, les mots : « . . . soit séance tenante, soit à l'issue de l'audience . . . ».

M. ALTAMIRA accepte cette formule qui laisse toute liberté à la Cour ; il exprime en même temps l'espoir que celle-ci adoptera un jour la seule solution véritablement pratique.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. Altamira.

(La proposition de M. Altamira est rejetée par neuf voix contre deux (MM. de Bustamante et Altamira).)

Le PRÉSIDENT donne la parole au Greffier pour quelques explications au sujet des modifications en italiques ¹.

Le GREFFIER rappelle que, dans l'affaire du *Wimbledon*, l'avocat des États demandeurs, M. Basdevant, avait soulevé une sorte de protestation contre l'autorisation donnée par la Cour à M. Schiffer de faire son exposé en allemand. La modification que la Cour a sous les yeux est destinée à exprimer la doctrine que la Cour a formulée en réponse à M. Basdevant.

La dernière phrase qu'il est proposé d'ajouter au deuxième alinéa de l'article a également pour but de dissiper quelques doutes qui se sont fait jour sur le point de savoir si, une Partie ayant été autorisée à parler allemand, par exemple, c'est le texte allemand ou la traduction faite sous la propre responsabilité de la

speeches and statements made during the hearings. The rest was of no importance.

M. ANZILOTTI remarked that, whereas, at the present time, an English or French journalist could, without delay, inform his paper as to what was happening at the hearing, he would not be able to do so if M. Altamira's suggestion were adopted. To journalists it was not at all the same thing to have written texts some hours later instead of at once. From the point of view of policy, they should not interfere with the present practice.

The PRESIDENT was not certain that representatives of Parties always had sufficient knowledge of the two languages to follow, without hesitation, the statements of their opponents. Interpretation was, therefore, necessary. Moreover, it would be impossible to speak of oral proceedings if one of the advocates had to await the distribution of a written translation of the speech of his opponent before being able to reply thereto.

The President recognized all the practical advantages of M. Altamira's proposal, but thought that it came into conflict with very important considerations of principle.

M. NYHOLM added that the repetition in two languages gave the Court a twofold opportunity of ascertaining what the Parties had said.

The PRESIDENT proposed to formulate M. Altamira's suggestion in the following manner : to introduce in Article 44, after the first line, the words : " . . . either at the hearing or at its conclusion . . . ".

M. ALTAMIRA accepted this wording which left the Court a free hand. At the same time he expressed the hope that it would one day adopt the only really practical solution.

The PRESIDENT took a vote on M. Altamira's proposal.

(M. Altamira's proposal was rejected by 9 votes to 2 (MM. de Bustamante and Altamira).)

The PRESIDENT called on the Registrar to give certain explanations with regard to the modifications in italics ¹.

The REGISTRAR recalled that, in the *Wimbledon* case, the counsel for the Applicant, M. Basdevant, raised a kind of protest against permission given by the Court to M. Schiffer to make his speech in German. The modification before the Court was intended to state the doctrine formulated by the Court in reply to M. Basdevant.

The last sentence which it was proposed to add to the second paragraph of the article was also intended to dispose of certain doubts which had arisen in regard to the question whether, when a Party had been authorized to speak German, for instance, it was the German text or the translation made under the responsibility

¹ Voir p. 311.

¹ See p. 311.

Partie même qui fait foi. La doctrine de la Cour, consacrée maintenant par plusieurs précédents, est que c'est la version fournie par la Partie qui fait foi.

Enfin, il est proposé d'insérer dans le dernier paragraphe de l'article 44 les mots suivants : « les dispositions nécessaires doivent être prises », au lieu des mots « ce devoir incombe », qui s'y trouvent actuellement. La raison est que, parfois, il paraît préférable de se mettre d'accord avec les Parties sur la manière dont la traduction devra être faite : il arrive, par exemple, que les Parties demandent à pouvoir se servir de leurs propres traducteurs, et dans ce cas, le Greffe ne peut assumer aucune responsabilité.

M. ANZILOTTI pose une question :

D'après les modifications proposées, on semble envisager le cas où « toute la procédure » aurait lieu dans une langue autre que le français et l'anglais. L'article 39 du Statut prévoit que « la Cour pourra, à la requête des Parties, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais ». Ce texte admet-il que toute la procédure puisse avoir lieu, par exemple, en allemand devant la Cour ?

Le GREFFIER explique qu'il s'agit seulement de la codification de la doctrine officiellement exprimée par la Cour en 1923. A ce moment, le point douteux était celui de savoir si, les langues officielles étant, suivant la règle générale, employées pour la procédure dans un cas déterminé, une autre langue pouvait être autorisée pour une partie de la procédure. Cette question reçut une réponse affirmative. La question soulevée par M. Anzilotti n'était même pas considérée comme douteuse.

M. ANZILOTTI comprend que la Cour puisse autoriser les Parties à employer une langue autre que le français ou l'anglais ; mais il lui semble douteux que la Cour, dont les langues officielles sont le français et l'anglais, puisse adopter une troisième langue pour *toute la procédure*.

M. MOORE demande si l'on ne pourrait donner satisfaction à M. Anzilotti en insérant au début de l'article 44 quelques mots destinés à exprimer l'idée que, pour être admissible, l'emploi d'une autre langue doit être autorisé au préalable par la Cour.

M. ANZILOTTI répond que ce n'est pas là le point qu'il a soulevé ; il avait plutôt demandé s'il était vraiment possible pour la Cour, étant donné le troisième paragraphe de l'article 39 du Statut, d'autoriser l'emploi d'une langue autre que les langues officielles pour la procédure tout entière.

M. MOORE estime que cela semble possible.

M. DE BUSTAMANTE pense qu'il faut donner à cette prescription du Statut l'interprétation la plus large. La Cour est une Cour internationale. Il y a maintenant deux langues internationales en Europe ; mais il y en a quatre en Amérique ; dans le monde, trois nations et

of the Party himself which was authoritative. The Court's doctrine, which was now established by several precedents, was that the translation furnished by the Party was authoritative.

Lastly, it was proposed to insert in the last paragraph of Article 44 the following words : "the necessary arrangements shall be made", instead of "these arrangements", etc. The reason for this was that it sometimes seemed preferable to come to an agreement with the Parties as to the manner in which the translation should be made. For instance, it sometimes happened that Parties asked to be allowed to use their own interpreters and in that case the Registry could assume no responsibility.

M. ANZILOTTI put a question :

The proposed modifications seemed to contemplate the case in which "the whole of the proceedings" in a suit was conducted in a language other than French or English. Article 39 of the Statute laid down that "the Court may, at the request of the Parties, authorize a language other than French or English to be used". Under this clause could the whole proceedings be conducted, for instance, in German ?

The REGISTRAR explained that it was simply a question of the codification of the doctrine officially expressed by the Court in 1923. At that moment the point in doubt was whether, if the official languages were being used, in accordance with the general rule, for the proceedings in a particular case, another language could be authorized for a portion of the proceedings. That question had been decided in the affirmative. The question raised by M. Anzilotti had not even been regarded as open to doubt.

M. ANZILOTTI understood that the Court might authorize the Parties to use a language other than French or English ; but it seemed doubtful to him whether the Court, whose official languages were French and English, would be able to conduct *the whole of the proceedings* in a third language.

Mr. MOORE wondered whether M. Anzilotti would not be satisfied if, at the beginning of Article 44, some words were inserted to convey the idea that the use of another language would only be permitted if authorized beforehand by the Court.

M. ANZILOTTI replied that that was not the point which he had raised. What he had asked was whether it was really possible for the Court, having regard to the third paragraph of Article 39 of the Statute, to authorize the use of any language other than the official languages for the whole of the proceedings in a case.

Mr. MOORE thought that that might be possible.

M. DE BUSTAMANTE thought that this provision of the Statute should be construed in as broad a manner as possible. The Court was an international Court. There were now two international languages in Europe, but there were four in America. In the world at large,

le tiers d'une autre parlent français; deux nations parlent anglais et dix-neuf nations parlent espagnol. Une Cour internationale doit prévoir la possibilité que deux nations de l'Amérique latine viennent devant elle pour discuter un différend; il faut leur faciliter la présentation de leurs documents et plaidoiries. Si la Cour oblige les pays de l'Amérique latine à plaider dans une langue qui n'est pas la leur, à présenter leurs documents dans cette langue, au lieu de leur laisser la faculté de les présenter dans leur propre langue, sauf à faire établir des traductions, elle verra son champ d'action se restreindre au lieu de se développer. Il faut supprimer les obstacles et non les accumuler. Il convient donc de laisser aux Parties, avec le consentement de la Cour, la possibilité d'employer des langues autres que l'anglais et le français.

M. ALTAMIRA se souvient que c'est dans ce sens très large que cette partie du Statut a été adoptée par le Comité de juristes en 1920. On a pensé à l'emploi d'une troisième langue dans la procédure tout entière.

M. MOORE fait remarquer que ce point avait été discuté lors de la session préliminaire. Les deux premiers alinéas de l'article 39 ne visent que l'usage du français et de l'anglais; mais le troisième alinéa dit que la Cour pourra, à la requête des Parties, autoriser l'emploi d'une langue autre que le français et l'anglais. Dans l'affaire du *Wimbledon*, toute la question était de savoir si le mot «Parties» pouvait être interprété par la Cour comme équivalent au mot «Partie» au singulier: autrement dit, si la demande d'une seule des Parties suffirait. L'usage d'une langue autre que le français ou l'anglais est toujours subordonné à la décision de la Cour.

M. ODA rappelle les circonstances dans lesquelles la Cour a adopté l'interprétation actuelle concernant l'article 39 du Statut.

Lors de l'affaire du *Wimbledon*, le représentant de la France a demandé si la Cour pouvait autoriser l'emploi d'une langue autre que les langues officielles à la demande d'une seule Partie et sans le consentement de l'autre Partie; la question était posée un peu à l'improviste. Le Président a répondu qu'avec l'autorisation de la Cour cela était possible. Mais cette question a été ensuite discutée en Chambre du Conseil. M. Oda a fait observer alors que, si la Cour voulait autoriser l'emploi, durant toute la procédure, d'une langue autre que les langues officielles, le consentement des autres Parties était nécessaire.

L'autorisation donnée par la Cour à M. Schiffer d'employer la langue allemande, pour ses exposés oraux, dans l'affaire du *Wimbledon*, se fondait seulement sur l'article 44 du Règlement qui parle, entre autres, d'un «cas particulier». Dans cette éventualité, la Cour a toute liberté pour autoriser l'emploi d'une langue autre que les langues officielles. La Cour a fini par adopter

three nations and a third of another spoke French, two nations spoke English and nineteen spoke Spanish. An international Court must provide for the possibility of two nations of Latin America coming before the Court to argue a dispute. It must facilitate for them the submission of their documents and speeches. If the Court compelled nations of Latin America to plead in a language which was not their own and to submit their documents in that language, instead of leaving them free to submit them in their own language, provided that they had translations made, it would find its sphere of activity growing less instead of extending. Obstacles must be removed and not allowed to accumulate. It should therefore be open to the Parties, with the consent of the Court, to employ languages other than French and English.

M. ALTAMIRA remembered that it was in this very wide sense that this portion of the Statute had been adopted by the Committee of Jurists in 1920. They had contemplated the use of a third language throughout the whole proceedings.

Mr. MOORE pointed out that this point had been discussed at the preliminary session. The two first paragraphs of Article 39 only referred to the use of French and English, but the third paragraph said that the Court might, at the request of the Parties, authorize the use of a language other than French and English. In the *Wimbledon* case the whole question had been whether the word "Parties" could be interpreted by the Court as equivalent to the word "Party" in the singular; in other words, if the request of a single Party sufficed. The use of a language other than French or English was always subject to the decision of the Court.

M. ODA recalled the circumstances in which the Court had adopted the present interpretation of Article 39 of the Statute.

In the *Wimbledon* case the French representative had asked whether the Court could authorize the use of a language other than the official languages at the request of a single Party, and without the consent of the other Party. The question was put somewhat unexpectedly. The President had replied that, with the permission of the Court, it was possible. That question, however, had subsequently been discussed at a private meeting. M. Oda had then observed that if the Court wished to authorize the use of a language other than the official languages throughout the whole of a case, the consent of the other Parties was necessary.

The permission given by the Court to M. Schiffer, to use German in his oral statements in the *Wimbledon* case, was based simply on Article 44 of the Rules which spoke, amongst other things, of "a particular instance". In that case, the Court was quite free to authorize the use of a language other than the official languages. The Court had eventually adopted this interpretation, to

cette interprétation, à laquelle la proposition du Greffier semble correspondre.

M. MOORE rappelle que, même en présence d'un accord entre les Parties, l'usage d'une langue autre que le français et l'anglais est subordonné à une autorisation de la Cour.

M. ALTAMIRA est d'accord avec M. Moore sur l'interprétation de l'article 39 du Statut, mais il estime que le texte actuellement proposé pour l'article 44 exprime précisément cette idée. Il n'est donc pas nécessaire de se préoccuper actuellement de cette interprétation, la Cour ne se trouvant pas en présence d'une contradiction qu'elle doit éviter.

Le GREFFIER fournit quelques éclaircissements relatifs à la décision prise par la Cour en juillet 1923.

M. Basdevant, dans sa protestation devant la Cour, a parlé de l'interprétation de l'article 39 du Statut au point de vue de la possibilité pour une des Parties de solliciter, sans le consentement de l'autre, l'autorisation de faire usage d'une langue autre que les langues officielles. La Cour ne s'en est cependant pas tenue à ce point. Après l'avoir débattu en Chambre du Conseil, d'abord à propos de l'affaire du *Wimbledon*, puis à propos d'une nouvelle demande allemande dans l'affaire des colons allemands en Pologne, elle a décidé que l'article 39 du Statut (dernier alinéa) traite exclusivement de la possibilité pour la Cour d'autoriser l'emploi d'une langue autre que les langues officielles, pour toute la procédure ; elle n'a même pas mis en doute la possibilité de procéder ainsi. D'autre part, elle a décidé, sur la base de l'article 44 du Règlement, qu'elle avait la compétence nécessaire pour autoriser l'emploi d'une langue autre que l'anglais et le français, pour certaines parties d'une procédure.

Le but du nouveau texte de l'article 44 du Règlement est d'éviter, dans l'avenir, la nécessité, pour la Cour, de prendre des décisions interprétatives.

M. MOORE accepte que la Cour puisse autoriser, dans les deux éventualités envisagées, l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais.

M. ANZILOTTI estime qu'au fond les membres de la Cour sont d'accord à penser qu'il s'agit toujours d'une autorisation que la Cour doit donner, et qu'il convient de faciliter autant que possible l'accès de la Cour.

Mais, d'après la rédaction formulée par le Greffier, il semble qu'on interprète l'article 39, alinéa 3, du Statut dans ce sens que l'autorisation à donner par la Cour vise toute la procédure. Il fait toutes réserves sur ce point. Est-ce bien là l'interprétation que la Cour a donnée dans le cas du *Wimbledon* ?

Le GREFFIER explique que, selon le procès-verbal de la séance de la Cour en date du 28 juillet 1923 :

which the Registrar's proposal appeared to correspond.

Mr. MOORE remarked that, even when there was an agreement between the Parties, the use of a language other than French or English was subject to the permission of the Court.

M. ALTAMIRA agreed with Mr. Moore as regarded the interpretation of Article 39 of the Statute, but thought that the words now proposed for Article 44 conveyed precisely the same idea. It was therefore unnecessary to deal with that interpretation at the moment, since the Court was not faced with a contradiction which must be avoided.

The REGISTRAR gave certain explanations with regard to the decision taken by the Court in July 1923.

M. Basdevant, in his protest to the Court, had alluded to the interpretation of Article 39 of the Statute from the standpoint of whether it was possible for a Party to ask permission to use a language other than the official ones, without the consent of the other Party. The Court, however, had not confined itself to that point. Having discussed it at a private meeting, first of all in connection with the *Wimbledon* case and then in connection with a fresh German request in the case of the German colonists in Poland, the Court had decided that Article 39 of the Statute (last paragraph) related exclusively to the possibility of the Court authorizing the use of a language other than the official languages for the whole of the proceedings in a case ; it had not even raised any doubt as to the possibility of doing so. Again, it had decided on the basis of Article 44 of the Rules, that it had the necessary power to authorize the use of a language other than French or English for certain parts of proceedings.

The object of the new text of Article 44 of the Rules was to avoid the necessity for the Court in future to have to take interpretative decisions.

Mr. MOORE agreed that the Court could, in the two cases contemplated, authorize the use of a language other than French or English.

M. ANZILOTTI thought that the members of the Court were substantially agreed in considering that in every case permission would have to be given by the Court, and that access to the Court should be facilitated as much as possible.

According, however, to the draft proposed by the Registrar, it appeared that Article 39, paragraph 3, of the Statute was interpreted as meaning that the permission to be given by the Court covered the whole of the proceedings in a case. M. Anzilotti had considerable doubt on this point. Was that really the interpretation given by the Court in the *Wimbledon* case ?

The REGISTRAR explained that, according to the minutes of the meeting held by the Court on July 28th, 1923 :

« Il est entendu qu'une langue autre que le français ou l'anglais ne peut être employée devant la Cour qu'en vertu d'une autorisation préalable accordée par la Cour à la suite d'une demande de la Partie intéressée » ;
et

« Il est entendu que l'article 39 du Statut ne traite que de l'emploi d'une langue autre que le français ou l'anglais comme langue officielle pour une affaire déterminée, tandis que la question qui fait l'objet de la présente discussion est envisagée exclusivement par l'article 44 du Règlement. »

Le PRÉSIDENT estime que l'article 39 du Statut peut certainement être interprété d'une manière restrictive, ainsi que l'avait pensé M. Basdevant.

Il propose, sous réserve du travail du Comité de rédaction, de mettre aux voix l'article 44 tel qu'il est rédigé à la page 81 (Distr. 794)¹.

M. WEISS attire l'attention sur la phrase suivante qui fait partie de ce texte : « ladite traduction est alors considérée comme la version officielle ». Cependant, la Cour peut-elle conférer un caractère officiel à une traduction établie par les soins d'une Partie intéressée ? Si la Cour s'oblige à considérer comme version officielle la traduction qui nous est apportée par une Partie, ne risque-t-elle pas d'aller trop loin ? Ne pourrait-on pas, du moins, réserver par une phrase le contrôle de la Cour, en disant, par exemple : « ladite traduction est alors considérée, sous le contrôle de la Cour, comme la version officielle » ?

Le PRÉSIDENT explique que la phrase en question a été insérée pour couvrir la responsabilité de la Cour ; la traduction dont il s'agit ici devra être faite aux risques de la Partie qui la présente.

M. DE BUSTAMANTE estime que la question soulevée par M. Weiss est très grave. Si une Partie présente un document dans une langue étrangère, en donnant en même temps une traduction établie par ses soins, et si l'autre Partie conteste l'exactitude de la traduction, cette traduction, faite par la Partie intéressée, serait néanmoins, en vertu du Règlement, à considérer comme faisant foi. Cela n'est pas possible. En effet, on pourrait ainsi changer complètement le sens de l'original.

Le PRÉSIDENT fait observer qu'il ne s'agit pas des documents écrits, mais seulement de la procédure orale.

M. DE BUSTAMANTE relève qu'il s'agit de toute la procédure. Mais, dans ces conditions, il est impossible de considérer comme officielle la traduction d'un document par l'une des Parties. On pourrait ajouter à la phrase proposée par le Greffier, les mots : « ... pour les exposés ».

Le GREFFIER fait observer qu'aux termes du premier paragraphe de l'article 44 du Règlement, il s'agit

"It was agreed that a language other than French or English could be used before the Court only by virtue of a previous authorization granted by the Court upon request of the interested Party";

and

"It was agreed that Article 39 of the Statute contemplated only the use of a language other than English or French as the official language in a given case, whereas the point now discussed was covered by Article 44 of the Rules."

The PRESIDENT thought that Article 39 of the Statute was certainly capable of being construed restrictively, as M. Basdevant had held.

He proposed, subject to modifications by the Drafting Committee, to take a vote on Article 44 in the form in which it appeared on page 81 (Distr. 794)¹.

M. WEISS drew attention to the following sentence which formed part of this text: "the translation furnished by the Parties shall, in the latter case, be considered as the official version of the statement". Could the Court, however, bestow an official character upon a translation made by an interested Party? If the Court assumed an obligation to regard as the official version the translation made by a Party, would not that be going too far? Would it not be possible, at all events, to retain the direction in the hands of Court by saying, for instance: "the translation furnished by the Party shall, in the latter case, subject to the direction of the Court, be considered as the official version"?

The PRESIDENT explained that the sentence in question had been inserted to cover the Court's responsibility; the translation in question must be made on the responsibility of the Party submitting it.

M. DE BUSTAMANTE thought that the question raised by M. Weiss was very serious. If a Party submitted a document in a foreign language giving, at the same time, a translation prepared by itself, and if the other Party disputed the accuracy of the translation, that translation prepared by the interested Party would, nevertheless, under the Rules, be regarded as authoritative. That was not possible, for the sense of the original might thus be completely changed.

The PRESIDENT pointed out that they were not dealing with written documents, but only with the oral proceedings.

M. DE BUSTAMANTE remarked that it was a question of the whole of the proceedings. Under such conditions, however, it was impossible to regard as official a translation of a document by a Party. They might add to the sentence proposed by the Registrar the words: *pour les exposés*.

The REGISTRAR pointed out that, according to the terms of the first paragraph of Article 44 of the Rules,

¹ Voir p. 311.

¹ See p. 311.

seulement des « exposés, questions et réponses » faits dans la procédure orale. Or, le deuxième paragraphe de l'article ne traite la question que dans le cadre tracé par le premier paragraphe.

M. DE BUSTAMANTE pense que, même pour les réponses des témoins, il serait impossible d'accepter comme version officielle la traduction présentée par la Partie intéressée.

M. ANZILOTTI est parti de l'idée que la disposition vise même la procédure écrite. En effet, l'article 39, alinéa 3, vise, sans aucun doute, aussi bien la procédure écrite que la procédure orale et l'on ne saurait en limiter la portée.

Le PRÉSIDENT prie les membres de la Cour de formuler leurs propositions éventuelles.

M. DE BUSTAMANTE propose que l'on vote séparément sur les deux premiers paragraphes, la dernière ligne exceptée.

M. NYHOLM propose de laisser l'article tel qu'il est.

M. ANZILOTTI fait la même proposition. Cela n'empêcherait pas la Cour de suivre pour l'avenir la pratique qu'elle a déjà adoptée.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de MM. Nyholm et Anzilotti.

(Cette proposition est adoptée par huit voix contre trois (MM. Altamira, de Bustamante et Huber).)

Le PRÉSIDENT estime que la Cour doit maintenant se prononcer sur le point de savoir si ce vote négatif doit être interprété comme mettant de côté la pratique suivie jusqu'à présent.

M. WEISS donne au vote la signification suivante : la Cour maintient l'article 44 du Règlement, interprété comme il l'a été jusqu'ici.

Aucun avis contraire n'ayant été exprimé, le PRÉSIDENT constate que la Cour est unanime à approuver cette interprétation du vote précédent.

81. — Règlement, article 45.

M. DE BUSTAMANTE précise la critique formulée par lui au sujet de cet article, qui donne à la Cour la faculté de décider à quel moment les représentants des Parties doivent plaider ; la règle établie par l'article étant qu'on peut plaider « avant ou après » la présentation des divers moyens de preuve.

Or, les plaidoiries n'ont pas pour objet de se borner à reproduire les documents écrits ; elles ont pour but de faire connaître, autant que possible, à la Cour les raisonnements et les jugements des plaideurs sur diverses questions et sur les moyens de preuve par lesquels la procédure écrite a pu être complétée. La procédure orale étant ainsi comprise, on ne conçoit pas la possibilité de commencer par une procédure écrite, de passer à une procédure orale, ensuite de présenter les preuves et enfin de recommencer la procédure orale. Telle est

only "statements, questions and answers" in the course of the oral proceedings were concerned ; and the second paragraph of the article only dealt with the question within the limits fixed by the first paragraph.

M. DE BUSTAMANTE thought that even for the replies of witnesses it would be impossible to accept as the official version the translation made by the interested Party.

M. ANZILOTTI had assumed that the clause covered the written proceedings as well. For there was no possible doubt that Article 39, paragraph 3, referred to the written as well as to the oral proceedings, and its scope could not be restricted.

The PRESIDENT asked the members of the Court to formulate any proposals they might have.

M. DE BUSTAMANTE proposed that they should vote separately on the first two paragraphs, with the exception of the last line.

M. NYHOLM proposed that they should leave the article as it was.

M. ANZILOTTI made the same proposal. That would not prevent the Court from following, in the future, the practice already adopted.

The PRESIDENT took a vote on MM. Nyholm's and Anzilotti's proposal.

(This was adopted by 8 votes to 3 (MM. Altamira, de Bustamante and Huber).)

The PRESIDENT thought that the Court should now decide whether this negative vote was to be considered as overruling the practice hitherto followed.

M. WEISS thought that the significance of the vote was as follows : the Court maintained Article 44 of the Rules with the interpretation which had hitherto been placed upon it.

No contrary opinion having been expressed, the PRESIDENT observed that the Court unanimously approved this interpretation of the preceding vote.

81. — Rules, Article 45.

M. DE BUSTAMANTE explained the criticism which he had made in regard to this article, which left the Court at liberty to decide when the representatives of the Parties were to speak : the rule laid down by the article being that counsel might address the Court "before or after" the production of the evidence.

Now, the object of statements by counsel was not confined to the reproduction of the written documents. Their aim was to make known, as far as possible, to the Court the arguments and opinions of counsel on various questions and on the evidence by which the written proceedings had been supplemented. If that were the correct understanding of the oral proceedings, it was inconceivable that there should first be written proceedings, then oral proceedings followed by the submission of evidence and finally a recommencement of

cependant la procédure autorisée par l'article 45 du Règlement.

M. de Bustamante propose donc que la procédure orale vienne toujours « après » la présentation des moyens de preuve ; ce résultat serait facilement obtenu si l'on supprimait à la ligne 2 de l'article 45, les mots « avant ou » ; la phrase deviendrait alors : « . . . doivent plaider après la présentation des divers moyens de preuve ». Ensuite, on supprimerait encore la dernière phrase, qui deviendrait inutile.

Le PRÉSIDENT fait observer que M. Pessôa a proposé la suppression de l'article tout entier.

M. ANZILOTTI rappelle que, lors de la session préliminaire, il s'était rangé d'abord à l'opinion qui est actuellement soutenue par MM. de Bustamante et Pessôa. Les procès-verbaux de la session préliminaire contiennent à ce sujet, entre autres, le passage suivant :

« En réponse à une question posée par M. Anzilotti, lord Finlay déclare qu'avant de statuer sur l'ordre entre les témoignages et les plaidoiries, la Cour ne manquera pas d'entendre les Parties. Il déclare également, en réponse à une question de M. Anzilotti, que la Cour pourra toujours admettre les plaidoiries après les témoignages, quand même les plaidoiries principales auraient eu lieu avant. »

A la suite de ces explications, M. Anzilotti a pu se rallier au texte que l'on a adopté, sous bénéfice de l'insertion de la phrase suivante suggérée par M. Weiss : « la discussion de ces moyens de preuve étant toujours réservée ».

Depuis, un élément nouveau est intervenu : dans l'affaire de Haute-Silésie, les témoins-experts présentés par l'Allemagne ont, avec le plus grand profit, été entendus par la Cour après les plaidoiries. Cette expérience est concluante en faveur du texte actuel. Elle a établi l'utilité du principe qui permet à la Cour d'obtenir des preuves supplémentaires à un moment où elle voit que les éléments apportés par les plaidoiries ne sont pas suffisants.

M. MOORE rappelle l'affaire dont la Cour vient de s'occuper (Avis consultatif n° 13), et où il a été impossible de décider avant les exposés oraux si les intéressés présenteraient ou non des témoins. Il semble donc très important de réserver à la Cour toute liberté sur ce point.

M. WEISS relève que la rédaction nouvelle proposée par M. de Bustamante ne laisse pas subsister grand'chose du texte primitif qui établit une alternative : la Cour pourra statuer sur la question de savoir si les représentants doivent plaider avant ou après la présentation des divers moyens de preuve. M. de Bustamante voudrait supprimer les mots « avant ou ». La Cour pourrait donc seulement décider que les représentants des Parties

oral proceedings ; but such was the procedure authorized by Article 45 of the Rules.

M. de Bustamante therefore proposed that the oral proceedings should always come "after" the production of evidence. That result would be easily attained by the suppression in the second line of Article 45 of the words "before or" ; the sentence would then run : " . . . shall address the Court after the production of the evidence". Then the last sentence, which would be rendered superfluous, would also be deleted.

The PRESIDENT pointed out that M. Pessôa had proposed the deletion of the whole article.

M. ANZILOTTI recalled that, at the preliminary session, he had at first adopted the view now taken by MM. de Bustamante and Pessôa. The minutes of the preliminary session contained in this respect the following passage, amongst others :

"In reply to a question put by M. Anzilotti, Lord Finlay stated that before deciding the order in which evidence was to be taken and cases to be presented by counsel, the Court would not fail to hear the views of the Parties. He also declared, in reply to a question by M. Anzilotti, that the Court could always allow counsel to be heard after the evidence had been taken, even if the addresses by counsel had taken place beforehand."

In consequence of these explanations, M. Anzilotti had been able to accept the clause adopted, subject to the insertion of the following sentence suggested by M. Weiss : "the Parties shall, however, retain the right to comment on the evidence given".

Since that time a new factor had arisen : in the Upper Silesian case, the expert-witnesses called by Germany had been heard with the greatest advantage after the speeches by counsel. The experience thus gained was conclusively in favour of the present text of the article. It had proved the utility of the principle which enabled the Court to obtain supplementary evidence at a time when it realized that the data furnished by the oral statements were not sufficient.

Mr. MOORE alluded to the case (Advisory Opinion No. 13) which the Court had just had before it and in which they had been unable to decide before the oral statements whether the interested Parties should or should not submit witnesses. It seemed, therefore, most important to reserve full liberty of action to the Court in regard to this point.

M. WEISS pointed out that the new wording proposed by M. de Bustamante did not leave much of the original text, which provided for an alternative : the Court could determine whether the representatives should address the Court before or after the production of the evidence. M. de Bustamante wished to delete the words "before or". The Court, therefore, could only decide that the representatives of the Parties should speak

doivent plaider après la présentation des divers moyens de preuve. Il n'est pas nécessaire d'insérer pour cela un article dans le Règlement.

M. PESSÔA déclare que c'est justement le motif pour lequel il a proposé la suppression de l'article tout entier.

Le PRÉSIDENT constate qu'il convient de voter en premier lieu sur la proposition de M. Pessôa, qui est la plus radicale ; on pourra voter ensuite sur la proposition de M. de Bustamante.

(La proposition de M. Pessôa, mise aux voix, est rejetée par huit voix contre trois (MM. Pessôa, Nyholm et Loder).)

Le PRÉSIDENT constate que l'article 45 est donc maintenu.

Il met ensuite aux voix la proposition de M. de Bustamante qui tend à supprimer les mots « avant ou », ainsi que la fin de l'article 45 depuis les mots « la discussion de ces moyens . . . ».

M. ANZILOTTI remarque que, jusqu'ici, le Président, à l'issue des plaidoiries, a souvent déclaré que les débats n'étaient pas clos parce que la Cour se réservait la possibilité de demander des renseignements et des compléments de preuve. La proposition de M. de Bustamante supprime cette possibilité, ce que M. Anzilotti ne croit pas admissible.

M. DE BUSTAMANTE pense que l'article 45 du Règlement n'a rien à voir avec le droit pour la Cour de demander des renseignements.

M. MOORE fait remarquer que, si la règle proposée par M. de Bustamante avait été adoptée antérieurement, dans l'affaire relative à l'Avis consultatif n° 13, les Parties auraient dû, soit renoncer à leur droit de présenter des témoins, soit faire entendre ces témoins avant les plaidoiries ; la Cour aurait, dans le second cas, perdu son temps, puisque, par la suite, la production des témoins n'a pas été jugée nécessaire.

Le PRÉSIDENT estime, en ce qui concerne le droit pour la Cour de demander des informations, qu'elle peut toujours invoquer l'article 49 du Statut qui dit : « La Cour peut, même avant tout débat, demander aux agents de produire tout document et de fournir toutes explications. »

M. NYHOLM désire rappeler les grands principes qui régissent la matière. Il ne serait pas bon d'introduire des changements sans en tenir compte. Lors de l'élaboration du Règlement, une assez longue discussion, qui roulait sur deux grands principes, consacrés dans diverses législations, se produisit.

En droit français, aucune preuve n'est admise qu'en vertu d'une décision du tribunal ; c'est là un système particulier qui s'écarte de la plupart des autres législations du monde, ces dernières laissant aux Parties le soin de produire les preuves qu'elles désirent présenter.

Quelle est la situation créée par le Règlement et par le Statut ? Elle résulte des articles 44 à 54 du Statut, dont on peut déduire qu'on a laissé aux Parties toute liberté ; et si certains articles stipulent que la Cour peut,

after the production of the evidence. It was not necessary to have an article in the Rules for that.

M. PESSÔA said that that was just the reason why he proposed the deletion of the whole article.

The PRESIDENT observed that they should, in the first case, vote on M. Pessôa's proposal, which was the most far-reaching. They might then go on to vote on M. de Bustamante's proposal.

(M. Pessôa's proposal, on being put to the vote, was rejected by 8 votes to 3 (MM. Pessôa, Nyholm and Loder).)

The PRESIDENT stated that Article 45 was therefore maintained.

He then put to the vote M. de Bustamante's proposal for the deletion of the words "before or", and of the end of Article 45 from the words "the Parties shall . . .".

M. ANZILOTTI pointed out that hitherto the President, at the conclusion of the oral proceedings, had often stated that the proceedings were not closed, because the Court reserved the right to ask for further information and evidence. M. de Bustamante's proposal would destroy that possibility, and M. Anzilotti thought that that was inadmissible.

M. DE BUSTAMANTE thought that Article 45 of the Rules had nothing to do with the Court's right to ask for information.

Mr. MOORE pointed out that, if the rule proposed by M. de Bustamante had been adopted previously, the Parties in the proceedings concerning Advisory Opinion No. 13 would have had either to renounce their right to submit witnesses or to have caused these witnesses to be heard before the oral statements. In the latter alternative the Court would have wasted its time, since, later on, the production of witnesses had not been thought necessary.

The PRESIDENT thought, in regard to the Court's right to ask for information, that it could always invoke Article 49 of the Statute which said : "The Court may, even before the hearing begins, call upon the agents to produce any documents or to supply any explanations."

M. NYHOLM desired to allude to the main principles which governed the matter. It would not be well to introduce changes without taking them into account. At the time of the preparation of the Rules a somewhat lengthy discussion which centred around two main principles adopted in various legislations had taken place.

In French legislation, no evidence was admitted except by virtue of a decision of the Court. That was a special system which differed from most other legislative systems of the world, which left it to the Parties to produce any evidence which they wished.

What was the situation created by the Rules and by the Statute ? It was the outcome of Articles 44 to 54 of the Statute, from which the deduction was that a free hand was left to the Parties ; and, though

à tout moment, confier une enquête à un expert, ou demander l'apport de nouvelles preuves, cela n'est qu'accessoire.

Un autre principe consacré par le Règlement est qu'après l'apport des preuves, les Parties sont autorisées à discuter celles-ci. Cela est conforme à l'article 54 du Statut qui dit : « Quand les agents, avocats et conseils ont fait valoir, sous le contrôle de la Cour, tous les moyens qu'ils jugent utiles, le Président prononce la clôture des débats. »

De ces principes, il ressort, selon M. Nyholm, que le droit des Parties de plaider avant et après la présentation des preuves doit être respecté. Néanmoins, on peut très bien se rallier à la proposition, faite par M. de Bustamante, de supprimer les mots « avant ou », car on peut plaider avant la présentation des preuves, que ces mots se trouvent ou non dans le texte du Règlement.

M. DE BUSTAMANTE établit une distinction très nette entre les moyens de preuve présentés par les Parties et le droit pour la Cour de demander des renseignements ou des moyens de preuve complémentaires. Le Règlement prévoit cette distinction. D'après l'article 47, « chaque Partie fait connaître à la Cour et aux autres Parties, en temps utile avant l'ouverture de la procédure orale, tous moyens de preuve qu'elle entend employer. . . Elle indique également. . . les points sur lesquels doit porter le témoignage. » Il ne semble y avoir aucune raison de présenter ces moyens de preuve après les plaidoiries. Une plaidoirie faite dans ces conditions ne peut être que la répétition de ce qui est contenu dans la procédure écrite. Si la Cour a besoin de renseignements après la présentation des plaidoiries, le droit de les demander lui est entièrement réservé par l'article 48 du Règlement. Mais les Parties doivent avoir le droit de plaider après la présentation des moyens de preuve qui a précédé l'ouverture de la procédure orale.

M. ALTAMIRA est entièrement d'accord avec M. de Bustamante.

M. ANZILOTTI pense que, si l'article 45 ne fait qu'accentuer la liberté dont jouit la Cour, il n'y a aucun inconvénient à maintenir la disposition. Aux termes de celle-ci, la Cour a la liberté de demander, le cas échéant, que les plaidoiries précèdent la présentation des moyens de preuve, ce qui offre éventuellement des avantages, car ces moyens de preuve ne seront peut-être pas nécessaires.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. de Bustamante, qui demande que l'article 45 soit rédigé comme suit :

« Les représentants des Parties doivent plaider après la présentation des divers moyens de preuve. »

(La proposition de M. de Bustamante, mise aux voix, est rejetée par sept voix contre quatre (MM. Pessôa, Altamira, de Bustamante et Loder).)

certain articles stipulいた que the Court could, at any time, entrust an enquiry to an expert, or call for the production of fresh evidence, that was only incidental.

Another principle established by the Rules was that after the production of evidence the Parties were allowed to comment upon it. That was in conformity with Article 54 of the Statute, which said : "When, subject to the control of the Court, the agents, advocates and counsel have completed their presentation of the case, the President shall declare the hearing closed."

From these principles, in M. Nyholm's opinion, it followed that the right of the Parties to speak before and after the production of evidence must be respected. Nevertheless, they might very well accept M. de Bustamante's proposal for the suppression of the words "before or", because counsel could address the Court before the production of evidence, whether those words were or were not included in the Rules.

M. DE BUSTAMANTE made a very clear distinction between evidence submitted by the Parties and the right possessed by the Court to ask for supplementary information or evidence. The Rules established this distinction. According to Article 47, "in sufficient time before the opening of the oral proceedings, each Party shall inform the Court and the other Parties of all the evidence which it intends to produce. . . . It shall further give a general indication of the . . . points to which the evidence is to refer." There seemed to be no reason for the production of this evidence after counsel had addressed the Court. In an address made under these conditions counsel could merely repeat what was contained in the written proceedings. If the Court needed further information after the statements by counsel, the right to ask for such information was fully reserved by Article 48 of the Rules. But the Parties must have the right to speak after the production of evidence which would have preceded the opening of the oral proceedings.

M. ALTAMIRA entirely agreed with M. de Bustamante.

M. ANZILOTTI thought that, if Article 45 merely emphasized the freedom of action enjoyed by the Court, there was no reason against maintaining it. According to the terms of the article, the Court was at liberty, if it so desired, to call upon counsel to address the Court before the production of evidence. This might be advantageous, because the evidence might perhaps not be necessary.

The PRESIDENT took a vote on M. de Bustamante's proposal, which was to the effect that Article 45 should be redrafted as follows :

"The representatives of the Parties shall address the Court after the production of the evidence."

(The proposal of M. de Bustamante, on being put to the vote, was rejected by 7 votes to 4 (MM. Pessôa, Altamira, de Bustamante and Loder).)

M. WEISS constate que l'article 45 est donc maintenu dans sa teneur actuelle.

82. — **Règlement, article 46.**

M. PESSÔA rappelle qu'il a proposé à cet article un amendement, qui est la reproduction littérale d'une décision prise par la Cour le 15 juin 1923. Cette décision, cependant, établit, non pas une règle immuable, mais une règle générale sujette aux exceptions que la Cour voudra bien établir. Dans ces conditions, l'amendement perd de son utilité et M. Pessôa le retire.

Le PRÉSIDENT observe que la Cour est saisie des observations du Greffier¹, au sujet de cet article.

M. ANZILOTTI relève que la question est étroitement liée à celle de l'article 39 du Règlement; au sujet de cet article, il a présenté quelques observations que la Cour voudra sans doute prendre en considération lors de la seconde lecture. Or, si, comme il le propose, on abandonne l'idée de la notification d'un compromis par une seule des Parties, la première phrase de la nouvelle rédaction de l'article 46 n'aura pas de raison d'être; quant au second point, il serait couvert par la rédaction proposée subsidiairement dans les observations de M. Anzilotti. Il propose donc de laisser l'article 46 tel qu'il est actuellement rédigé.

M. WEISS se demande quelle est la portée de la suppression du mot « agents », dans le texte du Greffier.

Le GREFFIER rappelle de nouveau combien l'incertitude que les Parties semblent avoir quant au rôle propre des agents et des avocats, peut être gênante pour la Cour; pour cette raison, la Cour a adopté, lors d'une séance précédente, une nouvelle rédaction de l'article 39, afin d'établir une distinction nette entre la tâche de l'agent, qui assure la liaison entre la Cour et son gouvernement, et celle de l'avocat, dont le rôle est d'exposer le point de vue de droit de son gouvernement.

L'amendement actuel est conçu dans le même ordre d'idées. Si, en effet, l'on maintenait, dans l'article 46, les agents parmi les avocats et conseils appelés à prendre la parole au cours de la procédure orale, cela fournirait un point d'appui aux gouvernements qui sont enclins à considérer les agents comme des avocats et les avocats comme des agents.

M. NYHOLM ne voit pas pourquoi la Cour restreindrait sa liberté en cette matière. L'article 46, tel qu'il est rédigé, donne à la Cour toute la latitude voulue. Pourquoi l'abolir, dans les cas où une affaire est introduite par voie de compromis notifié par une Partie? Même dans ces cas, d'ailleurs, il y aurait, semble-t-il, avantage à ce que la Cour pût choisir. D'une manière générale, les termes de la nouvelle rédaction sont tels que, dans les affaires ordinaires, on doit supposer que le demandeur parle le premier; or, il ne faut rien laisser dans le vague. M. Nyholm propose donc de garder la rédaction actuelle.

¹ Voir p. 311.

M. WEISS observed that Article 45 was therefore maintained in its present form.

82. — **Rules, Article 46.**

M. PESSÔA recalled that he had proposed an amendment to this article which was word for word the reproduction of a decision taken by the Court on June 15th, 1923. That decision, however, established not a fixed rule, but a general rule subject to such exceptions as the Court might wish to make. In those circumstances, his amendment was of no use and M. Pessôa withdrew it.

The PRESIDENT observed that the Court had before it observations of the Registrar¹, in regard to this article.

M. ANZILOTTI pointed out that the question was closely connected with that of Article 39 of the Rules, in regard to which he had submitted certain observations which the Court would, no doubt, take into consideration in second reading. Now, it, as he proposed, the idea of the notification of a special agreement by one of the Parties only were abandoned, the first sentence of the new draft of Article 46 would serve no purpose; as regards the second point, it would be met by the alternative draft proposed in M. Anzilotti's observations. He proposed, therefore, to leave Article 46 as it was.

M. WEISS wondered why the word "agents" had been deleted in the Registrar's draft.

The REGISTRAR again recalled to what an extent the uncertainty which Parties seemed to be in as to the proper rôle of agents and advocates might inconvenience the Court. For that reason, the Court had adopted at a previous meeting a new draft of Article 39 in order to establish a clear distinction between the task of the agent, who was responsible for liaison between the Court and his government, and the task of an advocate whose duty it was to expound his government's legal standpoint.

The present amendment was conceived in the same connection. For if, in Article 46, they retained agents together with the advocates and counsel, whose duty it was to speak in the course of the oral proceedings, that would furnish an excuse for governments who were inclined to regard agents as advocates and advocates as agents.

M. NYHOLM did not see why the Court should limit its freedom of action in this matter. Article 46, as drafted, gave the Court all the latitude required. Why abolish it in cases in which a suit was brought before the Court by notice of a special agreement from one Party? Moreover, even in such cases it might be well for the Court to be able to choose. Generally speaking, the new draft was so worded that in ordinary cases it was to be supposed that the Applicant would speak first. Nothing, however, must be left uncertain. M. Nyholm therefore proposed to retain the present wording.

¹ See p. 311.

Lord FINLAY estime que la rédaction actuelle de l'article est parfaitement claire; la suppression du mot « agents » ne lui semble pas désirable, étant donné qu'un agent peut avoir à prendre la parole devant la Cour; la mention particulière du compromis n'est pas non plus désirable, car elle tendrait à assimiler le cas où les Parties viennent devant la Cour en vertu d'un compromis, à celui d'une instance introduite par requête unilatérale.

Le PRÉSIDENT remarque que l'article 46 est étroitement lié à l'article 39; dans sa rédaction, il faut donc tenir compte du texte adopté pour l'article 39.

M. DE BUSTAMANTE propose de maintenir le mot « agents ». En effet, le lecteur comparera l'article nouveau du Règlement avec l'article ancien; il s'apercevra que ce mot a été supprimé, et pensera alors, ou bien que les agents ne peuvent pas prendre la parole devant la Cour, ou bien que l'ordre dans lequel les agents parlent n'est pas déterminé par la Cour, mais par les Parties elles-mêmes.

M. le Président LODER estime que le Comité de rédaction devrait réfléchir sur ce point et apporter des propositions à la Cour.

M. WEISS, rappelant les liens étroits qui existent entre l'article 46 et l'article 39, au sujet duquel la Cour est en présence d'une très intéressante suggestion de M. Anzilotti, propose qu'on attende que la Cour se soit prononcée sur ce point.

M. DE BUSTAMANTE propose de discuter l'article 46 avec l'article 39, mais de décider dès maintenant de laisser subsister le mot « agents » à l'article 46.

M. NYHOLM propose le maintien de l'article 46 tel qu'il est.

M. ANZILOTTI pense qu'avant de se prononcer sur ce point, la Cour devrait prendre une décision sur la question soulevée au sujet de l'article 39.

M. WEISS suggère que la Cour statue à la séance suivante sur la proposition de M. Anzilotti concernant l'article 39; à cette discussion serait jointe celle qui a trait à l'article 46. Ensuite, le Comité de rédaction pourrait se réunir pour établir le texte de ce que la Cour aurait décidé.

(La proposition de M. Weiss, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

83. — Prochaine séance de la Cour.

La prochaine séance de la Cour est fixée au jeudi 22 juillet, à 10 heures. Elle sera consacrée, en premier lieu, à la discussion des articles 39 et 46.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Lord FINLAY thought the present wording was perfectly clear. The deletion of the word "agents" did not seem to him desirable, having regard to the fact that an agent might have to speak before the Court. Nor was the specific mention of the special agreement desirable, because it tended to assimilate a case in which Parties came before the Court under a special agreement to that in which proceedings were instituted by unilateral application.

The PRESIDENT pointed out that Article 46 was closely connected with Article 39; in its wording, therefore, account must be taken of the draft adopted for Article 39.

M. DE BUSTAMANTE proposed to maintain the word "agents". For the new article would be compared with the old article and it would be noted that this word had been deleted. It would then be thought either that agents could not speak in Court or that the order in which the agents spoke was not fixed by the Court but by the Parties themselves.

President LODER thought that the Drafting Committee should consider this point and make suggestions to the Court.

M. WEISS, alluding to the close relationship between Articles 46 and 39, in regard to which the Court had before it the very interesting proposal by M. Anzilotti, suggested that they should wait until the Court had come to a decision on that point.

M. DE BUSTAMANTE proposed that they should discuss Article 46 with Article 39, but decide forthwith to leave the word "agents" in Article 46.

M. NYHOLM proposed to leave Article 46 as it was.

M. ANZILOTTI thought that before deciding that point, the Court should come to a decision in regard to the question raised concerning Article 39.

M. WEISS suggested that the Court should come to a decision, at the following meeting, with regard to M. Anzilotti's proposal concerning Article 39. In the same connection they could consider Article 46. Subsequently the Drafting Committee could meet to prepare a draft in accordance with the Court's decision.

(The proposal of M. Weiss was put to the vote and adopted unanimously.)

83. — Next meeting of the Court.

The next meeting of the Court was fixed for Thursday, July 22nd, at 10 a.m. It would be devoted, in the first place, to the discussion of Articles 39 and 46.

The Court rose at 1 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

VINGT-TROISIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le jeudi 22 juillet 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

84. — **Règlement, article 39.**

Le PRÉSIDENT rappelle la décision, prise par la Cour, d'examiner l'article 39, au sujet duquel MM. Anzilotti et Moore ont présenté des notes déjà distribuées ¹.

M. ANZILOTTI désire seulement ajouter à ce qui se trouve dans sa note écrite que la raison principale pour laquelle la rédaction du Greffier ne semble pas devoir être acceptée est que la Cour ne dispose pas d'une expérience suffisante pour réglementer à nouveau cette matière des compromis.

La rédaction du Greffier a été inspirée surtout par l'affaire entre la Grèce et la Bulgarie, traitée par la Chambre de procédure sommaire. Toutefois, dans les documents relatifs à cette affaire, M. Anzilotti n'a pas trouvé de justification suffisante pour la disposition proposée.

M. MOORE ne croit pas nécessaire de donner lecture de sa note écrite, déjà distribuée, et destinée simplement à compléter celle de M. Anzilotti.

Lord FINLAY partage entièrement le point de vue de MM. Anzilotti et Moore.

La règle actuellement en vigueur semble contenir tout ce dont la Cour a besoin, et aucun inconvénient n'est résulté de son application. Dès lors, la Cour ne devrait pas, sans des motifs très graves, modifier son Règlement, surtout lorsque, comme dans le cas présent, les modifications proposées peuvent soulever de graves objections.

L'amendement proposé consiste à assimiler l'instance introduite par compromis à l'instance introduite par

¹ J. III. 1/37 (Distr. 923) et 1/38, non reproduits.

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

TWENTY-THIRD MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Thursday, July 22nd, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

84. — **Rules, Article 39.**

The PRESIDENT reminded the Court of its decision to consider Article 39, in regard to which MM. Anzilotti and Moore had submitted notes which had already been distributed ¹.

M. ANZILOTTI desired simply to add to what was in his note that the principal reason why he thought that the Registrar's proposal should not be accepted was that the Court had not gained sufficient experience to make fresh rules in regard to this question of special agreements.

The Registrar's proposal had been chiefly inspired by the case between Greece and Bulgaria dealt with by the Chamber for Summary Procedure. But, in the documents relating to that case, M. Anzilotti had not found sufficient justification for the proposed clause.

Mr. MOORE did not think it necessary to read his written note, which had been distributed and was simply intended to supplement that of M. Anzilotti.

Lord FINLAY entirely agreed with MM. Anzilotti and Moore.

The rule at present in force seemed to contain all that the Court needed and no difficulty had resulted from its application. The Court, therefore, should not, without very serious reasons, modify its Rules, especially when, as in the present case, the proposed modifications might give rise to serious objections.

The amendment proposed consisted in the assimilation of an action brought by special agreement to an action

¹ J. III. 1/37 (Dist. 923) and 1/38, not reproduced.

requête et à décréter que l'une des Parties au compromis est demanderesse et que l'autre est défenderesse. Or, les Parties savent que la voie de l'instance par requête leur est ouverte; si elles préfèrent l'introduction de l'instance par compromis, c'est pour de bonnes raisons.

Le motif invoqué en faveur de la modification proposée, est d'éviter les inconvénients que l'on semble voir dans le dépôt simultané des mémoires et des contre-mémoires. Cependant, les Parties qui introduisent une instance par voie de compromis sont généralement très au courant du point de vue de leurs adversaires. Il en résulte que la présentation simultanée des mémoires et contre-mémoires, loin de présenter des inconvénients, n'offre que des avantages, étant donné que les deux Parties exposent leurs points de vue sans avoir pris connaissance des documents de la Partie adverse.

M. NYHOLM déclare que la lecture des deux notes de MM. Anzilotti et Moore a modifié sa première impression, qui était que la question ne se présentait pas avec l'importance qu'elle paraît avoir réellement. S'il a donné son vote en faveur de l'article 39 amendé, c'est sous réserve de pouvoir y revenir lors de la seconde lecture, qui ne devrait avoir lieu que l'année prochaine.

M. Nyholm estime qu'il sera désirable de bien se souvenir que — comme l'a dit M. Moore — « en général, il n'est pas désirable d'amender le Règlement de la Cour, à moins que l'expérience n'en ait démontré la nécessité réelle ou qu'elle n'ait permis de constater l'existence de raisons valables pour le faire ».

Il est donc en faveur de la solution qui consiste à conserver pour le moment le texte de l'article 39 tel qu'il est.

Si la proposition de revenir sur le vote déjà émis au sujet de cet article n'a pas déjà été faite, M. Nyholm est prêt à faire cette proposition.

M. WEISS déclare que les observations de M. Anzilotti, complétées par celles de M. Moore, l'ont tout à fait convaincu: le texte actuel de l'article 39 donne toute satisfaction et les modifications proposées pourraient présenter de grands inconvénients. Elles ont, en effet, quelque chose d'un peu artificiel, ayant pour objet la création d'une sorte de demandeur fictif, alors qu'en réalité ce prétendu demandeur a peut-être une attitude tout à fait différente au procès. Ce qu'a dit M. Anzilotti paraît tout à fait juste également lorsqu'il montre combien pourrait être fâcheuse, aussi bien pour la juridiction de la Cour que pour la Cour elle-même, l'adoption de la modification envisagée.

M. Weiss est d'accord pour penser qu'il faut porter la main d'une façon extrêmement légère sur le Règlement, qui a fait ses preuves pendant cinq ans déjà; il ne faut y apporter de changements que lorsque la pratique en a fait apparaître la nécessité: or, cette nécessité ne se manifeste pas dans le cas particulier.

brought by application and in a decision that one of the Parties to a special agreement was Applicant and the other Respondent. The Parties, however, were aware that they could bring an action by application; if they preferred to institute proceedings by special agreement, they would have good reasons for doing so.

The argument invoked in favour of the suggested amendment was that it would avert disadvantages which were thought to exist in the simultaneous filing of cases and counter-cases. Parties, however, who instituted proceedings by special agreement, were as a rule thoroughly acquainted with the standpoint of their opponents. It followed therefore that the simultaneous filing of cases and counter-cases, far from having drawbacks, offered nothing but advantages, since the two Parties set out their respective standpoints without having seen the documents of their opponents.

M. NYHOLM said that since reading the notes of MM. Anzilotti and Moore, he had altered his original view which had been that the question was not of such importance as it appeared in reality to be. Though he had voted in favour of Article 39 as amended, his vote was given subject to the possibility of reversing it at the second reading which should not take place until the following year.

M. Nyholm thought it desirable to bear in mind that—as Mr. Moore had said—“as a general principle it is undesirable to amend the Rules of the Court unless experience shall have shown a real necessity or substantial reason for so doing.”

He was therefore in favour of the solution consisting in leaving Article 39 as it was for the time being.

If no proposal had yet been made to reconsider the vote already taken on that article, M. Nyholm was ready to make such a proposal.

M. WEISS said that M. Anzilotti's observations, supplemented by those of Mr. Moore, had entirely convinced him: the existing text of Article 39 was quite satisfactory and the proposed amendments might have serious disadvantages. They indeed had a certain element of artificiality, as their object was to create a sort of fictitious Applicant, whereas in reality the attitude of this alleged Applicant in regard to the suit might be entirely different. What M. Anzilotti had said also seemed perfectly sound when he had shown what unfortunate effects, both as regards the Court's jurisdiction and the Court itself, the adoption of the proposed amendment might have.

M. Weiss agreed that they should be extremely careful how they handled the Rules, which had now borne the test of five years' experience. Changes should only be made in them when practice had shown the necessity for such changes; in the present case, however, there appeared to be no such necessity.

Le PRÉSIDENT, tout en rappelant que, lors du vote précédent, il faisait partie de la minorité, répond aux observations présentées par MM. Anzilotti, Moore et lord Finlay.

Il s'agit, selon M. Huber, d'une proposition destinée à tenir compte des nombreuses critiques formulées à maintes reprises contre le système du dépôt simultané des mémoires, et, ainsi que le dit expressément le rapport du Président, le nouveau texte a été rédigé pour permettre à la Cour de discuter ce problème. Il était donc tout à fait à sa place.

Le Président constate que la décision prise par la Cour à la séance précédente tendait à un nouvel examen du vote qu'elle avait émis antérieurement sur l'article 39, et que les notes de MM. Anzilotti et Moore constituent des propositions tendant au maintien du texte primitif; M. Nyholm a d'ailleurs fait une proposition dans le même sens.

Il faut donc voter tout d'abord sur ces propositions. Si la Cour ne décide pas de maintenir le texte de l'article 39 qu'elle a voté l'autre jour, la proposition subsidiaire de M. Anzilotti doit être mise aux voix.

Le Président met donc aux voix la proposition de MM. Anzilotti, Moore et Nyholm, tendant au maintien du texte original de l'article 39.

(Le maintien du texte original de l'article 39 est décidé par huit voix contre trois (MM. Altamira, de Bustamante et Loder).)

85. — Règlement, article 46.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour a reconnu la connexité qui existe entre l'article 39 et l'article 46.

Au sujet de ce dernier article, M. de Bustamante a formulé une proposition tendant à la réinsertion du mot «agents» dans le texte reproduit à la page 82¹.

M. NYHOLM rappelle qu'il avait formulé dès la séance précédente une proposition tendant au maintien du texte primitif de l'article. Il la répète, l'article 39 ayant été maintenu dans sa forme primitive.

M. MOORE appelle l'attention sur le texte de l'article 43 du Statut :

«La procédure a deux phases: l'une écrite, l'autre orale....

«La procédure orale consiste dans l'audition par la Cour des témoins, experts, *agents*, conseils et avocats.»

Se référant à cette disposition, il se déclare favorable au maintien de l'article 46 dans ses termes actuels.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. Nyholm, tendant au maintien du texte original de l'article 46.

(Cette proposition est adoptée par dix voix contre une (M. Altamira).)

¹ Voir p. 311.

The PRESIDENT, recalling that at the preceding vote he had been one of the minority, replied to the observations made by MM. Anzilotti, Moore and Lord Finlay.

In his view it was a question of a proposal intended to meet the many criticisms directed on numerous occasions against the system of the simultaneous filing of cases, and, as the President's report expressly stated, the new text had been drafted to enable the Court to discuss the problem. It therefore served a useful purpose.

The President observed that the decision taken by the Court at the previous meeting amounted to a decision to reconsider the vote on Article 39 previously taken, and the notes submitted by MM. Anzilotti and Moore constituted proposals for the retention of the original text. M. Nyholm also had made a similar proposal.

The Court must therefore first of all vote on these proposals. Should the Court not decide to maintain the text for Article 39 which it had adopted at a recent meeting, a vote must be taken on M. Anzilotti's subsidiary proposal.

The President therefore took a vote on the proposal of MM. Anzilotti, Moore and Nyholm for the retention of the original text of Article 39.

(The retention of the original text of Article 39 was approved by 8 votes to 3 (MM. Altamira, de Bustamante and Loder).)

85. — Rules, Article 46.

The PRESIDENT observed that the Court had recognized the connection existing between Articles 39 and 46.

In regard to the latter article, M. de Bustamante had made a proposal for the reinsertion of the word "agents" in the draft appearing on page 82¹.

M. NYHOLM reminded the Court that he had made a proposal at the last meeting for the retention of the original text of the article. Article 39 having been retained in its original form, he now repeated that proposal.

Mr. MOORE drew attention to the wording of Article 43 of the Statute :

"The procedure shall consist of two parts: written and oral....

"The oral proceedings shall consist of the hearing by the Court of witnesses, experts, *agents*, counsel and advocates."

On the basis of this clause, he said that he was in favour of the retention of the present terms of Article 46.

The PRESIDENT took a vote on M. Nyholm's proposal for the retention of the original text of Article 46.

(This proposal was adopted by 10 votes to 1 (M. Altamira).)

¹ See p. 311.

86. — **Règlement, article 47.**

Le PRÉSIDENT, au sujet de l'article 47, indique qu'il a lui-même rédigé des propositions dont le texte, qui porte le n° 33 *bis*, est précédé d'un exposé des motifs inséré aux pages 14 et 15 du Document Distr. 794¹.

Il s'agit d'un nouvel article qui pourrait être introduit soit après l'article 33 — lequel contient des dispositions touchant aussi bien à la procédure écrite qu'à la procédure orale —, soit en connexité avec l'article 47, lequel concerne les moyens de preuve. Le Comité de rédaction pourrait d'ailleurs se prononcer au sujet de la place définitive à donner à cet article.

Abordant le fond de la question, le Président rappelle l'incident qui s'est produit devant la Cour, lorsque, dans une affaire, il a été fait état des débats de la Chambre des Communes et que lecture a été donnée d'un passage du *Hansard*. La Cour a alors statué qu'elle était libre d'apprécier les preuves à leur valeur et d'en tenir compte ou non.

Mais, sur les entrefaites, on a pour ainsi dire prié la Cour de prendre en considération la réglementation du système de preuves. Il ne paraît pas possible à M. Huber d'entrer dans cette voie, parce que le Statut contient, avec le Règlement, les dispositions suffisantes pour permettre de bien diriger la procédure, et le système adopté par le Statut, qui laisse aux Parties la liberté d'invoquer les moyens de preuve qu'elles considèrent comme importants, et à la Cour, celle de les apprécier, paraît très heureux. En tout cas, tout système rigide serait, de l'avis du Président, contraire au système très large et très libéral du Statut.

Mais il y a néanmoins, dans sa pensée, deux points sur lesquels il serait utile que la Cour insérât certaines dispositions dans le Règlement. Il s'agit, d'une part, des documents qui pourraient présenter un caractère secret et dont la production, dans la procédure publique de la Cour, serait contraire à des engagements internationaux; un cas de ce genre s'est déjà produit; à tout moment, il peut arriver que, soit dans la procédure écrite, soit dans la procédure orale, il s'en produise à nouveau. Il est donc utile pour la Cour, et en son absence pour le Président, de savoir à quoi s'en tenir.

Il peut arriver, d'autre part, qu'un représentant des Parties fasse des déclarations ou formule des propositions qui, de l'avis de l'autre Partie, présentent un caractère injurieux. Des cas de ce genre se sont effectivement produits. Or, il est très pénible de voir arriver le moment où, devant la Cour, un des représentants fait une protestation. Certes, le Président a toujours la faculté d'interrompre l'audience pour que la Cour se retire et prenne une décision; mais il serait néanmoins très utile que la Cour fixât, une fois pour toutes, le principe de la responsabilité exclusive des

¹ Voir p. 251.

86. — **Rules, Article 47.**

The PRESIDENT, in regard to Article 47, said that he had himself drafted proposals the text of which, bearing the number 33 *bis*, was preceded by an explanatory statement appearing on pp. 14 and 15 of Document Distr. 794¹.

It was a question of a new article which might be inserted either after Article 33, which contained provisions concerning both the written and oral proceedings, or in connection with Article 47 which related to evidence. The Drafting Committee moreover could decide as to the place to be finally given to this article.

Approaching the merits of the question, the President recalled the incident which had occurred in Court when, in a certain case, reference had been made to the debates of the House of Commons and a passage from *Hansard* had been read. The Court had then decided that it was free to estimate the value of evidence and to take account of it or not.

The Court, however, had then, in a manner of speaking, been urged to consider the question of establishing rules for evidence. It did not seem possible to M. Huber to embark on this course, since the Statute, together with the Rules, contained provisions adequate for the satisfactory direction of the proceedings and the system adopted by the Statute, which was to allow the Parties to produce such evidence as they held to be important and the Court freely to estimate the value of such evidence, seemed very satisfactory. At all events, any rigid system would, in the President's opinion, be contrary to the very broad and liberal system of the Statute.

There were however, to his mind, two points in regard to which it would be well for the Court to insert certain provisions in the Rules. In the first place, there was the question of documents which might be of a secret character and the production of which, in the Court's public proceedings, might be contrary to international obligations: a case of this kind had already arisen. At any time it might happen that, either in the written or oral proceedings, the same thing would occur again. It would be well therefore for the Court and, in its absence, the President, to know what course to adopt.

Again it might happen that a representative of a Party made statements or proposals which, in the opinion of the other Party, were of an invidious nature. Cases of this kind had actually occurred. Now, it was a very regrettable matter when one of the representatives made a protest in Court. Of course, the President could always break off the hearing in order that the Court might withdraw to decide the point, but nevertheless it would be well for the Court to establish once and for all the principle of the exclusive responsibility of Parties. Parties appearing before the Court were invariably

¹ See p. 251.

Parties. Les plaideurs devant la Cour sont toujours des Puissances souveraines, mais le complément de cette souveraineté est l'entière responsabilité des représentants des Puissances. Cela admis, le Président devrait pouvoir se borner à dire : « aux termes du Règlement, la responsabilité entière est aux États qui plaident et à leurs représentants ». Telles sont les pensées qui ont inspiré la proposition du Président, ainsi conçue :

« *Article 33 bis* : Les États ou Membres de la Société des Nations qui sont Parties à un litige ou qui fournissent à la Cour des informations dans une procédure pour avis sont seuls responsables du fait d'avoir produit un document déterminé et de la présentation de toute déclaration faite de leur part au cours de la procédure. »

Le Président observe que le principe de la responsabilité couvre aussi celui du secret ; si, néanmoins, une disposition spéciale est requise, c'est qu'il faut distinguer entre deux situations.

La première est celle où un document, présenté dans la procédure orale par l'une des Parties, est considéré comme secret par l'autre. Dans ce cas, le Président, en l'absence de la Cour, ne saurait décider si ce document peut être ou non accepté et, éventuellement, arrêter toute la procédure. En principe, la procédure écrite est secrète et les documents versés au dossier au cours de cette procédure écrite doivent être acceptés. La seconde situation est celle de la procédure orale, qui est publique, mais où il y a possibilité de prononcer le huis-clos, aux termes de l'article 46 du Statut. La dernière phrase du texte du Président vise l'admissibilité d'un document couvert par une obligation internationale de respecter le secret. La Cour ne saurait l'avoir dans son dossier, car elle ne peut tenir compte que des documents dont il est possible de faire état dans les considérants des avis ou arrêts, étant donné que le jugement doit être public et qu'il doit contenir tous les considérants.

M. DE BUSTAMANTE demande, à titre de question préalable, que la discussion sur cet article soit renvoyée, et cela parce qu'il existe un État qui vient d'accepter d'adhérer à la Cour, avec certaines réserves dont l'une parle « d'avis prononcés en public, après audition publique des Parties intéressées ». Or, si la Cour introduit dans son Règlement un article qui vise à prononcer le huis-clos, elle rend impossible l'entrée à la Cour de l'État auquel il a fait allusion.

Le PRÉSIDENT répond qu'il ne s'agit pas d'ajouter quoi que ce soit à l'article 46 du Statut, auquel la Puissance en question n'a formulé aucune réserve.

M. ANZILOTTI fait observer qu'il y a plusieurs questions importantes, par exemple celle de savoir si l'on doit réglementer les moyens de preuve d'une manière quelconque. Le Gouvernement britannique

sovereign States, but the corollary of such sovereignty was the absolute responsibility of the representatives of such States. That principle having been established, the President should simply say : "under the Rules of the Court all responsibility rests on States appearing before it and on their representatives". Such were the ideas which had led the President to make the following proposal :

« *Article 33 bis* : States or Members of the League of Nations, which are Parties to a dispute or which furnish information to the Court in the course of advisory procedure, shall be held solely responsible for the production of any particular document and for any statement made on their behalf during the proceedings. »

The President observed that the principle of responsibility also covered that of secrecy ; if, however, a special clause were required, a distinction must be made between two situations.

The first was that in which a document submitted during the written proceedings by one Party was regarded as secret by the other Party. In that case, the President, in the absence of the Court, could not decide whether such document could be accepted or not and perhaps stop the whole proceedings. In principle, the written proceedings were secret and documents filed during the written proceedings must be accepted. The second situation arose in the oral proceedings, which were public, but in regard to which, under Article 46 of the Statute, it was possible to decide that they should be conducted in private. The last sentence of the President's draft dealt with the admissibility of a document in regard to which an international obligation of secrecy existed. The Court could not accept it, as it could only take into account documents to which it could refer in the statement of reasons of opinions or judgments, seeing that the judgment must be public and must contain a full statement of reasons.

M. DE BUSTAMANTE asked—thereby moving the previous question—that the discussion of this article should be postponed, because there was a State which had just agreed to adhere to the Court with certain reservations, one of which spoke of "advisory opinions rendered publicly after the public hearing of Parties concerned". Now if the Court were to introduce into its Rules an article which provided for the possibility of conducting proceedings in private, it would render impossible the adherence to the Court of the State to which he alluded.

The PRESIDENT replied that there was no question of adding anything to Article 46, to which the Power in question had made no objection.

M. ANZILOTTI pointed out that there were several important questions, for instance, whether any rules in regard to evidence should be established. The British Government had requested the Court to consider

ayant prié la Cour de considérer ce point, il conviendra peut-être de le faire. La Cour devra également considérer la question de la responsabilité déjà soulevée. Enfin, viendra la question des sanctions de cette responsabilité.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. de Bustamante, qui tend à écarter la discussion sur la proposition du Président.

(La proposition de M. de Bustamante est rejetée par huit voix contre trois (MM. de Bustamante, Moore et Nyholm).)

Lord FINLAY estime que l'article 46 du Statut donne à la Cour les pouvoirs nécessaires pour prononcer le huis-clos, dans le cas où l'une des Parties, considérant qu'un document présente un caractère confidentiel, saisit la Cour d'une demande dans ce sens. Le huis-clos ne s'appliquerait alors qu'à la partie de la procédure considérée comme confidentielle.

Le PRÉSIDENT se propose de faire voter tout d'abord sur la première phrase, qui établit le principe de la responsabilité, puis sur la deuxième partie, qui n'est qu'une application spéciale de ce principe au cas où l'on soulève la question du secret.

M. NYHOLM estime que le nouvel article n'est pas fait pour être ajouté au Règlement. Selon M. Nyholm, il présente trop le caractère d'une décision d'espèce pour que l'on puisse utilement l'insérer à titre de règle générale.

En résumé, il estime que le texte actuel doit être maintenu.

Suivant M. Nyholm, l'idée de la première phrase est certainement correcte ; mais elle sera sans doute appliquée — qu'elle soit ou non insérée dans le Règlement. Ainsi, la règle paraît inutile.

M. Nyholm fait une remarque analogue au sujet de la fin de l'article proposé : si l'une des Parties prétend qu'un document doit être considéré comme secret, la Cour devra, en tous cas, statuer, savoir au moment où le procès sera plaidé.

D'ailleurs, selon M. Nyholm, la Cour ne dispose pas encore d'une expérience suffisante pour trancher des questions de cette nature.

M. LODER partage l'opinion que vient d'exprimer M. Nyholm sur les deux premières phrases du nouvel article 33 *bis*.

Il déclare, d'autre part, ne pas comprendre la portée de l'observation de M. de Bustamante, touchant l'adhésion éventuelle à la Cour d'une certaine Puissance, étant donné que, si le huis-clos est ordonné, c'est seulement pour une séance, alors qu'en tout état de cause le jugement sera prononcé en public.

Quant à la dernière phrase de l'article 33 *bis*, M. Loder y est opposé, étant donné que, selon lui, la Cour réserve son opinion sur l'admissibilité des preuves jusqu'au moment où elle fait connaître sa décision.

this point, and therefore it would perhaps be well to do so. The Court should also consider the question of responsibility which had already been raised. Lastly, there was the question of sanctions attaching to this responsibility.

The PRESIDENT took a vote on M. de Bustamante's proposal for the postponement of the discussion of the President's amendment.

(M. de Bustamante's proposal was rejected by 8 votes to 3 (MM. de Bustamante, Moore and Nyholm).)

Lord FINLAY thought that Article 46 of the Statute gave the Court the powers necessary to clear the Court, should one of the Parties, considering that a document was of a confidential nature, make a request to that effect. The Court would only be cleared for that part of the proceedings which was held to be confidential.

The PRESIDENT proposed first of all to take a vote on the first sentence which laid down the principle of responsibility ; then to vote on the second part which was merely the special application of this principle in a case where the question of secrecy was raised.

M. NYHOLM thought that the new article was not suitable for addition to the Rules. In his opinion it was too much in the nature of a special decision for it to be usefully inserted in the Rules as a general principle.

In short, he thought that the present text should be retained.

In M. Nyholm's view, the idea embodied in the first sentence was certainly correct but it would doubtless be applied whether it were inserted in the Rules, or not. The rule, therefore, appeared superfluous.

He made a similar remark in regard to the end of the proposed article ; if one of the Parties alleged that a document should be regarded as secret, the Court would have in any case to take a decision, that was to say, when the case was heard.

Moreover, in M. Nyholm's opinion, the Court had not yet gained sufficient experience to settle questions of this nature.

M. LODER shared the opinion expressed by M. Nyholm as regards the two first sentences of the new Article 33 *bis*.

He also said that he did not understand the bearing of M. de Bustamante's observation regarding the possible adherence to the Court of a certain Power, seeing that if the Court directed that the proceedings should be private it would only be for one sitting, whilst in any case the judgment would be delivered publicly.

As regarded the last sentence of Article 33 *bis*, M. Loder was opposed to it because, in his opinion, the Court reserved its opinion as to the admissibility of evidence until the time came for it to make known its decision.

Pour les raisons qu'il vient d'exposer, M. Loder ne croit pas possible d'adopter l'amendement proposé, qui, d'ailleurs, lui paraît superflu.

Lord FINLAY se réfère, au sujet de la seconde phrase du nouvel article 33 *bis*, aux observations déjà formulées par lui relativement à l'article 46 du Statut.

Quant à la première phrase, lord Finlay prie M. le Président de bien vouloir lui fournir une précision touchant le sens de l'expression : « sont seuls responsables du fait d'avoir produit un document déterminé . . . ». S'agit-il d'une responsabilité encourue par les Parties pour avoir produit un document, ou bien pour n'avoir pas produit tous les documents qui leur sont demandés ?

Le PRÉSIDENT, répondant à lord Finlay, explique que, s'il est certain que les États sont responsables de ce qu'ils font, il est important de souligner qu'ils sont *seuls* responsables, et cela afin d'écarter la responsabilité de la Cour.

Si, par exemple, un État commet un acte contraire à ses obligations internationales, en divulguant un secret ou en faisant tenir des propos injurieux, il est certain que c'est lui seul qui est coupable ; mais la Cour peut être considérée comme sa complice si elle publie les documents secrets ou si elle admet que les propos injurieux soient discutés devant elle. La rédaction proposée dans la première phrase vise à exprimer l'idée que la Cour se considère comme dégagée de toute responsabilité de ce chef, et qu'elle n'entend encourir aucune responsabilité à l'égard de ce que font ou ne font pas les États qui viennent devant elle.

En ce qui concerne la deuxième et la troisième phrases, le Président convient qu'elles ne disent rien de nouveau ; mais le but d'un Règlement est justement de préciser l'application, sur les points de détail, des principes généraux établis par le Statut lui-même. S'il se présentait, à l'avenir, un cas dans lequel l'admissibilité d'un moyen de preuve, à cause du secret soi-disant protégé par le droit international, serait mise en cause, on saurait au moins, avec le nouveau texte, quelle est la procédure à suivre.

Si la Cour pense que cela est inutile, le Président n'insistera pas sur sa proposition ; mais il rappelle qu'à un moment donné les membres de la Cour ont demandé au Greffe de procéder à des recherches étendues sur le système de preuves mis en usage par les différentes nations, et que de longs résumés ont, par la suite, été insérés dans le Bulletin de la Cour. C'est dans ces conditions que le Président a cru de son devoir de soumettre sa proposition à la Cour, afin de lui permettre de se prononcer sur un point qui a fait l'objet de ses préoccupations.

Lord FINLAY remercie M. le Président des explications qu'il a bien voulu donner. En ce qui concerne l'article 33 *bis*, il est certain que la Cour pourrait prononcer le huis-clos pour une partie de la procédure et cela

For the reasons set out above, M. Loder did not think it possible to adopt the proposed amendment which, moreover, seemed to him superfluous.

Lord FINLAY, in regard to the second sentence of the new Article 33 *bis*, referred to the observations already made by him in regard to Article 46 of the Statute.

As to the first sentence, Lord Finlay requested the President to be so good as to explain to him the meaning of the expression : "shall be held solely responsible for the production of any particular document . . ." Was it a question of responsibility incurred by the Parties for having produced a document, or for not having produced all the documents for which they had been asked ?

The PRESIDENT replied to Lord Finlay and explained that though it was certain that States were responsible for what they did, it was important to emphasize that they were *solely* responsible, in order to relieve the Court of responsibility.

If, for instance, a State committed an act contrary to its international obligations by divulging a secret or by making invidious statements, it was clear that the blame rested with that State alone ; but the Court might, perhaps, be regarded as its accomplice if it published secret documents or allowed invidious statements to be used before it. The first sentence of the draft was intended to convey the idea that the Court regarded itself as relieved from any responsibility under this head and that it would not incur any responsibility in regard to what was done or not done by States coming before it.

As regarded the second and third sentences, the President admitted that they said nothing fresh, but the very object of Rules of Court was to define the application in regard to points of detail of general principles established by the Statute itself. If, at some future time, a case occurred in which the admissibility of evidence by reason of its secrecy, which was alleged to be protected by international law, was disputed, they would at all events know, with the new article, what was the procedure to be followed.

If the Court thought that it was superfluous, the President would not insist on his proposal, but he reminded members that at one time they had asked that the Registry should undertake extensive research into the system of evidence in use in different countries and that long summaries had, in consequence, been inserted in the Court's Bulletin. Under these conditions the President had thought it his duty to submit his proposal to the Court in order to enable it to take a decision on a point which had occupied its attention.

Lord FINLAY thanked the President for the explanation he had given. As regarded Article 33 *bis*, it was certain that the Court could exclude the public from a portion of the proceedings, at the request of a Party

à la demande d'une Partie qui serait au courant de la nature des preuves à présenter.

En ce qui concerne la première partie du texte de l'article 33 *bis*, lord Finlay estime que la Cour, qui remplit une fonction publique, ne saurait, en tout cas, être tenue pour responsable des documents présentés par l'une ou l'autre des Parties, et que, dans ces conditions, la phrase proposée semblerait n'avoir que peu de valeur.

M. WEISS, contrairement à quelques-uns de ses collègues, n'est pas convaincu de l'inutilité de la rédaction proposée par M. le Président sous le n° 33 *bis* ; peut-être, seulement, la forme n'en est-elle pas tout à fait heureuse.

L'article 33 *bis* proposé commence par affirmer la responsabilité exclusive des États ou des Membres de la Société des Nations qui sont Parties à un litige, ou qui fournissent des informations à la Cour. Il conviendrait cependant, peut-être, de donner à cette phrase une tournure négative et de dire que la Cour n'assume aucune responsabilité du fait des documents apportés par les Parties ou des déclarations présentées par elles.

En effet, si l'on affirmait que les États sont responsables, il faudrait en même temps indiquer quelle est la sanction de cette responsabilité. Or, la Cour n'a pas les moyens de la faire jouer et de la sanctionner. Elle ne peut donc parler que pour elle-même, et elle doit se borner à dire : « On a fait telle déclaration ; on a apporté tel document ; mais cela ne nous concerne pas ; nous n'en sommes pas responsables ; nous ne nous associons pas à l'État qui a fait cette déclaration ou qui a apporté ce document. »

Le PRÉSIDENT indique que la proposition de M. Weiss lui donnerait satisfaction.

M. WEISS pense que la deuxième partie de l'article 33 *bis*, également, peut avoir quelque utilité. Si l'on en rapproche l'article 46 du Statut, il est possible en effet de se demander si, en l'absence de la disposition proposée, le huis-clos peut être prononcé à la demande d'une seule des Parties.

L'article 46 du Statut prévoit deux cas pour le prononcé du huis-clos : le cas où la Cour le décide et le cas où les deux Parties le demandent. Le fait que les deux Parties se sont mises d'accord pour demander le huis-clos semble obliger la Cour à le prononcer. Le cas où l'une des Parties seulement demande le huis-clos ne rentre pas dans la deuxième partie de l'article 46 du Statut, et, puisque les deux Parties ne sont pas d'accord pour le demander, le huis-clos ne s'impose pas ; mais il rentre dans la première partie de l'article 46 qui dit : « ... à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour. ... ». Lorsqu'une Partie seulement demande le huis-clos, il faut une décision de la Cour pour le prononcer. Ainsi, la deuxième partie de l'article 33 *bis*, proposé par le Président, a simplement la valeur d'une interprétation, en prévenant une équivoque possible.

who was acquainted with the nature of the evidence to be submitted.

As regarded the first part of Article 33 *bis*, Lord Finlay thought that the Court, which fulfilled a public duty, could not in any case be held responsible for documents submitted by one or other of the Parties and that in these circumstances the sentence proposed seemed to be without much value.

M. WEISS, in contra-distinction to some of his colleagues, was not convinced of the superfluity of the clause proposed by the President under No. 33 *bis* ; he simply thought that perhaps the form was not quite satisfactory.

The proposed Article 33 *bis* began by affirming the exclusive responsibility of States or Members of the League of Nations who were Parties to a dispute or who furnished information to the Court. Perhaps, however, that sentence should be couched in a negative form and it should be said that the Court would not assume any responsibility arising in connection with documents produced by the Parties or statements made by them. For, if it were laid down that States were responsible, it would also be necessary to indicate what was the sanction attaching to this responsibility. But the Court had no means of enforcing such a sanction. It could, therefore, only speak for itself and it must confine itself to saying : "Such and such a statement has been made ; such and such a document has been produced ; but that does not concern us. We are not responsible ; we do not associate ourselves with the State which has made this statement or produced this document."

The PRESIDENT said that M. Weiss's proposal would satisfy him.

M. WEISS thought that the second part of Article 33 *bis* might also be of some utility. If one considered it in conjunction with Article 46 of the Statute, it might, indeed, be asked whether, in the absence of the proposed rule, the Court could be cleared at the request of one Party only.

Article 46 of the Statute provided for the closing of the Court to the public in two sets of circumstances : the first was when the Court decided to do so on its own initiative and the second was when the two Parties made a request to that effect. The fact that the two Parties agreed to ask for the clearance of the Court seemed to compel the Court to exclude the public. The case in which one Party only asked for the Court to be cleared did not come within the terms of the second part of Article 46 of the Statute and, since the two Parties were not agreed in making the request, there was no necessity for the Court to decide accordingly ; but this case came within the terms of the first part of Article 46 which said " ... unless the Court shall decide otherwise ... ". When one Party only asked that the public should not be admitted, a decision of the Court to that effect was

Dans ces conditions, M. Weiss est partisan de la rédaction proposée par le Président.

M. le Président LODER déclare n'être pas convaincu par ce que vient de dire M. Weiss. La procédure prévue dans la première et dans la deuxième partie de l'article proposé lui paraît superflue et inutile.

D'abord, il n'y a, selon M. Loder, aucune possibilité de rendre la Cour responsable pour un fait émanant de l'une des Parties. Ensuite, si l'une des Parties demande le huis-clos, le droit pour la Cour de l'accorder ou de le refuser découle directement du Statut.

La dernière phrase du texte proposé dit que « la Cour, en statuant sur la demande de huis-clos, décide en même temps sur l'admissibilité du moyen de preuve en question ». M. Loder déconseille l'adoption de cette disposition qui, d'ailleurs, regarde le fond de l'affaire et non plus seulement la procédure. La Cour doit donner son opinion sur l'admissibilité des preuves seulement *après* les travaux en Chambre du Conseil. Pour conclure, M. Loder prie le Président de séparer, lors du vote, cette phrase du reste de sa proposition.

Le PRÉSIDENT ne s'oppose pas à ce que la Cour vote sur la proposition phrase par phrase.

La raison pour l'introduction de la dernière phrase est que, si la Cour admet qu'un document est et doit rester secret, il devient impossible d'en tenir compte.

M. le Président LODER envisage la situation à un point de vue différent. Pour lui, il est possible de voter sur la partie du texte qui touche à la question de la responsabilité. Quant au point concernant le huis-clos, il est déjà prévu par l'article 46 du Statut : une Partie ayant demandé le huis-clos, il appartient à la Cour de statuer sur cette demande. Enfin, selon M. Loder, la dernière phrase de la proposition n'est pas admissible.

M. ANZILOTTI relève que M. Loder vient de soulever une question très grave. Contrairement à l'idée de M. Loder, M. Anzilotti avait pensé que, si cela n'est pas déjà compris dans le Statut, il faudrait une disposition générale permettant de contester l'admissibilité de certains moyens de preuve et la possibilité, pour la Cour, de rendre une décision sur cette admissibilité.

M. le Président LODER déclare admettre la possibilité d'une décision interlocutoire.

M. ANZILOTTI estime que les membres sont peut-être d'accord pour penser que la Cour n'a pas à réglementer les moyens de preuve et à dire que tels moyens sont admissibles, alors que tels autres ne le sont pas, le

necessary. It would thus be seen that the second part of the Article 33 *bis*, proposed by the President, was simply an interpretation preventing a possible misunderstanding.

In these circumstances, M. Weiss was in favour of the draft proposed by the President.

President LODER said that he was not convinced by what M. Weiss had just said. The procedure provided for, both in the first and in the second part of the proposed article, seemed to him to be superfluous and useless.

In the first place, there was, in M. Loder's view, no possibility of holding the Court responsible for an act on the part of one of the Parties. In the next place, should one of the Parties ask that the public should not be admitted, the Court's right to grant or refuse the request was derived directly from the Statute.

The last sentence of the proposed text said that "the Court, when deciding upon the request that the proceedings shall be secret, shall, at the same time, decide whether the evidence in question is admissible". M. Loder was against the adoption of this clause which, moreover, concerned the merits of the question and not simply the procedure. The Court must give its opinion as to the admissibility of evidence only *after* its private deliberations. In conclusion, M. Loder requested the President, when proceeding to vote, to separate this sentence from the rest of his proposal.

The PRESIDENT had no objection to his proposal being voted upon sentence by sentence.

The reason for the introduction of the last sentence was that if the Court decided that a document was and must remain secret, that document could no longer be taken into account.

President LODER regarded the matter from a different standpoint. In his opinion it was possible to vote on the part dealing with the question of responsibility. As regarded the question of the exclusion of the public, it was already provided for by Article 46 of the Statute : if one Party asked for the proceedings to be private, it was for the Court to decide whether that request should be granted. Finally, the last sentence of the proposal was not, in M. Loder's opinion, admissible.

M. ANZILOTTI remarked that M. Loder had just raised a very serious question. Contrary to what M. Loder had held, M. Anzilotti thought that, if the point were not already covered by the Statute, they must have a general rule making it possible to dispute the admissibility of certain evidence and allowing the Court to give a decision regarding such admissibility.

President LODER said that he recognized the possibility of an interlocutory decision.

M. ANZILOTTI thought that probably members of the Court were agreed in holding that it was not for the Court to make rules of evidence and say that certain evidence was admissible whilst other evidence was not,

Statut ayant laissé toute liberté aux Parties sur ce point.

Néanmoins, il y a, selon lui, des cas où la question de l'admissibilité des moyens de preuve peut avoir une très grande importance et où il est désirable de pouvoir la résoudre au cours de la procédure et avant la présentation de ces moyens. C'est pourquoi il pourrait être utile d'insérer dans le Règlement une disposition générale, concernant également le cas d'un document secret et qui pourrait être conçue de la façon suivante : « En cas de contestation sur l'admissibilité des moyens de preuve, la Cour décide. »

M. DE BUSTAMANTE souligne l'importance des observations qui viennent d'être faites par M. Nyholm et par M. le Président Loder au sujet de la dernière phrase du nouvel article 33 *bis*.

Selon cet article, la Cour, avant d'avoir entendu à huis clos les Parties pour savoir si un document est ou doit rester secret, doit décider sur l'admissibilité de ce document comme moyen de preuve. Or, il faut commencer par entendre les Parties ; c'est seulement après les avoir entendues que la Cour peut statuer, par une décision interlocutoire, sur l'admissibilité du moyen de preuve.

Il semble donc nécessaire de modifier la rédaction de l'article proposé par le Président.

Le PRÉSIDENT admet également une modification de rédaction dans le sens indiqué par M. de Bustamante, par exemple en supprimant les mots « en même temps ».

M. le Président LODER est aussi d'accord avec M. de Bustamante, mais désire présenter une observation au sujet de ce qu'a dit M. Anzilotti. Si le Règlement ne parle pas de décisions interlocutoires, c'est que la Cour, en l'élaborant, a voulu éviter de faire un code et a préféré se borner à donner quelques directives, étant donné l'impossibilité de prévoir tous les cas. Donc, dans un cas déterminé, la Cour pourrait, sans doute, malgré le silence du Règlement, après avoir entendu les Parties à huis clos, déclarer, par un jugement interlocutoire, qu'elle n'admet pas tel ou tel autre moyen de preuve.

Mais il n'appartient pas à la Cour de dire, dans tous les cas où il y aura huis-clos, si un moyen de preuve est ou non admis.

Lord FINLAY fait remarquer que la proposition du Président contient trois points différents.

La première phrase vise la responsabilité. Lord Finlay estime qu'elle ne devrait pas être maintenue, car la Cour *n'est pas* responsable ; et, si elle l'était, aucune mention dans le sens contraire ne lui enlèverait cette responsabilité.

La deuxième phrase ne semble pas non plus nécessaire, car l'article 46 donne à la Cour tous les pouvoirs nécessaires.

Quant à la troisième phrase, lord Finlay se rallie aux objections qu'on a soulevées contre elle ; il y a là

since the Statute allowed the Parties complete freedom in regard to this point.

Nevertheless, in his opinion there were cases in which the question of the admissibility of evidence might be of very great importance and in which it was desirable to be able to decide it in the course of the proceedings and before the production of such evidence. For that reason it might be well to insert in the Rules a general rule also covering the case of a secret document, which rule might run as follows : "In the event of a dispute as to the admissibility of evidence, the decision shall rest with the Court."

M. DE BUSTAMANTE emphasized the importance of the observations made by M. Nyholm and President Loder in regard to the last sentence of the new Article 33 *bis*.

According to that article the Court, before hearing the Parties in private to ascertain whether a document was or should remain secret, must decide as to the admissibility of such document as evidence. But they should begin by hearing the Parties. It was only after having heard them that the Court could decide by an interlocutory decision whether the evidence was admissible.

It seemed therefore necessary to modify the wording of the article proposed by the President.

The PRESIDENT agreed to a modification in the sense indicated by M. de Bustamante, for instance, by deleting the words "at the same time".

President LODER also agreed with M. de Bustamante, but wished to make an observation in regard to what M. Anzilotti had said. If the Rules did not mention interlocutory decisions, the reason was that the Court, when drawing them up, had wished to avoid establishing a code and had preferred to confine itself to giving certain indications, having regard to the impossibility of providing for all possible circumstances. In a particular case, therefore, the Court could undoubtedly, in spite of the silence of the Rules, after having heard the Parties in private, declare, by means of an interlocutory decision, that it would not accept some particular evidence.

The Court, however, was not called upon in every case in which there were private proceedings, to say whether some evidence was admissible or not.

Lord FINLAY pointed out that there were, in the President's proposal, three different points.

The first sentence dealt with responsibility. Lord Finlay thought that it should not be maintained because the Court was *not* responsible, and, if it were, nothing that was said to the contrary would relieve it of such responsibility.

The second sentence also did not seem necessary, because Article 46 gave the Court all the powers required.

As regarded the third sentence, Lord Finlay agreed with the objections made to it. Two questions were

deux questions qui se trouvent mêlées : d'une part l'admissibilité des documents, d'autre part la question du huis-clos. Il préférerait supprimer également cette phrase.

M. ANZILOTTI avait compris la première partie de la proposition dans ce sens que l'on voulait affirmer le principe d'après lequel la Cour n'aurait pas le devoir de s'opposer d'office, soit à la présentation des documents, soit à des déclarations faites devant elle.

Lord FINLAY fait remarquer que, si la Cour est responsable, il s'agit d'une responsabilité morale, surtout vis-à-vis du monde juridique qui appréciera ses décisions.

M. ANZILOTTI estime qu'il s'agit de savoir si la Cour doit prendre elle-même l'initiative d'empêcher les Parties de présenter certains documents parce qu'ils ont un caractère secret, ou de faire certaines déclarations.

M. MOORE observe que ce point est très important. En écartant la responsabilité de la Cour, le nouvel article 33 *bis* semblerait donner aux Parties la liberté de produire tous les moyens de preuve qu'elles désiraient.

M. DE BUSTAMANTE fait remarquer que les observations de M. Anzilotti soulèvent un problème très intéressant : celui de la diplomatie secrète.

La Cour va-t-elle consacrer la diplomatie secrète par une disposition de son Règlement, en admettant que, si un document secret est la preuve du droit d'une Partie, il faut l'écarter parce qu'il est secret et ne pas donner à cette Partie la décision juste qu'elle a le droit d'obtenir ? Cela est impossible, car la justice, surtout la justice internationale, ne peut s'arrêter devant le secret diplomatique.

Le PRÉSIDENT rappelle que, dans son exposé des motifs, il a pris en considération ce côté du problème. Mais la Cour peut-elle traiter comme publics des engagements dont le secret a été admis par les deux Parties ? Peut-elle passer outre à des obligations internationales ?

M. le Président LODER fait observer que le secret est admis dans le Statut et dans le Règlement sous la forme du huis-clos. Mais c'est le jugement qui doit être toujours rendu en public.

M. DE BUSTAMANTE pense qu'il y a une différence entre le huis-clos pour la discussion et le secret diplomatique consacré par le Règlement.

M. MOORE attire de nouveau l'attention sur la différence entre le texte proposé de l'article 33 *bis* et le texte de l'article 46 du Statut. Ce dernier dit : « A moins que les deux Parties ne demandent que le public ne soit pas admis ». L'article 33 *bis* dit : « Si l'une des Parties dépose . . . , la Partie intéressée peut demander le huis-clos en conformité de l'article 46 du Statut. » Il y a là

confused in it. Firstly, the admissibility of documents, and secondly the question of excluding the public from hearings. He would prefer also to delete that sentence.

M. ANZILOTTI had understood the first part of the proposal in the sense that it was intended to affirm the principle that it was not the Court's duty *ex officio* to object either to the submission of documents or to statements made before it.

Lord FINLAY pointed out that if the Court was responsible, it was a question of a moral responsibility, more especially in regard to the legal profession which would criticise its decisions.

M. ANZILOTTI thought that the question was whether the Court should itself take the initiative of preventing Parties from submitting certain documents because they were of a secret character, or from making certain statements.

Mr. MOORE observed that this point was very important. In relieving the Court of responsibility, the new Article 33 *bis* seemed to leave the Parties free to produce any evidence which they might wish.

M. DE BUSTAMANTE remarked that M. Anzilotti's observations raised a very interesting problem, namely that of secret diplomacy.

Was the Court going to bestow its sanction upon secret diplomacy by a clause in its Rules to the effect that if a secret document constituted proof of the right of a Party, it must, because it was secret, be disregarded, and not give the Party in question the just decision which it was entitled to obtain ? That was impossible, because the course of justice, and especially of international justice, could not be checked by diplomatic secrecy.

The PRESIDENT reminded the Court that in his explanatory statement he had taken into consideration this side of the problem. But could the Court treat, as though they were public, engagements the secrecy of which had been recognized by the two Parties ? Could it disregard international obligations ?

President LODER pointed out that secrecy was provided for in the Statute and in the Rules by means of excluding the public from hearings. But a judgment must always be given publicly.

M. DE BUSTAMANTE thought that there was a difference between secret proceedings for the discussion of a case and the recognition of diplomatic secrecy by the Rules.

Mr. MOORE once more drew attention to the difference between the proposed text of Article 33 *bis* and the text of Article 46 of the Statute. The latter said : "Unless the Parties demand that the public shall not be admitted". Article 33 *bis* said : "Should one of the Parties submit . . . the Party concerned may demand that the proceedings shall be conducted in private, in

une différence importante, le nouveau texte semblant créer pour l'une des Parties un droit qui n'existe pas aux termes du Statut, où c'est la Cour qui décide.

Le PRÉSIDENT indique que l'article dont il propose l'introduction rendrait clair que c'est la Cour qui se prononce sur la demande de huis-clos, mais il précise que la Cour peut prendre sa décision à la demande d'une seule Partie.

La discussion ayant, selon le Président, montré que presque tous les membres considèrent les dispositions proposées comme inutiles ou même comme dangereuses, il retire sa proposition.

87. — Règlement, article 50.

Le PRÉSIDENT rappelle qu'au sujet de cet article M. Pessôa a proposé de réserver le secret professionnel.

M. PESSÔA retire sa proposition.

Le PRÉSIDENT déclare qu'il aurait été en faveur de la proposition. La loi du domicile du témoin devrait être appliquée, car sa responsabilité pénale sera probablement déterminée par la loi du domicile où il retourne.

M. ANZILOTTI rappelle que cette question a fait l'objet d'un examen attentif, lors de la session préliminaire. Les procès-verbaux de cette session expliqueront sans doute pourquoi on n'a pas fait mention du secret professionnel.

M. WEISS observe que toutes les législations ne donnent pas au secret professionnel la même étendue et la même portée. L'article 378 du Code pénal français énumère un certain nombre de personnes qui sont protégées par le secret professionnel ; mais d'autres législations peuvent contenir des énumérations différentes.

M. ANZILOTTI se demande ce qui arrivera si un témoin dit : « Je ne réponds pas », en alléguant le secret professionnel.

Le GREFFIER lit le passage pertinent des procès-verbaux de la session préliminaire :

« Il est entendu que le fait d'avoir pris l'engagement visé par l'article n'obligera pas à violer le secret professionnel.

« Sous cette réserve, l'article est adopté. »

Le PRÉSIDENT, rappelant que M. Pessôa a retiré sa proposition, déclare la discussion close.

88. — Règlement, article 54.

Le PRÉSIDENT indique qu'il y a pour l'article 54 un projet de texte nouveau, qui serait conforme à la pratique suivie par la Cour, notamment dans l'affaire germano-polonaise.

Lord FINLAY demande ce qui arriverait, si un témoin n'approuvait pas sa déposition.

conformity with Article 46 of the Statute." There was an important difference there, the new text appearing to create a right on the part of one of the Parties which did not exist under the Statute, according to which the Court was to decide.

The PRESIDENT remarked that the article which he had proposed would make it clear that it was the Court which would decide upon a request for the exclusion of the public, but it went on to say that the Court could take its decision at the request of one Party only.

The discussion having, in the President's view, shown that nearly all the members regarded the provisions proposed by him as useless or even dangerous, he withdrew his proposal.

87. — Rules, Article 50.

The PRESIDENT recalled that in regard to this article M. Pessôa had proposed to make a reservation regarding professional secrecy.

M. PESSÔA withdrew his proposal.

The PRESIDENT said that he would have been in favour of the proposal. The law of the domicile of the witness should be applied, because his criminal responsibility would probably be determined according to the law of the domicile to which he returned.

M. ANZILOTTI observed that this question had been carefully considered at the preliminary session. The minutes of that session would doubtless explain why no mention had been made of professional secrecy.

M. WEISS observed that the same importance and scope were not given by all legislations to the question of professional secrecy. Article 378 of the French Penal Code enumerated a certain number of persons who were protected by professional secrecy ; but other legislations might contain different enumerations.

M. ANZILOTTI wondered what would happen if a witness were to say : "I won't reply", on the ground of professional secrecy.

The REGISTRAR read the relevant passage from the minutes of the preliminary session :

"It was agreed that the fact that an individual had made the solemn declaration referred to in the article should not compel him to violate professional secrecy.

"With this reservation, the article was adopted."

The PRESIDENT, observing that M. Pessôa had withdrawn his proposal, declared the discussion at an end.

88. — Rules, Article 54.

The PRESIDENT said that in regard to Article 54 there was a new draft which was in conformity with the practice adopted by the Court, more especially in the Germano-Polish case.

Lord FINLAY asked what would happen if a witness did not approve his evidence.

M. NYHOLM dit qu'il s'agit ici d'un cas où la Cour doit procéder à un changement, parce qu'elle a pu constater, dans un cas spécial, les défauts de la règle antérieure.

M. Nyholm admet que le nouveau texte traite de toute la procédure, plaidoiries, témoignages, etc. Mais il contient un deuxième paragraphe ainsi conçu :

« Il est donné lecture à chaque témoin du texte de sa déposition, qui est ensuite approuvé par lui. »

Or, des difficultés se produiront dans le cas d'un témoin qui part de La Haye avant qu'on ait donné lecture de sa déposition. Il est nécessaire que la Cour précise son point de vue sur le point de savoir par quel moyen ce témoin doit approuver le compte rendu. M. Nyholm est d'avis, à cet égard, que la lecture doit être faite à l'audience ; cela excluerait toute procuration, toute approbation écrite. Mais les mots « à l'audience » manquent précisément dans le texte proposé ; sur ce point, M. Nyholm demande une explication.

Le PRÉSIDENT rappelle les discussions qui ont eu lieu au sujet de l'audition des témoins dans l'affaire de Haute-Silésie. La question, qui a surtout été débattue alors, est celle de savoir s'il faut donner lecture du compte rendu de la déposition séance tenante, au cours de l'audience même où le témoin a déposé. La Cour a estimé que, pour des raisons techniques, cela n'est pas possible. Elle a donc décidé de donner lecture du compte rendu sténographique des dépositions au cours d'une audience suivante ; ce système a donné d'assez bons résultats.

Le texte proposé ne dit pas que la lecture sera donnée au cours de l'audience même ; il réserve à la Cour la possibilité de faire cette lecture soit à cette audience même, soit à une audience ultérieure.

D'autre part, aucune prescription du Statut n'exige que la lecture soit faite en présence de toute la Cour ; et, en acceptant une formule générale, dès lors admissible, on laisse à la Cour toute liberté de prendre la décision la plus appropriée aux circonstances.

M. NYHOLM est d'accord sur ce point.

Mais une autre question est soulevée par les mots « approuvé par lui ». Si lecture de la déposition est donnée à l'audience même, la déposition devra être approuvée par le témoin personnellement. Autrement il faut préciser ce point. La déposition doit-elle alors être approuvée à l'audience même, ou bien par procuration ?

M. Nyholm rappelle quelle était la procédure suivie lors de l'affaire germano-polonaise. On a soumis alors aux témoins, après l'audience, leurs dépositions sténographiées ; puis, à une audience suivante, on leur a lu le sténogramme rectifié, qu'ils ont signé pour marquer leur approbation.

M. NYHOLM said that this was a case in which the Court must make a change because it had seen in a particular case the defects of the previously existing rule.

M. Nyholm agreed that the new draft should deal with the whole of the proceedings, statements by counsel, evidence of witnesses, etc. ; but it contained the following second paragraph :

"The portion containing the evidence of each witness shall be read over to him and approved by him."

Difficulties, however, would arise in the case of a witness who left The Hague before his evidence had been read. It was necessary that the Court should define its attitude in regard to the question by what means such witness should approve the record of evidence. M. Nyholm was of opinion in this respect that the reading should take place at the hearing ; that would exclude any approval by proxy or written approval. But those precise words, "at the hearing", were lacking in the proposed text, and M. Nyholm would like an explanation on this point.

The PRESIDENT recalled the discussions which had taken place with regard to the hearing of the witnesses in the Upper Silesian case. The question, which had mainly been discussed at that time, was whether the record of the evidence should be read immediately in the course of the actual hearing at which the witness had given his evidence. The Court had held that, for technical reasons, that was not possible. It had therefore decided that the verbatim record of evidence should be read at a following hearing ; this system had shown sufficiently satisfactory results.

The proposed text did not say that the reading would take place at the same hearing ; it reserved to the Court the possibility of arranging this reading at the same hearing or at a subsequent hearing.

Again, there was nothing in the Statute which made it necessary that the reading should take place in the presence of the whole Court, and by accepting a general formula, which was therefore admissible, the Court would be left entirely free to take the decision most appropriate in the circumstances.

M. NYHOLM agreed in regard to this point.

But another question was raised by the words "approved by him". If evidence were read at the same hearing, it would have to be approved by the witness himself. If not the point must be made clear. Was the evidence to be approved at the same hearing or by proxy ?

M. Nyholm recalled the procedure adopted in the Germano-Polish case. On that occasion, after the hearing, the verbatim record of their evidence had been submitted to witnesses ; then, at a subsequent hearing, the corrected verbatim record had been read to them and they had afterwards signed it in token of approval.

Mais un de ces témoins était parti le soir même de l'audience où il avait déposé; il a envoyé, à l'agent qui l'avait présenté, une procuration par télégramme, autorisant cet agent à signer au nom du témoin. Cela soulève la question de principe: doit-on approuver soi-même ce qu'on a dit?

M. NYHOLM est d'avis que, si le Règlement précise qu'il est donné lecture de sa déposition à chaque témoin qui doit l'approuver, et que, si le témoin ne l'approuve pas personnellement, la déposition perd toute valeur.

M. DE BUSTAMANTE pense que la valeur d'une déposition ne vient pas de ce qu'elle est signée par le témoin, mais de la déposition elle-même, sinon la déposition orale serait inutile. La déposition a un effet personnel, visuel, auditif et moral, qui ne dépend pas de la signature.

M. NYHOLM comprend M. de Bustamante dans ce sens que, selon lui, la déposition est ce que le témoin a dit. Mais ici, il s'agit de l'approbation par le témoin, non pas de sa déposition orale, mais d'un document écrit. Un écrit ne peut être invoqué contre quelqu'un, s'il ne l'a pas signé.

M. le PRÉSIDENT LODER explique qu'en Hollande on fait toujours, séance tenante, un résumé de ce que le témoin a dit, et le témoin signe, également séance tenante, le procès-verbal qu'on lui lit. Cette procédure demande du temps, mais il y a danger à agir autrement: le témoin peut partir avant de signer sa déposition, et si le témoin est loin, on ne peut corriger les déficiences éventuelles du compte rendu.

Le PRÉSIDENT rappelle que c'est après une longue délibération et pour de bonnes raisons que la Cour a adopté le système qu'elle a suivi dans l'affaire germano-polonaise; ce système a bien fonctionné.

Il demande aux membres de la Cour s'ils ont des amendements à apporter au texte de l'article 54 tel qu'il se trouve à la page 82¹.

M. NYHOLM propose d'ajouter les mots: « en audience publique ».

Le PRÉSIDENT observe qu'en insérant ces mots on ne préjuge pas de la question de savoir si la déposition doit être lue à l'audience où elle a été faite ou à une audience ultérieure.

M. PESSÔA pense que la déposition doit être lue au cours de la même audience.

Le PRÉSIDENT déclare qu'il mettra aux voix le texte rédigé par le Greffier, avec l'addition suggérée par M. Nyholm.

M. DE BUSTAMANTE votera pour l'article tel qu'il est rédigé, sans l'addition proposée par M. Nyholm.

Le PRÉSIDENT estime que, dans ces conditions, il est nécessaire de voter d'abord sur l'amendement suggéré

One of these witnesses, however, had left on the evening of the hearing at which he had given his evidence. He had, by telegram, empowered the agent who had called him to sign the evidence on his behalf. That raised the question of principle: must a witness himself approve what he has said?

M. Nyholm¹ thought that if the Rules stated that his evidence was to be read to each witness, who must approve it, and if the witness did not approve it personally, the evidence would lose all value.

M. DE BUSTAMANTE thought that the value of evidence did not depend upon its signature by the witness, but on the evidence itself; otherwise oral evidence would be useless. The evidence of witnesses had a personal and moral effect, in that it appealed to the senses of vision and hearing, an effect which did not depend upon signature.

M. NYHOLM understood M. de Bustamante to mean that, in his opinion, evidence was what the witness had said. But they were considering the approval by the witness not of his oral statement, but of a written document. A written document could not be used against a person if he had not signed it.

President LODER explained that in Holland a summary of what the witness had said was always made there and then, and the witness signed, also there and then, the record which was read over to him. This procedure took time, but it was dangerous to act otherwise. The witness might leave before signing his evidence, and if the witness had gone away it was impossible to correct possible mistakes in the record.

The PRESIDENT recalled that it was after lengthy discussion and for good reasons that the Court had adopted the system which it had followed in the Germano-Polish case; that system had worked well.

He asked members of the Court whether they had amendments to submit in regard to the text of Article 54 as it appeared on page 82¹.

M. NYHOLM proposed to add the words: "at a public hearing".

The PRESIDENT observed that, by inserting these words, the question would be left open whether evidence should be read at the hearing at which it had been given or at a subsequent hearing.

M. PESSÔA thought that the evidence should be read at the same hearing.

The PRESIDENT said that he would take a vote on the draft proposed by the Registrar with the addition suggested by M. Nyholm.

M. DE BUSTAMANTE said that he would vote in favour of the article as drafted without the addition proposed by M. Nyholm.

The PRESIDENT thought that in these circumstances it was necessary, first of all, to vote upon the amend-

¹ Voir p. 311.

¹ See p. 311.

par M. Nyholm, et, ensuite seulement, sur l'article proposé par le Greffier, tel qu'il sera rédigé en tenant compte de la décision prise au sujet de l'addition proposée par M. Nyholm.

M. PESSÔA votera pour cet article, s'il est précisé que la déposition sera lue au cours de l'audience même où elle aura été faite.

M. MOORE fait remarquer que l'article proposé n'a trait qu'aux dépositions verbales.

Il demande comment le texte proposé résoud le cas d'un témoin qui aurait fait en audience publique une déclaration, mais qui, au moment d'en approuver le compte rendu, reviendrait sur sa déposition première. La Cour pourrait-elle obliger ce témoin à approuver le compte rendu ?

M. le Président LODER voit dans cette question un argument en faveur de la pratique qui consiste à faire approuver les dépositions à l'audience même où elles ont été faites.

M. MOORE attire l'attention sur les mots « et approuvé . . . ». Cela signifie-t-il que la déposition ne sera valable que si elle est approuvée par le témoin, malgré que la Cour l'ait entendue ?

M. NYHOLM désire fournir quelques renseignements aux membres de la Cour qui n'assistaient pas à l'affaire germano-polonaise.

Si la Cour a décidé de suivre une méthode différente de celle qu'a suggérée M. le Président Loder, et qui consiste à faire approuver les dépositions à l'audience même, c'est pour des raisons pratiques, devant lesquelles tous se sont inclinés. M. Nyholm prie le Président de bien vouloir expliquer quelles étaient ces raisons.

Le PRÉSIDENT dit que, la Pologne et l'Allemagne ayant produit des témoins et experts qui ont déposé en polonais et en allemand, il a fallu faire une traduction du polonais et de l'allemand en français. La Cour a décidé que ce serait de la traduction officielle en français qu'elle tiendrait compte.

On aurait certainement pu faire, à l'audience même, un résumé en français de ce que les témoins avaient dit ; mais il aurait fallu retraduire ce résumé en polonais et en allemand ; cette procédure aurait pris beaucoup de temps. En outre, il eût été bien difficile de faire, séance tenante, un bon compte rendu, étant donné que la pensée des exposés a parfois été très difficile à saisir. Il a donc été essentiel de pouvoir étudier les dépositions sur la base de notes sténographiques, afin de comprendre ce que les témoins avaient voulu dire. C'est donc pour de bonnes raisons que la Cour a décidé de préparer des comptes rendus sténographiques complets, que les Parties et les juges ont pu lire. Dans une Cour comme la Cour permanente de Justice internationale, la sténographie des dépositions présente de grands avantages. Cependant, lorsque les dépositions sont très longues, il devient impossible de les lire séance tenante. La Cour a dû

ment suggested by M. Nyholm and then upon the article proposed by the Registrar, as worded taking into account the Court's decision in regard to the addition proposed by M. Nyholm.

M. PESSÔA would vote in favour of this article if it were made clear that the evidence would be read at the same hearing at which it had been given.

Mr. MOORE pointed out that the proposed article only related to oral evidence.

He asked what would happen according to the proposed draft in the case of a witness who had made a statement at a public hearing, but who, when the time came to approve the record of his evidence, went back on his original statement. Could the Court compel the witness to approve the record ?

President LODER saw in this question an argument in favour of the practice of having evidence approved at the hearing at which it had been given.

Mr. MOORE drew attention to the words "and approved . . .". Did that mean that evidence would only be valid if approved by the witness, in spite of the fact that the Court had heard it ?

M. NYHOLM wished to furnish certain information to members of the Court who had not been present at the Germano-Polish case.

The Court had decided to follow a method other than that suggested by President Loder, which was that evidence should be approved at the same hearing, for a number of practical reasons which all had accepted. M. Nyholm requested the President to explain what these reasons were.

The PRESIDENT said that, Poland and Germany having produced witnesses and experts who had given their evidence in Polish and German, it had been necessary to make a translation from Polish and German into French. The Court had decided that it was this official translation into French which it would accept as authoritative.

It would certainly have been possible at the same hearing to make a summary in French of what the witnesses had said, but that summary would have had to be translated into Polish and German ; such a procedure would have taken an enormous amount of time. Furthermore, it would have been very difficult there and then to prepare a good summary, having regard to the fact that the ideas underlying statements were sometimes difficult to grasp. It had therefore been necessary to be able to consider the evidence on the basis of shorthand notes in order to understand what the witnesses had meant. It was therefore for good reasons that the Court had decided to prepare complete verbatim records which the Parties and judges could read. In a tribunal such as the Permanent Court, the verbatim reporting of evidence had great advantages. Nevertheless, when evidence was very long, it became

consacrer une audience entière à la seule lecture des dépositions dans l'affaire de Haute-Silésie.

Le GREFFIER ajoute qu'une autre raison était le souci d'assurer l'égalité des Parties. La Cour devait tenir compte du texte français. Or, les secrétaires qui auraient dû faire le résumé comprenaient tous l'allemand, tandis qu'aucun ne comprenait le polonais; dès lors, on aurait été tenté, pour les dépositions allemandes, de faire le compte rendu sur la base de l'original allemand, tandis que, pour les dépositions en polonais, il aurait fallu faire le compte rendu exclusivement sur la base de la traduction française, fort défectueuse. Si donc la Cour avait dû appliquer le système des tribunaux qui n'ont pas encore accepté le principe de la sténographie, cela aurait mis les Parties dans une situation d'inégalité assez prononcée.

M. DE BUSTAMANTE fait observer qu'à la Cour la question se complique du problème des langues. Peut-on obliger un témoin à approuver sa déposition dans une langue étrangère que peut-être il ne comprend pas? Il faudrait lire cette déposition, à l'audience publique, dans la langue du témoin. Mais, dès lors, il n'y aurait aucune utilité à ce que la Cour fût réunie en audience publique pour entendre lire la déposition.

M. le Président LODER pense que la déposition signée par le témoin doit être la déposition faite dans sa langue. La Cour devra en avoir une traduction certifiée conforme.

M. DE BUSTAMANTE ne voit pas pourquoi la lecture de la déposition et la signature doivent se faire en audience publique.

M. le Président LODER répond que toute la procédure orale doit être publique.

M. ANZILOTTI pense que la Cour se trouve en présence d'une question d'importance fondamentale: celle de savoir si c'est la déposition orale du témoin ou le compte rendu par écrit qui compte.

Il y a, sur ce point, une divergence profonde entre deux systèmes de procédure. D'après l'un d'eux, seul compte ce qui est écrit: de là découle la nécessité d'avoir la déposition immédiatement résumée par écrit, approuvée et signée par le témoin. Mais d'après l'autre système, plus libre et plus large, ce qui compte, c'est l'impression immédiate et directe que le juge reçoit de la déposition du témoin; la rédaction [par écrit] ne présente qu'une importance secondaire.

La Cour doit choisir entre ces deux systèmes. Toutes les observations faites jusqu'ici se rapportent à l'un d'entre eux et elles tombent si l'on adopte l'autre système. Dans une Cour comme la Cour permanente de Justice internationale, le système fondé sur la valeur de la déposition orale du témoin est, selon M. Anzilotti, le meilleur. Ce qui est décisif, c'est la déposition orale du témoin devant la Cour. Tout le reste, on peut le régler avec beaucoup de liberté.

impossible to read it out there and then. The Court had had to devote an entire hearing simply to the reading of the evidence in the Upper Silesian case.

The REGISTRAR added that another reason was the desire to assure the equality of the Parties. The Court had to follow the French text. Now, the secretaries who had to make the summary all understood German, but none of them understood Polish. There would, therefore, have been a temptation as regards the German evidence to prepare the record on the basis of the original German, whereas as regards the Polish evidence, it would have been necessary to prepare the record exclusively on the basis of the very defective French translation. If therefore the Court had had to apply the system used by tribunals which had not yet accepted stenography, the Parties would have been placed in a position of very pronounced inequality.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that for the Court the question was complicated by the question of languages. Could they compel a witness to approve his evidence in a foreign language which perhaps he did not understand? His evidence would have to be read at the public hearing in his own language. But, in that case, no useful purpose would be served by the Court meeting in public session to hear the evidence read.

President LODER thought that the record signed by the witness should be the record prepared in his own language. The Court should have a certified correct translation.

M. DE BUSTAMANTE did not see why the reading of the evidence and its signature should take place at a public hearing.

President LODER replied that the whole of the oral proceedings should be public.

M. ANZILOTTI thought that the Court had before it a question of fundamental importance: the question whether the evidence of the witness or the written record of his evidence was decisive.

There was in regard to this point a profound divergence between two systems of procedure. According to one, only what was written was taken into account; hence arose the necessity for having evidence immediately summarized in writing and approved and signed by the witness. According to the other, however, which was freer and wider in scope, what mattered was the immediate and direct impression which the judge received from the evidence of the witness. The written record was only of secondary importance.

The Court must choose between these two systems. All observations hitherto made related to one of them and they ceased to apply if the other system were adopted. In a court like the Permanent Court of International Justice the system based on the value of oral evidence was in M. Anzilotti's view the best. The witness's oral evidence given in the Court was decisive. A very free hand might be used in the regulation of everything else.

M. PESSÔA préconise le système suivant : le témoin est admis à faire sa déposition en audience publique ; cette déposition est reproduite par écrit dans la langue du témoin ; ensuite, le témoin signe sa déposition. Puis, le Greffe établira une traduction à l'usage des membres de la Cour.

M. NYHOLM fait allusion à la pratique des tribunaux mixtes d'Égypte, où l'on travaille en quatre langues. Ici, le trait saillant est l'importance du rôle des interprètes. Les trois quarts des clients sont des Arabes ; ils déposent en arabe ; l'interprète traduit en français ; c'est la traduction française que l'Arabe signe, et on a établi que cette déposition française signée par le témoin est la vraie. Cela est possible, parce que les interprètes ont juré de s'acquitter en toute honnêteté de leur fonctions.

Si l'on admet ce principe, toute difficulté disparaît. Si, d'autre part, on ne recourt pas à cette solution, on est voué à des discussions sans fin.

M. DE BUSTAMANTE fait observer que la signature a pour objet de pouvoir opposer sa déposition au témoin ou à l'expert. Si le témoin peut répondre qu'on lui a fait signer une déposition dans une langue qu'il ne comprend pas, sa signature est inutile ; elle n'a pas de valeur juridique.

Le GREFFIER croit utile de rappeler que, selon le Statut et le Règlement, c'est aux Parties qu'incombe le soin de fournir les traductions des témoignages qu'elles présentent dans une langue autre que le français et l'anglais ; ce devoir n'incombe aux traducteurs officiels de la Cour que dans le cas très exceptionnel où la Cour appelle nommément un témoin.

C'est pour cette raison que la Cour a décidé, dans l'affaire germano-polonaise, que la traduction française de la déposition fournie par la Partie qui a présenté le témoin, serait le texte officiel. Ce texte français a été sténographié et a été soumis aux témoins pour approbation. Mais, avant d'être lu aux témoins, le texte a été communiqué à la Partie dont l'interprète a pu faire au témoin la traduction du compte rendu dans la langue du témoin ; celui-ci a donc pu signer, après lecture du texte français, parce qu'il avait été mis en mesure de reconnaître que c'était une bonne traduction.

Lord FINLAY espère que la Cour ne votera pas l'amendement de M. Nyholm, car il aboutirait à une perte de temps très considérable.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'amendement de M. Nyholm qui consiste à ajouter les mots « en audience publique » au texte proposé par le Greffier.

(La proposition est rejetée par huit voix contre trois (MM. Altamira, Nyholm et Loder).)

M. PESSÔA recommended the following system : the witness should be allowed to give his evidence at a public hearing, that evidence should be reproduced in writing in the language of the witness ; then the witness should sign his evidence. Subsequently, the Registry would make a translation for the use of members of the Court.

M. NYHOLM alluded to the practice of the Mixed Courts in Egypt, where they worked in four languages. There, the striking feature was the importance of the rôle of interpreters. Three-quarters of the Parties were Arabs ; they gave evidence in Arabic ; the interpreter translated it into French, and it was the French translation which the Arab signed. It had been established that this French version of the evidence signed by the witness was authoritative. That was possible because the interpreters had sworn to perform their task conscientiously.

If this principle were accepted, all difficulty would disappear. If, on the other hand, they did not adopt this solution, they were condemned to endless discussion.

M. DE BUSTAMANTE observed that the object of signature was to be able to confront a witness or expert with his evidence. If the witness could reply that they had made him sign a statement in a language which he did not know, his signature was useless ; it had no legal value.

The REGISTRAR thought it well to recall that, according to the terms of the Statute and the Rules, it was for the Parties to furnish translations of the evidence of witnesses produced by them, given in a language other than French or English. That duty only fell to the official interpreters of the Court in the very exceptional case in which the Court called a witness by name.

It was for that reason that the Court had decided in the Germano-Polish case that the French translation of the evidence furnished by the Party which had submitted the witness should be the authoritative text. This French text had been taken down in shorthand and submitted to the witnesses for approval. But, before being read to the witnesses, the text had been communicated to the Party whose interpreter could translate the record into the language of the witness for the benefit of the witness. The latter, therefore, could sign after the reading of the French, because he had been placed in a position to know that it was a good translation.

Lord FINLAY hoped that the Court would not adopt M. Nyholm's amendment because it would lead to a considerable loss of time.

The PRESIDENT took a vote on M. Nyholm's amendment, which consisted in adding the words "at a public hearing" to the draft proposed by the Registrar.

(The proposal was rejected by 8 votes to 3 (MM. Altamira, Nyholm and Loder).)

Le PRÉSIDENT passe au vote sur le texte proposé, tel qu'il se trouve à la page 82 (Distr. 794)¹.

M. NYHOLM demande une précision : puisque la Cour vient de décider qu'il ne sera pas donné lecture de la déposition à l'audience, où cette lecture sera-t-elle faite ?

M. MOORE fait remarquer, au sujet du deuxième paragraphe, qu'on a sans doute l'intention de laisser au témoin la faculté d'apporter des corrections à sa déposition ; il appartiendra à la Cour d'apprécier si ces corrections sont peu importantes, ou si elles sont de la nature d'une rétractation. C'est le but de la lecture faite au témoin.

M. DE BUSTAMANTE propose d'ajouter : « est ensuite approuvé ou désapprouvé par lui ».

M. MOORE estime que les mots « lu à chaque témoin », qui se trouvent dans le texte primitif de l'article 54, visent un sommaire de la déposition. Dans le nouveau texte, il s'agit, au contraire, d'un compte rendu sténographique. Le témoin doit avoir la possibilité de revoir ce compte rendu, sous la réserve que, s'il désire apporter des changements essentiels, ces changements seront soumis préalablement à la Cour.

Le PRÉSIDENT suggère l'idée de traiter les témoins de la même manière que les agents, avocats et conseils, visés au troisième paragraphe de l'article proposé. On ferait, en effet, droit aux observations de M. Moore en supprimant le deuxième alinéa de l'article et en ajoutant le mot « témoins » dans le troisième alinéa.

Lord FINLAY estime que les témoins doivent avoir la faculté d'apporter aux dépositions des modifications non seulement de forme, mais aussi de fond. Il ne faut cependant pas leur donner la possibilité de rendre inutile le compte rendu en refusant de l'approuver.

(Étant donné l'heure avancée, le PRÉSIDENT propose de renvoyer la discussion et le vote sur l'article 54 à la prochaine séance, qui est fixée au vendredi 23 juillet, à 10 heures.)

89. — Observation de M. le Président Loder.

M. le Président LODER pose une question :

A plusieurs reprises, M. de Bustamante a soulevé la question du droit, pour les membres de la Cour, de voter ou de s'abstenir de voter. C'est une question très intéressante, qui a souvent provoqué des difficultés. Il est à espérer que la Cour, dans une prochaine séance, voudra bien la discuter et prendre une décision ferme à cet égard.

Le PRÉSIDENT signale qu'une proposition de M. Pessoa dans ce sens a déjà fait l'objet d'un vote de la part de la Cour ; la proposition de M. Pessoa a été rejetée.

¹ Voir p. 311.

The PRESIDENT then passed to the vote on the proposed draft, as it appeared on page 82 (Distr. 794)¹.

M. NYHOLM asked for an explanation : as the Court had decided that evidence should not be read at the hearing, where would it be read ?

Mr. MOORE pointed out in regard to the second paragraph that no doubt the intention had been to allow the witness to make corrections in his statement ; it would rest with the Court to decide whether such corrections were important or whether they were in the nature of a withdrawal. That was the object of reading the evidence to the witness.

M. DE BUSTAMANTE proposed to add : "and approved or disapproved by him".

Mr. MOORE thought that the phrase "read over to him", which appeared in the original text of Article 54, referred to a summary of the evidence. The new text, on the contrary, referred to a verbatim record. The witness must be able to look over this verbatim record, subject to the condition that, should he desire to make essential changes, these changes should be previously submitted to the Court.

The PRESIDENT suggested that witnesses should be treated in the same way as the agents, advocates and counsel, referred to in the third paragraph of the proposed article. Account could be taken of Mr. Moore's observations by deleting the second paragraph of the article and adding the word "witnesses" in the third paragraph.

Lord FINLAY thought that witnesses should be able to make modifications not only of form but also of substance in their evidence. It must not, however, be possible for them to render the record useless by refusing to approve it.

(Having regard to the late hour, the PRESIDENT proposed to postpone the discussion and the vote on Article 54 until the next meeting, which was fixed for Friday, July 23rd, at 10 a.m.)

89. — Observation by President Loder.

President LODER put a question :

On several occasions M. de Bustamante had raised the question of the right of members of the Court to vote or abstain from voting. That was a very interesting question which had often given rise to difficulties. It was to be hoped that the Court, at an early meeting, would discuss it and come to a definite decision in regard to it.

The PRESIDENT observed that a proposal by M. Pessoa to this effect had already been voted upon by the Court ; M. Pessoa's proposal had been rejected.

¹ See p. 311.

VINGT-TROISIÈME SÉANCE (22 JUILLET 1926)

90. — **Prochaine séance de la Cour.**

La prochaine séance de la Cour est fixée ainsi qu'il est indiqué au n° 88.

La séance est levée à 13 h. 10.

Le Président de la Cour :

(*Signé*) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(*Signé*) Å. HAMMARSKJÖLD.

TWENTY-THIRD MEETING (JULY 22nd, 1926)

90. — **Next meeting of the Court.**

The next meeting of the Court was fixed as indicated in Minute No. 88

The Court rose at 1.10 p.m

(*Signed*) MAX HUBER,

President.

(*Signed*) Å. HAMMARSKJÖLD,

Registrar.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

VINGT-QUATRIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le vendredi 23 juillet 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

91. — **Règlement, article 54** (*suite*).

Le PRÉSIDENT rappelle que la discussion portera en premier lieu sur l'article 54 du Règlement.

Deux questions principales sont soulevées par cet article. La première concerne la mention expresse des comptes rendus sténographiques. La seconde consiste à savoir de quelle manière ces comptes rendus doivent être approuvés par les témoins.

Il semble au Président qu'on simplifierait beaucoup ce dernier problème, en supprimant le deuxième alinéa du texte élaboré par le Greffier et en se bornant à assimiler les témoins experts aux agents, avocats et conseils. Ces derniers font des déclarations au moins aussi importantes que les témoins et les experts, et pourtant on ne leur demande pas de signer les procès-verbaux ; il pourrait en être de même pour les témoins et les experts.

Si, en législation interne, les témoins doivent signer les procès-verbaux, c'est qu'ils sont entendus en première instance et que, dans les instances supérieures, il n'y a souvent qu'une discussion sur la base du dossier, auquel un compte rendu officiel doit donc être incorporé. La Cour permanente de Justice internationale, par contre, n'a au-dessus d'elle aucune instance.

M. ODA comprend parfaitement la manière de voir du Président. Il lui semble presque impossible que la Cour adopte, pour sa procédure, une formule analogue à celle qu'on retrouve dans les législations nationales, sans rapport avec la diversité des principes législatifs des différents pays ; l'approbation de la déposition du témoin est indispensable dans une loi nationale, parce qu'il s'agit là d'une responsabilité criminelle. Cet ordre

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

TWENTY-FOURTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Friday, July 23rd, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

91. — **Rules, Article 54** (*Cont.*).

The PRESIDENT recalled that, in the first place, Article 54 of the Rules was to be discussed.

Two main questions arose in connection with this article. The first related to the express mention of verbatim records. The second was how these records were to be approved by witnesses.

It seemed to the President that the latter question would be much simplified if the second paragraph of the draft prepared by the Registrar were cut out and if experts and witnesses were simply assimilated to agents, advocates and counsel. The latter made statements at least as important as witnesses and experts ; nevertheless, they were not asked to sign the records ; the same rule might be applied as regards witnesses and experts.

The reason why witnesses had to sign the record of their evidence in municipal courts, was that they were heard in the lowest court, and in the superior courts there was often merely a discussion based on the documents in the case amongst which, therefore, an official record of evidence had to be included. The Permanent Court of International Justice on the contrary had no tribunal above it.

M. ODA thoroughly understood the President's view. It appeared to him almost impossible for the Court to adopt, for its procedure, a rule analogous to that to be found in national systems of legislation, regardless of the different legislative principles of different countries ; the approval by a witness of the record of his evidence was indispensable in municipal law because, in that case, there was criminal responsibility. That

d'idées doit être écarté de la procédure internationale, où la valeur de la déposition du témoin ne dépendra pas du fait que cette formalité soit remplie. Pour former sa conviction, la Cour doit tenir compte de tous les exposés oraux ; elle n'a pas besoin d'accorder une importance particulière à la déposition du témoin, ni de la soumettre à une formalité spéciale. Si la transcription du sténogramme de la déposition est communiquée au témoin de la même façon que le texte de leurs exposés est communiqué aux agents, avocats et conseils, il semble à M. Oda que cela est suffisant.

M. WEISS juge inutile la formalité de l'approbation, à laquelle la Cour pourra renoncer sans inconvénient.

Mais l'identité de traitement, proposée par le Président, pour les exposés des déclarations des agents, avocats et conseils, et pour les dépositions des témoins, pourrait offrir un certain danger. Le troisième alinéa du texte établi par le Greffier pour l'article 54 dit :

« Communication est donnée aux agents, avocats et conseils, du texte de leurs exposés ou déclarations, afin de leur permettre d'y apporter des corrections de forme ; en cas de doute quant à la nature de ces corrections, le Président décide. »

N'y aurait-il pas quelque inconvénient à permettre au témoin, après qu'il a déposé oralement, et sous la foi du serment, devant la Cour, de venir apporter des corrections de forme à sa déposition ? La forme emporte quelquefois le fond ; sous ces corrections de forme pourraient se dissimuler des changements très graves qui, malgré toute la vigilance du Président, risqueraient de dénaturer complètement le sens de la déposition.

M. NYHOLM croit que la Cour, pour décider s'il est désirable d'apporter des changements à l'article 54, devrait se placer sur le terrain des cas qui se sont produits dans la pratique.

Un de ces cas soulève la question suivante : peut-on approuver un témoignage par procuration et en l'absence du témoin ? Dans le cas concret déjà cité, la Cour a décidé que non. Convient-il d'introduire cette décision dans le Règlement ? M. Nyholm, à cet égard, n'attache pas une valeur décisive au vote que la Cour a pris à la séance précédente sur l'adjonction des mots « en audience publique », et il propose maintenant l'adjonction suivante à la fin du premier alinéa du texte actuel de l'article 54 du Règlement : « . . . et approuvé par lui devant la Cour ».

Le texte qui régit maintenant la matière, et qu'on propose de modifier, laisse à la Cour toute liberté pour décider si elle veut ou non qu'un sténogramme soit établi. Si elle adopte la proposition du Greffier, elle sera tenue d'établir toujours un compte rendu sténographique. M. Nyholm propose de garder l'ancien texte du Règlement qui donne toute liberté à la Cour.

Un autre cas est celui des corrections apportées par les agents et avocats au compte rendu de leurs exposés

order of ideas must be discarded in international procedure, in which the value of a witness' evidence did not depend on the fulfilment of that formality. In arriving at its conclusion, the Court must have regard to all the oral statements ; it need not give special importance to the evidence of a witness nor subject it to any special formality. If the transcript of the shorthand notes of evidence was communicated to the witness in the same way as the text of their statements was communicated to agents, counsel and advocates, M. Oda thought that that would suffice.

M. WEISS thought the formality of approval was a superfluous one with which the Court might dispense without difficulty.

But the President's proposal that the speeches of agents, counsel and advocates and the evidence of witnesses should be treated in the same way, might involve a certain element of danger. The third paragraph of the text proposed by the Registrar for Article 54 ran :

"The portions containing statements made by agents, advocates or counsel shall be communicated to them for minor corrections. In cases of doubt as to the nature of corrections made, the President shall decide."

Would it not be somewhat dangerous to allow the witness, after having given evidence in Court orally, and upon oath, to make corrections of form in his evidence ? Sometimes it was difficult to distinguish form from substance ; such corrections of form might conceal very serious changes which, in spite of the President's utmost vigilance, might completely alter the tenor of the evidence.

M. NYHOLM thought that the Court should consider the cases which had arisen in actual practice in order to decide whether it was desirable to make changes in Article 54.

One of these cases raised the following question : could evidence be approved by proxy in the absence of the witness ? In the actual case already alluded to, the Court had decided that it could not. Should this decision be incorporated in the Rules ? M. Nyholm, in this connection, did not attach decisive importance to the vote taken by the Court at the preceding meeting regarding the addition of the words "at a public hearing" and he now proposed the following addition at the end of the first paragraph of the present text of Article 54 of the Rules : ". . . and approved by him in Court".

The clause which at present governed this question and which it was proposed to amend, left the Court entirely free to decide whether it wished a verbatim record to be made. If it adopted the Registrar's proposal, it would be bound always to have a verbatim record. M. Nyholm proposed to retain the original text of the Rules which gave the Court a free hand.

Another case was that of corrections made by agents and advocates in the record of their speeches and

et déclarations. M. Nyholm est opposé à ce qu'on insère quoi que ce soit à ce sujet dans le Règlement, afin de ne pas créer l'impression qu'on donne une sorte de droit de faire des corrections de ce genre. Sous le régime institué par le Règlement actuel, la Cour peut, par courtoisie, envoyer le sténogramme des plaidoiries aux agents et avocats ; si les corrections qu'ils apportent sont trop importantes, elle a le droit de leur dire qu'elle ne peut prendre en considération la nouvelle rédaction proposée par eux. Mais si, en adoptant le texte qui lui est proposé, la Cour admet dans son Règlement que les avocats et agents apportent des corrections de forme, elle ne pourra plus prendre cette attitude sans se voir engagée dans une discussion avec l'intéressé.

Il est vrai qu'il est dit : « en cas de doute, le Président décide ». Mais il y a un grand inconvénient à ce que les Parties puissent discuter avec la Cour pour savoir si les corrections apportées par elles sont des modifications de forme ou de fond.

M. ANZILOTTI est d'accord avec le Président, en ce qui concerne la suppression de l'alinéa 2 de l'article 54 proposé par le Greffier. Mais il voudrait aussi supprimer l'alinéa 3. Sa proposition serait de garder seulement le premier alinéa de l'article proposé. Pour le reste, il estime que le Règlement doit rester muet. Les corrections de forme sont très dangereuses ; on ne sait jamais jusqu'à quel point la modification est réellement une correction de forme.

Mais cela ne résoud pas la question très importante soulevée par M. Nyholm. D'après l'article 54 du Règlement actuel, un compte rendu sommaire de chaque déposition devrait être rédigé par le Greffier et lu et approuvé par le témoin, séance tenante. Cet article procède de l'idée que, ce qui compte, c'est le compte rendu écrit. Il est probable cependant, selon M. Anzilotti, que la Cour a adopté cet article sans se rendre compte de la portée de la règle qu'elle admettait ; or, cette règle n'a pas de raison d'être dans une Cour comme la Cour permanente de Justice internationale. D'ailleurs, actuellement, dans plusieurs pays, on attache une plus grande importance à la présentation orale du témoignage ; le reste est plutôt un aide-mémoire.

Si la Cour adopte maintenant cette conception, il lui suffira de dire :

« Sous le contrôle du Greffier, est établi un compte rendu sténographique de la procédure orale, y compris les dépositions. »

Pour le reste, la Cour décidera, dans chaque cas particulier, si elle croit ou non utile de communiquer les comptes rendus aux agents, avocats et témoins. Cette proposition, cependant — il faut bien s'en rendre compte — met nettement de côté le système de l'article 54 du Règlement actuel.

M. NYHOLM attire l'attention sur la difficulté qui se produira, si l'on adopte le premier alinéa de la rédaction

statements. M. Nyholm was opposed to the insertion of anything at all on this subject in the Rules, so as not to create an impression that there was a kind of right to make corrections of this description. According to the Rules as they stood, the Court could, by courtesy, send the record of speeches to agents and advocates ; if the corrections made by them were too considerable, the Court had the right to tell them that it could not accept the new version proposed by them. But if, by adopting the proposed text, the Court were to say in its Rules that agents and advocates might make corrections of form, it could no longer take up that attitude without finding itself involved in an argument with the person concerned.

It was true that it was said that "in cases of doubt, the President shall decide" ; but it would be a most regrettable situation if Parties could discuss with the Court whether corrections made by them were amendments of form or of substance.

M. ANZILOTTI agreed with the President as regards the deletion of paragraph 2 of Article 54 proposed by the Registrar. He wished, however, also to delete paragraph 3. He would propose simply to retain paragraph 1 of the proposed article. For the rest, he thought that the Rules should say nothing. Corrections of form were very dangerous ; one never knew exactly at what point a correction of form really became a substantial correction.

That, however, did not solve the very important question raised by M. Nyholm. According to the present Article 54 of the Rules, a summary record of the evidence of each witness was to be prepared by the Registrar and read over to and approved by the witness there and then. The article was based on the idea that the important thing was the written record. It was, however, probable, in M. Anzilotti's opinion, that the Court had adopted this article without realizing the bearing of the rule established ; now there was no reason for a rule of this kind in a court like the Permanent Court of International Justice. Moreover, at the present day, in many countries, more importance was attached to the oral submission of evidence ; the rest was rather in the nature of memoranda.

If the Court now adopted this idea, it would suffice to say :

"A verbatim record shall be made of the oral proceedings, including evidence taken, under the supervision of the Registrar."

For the rest, the Court would decide in each case whether it thought it advisable or not to communicate records to agents, advocates and witnesses. This proposal, however—it must be realized—definitely set aside the system of the present Article 54 of the Rules.

M. NYHOLM drew attention to the difficulty which would arise supposing that they adopted the first

tion du Greffier et si l'on porte devant la Cour une affaire rendant nécessaires des plaidoiries qui peuvent s'étendre sur des semaines : faut-il les sténographier intégralement ?

M. ANZILOTTI croit que cette difficulté n'existerait que si, contrairement à sa proposition, à côté du compte rendu sténographique, on maintenait le compte rendu sommaire des dépositions.

M. WEISS attire encore l'attention de la Cour sur l'innovation sérieuse introduite par le nouvel article 54 proposé. L'ancien texte du Règlement établit une distinction très nette entre les dépositions et les autres éléments de la procédure orale. Pour les dépositions, on prévoit un résumé plus ou moins sommaire. Pour les autres éléments de la procédure, au contraire, le paragraphe 2 du texte primitif de l'article 54 dit que « la Cour décide dans chaque cas spécial s'il doit être établi pour son usage des comptes rendus sténographiques de tout ou partie des autres éléments de la procédure orale ». Les dépositions sont exclues de la possibilité d'un compte rendu sténographique.

Le nouveau texte proposé établit un compte rendu sténographique pour toute la procédure, y compris les dépositions. La distinction admise lors de la rédaction du Règlement primitif disparaît ; il y aura une disposition unique : comptes rendus sténographiques pour tous les éléments de la procédure.

Le PRÉSIDENT pense que les observations présentées par M. Weiss prouvent précisément la nécessité de remanier l'article 54. Depuis la première session, il a été établi un compte rendu sténographique complet de toute la procédure orale, sans distinction entre les divers éléments de cette procédure. Cette pratique s'est révélée comme correspondant aux besoins et aux exigences de la Cour. Si elle n'est pas en harmonie avec le texte du Règlement, il faut donc modifier ce texte. Mais si l'on se reporte aux procès-verbaux de la session préliminaire, on voit que les comptes rendus sténographiques avaient été prévus, même pour les dépositions. La pratique dont il s'agit est donc conforme à la pensée, sinon à la lettre, du Règlement.

Le Président se range volontiers à la proposition que vient de faire M. Anzilotti ; il pense, comme lui, que l'on pourrait laisser ouverte la question de savoir de quelle manière on permettrait éventuellement aux intéressés de se prononcer au sujet de la sténographie de leurs déclarations ou dépositions. Il rappelle cependant que la Cour, à la date du 24 janvier 1925, a pris la décision suivante :

« Dans les lettres aux plaideurs les invitant à corriger le texte de leurs exposés, il sera spécifié que, seuls sont admis les changements de forme, la Cour et les Parties devant se baser sur ce qui a, en fait, été dit devant la Cour et sur le compte rendu sténographique non corrigé qui paraît immédiatement après l'audience.

paragraph of the Registrar's proposal and that a case came before the Court which involved oral pleadings extending over weeks : must they be recorded in full ?

M. ANZILOTTI thought that this difficulty would only arise if, contrary to his proposal, they were to retain, as well as the verbatim record, the summary record of evidence given.

M. WEISS again drew the Court's notice to the serious innovation introduced by the new Article 54. The original text of the Rules made a very clear distinction between evidence and other parts of the oral proceedings. In the case of evidence a more or less summary record was provided for. For other parts of the proceedings, on the other hand, paragraph 2 of the original Article 54 said that "as regards the remainder of the oral proceedings the Court shall decide in each case whether verbatim records of all or of certain portions of them shall be prepared for its own use". Evidence was not mentioned in connection with the possibility of keeping a verbatim record.

The new text which had been proposed laid down that there would be a verbatim record of the whole proceedings, including evidence. The distinction made in the original Rules therefore disappeared. There would be a single rule : verbatim records for the whole of the proceedings.

The PRESIDENT thought that the observations made were precisely calculated to show the necessity for amending Article 54. Ever since the first session, a complete verbatim record had been prepared of the whole of the oral proceedings, without distinguishing between the various portions of those proceedings. That practice had shown itself to be in accordance with the needs and requirements of the Court. If it were not in accordance with the Rules, the Rules must be modified. If, however, they referred to the minutes of the preliminary session, it would be seen that verbatim records, even of evidence, had been contemplated. The practice in question was therefore in accordance with the intention, if not with the letter of the Rules.

The President was quite ready to accept the proposal just made by M. Anzilotti and thought, like him, that they could leave open the question as to how and whether persons concerned might be allowed to express their views in regard to the record of their statements or evidence. He reminded the Court, however, that on January 24th, 1925, it had decided as follows :

"In the letters sent to speakers inviting them to correct the texts of their speeches it would, in future, be stated that only formal changes could be admitted, seeing that the Court and the Parties were obliged to rely on what had actually been said in Court and on the uncorrected verbatim records issued immediately after hearings.

« En outre, il sera mentionné que le Président se réserve le droit d'inviter les plaideurs à retirer certaines de leurs corrections auxquelles ce principe ne pourrait s'appliquer. L'exposé corrigé servira uniquement au compte rendu imprimé à insérer dans la Série C des Publications de la Cour.

« Il en est ainsi décidé. »

Le texte rédigé par le Greffier est donc fondé sur une décision prise par la Cour il y a un an et demi ; il était nécessaire alors de savoir si la Cour voulait introduire cette décision dans son Règlement. Quant à l'approbation des dépositions des témoins, si la Cour n'est pas convaincue que cette approbation n'est pas nécessaire, il faut qu'elle se prononce également sur ce point.

M. ALTAMIRA, ainsi qu'il a eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, préfère toujours laisser à la Cour la plus grande liberté possible. Mais, dans le cas actuel, il faut se demander si la Cour n'est pas déjà engagée devant l'opinion des États, — et surtout à l'égard de ceux qui, depuis cinq ans, ont plaidé devant elle, — à communiquer aux agents et avocats le compte rendu de leurs exposés et à admettre certaines corrections.

M. ANZILOTTI n'a pas l'intention de dire qu'on ne suivra plus cette pratique, mais simplement de laisser une porte ouverte, en n'introduisant aucune disposition dans le Règlement.

M. MOORE estime que, si la Cour décidait d'insérer le paragraphe premier nouveau proposé pour l'article 54, il serait nécessaire d'ajouter d'autres dispositions, afin de montrer comment la clause sera appliquée. Il est utile d'accorder aux orateurs le droit de revoir le compte rendu de leurs paroles, afin qu'ils puissent être certains que ce compte rendu contient ce qu'ils ont eu honnêtement et loyalement l'intention de dire. M. Moore propose donc de rédiger le paragraphe 2 de l'article 54 proposé dans le sens suivant : « Il est donné lecture, à chaque témoin, du compte rendu de sa déposition, afin que, sous réserve de la décision de la Cour, il puisse corriger toutes erreurs » ; et le paragraphe 3 comme suit : « le compte rendu des exposés et déclarations faits par les agents, avocats et conseils, leur sera communiqué afin qu'ils puissent le corriger ou le reviser. »

Il y a, dit M. Moore, une différence entre la situation des agents, avocats et conseils, d'un côté, et celle des témoins, de l'autre ; on ne saurait mettre en doute la loyauté et l'intégrité des personnes qui représentent un gouvernement, et la Cour ne saurait leur imposer ce qui doit rester de leurs déclarations ; la Cour se souviendra de ce qu'ils auront dit et aura le sténogramme pour appuyer sa mémoire.

Enfin, si le Président devait dire au représentant d'un gouvernement ce qu'il peut ou ne peut pas faire en matière de correction des sténogrammes, cela mettrait le Président dans une situation très délicate.

“The President would also retain the right to suggest to speakers to withdraw corrections which did not comply with this principle. The corrected reports would be used exclusively for the purposes of the printed records contained in Series C. of the Court's Publications.

“The Court agreed.”

The text prepared by the Registrar was therefore based on a decision of the Court taken a year and a half ago ; it must therefore be ascertained whether the Court wished to include this decision in its Rules. As regards the approval of the evidence of witnesses, if the Court were not satisfied that this approval was not necessary, a decision must also be arrived at on that point.

M. ALTAMIRA, as he had several times remarked, preferred always to leave the Court as much latitude as possible. In the present case, however, they must ask themselves whether the Court had not already committed itself in the opinion of States, — and especially as concerned those who in the last five years had appeared before it—to communicating to agents and advocates a record of their speeches and permitting certain corrections.

M. ANZILOTTI did not mean to say that this practice would no longer be followed, but simply to leave the question open by putting nothing in the Rules about it.

Mr. MOORE thought that if the Court included the new first paragraph proposed for Article 54, it would be necessary to add something more, in order to show how the clause would be applied. It would be well to give speakers the right to revise the record of their speeches in order to be sure that that record really contained what they had honestly intended to say. Mr. Moore, therefore, proposed to draft paragraph 2 of the proposed Article 54 as follows : “The report of the evidence of each witness shall be read to him in order that, subject to the action of the Court, any mistakes may be corrected” ; and paragraph 3 as follows : “The report of the statements made by agents, advocates or counsel shall be communicated to them for their correction or revision ”

There was, said Mr. Moore, a difference between the position of agents, advocates and counsel, on the one hand, and witnesses on the other ; there could be no question as to the integrity of persons representing a government, and the Court could not dictate to them what the record of their speeches was to be. The Court would have its own recollection of what they said and would have the verbatim record to assist its recollection.

Lastly, if the President had to tell a representative of a government what he might or might not do as regards corrections of the report, he would be placed in a very trying position.

M. WEISS pose une question au Président : Dans le texte primitif de l'article 54, il est parlé de l'établissement éventuel d'un compte rendu sténographique ; et il est dit « qu'il doit être établi, pour son usage . . . ». Le texte proposé pour l'article 54 ne parle plus de l'usage exclusif de la Cour. Il semblerait, dès lors, que le compte rendu sténographique va être livré au domaine public et ne sera plus un document d'ordre intérieur, comme il a été le cas jusqu'ici.

Le PRÉSIDENT explique que rien n'est sténographié qui n'ait été dit en public.

Le GREFFIER indique quelle est la pratique actuelle : les sténogrammes non corrigés des déclarations des avocats et agents sont communiqués exclusivement aux agents des deux Parties et aux membres de la Cour ; ce qui est publié ou communiqué à des tierces personnes, c'est le compte rendu sténographique révisé par l'agent ou par l'avocat. Lorsque de tierces personnes demandent que des exemplaires de la sténographie non corrigée leur soient communiqués sur-le-champ, on refuse d'accéder à ces demandes en renvoyant à la publication des textes révisés qui sera faite dans la Série C des Documents de la Cour.

Dans la décision que la Cour a prise le 24 janvier 1925, et dont le Président vient de donner lecture, cela est d'ailleurs dit expressément.

Lord FINLAY, se ralliant au point de vue exprimé par M. Moore, explique que le cas est différent lorsqu'il s'agit de témoins ou d'avocats et agents. Le but du compte rendu d'une déposition est d'établir exactement le texte des paroles prononcées par le témoin et on ne saurait tolérer une tentative en vue de les modifier. Si le témoin désire changer sa déposition, il faut qu'il adresse à cet effet une demande à la Cour. Dans le cas d'un agent ou d'un avocat, au contraire, lord Finlay ne verrait pas d'objection à ce qu'il fit au compte rendu une addition destinée à éclaircir son argumentation. La Cour ne doit pas entrer en discussion avec les représentants des États pour élucider la nature de la correction qu'ils désirent apporter.

M. MOORE fait observer que, si on voulait absolument lier un avocat, un agent ou un conseil, au compte rendu de ses paroles, le résultat serait probablement que l'avocat se présenterait devant la Cour avec un document écrit à l'avance.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour est en présence de deux propositions :

D'abord la proposition de M. Nyholm, tendant à maintenir le texte actuel de l'article 54, en ajoutant à la fin du premier alinéa les mots « devant la Cour ».

Ensuite, la rédaction proposée par le Greffier à la page 82 (Distr. 794)¹, modifiée selon la proposition de M. Moore.

¹ Voir p. 311.

M. WEISS put a question to the President : in the original text of Article 54, mention was made of the possible preparation of a verbatim record, and it was said : " . . . shall be prepared for its own use". The text proposed for Article 54 did not speak of the Court's "own use". It would seem, therefore, that the verbatim record was intended to be a public document and would no longer be a document for private use as had been the case hitherto.

The PRESIDENT observed that nothing was reported which had not been said in public.

The REGISTRAR indicated what the present practice was : the uncorrected reports of the statements of advocates and agents were communicated exclusively to the agents of the two Parties and to members of the Court ; what was published or communicated to third Parties was the verbatim record revised by the agent or advocate. When third persons asked to be allowed to have copies of the uncorrected reports at once, such reports were refused and such persons were referred to the publication of revised texts which would appear in Series C. of the Court's Documents.

In the decision which the Court had taken on January 24th, 1925, and which the President had read, that was moreover expressly stated.

Lord FINLAY agreed with what had been said by Mr. Moore and observed that there was a great difference between the case of witnesses and that of agents or advocates. The object of having a report of the evidence of a witness was to get a correct record of what he actually said and any attempt to alter it could not be tolerated. If a witness wished to correct his evidence he must make application to the Court. In the case of an agent or advocate, on the other hand, Lord Finlay saw no reason why he should not make an addition calculated to elucidate his argument. The Court must not enter into an altercation with the representatives of States as to the nature of a correction which he wished to make.

Mr. MOORE wished to add that if they tried strictly to confine an agent, advocate or counsel to the report of what he had said orally, the result would probably be that the advocate would come into Court with a written statement prepared beforehand.

The PRESIDENT remarked that the Court had before it two proposals :

Firstly, M. Nyholm's proposal for the retention of the present text of Article 54, with the addition at the end of the first paragraph of the words "in Court".

Secondly, there was the draft proposed by the Registrar on page 82 (Distr. 794)¹ modified in accordance with Mr. Moore's proposal.

¹ See p. 311.

En attendant que la rédaction proposée par M. Moore puisse être distribuée, le Président passe à l'examen de l'article 55.

92. — **Règlement, article 55.**

a) *Proposition de M. Beichmann*¹.

Le PRÉSIDENT fait observer que M. Beichmann propose que le n° 5 de l'article 55 soit rédigé comme suit :

« 5. Les déclarations faites par les Parties et dont la Cour a pris acte. »

M. ANZILOTTI explique que, dans la pensée de M. Beichmann, le texte actuel équivaut à la reproduction au procès-verbal de toute la procédure orale, car tout ce qui est dit devant la Cour peut être qualifié de « déclaration ».

Le PRÉSIDENT trouve que l'adjonction proposée serait assez dangereuse et rappelle que, jusqu'à présent, il n'y a jamais eu de difficultés en ce qui concerne la distinction entre les déclarations qu'il faut insérer au procès-verbal et les autres.

(Aucun membre de la Cour ne soutenant la proposition de M. Beichmann, cette proposition est abandonnée.)

b) *Amendement de M. Pessoa*.

Le GREFFIER rappelle que la Cour a décidé, lors d'une séance précédente², d'insérer comme dernier alinéa de l'article 55 une partie d'un amendement proposé par M. Pessoa, savoir :

« Les procès-verbaux des séances publiques seront imprimés et publiés. »

93. — **Règlement, article 56.**

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur l'observation que M. de Bustamante³ a formulée au sujet de l'article 56, savoir, que la présentation, par une Partie, de la note de ses frais, devrait avoir lieu seulement si l'autre Partie est condamnée aux dépens.

M. DE BUSTAMANTE pense qu'il est inutile de demander aux Parties qu'elles présentent, avant l'arrêt, la note de leurs frais, car, s'il n'y a pas de condamnation aux dépens, cette note ne servira à rien.

Il propose donc de modifier l'article, en disant que la Partie en faveur de laquelle est intervenue une condamnation aux dépens, peut présenter la note de ses frais « après l'arrêt ».

Le PRÉSIDENT signale la difficulté qui se présentera si un arrêt est rendu à la fin d'une session. La Cour s'étant séparée, qui doit accepter la note et en juger ?

¹ Voir p. 277.

² Huitième séance, n° 43 (article 31).

³ Voir p. 261.

Pending the distribution of the draft proposed by Mr. Moore, the President passed to the examination of Article 55.

92. — **Rules, Article 55.**

(a) *M. Beichmann's proposal*¹.

The PRESIDENT observed that M. Beichmann proposed that No. 5 of Article 55 should be worded as follows :

“5. Any declarations made by the Parties and placed on record by the Court.”

M. ANZILOTTI explained that M. Beichmann considered that the present wording involved the reproduction in the minutes of the whole of the oral proceedings because everything said in Court could be described as a “declaration”.

The PRESIDENT thought that the proposed addition would be somewhat dangerous and recalled that, hitherto, there had never been any difficulty as regarded distinguishing between declarations to be included in the minutes and other declarations.

(As no member of the Court supported M. Beichmann's proposal, it was abandoned.)

(b) *M. Pessoa's amendment*.

The REGISTRAR recalled that the Court had decided at an earlier meeting² to insert as the last paragraph of Article 55 a portion of an amendment proposed by M. Pessoa :

“The minutes of public sittings shall be printed and published.”

93. — **Rules, Article 56.**

The PRESIDENT drew attention to the observation made by M. de Bustamante in regard to Article 56³, namely, that the presentation by a Party of his bill of costs should take place only if the other Party were ordered to pay the costs of the action.

M. DE BUSTAMANTE thought it useless to ask the Parties to present their bills of costs before judgment, because if the Court made no order as to costs, such bills would serve no purpose.

He therefore proposed to amend the article by saying that the Party in whose favour an order for the payment of costs was made might present his bill of costs “after judgment”.

The PRESIDENT pointed out the difficulty which would arise if a judgment were given at the end of a session. If the Court had separated, who was to accept the bill and make an order upon it ?

¹ See p. 277.

² Eighth meeting, No. 43 (Article 31).

³ See p. 261.

M. DE BUSTAMANTE souligne le droit qu'a la Partie condamnée aux dépens de contester tel ou tel point de la note, ce qu'elle ne peut faire avant la condamnation.

M. ANZILOTTI estime que c'est alors un nouveau procès qui s'ouvre. L'article 64 du Statut dit :

« S'il n'en est autrement décidé par la Cour, chaque Partie supporte ses frais de procédure. »

Il est préférable que cette question soit débattue avant le jugement de la Cour. La procédure proposée par M. de Bustamante est sans doute logique, mais ne semble pas s'adapter à la nature de la Cour permanente de Justice internationale.

Le PRÉSIDENT signale la disposition de l'article 62 du Règlement suivant laquelle

« L'arrêt comprend :

«
 « 9. — La décision visée à l'article 64 du Statut, s'il y a lieu. »

Si la Cour adopte la suggestion de M. de Bustamante, elle devra changer également cette disposition.

M. DE BUSTAMANTE n'est pas de cet avis. La Cour doit, sans aucun doute, décider dans son arrêt même qui doit payer les frais, mais elle ne doit pas fixer le montant de ces frais. Ce qui paraît illogique dans le système actuel, c'est de demander le montant des frais avant la clôture de la procédure orale, alors qu'on ne connaît pas encore tous les frais.

Le GREFFIER explique la genèse de la disposition en vigueur. Lors de la session préliminaire, on avait proposé un texte selon lequel la présentation des notes de frais était facultative. A un moment donné, la Cour accepta provisoirement cet article, — M. Beichmann ayant cependant observé que la présentation des notes de frais devrait être obligatoire. Dans les stades ultérieurs, l'article a été adopté sans discussion, sous la forme facultative qu'il a actuellement.

M. DE BUSTAMANTE croit qu'alors on n'a pas pensé à l'impossibilité de demander à une Partie la présentation d'une note de frais dont la liste n'est pas close, note qui sera inutile s'il n'y a pas de condamnation aux dépens.

Il propose donc, sauf rédaction, que l'article 56 soit ainsi conçu :

« La Partie en faveur de laquelle est intervenue une condamnation aux dépens, peut présenter la note de ses frais après le prononcé de l'arrêt. »

M. ANZILOTTI croit se souvenir que la question s'est présentée devant la Cour au sujet de l'affaire du *Wimbledon*.

Le PRÉSIDENT pense qu'il s'agissait des frais encourus par la société privée intéressée, et non des frais encourus par les gouvernements, Parties en cause, pour le procès.

M. DE BUSTAMANTE laid stress on the right of the Party condemned to pay costs, to dispute any particular item of the bill ; this he could not do before judgment had been given.

M. ANZILOTTI thought that in that case fresh proceedings would begin. Article 64 of the Statute said :
 "Unless otherwise decided the Court, each Party shall bear its own costs."

It was better that this question should be argued before the Court's judgment. The procedure proposed by M. de Bustamante was no doubt logical, but did not seem adapted to the nature of the Permanent Court of International Justice.

The PRESIDENT drew attention to Article 62 of the Rules according to which

"The judgment shall contain :

"
 "9. — The decision, if any, referred to in Article 64 of the Statute."

If the Court adopted M. de Bustamante's suggestion, it must also change this provision.

M. DE BUSTAMANTE was not of that opinion. The Court must, without doubt, in its actual judgment decide who was to pay costs, but it need not fix the amount of those costs. What seemed illogical in the present system was to ask for the amount of costs before the close of the oral proceedings, when the whole amount of costs would not yet be known.

The REGISTRAR explained the origin of the provision in force. At the preliminary session, a clause had been proposed to the effect that the presentation of bills of costs was optional. At one time, the Court had provisionally accepted this article, though M. Beichmann had observed that the presentation of bills of costs should be compulsory. Subsequently, the article was adopted without discussion in the present optional form.

M. DE BUSTAMANTE thought that at that time they had not considered the impossibility of asking a Party to submit a bill of costs the list of which was not yet complete, and which would serve no purpose unless there were an order as to payment of costs.

He proposed, therefore, subject to modifications of drafting, that Article 56 should run as follows :

"The Party in whose favour an order for the payment of costs has been made may present his bill of costs after judgment had been delivered."

M. ANZILOTTI thought he remembered that the question had arisen in regard to the *Wimbledon* case.

The PRESIDENT thought it was then a question of the costs incurred by the private company concerned and not of the costs of the governments, which were Parties to the case, incurred in connection with the proceedings.

M. ANZILOTTI relève que, d'après l'article 64 du Statut, la règle est que chaque Partie supporte ses frais.

Le GREFFIER rappelle que, dans l'affaire du *Wimbledon*, il s'agissait d'abord, d'une indemnité demandée pour le compte de la compagnie intéressée, et ensuite des frais du procès.

Sur ce dernier point, l'arrêt dit dans les motifs :

« L'article 64 du Statut prescrit que chaque Partie supporte ses frais de procédure, à moins qu'il n'en soit autrement décidé par la Cour. La Cour ne trouve pas de raison de se départir de cette règle générale »,

et, dans le dispositif :

« Chaque Partie doit supporter ses frais de procédure. »

M. WEISS comprend que, selon M. de Bustamante, la Cour devrait, pour se conformer à l'article 64 du Statut, commencer par dire quelle est la Partie qui doit supporter les frais, et ne faire présenter la note des frais que par la suite. Cependant, cette note pourrait éventuellement exercer une certaine influence sur la décision de la Cour au sujet de la répartition des frais.

M. DE BUSTAMANTE ne croit pas que la condamnation aux dépens puisse dépendre du montant des frais ; elle sera fondée sur la conduite des Parties et sur la nature de l'affaire. Actuellement, la présentation de la note de frais est facultative. Or, si la Cour a besoin de connaître les frais pour se prononcer sur la condamnation, il faut rendre obligatoire cette présentation de la note de frais.

M. ANZILOTTI demande si M. de Bustamante verrait un inconvénient à ce qu'on supprimât de sa proposition les mots : « condamnation aux dépens ». D'une manière générale, la Cour évite d'employer des termes de ce genre.

M. DE BUSTAMANTE ne s'oppose pas à cette modification.

(Sous réserve de rédaction, la proposition de M. de Bustamante est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.)

94. — **Règlement, Article 54** (*fin*).

(La discussion est reprise sur l'article 54 du Règlement.)

Le GREFFIER donne lecture de la proposition de M. Moore :

« Il est donné lecture à chaque témoin du compte rendu de sa déposition afin que, sous réserve de la décision de la Cour, il puisse corriger toute erreur.

« Communication est donnée aux agents, avocats ou conseils, du compte rendu de leurs exposés ou déclarations, afin qu'ils puissent les corriger ou les réviser. »

M. ANZILOTTI pointed out that, according to Article 64 of the Statute, the rule was that each Party should bear its own costs.

The REGISTRAR recalled that in the *Wimbledon* case it was a question, firstly, of an indemnity claimed on behalf of the company concerned, and secondly, of the costs of the proceedings.

As regards the latter question, the judgment said in the statement of reasons :

"Article 64 of the Statute lays down that each Party shall bear its own costs unless otherwise decided by the Court. The Court sees no reason for departing from this general rule",

and, in the operative provisions of the judgment :

"Each Party shall bear its own costs."

M. WEISS understood that, in M. de Bustamante's view, the Court should, in order to conform to Article 64 of the Statute, begin by saying which Party had to bear the costs and then to ask for the bill of costs. That bill, however, might possibly have some influence on the Court's decision in regard to the allocation of costs.

M. DE BUSTAMANTE did not think that the order as to the payment of costs could depend upon the amount of costs. It would be based on the conduct of the Parties and on the nature of the case. At the present time the submission of bills of costs was optional, but if the Court required to know the costs in order to decide upon the order which it was to make, the submission of bills of costs must be made compulsory.

M. ANZILOTTI asked whether M. de Bustamante would see any objection to the deletion of the words *condamnation aux frais* in his proposal. Generally speaking, the Court avoided using terms of this kind.

M. DE BUSTAMANTE had no objection to this modification.

(Subject to modifications of drafting, M. de Bustamante's proposal was put to the vote and adopted unanimously.)

94. — **Rules, Article 54** (*concluded*).

(The discussion was reopened on Article 54 of the Rules.)

The REGISTRAR read Mr. Moore's proposal :

"The record of the evidence of each witness shall be read to him in order that, subject to the decision of the Court, any mistakes may be corrected.

"The record of the statements made by agents, advocates or counsel shall be communicated to them for their correction or revision."

M. NYHOLM estime que le fait que l'on parle, non seulement de correction, mais de revision, ouvre la porte à de nouvelles complications. Le principe devrait être que, si les plaidoiries ou les déclarations ont été sténographiées, il n'y a pas lieu d'y toucher, sauf de simples corrections de forme.

M. Nyholm constate, d'ailleurs, que le point de savoir où doit être faite la lecture dont il s'agit n'est pas résolue. La Cour doit garder présents à la mémoire les deux cas qu'il a signalés au début de la séance. En ce qui concerne le premier, la bonne solution est que tout ce qui se passe en dehors de l'audience soit considéré comme dépourvu de valeur. Quant au second, le principe est qu'on ne doit pas donner aux Parties le droit de corriger le compte rendu des plaidoiries. M. Nyholm répète qu'il ne voit aucune nécessité à changer le texte actuel de l'article, sauf l'addition des mots « devant la Cour ».

Le GREFFIER croit utile de signaler que, dans la nouvelle rédaction, l'accent tonique porte sur la dernière phrase : « en cas de doute quant à la nature desdites corrections, le Président décide ».

La Cour a adopté, le 24 janvier 1925, la décision dont il a été donné lecture au début de la séance, précisément parce qu'il n'y avait pas de règle au sujet de la décision à prendre sur les modifications proposées au compte rendu. Dès la première session de la Cour, en 1922, les comptes rendus ayant dû être communiqués aux plaideurs pour information, ceux-ci avaient renvoyé les sténogrammes au Greffe avec des corrections qui allaient parfois très loin ; comme il n'y avait pas de règle, le résultat inévitable était de longues discussions pour établir ce qui pouvait être accepté. La Cour, informée de cette situation, a bien voulu prendre la décision du 24 janvier 1925.

Maintenant, il s'agit d'insérer cette décision dans le Règlement, afin que les plaideurs sachent qu'ils n'ont pas une liberté illimitée pour corriger leurs plaidoiries et qu'ils ne peuvent le faire que sous le contrôle du Président, qui décide souverainement.

La décision du 24 janvier 1925 a eu l'effet le plus salutaire ; depuis ce moment, il n'y a jamais eu de difficultés sérieuses, personne n'ayant plus prétendu apporter aux comptes rendus sténographiques d'autres changements que des modifications de forme.

M. ANZILOTTI comprend la pensée de M. Moore et de lord Finlay en ce sens que les agents, avocats et conseils doivent avoir beaucoup de liberté pour apporter des corrections, même des corrections qui changeraient le fond. L'idée de M. Moore est que, puisque ces personnes représentent des gouvernements et puisque ce qu'elles ont dit devant la Cour doit paraître dans un recueil officiel, il faut leur donner la possibilité de surveiller l'exposé de leur pensée. Cependant les plaidoiries sont liées entre elles. Si l'agent d'une Partie change substantiellement ce qu'il a dit, cela doit être porté à la connais-

M. NYHOLM thought that the fact that reference was made not only to correction but to revision, left the way open to further complications. The principle should be that if speeches or statements had been reported, they should not be touched except as regards pure corrections of form.

M. Nyholm observed, moreover, that there was no solution of the question where the reading should take place. The Court must bear in mind the two cases to which he had drawn attention at the beginning of the meeting. As regards the first, the proper solution was that everything which happened outside the hearing should be regarded as without value. As regards the second, the principle was that Parties should not be given the right to correct the record of speeches. M. Nyholm repeated that he saw no necessity for changing the present text of the article except for the addition of the words "in Court".

The REGISTRAR thought it well to observe that in the new draft the emphasis was on the last phrase : "in cases of doubt as to the nature of corrections made, the President shall decide".

The Court had adopted, on January 24th, 1925, the decision which had been read at the beginning of the meeting, for the very reason that there had been no rule in regard to the decision to be taken concerning proposed modifications in the record. Ever since the first session of the Court in 1922, the records had had to be sent to speakers for their information, and the latter had returned them to the Registry with corrections which sometimes were very extensive. As there had been no rule, the inevitable result had been lengthy discussions to decide what could be accepted. The Court, on being informed of the situation, had taken the decision of January 24th, 1925.

Now, it was a question of inserting this decision in the Rules in order that speakers would know that they had not unlimited liberty to correct their speeches and that they could only do so subject to the control of the President, whose decision was final.

The decision of January 24th, 1925, had had a most salutary effect, for since that time there had never been serious difficulties, nobody having claimed to make other than modifications of pure form in the verbatim records.

M. ANZILOTTI understood Mr. Moore's and Lord Finlay's idea to be that the agents, advocates and counsel must have a very free hand in making corrections, even corrections which affected the substance. Mr. Moore's idea was that since these persons represented governments and since what they had said before the Court must appear in an official collection, they must be given the possibility of controlling the statement of their ideas. Nevertheless, the various speeches were interrelated. If the agent of one Party substantially changed what he had said, the fact must be brought

sance de l'agent de l'autre Partie, afin qu'il puisse introduire les modifications correspondantes.

Lord FINLAY déclare que son intention n'était pas que le texte révisé par l'agent, l'avocat ou le conseil, remplaçât le texte du compte rendu primitif, mais simplement que la Cour eût les deux textes sous les yeux ; le texte révisé doit naturellement être communiqué aussi à l'autre Partie.

M. MOORE répond à M. Anzilotti que les exposés des avocats sont faits en public et sont communiqués à l'autre Partie ; là est le frein nécessaire à la tentation que pourrait avoir un agent d'abuser du droit de corriger son exposé. S'il était fait abus de ce droit, l'agent de l'autre Partie ne manquerait pas de le signaler à la Cour, qui pourrait, d'ailleurs, s'en occuper d'office.

Le PRÉSIDENT se demande s'il ne faudrait pas faire au deuxième alinéa de la proposition de M. Moore, une addition destinée à établir que les agents ne peuvent réviser les comptes rendus à leur gré. Comme l'exposait M. Anzilotti, ce qui a été dit est l'essentiel ; ce qui est écrit plus tard et communiqué aux Parties n'est qu'un aide-mémoire pour la Cour ; mais on ne doit pas pouvoir changer dans cet aide-mémoire la substance de ce qui a été dit. Il se peut qu'un des avocats ou agents soit effrayé des conséquences que l'autre Partie a tirées d'une idée émise par lui et qu'il soit désireux de faire machine arrière. Mais cela ne saurait être admis.

M. MOORE ne voit aucune difficulté à ajouter au deuxième alinéa de sa proposition : « sous réserve de la décision de la Cour ».

M. PESSÔA demande à M. Moore une explication sur la première partie de son amendement. Cet amendement dit que le compte rendu sera lu aux témoins : dans quelle langue la lecture sera-t-elle faite, celle du témoin, ou l'une des langues officielles de la Cour ? S'il faut avoir recours à un interprète, celui-ci sera-t-il amené par le témoin ou sera-t-il un fonctionnaire de la Cour ?

M. MOORE fait remarquer qu'un article inscrit dans le Règlement ne peut parer complètement à la difficulté signalée par M. Pessôa. Il faudra toujours, quelle que soit la rédaction de l'article, que la Cour la résolve par une décision d'espèce.

Le PRÉSIDENT pense que la formule de M. Moore couvre les cas signalés par M. Nyholm. En effet, si le témoin ne se présente pas, il se prive de la possibilité de corriger sa déposition, et la Cour s'en tient au texte sténographié. La formule proposée lui paraît heureuse, mais le Président se demande si c'est bien la Cour elle-même qui doit examiner les corrections apportées par les avocats au compte rendu de leurs discours. Ne sera-ce pas là une perte de temps inutile ?

to the notice of the agent of the other Party in order that he might make corresponding amendments.

Lord FINLAY said that his intention was not that the text as revised by the agent, advocate or counsel should take the place of the original record but simply that the Court should have both texts before it. The revised text should naturally also be communicated to the other Party.

Mr. MOORE replied to M. Anzilotti that the statements of advocates were publicly made and were communicated to the other Party. That fact constituted a perfect check upon the tendency of an agent to abuse the power of correction of his speech. For if this power were abused, the agent to the other Party would certainly call the Court's attention to it or the Court itself could take the matter up *ex officio*.

The PRESIDENT asked whether an addition should not be made to the second paragraph of Mr. Moore's proposal, making it clear that agents could not revise records just as they liked. As M. Anzilotti had explained, what had been said was what really mattered. What was written later and communicated to the Parties was merely a memorandum for the Court ; but in this memorandum it should not be possible to change the substance of what had been said. It might happen that one of the advocates or agents was alarmed by the consequences which the other Party had deduced from an idea which he had expressed and that he might be desirous of withdrawing his statement. That, however, could not be allowed.

Mr. MOORE had no objection to the addition to the second paragraph of his proposal of the words "subject to the direction of the Court".

M. PESSÔA asked Mr. Moore for an explanation regarding the first part of his amendment. That amendment said that the record would be read to witnesses. In what language would it be read ? In that of the witness or in one of the official languages of the Court ? If recourse had to be had to an interpreter, would the latter be produced by the witness or would he be an official of the Court ?

Mr. MOORE pointed out that an article inserted in the Rules could not completely overcome the difficulty to which attention had been drawn by M. Pessôa. However the article might be worded, the Court would always have to settle that question when the case arose.

The PRESIDENT thought that the form of words suggested by Mr. Moore covered the cases referred to by M. Nyholm, for, if the witness did not appear, he would deprive himself of the possibility of correcting his evidence and the Court would hold to the verbatim record made. The wording proposed seemed to him to be satisfactory. But the President wondered whether the Court itself really need examine corrections made by advocates in the record of their speeches. Would that not be a useless loss of time ?

M. MOORE croit que cela est inévitable, car, au moins pour juger du bien-fondé des corrections apportées à la déposition d'un témoin, il faut tabler sur les souvenirs, non d'un seul des membres de la Cour, mais de tous les membres.

Le PRÉSIDENT mettra d'abord aux voix le nouveau texte proposé; au cas où ce texte ne serait pas adopté, il fera voter sur l'amendement de M. Nyholm à l'ancien texte.

M. NYHOLM déclare avoir voulu attirer l'attention de la Cour sur les deux cas qu'il a mentionnés à plusieurs reprises, mais il ne fait plus de proposition.

Le PRÉSIDENT mettra aux voix successivement chaque alinéa du nouvel article 54, composé du premier alinéa rédigé par le Greffier, et des deux alinéas suivants dans la forme proposée par M. Moore.

Le Président met aux voix le premier alinéa de l'article 54 qui est ainsi conçu :

« Sous le contrôle du Greffier est établi un compte rendu sténographique de la procédure orale, y compris les dépositions. »

(Cette proposition est adoptée par dix voix et une abstention (M. Nyholm).)

Le deuxième alinéa de l'article 54 (premier alinéa de la proposition de M. Moore) est mis aux voix et adopté par neuf voix contre une (M. Pessôa) et une abstention (M. Nyholm); il est ainsi conçu :

« Il est donné lecture à chaque témoin du compte rendu de sa déposition, afin que, sous réserve de la décision de la Cour, il puisse corriger toutes erreurs. »

M. PESSÔA déclare avoir voté contre cet amendement parce que, le compte rendu étant rédigé en français ou en anglais, les deux langues officielles de la Cour, la lecture sera inutile si le témoin ne connaît pas ces deux langues. Il fallait prévoir aussi cette hypothèse.

Le PRÉSIDENT donne lecture du troisième alinéa de l'article 54 (deuxième alinéa de la proposition de M. Moore) ainsi conçu, après l'addition qu'y a faite M. Moore : « Communication est donnée aux agents, avocats et conseils, du compte rendu de leurs exposés ou déclarations, afin qu'ils puissent les corriger ou les reviser, sous réserve de la décision de la Cour. »

(Ce troisième alinéa est mis aux voix et adopté par huit voix contre deux (MM. Pessôa et Huber) et une abstention (M. Nyholm).)

95. — Règlement, article 58.

Le PRÉSIDENT rappelle que M. de Bustamante a proposé la suppression du deuxième alinéa de cet article et que lui-même a fait une proposition qu'il expliquera plus tard.

M. DE BUSTAMANTE déclare avoir proposé la suppression du dernier alinéa parce qu'il ne croit pas à l'exis-

Mr. MOORE thought that that was inevitable because at all events, in considering whether corrections made in the evidence of a witness were justified, it was necessary to rely not on the recollection of one single member of the Court, but on the recollection of all the members.

The PRESIDENT said that he would first of all take a vote on the new text proposed. Should that text not be adopted, he would take a vote on M. Nyholm's amendment to the original text.

M. NYHOLM said that he had wished to draw the attention of the Court to the two cases which he had mentioned on several occasions, but that he no longer made any proposal.

The PRESIDENT said that he would take a vote successively on each of the paragraphs of the new Article 54, composed of the first paragraph prepared by the Registrar and of the two following paragraphs in the form proposed by Mr. Moore.

The President took a vote on the first paragraph of Article 54 which ran as follows :

"A verbatim record shall be made of the oral proceedings, including the evidence taken, under the supervision of the Registrar."

(This proposal was adopted by 10 votes; M. Nyholm did not vote.)

The second paragraph of Article 54 (first paragraph of Mr. Moore's proposal) was put to the vote and adopted by 9 votes to 1 (M. Pessôa); M. Nyholm did not vote; this paragraph ran as follows :

"The record of the evidence of each witness shall be read to him in order that, subject to the direction of the Court, any mistakes may be corrected."

M. PESSÔA stated that he had voted against this amendment because, the verbatim record being in French and English, the two official languages of the Court, the reading would be useless if the witness was unacquainted with one of these two languages. Such a possibility must also be foreseen.

The PRESIDENT read the third paragraph of Article 54 (second paragraph of Mr. Moore's proposal) which ran as follows, with the addition made by Mr. Moore : "The record of the statements made by agents, advocates or counsel, shall be communicated to them for their correction or revision subject to the direction of the Court."

(This third paragraph was put to the vote and adopted by 8 votes to 2 (MM. Pessôa and Huber); M. Nyholm did not vote.)

95. — Rules, Article 58.

The PRESIDENT recalled that M. de Bustamante had proposed the deletion of the second paragraph of this article, and that he himself had made a proposal which he would explain later.

M. DE BUSTAMANTE said that he had proposed the deletion of the last paragraph because he did not think

tence de raisons obligeant à prendre en considération une requête à fin d'intervention, communiquée après l'ouverture de la procédure orale. Cela aboutirait à une reprise de l'affaire tout entière et, en outre, constituerait un moyen dilatoire inadmissible.

M. ANZILOTTI n'aurait pas d'objection contre la suggestion de M. de Bustamante, s'il s'agissait d'un véritable droit d'intervenir donné aux tiers ; mais, d'après l'alinéa 2, c'est au contraire la Cour qui se réserve une simple faculté. Lors de la session préliminaire, elle a estimé que, dans certains cas, il serait beaucoup plus utile, même pour les Parties, d'admettre une intervention un peu tardive, plutôt que de risquer l'ouverture d'un nouveau procès, au lendemain de l'arrêt en l'espèce. Voilà le motif pour lequel cette faculté a été donnée à la Cour. Il est certain que, si la prolongation de l'affaire pouvait présenter des dangers, la Cour ne ferait pas usage de la faculté dont il s'agit.

M. DE BUSTAMANTE déclare que le danger réside, à son sens, dans l'appréciation des « circonstances exceptionnelles » dont il est question dans l'article. Cette appréciation pourrait donner lieu au reproche d'avoir manqué au principe de l'égalité devant la Cour. Pourquoi exposer celle-ci à des critiques de cette nature ?

Mieux vaut indiquer clairement qu'une Partie n'a pas le droit d'intervenir en obligeant les autres Parties à revenir sur la procédure déjà suivie. Si elle a laissé passer le moment d'intervenir, elle en subira les conséquences.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. de Bustamante tendant à la suppression du deuxième alinéa de l'article 58.

(La proposition est rejetée par sept voix contre quatre (MM. Pessôa, Altamira, de Bustamante et Loder).)

Le PRÉSIDENT aborde l'amendement qu'il a lui-même préparé et dont le texte est reproduit à la page 18 du Document Distr. 794¹.

En expliquant son amendement, le Président souligne que, selon la règle en vigueur, l'intervention doit avoir lieu au plus tard lors de l'ouverture de la procédure orale. Si l'intervention a seulement pour objet une participation à cette procédure orale, la règle actuelle est donc satisfaisante. Mais, si l'on désire déposer des mémoires, un ajournement de la procédure orale sera inévitable. C'est pourquoi le Président a proposé la première phrase de son amendement.

En effet, si l'intervention a lieu dans le dernier délai fixé pour la procédure écrite, elle peut probablement se dérouler à peu près dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour l'activité des Parties

that there were any reasons making it necessary to consider an application for permission to intervene submitted after the opening of the oral proceedings. That would lead to beginning the whole case over again and, furthermore, would constitute an inadmissible way of delaying proceedings.

M. ANZILOTTI would have had no objection to M. de Bustamante's suggestion if it had been a question of a real right to intervene bestowed on third Parties ; but, according to paragraph 2, it was, on the contrary, simply an option reserved to allow intervention. At the preliminary session the Court had considered that in certain cases it would be much better, even for the Parties themselves, to allow a somewhat late intervention rather than to run a risk of having to open new proceedings immediately after the judgment on the particular case. That was the reason why this option had been reserved to the Court. It was certain that if the prolongation of the case might involve dangers, the Court would not make use of the option in question.

M. DE BUSTAMANTE thought that the danger lay in the estimation of the "exceptional circumstances" mentioned in the article. That estimation might give rise to a reproach that the Court had failed to respect the principle of the equality of the Parties before it. Why lay the Court open to such criticisms ?

It would be better clearly to state that a Party was not entitled to intervene if, in so doing, it compelled the other Parties to begin again proceedings already commenced. If a State had allowed the right moment to intervene to pass, it must take the consequences.

The PRESIDENT took a vote on M. de Bustamante's proposal for the deletion of the second paragraph of Article 58.

(The proposal was rejected by 7 votes to 4 (MM. Pessôa, Altamira, de Bustamante and Loder).)

The PRESIDENT next took the amendment which he had himself prepared and which was reproduced on page 18 of Document Distr. 794¹.

In explaining his amendment, the President emphasized that, according to the rule in force, intervention must take place at latest by the commencement of the oral proceedings. If the only object of intervention therefore was to participate in the oral proceedings, the present rule was satisfactory. But if it were desired to file Cases, an adjournment of the oral proceedings would be inevitable. It was for that reason that the President had proposed the first sentence of his amendment.

If intervention took place within the last time-limit fixed for the written proceedings, the intervenor might probably proceed under more or less the same conditions as those fixed for the principal Parties to the case. Only

¹ Voir pp. 251-253.

¹ See pp 251-253.

principales. Peut-être, seulement, faudrait-il trouver le moyen de porter à la connaissance des intervenants éventuels les délais dont il s'agit.

M. DE BUSTAMANTE signale la nécessité de notifier aux États la date de l'expiration du dernier délai fixé pour la procédure écrite.

Ne serait-il pas plus pratique de fixer d'avance les délais, pour l'intervention comme pour la procédure écrite, par exemple lors de la notification de la requête introductive d'instance ?

M. le Président LODER reconnaît également que les États doivent être fixés sur ce point dès le commencement de la procédure.

M. WEISS signale que la proposition du Président impartit aux Parties qui veulent intervenir un délai unique, soit pour la requête aux fins d'intervention, soit pour le dépôt du mémoire qui doit expliquer cette intervention.

Or, si l'intervention n'est admise qu'au dernier moment prévu par le texte dont il s'agit, c'est-à-dire à l'expiration du dernier délai fixé aux Parties dans la procédure écrite, comment l'intervenant pourra-t-il déposer le mémoire sur le fond dans ce même délai ?

Le PRÉSIDENT est tout disposé à modifier sa proposition, dont la pensée était d'éviter tout retard dû à une intervention tardive. Peut-être arrivera-t-on plus simplement à ce but en fixant dès le début du procès, lors de la notification aux États de la pièce introductive d'instance, dans quel délai il faut notifier l'intention d'intervenir.

M. ANZILOTTI ne croit pas que la requête ou le compromis soient toujours de nature à donner aux États et à la Cour une idée précise des intérêts en jeu dans le procès. Si la Cour oblige les États à décider dès reçu de la requête s'ils désirent intervenir, le résultat sera, ou bien des interventions par mesure de précaution, ou bien la suppression d'interventions utiles. C'est d'ailleurs pour cette raison que la Cour a inséré dans son Règlement l'article 38, aux termes duquel « la Cour ou, si elle ne siège pas, le Président, après avoir entendu les Parties, peut ordonner que le Greffier tienne à la disposition du gouvernement de tout État admis à ester en justice devant la Cour les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire ».

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur le devoir qu'a la Cour de tenir compte de l'intérêt qu'ont les Parties primitives à ce que les interventions se produisent à un moment où elles ne risquent pas de retarder la procédure. Pour cela, il faudrait dire qu'une Partie intervenante n'a pas plus de droits que les autres Parties et que, par suite, si elle intervient au moment de la duplique, elle ne peut faire que des plaidoiries orales. Ce qu'il convient d'éviter, par un moyen ou par un autre, c'est qu'un procès en intervention vienne à se greffer sur un autre, et, par suite, retarde le procès principal.

perhaps it would be necessary to find the means of notifying possible intervenors of the time-limits in question.

M. DE BUSTAMANTE drew attention to the necessity of notifying States of the date of expiration of the last time-limit fixed for the written proceedings.

Would it not be more practical to fix in advance times for intervention as well as for the written proceedings, for instance, when notice of the application instituting proceedings was given ?

President LODER agreed in holding that States must be informed as to this point at the outset of the proceedings.

M. WEISS pointed out that the President's proposal only fixed one time for Parties who desired to intervene, covering both the application for permission to intervene and the filing of the Case stating the reasons for such intervention.

Now, if intervention were only allowed at the latest moment contemplated by the clause in question, that was to say, at the expiration of the last time-limit fixed for the Parties in the written proceedings, how was the intervenor to file a Case on the merits within the same time ?

The PRESIDENT was quite prepared to modify his proposal, the idea of which had been to avoid any delay as a result of intervention at a late stage. Perhaps they might attain this end more simply by fixing at the outset of proceedings, when notice of the document instituting proceedings was given to States, within what time the intention to intervene must be notified.

M. ANZILOTTI did not think that the application or special agreement would always be calculated to give States and the Court a precise idea of the interests at stake in the suit. If the Court compelled States to decide, upon receipt of the application, whether they desired to intervene, the result would be either intervention as a precautionary measure or else the prevention of necessary intervention. Moreover, it was for that reason that the Court had inserted in its Rules Article 38, according to which "the Court, or the President if the Court is not sitting, may, after hearing the Parties, order the Registrar to hold the Cases and Counter-Cases of each suit at the disposal of the government of any State which is entitled to appear before the Court".

The PRESIDENT pointed out that it was the Court's duty to have regard to the fact that it was to the interest of the original Parties that interventions should take place at a time when they would not be likely to retard proceedings. To that end, they must say that an intervening Party had no more rights than other Parties and that, consequently, if it intervened at the time fixed for the Rejoinder, it could only submit oral statements. What must be avoided by one means or another was that one intervention should be grafted on another and consequently delay the main proceedings.

M. le Président LODER se demande si, à supposer que l'intervention ait lieu seulement après la fin de la procédure écrite, les Parties principales ne pourront plus répondre à l'intervenant.

Le PRÉSIDENT explique que la procédure sera, dans ce cas, purement orale. Mais il convient sans doute d'insérer une disposition qui dise expressément que les pièces écrites de l'intervenant doivent être déposées dans les mêmes délais que les documents de la procédure écrite principale. Une autre solution consisterait à dire que l'intervenant n'a pas d'autres droits que ceux des Parties principales, au moment même de l'intervention.

M. ANZILOTTI voudrait toujours réserver à la Cour la possibilité de prendre en considération les circonstances exceptionnelles.

M. MOORE demande si le sens de l'amendement est bien que l'intervention soit considérée comme ouvrant une nouvelle procédure au cours de laquelle d'autres interventions peuvent se produire.

Le PRÉSIDENT rappelle que, si une intervention acquise doit être considérée comme instituant une procédure nouvelle donnant elle-même naissance à la possibilité d'autres interventions, il ne faut pas oublier que, dans le même procès, toutes les interventions ne doivent pas nécessairement commencer au même moment. En tout état de cause, il ne peut s'agir que de nouvelles interventions au procès principal, car l'intervention ne constitue pas un procès à part.

M. MOORE constate que le délai pour les interventions futures est donc prorogé.

M. PESSÔA demande au Président s'il a pris en considération la remarque présentée par M. Weiss sur les dispositions de l'amendement relatives aux délais.

Le PRÉSIDENT répond qu'il existe toujours la possibilité de proroger les délais pour la présentation des mémoires, si l'intervention n'est admise qu'à l'expiration de la période prévue pour la procédure écrite.

M. MOORE croit qu'il serait préférable de modifier les termes de la proposition afin de préciser que tout mémoire de l'intervenant doit être déposé dans les délais prévus pour le dépôt des pièces de la procédure écrite principale.

M. ANZILOTTI comprend la proposition comme une application de la règle générale d'après laquelle l'intervenant prend l'affaire dans l'état où elle se trouve au moment de l'intervention.

Le PRÉSIDENT croit, en effet, préférable de modifier le texte original de l'article afin d'exprimer cette idée.

M. WEISS estime qu'il ne faut laisser subsister aucun doute sur le point suivant: lorsque l'intervenant se joint aux Parties actuellement en cause, il prend l'affaire en l'état où elle est; en outre, il faut éviter tout ce qui pourrait laisser supposer que l'intervention donne naissance à un procès nouveau venant se greffer sur l'ancien. Par suite, l'intervenant ne doit jouir d'aucun

President LODER wondered whether, supposing that intervention took place only after the end of the written proceedings, the principal Parties would not be able to reply to the intervenor.

The PRESIDENT explained that the procedure in that case would be purely oral. But no doubt a provision should be inserted expressly laying down that the written documents of the intervenor should be filed within the same times as the documents of the principal proceedings. Another solution would be to say that the intervenor had no rights beyond those of the principal Parties at the actual time of intervention.

M. ANZILOTTI wished always to reserve to the Court the possibility of taking into account exceptional circumstances.

Mr. MOORE wondered whether the amendment meant that whenever there was intervention new proceedings were considered as having been opened in which other Parties might again intervene.

The PRESIDENT observed that if intervention, when authorized, was to be regarded as instituting new proceedings giving rise to the possibility of further interventions, it must not be forgotten that in the same suit all interventions need not necessarily take place at the same time. At all events, it could only be a question of further interventions in the principal proceedings because intervention did not constitute a separate suit.

Mr. MOORE observed that the time for future interventions was therefore extended.

M. PESSÔA asked the President whether he had considered the remark made by M. Weiss in regard to the terms of the amendment concerning time-limits.

The PRESIDENT replied that there was always the possibility of extending times for the submission of Cases if intervention were only authorized at the expiration of the time fixed for the written proceedings.

Mr. MOORE thought that it would be better to change the terms of the proposal in order to make it clear that any Cases submitted by the intervenor must be filed within the times fixed for the submission of documents in the principal written proceedings.

M. ANZILOTTI regarded the proposal as an application of the general principle in accordance with which the intervenor must take the case as it stood at the time of intervention.

The PRESIDENT thought indeed that it would be preferable to modify the original text of the article in order to convey that idea.

M. WEISS thought that no doubt should be allowed to subsist in regard to the fact that when an intervenor was joined to the original Parties to a case, he took the case as it stood, and that anything which might allow it to be supposed that intervention gave rise to new proceedings grafted on the original proceedings must be avoided. Consequently, the intervenor must enjoy no

délai privilégié par rapport aux autres Parties. Au surplus, M. Weiss répète qu'il y a sans doute des inconvénients à fixer un délai unique pour le dépôt de la requête et pour le délai de la présentation du mémoire.

Ne pourrait-on exiger que la requête aux fins d'intervention soit immédiatement accompagnée d'un mémoire ? L'exposé dont parle l'article 59, s'il n'est pas un véritable mémoire pour des raisons de droit et de fait, y ressemble du moins beaucoup.

Le PRÉSIDENT remarque que l'article 59 vise l'exposé des raisons pour lesquelles l'État tiers veut intervenir, mais non ses arguments sur le fond. Si l'intervention est admise, la Partie intervenante est sur le même pied que toute autre Partie et doit avoir la possibilité de défendre sa thèse elle-même.

M. PESSÔA conclut qu'il faut maintenir la deuxième partie de l'article proposé en la modifiant dans le sens indiqué par M. Weiss.

Le PRÉSIDENT est tout disposé à abandonner son amendement primitif, pour le reprendre dans ce sens que l'intervenant, sous réserve des dispositions de l'article 59, entre dans le procès dans la phase où celui-ci se trouve lors de l'intervention. S'il intervient seulement au moment de la procédure orale, il prend part à cette procédure ; mais il ne peut demander que l'on institue pour lui une sorte de procédure écrite intermédiaire.

M. ANZILOTTI renouvelle sa réserve en faveur de toute décision contraire de la Cour, rendue nécessaire du fait de la nature extrêmement différente des interventions.

Lord FINLAY, tout en admettant que l'intervention doit se produire aussitôt que possible, se demande si la règle actuellement en vigueur présente à ce point de vue des inconvénients quelconques.

Le GREFFIER, sur la demande du Président, rappelle les circonstances du cas qui a donné naissance à la proposition actuelle. Il s'agissait d'une demande d'intervention dans une affaire devant aboutir à un avis consultatif ; dès lors, il ne pouvait y avoir qu'une réponse négative. Mais la Cour, examinant la question à un point de vue plus général, a décidé qu'une intervention, — comme celle dont il s'agissait dans cette affaire, — si tardive que, pour l'admettre, il eût fallu proroger la session, ne pouvait être admise.

Le PRÉSIDENT soumet, sous réserve de rédaction, la proposition nouvelle suivante :

« L'intervenant entre dans la procédure dans la phase où elle se trouve, sous réserve toutefois des décisions à prendre par la Cour. »

M. MOORE se demande si l'amendement proposé est de nature à épargner à la Cour la nécessité de prendre une décision dans des cas analogues à celui que vient

special privileges as regards times as compared with the other Parties. Furthermore, M. Weiss repeated that there were undoubtedly disadvantages in fixing a single time for the filing of the application and for the submission of the Case.

Could it not be laid down that the application for permission to intervene should be at once accompanied by a Case ? The statement spoken of in Article 59, if not constituting an actual case setting out the law and the facts, was at least very much like one.

The PRESIDENT observed that Article 59 referred to the statement of reasons for which the third State desired to intervene, but not to its arguments on the merits of the case. If intervention were permitted, the intervenor was on the same footing as any other Party and must have the possibility of stating its case itself.

M. PESSÔA thought that the second part of the proposed article should be maintained but modified in the sense indicated by M. Weiss.

The PRESIDENT was quite prepared to abandon his original amendment and resubmit it modified to the effect that the intervenor, subject to the provisions of Article 59, would enter the proceedings at the stage at which they had arrived at the moment of intervention. If he only intervened at the time of the oral proceedings, he would take part in those proceedings, but he could not ask for a sort of intermediary written procedure to be arranged for him.

M. ANZILOTTI repeated his reservation concerning any decision to the contrary by the Court, made necessary by the extremely varying nature of interventions.

Lord FINLAY, whilst quite agreeing that intervention should be as early as possible, wondered whether the present rule had caused any practical inconvenience from this point of view.

The REGISTRAR, upon the request of the President, explained the circumstances of the case which had given rise to the present proposal. It was a question of a request for permission to intervene in a matter submitted for advisory opinion. The answer could, therefore, be only in the negative. But the Court, considering the question from a more general point of view, had decided that a request for intervention which, like that in the affair in question, was filed so late that, if it were granted, the session would have to be adjourned, could not be granted.

The PRESIDENT, subject to modifications of drafting, submitted the following new proposal :

“The intervenor shall enter the proceedings at the stage at which they have arrived, subject, however, to any decision taken by the Court.”

Mr. MOORE wondered whether the amendment proposed was calculated to relieve the Court of the necessity of taking decisions in cases such as that

de rappeler le Greffier, aussi longtemps qu'il est dit : « La Cour peut, toutefois, en raison de circonstances exceptionnelles, prendre en considération une requête présentée plus tard. »

Le PRÉSIDENT rappelle que cette disposition concerne simplement l'admission de l'intervention, ce qui est une décision interlocutoire ; cette intervention une fois admise, le débat sur le fond doit suivre la marche du procès.

M. ANZILOTTI a établi une rédaction qu'il communique à titre d'information :

« Sauf décision contraire de la Cour, l'intervention ne saurait, en aucun cas, retarder la décision de l'affaire. »

M. MOORE se demande si la proposition actuelle s'appliquerait au cas concret qui avait été mentionné, étant donné qu'il s'agissait alors d'une demande d'intervention et non du dépôt d'un mémoire.

Le PRÉSIDENT explique que la première partie de son amendement vise précisément la présentation de la demande d'intervention avant le début de la procédure orale.

M. WEISS craint que la formule de M. Anzilotti ne crée une équivoque : il est presque impossible que l'intervention n'apporte pas un retard à la solution d'un procès, ne serait-ce que le temps matériel nécessaire pour les plaidoiries qui seront prononcées. Peut-être, dans ces conditions, serait-il préférable d'éviter l'emploi d'une formule aussi absolue.

Le PRÉSIDENT voudrait plutôt exprimer l'idée que, sauf décision contraire de la Cour, la Partie intervenante entre dans le procès dans la phase où se trouve ce dernier.

M. MOORE se demande quel est le sens exact de l'expression « phase de la procédure », expression que le Comité de rédaction aurait sans doute beaucoup de mal à interpréter.

Le PRÉSIDENT, devant les difficultés qui se présentent, retire son amendement.

M. ANZILOTTI suggère l'ajournement du vote à la séance suivante, ce qui permettra l'élaboration d'un nouveau texte.

Lord FINLAY ne croit pas que la question soit encore mûre. La Cour s'est bornée jusqu'ici à discuter des idées générales, sans arriver à formuler une proposition précise. Il se demande, dans ces conditions, s'il convient de modifier l'article tel qu'il est actuellement rédigé.

M. le Président LODER estime qu'en tout cas la première partie de l'article ne peut être maintenue.

M. ALTAMIRA se demande s'il est vraiment possible d'avoir le moindre doute sur le sens de l'expression « état de la procédure ».

Le PRÉSIDENT explique qu'en effet elle signifie par exemple, que, si l'on intervient au cours de la procédure écrite, on peut encore présenter des mémoires ; mais que,

referred to by the Registrar, so long as it was said : "Nevertheless, the Court may, in exceptional circumstances, consider an application submitted at a later stage."

The PRESIDENT said that this clause simply concerned permission to intervene, which was an interlocutory decision. Once intervention was allowed, the discussion on the merits must follow the course of the proceedings.

M. ANZILOTTI had prepared a draft which he submitted for information :

"Failing a contrary decision by the Court, intervention may not in any circumstances delay the decision of the suit."

Mr. MOORE wondered whether the present proposal would apply to the concrete case which had been mentioned, seeing that then it had been a question of a request to intervene and not of the filing of a Case.

The PRESIDENT explained that the first part of his amendment contemplated precisely the submission of a request to intervene before the beginning of the oral proceedings.

M. WEISS feared that M. Anzilotti's suggestion would give rise to misunderstanding. It was almost impossible that intervention would not have the result of delaying the decision of a suit, even if only by reason of the actual time necessary for the speeches which would be made. Perhaps in the circumstances it would be better to avoid using such a sweeping formula.

The PRESIDENT wished rather to convey the idea that, subject to the contrary decision of the Court, the intervenor entered the proceedings at the stage at which he found them.

Mr. MOORE asked what was the exact meaning of the word "stage", an expression which the Drafting Committee would undoubtedly have much difficulty in interpreting.

The PRESIDENT, in face of the difficulties which had arisen, withdrew his amendment.

M. ANZILOTTI suggested that they should postpone the taking of a vote until the next meeting. That would enable a new text to be prepared.

Lord FINLAY did not think that the question was ripe for a new rule. The Court had hitherto confined itself to discussing general ideas without getting as far as formulating a definite proposal. He wondered, in these circumstances, whether it would not be better to leave the article as it was.

President LODER thought that in any case the first part of the article could not be retained.

M. ALTAMIRA wondered whether it was really possible to have the least doubt as to the meaning of the expression "stage of the proceedings".

The PRESIDENT explained that what it meant was, for instance, that if a Party intervened during the written proceedings he might still submit a Case, but if he

si l'on intervient dans la procédure orale, on ne peut retarder celle-ci par une nouvelle procédure écrite.

M. le Président LODER insiste sur ce que la rédaction devra être retouchée.

Le PRÉSIDENT reconnaît que sa formule prête à la critique ; d'autre part, comme il n'en trouve pas d'autre et que la Cour ne semble pas disposée à voter sur une proposition formulée en termes généraux, et dont la rédaction serait à établir par le Comité de rédaction, il préfère retirer sa proposition.

M. ANZILOTTI renouvelle sa proposition d'ajourner le vote à la séance suivante.

M. WEISS prie M. Anzilotti de rédiger un texte sur lequel la Cour pourrait voter.

Le PRÉSIDENT ajourne le vote à la séance suivante et invite les membres de la Cour à rédiger, en vue du vote, des propositions qui seraient distribuées au début de cette séance.

96. — **Règlement, article 59.**

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur le texte établi par le Greffier¹. Il s'agit de l'addition d'un alinéa destiné à tenir compte de la procédure suivie, lors de l'intervention de la Pologne, dans l'affaire du *Wimbledon*.

M. WEISS demande que le mot « commentées » soit remplacé par le mot « discutées ».

M. ANZILOTTI croit que deux éventualités sont seules possibles : ou bien les Parties seront d'accord pour admettre l'intervention, ou bien il y a aura opposition de la part de l'une ou de l'autre d'entre elles. S'il y a accord, il semble suffisant de le constater afin d'admettre l'intervention ; mais, s'il y a opposition des Parties, une procédure incidente s'ouvre, qui doit se terminer par un jugement interlocutoire.

M. Anzilotti se demande, dès lors, si la Cour ne se trouve pas ici dans un cas tout à fait analogue à celui des exceptions préliminaires, et si la procédure adoptée pour ces dernières ne pourrait pas l'être également dans le cas de l'intervention contestée. Mais tout d'abord, il se demande si la Cour doit régler cette matière, étant donné qu'elle ne dispose pas d'autres précédents que l'intervention de la Pologne dans l'affaire du *Wimbledon* sur la base de l'article 63 du Statut.

Le GREFFIER rappelle que, dans l'affaire du *Wimbledon*, l'une des Parties, sans contester absolument l'intervention, a soulevé certaines objections sur lesquelles elle a prié la Cour de statuer. C'est donc une troisième éventualité. Au surplus, l'intervention avait été demandée sur la base de l'article 62 ; mais on a fait observer que cela était irrégulier et que la Pologne devait intervenir aux termes de l'article 63. La procédure orale qui fut instituée a porté précisément sur cette question ;

¹ Voir pp. 311-312.

intervened during the oral proceedings, he could not delay them by starting new written proceedings.

President LODER insisted that the present wording should be modified.

The PRESIDENT recognized that his proposal was open to criticism ; on the other hand, as there was no other and as the Court appeared to be unwilling to vote on a proposal made in general terms and leaving the draft to be prepared by the Drafting Committee, he preferred to withdraw his proposal.

M. ANZILOTTI renewed his proposal for the postponement of a vote until the next meeting.

M. WEISS requested M. Anzilotti to draft a text upon which the Court could vote.

The PRESIDENT postponed the vote until the following meeting, and invited members of the Court to prepare proposals to be distributed at the beginning of that meeting.

96. — **Rules, Article 59.**

The PRESIDENT drew attention to the draft prepared by the Registrar¹. It was a question of the addition of a paragraph designed to take into account the procedure adopted in connection with the intervention of Poland in the *Wimbledon* case.

M. WEISS asked that the word "comment" should be replaced by the word "discuss".

M. ANZILOTTI thought that only two contingencies were possible : either the Parties would agree to accept the intervention or else it would be opposed by one or other of them. If they agreed, it would appear to suffice to record the fact before authorizing intervention but if the Parties opposed it, there would be interlocutory proceedings terminating by an interlocutory judgment.

M. Anzilotti therefore asked whether the Court would not be confronted with a case entirely analogous to that of preliminary objections, and whether the procedure adopted for the latter could not also be adopted in the case of opposition to an application to intervene. But first of all, he wondered whether the Court should lay down rules in this matter, seeing that it had no precedent to go upon other than the intervention of Poland in the *Wimbledon* case under the terms of Article 63 of the Statute.

The REGISTRAR recalled that in the *Wimbledon* case one of the Parties, without absolutely disputing the right to intervene, had raised certain objections in regard to which it had asked the Court to give a decision. That, therefore, was a third contingency. Furthermore, intervention had been sought for under Article 62, but it had been pointed out that that was irregular and that Poland should intervene under Article 63. The oral proceedings which had taken place had related to this

¹ See pp. 311-312.

cela semble prouver qu'il peut y avoir dans l'intervention des questions à côté de la pure contestation du droit d'intervenir.

M. ANZILOTTI pense que la véritable question est celle de savoir si la Cour peut elle-même soulever une objection contre une intervention sur laquelle les Parties sont d'accord.

Le PRÉSIDENT voudrait qu'il soit tenu compte du cas où la Cour n'est pas réunie ; il faut alors que le Président sache comment traiter la requête à fin d'intervention. En effet, il doit préparer le dossier, pour que la Cour soit plus tard en état de statuer en connaissance de cause.

M. DE BUSTAMANTE pense que la question trouve sa solution dans l'article 59 du Règlement et dans l'article 62 du Statut : il y a une requête, on provoque des observations et l'on attend la décision de la Cour. L'addition proposée a pour effet d'ajouter une nouvelle phase à la procédure.

Le GREFFIER explique que, si ce texte est inséré dans le rapport, c'est que, dans le seul cas où la Cour ait eu l'occasion d'appliquer l'article 59, elle a décidé d'ajouter à la procédure une phase orale, et qu'au moment où la Cour s'occupe de la révision du Règlement, elle doit décider si elle veut ou non consacrer cette addition.

M. DE BUSTAMANTE, afin d'éviter des complications nuisibles à l'avenir de la Cour, propose de ne pas ajouter le texte dont il s'agit. Il prie donc le Président de mettre aux voix l'addition proposée.

M. ANZILOTTI est d'accord pour écarter l'addition, mais il interprète son vote dans ce sens que la question de savoir s'il doit y avoir une procédure orale, reste réservée : la Cour la tranchera dans chaque cas d'espèce.

Le PRÉSIDENT, afin de provoquer un vote, prend à son compte la proposition d'addition insérée dans le rapport du Greffier (article 59, page 82, alinéa en italique)¹.

(La proposition est adoptée, sous réserve de rédaction, par sept voix contre quatre (MM. Anzilotti, de Bustamante, Moore et lord Finlay).)

97. — Règlement, article 60.

Le PRÉSIDENT signale d'abord un amendement² émanant de M. de Bustamante et dont le but est de réparer l'omission que l'on a commise en oubliant de mentionner dans cet article les Membres de la Société des Nations qui ne présentent pas le caractère d'États. Il est d'accord sur la nécessité de compléter le texte par l'insertion des mots « Membres de la Société des Nations ».

¹ Voir p. 311.

² „ „ 262.

very question ; that seemed to show that other questions might arise in connection with intervention besides a simple denial of the right of intervention.

M. ANZILOTTI thought that the real question was whether the Court could itself object to intervention in regard to which the Parties were agreed.

The PRESIDENT wished the case in which the Court were not in session to be considered. In that case the President must know how to deal with a request for intervention. For he had to prepare the documents in the case so that the Court should later be in a position to give a decision with a full knowledge of the facts.

M. DE BUSTAMANTE thought that the question was settled by Article 59 of the Rules and Article 62 of the Statute : there was an application, observations were asked for and the decision of the Court was awaited. The proposed addition had the effect of adding a new phase to the proceedings.

The REGISTRAR explained that the reason why this clause had been inserted in the report was that in the only case in which the Court had had to apply Article 59, it had decided to add to the proceedings an oral stage, and now that the Court was considering the question of the revision of the Rules, it must decide whether it did or did not wish to confirm that addition.

M. DE BUSTAMANTE, in order to avoid complications likely to be injurious to the Court's future, proposed not to add the clause in question. He therefore requested the President to put the proposed addition to the vote.

M. ANZILOTTI agreed that the addition should not be made, but said that in voting against it his idea was that the question whether there should be oral proceedings was left open. The Court would decide in each particular case.

The PRESIDENT, in order that a vote might be taken, submitted in his own name the proposed addition inserted in the Registrar's report (Article 59, page 82, paragraph in italics)¹.

(The proposal was adopted, subject to drafting, by 7 votes to 4 (MM. Anzilotti, de Bustamante, Moore and Lord Finlay).)

97. — Rules, Article 60.

The PRESIDENT, in the first place, called the attention of the Court to an amendment submitted by M. de Bustamante², the object of which was to make good the omission which had occurred in that no mention had been made in this article of Members of the League of Nations which did not possess the character of States. He, therefore, agreed as to the necessity of completing the text by the insertion of the words "Members of the League of Nations".

¹ See p. 311.

² „ „ 262.

M. DE BUSTAMANTE rappelle que le Statut prévoit deux cas d'intervention : celui où un État estime qu'un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause (article 62 du Statut) et celui de l'interprétation d'une convention (article 63 du Statut).

Dans le premier cas, réglé par l'article 58, la Cour a décidé de maintenir la disposition suivant laquelle, en raison de circonstances exceptionnelles, elle peut prendre en considération une intervention tardive. M. de Bustamante se demande pourquoi, dès lors, cette règle ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'une intervention aux termes de l'article 63.

Il présente une autre observation du même genre : l'article 59 se réfère à la requête visée à l'article 58 et expose très clairement ce que doit contenir la requête : pourquoi dès lors n'y a-t-il pas à l'article 60 de règles pour l'intervention prévue à l'article 63 du Statut ? Selon M. de Bustamante, il ne convient pas d'établir des différences de procédure auxquelles ne correspond pas de différence au fond.

Le PRÉSIDENT explique les motifs qui justifient la différence signalée par M. de Bustamante.

En ce qui concerne la réserve des conditions exceptionnelles, il y a lieu de tenir compte du fait que, dans le cas de l'article 63 du Statut, il s'agit d'une notification faite par le Greffe aux Parties à une convention, alors que, dans celui de l'article 62, la notification de l'existence du procès se fait par l'entremise de la Société des Nations. Donc, dans le premier cas, les États sont avertis, dès le commencement, que leurs intérêts sont peut-être en jeu, alors que dans l'autre cas il leur est plus difficile de s'en rendre immédiatement compte.

Enfin, en ce qui concerne l'intervention aux termes de l'article 62, il s'agit d'une requête sur laquelle la Cour doit se prononcer, tandis que, pour l'intervention prévue à l'article 63 du Statut, il est question d'un droit que le simple fait de leur participation à une convention ouvre aux États.

M. DE BUSTAMANTE ne voit pas, dans la différence entre les méthodes de notification employées respectivement dans les deux cas, de raison suffisante pour établir entre eux la différence de procédure qu'il a signalée.

Quant au deuxième point, il faut, dans les deux cas, savoir quelle est la procédure à suivre pour l'intervention. Entre autres, il faut établir une procédure pour la décision éventuelle sur le point de savoir si un État, désirant intervenir aux termes de l'article 63, a réellement participé à la convention dont il s'agit.

M. ANZILOTTI rappelle qu'en 1922 l'attention de la Cour a été attirée sur la difficulté qui surgirait si tous les États Parties à une convention demandaient à intervenir dans un procès déterminé. C'est pourquoi l'on s'est efforcé de considérer l'intervention sur la base de l'article 63 comme quelque chose de tout à fait

M. DE BUSTAMANTE recalled that the Statute provided for two cases of intervention : the case in which a State thought that it had an interest of a legal nature in a suit (Article 62 of the Statute) and the case of the interpretation of a convention (Article 63 of the Statute).

In the first case, which was governed by Article 58, the Court had decided to maintain the clause to the effect that in exceptional circumstances it could consider an application submitted at a late stage. M. de Bustamante wondered why, therefore, that rule should not apply in the case of intervention under Article 63.

He submitted another observation of the same kind : Article 59 referred to the application mentioned in Article 58 and stated very clearly what that application should contain. Why, therefore, were there not in Article 60 rules regarding the intervention provided for in Article 63 of the Statute ? In M. de Bustamante's opinion, differences of procedure which did not correspond to differences of principle should not be made.

The PRESIDENT explained the reasons justifying the difference pointed out by M. de Bustamante.

As regarded the reservation made for exceptional circumstances, the fact should be borne in mind that, in the case of Article 63 of the Statute, notice was given by the Registry to Parties to a convention, whereas in the case of Article 62 notice of the institution of proceedings was given through the intermediary of the League of Nations. In the first case, therefore, the States were warned from the outset that their interests might be at stake, whereas in the other case it was more difficult for them immediately to realize the position.

Lastly, in regard to intervention under Article 62, it was a question of an application upon which the Court must decide, whereas in the case of intervention under Article 63 of the Statute, it was a question of a right which the mere fact of their participating in a convention conferred upon States.

M. DE BUSTAMANTE did not think that the difference between the methods of notification respectively employed in the two cases constituted sufficient reason for making the difference in procedure which he had pointed out.

As regarded the second point, it must be known in both cases what the procedure to be adopted for intervention was. Amongst other things, a procedure must be established for deciding if necessary whether a State, desiring to intervene under Article 63, had really participated in the convention in question.

M. ANZILOTTI recalled that in 1922, the attention of the Court had been drawn to the difficulty which would arise if all States which were Parties to a convention asked to intervene in a particular case. For that reason, they had endeavoured to regard intervention under Article 63 as something quite different from true

différent de la véritable intervention. On l'a envisagée simplement comme un procédé destiné à permettre à un État de présenter des observations sur l'interprétation d'une convention.

La proposition du Président serait, selon M. Anzilotti, de nature à limiter encore la portée de l'intervention en vertu de l'article 63, puisque l'application en serait faite seulement dans le cas où il est question, principalement et directement, de l'interprétation d'une convention collective.

M. DE BUSTAMANTE retire sa proposition.

Le PRÉSIDENT signale, relativement à l'article 60, le texte rédigé par le Greffier afin de tenir compte des expériences de la Cour, ainsi que la proposition faite par le Président même et dont il donne lecture. Cette dernière, explique-t-il, est destinée à établir clairement que le droit d'intervenir n'est accordé qu'aux États qui sont des co-contractants à une convention formant la base même de la requête. S'il s'agissait également de conventions incidemment mises en cause, on ne pourrait comprendre que l'État intervenant fût lié par le dispositif du jugement, ce dernier ne pouvant statuer que sur la convention sur laquelle porte véritablement le procès; mais cela, le Président croit utile de le dire expressément.

Le Président indique que le deuxième alinéa de sa proposition a trait aux délais. Dans le cas de l'article 63 du Statut, — où, dès le début, à peu près en même temps que l'on fixe les délais aux Parties, on constate que tels ou tels États sont susceptibles d'intervenir, — il est, selon lui, facile d'établir également des délais pour les intervenants.

M. DE BUSTAMANTE est d'accord sur l'idée exprimée dans la proposition, mais demande s'il ne serait pas possible d'employer une autre expression que « qui a participé... ».

En effet, un État peut avoir participé à une convention sans l'avoir ratifiée; et il peut l'avoir ratifiée, puis dénoncée. Cet État recevra-t-il la notification prévue à l'article 63 du Statut?

M. WEISS propose de dire: « les États liés par la convention ».

M. ANZILOTTI croit se rappeler que, lors de la session préliminaire, la Cour a interprété le terme « participer » figurant dans l'article 63, dans le sens de « ayant ratifié sans avoir dénoncé ». Il signale le danger qu'il y aurait à introduire dans le Règlement des termes différents de ceux dont se sert le Statut. On pourrait inscrire au procès-verbal que la Cour donne au mot « participé », dans le Règlement, le même sens qu'il a dans le Statut.

Le PRÉSIDENT estime qu'il vaut mieux insérer une interprétation authentique du Statut dans le Règlement plutôt que la consigner dans un procès-verbal dont l'autorité est discutable. Ici, il s'agit de l'interprétation

intervention. They had treated it simply as a proceeding designed to enable the States to submit observations regarding the construction of a convention.

The President's proposal would, in M. Anzilotti's opinion, be calculated further to restrict the scope of intervention under Article 63, since it would be applied only in a case principally and directly concerning the construction of a general convention.

M. DE BUSTAMANTE withdrew his proposal.

The PRESIDENT pointed out, in connection with Article 60, the draft prepared by the Registrar in order to take into account experience gained by the Court, and the proposal made by the President himself, which he read. The latter, he explained, was intended to render absolutely clear that the right of intervention was only accorded to States which were contracting Parties to a convention on which the application was actually based. If other conventions also incidentally came into proceedings, it could not be held that the intervening State was bound by the operative provisions of the judgment, which could only bear upon the convention to which the suit really related; but the President thought it well expressly to say so.

The President said that the second paragraph of his proposal related to times. In the case of Article 63 of the Statute—in which at the very outset, almost at the same time as the times were fixed for the Parties, it was ascertained that certain States were entitled to intervene,—it would be easy, in his opinion, also to establish times for intervenors.

M. DE BUSTAMANTE agreed with the idea expressed in the proposal, but asked whether it would not be possible to use another expression than: *qui a participé*...

For a State might have participated to a convention without having ratified it, and it might have ratified it and then subsequently denounced it. Would that State receive the notice provided for in Article 63 of the Statute?

M. WEISS proposed to say: "the States bound by the convention".

M. ANZILOTTI thought he remembered that at the preliminary session the Court had interpreted the expression *participé* appearing in Article 63, to mean "having ratified without having denounced". He drew attention to the danger of introducing into the Rules terms different from those used in the Statute. They might set down in the minutes that the Court used the word *participé* in the Rules in the same sense as it was used in the Statute.

The PRESIDENT thought it would be better to insert an authoritative interpretation of the Statute in the Rules rather than to record it in minutes, the authority of which was open to discussion. In this case, it was

d'un terme juridique et cette interprétation doit rester constante, sans pouvoir varier d'un cas à l'autre.

Le Président signale aussi l'intérêt qu'a la Cour à donner une bonne interprétation, pouvant guider le Président et le Greffier dans les décisions assez délicates que, souvent, ils doivent prendre. Si, comme tel paraît être le cas, la Cour est d'accord sur la portée du mot dont il s'agit, le Président demande pourquoi cela ne pourrait être exprimé d'une manière assez claire pour permettre au Président et au Greffier d'opposer l'interprétation de la Cour aux réclamations que pourraient soulever des États estimant qu'une notification aurait dû leur être adressée.

M. WEISS propose de dire : « . . . sera adressée à tout État participant à une convention ».

Cette expression indiquerait nettement qu'il s'agit d'États liés par la convention en question et ne viserait pas seulement le fait, pour un État, d'avoir pris part à la préparation de cette convention.

M. Weiss signale cependant une autre expression qui ne lui paraît pas claire. Quel sens exact doit-on attacher aux mots : « pour laquelle la juridiction de la Cour est invoquée » ? Ne pourrait-on dire plus simplement :

« Tout État participant à une convention dont l'interprétation est soulevée par un compromis ou par une requête dont la Cour est saisie » ?

Le PRÉSIDENT explique qu'il ne s'agit pas de toutes les conventions dont l'interprétation est soulevée directement ou indirectement, mais uniquement de celles pour lesquelles la Cour a une juridiction lui permettant de se prononcer directement à leur sujet. Il est essentiel de limiter l'intervention aux conventions pour lesquelles la Cour a une juridiction d'interprétation essentielle et principale.

M. ANZILOTTI avait compris que l'intention du Président était de limiter l'intervention aux termes de l'article 63 aux cas où l'interprétation d'une convention forme l'objet principal du procès et surtout où un jugement déclaratoire est demandé ; cette idée n'a cependant peut-être pas été très clairement exprimée.

Le PRÉSIDENT constate qu'il n'y a pas de divergence d'opinions sur la portée du texte qui figure à la page 18.

M. MOORE pense qu'il s'agit simplement de dire que les communications doivent être faites directement et qu'aucune question nouvelle n'est soulevée.

(La proposition du Président, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité, sauf rédaction.)

La suite de la discussion sur l'article 60 est renvoyée à la séance suivante.

a question of the interpretation of a legal term, and that interpretation must remain fixed and should be incapable of variation from one case to another.

The President also drew attention to the advisability of the Court giving a satisfactory interpretation which might guide the President and Registrar in the somewhat delicate decisions which they often had to take. If, as appeared to be the case, the Court was agreed as to the meaning of the word in question, the President asked why that meaning could not be expressed in a manner sufficiently clear to enable the President and Registrar to cite the Court's interpretation in response to any protest made by States which considered that notice should have been sent to them.

M. WEISS proposed to say : « . . . shall be sent to every State which is a Party to a convention » (*participating to a convention*).

That expression would clearly indicate that by it were meant States bound by the convention in question, and that it did not simply refer to the fact that a State had taken part in the preparation of that convention.

M. Weiss, however, drew attention to another expression which did not seem to him quite clear. What was the exact meaning to be attached to the words : « relied upon as governing a dispute submitted to the Court » ? Could they not more simply say :

« Any State which is a Party to a convention the interpretation of which is involved by a special agreement or application submitted to the Court » ?

The PRESIDENT explained that it was not a question of all conventions the interpretation of which was directly or indirectly involved, but only of those for which the Court possessed jurisdiction enabling it directly to give a decision upon them. It was essential to restrict intervention to conventions for the interpretation of which the Court possessed a direct and fundamental jurisdiction.

M. ANZILOTTI had thought that the President had intended to limit intervention under Article 63 to cases in which the interpretation of a convention formed the principal object of the proceedings and especially those in which a declaratory judgment was asked for. That idea, however, had not perhaps been very clearly expressed.

The PRESIDENT observed that there was no difference of opinion as to the meaning of the text which appeared on page 18.

Mr. MOORE thought that it was simply a question of saying that communications should be made directly ; and that no new question was raised.

(The President's proposal, on being put to the vote, was unanimously adopted, subject to drafting.)

Further discussion on Article 60 was adjourned.

VINGT-QUATRIÈME SÉANCE (23 JUILLET 1926)

98. — **Prochaine séance de la Cour.**

La prochaine séance de la Cour est fixée au samedi 24 juillet à 10 heures.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour :

(*Signé*) MAX HUBER

Le Greffier de la Cour :

(*Signé*) Å HAMMARSKJÖLD.

TWENTY-FOURTH MEETING (JULY 23rd, 1926)

98. — **Next meeting of the Court.**

The next meeting of the Court was fixed for Saturday, July 24th, at 10 a.m.

The Court rose at 1 p.m.

(*Signed*) MAX HUBER,
President.

(*Signed*) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

VINGT-SIXIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le samedi 24 juillet 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

99. — **Règlement, article 58** (*fin*).

Le PRÉSIDENT rappelle la décision, prise par la Cour, de réserver pour la présente séance son vote sur l'article 58.

M. Anzilotti et le Président se sont mis d'accord pour rédiger un nouveau texte, qui, cependant, devrait s'ajouter à l'article 59 plutôt qu'à l'article 58. Il constituerait un quatrième alinéa à ajouter au texte de l'article 59, tel qu'il a été adopté à la séance précédente.

M. ANZILOTTI explique la nouvelle proposition. Il rappelle que, dans la proposition primitive du Président relative à l'article 58, se trouvaient les mots suivants : « Il en est de même de tout mémoire qui, l'intervention une fois admise, pourra être déposé par l'intervenant. »

Il s'agit maintenant d'assurer le dépôt de ce mémoire dans les délais fixés pour la procédure écrite. Or, si la Cour n'est pas réunie, l'intervention ne pourra être admise que plus tard, car c'est à la Cour qu'il appartient de se prononcer sur une requête à fin d'intervention. A cet égard, la Cour pourrait, semble-t-il, adopter une disposition visant le cas où la requête à fin d'intervention n'a pas été contestée par les Parties, car, dans ce cas, il est bien probable que l'intervention sera admise plus tard par la Cour. Dès lors, on pourrait permettre au Président, sous réserve de toute décision que prendrait ultérieurement la Cour, d'accorder à l'État requérant la faculté de présenter un mémoire sur le fond, et aux Parties la faculté de répondre à ce mémoire, car cela ne retarderait pas la procédure ; au moment où la Cour se réunira pour se prononcer sur la requête à fin d'intervention, l'échange des mémoires se sera déjà produit entre les Parties, et

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

TWENTY-SIXTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Saturday, July 24th, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

99. — **Rules, Article 58** (*concluded*).

The PRESIDENT recalled that the Court had decided to postpone its vote on Article 58 until the present meeting.

M. Anzilotti and the President had collaborated in the drafting of a new text which, however, should be added to Article 59 rather than to Article 58. It would constitute a fourth paragraph to be appended to Article 59 as adopted at the last meeting.

M. ANZILOTTI explained the new proposal. He reminded the Court that in the President's original proposal in regard to Article 58 appeared the words : "The same shall apply to any Case, etc. which may be filed by the intervenor when permission to intervene has been granted."

The question now was to ensure that this Case was filed within the times fixed for the written proceedings. But if the Court were not assembled, permission to intervene could only be given later, because the Court itself had to take a decision on an application to intervene. In regard to this point, the Court might perhaps adopt a rule governing the case where the application for permission to intervene was not disputed by the Parties, for in that case it was very probable that intervention would subsequently be allowed by the Court. The President therefore might be authorized, subject to any subsequent decision taken by the Court, to grant the applicant State the right to submit a Case on the merits and, to the Parties, the right to reply to this Case, for that would not delay the proceedings. When the Court met to decide in regard to the application to intervene, the exchange of Cases, etc.,

il ne sera pas nécessaire de donner à l'intervenant un nouveau délai pour présenter un mémoire.

La proposition que M. Anzilotti avait faite à la séance précédente ne saurait être acceptée, car elle ne tient pas compte du fait que la Cour, bien que permanente, n'est pas toujours en session. Il peut arriver que l'État requérant ait fait tout ce qui dépendait de lui pour présenter sa requête en temps utile de façon à pouvoir prendre part à la procédure écrite, mais qu'elle n'ait été admise qu'à la fin de cette procédure, la Cour n'ayant pas siégé entre temps.

C'est pourquoi, sous réserve de rédaction, le Président et M. Anzilotti formulent la proposition suivante :

« Au cas où la requête n'est pas contestée par les Parties, le Président, si la Cour ne siège pas et sous réserve de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre quant à l'admission de la requête, peut fixer, à la demande de l'État qui présente la requête, des délais dans lesquels cet État est autorisé à déposer un mémoire sur le fond, et les Parties peuvent répondre par des contre-mémoires. Ces délais ne peuvent toutefois s'étendre au delà du commencement de la session au rôle de laquelle l'affaire est inscrite. »

M. Anzilotti ajoute qu'il ne serait peut-être pas impossible d'étendre également cette disposition au cas où il y a contestation sur l'admissibilité de la requête à fin d'intervention.

Le PRÉSIDENT fait observer que si la requête n'est présentée que tout à la fin de la procédure écrite, c'est que l'on renonce au dépôt d'un mémoire. Mais si la requête est présentée en temps utile, il est possible, au cours même de la procédure écrite, d'intercaler une sorte de procédure écrite pour l'intervenant. Le but de la proposition soumise à la Cour est de donner corps à cette idée dans le cadre de l'article 58 du Règlement.

La décision de la Cour sur l'admission d'une requête à fin d'intervention est une question qui se rattache incidemment au procès sur le fond, et il est douteux que la Cour puisse trancher ce point incident par exemple lors d'une session extraordinaire convoquée pour une autre affaire. La décision sur l'admission de l'intervention ne peut probablement avoir lieu qu'au début de la session où l'affaire principale est traitée ; pour éviter des délais trop longs, il convient, dès lors, de rechercher les moyens permettant à la procédure écrite, en ce qui concerne les intervenants, de se dérouler, si possible, avant le commencement de la procédure orale sur le fond de l'affaire.

M. DE BUSTAMANTE demande un éclaircissement sur le point suivant :

Selon la proposition soumise, l'intervenant n'assume-t-il pas toujours le rôle de demandeur, un nouveau

would have already taken place between the Parties and it would not be necessary to grant the intervenor further time to submit a Case.

The proposal made by M. Anzilotti at the last meeting could not be accepted, because it did not take into account the fact that the Court, though permanent, was not always in session. It might happen that the applicant State had done all in its power to submit its application in sufficient time to take part in the written proceedings, but that its application was not granted until the termination of those proceedings, because the Court had not met in the meantime.

For this reason, subject to amendments of drafting, the President and M. Anzilotti submitted the following proposal :

"Should the application not be disputed by the Parties, the President, should the Court not be sitting, and subject to any subsequent decision which the Court may take as regards the granting of the application, may, at the request of the State submitting the application, fix times within which that State shall be permitted to file a Case on the merits and the Parties may reply thereto by Counter-Cases. These times, however, may not extend beyond the beginning of the session on the list for which the suit is included."

M. Anzilotti added that it would perhaps not be impossible to extend this rule so as also to cover the case in which there was a dispute as to the admissibility of the request for permission to intervene.

The PRESIDENT pointed out that if an application were submitted only at the very end of the written proceedings, that amounted to giving up the right to file a Case. But if the application were submitted sufficiently early, it would be possible, during the written proceedings themselves, to arrange a kind of written procedure for the intervenor. The object of the proposed amendment submitted to the Court was to embody this idea in Article 58 of the Rules.

The Court's decision as to the granting of an application to intervene was a matter incidental to the proceedings on the merits, and it was doubtful whether the Court could deal with such an incidental point, for instance, at an extraordinary session summoned for another case. The decision as to the granting of permission to intervene probably could not be given until the beginning of the session at which the principal suit was taken. In order to avoid unduly long times, therefore, they should seek some means of arranging that the written proceedings, in so far as intervenors were concerned, should take place, if possible, before the beginning of the oral proceedings on the merits of the suit.

M. DE BUSTAMANTE asked for an explanation on the following point :

According to the proposal submitted, did not the intervenor always assume the rôle of Applicant, since a

litige avec mémoire de la part de l'intervenant et des contre-mémoires des autres Parties en qualité de défendeurs venant se greffer sur le litige principal ?

Le PRÉSIDENT ne croit pas qu'aux termes du texte proposé, l'intervenant soit toujours demandeur, sauf dans la procédure purement préliminaire sur l'admissibilité de la requête. La proposition actuelle établit une distinction nette entre cette procédure et le fond de l'affaire, où l'intervenant peut se trouver lié à l'une des Parties primitives, demandeur ou défendeur, mais peut aussi soutenir une thèse indépendante.

M. ANZILOTTI précise que, si l'intervenant ne fait que se ranger aux côtés du défendeur, il ne demandera pas à présenter un mémoire ; or, le texte dit : « à la demande de l'État ». Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un droit pour l'intervenant, mais d'une faculté pour la Cour.

M. le Président LODER désire également obtenir un renseignement : si l'intervenant arrive au moment où les pièces de la procédure écrite ont été échangées, et s'il apporte des affirmations, portant sur le fond, auxquelles les Parties primitives désirent répondre, ces Parties n'ont-elles pas le droit de ce faire ?

M. ANZILOTTI, en réponse, donne lecture de la phrase suivante de la proposition : « peut fixer. . . des délais dans lesquels cet État est autorisé à déposer un mémoire sur le fond, et les Parties peuvent répondre par des contre-mémoires ».

M. le Président LODER est d'accord, pourvu qu'il soit bien entendu que les Parties peuvent aussi répondre sur le fond.

Le GREFFIER, avec l'autorisation du Président, attire l'attention sur une difficulté d'exécution pratique. Si un procès a été institué, et si le Président, aux termes de l'addition proposée à l'article 59, fixe les délais pour l'intervenant en vue de la session ordinaire de juin, qu'arrive-t-il si, entre temps, une session extraordinaire est convoquée, et que la Cour, aux termes de l'article 28 du Règlement, inscrive le procès en question au rôle de cette session, dont l'ouverture est antérieure à l'expiration des délais fixés par le Président ?

Le PRÉSIDENT rappelle qu'il avait envisagé cette situation dans sa proposition primitive, où se trouvaient les mots : « toute requête. . . est communiquée au Greffier au plus tard dans le dernier délai fixé aux Parties pour la procédure écrite ». Mais il pense que, même sous le régime du nouveau texte, les deux choses peuvent très bien se concilier. Le Président doit autant que possible se tenir aux délais pour la procédure écrite sur le fond. Mais la nouvelle rédaction permet aussi d'intercaler une procédure écrite pour l'intervenant entre la procédure écrite principale et le commencement de la procédure

new suit including a Case submitted by the intervenor and Counter-Cases submitted by the other Parties in the capacity of Respondent, was appended to the principal suit ?

The PRESIDENT did not think that, according to the terms of the proposed clause, the intervenor would always be the Applicant except as regards the purely preliminary proceedings concerning the admissibility of his application. The present proposal made a clear distinction between those proceedings and the proceedings on the merits of the case in which the intervenor might be joined to one of the original Parties, Applicant or Respondent, but might also maintain an independent standpoint.

M. ANZILOTTI explained that if the intervenor merely joined himself to the Respondent, he would not ask to be allowed to submit a Case ; and the amendment said : "at the request of the State". It was not moreover a question of a right on the part of the intervenor, but of an option on the part of the Court.

President LODER also wished for information on one point. If the intervenor appeared at a time when the documents of the written proceedings had been exchanged, and if he made statements in regard to the merits of the suit, to which the original Parties wished to reply, would not those Parties have the right to do so ?

M. ANZILOTTI, in reply, read the following sentence of the proposal : "may. . . fix times within which that State shall be permitted to file a Case on the merits and the Parties may reply thereto by Counter-Cases".

President LODER agreed, provided that it was quite understood that the Parties might also reply upon the merits.

The REGISTRAR, with the permission of the President, drew attention to a practical difficulty. If proceedings had been instituted and if the President, under the terms of the proposed addition to Article 59, fixed the times for the intervenor with a view to the ordinary session in June, what would happen if, in the meantime, an extraordinary session was summoned and the Court, under Article 28 of the Rules, entered the suit in question upon its list for that session, the opening of which was previous to the expiration of the times fixed by the President ?

The PRESIDENT recalled that he had taken that situation into account in his original proposal in which appeared the words : "any application. . . must be indicated to the Registrar at latest before the expiration of the last time-limit fixed for the Parties in the written proceedings". He thought, however, that, even under the terms of the new proposal, the two things might very well be reconciled. The President should, as far as possible, adhere to the times for the written proceedings on the merits. But the new draft would enable him also to introduce a written procedure for the inter-

orale. Cela, le Président ne le fera qu'au cas où il y aurait encore une marge suffisante pour que la procédure écrite motivée par l'intervention fût certainement terminée avant le début de la procédure orale.

Lord FINLAY demande ce qui arrivera si la requête à fin d'intervention est contestée.

Le PRÉSIDENT répond que, dans ce cas, il faut réserver la décision pour le moment où la Cour sera réunie. En effet, pareille contestation pouvant avoir une importance aussi grande qu'une exception d'incompétence, il semble impossible d'inviter les Parties qui contestent l'intervention à répondre, même à titre conditionnel, par des contre-mémoires, aussi longtemps que la contestation n'aura pas été écartée par la Cour. S'il se présente une question vraiment urgente et d'une importance particulière, la Cour peut toujours être convoquée en session extraordinaire. En règle générale, cependant, il faut attendre le commencement de la session où l'affaire doit être traitée quant au fond.

Lord FINLAY estime que l'alinéa, sous sa forme nouvelle, ne s'applique qu'au cas où il n'y a pas contestation, et, par suite, qu'il serait utile d'ajouter une phrase prévoyant le cas de contestation.

M. ANZILOTTI explique que, lorsqu'il y a contestation, on peut toujours invoquer l'article 62 du Statut qui dit : « . . . Un État . . . peut adresser à la Cour une requête à fin d'intervention. La Cour décide. »

Le PRÉSIDENT signale que l'expression qui se trouve à la fin de la proposition : « . . . est inscrite » n'est pas tout à fait correcte. Le rôle n'étant préparé qu'immédiatement avant l'ouverture de la session, on devrait dire : « . . . sera inscrite ».

Pour le cas où la requête est contestée, on pourrait dire, par exemple, que « l'affaire est renvoyée jusqu'au moment où la Cour décide sur la requête ».

M. MOORE considère le cas où il y a contestation comme le plus important des deux. Il ajoute que l'article 59 du Règlement vise une matière tout à fait différente de celle que règle l'article 63 du Statut.

Lord FINLAY estime que le paragraphe proposé demeure incomplet, tant qu'il ne prévoit rien pour le cas où l'intervention est contestée. On pourrait dire par exemple : « Si l'intervention est contestée, la Cour se prononcera conformément à l'article 62 du Statut », pour indiquer ensuite ce qui arrivera en cas d'absence de contestation.

Le PRÉSIDENT ne s'oppose nullement à une modification de ce genre.

venor between the principal written proceedings and the beginning of the oral proceedings. But that the President would not do unless there was still a sufficient margin to be certain that the written proceedings for the intervenor would be concluded before the beginning of the oral proceedings.

Lord FINLAY asked what would happen if the application to intervene were disputed.

The PRESIDENT replied that, in that case, the decision must be left until the Court met because, as an objection of that kind might be just as important as an objection to the jurisdiction, it seemed impossible to call upon the Parties objecting to intervention, to reply, even conditionally, by Counter-Cases, until their objection had been overruled by the Court. If a very important and particularly urgent question arose, the Court could always be summoned to meet in extraordinary session. As a general rule, however, they would have to wait for the beginning of the session at which the merits of the suit were to be taken.

Lord FINLAY thought that the paragraph in its new form only applied to a case in which there was no objection and that therefore it would be well to add a sentence providing for a case in which there was an objection.

M. ANZILOTTI explained that, when there was an objection, it would always be possible to cite Article 62 of the Statute which said : « . . . a State . . . may submit a request to the Court to be permitted to intervene as a third Party. It will be for the Court to decide upon this request. »

The PRESIDENT pointed out that the expression used at the end of the proposal : « . . . is included » was not quite correct. The list was not prepared until immediately before the opening of the session. Therefore, they should say : « shall be included ».

As regards a case in which the application was objected to they might say, for instance, that « the suit shall be postponed until the Court shall have given its decision upon the application ».

Mr. MOORE thought that the case in which an application was contested was the more important of the two. He added that Article 59 of the Rules dealt with a matter entirely different from that governed by Article 63 of the Statute.

Lord FINLAY thought that the proposed paragraph would be incomplete if it made no provision for a case in which intervention was contested. They might say, for instance : « If the Case is contested, the Court will decide in accordance with Article 62 of the Statute », and then indicate what would happen if there were no objection.

The PRESIDENT had no objection to a modification of this kind.

M. MOORE fait observer que le texte du troisième alinéa, adopté à la séance précédente, vise justement le cas où il y a contestation ; le nouveau texte s'y ajouterait donc très naturellement.

Le PRÉSIDENT rappelle que la proposition consiste précisément à ajouter le nouveau texte à l'article 59 tel qu'il a été adopté. Il est entendu que l'on introduira encore une phrase disant qu'en cas de contestation, la Cour, aux termes du paragraphe 2 de l'article 62 du Statut, décide.

(La proposition, mise aux voix, est adoptée, sous réserve de rédaction, par dix voix contre une (M. de Bustamante).)

Le PRÉSIDENT constate que, — l'article 58 du Règlement ayant été réservé seulement pour permettre de trouver une formule qui exprime l'idée maintenant insérée au dernier paragraphe de l'article 59, — l'article 58 du Règlement est maintenu dans sa rédaction actuelle.

100. — Règlement, article 60.

Le PRÉSIDENT, pour l'article 60 du Règlement, signale le texte rédigé par le Greffier à la page 83 (Distr. 794)¹ :

« Lesdites observations sont communiquées aux Parties et peuvent être débattues par elles ; la Cour peut autoriser l'État intervenant à répondre. »

Il rappelle que, dans sa séance précédente, la Cour a décidé de substituer le texte proposé par lui à l'article 60 tout entier, sauf le dernier alinéa. Il propose maintenant à la Cour d'adopter comme dernier alinéa le texte établi par le Greffier. Il relève encore qu'une disposition analogue à la phrase citée a déjà été adoptée comme alinéa 3 de l'article 59.

(Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

101. — Règlement, article 61.

M. PESSÔA retire l'amendement qu'il avait proposé à cet article².

M. DE BUSTAMANTE retire également ses observations au sujet de l'article³.

Le PRÉSIDENT se demande s'il n'y aurait pas lieu, à côté de la renonciation à toute la procédure, de prévoir également la suspension de la procédure. Comme le Règlement parle d'un accord sur le fond, d'un accord en vue de l'abandon de la procédure, il devrait naturellement parler aussi d'un accord au sujet d'une suspension.

M. ANZILOTTI croit que la Cour peut toujours accorder une suspension de la procédure, à la requête des Parties. Néanmoins, il y aura peut-être quelque utilité à le dire

Mr. MOORE pointed out that the text of the third paragraph adopted at the previous meeting was intended precisely to cover a case in which intervention was contested ; the new text therefore followed quite naturally.

The PRESIDENT recalled that the proposal consisted precisely in the addition of the new text to Article 59 as already adopted. It was understood that yet another sentence would be inserted to the effect that, in the event of opposition, the Court would decide under the terms of paragraph 2 of Article 62 of the Statute.

(The proposal, on being put to the vote, was adopted, subject to modifications of drafting, by 10 votes to 1 (M. de Bustamante).)

The PRESIDENT pointed out that, as Article 58 of the Rules had been reserved simply to enable a formula to be found conveying the idea now inserted in the last paragraph of Article 59, Article 58 of the Rules was maintained in its present form.

100. — Rules, Article 60.

The PRESIDENT, with regard to Article 60 of the Rules, drew attention to the draft prepared by the Registrar on page 83 (Distr. 794)¹ :

"Such observations shall be communicated to the Parties who may comment thereon in Court ; the Court may authorize the intervening State to reply."

He reminded the Court that at the preceding meeting, it had decided to substitute the proposal that he had made for the whole of Article 60 except the last paragraph. He proposed now that the Court should adopt as the last paragraph the draft prepared by the Registrar. He also pointed out that a provision analogous to the one in question had already been adopted as paragraph 3 of Article 59.

(This proposal, on being put to the vote, was unanimously adopted.)

101. — Rules, Article 61.

M. PESSÔA withdrew the amendment which he had proposed in regard to this article².

M. DE BUSTAMANTE also withdrew his observations concerning this article³.

The PRESIDENT wondered whether it would not be well, in addition to providing for the complete breaking off of proceedings, also to make provision for the suspension of proceedings. As the Rules spoke of an agreement upon the merits and of an agreement with a view to the breaking off of proceedings, they should also mention an agreement to suspend proceedings.

M. ANZILOTTI thought that the Court could always authorize a suspension of proceedings at the request of Parties. Nevertheless, it might perhaps be well

¹ Voir p. 312.

² " " 271.

³ " " 262.

¹ See p. 312.

² " " 271.

³ " " 262.

expressément, afin d'éviter tout malentendu. D'ailleurs, l'article, d'une façon générale, n'exprime pas la pensée exacte de la Cour, car on a voulu avant tout rendre possible le jugement d'accord.

M. MOORE fait ressortir la différence qui existe entre la matière traitée respectivement par les articles 61 et 62.

M. le Président LODER croit se souvenir qu'en Angleterre, lorsque les Parties ont conclu un accord, le juge rend son arrêt conformément à cet accord ; on obtient, ainsi, en dépit de l'accord, un jugement exécutoire.

Le PRÉSIDENT rappelle que, selon le système de la Société des Nations, un jugement comporte des obligations plus grandes qu'un simple accord ou traité.

M. WEISS suggère la rédaction suivante : « La Cour homologue, par un arrêt, l'accord intervenu. »

Lord FINLAY confirme l'impression de M. Loder, mais ajoute que, même si, dans les cas ordinaires, le tribunal rend son jugement conformément à l'accord des Parties, il arrive aussi qu'il désire, au préalable, faire une enquête sur les circonstances qui ont amené cet accord.

M. ANZILOTTI estime qu'il serait utile de mentionner dans le Règlement le jugement d'accord. Lors de la première Assemblée de la Société des Nations, on a même voulu expressément introduire le jugement d'accord dans le Statut, au moyen de la dernière disposition de l'article 38 ; il est vrai que cette disposition peut être interprétée différemment.

Un cas différent est celui qu'a visé jusqu'à présent l'article 61 du Règlement, et où les États se bornent à dire à la Cour : « Nous ne voulons pas que la Cour décide, parce que nous sommes tombés d'accord pour régler la question directement entre nous. »

De l'avis de M. Anzilotti, la formule actuelle de l'article 61 devrait être élargie de manière à comprendre les deux cas.

Si, lors de la session préliminaire, une disposition mettant de côté le jugement d'accord a été adoptée, c'est à la suite d'une observation de M. Beichmann qui ne paraît cependant pas fondée. M. Beichmann a dit, en effet, que la véritable raison d'être d'un jugement d'accord est d'obtenir un jugement exécutoire ; les jugements de la Cour n'étant pas exécutoires, le jugement d'accord rendu par elle ne possède pas cette raison d'être. Cependant, dit M. Anzilotti, un jugement exerce dans tous les cas des effets très différents de ceux d'un simple accord des Parties.

Lord FINLAY trouve clair et complet le texte actuel de l'article. Il est vrai que le cas du jugement d'accord et celui de l'accord pour retirer l'affaire sont théoriquement distincts. Lord Finlay se demande cependant si, dans la pratique, ils ne reviennent pas au même.

expressly to say so in order to prevent any misunderstanding. Moreover, the article generally speaking, did not convey the Court's exact idea, because its principal intention had been to make possible judgment by consent.

Mr. MOORE pointed out that Articles 61 and 62 dealt with quite different matters.

President LODER thought he remembered that in England, when Parties had come to an agreement, the judge gave judgment in accordance with that agreement. Thus there was, in spite of the agreement, an executory judgment.

The PRESIDENT recalled that, under the system of the League of Nations, a judgment involved obligations greater than a mere agreement or treaty.

M. WEISS suggested the following wording : "The Court shall confirm the agreement concluded by means of a judgment."

Lord FINLAY confirmed what M. Loder had said but added that, although in ordinary cases the Court would give judgment under the terms of the agreement, it might happen that it would wish to enquire beforehand into the circumstances which led to the agreement.

M. ANZILOTTI thought that it would certainly be well to mention in the Rules judgment by consent. At the First Assembly of the League of Nations, it had even been desired expressly to introduce judgment by consent into the Statute by means of the last clause of Article 38 ; it was true that that clause was capable of a different interpretation.

A different case was that hitherto contemplated by Article 61 of the Rules, in which States simply said to the Court : "We do not want the Court to give judgment because we have agreed to settle the question directly between us."

In M. Anzilotti's opinion, the present wording of Article 61 should be made broader so as to cover both cases.

The fact that, at the preliminary session, a clause leaving aside the question of judgment by consent had been adopted, was due to an observation by M. Beichmann which did not appear, however, to be sound. M. Beichmann had said that the principal object of a judgment by consent was to have an executory judgment. As the Court's judgments were not executory, a judgment by consent given by the Court had not that justification. Nevertheless, said M. Anzilotti, a judgment at all events had effects very different from those of a mere agreement between the Parties.

Lord FINLAY thought that the present text of the article was clear and complete. It was true that the case of judgment by consent and that of an agreement to withdraw a suit were theoretically distinct, but Lord Finlay wondered whether in practice they would not come to the same thing.

M. ANZILOTTI ne croit pas que le texte actuel suffise, car il n'y est pas dit que l'accord des Parties doit être incorporé par la Cour dans un jugement.

M. le Président LODER estime qu'il faut rédiger l'article actuel de manière à y faire rentrer les deux cas.

M. DE BUSTAMANTE, au contraire, préférerait laisser l'article tel qu'il est actuellement rédigé et permettre à la Cour, en ce qui concerne les jugements d'accord, de décider dans chaque cas d'espèce.

Si, en effet, le litige porte sur l'interprétation d'une convention générale, et si les Parties au litige se mettent d'accord sur une interprétation en ce qui les concerne, la Cour ne saurait, en incorporant cet accord dans un arrêt, donner à l'interprétation dont il s'agit la force de la chose jugée, car cette interprétation peut être contraire à la volonté et à l'intention de toutes les autres Parties à la convention.

En effet, l'accord des Parties en litige ne se fait pas sur une base juridique, mais sur la base de considérations politiques, diplomatiques, économiques, tandis que la Cour doit juger au point de vue du droit.

D'ailleurs, si les Parties ont conclu un accord devant la Cour, que fera la Cour en attendant les ratifications de cet accord ?

M. MOORE fait remarquer qu'afin d'exprimer l'idée qui avait été émise, le premier paragraphe pourrait être complété par l'addition suivante: «la Cour peut, si elle le juge désirable, incorporer dans un arrêt l'accord des Parties».

Lord FINLAY signale le cas où l'accord même prévoit un jugement d'accord. Le premier alinéa de l'article 61, sous sa forme actuelle, ne couvre-t-il pas ce cas, en disant que la Cour donne acte de l'accord intervenu ?

Le GREFFIER, à la demande du Président, explique la genèse de l'article 61. Au cours de la session préliminaire, la question des jugements d'accord s'est greffée, incidemment, sur une discussion qui portait sur la faculté, pour les Parties, de retirer éventuellement une affaire par leur accord. Plusieurs membres ayant, à ce propos, rappelé qu'en rédigeant l'article 38 du Statut, qui parle des jugements *ex aequo et bono*, l'Assemblée avait eu en vue l'introduction du jugement d'accord, on a discuté sur la manière dont ce jugement pourrait être introduit dans le Règlement.

C'est alors que se produisit l'intervention de M. Beichmann, rappelée par M. Anzilotti, et qui aboutit à l'adoption par la Cour de l'opinion suivant laquelle les jugements d'accord étaient pour elle sans aucune valeur. Mais, plus tard, la question ayant été de nouveau soulevée, M. Anzilotti proposa, à l'article qui est actuellement l'article 61, l'insertion d'un nouvel alinéa, ainsi conçu :

M. ANZILOTTI did not think that the present text was sufficient because it was not said that an agreement between the Parties must be recorded by the Court in a judgment.

President LODER thought that the present article should be so worded as to include both cases.

M. DE BUSTAMANTE, on the contrary, would prefer to leave the article as it was, and to allow the Court, as regards judgment by consent, to take a decision in each case as it arose.

For, if a suit referred to an interpretation of a general convention, and if the Parties to the dispute agreed upon an interpretation in so far as they were concerned, the Court could not, by incorporating that agreement in a judgment, give to the interpretation in question the force of *res judicata*, because that interpretation might be contrary to the wishes and intentions of all the other Parties to the convention.

For an agreement between the Parties to a dispute was not entered into on a legal basis, but on the basis of political, diplomatic and economic considerations, whereas the Court must give judgment from the standpoint of law.

Moreover, if the Parties concluded an agreement in Court, what would the Court do pending ratification of that agreement ?

Mr. MOORE remarked that, in order to express the idea which had been suggested, the first paragraph might be completed by adding, for instance, that "the Court may, if it finds it proper to do so, embody the terms of the agreement in a judgment".

Lord FINLAY asked what would happen supposing one of the terms of the agreement was that judgment should be entered by consent. Did not the first paragraph of Article 61, in its present form, cover that case by saying that the Court would officially place the agreement on record ?

The REGISTRAR, at the request of the President, explained the origin of Article 61. At the preliminary session the question of judgments by consent was discussed incidentally, in connection with the discussion on the question whether the Parties had the right to withdraw a suit by consent. Several members having in this connection recalled that in drafting Article 38 of the Statute, which mentioned judgments *ex aequo et bono*, the Assembly had had in view the introduction of judgment by consent, a discussion had taken place as to the manner in which it might be introduced into the Rules.

At that point, M. Beichmann had made the observations alluded to by M. Anzilotti, which had led to the adoption by the Court of the opinion that judgments by consent were of no value in so far as it was concerned. Later, however, the question having once more been raised, M. Anzilotti had proposed the insertion in the article which now constituted Article 61 of a new paragraph worded as follows :

« Les dispositions du présent article ne préjugent pas de la faculté pour la Cour d'adopter par un arrêt les conclusions conformes des Parties. »

En expliquant sa proposition, M. Anzilotti fit valoir que le texte de l'article n'excluait pas la possibilité d'un jugement d'accord. Cependant, MM. Beichmann et Weiss exprimèrent la crainte que la pratique des jugements d'accord ne nuisît à l'autorité de la jurisprudence de la Cour, en obligeant la Cour à couvrir de son autorité des accords dont le contenu n'était peut-être pas à tout point de vue juridiquement exact.

Lord Finlay, lui aussi, jugeait préférable que la Cour se bornât à prendre acte de l'accord des Parties. « Si l'on veut établir la pratique des jugements d'accord », dit-il, « il faut que cette pratique devienne la règle générale afin qu'il soit bien clair que, dans ces cas, la Cour n'a fait que consacrer par un jugement l'accord des Parties, sans être intervenue dans le fond de l'affaire. »

Mise aux voix, la proposition de M. Anzilotti fut rejetée par 9 voix contre 3.

A cet exposé, le Greffier ajoute que, dans l'affaire germano-polonaise, la Cour a eu à discuter l'interprétation de l'article 61 du Règlement, à propos de la demande, émanant du Gouvernement allemand et tendant à la jonction des deux requêtes qu'il avait présentées ; le Gouvernement polonais avait fait savoir qu'il consentait à ce que cette jonction fût opérée. La Cour a pris alors une « décision » se fondant sur l'accord intervenu, mais elle a évité de dire qu'il s'agissait d'un jugement d'accord. Cette question a été réservée par elle pour le moment où elle discuterait la revision du Règlement.

M. ANZILOTTI demande si, comme il le pense, c'est la Cour qui décide elle-même si elle croit pouvoir ou non faire droit à la demande des Parties tendant à obtenir un jugement d'accord. Si tel est le cas, le danger signalé par M. de Bustamante n'existe pas.

Lord FINLAY, d'accord avec M. Anzilotti, estime que le rôle de la Cour ne saurait être réduit à l'enregistrement pur et simple de l'accord des Parties ; il lui appartient toujours de dire si cet accord la satisfait ou non.

Lord Finlay se demande cependant s'il est désirable d'introduire une règle à propos d'un sujet qui peut donner lieu à de nouveaux débats. L'article 61 actuel paraît jusqu'ici avoir donné satisfaction.

M. DE BUSTAMANTE estime que la solution intermédiaire, proposée par M. Anzilotti, est la moins recommandable, car, en l'appliquant, la Cour rendrait un jugement, non sur la question de fond, mais sur l'accord. Or, la Cour n'a pas à juger si un accord, établi conformément aux intérêts des Parties, est ou non conforme au droit. La Cour doit se borner à « donner acte » de l'accord, ainsi que le dit le texte actuel, qui doit être maintenu.

“The provisions of the present article shall not prejudice the Court's right to confirm the conclusions agreed upon by the Parties in a judgment.”

In explaining this proposal, M. Anzilotti had pointed out that the wording of the article did not exclude the possibility of judgment by consent. MM. Beichmann and Weiss, however, had expressed a fear that the practice of judgments by consent might detract from the authority of the Court's jurisprudence, by compelling the Court to invest with its authority agreements which were not perhaps in all respects legally correct.

Lord Finlay had also thought that it would be better for the Court to confine itself to recording agreements. He had said : “If, however, it were desired to establish the practice of confirming agreements by a judgment, this practice must be made a general rule in order to avoid creating an impression that the Court, when pronouncing judgment recording the conclusion of an agreement, was exercising its discretion.”

On being put to the vote, M. Anzilotti's proposal had been rejected by nine votes to three.

To this explanation, the Registrar added that in the Germano-Polish case, the Court had had to discuss the interpretation of Article 61 of the Rules in connection with the request made by the German Government for the joinder of the two applications which it had submitted. The Polish Government had said that it agreed to this joinder. The Court had then taken a “decision” based on the agreement concluded, but it had avoided saying that it was a judgment by consent. It had reserved that question until the time came for the discussion of the revision of Rules.

M. ANZILOTTI asked whether, as he thought, it was the Court which would decide whether it could or could not grant a request by the Parties for a judgment by consent. If such were the case, the danger alluded to by M. de Bustamante did not exist.

Lord FINLAY agreed with M. Anzilotti and thought that the Court could never allow itself to be in the position of being bound simply to register the agreement of the Parties. It always rested with the Court to say whether it was satisfied with that agreement or not.

Lord Finlay wondered, however, whether it was desirable to introduce a rule in regard to a subject which might lead to further discussion. Article 61, as it stood, seemed to have given satisfaction hitherto.

M. DE BUSTAMANTE thought that the intermediate solution proposed by M. Anzilotti was the least to be recommended because, in applying it, the Court would give judgment not on the merits but on the agreement. But the Court had not to decide whether an agreement concluded in accordance with the interests of the Parties was or was not in accordance with the law. The Court must confine itself to “recording” the agreement as was said by the present text, which should be retained.

Le PRÉSIDENT partage aussi ce point de vue. Il a toujours compris l'article 61 comme imposant à la Cour une simple formalité.

M. MOORE rappelle que, lors de la session préliminaire, les termes de l'article 61, dans sa rédaction actuelle, avaient été choisis de façon à éliminer l'idée d'un jugement d'accord.

Lord FINLAY fait remarquer que ce texte laisse à la Cour la possibilité de faire ou non droit à une demande des Parties tendant à obtenir un jugement d'accord.

Le PRÉSIDENT observe que la volonté des auteurs du Statut était sans doute de rendre possible le jugement d'accord, et que, dès lors, la Cour ne saurait l'écarter. On pourrait, semble-t-il, dire : « La Cour donne acte de l'accord intervenu ; à la demande des Parties, cet accord est homologué sous forme d'arrêt. »

M. WEISS fait remarquer que, contrairement à ce qui vient d'être dit, il ne croit pas que l'article 38 du Statut, qui termine en disant : « La présente disposition ne porte pas atteinte à la faculté pour la Cour, si les Parties sont d'accord, de statuer *ex æquo et bono* », puisse contenir l'idée du jugement d'accord. Car l'accord des Parties visé par l'article ne porte pas sur le fond du litige, mais uniquement sur la loi applicable.

Le PRÉSIDENT reconnaît que le principe du jugement d'accord ne ressort pas du texte. Mais les discussions de la commission qui a préparé le Statut le rendent clair.

Lord FINLAY pense qu'en tout cas on n'a pas voulu imposer obligatoirement à la Cour d'homologuer par arrêt l'accord des Parties. On a simplement voulu lui conférer cette faculté.

(Le PRÉSIDENT constate, avec le consentement de M. Pessôa et de M. de Bustamante, que la Cour est d'accord pour maintenir l'article 61 du Règlement tel qu'il est actuellement rédigé.)

102. — Règlement, article 62.

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur le texte du Greffier (Distr. 794, pp. 83 et 84)¹ destiné à résumer les expériences et les décisions antérieures de la Cour au sujet de l'article 62. Il mentionne, d'autre part, la proposition de M. Pessôa² tendant à insérer, avant les mots « l'arrêt comprend », l'alinéa suivant :

« L'arrêt sera rédigé par un Comité de trois juges ou, si la Cour le préfère, par un rapporteur désigné au scrutin secret. Le Président fera d'office partie du Comité de rédaction. Le Greffier en sera le secrétaire. »

¹ Voir pp. 312-313.

² » p. 271.

The PRESIDENT also shared this view. He had always regarded Article 61 as imposing on the Court a mere formality.

Mr. MOORE recalled that, at the preliminary session, the present language of Article 61 had been designed to exclude the idea that the Court was entering a judgment.

Lord FINLAY pointed out that this text left it open to the Court to grant or not to grant a request by the Parties for a judgment by consent.

The PRESIDENT observed that the intention of the authors of the Statute had undoubtedly been to render possible judgment by consent, and that therefore the Court could not set it aside. It might perhaps say : "The Court shall record the conclusion of the agreement ; at the request of the Parties, such agreement shall be confirmed in the form of a judgment."

M. WEISS pointed out that, contrary to what had just been said, he did not think that Article 38 of the Statute, which concluded as follows : "This provision shall not prejudice the power of the Court to decide the case *ex æquo et bono*, if the Parties agree thereto", could cover the notion of a judgment by consent, because the agreement between the Parties contemplated in the article did not relate to the merits of the dispute, but simply to the law applicable.

The PRESIDENT recognized that the principle of judgment by consent did not appear from the language of the article. But the discussions in the Committee, which had prepared the Statute, made it clear.

Lord FINLAY thought that at all events it had not been intended to compel the Court to confirm, by a judgment, an agreement between the Parties. It had simply been intended to give the Court power to do so.

(The PRESIDENT noted, with the consent of MM. Pessôa and de Bustamante, that the Court was agreed to maintain Article 61 of the Rules in its present form.)

102. — Rules, Article 62.

The PRESIDENT drew attention to the draft prepared by the Registrar (Distr. 794, pp. 83 and 84)¹ which was intended to summarize the Court's previous experience and decisions in regard to Article 62. He also mentioned M. Pessôa's proposal² for the insertion, before the words "The judgment shall contain", of the following paragraph :

"The judgment shall be drafted by a Committee of three judges or, should the Court prefer, by a rapporteur appointed by secret ballot. The President shall *ex officio* be a member of the Drafting Committee. The Registrar shall act as secretary to it."

¹ See pp. 312-313.

² » p. 271.

M. PESSÔA souligne qu'il s'agit simplement d'insérer dans le Règlement une décision déjà prise par la Cour.

M. WEISS se demande s'il n'y a pas quelque danger pour la Cour à se lier à la formule proposée par M. Pessôa. Il peut se faire que, dans un cas déterminé, la Cour préfère procéder à une division du travail qui nécessite un plus grand nombre de rédacteurs. Elle doit pouvoir décider selon les cas d'espèce.

M. le Président LODER est d'accord avec M. Weiss. La Cour n'a probablement pas encore dit son dernier mot au sujet de sa méthode de travail ; et, si elle avait plusieurs affaires à juger en même temps, il lui serait indispensable de la changer.

M. PESSÔA retire sa proposition.

Le GREFFIER, invité par le Président à expliquer le texte qu'il a rédigé, déclare que ce texte lui semble déjà périmé, en ce sens que la pratique, instituée par la Cour lors de l'affaire du *Wimbledon*, — et que le texte visait à consacrer, — a été, dans l'affaire germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, soit modifiée, soit réduite au rôle d'une décision d'espèce.

Le PRÉSIDENT constate que la Cour peut donc abandonner ce point. En revanche, elle doit aborder le dernier alinéa, ainsi conçu :

« Les juges dissidents peuvent, s'ils le désirent, joindre à l'arrêt soit l'exposé de leur opinion individuelle, soit la constatation de leur dissentiment. »

Le GREFFIER explique que ce texte est conforme à une décision prise par la Cour dans une affaire où trois juges avaient exprimé le désir de faire mentionner à la fin de l'arrêt qu'ils n'étaient pas d'accord, mais sans ajouter leurs motifs. La Cour, après discussion, a décidé alors que les juges avaient toute liberté d'ajouter, soit un exposé complet de leur opinion dissidente, soit la simple mention du fait qu'ils n'étaient pas d'accord sur le jugement.

Le PRÉSIDENT propose de réserver cet alinéa jusqu'à la discussion sur l'article 71, traitant des avis dissidents qui se rattachent à la procédure consultative.

M. WEISS ne croit pas que la question posée à propos de l'article 62 soit liée à celle qui a été soulevée à propos de la procédure consultative. Sur le premier point, la Cour est en présence d'un texte du Statut ayant une valeur obligatoire :

« Si l'arrêt n'exprime pas, en tout ou en partie, l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle. »

Par contre, en ce qui concerne les avis consultatifs, c'est la Cour elle-même qui, en élaborant le Règlement, a admis la possibilité de formuler des opinions dissidentes.

M. PESSÔA pointed out that it was simply a question of inserting in the Rules a decision already taken by the Court.

M. WEISS wondered whether it would not be rather dangerous for the Court to bind itself by the clause proposed by M. Pessôa. It might happen, in a particular case, that the Court would prefer to divide the work up in a way which would need a larger number of members of the Drafting Committee. The Court should be able to decide in accordance with the requirements of each case.

President LODER agreed with M. Weiss. The Court had probably not arrived at a final conclusion as regards its method of work. And if it had several cases to deal with at the same time, it would be absolutely necessary to change it.

M. PESSÔA withdrew his proposal.

The REGISTRAR, on being invited by the President to explain the draft he had made, said that he thought it was already out of date because the practice established by the Court at the time of the *Wimbledon* case which the proposed clause had been intended to embody, had, in the Germano-Polish case concerning Upper Silesia, been either changed, or reduced to the level of a decision in a particular case.

The PRESIDENT observed that the Court might therefore leave that point. On the other hand, it must consider the last paragraph :

"Should judges who dissent from the judgment express a desire to that effect, their separate opinion, or should they prefer, the mention of their dissent, shall be attached to the judgment."

The REGISTRAR explained that this clause was in accordance with a decision taken by the Court in a case in which three judges had expressed a wish that it should be mentioned at the end of the judgment that they did not agree, but without appending their reasoned opinions. The Court, after a discussion, had then decided that judges were entirely free to add either a complete statement of their dissenting opinions or simply a record of the fact that they did not concur in the judgment.

The PRESIDENT proposed to reserve this paragraph until the discussion on Article 71, relating to dissenting opinions in connection with advisory procedure.

M. WEISS did not think that the question arising in regard to Article 62 was connected with that raised in connection with advisory procedure. As regards the former point, there existed a clause in the Statute which was binding :

"If the judgment does not represent in whole or in part the unanimous opinion of the judges, dissenting judges are entitled to deliver a separate opinion."

On the other hand, as regards advisory opinions, the Court itself, in preparing the Rules, had made provision for the possibility of delivering dissenting opinions.

Le PRÉSIDENT est prêt à mettre immédiatement ce point en discussion, mais, M. Moore ayant présenté, au sujet de l'article 71, un amendement qui touche au problème des avis dissidents en général, il croit préférable d'attendre le moment où cet amendement sera discuté.

Le Président, dans ces conditions, propose d'aborder la discussion de l'ensemble du problème des avis dissidents lors de la discussion de l'article 71, la possibilité de régler la question d'une manière différente pour l'article 62 et pour l'article 71 étant réservée.

(Il en est ainsi décidé.)

103. — Règlement, article 63.

M. PESSÔA retire la proposition qu'il avait faite au sujet de cet article ¹.

Le PRÉSIDENT attire l'attention de la Cour sur la nouvelle rédaction de l'article 63 établie par le Greffier (Distr. 794, p. 83) ².

Le GREFFIER explique que la rédaction proposée n'introduit pas une procédure nouvelle; elle vise simplement à exprimer la pratique suivie sous le régime de l'article 63 actuel. Ce qui paraît important, c'est que les Parties en cause soient traitées d'une manière différente des Membres de la Société des Nations ou des États en général; ces derniers ne doivent avoir qu'une copie du jugement, tandis que les Parties doivent obtenir une expédition officielle.

M. WEISS fait observer que, souvent, l'agent, qui est un personnage important, ne peut se déplacer pour écouter une simple lecture et se fait représenter. Ne vaudrait-il pas mieux dire ici: «est remis au représentant de chaque Partie»?

Le PRÉSIDENT est d'accord.

M. DE BUSTAMANTE estime que l'amendement du Greffier est utile, quant à son but. Mais le texte proposé ne prévoit pas l'hypothèse où les Parties ne sont pas présentes à la séance; pour en tenir compte, ne pourrait-on dire: «Après lecture en séance publique, un exemplaire de l'arrêt, dûment signé et scellé, est remis à chacune des Parties»?

M. WEISS fait observer que cette rédaction donnerait en même temps satisfaction aux observations qu'il vient d'émettre.

M. ANZILOTTI voudrait également apporter une modification de rédaction à l'expression: «... aux États et Membres de la Société des Nations admis à ester en justice devant la Cour».

M. WEISS propose de dire: «aux Membres de la Société des Nations et aux États admis à ester devant la Cour».

Le PRÉSIDENT donne lecture d'un texte remanié afin de tenir compte de la proposition de M. de Bustamante et des modifications de rédaction suggérées:

¹ Voir p. 271.

² " " 313.

The PRESIDENT was willing to have the question discussed at once, but as Mr. Moore had submitted an amendment in regard to Article 71, which concerned the problem of dissenting opinions in general, he thought it better to wait until the time came to discuss that amendment.

The President, in these circumstances, proposed to open the discussion on the whole question of dissenting opinions in connection with the discussion of Article 71, reserving the possibility of adopting a different solution for Article 62 and Article 71.

(It was decided accordingly.)

103. — Rules, Article 63.

M. PESSÔA withdrew the proposal he had made in connection with this article ¹.

The PRESIDENT drew attention to the new draft of Article 63 prepared by the Registrar (Distr. 794, p. 83) ².

The REGISTRAR explained that the proposed draft did not institute a new procedure. It was simply intended to embody the practice followed under the terms of the present Article 63. The important point seemed to be that the Parties to a case should be treated in a different manner to Members of the League of Nations or States in general; the latter should only have a copy of the judgment, whereas the Parties should receive special official copies.

M. WEISS pointed out that it often happened that the agent, who occupied an important position, could not come to The Hague simply to hear the judgment read out and arranged to be represented. Would it not be better to say: "shall be handed to the Parties' representatives"?

The PRESIDENT agreed.

M. DE BUSTAMANTE thought that the Registrar's amendment served a useful purpose, but the proposed wording did not provide for a case in which the Parties were not present at the meeting. In order to do this, would it not be possible to say: "When the judgment has been read in public, duly signed and sealed copies shall be forwarded to the Parties"?

M. WEISS observed that that wording would also meet the objections he had made.

M. ANZILOTTI wished also to amend the expression: "... to States and Members of the League of Nations entitled to appear before the Court".

M. WEISS proposed to say: "to Members of the League of Nations and States entitled to appear before the Court".

The PRESIDENT read a text amended to take into account M. de Bustamante's proposal and the suggested modifications of language:

¹ See p. 271.

² " " 313.

«Après lecture en séance publique, un exemplaire de l'arrêt dûment signé et scellé est remis à chacune des Parties.

«Le Greffier communique immédiatement le texte de l'arrêt par la voie convenue aux Membres de la Société des Nations et aux États admis à ester en justice devant la Cour.»

(Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

104. — Règlement, article 66.

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur l'article 66 au sujet duquel la Cour est saisie d'un texte rédigé par le Greffier¹, en vue de tenir compte des précédents établis par la Cour. Le Président, après en avoir donné lecture, rappelle que, tandis que le Statut traite de la revision et de l'interprétation, le Règlement actuel ne contient rien touchant l'interprétation d'un arrêt. Or, ce cas s'est présenté, et l'absence de règles a donné naissance à une correspondance assez longue entre les membres de la Chambre de procédure sommaire, qui était saisie de la demande d'interprétation, au sujet de la manière dont ces demandes doivent être traitées.

Enfin, le Président prie le Greffier de donner quelques explications sur le point 2, en réservant, pour le moment, le point 3.

Le GREFFIER croit que deux points seulement du nouveau texte appellent l'attention de la Cour.

Le premier est celui de savoir si la Chambre est compétente pour donner une interprétation à la demande d'une seule des Parties, même lorsque l'instance principale a été introduite par compromis. Le texte proposé suppose, en se fondant sur les termes de l'article 60 du Statut, que cela est possible.

L'autre point vise le fait qu'une procédure spéciale est prévue seulement pour le cas où la demande en interprétation est introduite par requête unilatérale, et non pour celui où cette demande est introduite par compromis. L'explication est naturellement que la procédure ne s'impose que si l'admissibilité même de la demande prête à discussion; si les Parties sont d'accord pour demander l'interprétation, la Cour peut la donner sans autre.

M. ANZILOTTI fait observer, au sujet du point c, qu'il est certain que «les thèses respectives» ne pourront être exposées que dans le cas d'un compromis.

Le GREFFIER indique que, dans l'espèce qui a donné naissance au texte proposé, la requête contenait précisément un exposé des deux thèses, *ex parte*, naturellement.

M. ANZILOTTI déclare que, si l'on peut obliger une Partie à exposer sa thèse, il est, au contraire, dangereux de lui demander d'exposer la thèse de la Partie adverse.

¹ Voir pp. 313-314.

"When the judgment has been read in public, duly signed and sealed copies shall be forwarded to the Parties.

"This text shall forthwith be communicated, through the channels agreed upon, to Members of the League of Nations and to States entitled to appear before the Court."

(This proposal was put to the vote and unanimously adopted.)

104. — Rules, Article 66.

The PRESIDENT opened the discussion upon Article 66 in regard to which the Court had before it a draft prepared by the Registrar intended to take into account precedents established by the Court¹. The President, after reading it, recalled that, whilst the Statute mentioned revision and interpretation, the present Rules contained nothing regarding the interpretation of a judgment. Now this contingency had arisen, and the absence of rules had given rise to a somewhat extensive correspondence between members of the Chamber for Summary Procedure, to which a request for an interpretation had been made, as to the manner in which such requests were to be dealt with.

Finally, the President asked the Registrar to give some explanations in regard to point 2, reserving point 3 for the time being.

The REGISTRAR thought that two points only in the new text required the Court's attention.

The first was the question whether the Chamber was competent to give an interpretation at the request of one Party only, even when the principal suit had been submitted by special agreement. The proposed draft assumed that that was possible, on the basis of Article 60 of the Statute.

The other point concerned the fact that special proceedings were only provided for in a case where the request for an interpretation was submitted by unilateral application and not in a case where such request was submitted by agreement. The explanation naturally was that such proceedings would only be necessary if the actual admissibility of the request were open to discussion; if the Parties agreed in asking for an interpretation, the Court could at once proceed to give it.

M. ANZILOTTI pointed out in regard to point c that it was certain that the "respective contentions" could only be set out in the case of a special agreement.

The REGISTRAR said that in the case which had led to the drafting of the proposed clause, the application did actually contain a statement of the opposing contentions but naturally an *ex parte* one.

M. ANZILOTTI said that, though a Party might be called upon to state his case, it was, on the contrary, dangerous to ask him to state the case of his opponent.

¹ See pp. 313-314.

Le GREFFIER convient que les points *b* et *c* se confondront souvent.

Lord FINLAY reconnaît que le Statut est formel en imposant à la Cour l'obligation d'interpréter, le cas échéant, ses décisions. Mais la procédure d'interprétation doit être régulière et comporter, par exemple, l'audition des Parties. L'interprétation d'un arrêt aura normalement lieu lorsque cet arrêt sera invoqué dans une procédure ultérieure.

M. ANZILOTTI a toujours compris la disposition de l'article 60 du Statut dans ce sens que la demande en interprétation n'est que le moyen d'ouvrir un nouveau procès devant la Cour.

D'autre part, l'expression «à la demande de toute Partie» signifie que chaque Partie a le droit d'introduire l'instance en interprétation devant la Cour.

Lord FINLAY accepterait très volontiers l'interprétation de M. Anzilotti, qui tirerait la Cour d'une situation fort embarrassante, créée par la rédaction malheureuse de l'article 60 du Statut. Au fond, il ne juge pas nécessaire que le Règlement contienne des dispositions visant la procédure à suivre pour l'interprétation des jugements de la Cour. Ceux-ci doivent parler pour eux-mêmes, et si une question d'interprétation se pose, la voie d'un procès régulier est ouverte.

Le PRÉSIDENT estime qu'il serait très important que la Cour fît connaître sa pensée, quelle qu'elle soit, au sujet de l'article 60. Car, si la Cour n'est pas en session et qu'une demande en interprétation soit présentée, le Président doit savoir s'il peut ou non considérer cette demande comme régulière. Quant au fond, le Président pense qu'il est possible d'interpréter l'article 60 comme établissant, pour les cas d'interprétation, une juridiction obligatoire, mais accessoire à la juridiction reconnue pour le fond. Dans le cas pratique qui s'est présenté, la réalité des choses était, pour ainsi dire, voilée par le fait qu'il s'agissait d'une instance en procédure sommaire; en effet, on ne saurait demander, pour l'interprétation d'un jugement ainsi rendu, une procédure plus complète que pour un jugement sur le fond.

Le GREFFIER croit que l'importance principale du nouveau texte réside dans le fait qu'il exige un compromis ou une requête formelle. Cette nécessité n'a pas toujours été comprise.

Lord FINLAY fait observer que, dans ses remarques, il s'était référé au problème sous son aspect général, sans envisager en particulier la procédure sommaire.

M. ANZILOTTI comprend que, selon lord Finlay, si une demande en interprétation d'un jugement est présentée, une procédure ordinaire est instituée, soit par compromis, soit par requête, la Cour statuant par arrêt.

Le PRÉSIDENT partage l'opinion selon laquelle l'interprétation constitue pour ainsi dire un nouveau procès. Mais il se demande si — le procès principal qui a

The REGISTRAR agreed that points *b* and *c* would often be indistinguishable.

Lord FINLAY recognized that the Statute bound the Court, when asked to do so, to construe its judgments. But the procedure for doing so must be regular and must for instance include the hearing of Parties. The interpretation of a judgment would normally take place when that judgment was cited in a subsequent case.

M. ANZILOTTI had always understood Article 60 of the Statute to mean that a request for an interpretation was merely the means of beginning new proceedings before the Court.

Again, the expression "upon the request of any Party" meant that each Party had the right to institute proceedings to obtain an interpretation.

Lord FINLAY was very glad to accept that interpretation of M. Anzilotti which would relieve the Court from a very difficult position resulting from the unfortunate wording of Article 60 of the Statute. He did not really think it necessary to have Rules regarding the procedure for the interpretation of judgments. The Court's judgments must speak for themselves and if a question of interpretation arose, it was open to Parties to institute proceedings in the ordinary way.

The PRESIDENT thought that it was very important that the Court should make known its opinion, whatever it might be, in regard to Article 60. For if the Court were not in session, and a request for an interpretation was received, the President must know whether he could regard such request as in order or not. Fundamentally, the President thought that it was possible to construe Article 60 as establishing for cases of interpretation a jurisdiction which was compulsory, but supplementary to the jurisdiction conferred upon the Court for the principal suit. In the concrete case which had arisen, the real situation was, so to speak, obscured by the fact that it was a case of summary procedure; for it was impossible, for the interpretation of a judgment so given, to ask for a procedure more complete than that devoted to the original judgment.

The REGISTRAR thought that the chief importance of the new draft lay in the fact that it definitely required a special agreement or application. It had not always been understood that that was necessary.

Lord FINLAY remarked that his observations referred to the problem in general without particular reference to summary procedure.

M. ANZILOTTI understood that, in Lord Finlay's view, if a request were made for the interpretation of a judgment, ordinary proceedings would be instituted either by special agreement or application, the Court's decision being given in a judgment.

The PRESIDENT shared the view that a request for interpretation amounted, in effect, to a new case. But he wondered whether, if the original suit leading up to

conduit au jugement, dont l'interprétation est demandée, ayant été porté devant la Cour par un compromis, — l'article 60 du Statut donne à chacune des Parties la faculté d'introduire par requête une procédure en interprétation.

A cette question, M. ANZILOTTI répond affirmativement. Le texte de l'article 60 lui paraît formel : on a voulu donner à « toute Partie » la faculté d'obtenir une interprétation, par la voie normale et régulière d'un nouveau procès, bien entendu.

Lord FINLAY fait observer que la disposition requise se réduit à dire que l'on peut obtenir l'interprétation de la Cour en introduisant une instance, soit par voie de compromis, soit par voie de requête.

Le PRÉSIDENT est d'accord, en ce sens qu'il considère comme essentiel que l'on sache par quelle voie la procédure doit être introduite.

M. MOORE demande s'il n'existe pas de différence entre les mots « requête » et « demande », en français, et les mots *request* et *application*, en anglais.

Lord FINLAY pense qu'une « demande » peut être introduite soit par voie de « requête », soit par voie de « compromis ».

M. WEISS convient que les deux mots « requête » et « demande » n'ont pas tout à fait le même sens. La portée du mot « demande » est beaucoup plus large ; une demande peut, en effet, être formée par requête, par signification, par compromis. La « demande » est un moyen quelconque par lequel on saisit le juge.

M. MOORE se demande si la Cour, dans son Règlement, ne s'est pas servie du mot « requête » exclusivement là où elle possède juridiction obligatoire.

M. ANZILOTTI fait observer que, dans l'article 40 du Statut, où la requête est envisagée comme moyen d'introduction d'une instance, on a employé dans le texte anglais l'expression *written application* ; dans l'article 60, au contraire, figure le mot *request*. Mais, dans cet article, il s'agit également d'un cas de juridiction obligatoire : « à la demande de toute Partie ».

M. MOORE signale le danger qu'il y a à employer, à propos de l'interprétation par les tribunaux de leurs arrêts, la terminologie de la juridiction obligatoire ; il cite le cas d'un tribunal qui, sur une question de délimitation, avait décidé qu'une certaine limite devait partir d'un certain point, alors que des constatations sur place permirent d'établir que ce point n'existait pas. Une nouvelle procédure a dû être instituée. Était-elle obligatoire pour les Parties ?

Le GREFFIER croit, quant à la question de terminologie soulevée par M. Moore, que la Cour, se basant sur l'article 40 du Statut, a toujours appelé « requête » la pièce introductive d'instance, déposée par une Partie prétendant qu'il y avait juridiction obligatoire sur l'objet du

the judgment the interpretation of which was sought had been brought before the Court by a special agreement, Article 60 of the Statute conferred on each of the Parties the power to institute by means of application proceedings to obtain an interpretation.

M. ANZILOTTI replied to this question in the affirmative. The text of Article 60 seemed to him to be clear. The intention had been to give to "any Party" power to obtain an interpretation, but of course by the normal and regular method of instituting new proceedings.

Lord FINLAY pointed out that the required provision need only say that the Court's interpretation might be obtained by bringing a suit either by means of a special agreement or by means of an application.

The PRESIDENT agreed, in that he regarded it as essential that it should be known by what means proceedings should be introduced.

Mr. MOORE asked whether there was a difference between the words *requête* and *demande* in French and the words "request" and "application" in English.

Lord FINLAY thought that a *demande* might be made either by means of an application or by means of a special agreement.

M. WEISS agreed that the two words *requête* and *demande* did not mean quite the same thing. The meaning of the word *demande* was much wider ; a *demande* might indeed be constituted by an application, by notice (signification) or by a special agreement. A *demande* was any means by which a suit was brought before the judge.

Mr. MOORE wondered whether the Court, in its Rules, had not used the word "application" only in connection with compulsory jurisdiction.

M. ANZILOTTI pointed out that in Article 40 of the Statute, in which an application was considered as a means of instituting proceedings, the expression "written application" had been used in the English text ; in Article 60, on the other hand, the word "request" appeared. In that article, however, it was also a case of compulsory jurisdiction : "upon the request of any Party".

Mr. MOORE pointed out the danger of using, in connection with the interpretation by the Court of its judgments, the terminology of compulsory jurisdiction. He quoted the case of an arbitral tribunal which, in regard to a boundary question, had said that the boundary should start from a certain point and when they came to mark out the boundary, that point did not exist ; fresh proceedings had to be taken. Were they binding upon the Parties ?

The REGISTRAR thought, in regard to the question of terminology raised by Mr. Moore, that the Court, on the basis of Article 40 of the Statute, had always called *requête* the document instituting proceedings filed by a Party which claimed that the Court had

litige; le terme correspondant en anglais a été: *application*. Dans l'autre éventualité, le terme français a été «compromis» et l'expression anglaise correspondante, *special agreement*.

A l'article 60, on trouve en français le mot «demande» et en anglais *request*. Ce dernier mot a été choisi, notamment, parce que l'on a tenu à employer un terme différent du mot *application* inséré à l'article 40.

M. ALTAMIRA signale que le mot «requête» se rencontre aussi dans l'article 72, qui vise les avis consultatifs. Il n'est donc pas employé seulement pour la juridiction obligatoire de la Cour.

Le GREFFIER répond que le mot correspondant en anglais est cependant *request*.

Le PRÉSIDENT croit que, selon lord Finlay, la demande en interprétation une fois introduite, soit par requête, soit par la notification d'un compromis, il ne serait pas institué de procédure sommaire particulière, mais la voie ordinaire serait suivie.

M. DE BUSTAMANTE ne juge pas possible, lorsqu'il s'agit simplement d'interpréter un arrêt sur lequel se sont élevés des doutes, de recommencer le litige et d'entamer une procédure aussi longue que celle qui portait sur le litige principal. Il sera donc nécessaire d'avoir une procédure simple permettant d'aboutir à bref délai. La procédure sommaire, qui est proposée, présenterait des avantages appréciables.

Lord FINLAY estime que l'article 60 du Statut établit bien la juridiction obligatoire de la Cour en cas d'interprétation. Il confère donc à la Cour le droit de rendre un arrêt interprétatif liant les deux Parties, que celles-ci le veulent ou non. L'une des Parties au litige principal ne saurait se dérober à l'obligation de venir exposer son point de vue, si une demande en interprétation est soumise à la Cour.

M. MOORE revient sur le cas cité par lui, dans lequel le point de départ d'une ligne de délimitation fixée par un tribunal était inexistant. Peut-on dire, dans un cas semblable, que les Parties ont l'obligation de se soumettre au nouveau jugement qui sera nécessaire par suite de l'inexistence, en fait, du jugement dont l'interprétation est demandée?

Lord FINLAY ne le croit pas. Dans le cas cité par M. Moore, il s'agit en réalité d'une nouvelle affaire, d'un nouveau jugement; or, l'article 60 du Statut a trait exclusivement à l'interprétation d'un arrêt déjà rendu, et ne confère que dans ce cas juridiction obligatoire à la Cour.

Le PRÉSIDENT estime que la Cour doit prendre une décision sur les deux thèses divergentes en présence desquelles elle se trouve: d'une part, la thèse de lord Finlay, selon laquelle, la demande en interprétation ayant été portée devant la Cour soit par requête, soit

compulsory jurisdiction in regard to the subject of a dispute; the corresponding word in English had been "application". In the other alternative, the French term had been *compromis*, and the corresponding English expression "special agreement".

In Article 60 were to be found in French the word *demande* and the English "request". The latter word had been chosen chiefly because it had been wished to use a term different from the word "application" in Article 40.

M. ALTAMIRA pointed out that the word *requête* also appeared in Article 72, which referred to advisory opinions. It was therefore not used only with regard to the Court's compulsory jurisdiction.

The REGISTRAR replied that the corresponding English word however was "request".

The PRESIDENT thought that, according to Lord Finlay, when a request for an interpretation had been submitted either by application or by special agreement, no special summary proceedings would be instituted, but the ordinary course would be followed.

M. DE BUSTAMANTE did not think it possible, when it was simply a question of interpreting a judgment in regard to which doubts had arisen, to recommence the case and enter upon proceedings as long as those relating to the main suit. It would therefore be necessary to have a simple procedure enabling them to arrive at a decision in a short time. The summary procedure which was proposed would have considerable advantages.

Lord FINLAY thought that the true effect of Article 60 was to establish the compulsory jurisdiction of the Court in cases of interpretation. It therefore conferred upon the Court the power to give an interpretative judgment binding upon the two Parties, whether the latter agreed or not. One of the Parties to the main suit could not escape the obligation to come and state his case, if a request for an interpretation were submitted to the Court.

Mr. MOORE once more referred to the case quoted by him in which the starting point of a boundary-line fixed by a court proved to be non-existent. Could it be said in such a case that the Parties were bound to submit to the new judgment rendered necessary owing to the fact that the judgment the interpretation of which was sought was, in effect, non-existent?

Lord FINLAY thought not. In the case referred to by Mr. Moore it was really a question of a new suit and a new judgment, but Article 60 of the Statute dealt exclusively with the interpretation of the judgment already given and only conferred compulsory jurisdiction upon the Court in that case.

The PRESIDENT thought that the Court must come to a decision in regard to the two opposing views before it. On the one hand, there was Lord Finlay's view according to which, when a request for interpretation had been submitted to the Court either by application or by

par compromis, l'affaire suit son cours normal, d'après la procédure régulière. D'autre part, la thèse de M. de Bustamante, selon laquelle il faut suivre une procédure plus rapide, étant donné qu'il s'agit d'une question incidente et accessoire. Les deux thèses s'accordent à reconnaître que la juridiction de la Cour pour interpréter ses arrêts est obligatoire.

M. DE BUSTAMANTE ajoute qu'il s'agit, non pas de savoir quels sont les droits des Parties, mais de ce que la Cour a voulu dire. Dès lors, il est inutile pour elle de se renseigner longuement sur les vues des Parties.

Le PRÉSIDENT propose de voter, tout d'abord, sur le n° 2 du texte inséré à la page 85¹; si ce texte est écarté, il s'agira de savoir ce qu'il convient de mettre à sa place.

M. ALTAMIRA demande la suppression du point c, à titre d'amendement de rédaction.

M. MOORE, ne pouvant se rallier à l'opinion suivant laquelle l'article 60 du Statut crée une juridiction obligatoire pour la Cour en matière d'interprétation, voudrait voir substituer aux mots *application* et « requête », des mots qui n'aient pas été employés exclusivement à propos de la juridiction obligatoire.

M. ANZILOTTI est d'accord sur ce point, à condition que l'on puisse éviter de prendre position sur la question de la juridiction obligatoire; mais si cette question doit être préjugée dans ce sens que la Cour n'aurait pas de juridiction obligatoire, il aura des objections à formuler.

M. DE BUSTAMANTE estime qu'en cas d'interprétation, la source de la juridiction de la Cour est le compromis ou la requête par lesquels elle a été appelée à statuer sur l'affaire principale, qui ne fait que continuer.

Lord FINLAY croit qu'il est possible de concilier les deux points de vue en disant que, normalement, la procédure régulière sera suivie, mais que la Cour aura la faculté, dans un cas spécial et sur la demande des Parties, de prescrire une procédure sommaire.

Le PRÉSIDENT pense que la question fondamentale est celle de savoir si la compétence de la Cour, aux termes de l'article 60, est en tout état de cause obligatoire, même si un compromis est la base de la juridiction primordiale sur l'affaire principale; en d'autres termes, si, une fois la juridiction reconnue à la Cour, la juridiction en matière d'interprétation est pour ainsi dire accessoire. Toutefois, il ne croit pas nécessaire de statuer dans le Règlement sur ce point, car c'est une question d'interprétation que la Cour pourra toujours examiner, si sa compétence est contestée.

special agreement, the case must follow its normal course in accordance with the regular procedure, and, on the other hand, there was M. de Bustamante's view that a more rapid procedure should be adopted, seeing that it was a question of an incidental and subsidiary point. Both Lord Finlay and M. de Bustamante agreed in recognizing that the Court had compulsory jurisdiction for the interpretation of its judgments.

M. DE BUSTAMANTE added that the question was not to ascertain what were the rights of the Parties, but what the Court had meant to say. It was therefore unnecessary for it to obtain very full information as to the views of the Parties.

The PRESIDENT proposed to vote, in the first place, on No. 2 of the text given on page 85¹. If that text were rejected, they would then have to consider what should be put in its place.

M. ALTAMIRA asked that point c should be deleted, simply as an amendment of form.

Mr. MOORE could not agree that Article 60 of the Statute gave the Court compulsory jurisdiction in regard to interpretation and wished to substitute for the words "application" and *requête* words which had not been exclusively used in connection with compulsory jurisdiction.

M. ANZILOTTI agreed in regard to this point, provided that they could avoid committing themselves with regard to the question of compulsory jurisdiction; but, if it were necessary to prejudge the solution of that question by indicating that the Court would not have compulsory jurisdiction, he would have objections to make.

M. DE BUSTAMANTE thought that, in cases of interpretation, the source of the Court's jurisdiction was the special agreement or application by which it was called upon to decide the original case which was merely being continued.

Lord FINLAY thought it advisable to reconcile the two standpoints by saying that, normally, the usual procedure would be followed, but that the Court would have the power in a special case and at the request of the Parties to order a summary procedure.

The PRESIDENT thought that the fundamental question was whether the Court's jurisdiction under Article 60 was in all circumstances compulsory, even if its original jurisdiction in regard to the main litigation were obtained from a special agreement: in other words whether, once the Court were recognized to have jurisdiction, jurisdiction for purposes of interpretation was, so to speak, incidental thereto. Nevertheless, he did not think it necessary to make rules in regard to this point, because it was a question of interpretation which the Court could always consider if its jurisdiction were disputed.

¹ Voir p. 314.

¹ See p. 314.

Pour conclure, le Président propose, toujours sous réserve de la mise au point de la rédaction, de voter sur le texte en italique du n° 2, inséré à la page 85 (Distr. 794)¹.

M. ANZILOTTI suggère le vote par division.

Le PRÉSIDENT, étant d'accord, met aux voix le premier alinéa du paragraphe 2.

(Ce texte est adopté à l'unanimité.)

Le PRÉSIDENT met aux voix les alinéas suivants du paragraphe 2.

(Ce texte est adopté à l'unanimité.)

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur le paragraphe 3.

Le GREFFIER explique que les quatre premières lignes du 3° sont destinées à résoudre la difficulté qui a fait l'objet de la dernière partie de la discussion, en permettant à la Cour de décider, dans chaque cas d'espèce, et en présence d'une exception éventuelle, si elle est ou non compétente. Cette solution, en effet, écarte la nécessité de se prononcer une fois pour toutes sur le caractère, obligatoire ou non, de la juridiction de la Cour aux termes de l'article 60 du Statut. Pour la procédure à suivre, si le principe est adopté, on devra se référer au nouveau texte par lequel la Cour a décidé de remplacer l'ancien article 38.

M. ANZILOTTI se demande si cela est bien nécessaire à dire. Si l'on ne dit rien, il sera néanmoins clair que le cas rentre dans la disposition qui vise, d'une manière générale, les exceptions liminaires d'incompétence.

Le GREFFIER explique que, s'il a cru devoir présenter ce texte, c'est parce que la question de la juridiction obligatoire prendra parfois, dans la procédure en interprétation, un aspect particulier, rendant utile l'insertion d'une disposition spéciale pour montrer que l'on n'a pas voulu trancher une fois pour toutes la question de compétence soulevée par l'article 60, mais qu'on a voulu la réserver, en vue d'une décision dans chaque cas d'espèce.

Le PRÉSIDENT ajoute qu'en l'absence de pareille disposition on pourrait croire que le problème des exceptions liminaires serait traité ici d'une façon différente parce qu'il s'agit d'une procédure sommaire.

Il peut donc être utile d'écarter d'avance tous les doutes, en apportant la précision dont il s'agit.

Lord FINLAY fait observer que si la Cour était saisie, comme dans l'exemple cité par M. Moore, d'une demande en interprétation d'un jugement en réalité inexistant, cela équivaldrait à lui demander un nouveau jugement, — celui qu'elle aurait dû rendre, mais qu'elle n'aurait, en fait, pas prononcé.

¹ Voir p. 314.

In conclusion, the President proposed, subject of course to modifications of language, to vote upon the text in italics of paragraph 2 on page 85 (Distr. 794)¹.

M. ANZILOTTI suggested that they should vote upon the draft by sub-paragraphs.

The PRESIDENT agreeing, took a vote on the first sub-paragraph of paragraph 2.

(This text was unanimously adopted.)

The PRESIDENT then took a vote on the following sub-paragraphs of paragraph 2.

(This text was unanimously adopted.)

The PRESIDENT then opened the discussion on paragraph 3.

The REGISTRAR explained that the first four lines of paragraph 3 were intended to solve the difficulty which had formed the subject of the latter part of the discussion, by enabling the Court to decide in each particular case, and on being confronted with a possible objection, whether it had jurisdiction or not. For that solution would avert the necessity for deciding once and for all in regard to the question whether the Court's jurisdiction under Article 60 of the Statute was compulsory or not. As regarded the procedure to be followed, if the principle were adopted, they must refer to the new text by which the Court had decided to replace the old Article 38.

M. ANZILOTTI wondered whether it was really necessary to say that. If nothing were said, it would nevertheless be clear that the case fell within the scope of the rule referring generally to preliminary objections to the Court's jurisdiction.

The REGISTRAR explained that the reason why he had thought it right to submit this text was because the question of compulsory jurisdiction would sometimes, in proceedings for the interpretation of a judgment, assume a special aspect rendering it advisable to insert a special clause to show that it had not been intended once and for all to settle the question of jurisdiction raised by Article 60, but that the intention had been to reserve the question for decision in each particular case.

The PRESIDENT added that, in the absence of such a clause, it might be thought that the problem of preliminary objections would, in that case, be dealt with differently because it was a question of summary proceedings.

It might, therefore, be well to eliminate beforehand all doubts by including the reference in question.

Lord FINLAY pointed out that if the Court received, as in the case quoted by Mr. Moore, a request for the interpretation of a judgment which was really no judgment, that would be tantamount to asking it for a new judgment, namely that which it should have given but which in actual fact had not given.

¹ See p. 314.

Le PRÉSIDENT met aux voix le premier alinéa du paragraphe 3, sauf la dernière ligne.

(Ce texte est adopté par dix voix contre une (M. Nyholm).)

Le PRÉSIDENT aborde la dernière phrase du nouveau texte; s'inspirant d'une suggestion de M. de Bustamante, il croit qu'il y aurait lieu de la formuler ainsi: «La revision et l'interprétation sont données sous forme d'arrêt.»

M. WEISS propose de dire: «Il est statué sous forme d'arrêt sur les demandes en revision ou en interprétation.»

Le PRÉSIDENT estime que ce qu'il est essentiel de dire clairement par une formule ou une autre, c'est qu'il s'agit d'un arrêt, aussi bien pour la revision que pour l'interprétation.

Le GREFFIER explique que, si la revision n'est pas mentionnée dans le texte qu'il a préparé, c'est à cause de la rédaction de l'article 61 du Statut, où il est déjà question d'un arrêt.

M. DE BUSTAMANTE estime qu'il est inutile de répéter dans le Règlement ce qui est déjà dit dans le Statut.

Le PRÉSIDENT croit, afin d'écarter la possibilité d'un argument *a contrario*, qu'il est plus sûr de mentionner les deux cas, d'autant plus que cela ne présente pas d'inconvénient.

Il met donc aux voix, sous réserve de la rédaction, la dernière phrase du troisième alinéa:

«La revision et l'interprétation sont données sous forme d'arrêt.»

(Ce texte est adopté à l'unanimité.)

M. ODA propose, dans l'intérêt de la clarté de la rédaction, de donner des numéros différents à chacun des paragraphes.

Le PRÉSIDENT est d'accord pour transmettre cette suggestion au Comité de rédaction.

105. — Règlement, article 68.

Le PRÉSIDENT constate que le sens des observations de M. de Bustamante au sujet de l'article 68¹ coïncide avec celui d'un texte établi par le Greffier, texte qu'il propose de prendre comme base de discussion (il donne lecture de ce texte, inséré à la page 86 du Doc. Distr. 794)².

La Cour est d'accord.

Le GREFFIER explique que le nouveau texte est destiné à tenir compte, d'une part, de l'expérience acquise par la Chambre de procédure sommaire, et, d'autre part, de la nature des choses. D'après la rédaction actuelle, le Président devrait convoquer la Chambre dès le reçu de la requête, ce qui n'aurait aucun sens. En effet, pourquoi, s'il y a une procédure écrite, convoquer la Chambre avant que ses membres aient pu prendre connaissance des pièces de cette procédure?

¹ Voir p. 262.

² » » 314.

The PRESIDENT took a vote on the first sub-paragraph of paragraph 3, except the last line.

(This text was adopted by 10 votes to 1 (M. Nyholm).)

The PRESIDENT then went on to the last sentence of the new text. Adopting a suggestion by M. de Bustamante, he thought that it should run: "The revision or interpretation shall be given in the form of a judgment."

M. WEISS proposed to say: "The Court's decision upon requests for revision or interpretation shall be given in the form of a judgment."

The PRESIDENT thought that it was essential clearly to state in one way or another that there would be a judgment in the case both of revision and of interpretation.

The REGISTRAR explained that the reason why revision was not mentioned in the draft which he had prepared was because Article 61 of the Statute already spoke of a judgment.

M. DE BUSTAMANTE thought it was useless to repeat in the Rules what was already in the Statute.

The PRESIDENT thought, in order to avoid the possibility of an argument *a contrario*, that it was safer to mention both cases, more especially as that involved no difficulty.

He therefore took a vote, subject to modifications of drafting, on the last sentence of paragraph 3:

"The revision or interpretation shall be given in the form of a judgment."

(This text was unanimously adopted.)

M. ODA proposed, for the sake of clearness, to number each of the paragraphs.

The PRESIDENT agreed to pass this suggestion on to the Drafting Committee.

105. — Rules, Article 68.

The PRESIDENT pointed out that the tenor of M. de Bustamante's observations in regard to Article 68¹ was the same as that of the draft prepared by the Registrar, which draft he proposed to take as a basis for discussion; he then proceeded to read this draft which appeared on page 86 of Doct. Distr. 794².

The Court agreed.

The REGISTRAR explained that the new draft was designed to take into account, firstly, the experience gained by the Chamber for Summary Procedure, and secondly, the nature of things. According to the present wording, the President would have to summon the Chamber upon receipt of the application, but there was no point in this. For why, if there were written proceedings, summon the Chamber before its members had been able to study the documents of those proceedings?

¹ See p. 262.

² » » 314.

En ce qui concerne la rédaction de la seconde partie du texte, le Greffier n'en est pas satisfait. Toutefois, l'idée qu'il s'agit d'exprimer est qu'à l'expiration des délais fixés pour la procédure écrite, la Chambre peut se réunir lorsque cela lui convient, à la condition qu'il n'y ait pas une décision interlocutoire urgente à prendre.

M. ANZILOTTI a compris l'interprétation donnée par le Greffier à l'article 68 actuel, dans ce sens qu'au reçu de la notification de l'affaire le Président devrait convoquer immédiatement la Chambre de procédure sommaire. Les termes employés permettent sans doute de songer à cette interprétation, mais on peut admettre aussi que la Chambre soit convoquée seulement dans un délai raisonnable. Le mieux sera de laisser la plus grande liberté possible au Président, qui tiendra compte, dans la mesure du possible, des désirs des membres de la Cour, mais surtout des exigences de l'affaire.

M. DE BUSTAMANTE propose de supprimer les mots : « soit pour la plus proche d'entre les dates auxquelles ses membres estimerait la convocation désirable... ».

Le PRÉSIDENT constate que, suivant cette proposition, le deuxième alinéa de l'article 68 serait ainsi rédigé : « la Chambre est convoquée par son Président pour la date la plus proche à laquelle doit intervenir une décision quelconque ».

Le Président fait observer que, d'ailleurs, l'obligation pour la Chambre de procédure sommaire de procéder le plus vite possible est déjà inscrite dans le Statut, de sorte qu'il peut paraître superflu de lier le Président par une disposition spéciale à cet égard. D'un autre côté, la formule de M. de Bustamante offre l'avantage de viser le point essentiel, à savoir que la Chambre doit être réunie au moment le plus proche où elle peut agir en tant que Chambre de procédure sommaire.

M. DE BUSTAMANTE ajoute qu'en effet, la procédure écrite n'exigeant pas la présence de la Chambre, et le Président de celle-ci fixant les délais, les autres membres peuvent rester chez eux en attendant le terme de cette procédure.

M. ANZILOTTI propose la rédaction suivante : « La Chambre est convoquée par son Président, à la date la plus rapprochée possible, d'après les exigences de l'affaire. »

Le PRÉSIDENT constate que le dernier alinéa deviendrait :

« La Chambre est convoquée par son Président à la date la plus rapprochée suivant les exigences de la procédure. »

Il met aux voix l'ensemble du nouveau texte de l'article 68, modifié ainsi qu'il vient de l'indiquer.

(Ce texte est adopté à l'unanimité.)

As regarded the language of the second part of the draft, the Registrar was not satisfied. The idea to be expressed, however, was that at the expiration of the times fixed for the written proceedings, the Chamber might meet when convenient to it, provided that there were no urgent interlocutory decisions to be taken.

M. ANZILOTTI had understood the construction placed by the Registrar upon the present Article 68 to be that, upon receipt of notice of the suit, the President must immediately summon the Chamber for Summary Procedure. The language used no doubt might bear that interpretation, but it might also be held to mean that the Chamber would be summoned only within a reasonable time. The best thing would be to leave the utmost possible liberty to the President, who would have regard as far as possible to the wishes of members of the Court but, chiefly, to the requirements of the case.

M. DE BUSTAMANTE proposed to delete the words : "at the earliest date deemed desirable for the purposes of the suit by any member thereof. . . ."

The PRESIDENT observed that, according to this proposal, the second paragraph of Article 68 would run as follows : "the President shall convene the Chamber for the first date on which any decision in connection with the suit may be required".

The President pointed out, moreover, that the obligation of the Chamber for Summary Procedure to proceed as quickly as possible was already included in the Statute, so that it might seem superfluous to bind the President by a special clause. Again, the wording proposed by M. de Bustamante had the advantage of emphasizing the essential points, namely, that the Chamber must assemble at the earliest moment at which it could act in its capacity as a Chamber for Summary Procedure.

M. DE BUSTAMANTE added that, as the written proceedings did not require the presence of the Chamber, and as the President of the Chamber would fix times, the other members could remain at home until the written proceedings were concluded.

M. ANZILOTTI proposed the following wording : "The President shall convene the Chamber at the earliest possible date that may be required by the circumstances of the case."

The PRESIDENT said that the last paragraph would therefore be :

"The President shall convene the Chamber at the earliest date that may be required by the circumstances of the case."

He took a vote on the whole of the new draft of Article 68, modified as indicated above.

(This draft was unanimously adopted.)

106. — **Règlement, article 69.**

Le PRÉSIDENT attire l'attention sur une critique formulée par M. de Bustamante¹ à propos de cet article : on ne saurait, ni supprimer la procédure orale lorsque les Parties la demandent, ni la leur imposer, si elles ne sont pas d'accord pour l'admettre.

Le Président fait également observer que, selon M. Pessôa², le dépôt des documents devrait être successif, et non simultané, et que le droit de réplique et de duplique devrait être écarté.

Enfin, le Président signale le texte présenté par le Greffier afin de tenir compte de certaines critiques possibles. Il propose à la Cour de traiter ensemble de toutes ces questions en prenant pour base de discussion le texte qui figure à la page 86³.

(La Cour est d'accord.)

M. PESSÔA voudrait, à la condition que l'on pût établir quel est le demandeur et quel est le défendeur, que le demandeur dépose d'abord son mémoire.

M. ANZILOTTI signale qu'aux termes de l'article 29 du Statut la Chambre de procédure sommaire ne peut être saisie qu'en vertu d'un compromis.

Le PRÉSIDENT ne croit pas que cela soit exact, étant donné que l'accord exigé par cet article peut revêtir la forme d'une clause de traité, aux termes de laquelle un État peut saisir, par requête unilatérale, la Chambre de procédure sommaire.

M. ANZILOTTI est d'accord.

Le GREFFIER rappelle que la Cour a écarté l'extension de la présentation successive des pièces de la procédure écrite, au cas où l'instance est introduite par compromis. Dans le texte qui régit actuellement la procédure sommaire, on a prévu sans exception la présentation simultanée des pièces, comme si l'instance était toujours introduite par compromis. Or, cela n'est pas nécessaire : en effet, comme le Président vient de l'indiquer, l'accord prévu à l'article 29 du Statut, — accord nécessaire pour que la Chambre de procédure sommaire puisse être saisie de préférence à la Cour plénière, — peut être incorporé non seulement dans un compromis, mais aussi dans un traité général, et, par conséquent, la Chambre de procédure sommaire peut exceptionnellement être saisie unilatéralement. Dès lors, il n'y a aucune objection à ce que, dans ce cas, les pièces se suivent.

M. PESSÔA indique que c'est bien là le fondement de sa proposition.

¹ Voir p. 262.

² » » 271.

³ » pp. 314-315.

106. — **Rules, Article 69.**

The PRESIDENT drew attention to a criticism made by M. de Bustamante¹ in regard to this article : he thought they could not do without oral proceedings if the Parties asked for them, nor could they force them to have oral proceedings if they were not agreed to have them.

The President also pointed out that in M. Pessôa's opinion² the filing of documents should be successive and not simultaneous, and that the right of reply and rejoinder should be abolished.

Finally, the President mentioned the draft submitted by the Registrar in order to take into account certain possible criticisms. He proposed to the Court to take all these questions together, adopting as a basis for discussion the draft appearing on page 86³.

(The Court agreed.)

M. PESSÔA would like, provided that it could be ascertained which was the Applicant and which was the Respondent, that the Applicant should file his case first.

M. ANZILOTTI pointed out that, under Article 29 of the Statute, proceedings could only be instituted before the Chamber for Summary Procedure by means of a special agreement.

The PRESIDENT did not think that that was correct, as the agreement required by that article might take the form of a clause of a treaty under which a State might bring an action before the Chamber for Summary Procedure by means of a unilateral application.

M. ANZILOTTI agreed.

The REGISTRAR recalled that the Court had decided not to apply the system of the successive submission of documents of the written proceedings to a case in which the suit was brought by special agreement. In the rule which at present governed summary procedure, provision had been made, without exception, for the simultaneous submission of documents, as if proceedings were always introduced by special agreement. But that was not necessary seeing that, as the President had just indicated, the agreement provided for in Article 29 of the Statute—an agreement which was necessary in order that a case might be brought before the Chamber for Summary Procedure in preference to the full Court—might be embodied not only in a special agreement but also in a general treaty and that consequently the Chamber for Summary Procedure might, as an exceptional case, have a suit referred to it unilaterally. There was therefore no objection to the documents being submitted successively in that case.

M. PESSÔA said that that was precisely the reasoning on which his proposal was based.

¹ See p. 262.

² » » 271.

³ » pp. 314-315.

Le PRÉSIDENT met aux voix — la rédaction restant réservée — le nouveau texte de l'article 69 qui figure à la page 86¹.

(Ce texte est adopté à l'unanimité.)

107. — **Ajournement de la séance.**

Le PRÉSIDENT propose d'ajourner au 26 juillet la suite de l'examen du Règlement ; il sera possible d'aborder alors l'ensemble des articles 71 à 74, relatifs à la procédure consultative, articles sur lesquels un nombre considérable d'amendements ont été déposés.

M. DE BUSTAMANTE propose, afin de gagner du temps, l'examen immédiat de l'article 75, qui est sans rapport avec la procédure consultative.

Le PRÉSIDENT fait observer que cet article n'a pas fait l'objet d'un amendement proprement dit ; c'est seulement son numéro qui, dans une certaine éventualité, doit être modifié.

Le Président propose donc à la Cour de se réunir le 26 juillet à 10 heures.

(Cette proposition est adoptée.)

108. — **Prochaine séance de la Cour.**

La prochaine séance de la Cour aura lieu ainsi qu'il est indiqué au numéro précédent.

La séance est levée à 12 h. 50.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Voir pp. 314-315.

The PRESIDENT, subject to modifications of language, took a vote on the new text of Article 69 appearing on page 86¹.

(This text was unanimously adopted.)

107. — **Adjournment of the meeting.**

The PRESIDENT proposed to adjourn until July 26th the further examination of the Rules. They might then take the whole of Articles 71 to 74 regarding advisory procedure, in connection with which articles a considerable number of amendments had been submitted.

M. DE BUSTAMANTE proposed that they should at once consider, in order to save time, Article 75 which had no reference to advisory procedure.

The PRESIDENT pointed out that there was no real amendment to that article. It was only its number which, in certain circumstances, might be altered.

The President proposed therefore that the Court should meet on July 26th, at 10 a.m.

(That proposal was adopted.)

108. — **Next meeting of the Court.**

The next meeting of the Court would take place as indicated in the preceding minute.

The Court rose at 12.50 p.m.

(Signed) MAX HUBER,

President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,

Registrar.

¹ See pp. 314-315.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

VINGT-SEPTIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le lundi 26 juillet 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

109. — Règlement. Titre 2, Procédure consultative.

a) Exposé des divers amendements.

Le PRÉSIDENT rappelle que le premier des travaux ayant trait à la revision des dispositions relatives à la procédure consultative était un exposé de M. Altamira : ce dernier, toutefois, a déclaré retirer sa proposition, qui tendait à établir une distinction nette entre la procédure contentieuse et la procédure consultative. Ce point n'est donc pas en discussion.

M. ALTAMIRA demande que le motif de ce retrait, exprimé dans sa note écrite¹, soit inscrit au procès-verbal.

Le PRÉSIDENT, en déclarant qu'il sera fait droit à cette demande, attire l'attention sur la proposition de M. Yovanovitch², qui tend à écarter la procédure orale en matière consultative.

Le Président mentionne ensuite les propositions émanant de M. Anzilotti³, de M. Beichmann⁴ et de lui-même⁵, tendant à admettre, pour la procédure consultative également, la désignation de juges nationaux, et, enfin, les propositions concernant les avis dissidents : ces dernières émanent, d'une part, de MM. Loder et Weiss⁶ qui désirent la suppression de ces avis en matière consultative, et, d'autre part, de lord Finlay, MM. Moore et Anzilotti⁷, qui veulent déterminer dans quelles

¹ Voir pp. 264 (286 et 293).

² » » 274 (290).

³ » » 267-268 (288-293).

⁴ » » 277 (298-299).

⁵ » » 253-259.

⁶ » » 281-285.

⁷ » p. 272.

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

TWENTY-SEVENTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Monday, July 26th, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

109. — Rules. Heading 2, Advisory Procedure.

(a) Explanation of the various amendments.

The PRESIDENT recalled that the first work relating to the revision of the rules regarding advisory procedure, was a memorandum by M. Altamira ; the latter had, however, withdrawn his proposal which had been intended to establish a clear distinction between contentious procedure and advisory procedure. That point was not, therefore, submitted for discussion.

M. ALTAMIRA asked that his reason for the withdrawal of his proposal, which was stated in his written note¹, should be inserted in the minutes.

The PRESIDENT, after stating that this request would be complied with, drew attention to the proposal of M. Yovanovitch², designed to dispense with oral proceedings in advisory cases.

The President then mentioned the proposals made by M. Anzilotti³, M. Beichmann⁴ and himself⁵, designed to allow the appointment of national judges in advisory proceedings also, and, lastly, the proposals regarding dissenting opinions, submitted, on the one hand, by MM. Loder and Weiss⁶ who wished to suppress such opinions in advisory cases and, on the other hand, by Lord Finlay, MM. Moore and Anzilotti⁷, who wished to lay down under what conditions it was to be recorded

¹ See pp. 264 (286 and 293).

² » » 274 (290).

³ » » 267-268 (288-293).

⁴ » » 277 (298-299).

⁵ » » 253-259.

⁶ » » 281-285.

⁷ » p. 272.

conditions le fait que certains juges ont voté contre un projet d'avis ou d'arrêt doit être constaté.

Le Président propose d'aborder en premier lieu l'examen des amendements concernant l'admission des juges nationaux, et il ouvre la discussion sur les propositions de MM. Anzilotti, Beichmann et Huber¹, concernant l'application par analogie de l'article 31 du Statut à la procédure consultative.

b) Question de l'admission des juges nationaux dans la procédure consultative.

M. ANZILOTTI se rallie à la proposition du Président (Distr. 794, pp. 19 et 20)² dans laquelle la sienne peut être considérée comme comprise.

Le PRÉSIDENT, estimant que la proposition de M. Beichmann (Distr. 794, p. 43)³ est, elle aussi, identique en substance à la sienne, encore qu'un peu moins développée, croit qu'il y aurait avantage à prendre cette dernière pour base de discussion.

M. ANZILOTTI explique l'économie des diverses propositions qui ont trouvé leur expression dans le texte rédigé par le Président.

Il rappelle l'existence, à côté des avis consultatifs de nature générale ne portant pas sur un différend entre deux ou plusieurs Parties, d'autres avis consultatifs qui ont trait à un véritable différend, devant être résolu par le Conseil de la Société des Nations ou par un autre corps constitué. Ces différends, dont la solution politique est confiée à ces organes constitués, sont renvoyés à la Cour pour la solution des points juridiques qu'ils soulèvent. Dans ce cas, il n'y a, selon M. Anzilotti, aucune différence entre une procédure contentieuse proprement dite et la procédure consultative, et il lui paraît clair que les raisons pour lesquelles le système des juges nationaux a été adopté dans la première, valent aussi pour la dernière.

Puisque, selon le Statut, le système des juges nationaux est prévu pour la procédure contentieuse, et puisque la Cour a, par analogie, appliqué, d'une manière générale, à la procédure consultative, les règles de la procédure contentieuse, elle doit le faire aussi en ce qui concerne la composition de la Cour. Ce principe une fois admis, la difficulté consiste surtout à déterminer dans quel cas il doit être fait appel aux juges nationaux pour la procédure consultative. A cet égard, M. Anzilotti estime que la formule proposée par le Président présente un très grand avantage, car, en disposant qu'il doit s'agir d'un différend effectivement né, elle dispense la Cour de la nécessité de décider dans chaque cas si l'avis porte sur un différend entre États ou bien sur une question générale et abstraite. En effet, en exigeant qu'une procédure soit ouverte devant, par exemple, le Conseil ou l'Assemblée, on fournit à la Cour un critère

that certain judges had voted against a draft opinion or judgment.

The President proposed first of all to consider the amendments regarding the admission of national judges, and opened the discussion on the proposals of MM. Anzilotti, Beichmann and Huber¹, regarding the application by analogy of Article 31 of the Statute to advisory proceedings.

(b) Question of the admission of national judges in advisory procedure.

M. ANZILOTTI accepted the President's proposal (Distr. 794, pp. 19 and 20)² which might be regarded as covering his own.

The PRESIDENT being of opinion that M. Beichmann's proposal (Distr. 794, p. 43)³ was also substantially the same as his own, though not worked out quite so far, thought that it would be best to take his own proposal as a basis for discussion.

M. ANZILOTTI explained the system of the various proposals embodied in the President's draft.

He recalled the fact that, besides advisory opinions of a general nature not relating to a dispute between two or more States, there were others which related to an actual dispute to be settled by the Council of the League of Nations or by some other established body. Such disputes, the political settlement of which was entrusted to these established organs, were referred to the Court for the settlement of the legal questions involved. In that case there was, in M. Anzilotti's view, no difference between contentious procedure, properly so-called, and advisory procedure, and it seemed clear to him that the reasons for which the system of national judges had been adopted for the former also applied in regard to the latter.

Since, in the Statute, provision had been made for national judges in contentious proceedings and since the Court had, generally speaking, applied by analogy the rules for contentious procedure to advisory procedure, it must also do so as regarded the composition of the Court. Once this principle was accepted, the chief difficulty would be in deciding in what circumstances national judges should be called for in advisory procedure. In regard to this point, M. Anzilotti thought that the formula proposed by the President had this great advantage that, by laying down that the question must relate to an actually existing dispute, it relieved the Court of the necessity of deciding in each case whether the opinion bore upon a dispute between States or upon a general and abstract question. For, by requiring that proceedings must be pending before, for example, the Council or Assembly, the Court was

¹ Voir pp. 289, 275, 253-254.

² » p. 253.

³ » » 275.

¹ See pp. 289, 275, 253-254.

² » p. 253.

³ » » 275.

objectif pour décider s'il y a lieu ou non de faire appel aux juges nationaux. Il conviendrait, toutefois, selon M. Anzilotti, d'apporter à la proposition du Président certaines modifications de rédaction.

M. MOORE est entièrement d'accord avec M. Anzilotti. Il rappelle, en outre, que l'affaire des décrets de nationalité en Tunisie, entre la France et la Grande-Bretagne, constituait bien un différend international soumis à la Cour sous forme d'avis, et que, dans l'affaire de la Carélie orientale, la Cour a décidé qu'une question soumise pour avis consultatif pouvait être un vrai litige entre États.

C'était à la Cour elle-même qu'il appartenait de régler sa procédure en matière d'avis consultatif, et elle a délibérément assimilé celle-ci à la procédure contentieuse. En adoptant l'amendement proposé, la Cour ne ferait donc que poursuivre dans la voie où elle s'est déjà engagée.

M. DE BUSTAMANTE pose une question d'ordre constitutionnel : étant donné que le Statut ne parle de juges nationaux que pour la procédure contentieuse, la Cour peut-elle vraiment étendre la portée du Statut en introduisant dans la procédure consultative le droit, pour les États, de nommer des juges *ad hoc* ? Cela n'est-il pas plutôt de la compétence de l'Assemblée, ou des États participant au Statut ?

Le PRÉSIDENT estime que, dans la proposition en discussion, il s'agit simplement d'appliquer à la procédure consultative les règles de la procédure contentieuse. La Cour a déjà, dans le Règlement comme dans la pratique, assimilé autant que possible la procédure consultative à la procédure contentieuse. Cependant, le Statut a été interprété en ce sens que les juges nationaux ne sont pas admis dans la procédure consultative. Mais il apparaît au Président que, l'égalité des Parties étant le principe le plus sacré de toute procédure, lorsqu'une procédure consultative équivaut au fond à une procédure contentieuse, il est assez difficile d'écarter sans une disposition formelle les règles applicables à cette dernière. Le Rapport général, adopté par la Cinquième Assemblée, au sujet du soi-disant Protocole de Genève, développe la même pensée, précisément à propos de l'extension à la procédure consultative du champ d'application de l'article 31 du Statut. La proposition en discussion ne fait donc que développer la procédure consultative selon l'esprit du Statut lui-même.

M. le Président LODER estime que la question se présente sous deux aspects : la légalité de la proposition et son opportunité.

Sur le premier point, M. Loder est d'accord avec M. de Bustamante. L'article 31 du Statut, qui ne vise que la procédure contentieuse, prévoit, pour cette procédure, la possibilité d'une exception à la composition normale de la Cour. Cet article — qui, d'ailleurs, selon M. Loder,

given an objective criterion for deciding whether national judges should be summoned or not. M. Anzilotti thought, however, that certain modifications should be made in the drafting of the President's proposal.

Mr. MOORE entirely agreed with M. Anzilotti. He also recalled that the case of the nationality decrees in Tunis between France and Great Britain really constituted an international dispute submitted to the Court in the form of an opinion and that, in the case of Eastern Carelia, the Court had decided that a question submitted for advisory opinion might be a genuine dispute between States.

It was for the Court itself to regulate its procedure in advisory questions, and it had deliberately assimilated it to contentious procedure. By adopting the proposed amendment, the Court would therefore merely be following out a course already embarked upon.

M. DE BUSTAMANTE put a question of a constitutional nature. Since the Statute only spoke of national judges in contentious proceedings, could the Court really extend the scope of the Statute by introducing into advisory procedure a right on the part of States to appoint judges *ad hoc* ? Was not that rather a matter within the competence of the Assembly or of States adhering to the Statute ?

The PRESIDENT thought that, in the proposal under discussion, the idea was simply to apply to advisory procedure the rules for contentious procedure. The Court had already, both in its Rules and in practice, assimilated advisory procedure, as far as possible, to contentious procedure. The Statute, however, had been construed as meaning that national judges were not allowed in advisory procedure. It seemed, however, to the President, that, as the principle of the equality of the Parties was the principle most essential in any procedure, when proceedings for advisory opinion were substantially equivalent to a contested case, it was very difficult to set aside the rules applicable to the latter without a definite provision to that effect. The General Report adopted by the Fifth Assembly, in regard to the so-called Geneva Protocol, developed the same idea in connection with the very question of the extension to advisory procedure of the sphere of application of Article 31 of the Statute. The proposal under discussion, therefore, merely developed the advisory procedure in accordance with the spirit of the Statute itself.

President LODER thought that there were two aspects to the question : first, the legality of the proposal and, second, its expediency.

As regarded the legality of the proposal, President Loder agreed with M. de Bustamante. Article 31 of the Statute, which only referred to contentious procedure, made provision, in that procedure, for an exception to the normal composition of the Court. That article

devrait être supprimé lors d'une revision éventuelle du Statut — doit, par conséquent, être interprété restrictivement et non pas étendu au delà de ses termes, pour couvrir les avis consultatifs. La Cour n'a pas le droit de toucher à sa propre composition telle qu'elle est prévue par le Statut.

Quant au second aspect de la question, M. Loder est d'avis que l'extension envisagée n'est pas opportune. La présence des juges nationaux n'est, en général, pas désirable et doit être limitée aux cas où elle est prescrite par le Statut. Tout au plus pourrait-on accorder en matière d'avis la présence de juges nationaux avec voix consultative.

M. DE BUSTAMANTE fait remarquer que la proposition ne vise pas la procédure, mais la composition de la Cour, ce qui est en dehors de la compétence de celle-ci.

M. WEISS partage le scrupule constitutionnel de M. de Bustamante. Le droit, pour la Cour, d'émettre des avis consultatifs réside dans l'article 14 du Pacte, qui dit :

«.... Elle donnera aussi des avis consultatifs sur tout différend ou tout point dont la saisira le Conseil ou l'Assemblée.»

Cette disposition vise la Cour dans sa constitution normale, envisagée par le Statut. A cette composition, la Cour ne saurait rien ajouter.

M. Weiss fait en outre observer qu'en demandant un avis à la Cour, le Conseil et l'Assemblée font sans doute confiance aux personnes qui, normalement, la constituent et qui sont désignées par le Conseil et l'Assemblée mêmes. Soumettre les demandes pour avis à des personnes qu'ils n'ont pas eues en vue, ne paraît, dès lors, pas admissible.

M. ALTAMIRA, laissant de côté la question de fond, regrette vivement de ne pouvoir se rallier à l'opinion de M. le Président Loder, de MM. Weiss et de Bustamante sur la question de la constitutionnalité.

Selon M. Altamira, la réglementation de toute la matière des avis consultatifs a été laissée à la Cour. Par conséquent, celle-ci peut régler la procédure pour avis de la manière qu'elle juge le plus utile et, notamment, se prononcer sur l'application à cette procédure de l'article 31 du Statut. Il s'agit seulement de savoir s'il convient de transporter l'institution des juges nationaux dans les procédures consultatives touchant un différend effectivement né.

M. ODA est, en ce qui concerne la légalité de l'application de l'article 31 en matière d'avis consultatifs, de la même opinion que MM. Loder, Weiss et de Bustamante.

Lors de la session préliminaire, la Cour aboutit à la conclusion que la délibération sur l'avis consultatif doit avoir lieu en séance plénière, la composition devant être réglée exclusivement par l'article 25 du Statut. Elle a jugé alors que les divers articles du Statut,

— which moreover, in M. Loder's view, should be deleted if the Statute were revised—must therefore be strictly construed and not read to mean more than it actually said, in order to cover advisory opinions. The Court had no right to alter its own composition as laid down by the Statute.

As regarded the expediency of the question, President Loder thought that the proposed extension was not expedient. The presence of national judges was not, generally speaking, desirable and should be limited to cases in which it was prescribed by the Statute. The utmost that could be done was to allow the presence of national judges in an advisory capacity in the case of advisory opinions.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that the proposal did not relate to procedure but to the composition of the Court which was outside the latter's jurisdiction.

M. WEISS shared M. de Bustamante's constitutional objection. The Court's right to give advisory opinions was derived from Article 14 of the Covenant which said :

“.... The Court may also give an advisory opinion upon any dispute or question referred to it by the Council or by the Assembly.”

That clause referred to the Court with the normal composition provided for in the Statute. The Court could add nothing to that composition.

M. Weiss also observed that, when the Council or Assembly asked the Court for an opinion, they no doubt placed their confidence in the persons who normally composed it and who were appointed by the Council and Assembly themselves. It did not therefore seem admissible that requests for advisory opinions should be submitted to persons whom these bodies had not had in mind.

M. ALTAMIRA, leaving aside the merits of the question, much regretted that he could not share the opinion of President Loder, MM. Weiss and de Bustamante regarding the question of constitutionality.

In his view, the regulation of the whole problem of advisory opinions had been left to the Court. Consequently, the latter could arrange the procedure in the manner which it thought best and, in particular, could decide as to the application to that procedure of Article 31 of the Statute. The question was simply whether the provision concerning national judges should be applied in the case of advisory opinions concerning actually existing disputes.

M. ODA, as regards the legality of applying Article 31 in the case of advisory opinions, shared the views of MM. Loder, Weiss and de Bustamante.

At the preliminary session, the Court had come to the conclusion that the full Court should deliberate on questions for advisory opinion, its composition being exclusively governed by Article 25 of the Statute. The Court had then held that the various articles of the

qui prévoient des exceptions à cette composition normale, ne devaient pas être pris en considération dans la procédure pour avis. Le silence absolu du Statut sur cette procédure ne peut être considéré comme impliquant la pleine compétence du Règlement ; dans la mesure où le principe est que les exceptions en question doivent, en effet, être interprétées *stricto sensu*, le Règlement aurait tort d'appliquer à la procédure consultative, sans délégation expresse, les exceptions prévues exclusivement pour la procédure contentieuse par le Statut lui-même.

Lord FINLAY se sent très porté vers l'idée émise par M. Loder, et selon laquelle les juges nationaux ne devraient avoir que voix consultative ; cela faciliterait en effet leur situation, qui est actuellement bien difficile.

Mais puisque ce système existe, il convient de l'appliquer également en matière d'avis consultatifs. En effet, puisqu'il s'agit de pures questions de droit, on doit bien pouvoir compter sur les juges pour donner une opinion sans parti pris ; toutefois, afin de tenir compte de l'opinion publique, il faut éviter, non seulement le mal, mais même l'apparence du mal. Lord Finlay est donc en faveur de la proposition du Président.

M. le Président LODER, répondant à M. Altamira, remarque que la liberté que possède sans doute la Cour pour régler la procédure consultative, ne saurait s'étendre à changer la constitution de la Cour, qui est fixée par le Statut ; or, admettre dans la procédure consultative les juges nationaux, serait modifier cette constitution.

Le GREFFIER, à la demande du Président, fournit quelques explications de fait sur la manière dont a été traitée par l'Assemblée de 1920 la question des avis consultatifs. Il rappelle que le Comité de Juristes avait proposé un article 36, visant précisément les avis consultatifs et s'occupant, entre autres, du cas où un avis a trait à une question faisant l'objet d'un différend effectivement né. Dans ce cas, la Cour statuerait dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un litige porté devant elle. Le rapport de M. de Lapradelle, adopté par le Comité, explique cette disposition de la manière suivante :

« Dès l'instant qu'il s'agit d'un différend actuellement né, la Cour devra donc statuer. . . en laissant monter, à la demande des Parties, un juge de leur nationalité sur le siège. . . »

Cet article visait donc, entre autres, précisément la présence de juges nationaux.

Au sein de la 3^{me} Commission de l'Assemblée, la suppression de l'article tout entier fut proposée et adoptée. Le rapport de M. Hagerup explique cette suppression en disant que le projet d'article entraînait dans des détails qui concernaient plutôt le règlement intérieur de la Cour.

Statute which provided for exceptions to the Court's normal composition should not be taken into account with regard to advisory procedure. The absolute silence of the Statute in regard to that procedure must not be taken as implying that the Rules of Court had complete freedom in the matter ; in so far as the principle was that such exceptions must be strictly construed, it would be wrong without express authority to apply to advisory procedure in the Rules, exceptions made by the Statute itself exclusively with regard to contentious procedure.

Lord FINLAY had much sympathy with the idea suggested by M. Loder to the effect that national judges should only sit in an advisory capacity. That would indeed make much easier their position which was now most difficult.

Since, however, the system existed, it must also be applied in advisory cases. For, although advisory opinions related to questions of pure law and it should, therefore, be possible to rely on the judges to give an unbiassed opinion, it was important, for the sake of public opinion, not only to eschew evil but to eschew all appearance of evil. Lord Finlay therefore was in favour of the President's proposal.

President LODER, in reply to M. Altamira, observed that the power which the Court undoubtedly possessed to regulate advisory procedure could not be extended to changing the Court's constitution, which was fixed by the Statute ; but to allow national judges in advisory proceedings would amount to changing that constitution.

The REGISTRAR, at the request of the President, gave certain explanations in regard to the handling by the Assembly in 1920 of the question of advisory opinions. He recalled that the Committee of Jurists had proposed an Article 36, which related precisely to advisory opinions and dealt, amongst other things, with the case of an advisory opinion on a question forming the subject of an actually existing dispute. In this case, the Court was to give its decision under the same conditions as in the case of a suit referred to it. M. de Lapradelle's report, which was adopted by the Committee, explained this provision as follows :

"Whenever therefore, an existing dispute is in question, the Court must take its decision . . . a judge of the nationality of each of the Parties must be allowed to take his seat on the bench, if the Parties request it . . ."

This article, therefore, amongst other things, dealt with the very question of the presence of national judges.

In the Third Committee of the Assembly, the deletion of the whole article was proposed and approved. M. Hagerup, in his report, explained this by saying that the proposed article went into details which were rather a matter for regulation by the Court.

Ce rapport fut adopté par un vote unanime de l'Assemblée. Il est, dès lors, possible de soutenir que, selon l'Assemblée elle-même, la question de savoir si les juges nationaux doivent ou non être présents dans la procédure consultative, est bien du domaine du Règlement.

M. ALTAMIRA se déclare d'accord avec M. Loder au sujet de l'existence de limites imposées à la liberté de la Cour, mais il fait observer qu'il ne s'est pas encore prononcé sur la question de fond, à laquelle a touché M. Loder.

M. ANZILOTTI estime que la question de constitutionnalité a été très heureusement posée par M. Oda : il s'agit, en effet, des rapports entre l'article 25 et l'article 31 du Statut. Mais il n'est pas d'accord sur la manière dont M. Oda envisage ces rapports, car, selon M. Anzilotti, l'article 31 ne fait que compléter et préciser l'article 25. Il rappelle que la Cour a reconnu qu'elle délibère sur ses avis en séance plénière, la composition étant déterminée par l'article 25. Or, suivant ses termes, l'article 25, de même que l'article 31, ne vise que la procédure contentieuse. D'ailleurs, il y a eu des cas où la Cour a appliqué, en matière consultative, le premier paragraphe de l'article 31, suivant lequel « les juges de la nationalité de chacune des Parties en cause conservent le droit de siéger dans l'affaire dont la Cour est saisie ». Mais, selon M. Anzilotti, tout ce qui suit, dans l'article 31, est lié au même principe général, qui touche la manière dont on doit comprendre la « séance plénière » prévue par l'article 25.

Lors de la session préliminaire, la Cour a adopté l'idée essentielle suivant laquelle la procédure consultative devant une Cour de Justice ne peut s'éloigner d'une procédure judiciaire ; et, par la suite, la Cour s'est toujours inspirée de cette idée. Or, dans ces conditions, M. Anzilotti ne voit pas pourquoi la Cour s'arrêterait à mi-chemin. Si, afin d'assurer l'égalité des Parties, la Cour plénière pour la procédure contentieuse comprend des juges de la nationalité des Parties, elle doit comprendre des juges *ad hoc*, pour la procédure consultative également, afin de garantir le principe fondamental de toute procédure.

En résumé, M. Anzilotti, étant donné l'idée essentielle qui est à la base de la procédure consultative, pense qu'on ne peut appliquer à cette procédure l'article 25 du Statut, sans lui appliquer en même temps l'article 31.

M. le Président LODER croit que la disposition pertinente est l'article 3 du Statut, en vertu duquel « la Cour se compose de quinze membres, onze juges titulaires et quatre juges suppléants ».

Les juges nationaux, qui ne font pas partie de la Cour, sont bien prévus par le Statut pour la procédure contentieuse. Mais le Statut ne dit rien des avis consultatifs.

This report was unanimously adopted by the Assembly. It was, therefore, possible to argue that, in the opinion of the Assembly itself, the question whether national judges should or should not be present in advisory procedure, was really within the scope of the Rules of Court.

M. ALTAMIRA agreed with what M. Loder had said in regard to the existence of limits set to the Court's powers, but pointed out that he had not yet expressed his opinion on the question of principle upon which M. Loder had touched.

M. ANZILOTTI thought that the question of constitutionality had been very well stated by M. Oda : it was indeed a question of the relation between Article 25 and Article 31 of the Statute. He did not, however, agree with the manner in which M. Oda regarded that relation, for, in his opinion, Article 31 merely supplemented and further explained Article 25. He recalled that the Court had recognized that it should deliberate upon advisory opinions sitting as a full Court, its composition being determined by Article 25. Now, according to its terms, Article 25, like Article 31, only referred to contentious procedure. Moreover, there had been cases in which the Court had applied, in advisory procedure, the first paragraph of Article 31 to the effect that "judges of the nationality of each contesting Party shall retain their right to sit in the case before the Court". In M. Anzilotti's view, however, all that followed in Article 31 was connected with the same general principle which related to the manner in which the "full Court" mentioned in Article 25 was to be understood.

At the preliminary session the Court had adopted the essential principle that advisory procedure before a Court of Justice could not differ from judicial procedure, and subsequently the Court had always acted on that principle. Now, in these circumstances, M. Anzilotti did not see why the Court should stop half-way. If, in order to secure the equality of the Parties, the full Court for a contested case included judges of the nationality of the Parties, it must also include judges *ad hoc* in advisory procedure in order to safeguard the fundamental principle of any procedure.

Summarizing, M. Anzilotti, having regard to the essential principles on which advisory procedure was based, thought that it was impossible to apply to that procedure Article 25 of the Statute without at the same time applying to it Article 31.

President LODER thought that the relevant clause was Article 3 of the Statute, according to which "the Court shall consist of fifteen members, eleven judges and four deputy-judges".

The national judges, who did not form part of the Court, were indeed provided for by the Statute in the case of contentious proceedings. But the Statute did

Dès lors, la Cour doit se demander si, en introduisant les juges nationaux dans la procédure consultative, elle ne dépasserait pas les dispositions de l'article 3 du Statut.

Le PRÉSIDENT estime que la question relative à la constitutionnalité de la proposition doit recevoir une réponse affirmative, non seulement pour les raisons développées par M. Anzilotti, mais encore pour d'autres considérations.

Le Statut de la Cour, fondé sur l'article 14 du Pacte, contient trois chapitres : Organisation, Compétence, Procédure. En ce qui concerne le troisième chapitre, la procédure contentieuse seule est réglée. Le chapitre sur la compétence n'a pas ici de pertinence. Reste le chapitre concernant l'organisation de la Cour, qui ne vise nullement les seules affaires contentieuses. Ce chapitre contient l'article 31 aussi bien que l'article 25. Pour pouvoir régler la procédure consultative, la Cour doit se fonder sur le chapitre « Organisation » tout entier. Dès lors, il devient clair que l'article 31 n'est pas nécessairement limité à la procédure contentieuse.

Les renseignements historiques que le Greffier vient de fournir démontrent, de l'avis du Président, que le Comité de Juristes et l'Assemblée de 1920 ont pensé que, pour traiter des avis consultatifs, la Cour doit être composée de la même manière que dans la procédure contentieuse. La pensée était d'assurer aux intéressés les mêmes garanties en matière de procédure consultative qu'en matière de procédure contentieuse.

M. MOORE reconnaît que le Statut ne dit rien de la composition de la Cour dans la procédure consultative. Mais, lorsque l'affaire portée devant la Cour est de nature à rendre applicable l'article 31, pourquoi n'appliquerait-on pas cet article, quelle que soit la forme donnée au différend ? En effet, un litige entre États peut être soumis à la Cour, non seulement sous forme de requête ou de compromis, mais aussi sous la forme d'une demande d'avis. Dans l'affaire de la Carélie orientale, le Conseil lui-même a reconnu ce fait, en suggérant à la Cour de demander des renseignements aux Parties. Il faut donner aux termes de l'article 31 du Statut une interprétation large, conforme à l'esprit dans lequel ils ont été rédigés, et non pas une interprétation technique.

Lord FINLAY, comme M. Loder, estime que l'article 31 ne s'applique pas aux avis consultatifs. Les demandes pour avis soulèvent de pures questions de droit, pour la discussion desquelles la présence de juges nationaux n'a pas de raison d'être. Les termes de l'article 31 lui laissent d'ailleurs l'impression que les auteurs du Statut ont délibérément exclu les avis consultatifs du domaine d'application de cet article. Lord Finlay exprime le regret d'être arrivé à cette conclusion, car ses préférences seraient plutôt en faveur de l'amendement du Président.

not say a single word on the question of advisory opinions. The Court must, therefore, consider whether, by introducing them into advisory procedure, it would not be going beyond the terms of Article 3 of the Statute.

The PRESIDENT thought that the answer to the question whether the proposal was constitutional was in the affirmative, not only for the reasons given by M. Anzilotti but for other reasons.

The Court's Statute, which was based on Article 14 of the Covenant, contained three chapters : Organization, Jurisdiction, Procedure. As regards the third Chapter, only contentious procedure was dealt with. The chapter on jurisdiction was not relevant here. There remained the chapter regarding the Court's Organization ; this chapter by no means referred to contentious procedure alone. It included Article 31 as well as Article 25. In regulating advisory procedure, the Court should base itself on the chapter "Organization" as a whole. It was clear, therefore, that Article 31 was not necessarily confined to contentious procedure.

The historical information supplied by the Registrar proved, in the President's opinion, that the Committee of Jurists and the Assembly in 1920, had thought that when dealing with advisory opinions the Court should be composed in the same way as in contested cases. The idea was to secure to interested Parties the same guarantees in advisory procedure as in contentious procedure.

Mr. MOORE admitted that the Statute said nothing regarding the composition of the Court for advisory procedure. But where the matter before the Court was of a nature that rendered Article 31 applicable, why should it not be applied, no matter in what form a dispute was brought before the Court ? As a matter of fact, a dispute between States might be submitted to the Court, not only by means of an application or a special agreement, but also in the form of a request for an opinion. In the question of Eastern Carelia, the Council itself had recognized this fact, and had suggested to the Court that it should ask the Parties for information. The terms of Article 31 must be broadly construed in accordance with the spirit in which they were framed, and a narrow, technical interpretation must not be placed on the article.

Lord FINLAY, like M. Loder, was of opinion that Article 31 would not apply to advisory opinions. Requests for opinions raised pure questions of law for the discussion of which there was no reason for the presence of national judges. The terms of Article 31, moreover, gave Lord Finlay the impression that the intention of the authors of the Statute was deliberately to exclude advisory opinions from their sphere of application. Lord Finlay regretted that he had come to this conclusion, because his feelings were in favour of the President's amendment.

M. MOORE rappelle qu'aucun sujet n'a été plus profondément discuté que celui des avis consultatifs par les rédacteurs du Statut. Il leur a cependant été impossible de lui donner alors une solution, et il a fallu laisser la Cour libre de régler ce point. Aucune disposition du Statut n'est en soi applicable à la procédure consultative. Néanmoins, selon M. Moore, s'il est constaté qu'une affaire soumise à la Cour pour avis consultatif est de même nature que les affaires en prévision desquelles a été rédigé le Statut, les stipulations de celui-ci doivent être appliquées à cette affaire.

M. DE BUSTAMANTE combat la thèse selon laquelle le soin de régler toute la matière des avis consultatifs a été laissé à la Cour, même dans la mesure où la composition de celle-ci est en jeu, la question relative à la composition de la Cour étant, selon lui, en dehors de la compétence de cette dernière.

Lord FINLAY se range à l'avis exprimé par M. de Bustamante. La Cour ne peut, par analogie, appliquer à la procédure consultative toute stipulation du Statut, même lorsqu'il s'agit de sa propre constitution.

M. ANZILOTTI estime que la pensée de M. Moore, pas plus que la sienne propre, ne saurait être que la Cour jouit d'une liberté illimitée : la Cour est liée par le Statut. Mais, selon lui, du moment que le Statut ne contient aucune règle visant spécialement les avis consultatifs, la Cour doit appliquer par analogie les règles visant la procédure contentieuse et concernant l'organisation de la Cour aussi bien que la procédure proprement dite. Cette organisation résulte aussi bien de l'article 31 que de l'article 25, dont l'extension à la procédure consultative est admise. Si l'on met de côté l'article 31, il faut également mettre de côté l'article 25. Mais, dans ce cas, il faut se reporter à l'article 3, sur lequel, cependant, se fondent ceux qui pensent que les juges suppléants doivent siéger avec les juges titulaires, lorsque la Cour délibère sur une demande d'avis.

M. MOORE n'a certainement pas voulu soutenir que la Cour puisse faire quoi que ce soit d'incompatible avec sa constitution. Mais il ne croit pas exact de dire que les questions soumises pour avis consultatif ont toujours trait à de pures questions de droit. Le Conseil a été lui-même d'avis que la procédure consultative peut être utilisée pour résoudre des différends entre États. La Cour, chaque fois qu'elle a été saisie d'une demande d'avis, a averti les intéressés et, lorsqu'ils l'ont demandé, les a entendus parce qu'ils avaient des intérêts en jeu. Dans des cas de cet ordre, les dispositions du Statut, relatives aux différends internationaux, doivent être appliquées également dans la procédure consultative.

Lord FINLAY souligne les difficultés qui surgiront si la présence de juges nationaux dans la procédure consultative est admise, et si plusieurs Parties, qui ne

Mr. MOORE recalled that no subject had been more profoundly discussed than advisory opinions during the drafting of the Statute. The framers of the Statute, however, seemed to have been incapable of dealing with it, and had had to leave the regulation of it to the Court. There was not a single provision which was, in itself, applicable to advisory procedure. Nevertheless, Mr. Moore thought that if it were found upon examination that a case referred to the Court for advisory opinion was of the same nature as those in view of which the Statute had been framed, the provisions of the latter should be applied to that case.

M. DE BUSTAMANTE did not agree that the regulation of the whole question of advisory opinions had been left to the Court, even so far as the composition of the Court was concerned, for, in his opinion, the composition of the Court was a matter outside the Court's competence.

Lord FINLAY agreed with M. de Bustamante. The Court could not by analogy apply to advisory procedure every provision of the Statute, even a provision regarding its own constitution.

M. ANZILOTTI thought that it could not be Mr. Moore's idea any more than his own that the Court enjoyed unbounded freedom : the Court was bound by the Statute. But what he did think was that since the Statute contained no rule directly relating to advisory opinions, the Court must apply by analogy the rules relating to contentious procedure and concerning the organization of the Court, as well as actual procedure. That organization was governed by Article 31 as well as by Article 25, the extension of which to advisory opinions had been recognized. If they set aside Article 31, they must also set aside Article 25. But in that case they must go back to Article 3 which, however, was the article relied upon by those who thought that deputy-judges should sit with the ordinary judges when the Court was deliberating upon a request for an advisory opinion.

Mr. MOORE certainly had not intended to take the position that the Court could do something which was not compatible with its constitution, but he did not think that it was correct to say that questions submitted for advisory opinion always concerned clear questions of law. The Council itself had held that advisory procedure might be used for the solution of disputes between States, and the Court, whenever it had received a request for an opinion, had given notice to the interested Parties, and, when they had made a request to that effect, had granted them a hearing because they had interests at stake. In cases of that kind the provisions of the Statute regarding international disputes must also be applied in advisory procedure.

Lord FINLAY laid stress on the difficulties which would arise if the presence of national judges in advisory procedure were allowed and if several Parties, who did

font pas cause commune, prétendent être intéressées par un avis consultatif.

Le PRÉSIDENT fait observer que la difficulté, sur ce point, paraît exister au même degré dans la procédure contentieuse. Au surplus, le cas ne s'est jamais présenté.

La seule question qui se pose réellement semble au Président celle de savoir si, selon les termes ou l'esprit des textes, la Cour est ou non obligée d'appliquer l'article 31 à la procédure consultative, dans le cas où celle-ci est utilisée en vue de la solution d'un différend entre deux États.

M. ANZILOTTI désire savoir si la Cour a eu à statuer sur des demandes, émanant d'États, en vue d'être admis à désigner un juge national en matière d'avis consultatif.

Le GREFFIER rappelle que, dans l'affaire de l'échange des populations, le Gouvernement turc, sans demander si un juge national pouvait ou non être admis, a télégraphié qu'il désignait telle personne comme juge national. Il lui a été répondu, par télégramme, que, l'article 31 ne s'appliquant pas dans la procédure consultative, la nomination d'un juge national ne pouvait être envisagée. La décision en cette affaire a dû être prise par le Président, la Cour n'étant pas en session. Le Président s'est d'ailleurs prononcé conformément à la pratique constante de la Cour.

Le PRÉSIDENT ajoute que cette pratique n'exclut pas la possibilité pour la Cour de régler à nouveau la matière en revisant le Règlement. La question ne revêt un caractère d'acuité que dans les cas où un État intéressé a sur le siège un de ses ressortissants, l'autre État n'en ayant pas. Ce cas s'étant effectivement présenté, trois juges ont cru devoir soumettre cette question à la Cour, afin de la faire trancher dans un sens ou dans l'autre.

M. PESSÔA ayant demandé si la réponse négative au Gouvernement turc a été donnée par le Président après délibération de la Cour, lord FINLAY donne lecture de la dépêche suivante, signée du Greffier et publiée dans un des volumes de la Série C :

« Comme affaire mot établi soumise Cour pour avis consultatif elle siégera sans juges nationaux *stop* Statut 31 Règlement 4 applicables exclusivement procédure contentieuse *stop* Prends acte Tevfik Rouchdy soumettra nouveau mémoire. »

M. DE BUSTAMANTE constate que, l'année précédente, l'article 31 a été considéré comme exclusivement applicable aux affaires contentieuses.

Le PRÉSIDENT rappelle que, dans un cas d'espèce, on a pu voir que ce principe aboutit parfois à une solution boiteuse.

M. ALTAMIRA n'hésite pas à penser que la décision qui vient d'être mentionnée n'engage pas la Cour, qui conserve toute sa liberté d'action. D'ailleurs, si la Cour estime qu'elle doit revenir sur une décision antérieure

not join in the same interest, claimed an interest in the result of an opinion.

The PRESIDENT pointed out that the difficulty in regard to this point seemed to be present to an equal extent in contentious procedure. Moreover, the case had never arisen.

The only question which really arose seemed to the President to be whether, according to the terms or spirit of the relevant provisions, the Court was or was not obliged to apply Article 31 to advisory procedure when that procedure was used for the solution of a dispute between two States.

M. ANZILOTTI asked whether the Court had had to decide upon requests from States to be allowed to appoint a national judge for an advisory opinion.

The REGISTRAR recalled that, in the case of the exchange of populations, the Turkish Government, without asking whether a national judge could or could not be allowed to sit, had telegraphed that it had appointed a certain person as national judge. A reply had been sent by telegram to the effect that, as Article 31 did not apply to advisory procedure, the appointment of a national judge could not be contemplated. The decision in that case had had to be taken by the President, as the Court was not in session. The President's decision, moreover, had been in accordance with the constant practice of the Court.

The PRESIDENT added that this practice did not prevent the Court from making fresh rules in regard to this question when revising the Rules of Court. The question only became acute in cases in which an interested State had a national upon the bench, whilst the other interested State had none. When this case had actually arisen, three judges had felt it their duty to submit that question to the Court in order that it should be settled in one way or another.

M. PESSÔA having asked whether the negative reply to the Turkish Government had been given by the President, after deliberation by the Court, Lord FINLAY read the following telegram signed by the Registrar and published in one of the volumes of Series C. :

"As question word established submitted to Court for advisory opinion Court will sit without national judges *stop* Statute 31 Rule 4 exclusively applicable to contentious procedure *stop* Note Tevfik Rouchdy will submit fresh memorandum."

M. DE BUSTAMANTE observed that in the previous year, Article 31 had thus been considered as exclusively applicable to contested cases.

The PRESIDENT recalled that, in one particular case, they had been able to see that that principle sometimes resulted in an unsatisfactory solution.

M. ALTAMIRA had no hesitation in saying that the decision just mentioned did not commit the Court, which retained complete freedom of action. Moreover, if the Court thought that it should go back upon a

considérée par elle comme erronée, elle doit le faire. Cela vaut toujours mieux que de persister dans une erreur constatée.

Pour M. Altamira, la pensée du Comité de Juristes, comme celle de l'Assemblée de 1920, a été d'envisager la même procédure, pour les affaires consultatives d'un certain genre, que pour les affaires contentieuses. Dans ce sens, il serait porté à voter en faveur de la proposition de M. Anzilotti. Comme, cependant, il persiste à croire que, lorsque la Cour donne un avis consultatif, son activité est toute différente de son activité judiciaire proprement dite, il s'abstiendra lors du vote.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition insérée aux pages 19 et 20 du Doc. Distr. 794¹, sous réserve de rédaction.

(Cette proposition est rejetée par sept voix contre trois (MM. Anzilotti, Moore et Huber) et une abstention (M. Altamira).)

M. ANZILOTTI ayant demandé s'il interprète bien le vote de la majorité en disant que l'article 31 du Statut n'est pas applicable à la procédure consultative, plusieurs juges déclarent se référer aux motifs qu'ils ont exposés dans le cours de la discussion.

Le PRÉSIDENT rappelle que, lors de la discussion du nouvel article 4 *bis* proposé, la Cour a décidé de réserver la première phrase de cet article en attendant la discussion sur l'article 71.

Le Président explique que la phrase en question s'inspire du principe de l'égalité des Parties devant la Cour, principe essentiel pour cette dernière.

Elle est ainsi conçue :

« Dans les cas où il n'est pas possible, au moyen de l'application de l'article 31 du Statut, d'assurer aux Parties une situation égale par rapport à la composition de la Cour, les paragraphes 1 et 2 de l'article 24 du Statut seront considérés comme applicables. »

Au cas où l'on écarte l'application de l'article 31 du Statut, il semble au Président que si, afin de tenir compte de ce principe, l'article 24 doit trouver une application par analogie, rien ne s'y oppose, car, si l'on met de côté les derniers paragraphes de l'article 31, il faut écarter aussi le premier qui, seul, interdit d'éliminer un juge. Il rappelle que, dans le rapport général sur le Protocole de Genève, cette utilisation de l'article 24 du Statut a été expressément envisagée.

M. DE BUSTAMANTE ne croit pas que l'égalité devant la Cour dépend de ce que la nation intéressée possède dans la Cour un juge de sa nationalité. Il s'agit, non pas d'une Cour d'arbitrage, mais d'une Cour de justice, et la justice doit rester au-dessus de toutes ces considérations d'ordre personnel et même national. Il paraît

previous decision which it considered wrong, it must do so. Such a course was preferable to persisting in a manifest error.

In his opinion, the intention of the Committee of Jurists, like that of the Assembly of 1920, had been to have the same procedure for advisory cases of a certain kind as for contested cases. In regard to this point, he would be inclined to vote in favour of the proposal of M. Anzilotti. As, however, he still thought that when the Court gave advisory opinions its function was entirely different from its judicial function properly so-called, he would not vote.

The PRESIDENT took a vote on the proposal to be found on pages 19 and 20 of Doct. Distr. 794¹, subject to modifications of wording.

(This proposal was rejected by 7 votes to 3 (MM. Anzilotti, Moore and Huber). M. Altamira did not vote.)

M. ANZILOTTI having asked whether he rightly interpreted the vote of the majority by saying that Article 31 of the Statute was not applicable to advisory procedure, several judges referred to the views expressed by them during the discussion.

The PRESIDENT recalled that when the proposed new Article 4 *bis* had been discussed, the Court had decided to reserve the first sentence of that article until the discussion on Article 71.

The President explained that the sentence in question was based upon the principle of the equality of the Parties before the Court, a principle which was essential to the Court.

It was worded as follows :

"Whenever it is not possible, by application of Article 31 of the Statute, to ensure that the Parties are on a footing of equality as regards the composition of the Court, paragraphs 1 and 2 of Article 24 of the Statute shall be held to apply."

If the application of Article 31 of the Statute were ruled out, it seemed to the President that there was no objection to the application by analogy of Article 24—if that were necessary in order to have regard to this principle—because, if the last two paragraphs of Article 31 were set aside, the first paragraph must also be ruled out, and it was that paragraph alone which forbade the removal of a judge. He recalled that in the General Report upon the Geneva Protocol that use of Article 24 of the Statute had been expressly contemplated.

M. DE BUSTAMANTE did not think that equality before the Court depended upon the nation concerned having a judge of its nationality upon the bench. The Court was not a court of arbitration but a court of justice, and justice must be above any considerations of a personal or even national character. Moreover, it

¹ Voir pp. 253-254.

¹ See pp. 253-254.

d'ailleurs impossible d'appliquer la disposition de l'article 4 *bis*, parce que le Président est laissé seul juge des cas où il doit dire à un juge de la nationalité d'une des Parties intéressées qu'il doit s'en aller. L'égalité des Parties serait laissée indécise.

M. ANZILOTTI fait observer que la conséquence du point de vue défendu par M. de Bustamante est que la composition de la Cour dans les affaires contentieuses n'est pas conforme aux exigences de la justice. A son avis, une interprétation du Statut qui porte à des conséquences aussi peu raisonnables est certainement erronée.

Le PRÉSIDENT ne fait pas de proposition, la première phrase de l'article 4 *bis* ayant été réservée par une décision de la Cour, mais il a cru devoir attirer l'attention de la Cour sur un point qui a retenu celle de la Cinquième Assemblée de la Société des Nations.

Lord FINLAY, supposant que l'article 4 *bis* a trait à l'alinéa 2 de l'article 24, ne croit pas que cet alinéa soit applicable en matière d'avis consultatif.

Le PRÉSIDENT, en réponse à une question de M. Weiss, explique que le Protocole de Genève prévoit que certaines questions de droit pourront être renvoyées devant la Cour pour avis consultatif. C'est pour ce cas que, dans le Protocole de Genève, l'Assemblée a prévu précisément l'application, soit de l'article 31, soit de l'article 24 du Statut, afin d'assurer l'égalité absolue entre les intéressés devant la Cour.

Lord FINLAY insiste sur l'inapplicabilité, en l'espèce, du deuxième alinéa de l'article 24.

Le PRÉSIDENT rappelle qu'il ne fait pas de proposition.

M. ALTAMIRA fait observer que cet alinéa avait été adopté par le Comité des dix pour des raisons bien différentes de celles qui sont discutées maintenant.

M. ANZILOTTI estime que la première phrase de l'article 4 *bis* est contraire au Statut. L'article 24 du Statut est, selon lui, destiné à tenir compte de raisons personnelles et ne peut servir à rétablir l'égalité des Parties. C'est l'article 31 qui se propose ce but : c'est donc cet article qui doit être appliqué, toutes les fois qu'il s'agit d'un différend actuellement né, aussi bien dans la procédure consultative que dans la procédure contentieuse.

c) *Avis dissidents.*

Le PRÉSIDENT, avant de passer aux amendements de lord Finlay, MM. Moore et Anzilotti¹, ouvre la discussion sur la proposition formulée il y a deux ans par MM. Loder et Weiss, et dont le texte est reproduit à la page 52². Selon le Président, il convient, en premier lieu, que la Cour se prononce sur l'idée principale de cet amendement, savoir, l'exclusion des avis dissidents en matière consultative.

¹ Voir p. 272.

² „ pp. 284-285.

seemed impossible to apply the clause of Article 4 *bis*, because the President was left sole judge of cases in which he ought to say to a judge of the nationality of one of the Parties that he must give up his seat. The equality of the Parties would be left uncertain.

M. ANZILOTTI pointed out that it followed from the standpoint taken by M. de Bustamante that the composition of the Court in contested cases was not in accordance with the requirements of justice. In his opinion an interpretation of the Statute which led to such unreasonable results was certainly erroneous.

The PRESIDENT made no proposal since the first sentence of Article 4 *bis* had been reserved by a decision of the Court, but he had thought it right to call the Court's attention to a question which had been considered by the Fifth Assembly of the League of Nations.

Lord FINLAY, supposing that Article 4 *bis* referred to paragraph 2 of Article 24, did not think that paragraph was applicable in advisory procedure.

The PRESIDENT, in reply to a question by M. Weiss, explained that the Geneva Protocol provided that certain questions of law might be submitted to the Court for advisory opinion. It was for this contingency that the Assembly had contemplated the application either of Article 31 or of Article 24 of the Statute, in order to ensure absolute equality between interested Parties before the Court.

Lord FINLAY insisted upon the inapplicability of the second paragraph of Article 24 to the matter under consideration.

The PRESIDENT repeated that he made no proposal.

M. ALTAMIRA pointed out that this paragraph had been adopted by the Committee of Ten for reasons quite different from those now under discussion.

M. ANZILOTTI thought that the first sentence of Article 4 *bis* was contrary to the terms of the Statute. In his opinion, Article 24 of the Statute was designed to apply to personal reasons and could not be used to establish the equality of the Parties. The latter purpose was sewed by Article 31. It was that article therefore which should always be applied, both in advisory and contentious procedure, in the case of an actually existing dispute.

(c) *Dissenting opinions.*

The PRESIDENT, before passing to the amendments of Lord Finlay, MM. Moore and Anzilotti¹, opened the discussion on the proposal made two years ago by MM. Loder and Weiss, the text of which was reproduced on page 52². The President thought that the Court should, in the first place, express its opinion upon the main idea of that amendment, namely, the exclusion of dissenting opinions in advisory proceedings.

¹ See p. 272.

² „ pp. 284-285.

M. le Président LODER déclare n'avoir jamais été partisan des avis dissidents. La Cour a été créée suivant la conception continentale : c'est une entité, un corps, qui se prononce comme tel et qui, comme tel, s'impose. Cela ressort notamment des articles 54 et 55 du Statut. Or, l'opinion de la Cour est celle de la majorité des onze juges qui la constituent ; par ailleurs, le public n'a pas à la savoir, car, d'après l'article 54, les délibérations de la Cour en Chambre du Conseil sont et restent secrètes. Mais c'est ici que l'article 57 apporte une exception, en disposant que « si l'arrêt n'exprime pas, en tout ou en partie, l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle ». Cette exception, cependant, apportée à la conception continentale d'une Cour envisagée comme une entité, ne vise que la juridiction contentieuse : c'est dans cette hypothèse que les juges qui ont une opinion dissidente et qui ont constitué la minorité, ont le droit de joindre à l'arrêt l'exposé de leur opinion individuelle.

En matière d'avis consultatif, la Cour est liée par le Statut ; ce qui s'est passé en Chambre du Conseil est et reste secret. M. Loder se demande même si, en 1922, la Cour avait le droit de dire, dans l'article 71, qu'il était possible, à propos des avis consultatifs, d'exprimer une opinion dissidente. Il ne le croit pas, et c'est pourquoi M. Weiss et lui-même pensent que cette anomalie devrait disparaître.

Est-il désirable que ces avis dissidents disparaissent ? Sur ce point, les opinions sont divergentes. On a dit, par exemple, que ce serait risquer d'amoindrir l'autorité des avis de la Cour ; quoi qu'il en soit, celle-ci n'a pas, selon M. Loder, le droit d'accorder à ses membres la faculté d'émettre leur opinion dissidente sur les avis consultatifs. C'est là la question principale.

M. DE BUSTAMANTE votera pour le maintien des avis dissidents. Il a pour cela une autre raison capitale : on ne demande pas à la Cour une décision, mais une consultation, et celui qui demande une consultation désire une opinion autorisée qu'il peut prendre pour guide, mais non pas une décision qu'il doit accepter. C'est pourquoi, selon M. de Bustamante, la nature même de l'avis consultatif demande que toutes les opinions soient exprimées et constatées, si les juges le désirent.

M. le Président LODER ajoute, à son exposé précédent, que l'article 57 du Statut constitue un hommage rendu à la conception anglo-saxonne, toute différente de celle qui domine sur le continent. Or, dans le Privy Council anglais même, qui se borne à donner des conseils à la Couronne, laquelle décide, les opinions dissidentes ne sont pas admises. La Cour permanente de Justice internationale, en donnant des avis consultatifs au Conseil, joue le même rôle qu'en Angleterre le Privy Council.

President LODER said that he had never been in favour of dissenting opinions. The Court had been created in accordance with the continental conception : it was an entity, a body, which gave judgment as such, and was to be regarded as such. This was clearly shown by Articles 54 and 55 of the Statute. Now, the opinion of the Court was that of the majority of the eleven judges who formed it ; moreover, the public was not to know what the majority was because, under Article 54, the deliberations of the Court were to take place in private and to remain secret. Then, however, Article 57 made an exception by saying that "if the judgment does not represent in whole or in part the unanimous opinion of the judges, dissenting judges are entitled to deliver a separate opinion". That departure, however, from the continental conception of a court regarded as an entity, only applied to judgments in contested cases ; only in such cases had judges who dissented and formed the minority the right to attach to a judgment a statement of their separate opinion.

In regard to advisory opinions, the Court was bound by the Statute. What had happened at private meetings was and must remain secret. M. Loder even wondered whether in 1922 the Court had been entitled to say in Article 71 that, in connection with advisory opinions, it was possible to express a dissenting opinion. He did not think so. And that was why M. Weiss and himself thought that this anomaly should disappear.

Was it desirable that dissenting opinions should disappear ? In regard to that point opinions differed. It had, for instance, been said that there was a danger of lessening the authority of the Court's opinions. However that might be, in M. Loder's opinion, the Court had not the right to grant its members power to express dissenting opinions in connection with advisory opinions. That was the principal question.

M. DE BUSTAMANTE would vote for the maintenance of dissenting opinions. He had for that another reason of capital importance : the Court was not asked for a decision but for an opinion, and the person asking for an opinion wanted an authoritative opinion, which he could take as a guide, but not as a decision which he must accept. That was why, in M. de Bustamante's opinion, the very nature of advisory opinions demanded that all opinions should be expressed and recorded if the judges so desired.

President LODER added to his previous remarks that Article 57 of the Statute constituted a concession made to the Anglo-Saxon system, which was quite different from that prevailing on the continent. But, even in the English Privy Council which confined itself to advising the Crown, with whom the decision rested, dissenting opinions were not allowed. The Permanent Court of International Justice, in giving advisory opinions to the Council, played a rôle similar to that of the Privy Council in England.

M. MOORE fait observer que, tandis que les avis dissidents ne sont pas admis par le droit régissant le Privy Council, ils sont, par contre, admis par le Statut de la Cour.

M. WEISS s'associe à l'opinion de M. Loder. Le principe constitutionnel, c'est que les délibérations de la Cour sont et restent secrètes. A ce principe l'article 57 a cru devoir apporter une exception en matière de juridiction contentieuse : le texte parle d'« arrêts ». Cette exception ne saurait être généralisée et transportée dans la matière des avis consultatifs. Il est naturel que, dans la procédure contentieuse, les juges éprouvent le besoin, pour dégager leur responsabilité, de proclamer les motifs de leur opinion. Mais, lorsqu'il s'agit d'un avis consultatif, la situation n'est pas la même : le Conseil ou l'Assemblée tient à être éclairé ; il demande un avis, une conclusion unique, dont il tiendra ou ne tiendra pas compte ; le reste est d'ordre intérieur. Or, un avis consultatif, émis par la Cour sur une question de droit litigieuse, peut-il avoir toute l'autorité voulue, lorsqu'à la suite de cet avis viennent se placer les avis dissidents exprimant une opinion qui est en contradiction formelle avec ce que la Cour a dit ?

M. Weiss ne croit pas que cela soit conforme au désir du Conseil et de l'Assemblée, qui veulent être conseillés et dirigés, et il estime pour cette raison que la publication d'opinions dissidentes, qui se justifie peut-être en matière de procédure contentieuse, ne se conçoit plus en matière d'avis consultatifs. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement d'une question d'opportunité : la Cour est liée par le Statut qui prescrit le secret des délibérations, auquel une exception n'est apportée qu'en matière contentieuse.

M. ANZILOTTI fait observer, en réponse à MM. Loder et Weiss, que non seulement l'article 57, mais aussi l'article 54, visent d'une façon expresse et exclusive la procédure contentieuse. Pour lui, d'ailleurs, le principe des opinions dissidentes est un principe fondamental du Statut. Pour les mêmes raisons qui l'avaient convaincu que l'article 31 devait s'appliquer en matière consultative, il estime qu'il devrait en être de même pour l'article 57.

Enfin, après avoir, dès le début, suivi la pratique des opinions dissidentes dans la procédure consultative, la Cour créerait une impression désastreuse dans le monde, si elle changeait maintenant d'avis.

Lord FINLAY rappelle que, lors de la séance préliminaire, la Cour était d'avis que la procédure en matière consultative devait être assimilée à la procédure contentieuse. Il serait en effet extraordinaire que, tout en admettant la possibilité de faire connaître les opinions dissidentes en ce qui concerne les arrêts, la même attitude ne fût pas adoptée pour les avis consultatifs. Permettre aux juges d'exprimer leurs vues personnelles en matière d'avis consultatif, c'est d'ailleurs créer une

Mr. MOORE pointed out that, whereas dissenting opinions were not permitted in the Privy Council, they were, on the contrary, permitted by the Court's Statute.

M. WEISS associated himself with the opinion expressed by M. Loder. The constitutional principle was that the Court's deliberations were and remained secret. To this principle, Article 57 made an exception in regard to contested cases : the article spoke of "judgments". That exception could not be generalized and made to cover advisory opinions. It was natural that, in contentious procedure, judges should feel a need, in order to free themselves from responsibility, to state the reasons for their opinion. But, in the case of an advisory opinion, the situation was not the same : the Council or the Assembly wished for advice. It asked for an opinion, a single conclusion which it might or might not act upon ; the rest was a matter of internal procedure. Now, would an advisory opinion given by the Court on a disputed point of law have the desired authority if, appended to that opinion, were dissenting opinions expressing views diametrically opposed to what was said by the Court ?

M. Weiss did not think that that was in accordance with the wish of the Council and the Assembly, who wanted to be advised and directed, and for that reason he thought that the publication of dissenting opinions which was, perhaps, justified in contested cases, was not admissible in the case of advisory opinions. Moreover, it was not merely a question of expediency : the Court was bound by the Statute, which prescribed that deliberations were to be secret, and to this an exception was only made in regard to contentious proceedings.

M. ANZILOTTI pointed out, in reply to MM. Loder and Weiss, that not only Article 57 but also Article 54 expressly and exclusively contemplated contentious proceedings. Moreover, in his opinion, the principle of dissenting opinions was a fundamental principle of the Statute. For the same reasons which had convinced him that Article 31 should be applied in advisory procedure, he thought that Article 57 should also be applied.

In the last place, after having from its creation adopted the practice of dissenting opinions in advisory proceedings, the Court would create a disastrous impression throughout the world if it now took a different attitude.

Lord FINLAY remembered that, at the preliminary session, the Court had held that advisory procedure should be assimilated to contentious procedure, and it would be a very extraordinary thing if, whilst allowing dissenting opinions to be published in connection with judgments, a different attitude were adopted as regards advisory opinions. To allow judges to express their personal views in regard to advisory opinions tended, moreover, to create confidence in

atmosphère de confiance autour de la Cour. Cette atmosphère, il ne faut pas la dissiper.

Selon lord Finlay, la pratique du Privy Council, dont la règle est que toute opinion exprimée par l'un quelconque de ses membres doit rester secrète, ne saurait guider la Cour, pour laquelle, au contraire, le Statut prévoit expressément la publication des avis dissidents.

M. WEISS rappelle que la règle relative à la Cour permanente d'Arbitrage, établie en 1899, et suivant laquelle chacun des arbitres faisant partie d'un tribunal arbitral aurait le droit de faire connaître son opinion dissidente, a été supprimée en 1907, après n'avoir servi qu'une seule fois. Il ne semble pas que cette suppression ait provoqué de très vives critiques; il n'en serait peut-être pas autrement dans le cas actuel.

M. ODA considère comme regrettable le fait que le Statut ait adopté le système de la publication des opinions dissidentes, qui est non seulement en contradiction avec l'article 54 du Statut, mais encore susceptible de remettre éventuellement les juges dans un état de dépendance à l'égard des intérêts de leur gouvernement. Mais, du moment que ce système a été adopté, il conviendrait de le rendre plus efficace en s'en servant pour dégager les points essentiels des opinions opposées et pour mettre à profit toutes les études faites afin d'aboutir à un principe fondamental inébranlable. Certes, la Cour a appliqué, selon ce raisonnement, le même système à la procédure consultative, en suivant l'exemple de la procédure contentieuse. Ce serait en tout cas, selon M. Oda, une grave erreur que de renoncer aujourd'hui au système de la publicité des opinions dissidentes.

M. le Président LODER estime qu'une question qui se pose est de savoir si les avis consultatifs, visés à l'article 14 du Pacte et demandés à la Cour soit par l'Assemblée, soit par le Conseil, risquent d'être amoindris dans leur autorité, si l'on fait connaître des opinions dissidentes. Ces opinions, combattant l'avis officiel de la Cour, font une fort mauvaise impression et il est bien désirable de les éviter. C'est pourquoi M. Loder n'a jamais publié d'opinion dissidente. Il estimait que ce serait de nature à diminuer l'autorité de la Cour. La question principale est cependant celle de savoir si, en matière d'avis consultatifs, la Cour peut dire que le secret de la Chambre du Conseil n'existe pas.

M. NYHOLM estime qu'il y a une différence importante entre les arrêts et les avis: tandis qu'un arrêt tranche une question par une décision sur laquelle il n'y a pas à revenir, un avis n'est qu'un conseil dont à Genève on tiendra le compte qu'on voudra; il est certain, pour cette raison même, que, si la Cour présente plusieurs opinions différentes, la situation ne s'en trouvera pas éclaircie dans la mesure voulue. Lorsqu'il s'agit d'un

the Court, and that confidence must not be dissipated.

In Lord Finlay's opinion, the practice of the Privy Council, whose rule it was that any opinion expressed by one of its members must remain secret, could not serve as a guide to the Court, whose Statute, on the contrary, expressly provided for the publication of its dissenting opinions.

M. WEISS recalled that the rule of the Permanent Court of Arbitration, established in 1899, to the effect that each of the arbitrators forming part of an arbitral tribunal, should have the right to state his dissenting opinion, had been eliminated in 1907, after having been applied once only. It had not seemed that the elimination of that rule had provoked very much criticism. It would perhaps be the same in the present case.

M. ODA thought it regrettable that the Statute had adopted the system of publishing dissenting opinions; such a system was not merely in contradiction with Article 54 of the Statute, but was further capable, in certain cases, of placing judges in a position of dependence in cases where the interests of their governments were at stake. However, the system having been adopted, it would be well to render it more effective, by employing it to extract the essential points of conflicting opinions, and to turn to account all work done in order to arrive at a fundamental and unshakable principle. No doubt the Court had followed the example of contentious procedure and, in accordance with the same reasoning, applied the system to advisory procedure. But it would, at all events, in M. Oda's opinion, be a serious mistake now to give up the system of the publicity of dissenting opinions.

President LODER thought that one question was whether the advisory opinions, contemplated in Article 14 of the Covenant, and sought from the Court either by the Assembly or by the Council, might be rendered less authoritative if dissenting opinions were published. These opinions, which disputed the Court's official opinion, made a very bad impression, and it was very desirable to avoid them. It was for that reason that M. Loder had never published a dissenting opinion. He thought that that was calculated to reduce the Court's authority. The principal question was, however, whether in advisory procedure the Court could say that the rule regarding the secrecy of the Court's private deliberations did not apply.

M. NYHOLM thought there was a great difference between judgments and opinions: whereas a judgment settled a question by a decision which was final, an opinion was only an advice which might or might not be acted upon at Geneva. It was certain, for that very reason, that, if the Court submitted several different opinions, the situation would not be clarified to the extent desired. When an opinion was asked for from

avis demandé à une institution dans laquelle peut se constituer une majorité, c'est un avis unique qui est désiré.

Le PRÉSIDENT ajoute que le Conseil peut recourir à des procédés divers pour obtenir une opinion juridique. Dès lors, si l'on s'adresse à la Cour, c'est pour obtenir un avis émanant d'une institution qui constitue une entité, et un avis donné avec toute l'expérience et toute la compétence juridique de la Cour même. Mais, si l'on supprime la possibilité de la publication des opinions dissidentes, on obtient quelque chose qui présente l'apparence d'une décision unanime, alors qu'il n'en est pas nécessairement ainsi dans la réalité. Dans la procédure consultative, le Président pense qu'il vaut mieux faire connaître les opinions diverses, et il croit que la suppression de la possibilité de donner des avis dissidentes dans cette procédure, possibilité admise pendant quatre années, ne pourrait pas se comprendre au moment actuel.

Enfin, il propose, avec le consentement de la Cour, de voter sur la question suivante : « Faut-il supprimer le deuxième alinéa de l'article 71 ? » (adhésion).

(La Cour décide le maintien du texte actuel, sauf modifications de forme, par huit voix contre trois (MM. Nyholm, Weiss et Loder). La proposition tendant à supprimer les opinions dissidentes en matière d'avis consultatif n'est donc pas acceptée.)

Le temps serait maintenant arrivé d'aborder les amendements proposés par lord Finlay, MM. Moore et Anzilotti¹, aux articles 62 et 71 du Règlement, mais, comme la discussion en serait longue et importante, le Président préfère la renvoyer à la séance suivante ; en attendant, la Cour pourrait utilement examiner certains autres amendements.

d) Autres amendements.

Dans cet ordre d'idées, le PRÉSIDENT rappelle tout d'abord la suggestion de M. Yovanovitch, insérée à la page 39 du Doc. Distr. 794², et tendant à la suppression de la procédure écrite en matière consultative.

M. ANZILOTTI déclare qu'il n'a pas bien compris cette proposition, le seul motif invoqué étant que les questions traitées sont des questions de droit pur.

M. MOORE, en réponse à une question posée par M. DE BUSTAMANTE, émet l'avis que la Résolution du Sénat des États-Unis du 27 janvier 1926 n'empêche nullement la Cour de se prononcer sur ce point. M. Moore estime que la Cour devrait discuter et décider toute question sans égard à la situation aux États-Unis.

M. ANZILOTTI, tout en étant d'accord avec M. Moore, observe que M. Yovanovitch lui-même dit qu'il ne présente pas de proposition précise. Or, dans ces conditions,

a body within which a majority could be formed, it was a single opinion which was desired.

The PRESIDENT added that the Council might have recourse to various ways of obtaining a legal opinion. Therefore if it applied to the Court, it was to obtain an opinion given by an institution which constituted an entity and an opinion given with the whole of the experience and legal competence of the Court itself. But if they eliminated the possibility of the publication of dissenting opinions, they would have something which would have the appearance of a unanimous decision, whilst, in reality, it was not necessarily so. In advisory procedure, the President thought it better to make known the various opinions, and he thought that the elimination of the possibility of giving dissenting opinions in that procedure—a possibility which had been open for four years—would not be understood at the present time.

Finally, he proposed, with the consent of the Court, to take a vote on the following question : "Should the second paragraph of Article 71 be deleted ?" (agreed).

(The Court decided to maintain the present text, subject to modifications of form, by 8 votes to 3 (MM. Nyholm, Weiss and Loder). The proposal for the elimination of dissenting opinions in the case of advisory procedure was therefore not adopted.)

The time had now come to deal with the amendments proposed by Lord Finlay, MM. Moore and Anzilotti¹, to Articles 62 and 71 of the Rules, but, as the discussion of these amendments would be long and important, the President preferred to postpone it until the next meeting; meanwhile, the Court might proceed to consider certain other amendments.

(d) Other amendments.

In this connection, the PRESIDENT recalled, in the first place, M. Yovanovitch's suggestion on page 39 of Doc. Distr. 794², for the elimination of written proceedings in advisory procedure.

M. ANZILOTTI said that he had not properly understood this proposal, the only reason given being that the questions dealt with were questions of pure law.

Mr. MOORE expressed the opinion, in reply to a question put by M. DE BUSTAMANTE, that the Resolution of the United States Senate of January 27th, 1926, in no way prevented the Court from taking a decision on this point. Mr. Moore thought that the Court should discuss and decide any question without reference to the situation in the United States.

M. ANZILOTTI, whilst agreeing with Mr. Moore, observed that M. Yovanovitch himself said that he did not make a definite proposal. In these circum-

¹ Voir p. 272.

² " " 274.

¹ See p. 272.

² " " 274.

pourrait-on voter sur une idée qui n'est pas fixée par un texte ?

(La suggestion de M. Yovanovitch est abandonnée.)

Le PRÉSIDENT ayant demandé si la Cour désire examiner en détail les nouvelles rédactions proposées par MM. Loder et Weiss (page 52)¹, M. LODER répond qu'il serait préférable de se borner à soumettre ces textes au Comité de rédaction.

Le PRÉSIDENT, réservant pour la séance suivante les amendements d'ensemble aux articles 62 et 71, aborde le premier alinéa de l'article 71 tel que l'a rédigé le Greffier (pp. 86 et 87)².

Le GREFFIER explique que son texte avait pour but de provoquer la discussion sur les points douteux relatifs aux avis consultatifs. A cette fin, il avait rédigé sous forme d'article ce qui était, au fond, la pratique actuelle, afin que la Cour pût dire si elle désirait maintenir cette pratique ou non. C'est ainsi, ajoute-t-il, que le premier alinéa exprime d'une façon positive ce que la Cour a admis d'une manière implicite et négative, au début de la séance.

M. NYHOLM estime que le seul point certain de l'expérience de la Cour en la matière, c'est qu'il sera difficile de fixer des règles à la fois complètes et souples. Dans ces conditions, il estime qu'il faut maintenir le premier paragraphe de l'article tel qu'il est actuellement rédigé.

M. ANZILOTTI est du même avis. Il ne voudrait pas dire que les articles 26, 27, 31, etc., ne s'appliquent pas par analogie à la matière ; il ne voudrait pas dire non plus *a contrario* que certains autres articles s'y appliquent. Surtout après le vote relatif à l'article 31, il est préférable de ne point préjuger de ces questions. Le texte actuel paraît suffisant.

Le PRÉSIDENT propose de voter sur la proposition de M. Anzilotti, tendant au maintien du texte actuel du premier paragraphe de l'article 71.

(Le texte actuel est maintenu, par huit voix contre trois (MM. Altamira, Nyholm et Huber).)

110. — Prochaine séance de la Cour.

La prochaine séance de la Cour est fixée au mardi 27 juillet à 10 heures.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Voir pp. 284-285.

² » P. 315.

stances, could they vote on an idea which was not definitely formulated.

(M. Yovanovitch's suggestion was abandoned.)

The PRESIDENT having asked whether the Court wished to consider in detail the new drafts proposed by MM. Loder and Weiss (page 52)¹, M. LODER replied that it would be better simply to submit those texts to the Drafting Committee.

The PRESIDENT, after reserving for the following meeting the amendments applying both to Articles 62 and 71, took up the first paragraph of Article 71 in the form drafted by the Registrar (pp. 86 and 87)².

The REGISTRAR explained that the object of his draft was to provoke discussion on doubtful points in regard to advisory opinions. For this purpose, he had drafted, in the form of an article, what was substantially the present practice, in order that the Court might say whether it desired to continue that practice or not. Thus, he added, the first paragraph expressed in a positive form what the Court had accepted in an implicit and negative form at the beginning of the meeting.

M. NYHOLM thought that the only thing which had been clearly established by the Court's experience was that it would be difficult to lay down rules which would be both complete and elastic. In these circumstances, he thought that the first paragraph of the article should be retained in its present form.

M. ANZILOTTI was of the same opinion. He did not want to say that Articles 26, 27, 31, etc., did not apply by analogy to advisory procedure ; but neither would he say that *a contrario* certain other articles *did* apply. More especially, after the vote in regard to Article 31, it was better to leave those questions open. The present text appeared sufficient.

The PRESIDENT proposed to take a vote on M. Anzilotti's proposal for the maintenance of the present text of the first paragraph of Article 71.

(The present text was maintained, by 8 votes to 3 (MM. Altamira, Nyholm and Huber).)

110. — Next meeting of the Court.

The next meeting of the Court would take place on Tuesday, July 27th, at 10 a.m.

The Court rose at 1 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ See pp. 284-285.

² » P. 315.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

VINGT-HUITIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le mardi 27 juillet 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

III. — **Règlement. Titre 2, article 71.**

Le PRÉSIDENT met en discussion les amendements aux articles 62 et 71 du Règlement (Distr. 926)¹ proposés par lord Finlay, MM. Moore et Anzilotti.

M. MOORE déclare qu'au cours de la discussion tenue dans la séance précédente, sur les avis dissidents, il a surtout été frappé par une observation de M. Loder, selon laquelle, aux termes de l'article 54 du Statut, la règle du secret est le principe auquel le dissentiment prévu à l'article 57 ne constitue qu'une exception.

Selon M. Moore, au contraire, le principe fondamental posé par le Statut est celui de la publicité, l'article 54, qui concerne le secret des délibérations, étant l'exception. M. Moore attire l'attention sur les articles 20, 42, 43 et 46 du Statut, afin de montrer que le Statut dans son ensemble, en instituant la publicité de la procédure, entend permettre à la Cour de prouver qu'elle mérite la confiance publique.

D'autre part, la Cour peut-elle, en réalité, avoir l'espoir de tenir indéfiniment ses délibérations secrètes ? M. Moore ne le croit pas. La politique de franchise et de publicité suivie par la Cour ne saurait, d'ailleurs, selon lui, avoir les conséquences dangereuses qu'on dépeint parfois. En effet, dans les pays où pareille publicité est en usage, l'influence des tribunaux est au contraire bien plus grande que dans les pays où la méthode du secret est en faveur. Le monde approche du moment où la procédure judiciaire se déroulera entièrement en public, et où le principe de la responsabilité individuelle de chaque juge sera universellement reconnu.

¹ Voir p. 272.

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

TWENTY-EIGHTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Tuesday, July 27th, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

III. — **Rules. Heading 2, Article 71.**

The PRESIDENT opened the discussion on the amendments proposed by Lord Finlay, MM. Moore and Anzilotti to Articles 62 and 71 of the Rules (Distr. 926)¹.

Mr. MOORE said that, in the discussion which had taken place on the previous day in regard to dissenting opinions, he had noted in particular a remark made by President Loder to the effect that, under Article 54 of the Statute, the rule of secrecy was the principle laid down and that the provision for dissent made in Article 57 was merely an exception to that rule.

In Mr. Moore's opinion, on the contrary, the fundamental principle of the Statute was that of publicity, Article 54 regarding the secrecy of deliberations being the exception. Mr. Moore drew attention to Articles 20, 42, 43 and 46 of the Statute in order to prove that the intention of the Statute as a whole was, by instituting a public procedure, to enable the Court to demonstrate its right to public confidence.

Again, could the Court really hope to keep its deliberations secret indefinitely ? Mr. Moore did not think so. Moreover, the policy of openness and publicity adopted by the Court could not, in his view, have the unfortunate results sometimes anticipated. For, in countries where such publicity was the practice, the influence of the Courts was, on the contrary, much greater than in countries where the system of secrecy prevailed. The world was approaching the time when judicial proceedings would take place entirely in public session and when the principle of the individual responsibility of judges would be universally recognized

¹ See p. 272.

Cela n'affecte pas, selon M. Moore, les discussions en Chambre du Conseil, les audiences publiques une fois closes. Ces délibérations doivent, de préférence, se tenir en secret afin de sauvegarder, pour les juges, la possibilité de modifier leurs opinions à la suite des échanges de vues. Mais, lorsque la Cour rend son arrêt, elle se trouve de nouveau en face du public, et, à ce moment, mettant en lumière la responsabilité de chacun, elle doit lui rendre exactement compte de la situation; il ne faut pas que le public puisse entretenir une impression qui ne correspondrait pas à la réalité des faits. D'ailleurs, la clause du Statut est formelle: si un membre de la Cour professe une opinion contraire aux conclusions de la majorité, il a le droit d'exprimer cet avis différent.

Enfin, M. Moore rappelle qu'il est en tout cas impossible de conserver complètement le secret des délibérations, du moment que le Statut même prévoit que la Cour doit indiquer les motifs sur lesquels se fonde son arrêt.

M. ANZILOTTI déclare qu'appartenant à un pays où le système contraire à celui de la publicité du vote est en usage, il a d'abord eu quelques hésitations à admettre l'idée de M. Moore. Ses hésitations se fondaient sur le caractère facultatif que l'article 57 donne à l'exposé des opinions individuelles. M. Anzilotti est toujours parti de l'idée qu'aux termes de cet article il n'était pas possible de faire connaître au public le dissentiment d'un juge sans que ce juge eût donné son consentement et exposé, de sa volonté propre, son opinion séparée. Mais, en partant de cette constatation, M. Anzilotti est arrivé à la conclusion que le Statut ne peut être raisonnablement interprété et appliqué que si on adopte entièrement et franchement le système de la constatation des modalités du vote final de la Cour. Selon la pratique qui a été envisagée les derniers temps par la Cour, il dépendra de la volonté individuelle des membres que le public et les États intéressés aient ou non connaissance de la réalité des votes. Certains membres, en effet, déposeront toujours leur opinion séparée, s'ils diffèrent, sur des points essentiels, de l'opinion de la majorité. Il en est d'autres qui penchent vers le système contraire. Le résultat est que, suivant que l'un ou l'autre de ces groupes sera représenté dans la minorité, la composition de celle-ci sera ou non connue. M. Anzilotti se demande si cet état de choses est bien juste. Il ne le croit pas et il est d'avis que la seule manière d'arriver à une interprétation raisonnable et juste du Statut est de lire l'article 57 dans le sens suivant; la faculté, qui y est sans doute envisagée, ne vise que l'exposé des motifs des opinions individuelles; mais le résultat final du vote doit, en tout cas, être connu du public. Dans les rapports internationaux, ce point présente une importance fondamentale. Au point de vue moral, le fait que le jugement est rendu à l'unanimité ou à la simple majorité, voire par la voix prépondérante

That did not, in his view, affect discussion in private when the public hearings were closed. It was preferable that those discussions should be conducted in private, in order to ensure that judges had the opportunity of changing their opinion as a result of discussion. But when the Court gave judgment, it must again confront the public, and then it must acquaint the public with the responsibility of each member, and render an exact account of what had taken place. The public must not be allowed to entertain an impression which was not in accordance with the facts. The provision in the Statute was definite: if a member of the Court held an opinion contrary to that of the majority, it was his right to express his dissent.

Lastly, Mr. Moore observed that, in any case, it was impossible to preserve complete secrecy regarding the deliberations, since the Statute itself laid down that the Court must state the reasons on which judgment was based.

M. ANZILOTTI said that in his country, the system contrary to that of the publicity of votes was in use and that at first he had had some hesitation in accepting Mr. Moore's view. His hesitation was due to the fact that Article 57 made the expression of individual opinions optional. M. Anzilotti had always held that, under that article, it was impossible to inform the public that a judge dissented from the judgment unless that judge consented and, of his own free will, set out his individual opinion. But, stating from that hypothesis, M. Anzilotti had come to the conclusion that the only way of arriving at a reasonable construction and application of the Statute was fully and frankly to adopt the system of announcing the manner in which the Court's final vote had been arrived at. According to the practice recently adopted by the Court, it depended on the individual wishes of members whether the public and the States concerned would or would not learn how their votes were cast. Certain members, indeed, would always state their separate opinions if they differed in essential points from the opinion of the majority. There were others who inclined to the opposite system. The result was that, according to whether one or other of these groups were represented in the minority, the composition of that minority would or would not be made known. M. Anzilotti wondered whether that state of affairs was really satisfactory. He thought not and it seemed to him that the only way of arriving at a reasonable and fair construction of the Statute was to read Article 57 as meaning that the option, which was undoubtedly contemplated therein, only related to the statement of individual opinions, but that the result of the final vote must in any case be made known to the public. In international relations, that point was of fundamental importance. Morally speaking, it was not at all the same thing if a judgment were

du Président, ne revient nullement au même. L'opinion de la majorité constitue sans doute l'opinion de la Cour. Mais un changement de jurisprudence est certainement plus facile si, dans un cas constituant un précédent, la Cour a été foncièrement partagée.

Donc, le résultat final du vote doit, selon M. Anzilotti, être connu en même temps que l'arrêt, et l'exposé des opinions individuelles y sera joint ou non, selon la volonté des juges qui auront voté contre la majorité.

C'est en vertu de cette interprétation du Statut que M. Anzilotti s'est, en définitive, rangé à l'opinion de M. Moore.

M. ODA voudrait rechercher si l'amendement Finlay-Moore-Anzilotti est conforme aux principes généraux du droit et à l'esprit de l'article 57 du Statut.

Généralement, dit-il, un droit subjectif quelconque implique, pour le titulaire, la liberté d'exercer ou de ne pas exercer son droit. Il semble donc que la question de la publication des opinions individuelles des juges dissidents doive être laissée à la libre décision des intéressés. L'opinion suivant laquelle un droit public est en même temps un devoir ne peut pas être admise inconditionnellement. Il existe sans doute certaines catégories de droits dont l'abandon n'est pas permis de par leur nature, mais dont l'exercice n'est pas nécessairement obligatoire; sans abandonner un droit de cet ordre, on est libre de ne pas l'exercer dans un cas particulier. Le droit des juges dissidents, consacré par l'article 57 du Statut, y appartient.

Selon M. Oda, le Statut a pour but de concilier le système anglais et le système continental. Or, si tel est le cas, le Statut doit être interprété de manière à tenir le juste milieu entre ces deux systèmes, et l'on ne saurait le lire exclusivement dans l'esprit du système anglo-saxon.

Pour toutes ces raisons, M. Oda ne peut admettre l'amendement proposé. Cela ne signifie nullement qu'il veuille dissimuler la dissidence des opinions. Au contraire, il pense que la Cour doit maintenir le système de la publicité qu'elle a adopté et conserver la pratique que les opinions dissidentes soient publiées, surtout lorsqu'elles portent sur des principes ou sur des questions d'une importance considérable. Mais c'est aller trop loin, et ce serait peut-être contraire à l'esprit du Statut, que d'obliger, par une disposition du Règlement, les juges à publier leurs opinions dissidentes.

LORD FINLAY s'associe aux paroles prononcées par M. Anzilotti. En effet, la publication par la Cour d'une opinion qui laisserait supposer que les juges sont unanimes, — des avis dissidents ayant été exprimés en séance privée sans être portés à la connaissance du public, — serait, selon lord Finlay, contraire à l'article 57 du

unanimous, or rendered by a simple majority, or perhaps even by the President's casting vote. The opinion of the majority certainly was the opinion of the Court, but a change of jurisprudence would undoubtedly be more readily made if, in a case constituting a precedent, the Court had been fundamentally divided in its opinion.

In M. Anzilotti's view, therefore, the final result of the vote should be made known together with the judgment, and the statement of individual opinions should be appended or not, according to the wishes of judges who had voted against the majority.

It was by this construction of the Statute that M. Anzilotti had finally come to share the views of Mr. Moore.

M. ODA wished to make sure whether the Finlay-Moore-Anzilotti amendment was in accordance with the general principles of law and the spirit of Article 57 of the Statute.

Generally speaking, he said, any subjective right implied freedom on the part of its possessor to exercise it or not. It seemed, therefore, that the question of the publication of the individual opinions of dissenting judges must be left to be freely decided by them. The view that a public right was also a duty could not be unconditionally accepted. There undoubtedly were certain kinds of rights, the abandonment of which was by their very nature not admissible, but the exercise of which was not necessarily obligatory; such rights, without being abandoned, might or might not be exercised in a particular case. The right bestowed on dissenting judges by Article 57 of the Statute was one of these.

In M. Oda's opinion, the object of the Statute was to reconcile the English and continental systems. Now, if that were the case, the Statute must be construed in such a way as to hold a middle course between those two systems, and it could not be read exclusively in the spirit of the Anglo-Saxon system.

For all these reasons, M. Oda could not accept the proposed amendment. That did not mean that he wished to conceal dissenting opinions. On the contrary, he thought that the Court should maintain the system of publicity which it had adopted and retain the practice of publishing dissenting opinions, especially when they related to principles or questions of considerable importance. But it would be going too far and would perhaps be contrary to the spirit of the Statute to compel judges, by a rule of Court, to publish their dissenting opinions.

LORD FINLAY associated himself with what M. Anzilotti had said. The publication by the Court of an opinion which allowed it to be supposed that judges were unanimous, whilst dissenting opinions had been expressed in private but not conveyed to the public, was, in his view, absolutely in conflict with Article 57

Statut. Du moment que, dans cet article, le Statut prévoit une méthode pour l'expression des opinions dissidentes, ces avis ne peuvent être exprimés d'une autre manière ; notamment, ils ne sauraient être joints aux procès-verbaux de la Cour sans être aussi joints à l'arrêt. On a soutenu, il est vrai, que ce serait contribuer à maintenir le prestige de la Cour que de ne pas manifester ouvertement et publiquement une opinion dissidente. Mais lord Finlay ne croit pas que ce raisonnement soit exact, car, fatalement, le secret se dévoilera, et, le jour où il sera connu, un très mauvais effet sera produit. D'ailleurs, à propos d'une affaire qui serait analogue à un cas déjà examiné par elle, la Cour pourra avoir le désir de tenir compte des opinions et arguments émis lors de la première affaire sous forme d'avis dissidents joints aux procès-verbaux. Si elle ne le faisait pas, à cause du secret, la Cour ne remplirait pas son devoir.

Pour conclure, lord Finlay rappelle que l'augmentation constante des travaux de la Cour qui a été constatée au cours des dernières années correspond à la confiance grandissante qu'inspire la Cour à l'opinion publique. Cette confiance, il ne faut pas la décevoir.

M. PESSÔA constate que, pour M. Anzilotti, le Statut, selon l'esprit et selon la lettre, ne s'oppose pas à la publication des noms des juges qui ont voté contre un avis ou un arrêt ; M. Anzilotti, toutefois, reconnaît que chaque juge dissident a le droit de publier ou de ne pas publier les raisons justificatives de son vote. Or, l'amendement proposé exige la publication, non seulement des noms des juges qui ont voté contre l'avis ou l'arrêt, mais encore des opinions dissidentes motivées de ces mêmes juges. M. Anzilotti s'est donc quelque peu écarté de la proposition primitive.

M. Pessôa est d'accord à penser que rien, dans le Statut, ne s'oppose à l'insertion, dans l'arrêt ou l'avis, des noms des juges qui ont émis un vote négatif. Mais, quant à la publication des raisons justificatives, il estime que, si l'article 57 du Statut accorde à chaque juge le droit de joindre à l'arrêt l'exposé de son opinion individuelle, il lui accorde en même temps le droit de ne pas le joindre, et la Cour ne saurait le forcer à publier les raisons de son vote.

M. Pessôa pourrait donc accepter la première partie de l'amendement, mais, pour la deuxième partie, il estime qu'il ne serait pas conforme à l'article 57 du Statut de contraindre les juges dissidents à publier l'exposé de leur opinion individuelle.

M. WEISS est d'avis que l'amendement apporte une aggravation notable au régime antérieur. Jusqu'ici, le Statut permettait aux juges, saisis d'une affaire contentieuse, de faire connaître leur opinion dissidente s'ils le désiraient, et le Règlement (article 71) avait étendu la même règle à la matière des avis consultatifs. Mais, aujourd'hui, on propose encore de donner à

of the Statute. Since that article provided a method for the expression of dissenting opinions, such opinions could not be expressed in any other way ; in particular, they could not be appended to minutes of the Court's sittings without being also appended to the judgment. It was true that it had been argued that, by refraining from openly and publicly expressing a dissenting opinion, the Court's prestige would be better maintained. Lord Finlay, however, did not think that argument was sound because inevitably the truth would come out, and when it became known a very bad impression would be created. Moreover, in connection with a case similar to one already dealt with by it, the Court might wish to take into account opinions and arguments set out in connection with the former case in the form of dissenting opinions appended to the minutes. If the Court did not do so by reason of their secrecy, it would be guilty of a dereliction of duty.

In conclusion, Lord Finlay said that the constant increase in the volume of the Court's work, which had occurred in recent years, corresponded to the growing confidence reposed in the Court by public opinion. That confidence must not be abused.

M. PESSÔA observed that, in M. Anzilotti's view, the Statute was neither in spirit nor in letter opposed to the publication of the names of judges who had voted against an opinion or judgment : M. Anzilotti, however, recognized that each dissenting judge had the right to publish or refrain from publishing the reasons for his vote. But the proposed amendment required the publication not only of the names of judges who had voted against the opinion or judgment, but also of reasoned statements of the dissenting opinions of such judges. M. Anzilotti therefore had to some extent departed from the original proposal.

M. Pessôa agreed in holding that there was nothing in the Statute to prevent the insertion in the judgment or opinion of the names of judges who had voted against it. But as regarded the publication of reasons in support of their vote, he thought that, though Article 57 gave to each judge the right to attach to the judgment a statement of his own opinion, it also gave him the right not to do so and the Court could not compel him to publish the reasons for his vote.

M. Pessôa would therefore be prepared to accept the first part of the amendment, but, in regard to the second part, he thought that it would not be in accordance with Article 57 of the Statute to compel dissenting judges to publish a statement of their individual opinions.

M. WEISS thought that the amendment would constitute a very serious perversion of the system previously applied. Hitherto the Statute had allowed judges, when a contested case was before them, to make known their dissenting opinions if they wished to do so, and the Rules (Article 71) had extended the same rule to advisory opinions. But now it was

l'expression des opinions dissidentes et aux noms des dissidents une publicité obligatoire.

Or, le système consacré par le Statut a fait ses preuves.

L'article 54 du Statut, lorsqu'il proclame, afin de donner une garantie de plus à l'indépendance des juges, le caractère secret des délibérations de la Cour, ne s'attache pas uniquement, selon M. Weiss, aux nuances exprimées en Chambre du Conseil, mais s'applique aussi au résultat des votes. C'est le principe de l'indépendance des juges qui domine la discussion actuelle. Cette indépendance, il ne suffit cependant pas qu'elle existe; il importe également que le public soit convaincu de son existence. Or, l'opinion publique ne le sera pas si les juges dissidents sont obligés de faire connaître leur nom et les motifs de leur opinion dissidente.

Au contraire, si les opinions dissidentes peuvent être tenues secrètes, l'opinion publique saura que la Cour, personne morale, a émis un avis sur une question donnée, et il est tout à fait inutile, selon M. Weiss, de livrer les noms de ceux qui auront fait leur devoir en votant selon leur conscience. Il estime que l'indépendance de la Cour ne serait pas entière si elle délibérait sous la pression possible du dehors. C'est pourquoi il ne saurait accepter l'amendement proposé.

M. le Président LODER souligne la divergence entre les points de vue anglo-saxon et continental, divergence qui empêche les membres représentant ces différents points de vue de comprendre de la même façon les textes pertinents.

C'est ainsi que, sur la base du Statut, les uns disent: « Tout ce qui se passe en Chambre du Conseil doit rester secret », — les autres soutenant que c'est le principe de la publicité qui doit prévaloir. Mais peut-être n'y a-t-il au fond de cette divergence qu'un malentendu. Selon M. Loder, lorsque l'on a créé la Cour, on a voulu constituer une Cour selon la conception continentale, c'est-à-dire une entité morale dont l'opinion sera celle de la majorité qui se sera formée dans son sein. Cette conception ne comporte pas la fiction de l'unanimité, car tout le monde sait que, quand onze personnes discutent une question et qu'elles arrivent à une décision, il y a rarement unanimité.

Dans la pensée de certains autres membres, par contre, une Cour de Justice est un corps composé de juges appelés à donner publiquement leurs diverses opinions. Naturellement, une Cour de cette sorte aboutit aussi à une décision dictée par la concordance d'une majorité de ces opinions, qu'il faut, cependant, que tout le monde connaisse.

C'est de ce malentendu, qui règne sur la nature même de la Cour, que provient la divergence d'opinion actuelle.

M. Loder attire l'attention sur la disposition du Statut, suivant laquelle l'arrêt est signé par le Président et par

proposed to make the publication of dissenting opinions and of the names of dissenting judges obligatory.

The system established by the Statute had, however, proved satisfactory.

Article 54 of the Statute, in laying down, in order to provide yet another safeguard for the independence of the judges, that the Court's deliberations were to be secret, did not, in M. Weiss' view, solely contemplate the shades of opinion expressed at private meetings, but also contemplated the result of votes taken. The present discussion was dominated by this principle of the independence of judges. It did not, however, suffice that such independence should exist; public opinion must also be convinced of the fact. But public opinion would not be so if judges were compelled to make known their names and the reasons for their dissenting opinions.

On the other hand, if dissenting opinions might be kept secret, public opinion would know that the Court—as an entity—had given an opinion on a particular question and, in M. Weiss' opinion, it was quite unnecessary to give the names of those who had done their duty by voting in accordance with their conscience. He thought that the independence of the Court would not be complete, if there was a possibility of pressure being brought to bear upon its deliberations from outside. For that reason, he could not accept the proposed amendment.

President LODER laid stress on the divergence between the Anglo-Saxon and continental standpoints, a divergence which prevented members representing those different standpoints from reading the relevant provisions in the same manner.

Thus, on the basis of the Statute, some said: "All that occurs at private deliberations must be secret"; whilst others maintained that the principle of publicity must prevail. Perhaps, however, at the root of this divergence there was a misunderstanding. In his opinion, the intention had been, when the Court was established, to make a court on continental lines, that was to say a moral entity whose opinion would be that of the majority of its members. That conception did not involve the fiction of unanimity, because everyone knew that when eleven persons discussed a question and arrived at a decision, the latter would rarely be unanimous.

In the view of certain other members, on the other hand, a court of justice was a body composed of judges whose duty it was publicly to express their various opinions. Of course a court of that kind also arrived at a decision, as a result of the agreement of a majority of these opinions, which, however, must be made public.

It was this misunderstanding in regard to the very nature of the Court that give rise to the present difference of opinion.

M. Loder drew attention to the clause in the Statute to the effect that the judgment was to be signed by the

le Greffier. Il rappelle qu'à ce propos on a posé la question de savoir si un Président qui serait dans la minorité pourrait être obligé de signer l'arrêt. La réponse fut affirmative, le Président étant considéré comme le représentant de l'entité morale constituée par la Cour. On a donc, selon M. Loder, compris alors ce qui est mis en doute aujourd'hui, savoir, que la Cour est une unité, et qu'il n'y a pas de fiction d'unanimité. C'est la conception continentale qui a prévalu. Or l'idée de la publication obligatoire des noms et des opinions des juges dissidents procède de la conception contraire.

M. NYHOLM distingue entre la situation dans le cas d'un avis et la situation dans le cas d'un arrêt ; sur les avis, en effet, le Statut ne dit rien et, par conséquent, la Cour jouit d'une certaine liberté sur ce point.

En ce qui concerne les arrêts, M. Nyholm estime que l'amendement proposé tend à modifier le Statut. En effet, tandis que l'article 57 du Statut dit : « Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle », selon le projet d'amendement : « Les opinions dissidentes motivées sont jointes à l'arrêt. » Ainsi, la faculté prévue par le Statut est changée en obligation. Mais la Cour ne saurait, de son propre chef, introduire pareille modification.

C'est sur ce terrain qu'il convient de placer la discussion : il s'agit de savoir si le texte du Statut peut, en fait, être changé.

Au sujet de l'opportunité des deux théories opposées, M. Nyholm se borne à relever que l'opinion publique semble réprouver le système qui consiste à publier toujours les opinions dissidentes.

Selon M. Nyholm, le motif principal de la proposition est que la Cour se trouvera dans une situation fautive si elle admet la possibilité d'avis dissidents joints au procès-verbal mais non publiés, car cela peut créer dans le public une impression erronée. M. Nyholm ne saurait cependant reconnaître la force de cet argument. Selon lui, en effet, le public, en lisant l'article 57 du Statut, s'apercevra bien que les juges « ont le droit » de publier l'exposé de leurs opinions et il ne saura pas si des juges dissidents ont exercé ce droit, ni combien en ont fait usage.

M. Nyholm se déclare d'accord avec M. Pessôa pour penser que la publication des noms des juges dissidents est compatible avec le Statut et le Règlement. Mais des difficultés pratiques peuvent se présenter. S'il ne s'agit, par exemple, dans la dissidence, que d'une modification de forme, le juge qui préconise cette modification n'est-il pas fondé à dire qu'il ne veut pas paraître aux yeux du public comme un dissident, puisqu'il est

President and by the Registrar. He recalled that in this connection the question had been raised whether a President who might be numbered amongst the minority could be forced to sign the judgment. The answer had been in the affirmative, the President being regarded as the representative of the Court considered as a moral entity. In M. Loder's view, it had therefore at that time been realized that the Court was an entity and that there was no fictitious unanimity—a point which was now called in question. The continental conception had prevailed ; but the idea of the obligatory publication of the names and opinions of dissenting judges was the outcome of the opposite conception.

M. NYHOLM distinguished between the situation in the case of an advisory opinion and that in the case of a judgment, for the Statute said nothing regarding advisory opinions, and consequently the Court enjoyed to some extent a free hand in regard to that matter.

As regarded judgments, M. Nyholm thought that the proposed amendment tended to modify the Statute. For, whereas Article 57 of the Statute said : "if the judgment does not represent in whole or in part the unanimous opinion of the judges, dissenting judges are entitled to deliver a separate opinion", according to the proposed amendment : "The opinions of judges who dissent from the judgment shall be attached thereto." Thus the option established by the Statute was altered to an obligation. The Court, however, could not, on its own initiative, introduce such an amendment.

The discussion should be centred on this question : whether the terms of the Statute could in point of fact be altered.

In regard to the expediency of the two opposing theories, M. Nyholm confined himself to saying that public opinion seemed to disapprove of the system of always publishing dissenting opinions.

In his view, the principal argument in favour of the proposal was that the Court would find itself in a false position if it allowed dissenting opinions to be attached to the minutes but not published, as that might produce a wrong impression on public opinion. M. Nyholm, however, could not admit the force of this argument. For he thought that, on reading Article 57 of the Statute, the public would understand clearly that judges were "entitled" to publish a statement of their opinions and it would not know whether any dissenting judges had availed themselves of that right nor how many had done so.

M. Nyholm said that he agreed with M. Pessôa in thinking that the publication of the names of dissenting judges was compatible with the Statute and Rules. Practical difficulties might, however, occur. Supposing, for instance, that a judge dissented only on a question of form, would not that judge be justified in saying that he did not wish to appear in the eyes of the public as dissenting from the judgment,

d'accord, non seulement sur les conclusions, mais encore sur une grande partie des motifs ?

Pour conclure, M. Nyholm exprime l'espoir que la Cour, en se prononçant sur l'amendement proposé, aura soin que sa décision soit pleinement compatible avec les dispositions du Statut.

M. DE BUSTAMANTE fait observer que la discussion a roulé, en réalité, sur plusieurs questions différentes, qu'il conviendrait d'examiner l'une après l'autre.

La première consiste à savoir si les arrêts ou avis consultatifs doivent constater simplement s'ils ont été rendus à l'unanimité, ou bien à la majorité, et, le cas échéant, quelle a été cette majorité.

M. de Bustamante est en faveur d'une constatation de cet ordre.

La deuxième question est la suivante : si l'on estime que les arrêts et avis doivent mentionner le fait qu'ils ont été rendus à la majorité des voix, doivent-ils indiquer ou non les noms des juges qui constituent la majorité et la minorité ?

C'est là une question qui touche à la responsabilité personnelle des juges.

La troisième question peut être formulée comme suit : les juges dissidents ont-ils le droit ou bien le devoir de joindre à l'avis ou à l'arrêt, l'exposé de leurs opinions individuelles ? A cet égard, une distinction s'impose, suivant qu'il s'agit d'une déclaration explicative de vote ou bien d'une opinion dissidente. Selon M. de Bustamante, après la discussion, chaque juge a le droit de faire une déclaration exposant les motifs particuliers de son vote, déclaration qui doit être exprimée sous une forme entièrement différente de celle d'une opinion dissidente. Cette déclaration sera enregistrée au procès-verbal ; au contraire, si le juge exprime une opinion dissidente, celle-ci doit être rendue publique.

M. de Bustamante comprend l'amendement proposé de la manière suivante : il faut non seulement constater si la décision a été prise à l'unanimité ou bien à la majorité des voix, mais aussi mentionner les noms de ceux qui ont voté contre la majorité ; s'il n'y a pas de déclaration de vote à annexer au procès-verbal, mais des opinions dissidentes, celles-ci doivent être publiées en même temps que l'arrêt. Il ne voit pas de contradiction entre le Statut et cette dernière règle.

M. ALTAMIRA demande un renseignement aux auteurs de l'amendement proposé, savoir s'ils entendent que toutes les opinions dissidentes doivent être publiées. Si telle est leur intention, elle ne paraît pas conforme à l'interprétation à laquelle a abouti M. Anzilotti. Bien plus encore, elle se trouve en contradiction avec l'article 57 du Statut, aux termes duquel les juges ont la faculté d'user ou de ne pas user du droit que leur confère cet article. Celui-ci, d'ailleurs, parle de l'*exposé* des opinions individuelles des juges. Il s'agit donc d'une rédaction du même genre que l'arrêt ou l'avis même

since he agreed not only with the conclusions, but also with a large part of the argument ?

Finally, M. Nyholm expressed a hope that the Court, in taking its decision on the proposed amendment, would take care that that decision was fully compatible with the terms of the Statute.

M. DE BUSTAMANTE remarked that the discussion had in reality covered several different questions which should be dealt with one by one.

The first of these questions was whether judgments or advisory opinions should simply state whether they were delivered unanimously or by a majority and, in that case, what that majority was.

M. de Bustamante was in favour of a statement of this kind.

The second question was the following : if it were held that judgments and opinions should mention the fact that they were delivered by a majority, should they or should they not indicate the names of the judges composing the majority and minority ?

That was a question which concerned the personal responsibility of judges.

The third question might be formulated as follows : was it the right or the duty of dissenting judges to append to the judgment or opinion a statement of their individual opinions ? In that connection a distinction must be made according to whether it was a case of a statement in explanation of a vote or of a dissenting opinion. In M. de Bustamante's view, after the discussion, each judge was entitled to make a statement explaining the special grounds for his vote, a statement which must be made in a form quite different from that of a dissenting opinion. That statement would be recorded in the minutes ; on the other hand, if a judge pronounced a dissenting opinion, that opinion must be published.

M. de Bustamante understood the proposed amendment as follows : not only must it be announced whether the decision had been unanimous or taken by a majority, but the names of those who had voted against the majority must also be stated ; and if dissenting judges had not made statements in explanation of their votes for adjunction to the minutes, but had expressed dissenting opinions, the latter must be published together with the judgment. He saw no contradiction between the Statute and the latter rule.

M. ALTAMIRA asked the framers of the proposed amendment for an explanation as to whether their intention was that all dissenting opinions should be published. If that was their intention, it did not appear to be in accordance with the interpretation arrived at by M. Anzilotti, and, what was more serious, it was in contradiction with Article 57 of the Statute, according to which judges had the option of using or not using the right conferred upon them by that article. Moreover, that article spoke of the *exposé* of their separate opinions. It was, therefore, a question of a

de la Cour, mais exprimant les motifs pour lesquels le ou les juges dissidents ont voté contre l'arrêt ou l'avis de la Cour.

M. Altamira passe ensuite en revue la pratique suivie jusqu'à présent par la Cour en cette matière; il constate que, dans les différentes phases de cette évolution, on a toujours cru agir conformément à la lettre et à l'esprit du Statut. Si un changement dans la pratique de la Cour est maintenant proposé, et si l'intention est de fixer ce changement par une règle précise, il faut aussi rechercher avec le plus grand soin si l'on reste vraiment fidèle au Statut ainsi qu'aux principes juridiques qui président à la fonction de la Cour et à son autorité devant l'opinion publique.

Pour ce qui touche à la publication des noms des juges dissidents ou à la constatation du caractère, soit unanime, soit majoritaire, du vote, M. Altamira ne soulève aucune difficulté et, pour sa part, il a toujours donné son nom quand il se trouvait en désaccord sur la décision de la Cour ou sur l'un quelconque des motifs fondamentaux exprimés dans l'arrêt ou l'avis. Il juge cette constatation désirable, dans l'intérêt du prestige même de la Cour. Mais il ne saurait, par contre, rien accepter qui empiète sur la liberté que l'article 57 accorde aux juges de joindre ou de ne pas joindre à l'arrêt ou à l'avis l'exposé de leur opinion individuelle.

M. MOORE ne croit pas qu'il y ait en réalité une divergence d'opinions entre MM. Pessôa et Altamira d'une part, et lui-même d'autre part, au sujet du second paragraphe de l'amendement proposé. Tout ce que M. Moore a voulu dire sur ce point, c'est que tout juge dissident qui le désire peut déposer le texte de son opinion dissidente et le joindre à celui de l'arrêt ou de l'avis. Si l'amendement n'est pas clair sous ce rapport, M. Moore est tout disposé à le modifier.

D'autre part, en réponse à M. le Président Loder, M. Moore déclare qu'il entend par juge dissident un juge mentionné dans l'arrêt ou dans l'avis même comme professant un avis différent de celui de la majorité; c'est à ce juge que l'article 57 donne le droit de faire un exposé des motifs de son avis dissident et de le joindre au texte de l'arrêt.

Afin de répondre également à M. Loder, M. Moore dit que si, selon l'article 58, l'arrêt doit être signé par le Président, c'est uniquement afin d'en légaliser le texte.

Lord FINLAY, se ralliant à l'exposé de M. Moore, accepte de modifier comme suit le texte du deuxième paragraphe de l'amendement proposé: « Si l'un de ces juges désire présenter une opinion séparée, le texte de cette opinion sera joint à l'arrêt. »

M. le Président LODER estime que la méthode la plus pratique consisterait à examiner le texte de l'amendement proposé.

En ce qui concerne le premier paragraphe de ce texte, M. Loder a une objection à formuler: aux termes de

document of the same kind as the judgment or opinion of the Court itself, but stating the reasons for which the dissenting judge or judges had voted against the judgment or opinion of the Court.

M. Altamira then reviewed the practice adopted hitherto by the Court in the matter, and observed that, at the different stages of this evolution, the Court had always considered that it was acting in accordance with the letter and spirit of the Statute. If a change in the Court's practice was now proposed, and if it was intended to establish this change by means of a definite rule, they must use the utmost care in ascertaining whether they were remaining true to the Statute and to the legal principles which governed the working of the Court and gave it authority with public opinion.

As regarded the publication of the names of dissenting judges, or the announcement of the unanimity or otherwise of the vote, M. Altamira raised no difficulty; for his part, he had always given his name when he disagreed with the decision of the Court or with any of the basic reasons set forth in the judgment or opinion. He thought that that announcement was actually desirable in the interests of the Court's prestige. But he could not, on the other hand, accept anything which would trespass on the option given by Article 57 to judges to append or not to append to the judgment or opinion their separate opinions.

Mr. MOORE did not think that there was really any difference between MM. Pessôa and Altamira and himself in regard to the second paragraph of the proposed amendment. All that he had meant in regard to this point was that any dissenting judge who wished to do so might file a reasoned statement of his dissenting opinion and append it to the judgment or opinion. If the phraseology were not clear on this point, he was quite willing to change it.

Again, in reply to President Loder, Mr. Moore said that what he meant by a dissenting judge was a judge mentioned in the judgment or opinion itself as holding an opinion differing from that of the majority. Article 57 gave this dissenting judge the right to give a reasoned opinion in support of his dissent and to append it to the judgment of the Court.

Also in reply to M. Loder, Mr. Moore said that Article 58 only laid down that the judgment must be signed by the President as a means of authenticating it.

Lord FINLAY agreed with what Mr. Moore had said and agreed to modify the second paragraph of the proposed amendment as follows: "If any such judge gives a reasoned opinion, it shall be attached to the judgment."

President LODER thought that the most practical method would be to consider the text of the proposed amendment.

In regard to the first paragraph, President Loder had an objection to make: according to Article 54, all

l'article 54, tout ce qui se passe dans la Chambre du Conseil est et doit rester secret ; or, d'après l'amendement, on dévoilera un secret relatif à ce qui s'est passé en Chambre du Conseil. Les termes de l'amendement paraissent donc difficilement conciliables avec le Statut, qui ne semble pas admettre que les noms des dissidents soient obligatoirement publiés.

M. Loder fait une observation analogue pour le second paragraphe de la proposition, aux termes de laquelle « les noms des juges dissidents sont joints (à l'avis), ainsi que les opinions dissidentes motivées » ; la première partie de cette phrase semblerait dépasser les limites tracées par le Statut.

M. ALTAMIRA demande à lord Finlay si un juge, ayant développé devant la Cour les motifs de son vote dissident, est obligé de joindre cet exposé à l'arrêt ou à l'avis, ou bien s'il peut se borner à le faire ajouter au procès-verbal de la séance en Chambre du Conseil.

Lord FINLAY répond qu'il est très opposé à ce que l'opinion soit jointe au procès-verbal. Selon lui, l'arrêt de la Cour ne serait pas complet si l'on devait, pour avoir le texte des avis dissidents, se reporter au procès-verbal. Si le juge dissident ne veut pas que son avis dissident soit joint au texte de l'arrêt, il ne doit pas présenter d'avis motivé.

Lord Finlay estime, toutefois, que les considérations développées par MM. Pessôa et Altamira ouvrent la porte à une entente, en ce sens qu'ils ne semblent pas avoir d'objections contre la première partie de l'amendement, relative à la publication des noms des juges dissidents.

M. DE BUSTAMANTE, prenant acte des déclarations de M. Moore et de lord Finlay, constate que la seule nouveauté, dans leur amendement, consiste à publier les noms des juges dissidents. Ils sont notamment d'accord à reconnaître le droit de faire des déclarations de vote annexées au procès-verbal de la séance en Chambre du Conseil.

M. le Président LODER demande si, en effet, aux termes de l'amendement, un juge ne partageant pas l'opinion de la majorité a ou non le droit d'exposer avant le vote pour quelles raisons il ne peut se rallier au projet d'arrêt ou d'avis et de demander l'insertion de cet exposé au procès-verbal.

Lord FINLAY répond négativement. Si l'un des membres de la Cour ne partage pas l'opinion de la majorité, il n'a pas le droit de faire en sorte qu'aux yeux du public il paraisse partager cette opinion, tout en insérant au procès-verbal une opinion contraire.

M. DE BUSTAMANTE fait observer que l'amendement proposé ne vise pas les déclarations de vote, mais exclusivement les avis dissidents : c'est donc seulement ces derniers qui sont en discussion.

that went on at private deliberations was and must remain secret ; but, according to the amendment, a matter connected with what had taken place in the course of those secret deliberations was to be made public. The terms of the amendment therefore appeared to be difficult to reconcile with those of the Statute, which did not seem compatible with a rule to the effect that the names of dissenting judges must necessarily be published.

M. Loder made a similar observation in regard to the second paragraph of the proposal, according to which "the names of dissenting judges shall, together with any reasoned dissenting opinions, be attached to the opinion of the Court" ; the first part of this sentence seemed to overstep the limits fixed by the Statute.

M. ALTAMIRA asked Lord Finlay whether a judge, who had explained to the Court the reasons for his dissent, would be obliged to attach his statement to the judgment or opinion, or whether he could simply attach it to the minutes of the private sitting.

Lord FINLAY replied that he was very much opposed to an opinion being attached to the minutes. In his opinion, the Court's judgment would not be complete, if, in order to get the report of dissenting opinions, it were necessary to refer to the minutes. If a dissenting judge did not wish his dissent to be appended to the judgment, he should not submit a reasoned opinion.

Lord Finlay thought, however, that the considerations set out by MM. Pessôa and Altamira opened the way to a settlement, since they did not appear to object to the first part of the amendment regarding the publication of the names of dissenting judges.

M. DE BUSTAMANTE, commenting on the statements of Mr. Moore and Lord Finlay, observed that the only new point in their amendment consisted in the publication of the names of dissenting judges. Amongst other things, they agreed in admitting the right to make declarations in explanation of votes cast for attachment to the minutes of the private sitting.

President LODER asked whether, under the terms of the amendment, a judge, who did not share the opinion of the majority, was or was not entitled to explain before voting, why he did not agree with the draft judgment or opinion, and to ask that his statement might be appended to the minutes.

Lord FINLAY replied in the negative. If one of the members of the Court did not share the views of the majority, he would not be entitled to appear to assent in public and then to insert in the minutes a contrary opinion.

M. DE BUSTAMANTE pointed out that the proposed amendment did not refer to explanations of votes but only to dissenting opinions : only the latter, therefore, were under discussion.

Le PRÉSIDENT croit que le sens de l'amendement est que les opinions dissidentes, s'il y en a et quelle que soit leur forme, doivent être rendues publiques.

M. ALTAMIRA, se référant à la réponse donnée par lord Finlay à M. Loder, constate que la divergence au sujet de la notion d'opinions dissidentes subsiste. Pour M. Altamira, l'article 57 signifie que tout juge dissident a le droit de demander que son argumentation, plus ou moins développée, soit insérée, ou bien dans le procès-verbal de la séance en Chambre du Conseil, ou bien à la suite de l'avis ou de l'arrêt. Les auteurs de l'amendement proposé, par contre, estiment que le droit de réserver pour le procès-verbal l'exposé des motifs de l'opinion dissidente n'existe pas ; dès lors, M. Altamira ne pourrait pas voter en faveur de l'amendement.

Le PRÉSIDENT, tout en ne voulant pas encore donner son opinion définitive sur le problème à l'ordre du jour, désire faire une déclaration d'ordre général.

Il rappelle que l'article 57 du Statut est le résultat d'un choc entre des conceptions nationales et des idées juridiques différentes.

Dès lors, il incombe à la Cour de s'efforcer, en se maintenant dans le cadre du Statut, de trouver une solution qui concilie les opinions divergentes déjà reflétées dans cet instrument.

Le Président avait toujours estimé que le système du Statut était celui qu'a développé M. Loder, c'est-à-dire celui d'une Cour constituant une entité, et que, par l'article 57, on avait donné, dans un esprit de conciliation, une entorse au principe dominant. Cette manière de voir se justifie au point de vue historique. En examinant le premier texte préparé par le Comité des dix, on constate que, tout d'abord, l'intention était de donner aux juges exclusivement le droit, la faculté, de faire connaître, s'ils le désiraient, mais sans la motiver, une opinion divergente ; plus tard seulement, on a, dans le Conseil et dans l'Assemblée, admis l'exposé des motifs. Dans la pratique, la Cour a, par la suite, admis la possibilité, pour un juge, de déclarer publiquement qu'il n'était pas d'accord sur l'avis ou l'arrêt, mais sans avoir à donner les motifs de son opinion. Toutefois, il n'y avait pas jusqu'alors de juge ne se ralliant pas à l'opinion de la majorité, qui ne fît connaître son dissentiment, soit en donnant un exposé des motifs, soit par une simple constatation insérée à la suite de l'arrêt ou de l'avis. Mais, plus tard, le cas s'est présenté où des membres ont voté contre la majorité sans rendre leur vote public ; et, faisant un pas de plus, on a fait insérer au procès-verbal et sans les joindre à l'arrêt ou à l'avis des déclarations faites en vue de motiver des opinions différentes de celles de la majorité.

Cette évolution s'est produite de la meilleure foi possible, la Cour estimant qu'elle rentrait dans le cadre

The PRESIDENT thought that the idea of the amendment was that if there were dissenting opinions, in no matter what form, they must be made public.

M. ALTAMIRA, referring to the reply given by Lord Finlay to M. Loder, said that the divergence as regards what constituted a dissenting opinion still subsisted. In his view, Article 57 meant that any dissenting judge was entitled to ask that a more or less developed statement of his reasons should be inserted either in the minutes of the private sitting or at the end of the opinion or judgment. The framers of the proposed amendment, on the other hand, thought that there was no right to confine to the minutes a statement of reasons for dissent. M. Altamira, therefore, could not vote for it.

The PRESIDENT, whilst not yet wishing to give his final opinion on the question under discussion, desired to make a statement of a general nature.

He recalled that Article 57 of the Statute was the result of a conflict between different national conceptions and different legal ideas.

The Court, therefore, must endeavour, keeping within the framework of the Statute, to find a solution calculated to reconcile the divergent opinions the influence of which was already to be observed in that instrument.

The President had always held that the system of the Statute was as explained by M. Loder, that was to say that the Court was an entity, and that, with the idea of reconciling opposing conceptions, Article 57 had to a certain extent modified this dominating principle. That view was historically justified. If one read the first draft prepared by the Committee of Ten it would be seen that, in the first place, the intention had been simply to give judges the right or option of making known, if they wished, that they dissented, but without giving their reasons. Only later on, in the Council and Assembly, had a statement of reasons been permitted. In practice, the Court had subsequently allowed a judge publicly to announce that he did not agree with the judgment or opinion, but without being compelled to give the reasons for his opinion. Nevertheless, there had not at that stage been any judge who did not accept the opinion of the majority who had not made known his dissent, either by giving a reasoned opinion or by means of a simple statement of the fact inserted at the end of the judgment or opinion. Later on, however, there had been occasions on which members had voted against the majority without making their vote public ; and, proceeding one step further, statements made in explanation of opinions differing from that of the majority, had been inserted in the minutes, without being attached to the judgment or opinion.

This development had taken place in all good faith, as the Court held that it was in accordance with the

du Statut et servait les véritables intérêts de la Cour. Si elle s'est trompée à cet égard, elle a néanmoins agi d'après sa conviction profonde. Il est toutefois compréhensible, aux yeux du Président, qu'un juge qui n'a pas assisté à cette évolution, et qui en constate simplement l'existence, puisse la considérer comme incompatible avec le Statut.

A ce propos, le Président rappelle, pour indiquer la possibilité d'interprétations différentes, qu'un juge estime que ces avis dissidents, sous forme de déclarations jointes au procès-verbal mais non à l'arrêt ou à l'avis, ne bénéficient pas nécessairement du secret des procès-verbaux.

Abordant ensuite les questions distinctes formulées avec tant de clarté par M. de Bustamante, le Président croit, au sujet du droit, pour les juges, de joindre leur opinion dissidente à l'arrêt ou à l'avis, que c'est là un droit qui ne peut être transformé en obligation, les termes du Statut étant formels dans le sens de la simple faculté. Du moment qu'un juge veut formuler une opinion dissidente, il doit probablement la joindre à l'arrêt ; mais il est libre de ne pas la formuler.

Sur le deuxième point, qui touche le droit, pour le juge, d'exprimer, dans la discussion en Chambre du Conseil, les motifs d'un vote négatif qu'il va émettre, le Président estime que la Cour ne saurait prescrire une interdiction à cet égard. L'article 31 du Règlement dit que chacun des membres de la Cour présents à la délibération exprime son opinion motivée, les conclusions adoptées, après discussion finale, par la majorité des membres, déterminant la décision de la Cour. Donc, avant le vote final, chacun des membres peut formuler son opinion complète. Cette opinion peut-elle être reproduite dans les procès-verbaux ? C'est là une question différente. Mais, quelle que soit la réponse donnée, si l'on admet que le juge peut énoncer les raisons de son vote final et si l'on reconnaît qu'il ne peut être obligé à publier les motifs de son opinion dissidente, il faut reconnaître que l'on peut aboutir à une situation peu claire. Si ces raisons, non publiées, sont exprimées dans des déclarations jointes au procès-verbal, qui constituent de véritables opinions dissidentes, il y a peut-être là quelque chose qui n'est pas logique. Ainsi, le point principal de la discussion devient celui qui a trait à la publication des noms des juges dissidents, car cette publication constituera un correctif efficace du système des opinions dissidentes publiques ou secrètes. Elle empêchera, en effet, tout malentendu sur la portée de l'existence ou de l'absence d'opinions dissidentes.

Mais le Président se demande si la Cour a le droit de publier les noms des juges dissidents. A ce sujet, il a

terms of the Statute and was in the true interests of the Court. If the Court had been wrong in this respect, it had nevertheless acted in accordance with its profound conviction. It was, however, quite understandable, in the eyes of the President, that a judge who had not been present in the course of this development and who simply saw that it had taken place, might regard it as incompatible with the Statute.

In this connection and in order to indicate that different interpretations were possible, the President alluded to the fact that one judge considered that such dissenting opinions, in the form of declarations attached to the minutes, but not to the judgment or opinion, were not necessarily endowed with the secrecy attaching to the minutes.

Proceeding next to consider the distinct questions formulated with such clearness by M. de Bustamante, the President thought, in regard to the right of judges to append their dissenting opinion to the judgment or opinion, that that was a right which could not be transformed into an obligation, since the terms of the Statute clearly meant that the exercise of the right was optional. If a judge desired to express a dissenting opinion, that opinion should probably be attached to the judgment ; but he was at liberty not to express one.

As regarded the second point relating to the right of a judge to state in the course of the private discussion his reasons for a negative vote, which he was about to give, the President thought that the Court could not rule that such reasons should not be given. Article 31 of the Rules said that every member of the Court present at the deliberation must state his opinion, together with the reasons on which it was based, the decision of the Court being based upon the conclusions adopted after final discussion by a majority of the members. Thus, before the final vote, each member might formulate his complete opinion. Could that opinion be reproduced in the minutes ? That was a different question. But no matter what the reply to it was, if a judge were permitted to formulate the reasons for his final vote and if it were recognized that he could not be compelled to publish the reasons for his dissent, it must be admitted that the resulting situation was not very clear. If these reasons, though not made public, were set out in declarations attached to the minutes, which really constituted dissenting opinions, there was perhaps in that something which was not logical. Thus, the point regarding the publication of the names of dissenting judges became the principal point of the discussion ; for such publication would constitute an effectual corrective to the system of public or secret dissenting opinions. It would, in fact, prevent any misunderstanding as to the significance of the existence or absence of dissenting opinions.

The President, however, wondered whether the Court had the right to publish the names of dissenting

des doutes sérieux, mais il envisage la possibilité de constater, soit dans tous les cas, soit dans les cas où il y a des avis dissidents publics, le nombre des juges composant la majorité prévue à l'article 55 du Statut.

Lord FINLAY se félicite d'avoir entendu l'exposé du Président, qui a démontré, à son avis, la nécessité de soumettre la question actuelle à un examen très approfondi avant de procéder à un vote.

Il estime que la difficulté en présence de laquelle la Cour se trouve provient de la pratique qui consiste à annexer des avis dissidents aux procès-verbaux des séances en Chambre du Conseil. Si cette pratique était abandonnée, la source même des difficultés serait supprimée. Il espère qu'il sera possible de trouver sur cette base une solution permettant d'aboutir, dans la séance suivante, à une décision de conciliation, car il serait regrettable que, sur un point de cet ordre, une divergence d'opinions persistât à se manifester dans la Cour.

M. PESSÔA ne voit pas nettement sur quoi se fonde, au point de vue juridique, la distinction suivant laquelle le Statut autoriserait l'insertion au procès-verbal d'une simple déclaration, tandis que, s'il s'agit d'une justification de vote, cette déclaration doit être publiée.

Il lui semble que les termes de l'article 57 du Statut, selon lequel, « si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie l'opinion unanime des juges, les dissidents *ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle* », visent spécialement les justifications et non pas les énonciations d'un simple *oui* ou *non*.

Au sujet de la publication des noms des juges qui ont voté contre la majorité, M. Pessôa est d'avis que l'article 54, dont le troisième alinéa prévoit que les délibérations de la Cour sont et restent secrètes, et qui a été invoqué pour exclure une réponse affirmative à cette question, vise seulement les conversations et discussions en Chambre du Conseil, mais non les décisions. Selon le système du Statut, c'est l'article 55 qui a trait aux décisions de la Cour.

Quant à l'article 57 du Statut, M. Pessôa, sans discuter l'utilité ou l'inconvénient de la publication des opinions motivées des juges dissidents, et se plaçant simplement au point de vue du Statut, constate que les juges, qui ont le droit formel de joindre l'exposé de leur opinion dissidente à l'arrêt ou à l'avis de la Cour, ne sauraient être privés de ce droit par une disposition du Règlement.

Lord FINLAY partage entièrement l'opinion exprimée par M. Pessôa en ce qui touche à la portée de l'expression « opinion individuelle »; mais, à son avis, M. Pessôa n'a peut-être pas attaché une importance suffisante aux

judges. He had serious doubts on this point; but he thought it might be possible to state, either in all cases or in cases in which there were public dissenting opinions, the number of judges composing the majority provided for in Article 55 of the Statute.

Lord FINLAY was very glad to have heard the President's statement upon the situation, a statement which, in his view, demonstrated the necessity of very carefully examining the matter before voting.

He thought that the difficulty with which the Court was confronted arose from the practice of appending dissenting opinions to the minutes of private meetings. If that practice were abandoned, the real root of the difficulty would be removed. He hoped that it would be possible on that basis to find a solution which would enable them at the next meeting to come to some agreement, for it would be regrettable if on a point of this kind, a difference of opinion continued to prevail between members of the Court.

M. PESSÔA was not very clear what was the legal argument advanced for the distinction made to the effect that the Statute authorized the insertion in the minutes of a simple declaration, whilst in the case of a statement of reasons for a vote, that statement must be published.

He thought that the terms of Article 57 of the Statute, according to which "if the judgment does not represent in whole or in part the unanimous opinion of the judges, dissenting judges are entitled to deliver a separate opinion" (*d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle*), referred particularly to statements of reasons and not to a simple "Yes" or "No".

In regard to the question of the publication of the names of judges who had voted against the majority, M. Pessôa thought that Article 54—according to the third paragraph of which, the deliberation of the Court was to take place in private and remain secret, and which had been invoked in argument against an affirmative reply to this question—only contemplated conversation and discussion at private meetings and not decisions. It was Article 55 of the Statute which dealt with decisions of the Court.

In regard to Article 57 of the Statute, M. Pessôa, without entering into the question of the advisability or the reverse of the publication of the reasoned opinions of dissenting judges, and simply viewing the matter from the standpoint of the Statute,—observed that judges, who had a definite right to attach a statement of their dissenting opinion to the Court's judgment or opinion, could not be deprived of that right by a rule of Court.

Lord FINLAY quite agreed with M. Pessôa in the meaning he gave to the words "separate opinion"; but, in his opinion, M. Pessôa had not perhaps attached sufficient importance to the very definite terms of

termes formels de l'article 57, d'après lequel les dissidents n'ont d'autre droit que celui de joindre à l'arrêt l'exposé de leur opinion individuelle. Ce droit ne comporte pas celui de ne pas y joindre une opinion dissidente, si elle est formulée en vue d'être ajoutée au procès-verbal. Lord Finlay est d'ailleurs persuadé que sa manière de voir et celle de M. Pessôa sont en réalité très rapprochées.

M. PESSÔA ayant constaté que, dans l'article 57, il s'agit d'un droit que l'on peut ou non exercer, M. ANZILOTTI exprime l'opinion que, sur ce point, il paraît y avoir accord : seulement, si une opinion dissidente motivée est exprimée, elle doit être jointe à l'arrêt conformément à l'article 57.

Il reste à savoir ce qu'est l'avis dissident et ce qu'est la déclaration dont l'insertion au procès-verbal peut être demandée.

Selon M. Anzilotti, si, avant le vote de la Cour, un juge explique la manière dont il votera, c'est là une déclaration pouvant figurer au procès-verbal. En effet, tant que la Cour n'a pas pris sa décision, comment une opinion dissidente pourrait-elle exister ? Ce n'est qu'à partir du vote final qu'on se trouve sur le véritable terrain des opinions dissidentes, et c'est dans ce cas que l'article 57 vient à jouer. D'ailleurs, la question du critère permettant de distinguer entre les déclarations de vote et les opinions dissidentes ne présente peut-être pas beaucoup d'importance, car il est certain que, si la Cour décide qu'il ne doit pas y avoir d'avis dissident secret, aucun des membres n'aura l'idée de chercher à recourir à des voies détournées pour arriver au même résultat.

M. MOORE, se référant à la mention qui a été faite de l'article 31 du Règlement, fait observer qu'il s'agit là simplement de la délibération provisoire destinée à amener la décision de la Cour.

Le PRÉSIDENT, en raison de l'heure avancée, ne croit pas devoir procéder à un vote séance tenante ; d'ailleurs, d'ici à la prochaine séance, une formule susceptible de rallier au moins la grande majorité des membres sera peut-être trouvée.

M. WEISS demande si les auteurs de l'amendement proposé entendent étendre leur interprétation de l'article 57 du Statut au nouveau texte proposé pour l'article 71 du Règlement, ou si, en matière d'avis consultatifs, ils entendent laisser subsister le choix.

M. le Président LODER ajoute, en ce qui le concerne personnellement, que si, depuis que la Cour existe, il n'a jamais présenté d'opinion dissidente publique, cela a été uniquement par respect pour la Cour.

M. WEISS se joint à la déclaration de M. Loder.

Le GREFFIER demande si la Cour entend que sa décision, relative à l'établissement des procès-verbaux

Article 57, according to which the only right conceded to dissenting judges was to join their separate opinion to the judgment. That right did not involve a right to omit to attach to the judgment a separate opinion prepared by them in order to be inserted in the minutes. Lord Finlay was furthermore sure that in reality his views and those of M. Pessôa differed very little.

M. PESSÔA having observed that Article 57 dealt with a right which might or might not be exercised, M. ANZILOTTI expressed the view that there appeared to be general agreement on that point; only, if a reasoned dissenting opinion were given, it must be attached to the judgment in accordance with Article 57.

~~It remained to be decided what constituted a dissenting opinion and what constituted a declaration which could, upon request, be inserted in the minutes.~~

In M. Anzilotti's opinion, if, before the vote of the Court, a judge explained the manner in which he was about to vote, that constituted a declaration which could be inserted in the minutes. For, until the Court had come to a decision, how could there be a dissenting opinion ? It was only after the final vote that the question of dissenting opinions really arose and it was then that Article 57 came into play. Moreover, the question of the criterion for distinguishing between declarations explaining a vote and dissenting opinions was not perhaps very important, because it was certain that if the Court decided that there must not be secret dissenting opinions, no member of the Court would think of resorting to roundabout methods of attaining that result.

Mr. MOORE, referring to the allusion made to Article 31 of the Rules, remarked that that article simply referred to the preliminary deliberations designed to lead up to the Court's decision.

The PRESIDENT, owing to the lateness of the hour, did not think they should proceed to vote at that meeting ; moreover, before the next meeting it might be possible to find a formula capable of acceptance by at least the large majority of members.

M. WEISS asked whether the intention of the authors of the amendment was to extend their interpretation of Article 57 of the Statute to the new draft proposed for Article 71 of the Rules, or whether, in the case of advisory opinions, they meant to allow the choice to remain.

President LODER added that, in so far as he was concerned, the reason why he had never, since the foundation of the Court, delivered a public dissenting opinion, was simply one of respect for the Court.

M. WEISS associated himself with M. Loder's statement.

The REGISTRAR asked whether the Court intended that its decision regarding the preparation of detailed

VINGT-HUITIÈME SÉANCE (27 JUILLET 1926)

détaillés destinés à la publication, s'applique également au procès-verbal de la présente séance.

Après un échange de vues, la Cour arrive sur ce point à une conclusion affirmative.

112. — **Prochaine séance de la Cour.**

La prochaine séance de la Cour est fixée au mercredi 28 juillet à 10 heures.

La séance est levée à 13 heures.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

TWENTY-EIGHTH MEETING (JULY 27th, 1926)

minutes for publication, also applied to the minutes of the present meeting.

After a discussion, the Court decided this point in the affirmative.

112. — **Next meeting of the Court.**

The next meeting of the Court was fixed for Wednesday, July 28th, at 10 a.m.

The Court rose at 1 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

VINGT-NEUVIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le mercredi 28 juillet 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

113. — Règlement. Titre 2, article 71.

Le PRÉSIDENT annonce qu'à la suite de la séance précédente MM. Moore, Anzilotti, Loder, Weiss et lui-même ont procédé à un échange de vues afin de chercher un terrain d'entente. Cependant, une formule susceptible de concilier toutes les diverses opinions ne semble pas avoir pu être trouvée.

Personnellement, le Président penche vers le système de la responsabilité individuelle. Mais le Statut est la loi, et, selon M. Huber, la mention obligatoire de tous les noms des juges dissidents, savoir des juges qui ont voté contre un projet déterminé, n'est pas conforme au Statut. A l'appui de cette opinion, il donne deux séries de raisons différentes.

C'est d'abord la genèse de l'article 57, — abstraction faite des motifs qui peuvent avoir inspiré les rédacteurs de cet article, et en tenant compte exclusivement des faits qui doivent être pris en considération là où l'interprétation d'un texte prête à des doutes. Dans cet ordre d'idées, le Président fait observer que le système du dissentiment public était déjà introduit dans le projet élaboré en 1920 par le Comité de Juristes. Le terme « dissidents » figure dans le projet tel qu'il fut soumis au Conseil de la Société des Nations par ce Comité. En effet, dans l'article 56 du projet, qui est à la base de l'article 57 actuel, on trouve la faculté pour le juge d'ajouter à l'arrêt la simple mention du fait qu'il est « dissident ». La seule modification que le Conseil ait apportée à cet article — et qui a été confirmée par l'Assemblée —, c'est que le juge dissident peut demander l'insertion dans le jugement, non seulement de son nom,

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

TWENTY-NINTH MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Wednesday, July 28th, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court*

113. — Rules. Heading 2, Article 71.

The PRESIDENT announced that after the previous meeting, MM. Moore, Anzilotti, Loder, Weiss and himself had had an exchange of views in order to try and find a basis of agreement. It seemed, however, to have proved impossible to find a formula capable of reconciling all the various opinions.

Personally, the President inclined towards the system of individual responsibility, but the law was laid down by the Statute, and, in M. Huber's opinion, the compulsory enumeration of all the names of dissenting judges, that was to say the judges who voted against a particular draft judgment or opinion, was not in accordance with the Statute. In support of that opinion, he gave two different series of reasons.

In the first place, he referred to the origin of Article 57—leaving aside the motives which might have inspired those who framed that article, and having regard exclusively to the facts which must be taken into consideration in cases where the interpretation of a text gave rise to doubts. In that connection, the President pointed out that the system of public dissent had already been introduced in the scheme prepared by the Committee of Jurists in 1920. The expression *dissidents* appeared in the draft as submitted to the Council of the League of Nations by that Committee. In fact, in Article 56 of the draft, which formed the basis of the present Article 57, was to be found a right conferred upon the judge to add to a judgment a simple record of the fact that he dissented. The only modification which the Council had made in this article, which modification had been

en tant que juge dissident, mais aussi de l'exposé de ses motifs, ce dernier droit étant expressément exclu par la première rédaction. Il n'est donc pas possible d'interpréter maintenant le Statut comme imposant à tous les juges dissidents l'obligation de faire mention de leur vote. A l'origine, il existait une faculté, celle de faire pareille mention; on a, par la suite, étendu cette faculté en autorisant à développer les motifs des opinions dissidentes. Mais toujours est-il que le système du dissentiment publié reste, d'après le Statut, facultatif.

C'est ensuite la pratique de la Cour. Personnellement, le Président avait toujours interprété la faculté accordée aux juges par l'article 57 comme étant la faculté d'exposer leurs motifs, et non pas d'exprimer simplement leur dissentiment; le but était en effet de permettre aux juges d'exposer leur manière de comprendre le droit international, afin d'empêcher que se crée l'opinion fausse que tel arrêt ou avis est l'expression de l'opinion unanime de la Cour, quant à l'interprétation du droit international sur un point déterminé. Mais le Président est maintenant arrivé à la conclusion qu'avec le *plus* accordé par le texte, le *moins* que constitue la simple mention du dissentiment peut être compris, et, par conséquent, il convient de reconnaître aux juges qui ne désirent pas faire connaître au public les motifs de leur dissentiment, le droit de faire, sur leur demande, mentionner simplement leur nom. Toute la pratique de la Cour, à partir de l'Avis consultatif n° 2, converge d'ailleurs dans cette direction.

Le Président rappelle que M. Moore, qui voit dans la solution correcte du problème actuel un intérêt vital pour la Cour, était malheureusement absent lors des sessions au cours desquelles ce problème s'est posé d'une manière aiguë. C'est sans doute pour cette raison que l'on n'a jamais, jusqu'ici, soulevé la question de l'inscription obligatoire du dissentiment dans le jugement. Quoi qu'il en soit, le fait subsiste que la Cour n'a jusqu'à présent, rien décidé qui puisse conduire à la conclusion que le dissentiment doit obligatoirement être mentionné. Introduire comme une obligation la mention des noms des juges dissidents, serait donc se départir d'une interprétation du Statut que la Cour a toujours suivie, et qui, de l'avis du Président et pour le motif qu'il a déjà donné, est la juste.

Néanmoins, il est tout disposé à donner sa voix à tout amendement qui, dans le cadre du Statut, pourrait permettre d'aboutir à un accord.

M. ANZILOTTI explique qu'à la suite des entretiens mentionnés par le Président, il a été élaboré un texte qui a rencontré l'approbation de lord Finlay et dont le seul but serait d'empêcher qu'il y eût des opinions dissidentes secrètes. La version anglaise a été mise au point par lord Finlay; le texte français n'est pas en harmonie avec la nouvelle rédaction anglaise, et

confirmed by the Assembly, was that a dissenting judge might ask for the insertion in the judgment not only of his name as a dissenting judge, but also of a statement of his reasons, the latter right having been expressly excluded by the first draft. It was not, therefore, possible now to construe the Statute as imposing on all dissenting judges an obligation to have their vote recorded. Originally there had been a right to have their vote recorded, a right which had been subsequently extended to permit a statement of reasons for dissenting opinions. But the publication of dissent still remained optional under the Statute.

In the next place, there was the Court's practice. Personally the President had always construed the right conferred on judges by Article 57 as a right to state their reasons and not simply to express their dissent; the object being to enable judges to explain their understanding of international law in order to prevent the creation of a false impression that a particular judgment or opinion expressed the unanimous opinion of the Court, in regard to the interpretation of international law on a particular point. The President had, however, now come to the conclusion that, having regard to the greater right granted by the terms of the Statute, the lesser right, which consisted in a simple record of dissent, might be included, and, consequently, judges who did not desire publicly to state the reasons for their dissent should be given the right, upon request, to have their name alone recorded. Moreover, the whole practice of the Court, from Advisory Opinion No. 2 onwards, had tended in that direction.

The President recalled that Mr. Moore, who regarded the correct solution of the present problem as of vital interest to the Court, had unfortunately been absent from the sessions at which this problem had arisen in an acute form. No doubt that was why hitherto the question of the compulsory mention of dissent in the judgment had never been raised. However that might be, the fact remained that the Court had hitherto done nothing calculated to lead to the conclusion that dissent must necessarily be recorded. To make the mention of the names of the dissenting judges obligatory would therefore be to depart from a construction of the Statute which the Court had always adopted and which, in the President's opinion and for the reason already given, was the correct one.

Nevertheless, he was quite ready to accept any amendment which, keeping within the terms of the Statute, might lead to an agreement.

M. ANZILOTTI explained that, following upon the conversations referred to by the President, a text had been prepared, which had met with the approval of Lord Finlay, and the only object of which was to prevent there being secret dissenting opinions. The English version had been revised by Lord Finlay; the French version was not in harmony with the new

M. Anzilotti n'en donne lecture que pour soumettre à la Cour l'idée essentielle :

«Après le vote final sur un projet d'arrêt ou d'avis consultatif soumis à la Cour, les juges ne pourront faire connaître leur opinion individuelle que conformément à l'article 57 du Statut.»

Cette idée est la suivante : lorsqu'un projet d'arrêt ou d'avis a été adopté par la Cour, si un juge veut manifester un dissentiment, il doit le faire conformément à l'article 57 du Statut.

M. DE BUSTAMANTE ayant fait remarquer qu'aux termes de la proposition, la mention des noms des juges dissidents est supprimée, M. ANZILOTTI observe que cela n'est exact que si, contrairement aux vues des auteurs de la proposition, on interprète l'article 57 dans ce sens qu'un juge ne peut mentionner son dissentiment sans en faire connaître les motifs.

M. PESSÔA estime qu'il ne faut s'arrêter qu'à une rédaction qui, couvrant toutes les hypothèses possibles, écarte toute discussion.

M. le Président LODER se rallie à la proposition énoncée par M. Anzilotti. Le Statut prescrit que tout ce qui se passe en Chambre du Conseil est secret, mais admet que, s'il y a des juges dissidents, ils peuvent, s'ils le désirent, joindre au jugement leur opinion dissidente. Ce qui est maintenant proposé est donc d'accord avec le Statut, et la Cour peut l'accepter afin d'écarter les opinions dissidentes secrètes.

M. PESSÔA, avant de se prononcer, désirerait obtenir quelques renseignements sur des points auxquels M. Loder n'a pas touché.

La première question est la suivante : si la Cour accepte l'amendement, l'arrêt peut-il constater que la décision a été prise à la majorité des voix ?

La deuxième : l'arrêt peut-il constater que tel ou tel autre juge a voté contre l'opinion de la majorité ? En dernier lieu : un juge individuel a-t-il le droit de demander qu'on le mentionne dans l'arrêt comme ayant voté contre l'opinion de la majorité ?

Dans l'esprit de M. Pessôa, le Statut ne s'oppose ni à l'insertion obligatoire des noms, ni à l'interdiction de les insérer ; il a laissé la question ouverte. Par contre, d'après son article 57, le Statut s'oppose à ce que l'on refuse à un juge le droit de joindre son opinion à l'arrêt ou à l'avis, et il s'oppose également à ce que la Cour insère des exposés de ce genre, de sa propre initiative et contre la volonté des juges intéressés.

Peut-être, dès lors, pourrait-on reconnaître à la Cour le droit de dire que la décision a été prise à la majorité, et à chaque juge la faculté de déclarer qu'il a voté

English version, and M. Anzilotti only read it in order to submit the fundamental idea to the Court :

“Après le vote final sur un projet d'arrêt ou d'avis consultatif soumis à la Cour, les juges ne pourront faire connaître leur opinion individuelle que conformément à l'article 57 du Statut.”

(The English version read :

“After the final vote taken on a judgment or advisory opinion submitted to the Court, any judge who desires to dissent must do so in accordance with Article 57 of the Statute.”)

That idea was as follows : when a draft judgment or opinion had been adopted by the Court, if anyone desired to express his dissent he must do so in accordance with Article 57 of the Statute.

M. DE BUSTAMANTE having observed that, according to the terms of the proposal, the recording of the names of dissenting judges was suppressed, M. ANZILOTTI said that that would be the case only if, contrary to the views of the framers of the proposal, Article 57 were construed to mean that a judge could not record his dissent without stating his reasons.

M. PESSÔA thought that they should not adopt a draft which did not eliminate all discussion by covering all possible hypothesis.

President LODER accepted the proposal put forward by M. Anzilotti. The Statute laid down that all that happened at private meetings was to be secret, but, if there were dissenting judges, it allowed them, if they wished, to annex to the judgment their separate opinion. What was now proposed, therefore, was in agreement with the Statute, so that the Court might accept it in order to avoid secret dissenting opinions.

M. PESSÔA, before forming an opinion, wanted certain information on points to which M. Loder had not referred.

The first question was as follows : if the Court accepted the amendment, could it be stated in the judgment that the decision had been taken by a majority ?

And the second : could it be stated in the judgment that a particular judge had voted against the opinion of the majority ? And lastly : was a judge entitled to ask that his name should be recorded in the judgment as having voted against the opinion of the majority ?

In M. Pessôa's view, there was nothing in the Statute to prevent either a compulsory record of names, or a prohibition of such record ; it had left the question open. On the other hand, the terms of Article 57 of the Statute prevented a judge from being refused the right to attach his opinion to the judgment or opinion, and also prevented the Court from inserting statements of that kind, on its own initiative and against the will of the judges concerned.

Perhaps, therefore, it would be possible to admit the Court's right to say that the decision had been taken by a majority, and the right of each judge to say that

contre la décision. Enfin, le juge dissident pourrait conserver le droit de demander l'insertion des motifs de son vote, quel qu'il soit.

M. ANZILOTTI fait observer que l'amendement présenté par lui d'accord avec lord Finlay et MM. Loder et Weiss constitue un compromis, en ce sens qu'il ne touche pas aux questions sur lesquelles il semble pour le moment difficile d'arriver à un accord au sein de la Cour; personnellement, M. Anzilotti serait toujours disposé à voter en faveur des propositions de M. Moore.

Ainsi, l'amendement ne préjuge pas le point de savoir si l'on peut mentionner, dans l'arrêt, que ce dernier a été adopté à la majorité ou à l'unanimité.

Quant à la mention obligatoire des noms des juges dissidents, il semble à M. Anzilotti que la Cour, dans sa majorité, y soit opposée; quoi qu'il en soit, la question n'est pas résolue dans l'amendement. Par contre, il paraît hors de doute qu'un juge peut, soit demander à manifester purement et simplement son dissentiment, soit ajouter à la mention de son dissentiment un exposé des motifs.

C'est d'ailleurs dans ce sens que la Cour a toujours interprété l'article 57. Et, si l'amendement proposé était adopté, cette question resterait également en l'état.

M. Anzilotti termine en soulignant que l'amendement — dont l'idée essentielle est de mettre fin aux opinions dissidentes secrètes annexées aux procès-verbaux des séances en Chambre du Conseil — est présenté sous réserve de rédaction.

LORD FINLAY, après les paroles prononcées par M. Loder, estime que la Cour s'achemine vers un accord. M. Loder, en effet, a déclaré qu'il n'avait aucune objection à ce que les opinions dissidentes ne restassent pas secrètes et simplement jointes aux procès-verbaux, et c'est là le point essentiel de la question. Ce point une fois réglé, lord Finlay est sûr que les autres s'arrangeront d'eux-mêmes.

Il est vrai que lord Finlay ne saurait partager le point de vue exprimé par M. Loder au sujet des relations entre les articles 57 et 54 du Statut; mais, désirant avant tout sortir de la difficulté actuelle, il n'insiste pas sur ce point.

Répondant aux questions posées par M. Pessôa, lord Finlay déclare d'abord que, selon lui, la mention, dans un arrêt, du fait qu'il est rendu à la majorité des voix, ne semble prêter à aucune objection; le texte proposé ne l'empêche d'ailleurs pas.

Pour la deuxième question de M. Pessôa, visant la publication des noms des juges dissidents, lord Finlay rappelle que la proposition primitive de M. Moore la prévoyait. Il est toujours en faveur de cette proposition, mais ne croit pas que ce point soit essentiel; il ne voudrait d'ailleurs pas y insister, par crainte de mettre en péril l'accord sur le point principal.

he had voted against the decision. In the last place, a dissenting judge might retain the right to ask for the insertion of the reasons for his vote, whatever that might be.

M. ANZILOTTI pointed out that the amendment which he had put forward in agreement with Lord Finlay and MM. Loder and Weiss constituted a compromise, in the sense that it did not touch upon the questions in regard to which it seemed, for the moment, difficult to arrive at an agreement in the Court; he personally was still prepared to vote for Mr. Moore's proposals.

Thus, the amendment left open the question whether, in the judgment, mention might be made of the fact that it had been adopted by a majority or unanimously.

In regard to the compulsory recording of the names of dissenting judges, M. Anzilotti thought that the majority of the Court was opposed to it. At all events, the question was not settled in the amendment. On the other hand, there seemed no doubt that a judge could either ask that the mere fact of his dissent should be recorded or add to the record of his dissent a statement of his reasons.

Moreover, the Court had always construed Article 57 in this way. And, if the proposed amendment were adopted, that question would also remain in *statu quo*.

M. Anzilotti, in conclusion, emphasized that the amendment—the main object of which was to do away with secret dissenting opinions annexed to the minutes of private sittings—was submitted, subject to modifications of language.

LORD FINLAY, after hearing what President Loder had said, thought that the Court was well on the way to an agreement. M. Loder, in fact, had declared that he had no objection to the abolition of secret dissenting opinions simply attached to the minutes, and that was the essential point of the question. Once that point were settled, Lord Finlay was sure that the others would solve themselves.

It was true that Lord Finlay could not share the view expressed by M. Loder in regard to the relation between Articles 57 and 54 of the Statute, but as his chief desire was to find a way out of the present difficulty, he did not insist on that point.

In regard to the questions put by M. Pessôa, Lord Finlay said, in the first place, that he saw no objection to the recording in a judgment of the fact that it was given by a majority. Moreover, the proposed clause would not prevent that.

In regard to M. Pessôa's second question regarding the publication of the names of dissenting judges, Lord Finlay observed that that was provided for in Mr. Moore's original proposal. He was still in favour of that proposal, but did not think that that point was essential, and he did not wish to insist upon it if it would imperil agreement on the main point.

Le troisième point soulevé par M. Pessôa avait trait à la publication d'un exposé des motifs des avis dissidents. Cet exposé, selon lord Finlay, ne saurait être obligatoire aux termes de l'article 57 du Statut, qui confère aux juges dissidents un droit et n'impose pas une obligation.

En terminant, lord Finlay déclare que, du moment que les opinions ne diffèrent pas sur la question des avis dissidents joints aux procès-verbaux, il y a les plus grandes chances d'arriver à un accord sur la base du texte présenté par M. Anzilotti et en laissant de côté les points secondaires.

M. DE BUSTAMANTE, sauf avis du Comité de rédaction quant à sa place dans le Règlement, et à sa rédaction définitive si elle était adoptée, formule la proposition suivante :

« Les arrêts et avis doivent toujours constater s'ils ont été ou non adoptés à l'unanimité. »

Il laisse au Président le soin de fixer le moment où la proposition devra être discutée, mais il a tenu à la présenter en ce moment, afin de permettre de sérier les questions.

M. PESSÔA rappelle qu'il avait fait la même proposition en présentant l'amendement suivant :

« L'arrêt ou l'avis déclarera si la décision a été prise à la majorité ou à l'unanimité. »

Il rappelle également que, dans l'amendement primitif de lord Finlay, MM. Moore et Anzilotti, figurait en premier lieu la question relative à la publication des opinions dissidentes motivées. Sur ce point, la Cour est probablement d'accord pour penser que la publication des motifs de leurs avis dissidents constitue un droit pour les juges, mais qu'on ne saurait leur imposer cette publication.

On trouvait ensuite, dans cet amendement, la question relative à l'insertion des noms des juges constituant la minorité. Sur ce point, M. Pessôa propose la rédaction suivante :

« Le juge dissident a le droit de faire insérer dans l'arrêt ou dans l'avis la simple mention qu'il a voté contre la décision de la Cour. »

M. MOORE déclare que la difficulté réelle réside, à son sens, dans le fait qu'un juge n'est pas un « juge dissident » à moins qu'il ne rende public le fait de son dissentiment. Pour M. Moore, il importe peu que le juge dissident fasse une simple mention de son dissentiment ou qu'il publie en même temps l'exposé des motifs pour lesquels il n'est pas d'accord avec la Cour. Selon M. Moore, il n'y a de juge dissident que celui qui publie son dissentiment.

Ce dont se préoccupe surtout M. Moore, c'est que la Cour présente au public un arrêt qui ne soit pas susceptible de l'induire en erreur. Si le public ne voit le nom que d'un seul juge dissident, il peut croire qu'il n'y a qu'un seul dissentiment, alors que, peut-être, en réalité

The third point raised by M. Pessôa related to the publication of a statement of reasons for dissenting opinions. In Lord Finlay's view, such a statement could not be regarded as obligatory under the terms of Article 57 of the Statute, which conferred on dissenting judges a right and did not impose on them an obligation.

In conclusion, Lord Finlay stated that if there were no difference of opinion upon the question of dissenting opinions attached to the minutes, there was every hope of arriving at an agreement on the basis of the draft submitted by M. Anzilotti, leaving aside secondary matters.

M. DE BUSTAMANTE, subject to the opinion of the Drafting Committee as to its position in the Rules, and to its final wording, if adopted, made the following proposal :

"It shall always be stated in judgments or opinions whether they have or have not been unanimously adopted."

He left it to the President to decide when this proposal should be discussed, but he had wished to submit it at that moment in order that questions might be taken in their proper order.

M. PESSÔA recalled that he had made the same proposal when he had submitted the following amendment :

"The judgment or opinion shall state whether the decision has been taken by a majority or unanimously."

He also recalled that in the original amendment of Lord Finlay, MM. Moore and Anzilotti, the main question had been the publication of reasoned dissenting opinions. In regard to this point, the Court was probably agreed in thinking that the publication of reasons for their dissenting opinions constituted a right on the part of judges, but that it could not be imposed upon them as a duty.

That amendment next dealt with the question of the recording of the names of judges constituting the minority. In regard to this point, M. Pessôa proposed the following draft :

"A dissenting judge shall be entitled to have inserted in the judgment or opinion the simple record of the fact that he has voted against the Court's decision."

Mr. MOORE said that, in his opinion, the essential difficulty lay in the fact that a judge was not a "dissenting judge" unless the fact of his dissent was made public. To Mr. Moore it mattered little whether the dissenting judge simply mentioned the fact of his dissent or whether he also published a statement of the reasons for which he could not agree with the Court. In his opinion a judge was not a dissenting judge unless he published his dissent.

Mr. Moore's chief anxiety was that the Court should deliver to the public a judgment which could not create a false impression. If the public only found the name of a single dissenting judge, it might think that there was only one dissent, whereas perhaps really

plusieurs juges auront voté contre l'arrêt, et que ce fait ressort des procès-verbaux de la Cour.

M. ALTAMIRA demande quelques explications au sujet du texte français provisoire de la proposition présentée par M. Anzilotti, ce texte ne lui paraissant pas clair en ce qui concerne la notion d'opinion individuelle qui s'y trouve visée.

Le PRÉSIDENT expose les quatre problèmes différents en présence desquels semble se trouver la Cour :

1) La mention obligatoire des noms des juges dissidents. D'après les explications de M. Moore, c'est là le point principal de l'amendement proposé primitivement par lord Finlay, MM. Moore et Anzilotti.

2) Le point de savoir si un juge qui n'est pas d'accord sur l'arrêt peut se contenter de demander la simple mention de son dissentiment. Cette méthode, conforme à la pratique de la Cour, a d'ailleurs trouvé son expression dans le texte établi par le Greffier (Distr. 794, p. 87)¹.

3) La question de savoir si un juge peut demander qu'une opinion motivée, qui ne sera pas publiée aux termes de l'article 57, soit ajoutée en annexe au procès-verbal de la séance en Chambre du Conseil.

4) Le point de savoir s'il faut indiquer dans l'arrêt que la décision de la Cour a été prise à la majorité ou bien à l'unanimité des voix, et si, éventuellement, le nombre des juges constituant la majorité doit être mentionné.

Le Président fait encore observer que, si l'amendement Finlay-Moore-Anzilotti, qui traite du problème dans son ensemble, était adopté, toutes ces questions seraient résolues. Si l'amendement n'est pas adopté, il conviendrait d'examiner séparément les quatre points en question.

Lord FINLAY avait cru qu'il ne serait pas nécessaire à la Cour de se prononcer sur les points au sujet desquels subsiste une divergence d'opinions. Si l'amendement Anzilotti était adopté, et si, par conséquent, on établissait que les opinions dissidentes ne peuvent être jointes au procès-verbal, il deviendrait superflu de voter sur les autres points.

Le PRÉSIDENT ayant demandé à lord Finlay et à MM. Moore et Anzilotti s'ils désirent que leur proposition d'amendement soit mise aux voix, M. MOORE déclare qu'il assume seul la responsabilité exclusive de cette proposition. Il ajoute qu'il n'insiste pas pour que la Cour se prononce par un vote sur une proposition quelconque. La Cour fera ce qu'elle voudra. Mais M. Moore ne pourra pas voter en faveur du texte présenté par M. Anzilotti.

M. PESSÔA attire l'attention sur sa proposition, ainsi conçue :

¹ Voir p. 315.

several judges might have voted against the judgment, a fact which would appear from the minutes of the Court.

M. ALTAMIRA asked for some explanations in regard to the provisional French text of the proposal submitted by M. Anzilotti, as it did not seem to him to be clear as regards the conception of an individual opinion contemplated therein.

The PRESIDENT stated the four different problems with which the Court seemed to be confronted :

(1) The question of the compulsory recording of the names of dissenting judges. According to what Mr. Moore had said, that was the main point of the amendment originally proposed by Lord Finlay, Mr. Moore and M. Anzilotti.

(2) The question whether a judge who did not agree with the judgment could content himself with simply asking for the record of his dissent. That method was in accordance with the Court's practice and had, moreover, been taken into account in the draft prepared by the Registrar (Distr. 794, p. 87)¹.

(3) The question whether a judge could ask that a reasoned opinion, which would not be published in accordance with Article 57, should be annexed to the minutes of the private sitting.

(4) The question whether the judgment should mention that the Court's decision had been taken unanimously or by a majority, and, in the latter case, whether the number of judges who constituted the majority should be mentioned.

The President also observed that should the Finlay-Moore-Anzilotti amendment, which dealt with the problem as a whole, be adopted, all these questions would be decided. If the amendment were not adopted, each of the four points in question would have to be considered separately.

Lord FINLAY had thought that it would not be necessary for the Court to decide the points in regard to which a difference of opinion still existed. If the amendment were adopted, and if consequently it were laid down that dissenting opinions could not be attached to the minutes, it would become unnecessary to vote upon the other points.

The PRESIDENT having asked Lord Finlay and Mr. Moore and M. Anzilotti whether they wished that a vote should be taken on their amendment, Mr. MOORE said that he would take entire responsibility for it. He added that he did not insist upon the Court's voting upon any proposal. The Court must do what it wished. But Mr. Moore could not vote for the draft submitted by M. Anzilotti.

M. PESSÔA drew attention to his proposal, which was as follows :

¹ See p. 315.

« Le juge dissident a le droit de faire insérer dans l'arrêt ou dans l'avis la simple mention qu'il a voté contre la décision de la Cour. »

Il la présente sous réserve de rédaction.

Le PRÉSIDENT fait observer que la proposition de M. Pessôa, en spécifiant que les juges ont la faculté de demander la simple mention de leur dissentiment, est analogue à celle qui se trouve énoncée dans le texte présenté par le Greffier (Distr. 794, page 87)¹.

M. ANZILOTTI estime qu'on peut arriver au même résultat en ajoutant quelques mots à la formule de M. Moore: « 10. Les noms des juges dissidents, s'ils le désirent. »

M. NYHOLM voudrait que la Cour commençât par définir la notion de « vote dissident ».

A cet égard, il estime qu'un vote contraire à l'opinion de la majorité est déjà un vote dissident. Mais on pourrait aussi comprendre par « vote dissident » un vote négatif motivé. Cependant, selon M. Nyholm, l'article 57 du Statut entend, par « vote dissident », le simple vote négatif ; et, lorsqu'il parle de ce qui peut être joint à l'arrêt, il ne vise plus le « vote dissident », mais l'exposé d'une opinion personnelle.

D'autre part, du fait que le Statut confère aux juges le droit de publier les motifs de leur opinion, peut-on conclure *a contrario* que, si le juge ne publie pas ses motifs, il n'a pas le droit de publier son dissentiment ?

Quant au point de savoir si l'on peut joindre au procès-verbal une déclaration de vote, M. Nyholm, estimant que le procès-verbal est la constatation de ce qui s'est passé en Chambre du Conseil, où les juges peuvent faire connaître les motifs de leurs opinions, ne croit pas qu'on puisse leur défendre de dire avant ou après le vote : « Je résume mon opinion. »

M. MOORE propose, dans un esprit de conciliation, le texte suivant :

« L'arrêt fera mention du nombre de juges constituant la majorité mentionnée à l'article 55 du Statut. Les noms des juges professant une opinion contraire à celle de la majorité seront, s'ils le désirent, mentionnés également. »

Le PRÉSIDENT, observant que la deuxième partie de la proposition de M. Moore est à peu près identique à celle de M. Pessôa, tandis que la première appartient au domaine de la proposition de M. de Bustamante, estime qu'il conviendra de se prononcer séparément sur les deux parties.

M. ANZILOTTI fait observer que la question se trouve désormais limitée au point suivant : un juge

“A dissenting judge shall be entitled to have inserted in the judgment or opinion the simple record of the fact that he has voted against the Court's decision.”

He submitted that proposal subject to modifications of drafting.

The PRESIDENT pointed out that M. Pessôa's proposal, according to which judges would have the option of asking for the simple record of their dissent, was similar to the proposal of the Registrar which appeared on page 87 of Dist. 794¹.

M. ANZILOTTI thought that the same result might be obtained by adding a few words to Mr. Moore's formula : “10. The names of dissenting judges, *should they so desire.*”

M. NYHOLM would like to begin by defining the conception of a “dissenting vote”.

In regard to this point, he thought that a vote against the opinion of the majority was in itself a dissenting vote ; but a “dissenting vote” might also be held to mean a reasoned negative vote. Nevertheless, in his opinion, Article 57 of the Statute, by a “dissenting vote”, meant a simple negative vote ; and when that article spoke of what might be attached to the judgment, it no longer meant a “dissenting vote”, but a statement of a separate opinion.

On the other hand, was it possible to conclude *a contrario* from the fact that the Statute gave judges the right to publish the reasons for their opinion, that if a judge did not so publish his reasons he might not publish the fact of his dissent ?

In regard to the question whether a declaration in explanation of a vote might be annexed to the minutes, M. Nyholm, holding that the minutes constituted a record of what happened at private meetings where judges might state the reasons for their opinions, did not think that they could be prohibited from saying before or after the vote : “I wish to summarize my opinion.”

Mr. MOORE, with a view to a compromise, proposed the following draft :

“The judgment shall contain a statement of the number of the judges constituting the majority mentioned in Article 55 of the Statute. The names of judges who do not concur in the judgment shall be stated, if they so desire.”

The PRESIDENT observed that the second part of Mr. Moore's proposal was more or less identical with that of M. Pessôa, whilst the first part was more on the lines of M. de Bustamante's proposal. He therefore thought that the two parts should be voted upon separately.

M. ANZILOTTI observed that the question was now confined to the following point : could a judge simply

¹ Voir p. 315.

¹ See p. 315.

peut-il se borner à dire : « Je ne suis pas d'accord avec la majorité », ou doit-il dire : « Je ne suis pas d'accord pour tels motifs » ? Il croit qu'il y a accord pour reconnaître qu'en vertu de l'article 57 le juge peut se borner à dire qu'il n'est pas d'accord.

M. WEISS estime que cela n'est pas douteux. La genèse de l'article 57 lui paraît décisive à ce point de vue.

En ce qui concerne cet article, M. Weiss est d'avis qu'il n'a pas uniquement pour but, ainsi que cela a été soutenu, de permettre à toutes les thèses juridiques de s'affronter et de contribuer ainsi au progrès du droit international, mais qu'il est surtout destiné à sauvegarder le droit du juge de ne pas être impliqué dans une décision qu'il réprouve ; on a voulu lui permettre de dégager sa responsabilité.

Pour exprimer la réponse que, selon M. Weiss, il convient de faire à la question posée par M. Pessôa, on pourrait, d'après lui, adopter avec avantage la formule proposée par le Greffier, formule neutre et répondant à la réalité :

« Les juges dissidents peuvent, s'ils le désirent, joindre à l'avis de la Cour, soit l'exposé de leur opinion individuelle, soit la constatation de leur dissentiment. »

M. DE BUSTAMANTE préférerait que le texte ne se servît pas du pluriel. Si deux juges ont voté contre l'arrêt ou l'avis, que l'un désire faire mentionner son nom et que l'autre ne le désire pas, on ne pourra parler « des » juges ayant voté contre le jugement.

M. MOORE fait remarquer, à propos de l'idée exprimée par le Président et tendant à mettre séparément aux voix les deux parties de sa proposition, que son vote sera influencé par la signification accordée à l'expression « juge dissident ». Si l'on admet qu'un juge dissident puisse ne pas faire constater publiquement son dissentiment, M. Moore votera négativement sur la deuxième partie. Pour lui, les deux parties sont la condition l'une de l'autre.

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. Pessôa, sauf à déterminer la place où il faudra l'insérer dans le Règlement :

« Le juge dissident a le droit de faire insérer dans l'arrêt ou dans l'avis la simple mention qu'il a voté contre la décision de la Cour. »

M. MOORE déclare que, cette proposition correspondant à son interprétation de l'article 57, il pourrait voter en sa faveur si elle était indépendante des autres points en discussion. Mais si, dans les conditions actuelles, il vote « oui », ce vote ne saurait être interprété comme indiquant que, dans son opinion, la mention dont il s'agit pourrait être faite sans que le nombre des juges constituant la majorité fût connu du public.

say: "I do not agree with the majority", or must he say: "I do not agree for such and such reasons"; he thought they were agreed that, under Article 57, a judge could confine himself to saying that he did not agree.

M. WEISS thought that there was no doubt as to that. The history of the origin of Article 57 seemed to him to be decisive from that point of view.

Concerning that article, M. Weiss thought that its sole object was not, as had been contended, to enable all the various legal standpoints to be compared and thus to contribute to the progress of international law, but that it was chiefly designed to secure the right of a judge not to be committed to a judgment or opinion which he did not approve; the intention had been to enable him to free himself from responsibility.

In order to express the answer which, in M. Weiss' opinion, should be made to the question put by M. Pessôa, they might, with advantage, adopt the formula proposed by the Registrar, a neutral formula which was in accordance with the actual position :

"At the request of dissenting judges, their separate opinion or, should they so prefer, the mention of their dissent may be attached to the opinion of the Court."

M. DE BUSTAMANTE would have preferred that the plural should not be used. If two judges had voted against the Court's opinion and one wanted his name mentioned and the other not, they could not speak of "judges" who had voted against the opinion.

Mr. MOORE pointed out, in connection with the suggestion made by the President to the effect that the two parts of his proposal should be voted upon separately, that his vote would be determined by the sense attached to the expression "dissenting judge". If it were meant that a dissenting judge need not publicly record his dissent, Mr. Moore would vote against the second part. In his view, the two parts were mutually inter-dependent.

The PRESIDENT took a vote on M. Pessôa's proposal, subject to a decision as to the place in which it should be inserted in the Rules :

"A dissenting judge shall be entitled to have inserted in the judgment or opinion the simple record of the fact that he has voted against the Court's decision."

Mr. MOORE said that, as that proposal was in accordance with his interpretation of Article 57, he might vote in favour of it, if it were independent of the other questions now under discussion. But, if, under present conditions, he voted for it, that vote was not to be interpreted as meaning that, in his opinion, the mention in question might be made without the number of judges constituting the majority being made known to the public.

(La proposition, mise aux voix, est adoptée par dix voix contre une (M. Oda). M. Moore vote en faveur du texte sous la réserve qu'il vient de formuler.)

Le PRÉSIDENT aborde le point qui vise la faculté pour le juge de faire ou non une déclaration en dehors de l'exposé public, visé à l'article 57. Le texte de la proposition présentée à ce sujet par M. Anzilotti a été modifié de la manière suivante :

« Tout juge désirant présenter, après le vote final sur un projet d'arrêt ou d'avis consultatif, un exposé de son opinion individuelle, doit le faire conformément aux dispositions de l'article 57 du Statut. »

Le Président met ce texte aux voix.

M. PESSÔA votera négativement, parce qu'il juge l'amendement inutile, étant donné les termes clairs de l'article 57 du Statut.

(La proposition, mise aux voix, est adoptée par sept voix contre quatre (MM. Pessôa, de Bustamante, Moore et Nyholm).)

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur le point soulevé par la proposition de M. de Bustamante et par la nouvelle proposition de M. Moore : le jugement doit-il indiquer, d'une manière ou d'une autre, qu'il a été adopté à la majorité ?

M. ANZILOTTI déclare que, s'il s'agit de faire mention du nombre des juges constituant la majorité, il est d'accord sur la proposition. Mais si l'on doit se borner à dire que l'arrêt ou l'avis a été rendu à l'unanimité ou à la majorité, il a des scrupules, car ce système permet à un seul juge, ayant voté contre mais sans exposer son dissentiment, de donner à l'avis ou à l'arrêt le caractère d'une décision prise à la majorité, sans que l'on puisse distinguer ce cas de celui, par exemple, où la décision a été prise par la voix prépondérante du Président. Cela lui semble assez grave.

M. DE BUSTAMANTE estime que ce qui est plus grave, c'est de ne point tenir le public au courant de ce qui s'est effectivement passé.

M. ANZILOTTI est d'accord, mais croit que la publicité doit être aussi complète que possible. Il demande à M. de Bustamante si celui-ci ne serait pas disposé à se rallier à la proposition de M. Moore.

M. DE BUSTAMANTE donne sur ce point une réponse négative, étant donné qu'il s'agit de deux principes différents.

Le PRÉSIDENT, contrairement à l'avis de ses collègues, pense que la proposition de M. Moore est compatible avec le Statut, selon lequel les délibérations sont secrètes, mais le jugement et les motifs sont rendus publics. Pourquoi la Cour ne pourrait-elle faire mention de la manière dont la décision est obtenue, l'article 55 disposant que les décisions de la Cour sont prises à la majorité des voix ?

M. PESSÔA se demande, cependant, si cette mention est désirable du point de vue de l'autorité de la Cour.

(The proposal, on being put to the vote, was adopted by 10 votes to 1 (M. Oda), Mr. Moore voting "Aye" subject to the reservation which he had just made.)

The PRESIDENT then approached the question whether a judge might or might not make a declaration besides the statement for publication contemplated in Article 57. The wording of the proposal submitted on this subject by M. Anzilotti had been modified as follows :

"After the final vote taken on a judgment or advisory opinion submitted to the Court, any judge who desires to dissent must do so in accordance with Article 57 of the Statute."

The President took a vote on this draft.

M. PESSÔA would vote against it, because he thought the amendment unnecessary, having regard to the clear terms of Article 57 of the Statute.

(The proposal, on being put to the vote, was adopted by 7 votes to 4 (MM. Pessôa, de Bustamante, Moore and Nyholm).)

The PRESIDENT then opened the discussion on the point raised by M. de Bustamante's proposal and by Mr. Moore's new proposal ; should the judgment indicate in one way or another the fact that it had been adopted by a majority ?

M. ANZILOTTI said that, if the proposal were to mention the number of judges comprising the majority, he would be in favour of it, but if it was only to be said that the judgment or opinion had been given unanimously or by a majority, he would have objections in regard to it, for that system would enable a single judge, who had voted against without giving his reasons, to bestow upon a judgment or opinion the character of a decision taken by a majority, without it being possible to distinguish that case from, for instance, a case in which the decision had been arrived at by the President's casting vote. That point seemed to him somewhat serious.

M. DE BUSTAMANTE thought that what was more serious was not keeping the public informed of what really has happened.

M. ANZILOTTI agreed, but thought that publicity must be as complete as possible. He asked M. de Bustamante whether he would not be prepared to accept Mr. Moore's proposal.

M. DE BUSTAMANTE replied in the negative, because two different principles were involved.

The PRESIDENT, contrary to the view of his colleagues, thought that Mr. Moore's proposal was compatible with the Statute, according to which the deliberations of the Court were secret, but the judgment and the statement of reasons were made public. Why could not the Court state the manner in which the decision had been arrived at, since Article 55 said that the Court's decisions were to be taken by a majority ?

M. PESSÔA wondered, however, whether that was desirable from the point of view of the Court's authority.

Le PRÉSIDENT répond que le nombre des juges composant la majorité finit toujours probablement par être connu. D'ailleurs, si la minorité est composée de juges qui pensent que ce n'est pas aller contre l'intérêt de la Cour que d'émettre un avis dissident, il y a aura peut-être autant d'avis dissidents que de juges dissidents ; mais, si la minorité se compose de juges qui pensent qu'un avis dissident est de nature à porter préjudice à la Cour, ces juges n'en émettront pas, et, dans ce cas, le public pourra penser qu'un arrêt rendu à une majorité, par exemple, de sept voix contre quatre aura été rendu à l'unanimité. Donc, étant donné la faculté laissée aux juges de rendre publique ou non leur opinion dissidente, sous le régime actuel, des situations absolument différentes peuvent avoir aux yeux du public une apparence égale, de même que des situations identiques peuvent créer des apparences différentes. Pour ces raisons, l'équité vis-à-vis des Parties exige, de l'avis du Président, que l'on introduise une disposition du genre de celle que propose M. Moore, afin d'éviter d'induire le public en erreur. Il est vrai que l'article 57 ne laisse aucun doute qu'il s'agit d'une faculté, pour les juges, de joindre une opinion dissidente au jugement ou à l'arrêt. Il n'est donc pas juste de conclure, par exemple, de l'absence d'opinions dissidentes à l'existence d'une décision unanime. Il est toutefois très probable qu'une interprétation erronée de ce genre sera donnée par l'opinion publique.

M. NYHOLM tient à mettre la Cour en garde contre le danger de permettre, par ses votes, au monde extérieur de pénétrer dans le secret de son fonctionnement, ce qui serait contraire à l'esprit du Statut.

M. ALTAMIRA espère que M. de Bustamante ne refusera pas de se rallier à la formule qui vient d'être proposée par M. Moore et qui ne constitue qu'un élargissement très opportun de sa propre proposition.

M. DE BUSTAMANTE se déclare prêt à voter sur la proposition de M. Moore ; mais, si elle n'est pas adoptée, il préfère pouvoir revenir sur la sienne propre.

Le PRÉSIDENT met aux voix la motion suivante, qui serait ajoutée à l'énumération de l'article 62 :

« 10. Le nombre des juges constituant la majorité visée à l'article 55 du Statut. »

(Ce texte est adopté par six voix contre cinq (MM. Pessôa, Oda, Nyholm, Weiss et Loder).)

II4. — Règlement. Titre 2, articles 72 et 73.

Le PRÉSIDENT ouvre la discussion sur les divers amendements proposés relativement aux articles 72 à 74.

En ce qui touche à l'article 72, le Président signale une nouvelle rédaction, émanant de MM. Loder et Weiss¹, et qui comporte plutôt une modification de forme ;

¹ Voir pp. 284-285 et 290-291.

The PRESIDENT replied that, probably, the number of judges composing the majority always became known in the end. Moreover, if the minority were composed of judges who thought that it was not against the interests of the Court to record a dissenting opinion, there would perhaps be as many dissenting opinions as dissenting judges ; but, if the minority were composed of judges who thought that a dissenting opinion was calculated to be harmful to the Court, those judges would not do so, and, in that case, the public might think that a judgment given by a majority, for instance by seven votes to four, had been given unanimously. Therefore, having regard to the option given to judges to make their dissenting opinions public or not, absolutely different situations might, under present conditions, appear to be the same in the eyes of the public, whilst identical situations might appear to differ. For these reasons the President thought that, in equity to the Parties, they should introduce a rule of the kind proposed by Mr. Moore, in order to avoid misleading the public. It was true that Article 57 left no room for doubt that it was optional for judges to attach a separate opinion to the judgment or opinion. It was not therefore fair to conclude, for instance, from the absence of dissenting opinions, that the decision was unanimous. It was however very probable that an erroneous conclusion of that kind would be drawn by public opinion.

M. NYHOLM wished to warn the Court against the danger, as a consequence of the publicity of its votes, of allowing the outside world to penetrate the secrecy of its working, a thing which would be contrary to the spirit of the Statute.

M. ALTAMIRA hoped that M. de Bustamante would not refuse to accept the draft just proposed by Mr. Moore, and which merely amounted to a very expedient extension of M. de Bustamante's own proposal.

M. DE BUSTAMANTE said that he was ready to vote for Mr. Moore's proposal, but that, if it were not adopted, he preferred to be able to fall back upon his own.

The PRESIDENT took a vote on the following proposal which was to be added to the list contained in Article 62 :

"10. The number of the judges constituting the majority mentioned in Article 55 of the Statute."

(This clause was adopted by 6 votes to 5 (MM. Pessôa, Oda, Nyholm, Weiss and Loder).)

II4. — Rules. Heading 2, Articles 72 and 73.

The PRESIDENT opened the discussion on the various amendments proposed in regard to Articles 72 to 74.

In regard to Article 72, the President drew attention to a new draft prepared by MM. Loder and Weiss¹, which was more in the nature of an amendment of

¹ See pp. 284-285 and 290-291.

à cet amendement, il y a un sous-amendement de M. Anzilotti.

Passant ensuite à l'examen de l'article 73, le Président attire l'attention de la Cour sur le nouveau texte établi par le Greffier (p. 87 du Document Distr. 794) ¹.

M. DE BUSTAMANTE déclare retirer sa proposition relative à l'article 73 ².

M. ALTAMIRA demande s'il est bien entendu que le mot « requête » sera remplacé par « demande » dans les articles 72 et 73.

Le PRÉSIDENT répond affirmativement.

M. PESSÔA propose de supprimer les mots : « par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations », dans la pensée que cette notification peut être faite directement par le Greffier.

Le GREFFIER rappelle que, pour la communication tout à fait analogue des requêtes introductives d'instance, l'article 40 du Statut prescrit de passer par l'intermédiaire du Secrétaire général à l'égard des Membres de la Société. Pour les États qui ne sont pas Membres de la Société des Nations, les requêtes, dans les deux cas, leur sont communiquées directement. Il ajoute qu'il existe également pour cela des raisons d'ordre pratique : il est plus simple d'expédier les cinquante-six communications à Genève aux fins de transmission, que de les envoyer à chacun des États intéressés.

M. PESSÔA n'insiste pas, si le procédé actuel offre des avantages pratiques.

Le PRÉSIDENT aborde la proposition de M. Anzilotti, relative à la définition de la notion d'« organisations internationales ».

M. ANZILOTTI pense qu'il peut y avoir des inconvénients à admettre une organisation internationale quelconque à venir devant la Cour. Lorsqu'il s'agit d'un organisme non officiel, les personnes qui parlent en son nom n'encourent en réalité aucune responsabilité. Par suite, il pourrait arriver qu'elles missent la Cour dans une situation difficile.

M. Anzilotti reconnaît que, d'après la proposition du Greffier, ce danger n'existerait guère, puisqu'il s'agirait d'une initiative à prendre par la Cour elle-même. Néanmoins, il avait cru que l'article 50 du Statut suffisait pour permettre à la Cour de s'adresser à des organisations privées pouvant fournir des renseignements utiles. Mais il ne fait pas de proposition précise, car tout ira bien, sans doute, si la Cour conserve l'initiative : elle ne manquera pas, en effet, de s'adresser exclusivement à des organisations internationales offrant toutes les garanties nécessaires.

Le PRÉSIDENT a toujours interprété l'expression « organisations internationales » comme équivalente à « organisations officielles », par exemple le Bureau international du Travail. Mais, à l'heure actuelle, on a

form. To that amendment there was a further amendment by M. Anzilotti.

Proceeding, next, to consider Article 73, the President called attention to the new draft prepared by the Registrar (p. 87 of Document Distr. 794) ¹.

M. DE BUSTAMANTE said that he withdrew his proposal in regard to Article 73 ².

M. ALTAMIRA asked whether it were clearly understood that the word *requête* should be altered to *demande* in Articles 72 and 73.

The PRESIDENT replied in the affirmative.

M. PESSÔA proposed to delete the words "through the Secretary-General of the League of Nations" as he held that that notice might be given directly by the Registrar.

The REGISTRAR recalled that in the entirely analogous case of notice of applications instituting proceedings, Article 40 of the Statute laid down that notice was to be given through the Secretary-General, in so far as Members of the League were concerned. As regarded States which were not Members of the League, the applications were in both cases communicated to them directly. He added that there were also reasons of a practical nature ; it was easier to send the fifty-six notices to Geneva for transmission, than to send them to each of the States concerned.

M. PESSÔA did not insist if the present procedure had practical advantages.

The PRESIDENT then approached M. Anzilotti's proposal regarding the definition of the conception of "international organizations".

M. ANZILOTTI thought that there might be some drawbacks to allowing any kind of international organization to come before the Court. In the case of an unofficial organization, the persons who spoke on its behalf in reality incurred no responsibility. Consequently they might sometimes place the Court in a difficult position.

M. Anzilotti recognized that, according to the Registrar's proposal, that danger would hardly exist, since the initiative would rest with the Court itself. Nevertheless, he had thought that Article 50 of the Statute sufficed to enable the Court to apply to private organizations capable of supplying useful information. He did not, however, make a definite proposal, because no doubt everything would work out satisfactorily if the Court retained the initiative, for it would undoubtedly be careful only to approach international organizations offering all the necessary guarantees.

The PRESIDENT had always construed the expression "international organizations" as tantamount to "official organizations", for instance, the International Labour Office. But now a species of precedent had been

¹ Voir p. 315.

² „ pp. 262-263.

¹ See p. 315.

² „ pp. 262-263.

créé une sorte de précédent, en admettant également les grandes organisations industrielles, ouvrières ou patronales, et il serait bien difficile de les écarter maintenant, en raison de leur très grande importance. Au surplus, ces grandes organisations sont reconnues, du moins d'une façon indirecte, comme étant des éléments de l'Organisation internationale du Travail, qui est fondée d'une part sur une représentation des États, et, d'autre part, sur une représentation égale des organisations patronales et ouvrières.

M. ANZILOTTI déclare que c'était précisément la situation des organisations en question devant la Cour qui l'avait préoccupé ; mais, si c'est la Cour elle-même qui doit prendre l'initiative, il n'insiste pas.

Le PRÉSIDENT constate que M. Anzilotti ne maintient pas sa proposition.

M. DE BUSTAMANTE, se référant au texte de la dernière phrase du 1^o de l'article 73 amendé (p. 87, Distr. 794)¹, se demande ce qui arrivera s'il n'est pas donné suite aux questions posées par la Cour.

Le GREFFIER explique qu'il existe des moyens permettant d'éviter à la Cour toute chicane de ce genre ; par exemple, la question ne sera pas posée à l'État ou à l'organisation intéressée sans que l'on se soit assuré, au préalable, que cette question sera suivie d'un effet quelconque.

Le PRÉSIDENT constate que la suppression de la dernière phrase du premier alinéa n'est pas demandée, et ouvre la discussion sur l'alinéa suivant, dont lecture est donnée.

Le GREFFIER déclare qu'il s'agit là d'un point assez important. C'est au fond la question de l'intervention qui se pose, transportée dans le domaine des avis consultatifs.

Si la Cour admet le principe qu'il lui appartient de prendre l'initiative pour faire connaître aux États intéressés qu'ils peuvent formuler une demande aux fins d'être entendus, elle doit admettre aussi un correctif, pour le cas où elle aurait omis d'adresser la notification à un État réellement intéressé ; c'est ce correctif que le paragraphe en question a pour objet de fournir.

Le PRÉSIDENT fait observer que le paragraphe reproduit, en l'adaptant à la procédure consultative, le principe des articles 62 et 63 du Statut.

Ayant constaté que la Cour est d'accord pour maintenir le texte dont il s'agit, le Président passe au paragraphe 2 de l'article 73 amendé, dont il donne lecture.

M. WEISS demande la substitution du mot « discuter » au mot « commenter », comme dans un article antérieur.

M. DE BUSTAMANTE demande si l'intention est bien que tous les États qui ont présenté des exposés écrits ou oraux soient admis à discuter les exposés des autres. Dans ce cas, c'est un double débat qui va s'instituer

created by also admitting great industrial organizations, whether of workers or of employers, and it would be very difficult now to leave them out, owing to their very great importance. Moreover, these great organizations were at any rate indirectly recognized as constituting elements of the International Labour Organization, which was composed partly of representatives of States and partly of representatives of an equal number of employers' and workers' organizations.

M. ANZILOTTI stated that it was exactly the situation of those organizations, when they came before the Court, which he had had in mind, but as the initiative rested with the Court itself, he would not press the matter.

The PRESIDENT observed that M. Anzilotti did not maintain his proposal.

M. DE BUSTAMANTE, referring to the wording of the last sentence of No. 1 of Article 73 as amended (p. 87, Distr. 794)¹, wondered what would happen if questions put by the Court were not answered.

The REGISTRAR explained that there were means of protecting the Court from incidents of that kind : for instance, a question would not be put to the State or organization concerned without previously ascertaining that some reply would be given.

The PRESIDENT observed that there was no motion for the deletion of the last sentence of the first paragraph and he opened the discussion on the next paragraph, which was read.

The REGISTRAR stated that that was a point of some importance. It was in reality the question of intervention as it arose in connection with advisory opinions.

If the principle were accepted that it rested with the Court to take the initiative of informing interested States that they might submit a request for a hearing, provision must also be made for a case where the Court might have omitted to give notice to a State which was really interested ; the paragraph in question was intended to provide for such a case.

The PRESIDENT observed that the paragraph reproduced the principle contained in Articles 62 and 63 of the Statute, adapting it to advisory procedure.

Having satisfied himself that the Court agreed to maintain the clause in question, the President passed to paragraph 2 of Article 73 amended, which he read.

M. WEISS asked that the word "comment" should be replaced by the word "discuss" as in a previous article.

M. DE BUSTAMANTE asked whether the intention really was that all States who had submitted written or oral statements should be allowed to discuss the statements of others. In that case a twofold discussion

¹ Voir p. 315.

¹ See p. 315.

entre les États, et ce débat sera encore suivi de la procédure orale: c'est trop. Selon M. de Bustamante, c'est au cours de la procédure orale seulement qu'il conviendra de permettre à un État de discuter les exposés des autres, car il ne s'agit pas d'une procédure contradictoire, mais de renseignements à fournir.

M. ANZILOTTI fait observer que les avis consultatifs sont de nature très différente; si, dans certains cas, les suggestions de M. de Bustamante sont bien à leur place, il n'en est pas de même en d'autres circonstances. M. Anzilotti pense aux cas où la Cour est saisie, sous forme d'avis consultatif, de véritables litiges entre États. Afin d'éviter de créer des difficultés aux États disposés à accepter le renvoi de leurs différends à la Cour, M. Anzilotti aurait préféré laisser les articles à peu près tels qu'ils sont; mais comme, dans le nouveau texte, il n'y a rien qui lie absolument la Cour, elle pourra dans chaque cas d'espèce faire ce qu'elle croira préférable.

Le PRÉSIDENT demande s'il est fait une proposition tendant à la suppression du texte dont il s'agit.

M. DE BUSTAMANTE répond affirmativement.

Le PRÉSIDENT propose, en conséquence, de statuer sur le paragraphe 2 de l'article 73 amendé.

(Ce texte est adopté par neuf voix contre deux (MM. Pessoa et de Bustamante).)

Le PRÉSIDENT aborde le paragraphe 3 du même article 73 amendé (pp. 87 et 88 du Document Distr. 794)¹. (Lecture en est donnée.)

M. ANZILOTTI déclare avoir des difficultés à accepter ce paragraphe 3, étant donné qu'il semble préjuger de questions assez graves: il n'est pas toujours facile de se rendre compte de la portée de cette « application par analogie ». L'application du texte visé dépend nécessairement de la nature de l'avis consultatif; il serait impossible de comparer à cet égard, par exemple, l'affaire des décrets de nationalité tunisienne à celle du travail de nuit des patrons boulangers. Il propose donc de supprimer dans le nouveau texte les nos 3 et 4, étant donné que les énumérations de ce genre peuvent présenter parfois de réels inconvénients.

Le GREFFIER explique qu'en rédigeant son texte, il s'est efforcé de consigner par écrit la manière de procéder suivie par la Cour depuis 1922. Elle a, en fait, appliqué dans la pratique, à la procédure consultative, tous les articles énumérés dans le premier alinéa du n° 3. Le Greffier ajoute que l'insertion, dans le Règlement au moins, des dispositions visées aux alinéas b et c, présenterait au point de vue pratique de réels avantages.

M. ANZILOTTI se demande si la pratique de la Cour ne fournit pas au Greffier un appui suffisant vis-à-vis des intéressés.

would take place between States, and, following that discussion, there would be still the oral proceedings: that was too much. In M. de Bustamante's opinion, States should only be allowed to discuss the statements of others in the course of the oral proceedings, because it was not a question of a contested case but of the supply of information.

M. ANZILOTTI pointed out that advisory opinions were of very different natures. Though, as applied to some cases, M. de Bustamante's suggestions were quite sound, they were not so in other circumstances. M. Anzilotti was referring to cases in which the Court had before it, in the form of an advisory opinion, real disputes between States. In order to avoid creating difficulties for States which were prepared to accept the reference of their disputes to the Court, M. Anzilotti would have preferred to leave the articles more or less as they were, but as, in the new text, there was nothing which absolutely bound the Court, it might in each case act as it thought best.

The PRESIDENT asked whether there was any proposal for the deletion of the clause under discussion.

M. DE BUSTAMANTE replied in the affirmative.

The PRESIDENT therefore proposed to vote on paragraph 2 of Article 73, as amended.

(This clause was adopted by 9 votes to 2 (MM. Pessoa and de Bustamante).)

The PRESIDENT then proceeded to open the discussion on paragraph 3 of the same Article 73 as amended (pp. 87 and 88 of Document Distr. 794)¹. (This paragraph was read.)

M. ANZILOTTI said that he found it difficult to accept paragraph 3, because it seemed to prejudge questions of some importance. It was not always easy to appreciate fully the effects of this "application by analogy". The application of the clause in question would necessarily depend upon the nature of the advisory opinion. It would be impossible in this respect to compare, for instance, the question of the Tunisian nationality decrees with that of the night work of master bakers. He proposed, therefore, in the new draft to delete numbers 3 and 4, because enumerations of this kind sometimes had serious disadvantages.

The REGISTRAR explained that in drafting his proposal he had endeavoured to commit to writing the practice followed by the Court since 1922. It had, in fact, applied in practice to advisory procedure all the articles enumerated in sub-paragraph 1 of paragraph 3. The Registrar added that the insertion in the Rules of at all events the provisions mentioned under b and c, would offer real advantages from a practical standpoint.

M. ANZILOTTI wondered whether the Court's practice did not constitute adequate authority for the Registrar in his dealings with interested Parties.

¹ Voir pp. 315-316.

¹ See pp. 315-316.

M. DE BUSTAMANTE craint que l'énumération de certains articles du Statut et du Règlement ne soit de nature à faire croire que l'application des articles non mentionnés est exclue, ce qui pourrait être grave si l'énumération n'était pas absolument complète. Dans cet ordre d'idées, M. de Bustamante se demande pourquoi, dans la liste des articles, la mention de l'article 52 du Statut, ainsi conçu, a été omise :

«Après avoir reçu les preuves et témoignages dans les délais déterminés par elle, la Cour peut écarter toutes dépositions, tous documents nouveaux qu'une des Parties voudrait lui présenter sans l'assentiment de l'autre.»

Le GREFFIER explique que les documents déposés dans la procédure consultative présentent le caractère technique de renseignements produits sur demande de la Cour ; dès lors, la règle de l'article 52 n'a pas semblé nécessaire ; mais il reconnaît que c'est là une question d'appréciation.

M. DE BUSTAMANTE pense qu'il vaudrait mieux supprimer l'énumération des articles du Règlement et du Statut en la remplaçant par une référence générale.

Le PRÉSIDENT pense également qu'il serait dangereux d'introduire une clause fixant les conditions d'application par analogie d'autres clauses, d'autant plus qu'ainsi on risquerait de priver la Cour d'une liberté dont elle a joui jusqu'à ce jour. Si, en effet, les intéressés ont, de par le règlement, un droit à réclamer tel ou tel traitement, ils pourraient objecter à la Cour qu'elle a eu tort, soit de faire, soit d'omettre telle ou telle autre chose.

Il met aux voix la suppression, demandée par M. Anzilotti, des trois premières lignes contenant les énumérations des articles du Statut et du Règlement.

(La suppression de ce texte est décidée à l'unanimité, M. MOORE déclarant que son vote ne peut-être compris comme préjugant aucune des questions qui seront discutées ultérieurement.)

Le PRÉSIDENT, ayant consulté la Cour sur la suppression de l'alinéa *a*, cette suppression est décidée à l'unanimité.

Le PRÉSIDENT met aux voix l'alinéa *b*, dont la suppression est décidée par neuf voix contre deux (MM. Altamira et Huber).

Le PRÉSIDENT consulte la Cour sur la suppression de l'alinéa *c* ; cette suppression est décidée par neuf voix contre deux (MM. Altamira et Huber).

Le PRÉSIDENT constate que le vote négatif émis sur le n° 3 du texte proposé ne signifie pas, dans la pensée de la Cour, que ce texte ne soit pas une codification exacte de la pratique, ni que la Cour soit opposée au maintien de cette pratique jusqu'à nouvelle décision.

M. DE BUSTAMANTE feared that the enumeration of certain articles of the Statute and Rules might be calculated to create an impression that the application of articles not mentioned was excluded ; that might be serious if the enumeration were not absolutely complete. In that connection M. de Bustamante wondered why Article 52 of the Statute, which was as follows, had been omitted from the list of articles :

"After the Court has received the proofs and evidence within the time specified for the purpose, it may refuse to accept any further oral or written evidence that one Party may desire to present unless the other side consents."

The REGISTRAR explained that documents submitted in advisory proceedings were technically information produced at the request of the Court. The rule contained in Article 52 did not therefore seem necessary, but he admitted that that was a question of opinion.

M. DE BUSTAMANTE thought it would be better to omit the enumeration of articles of the Rules and Statute and to substitute for it a general reference.

The PRESIDENT also thought that it would be dangerous to introduce a clause laying down the conditions for the application by analogy of other clauses, more especially as by so doing they might deprive the Court of a freedom which it had hitherto enjoyed. For if interested Parties had a right, under the Rules, to claim some particular treatment, they might make objections and say to the Court that it had been wrong to do or to omit to do some particular thing.

He took a vote on the deletion proposed by M. Anzilotti of the first three lines containing the enumeration of articles of the Statute and Rules.

(The deletion of these lines was unanimously adopted, Mr. MOORE stating that his vote must not be regarded as prejudging any of the questions subsequently to be discussed.)

The PRESIDENT, having taken the opinion of the Court on the deletion of sub-paragraph *a*, it was unanimously decided to delete that clause.

The PRESIDENT took a vote on sub-paragraph *b*, the deletion of which was approved by 9 votes to 2 (MM. Altamira and Huber).

The PRESIDENT took the opinion of the Court on the deletion of sub-paragraph *c*, and the deletion of that clause was decided upon by 9 votes to 2 (MM. Altamira and Huber).

The PRESIDENT observed that the negative vote on paragraph 3 of the proposed draft did not mean that in the Court's opinion that draft did not constitute an exact codification of the Court's practice, nor that the Court was opposed to the maintenance of that practice until otherwise decided.

Le Président aborde le n° 4 de l'article 73 amendé et il signale que l'article 35 du Règlement vient de subir certaines modifications.

Le GREFFIER fait observer que, si l'on supprime les trois premières lignes du paragraphe 3, il faut supprimer également le n° 4 qui soulève les mêmes objections.

Le PRÉSIDENT constate que, dans ces conditions, il est inutile de statuer sur le paragraphe en question.

115. — Règlement. Titre 2, article 74.

Le PRÉSIDENT invite le Greffier à donner quelques explications sur le nouveau texte de l'article 74¹.

Le GREFFIER explique qu'il s'agit d'une simple codification de la pratique de la Cour, codification qui semble désirable en raison de la nature d'ordre public des dispositions dont il s'agit.

Le seul point réellement important qui se trouve dans ces propositions, c'est la règle d'après laquelle, au moment où un avis est rendu public, il doit déjà se trouver entre les mains du Secrétaire général.

Le PRÉSIDENT rappelle que M. Pessôa a fait au sujet de cet article une proposition qui figure à la page 11 du Document Distr. 899².

M. PESSÔA fait observer qu'en substance son amendement est analogue à celui du Greffier ; si donc ce dernier était adopté, il n'y aurait pas lieu de voter sur le sien. M. Pessôa retire la seconde partie de sa proposition, une proposition analogue, relative aux arrêts, ayant déjà été retirée par lui.

Le PRÉSIDENT met aux voix le nouveau texte de l'article 74 inséré à la page 88 du Document Distr. 794¹.

(Ce texte est adopté par dix voix contre une (M. Moore).)

Le PRÉSIDENT, qui n'est pas sûr d'avoir tenu compte de toutes les propositions faites au sujet des articles 71-74, prie ceux de ses collègues qui estiment qu'une proposition importante a été laissée de côté de bien vouloir la lui signaler.

M. ODA présente une observation sur le dernier alinéa de l'article 74, lequel a été inséré afin précisément d'assurer la publicité des avis consultatifs. Sous sa nouvelle forme, l'article semble avoir perdu un peu de ce caractère. D'ailleurs, étant donné que des dispositions semblables sont applicables aussi bien aux avis et aux arrêts de la Cour, il y aurait peut-être intérêt, au lieu de laisser subsister le dernier paragraphe de l'article 74 amendé à la place qu'il occupe maintenant, de l'insérer, développé de façon à viser en même temps l'arrêt et l'avis consultatif, sous une rubrique nouvelle spéciale qui constituerait un titre 4.

The President then proceeded to deal with paragraph 4 of Article 73 as amended, and he pointed out that Article 35 of the Rules had recently been modified in certain respects.

The REGISTRAR pointed out that, if the first three lines of paragraph 3 were deleted, paragraph 4 must also be deleted, as it encountered the same objections.

The PRESIDENT said that in those conditions it was unnecessary to deal with that paragraph.

115. — Rules. Heading 2, Article 74.

The PRESIDENT called on the Registrar to explain the new draft of Article 74¹.

The REGISTRAR explained that it simply constituted a codification of the Court's practice, which codification seemed desirable owing to the public nature of the rules in question.

The only really important point in these proposals was the rule to the effect that, when an opinion was made public, it should already be in the hands of the Secretary-General.

The PRESIDENT recalled that M. Pessôa had made a proposal in regard to this article which appeared on page 11 of Document Distr. 899².

M. PESSÔA observed that his amendment was substantially the same as that of the Registrar, so that if the latter were adopted, there would be no occasion to vote on his own amendment. He withdrew the second part of his proposal, as he had already withdrawn a similar proposal in regard to judgments.

The PRESIDENT took a vote on the new text of Article 74 appearing on page 88 of Document Distr. 794¹.

(This text was adopted by 10 votes to 1 (Mr. Moore).)

The PRESIDENT, who was not certain whether he had remembered all proposals made in connection with Articles 71-74, asked any of his colleagues who thought that some important proposal had been left out to be so good as to call his attention to it.

M. ODA made an observation regarding the last paragraph of Article 74, which had been inserted with the definite object of ensuring the publicity of advisory opinions. In its new form, the article seemed somewhat to have lost this characteristic. Moreover, seeing that similar rules were applicable both to opinions and judgments, it would perhaps be well, instead of leaving the last paragraph of the amended Article 74 in its present position, to insert it, modified so as to cover both judgments and advisory opinions, under a new special heading which would constitute Heading 4.

¹ Voir p. 316.

² „ „ 271.

¹ See p. 316.

² „ „ 271.

Le GREFFIER fait observer tout d'abord que l'article 74 actuel est inséré sans modification comme dernier paragraphe de la nouvelle rédaction de cet article.

Si l'on n'a pas proposé de faire de ce texte un nouvel article, c'est afin de modifier le moins possible la numérotation actuelle des articles.

Quant à la suggestion de M. Oda, tendant à instituer une disposition commune aux arrêts et aux avis, en ce qui concerne les Recueils, si cette manière de voir n'a pas été appliquée dès 1922, c'est pour des raisons analogues, l'article 65 prévoyant déjà la publication du Recueil des Arrêts.

M. ODA n'insiste pas sur sa proposition.

Le PRÉSIDENT constate qu'aucun membre n'a plus d'observations à présenter au sujet des dispositions dont l'examen vient d'être terminé.

116. — Suite des travaux de la Cour.

Après un échange de vues, il est entendu que le Comité de rédaction se réunira le jeudi 29 juillet à 10 heures, et que son rapport sera distribué le même jour. Il est, en outre, entendu que la Cour sera convoquée le vendredi matin 30 juillet à 10 heures pour une séance administrative, et que le samedi 31 juillet sera consacré à la seconde lecture des articles amendés du Règlement. Le même jour devront être approuvés les procès-verbaux n° 20 et suivants; les corrections éventuelles à ces procès-verbaux devront se trouver entre les mains du Greffier le vendredi 30 juillet à midi, au plus tard.

La session pourra probablement être close le samedi soir 31 juillet.

117. — Prochaine séance de la Cour.

La prochaine séance de la Cour est donc fixée au vendredi 30 juillet à 10 heures. Le Comité de rédaction se réunira le 29 juillet à 10 heures.

La séance est levée à 12 h. 45.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

The REGISTRAR pointed out, in the first place, that the present Article 74 was inserted without amendment as the last paragraph of the new draft of that article.

The reason why it had not been proposed to make that clause into a new article was in order to alter the present numbering of the articles as little as possible.

As regarded M. Oda's suggestion, that a rule covering both judgments and opinions should be made, in so far as the collections of judgments and opinions were concerned, that course had not been taken in 1922 for similar reasons, since Article 65 already provided for the publication of the Collection of Judgments.

M. ODA did not press his proposal.

The PRESIDENT noted that no member had any further observations to make regarding the rules which had just been under consideration.

116. — Future arrangement of the Court's work.

After an exchange of views, it was agreed that the Drafting Committee would meet on Thursday, July 29th, at 10 a.m., and that its report would be distributed the same day. It was also agreed that the Court should meet on Friday, July 30th, at 10 a.m. for an administrative meeting and that Saturday, July 31st, should be devoted to the second reading of the amended articles of the Rules. On the same day the minutes of Meetings No. 20 and onwards would have to be approved; any corrections to these minutes must be handed to the Registrar by midday on Friday, July 30th, at latest.

The session could probably be terminated on the evening of Saturday, July 31st.

117. — Next meeting of the Court.

The next meeting of the Court was therefore fixed for Friday, July 30th, at 10 a.m. The Drafting Committee would meet on July 29th at 10 a.m.

The Court rose at 12.45 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

TRENTE ET-UNIÈME SÉANCE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le samedi 31 juillet 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.*

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,

MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

120. — **Règlement. Approbation du texte mis au point par le Comité de rédaction pour les articles amendés.**

Le PRÉSIDENT rappelle que la Cour doit encore procéder à l'examen des textes établis par le Comité de rédaction.

Les membres de la Cour ont reçu l'avant-veille communication de ce texte. La lecture est destinée à permettre de constater si le Comité de rédaction a bien exprimé la pensée de la Cour.

M. WEISS (Président du Comité de rédaction) explique que le Comité a donné tous ses soins à exprimer fidèlement la pensée de la Cour ; le Comité s'est bien souvenu qu'il avait mandat de ne rien modifier quant au fond.

M. DE BUSTAMANTE estime qu'il serait préférable, puisque tous les membres ont eu l'occasion d'étudier le texte, que le Président, au lieu d'en donner lecture intégralement, se bornât à demander, pour chaque article, si un membre de la Cour a des observations à présenter.

Le PRÉSIDENT ayant constaté que telle était la méthode qu'il se proposait de suivre, la Cour approuve cette manière de procéder.

M. NYHOLM demande s'il sera loisible de présenter des remarques quant au fond.

Le PRÉSIDENT répond que, dans la pensée de la Cour, cette deuxième lecture ne saurait entraîner la reprise des discussions sur le fond, mais qu'elle est uniquement destinée à établir que les textes formulés correspondent aux véritables intentions de la Cour et aux décisions de celle-ci.

Le Président mentionne successivement chaque article, en demandant, d'abord pour le texte français,

ELEVENTH SESSION (ORDINARY)

THIRTY-FIRST MEETING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Saturday, July 31st, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,

NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

120. — **Rules of Court. Approval of draft of amended articles as revised by the Drafting Committee.**

The PRESIDENT recalled that the Court had yet to consider the texts prepared by the Drafting Committee.

Members of the Court had received copies of these two days earlier. The present reading was intended to make sure that the Drafting Committee had correctly interpreted the Court's intentions.

M. WEISS (President of the Drafting Committee) explained that the Committee had been particularly careful faithfully to interpret the Court's ideas and had borne in mind that it had no power to make any substantial modifications.

M. DE BUSTAMANTE thought that, since all members had had an opportunity to read the draft, it would be better, instead of reading the whole of it, that the President should simply ask in regard to each article whether anyone had observations to make.

The PRESIDENT having observed that that was the course he intended to follow, the Court approved that method.

M. NYHOLM asked whether observations on questions of principle would be allowed.

The PRESIDENT replied that, in the intention of the Court, this second reading was not to involve further discussion of questions of principle, but was simply designed to ascertain that the drafts prepared corresponded with the Court's real intentions and decisions.

The President proceeded to ask in regard to each article, first as regards the French and then as regards

puis pour le texte anglais, si aucune observation n'est présentée.

(Les articles 2, 3, 4, 12 sont adoptés sans observation.)

Article 13.

Le PRÉSIDENT, afin de préciser le sens du troisième alinéa, propose de dire : « . . . établi par le Règlement pour une affaire déterminée » ou « pour l'affaire en question ».

(Le texte français de l'article est adopté avec la modification proposée.)

(Le texte anglais est adopté avec l'insertion des mots : *purposes of the case in question*, correspondant à la modification du texte français.)

(L'article 14 est adopté sans observation.)

Article 17.

M. NYHOLM fait observer que la question relative à la durée du mandat du Greffier-adjoint n'est pas entièrement couverte par l'expression « procédure », qui a plutôt trait aux modalités.

Le GREFFIER explique que cette question est résolue par le contrat conclu avec le Greffier-adjoint, en tant que fonctionnaire du Greffe. Ce contrat est conclu pour une durée de sept ans.

(L'article 17 est adopté sans modification.)

(Les articles 18 et 19 sont adoptés sans observation.)

(L'article 20 est adopté sans modification, après une intervention de M. Moore relative à la concordance entre les deux textes.)

Article 22.

M. NYHOLM estime que par l'expression « de temps à autre », on a voulu dire « le cas échéant ». Ces derniers mots pourraient être substitués à la formule actuelle.

Le PRÉSIDENT fait observer que le texte original de cet article est le texte anglais ; ce dernier a voulu tenir compte du fait qu'un système de roulement entre les secrétaires rédacteurs a été adopté. Mais il n'y aurait pas d'inconvénient à supprimer les mots « de temps à autre » ; on laisserait ainsi au Président toute liberté pour procéder à cette désignation selon les conditions et au moment voulus. L'expression *from time to time* pourrait également être supprimée dans le texte anglais.

(L'article 22 est adopté avec la modification proposée.)

(Les articles 24 et 25 sont adoptés sans observation.)

Article 26.

M. WEISS demande que le mot « assistant », à la quatrième ligne de l'article, soit mis au singulier.

(L'article 26 est adopté.)

(Les articles 28 et 30 sont adoptés sans observation.)

the English version, whether there were any observations.

(Articles 2, 3, 4, 12 were adopted without observation.)

Article 13.

The PRESIDENT, in order to render clearer the intention of paragraph 3, proposed to say : . . . *établi par le Règlement pour une affaire déterminée* or *pour l'affaire en question*.

(The French text of the article was adopted with the proposed modification.)

(The English text was adopted with the insertion of the words : "purposes of the case in question", corresponding to the modification in the French version.)

(Article 14 was adopted without observation.)

Article 17.

M. NYHOLM pointed out that the question of the duration of the Deputy-Registrar's period of office was not entirely covered by the words "same way" which referred rather to the question of method.

The REGISTRAR explained that that question was settled by the contract concluded with the Deputy-Registrar in his capacity as an official of the Registry. That contract was for seven years.

(Article 17 was adopted without modification.)

(Articles 18 and 19 were adopted without observation.)

(Article 20 was adopted without modification, after an observation by Mr. Moore regarding the conformity of the two texts.)

Article 22.

M. NYHOLM thought that the expression "from time to time" (*de temps à autre*) was intended to mean "when necessary" (*le cas échéant*). The latter expression might be substituted for the former.

The PRESIDENT remarked that the original version of this article was the English version, which had been intended to take into account the fact that a system of rotation as between the Editing Secretaries had been adopted. But there would be no difficulty in deleting the words *de temps à autre* ; by so doing, the President would be left a free hand to make this appointment as and when required. In the English version, the expression "from time to time" might also be deleted.

(Article 22 was adopted with this modification.)

(Articles 24 and 25 were adopted without observation.)

Article 26.

M. WEISS asked that the word *assistant* in line 4 (French text) should be put in the singular.

(Article 26 was adopted.)

(Articles 28 and 30 were adopted without observation.)

Article 31.

(Il est donné lecture du premier alinéa de l'article 31.)

M. WEISS, en réponse à une question posée par M. PESSÔA, explique que les mots « sur l'avis consultatif » sont équivalents, quant à leur sens, à l'expression « sur la réponse à toute question » du texte ancien.

(Il est donné lecture de l'alinéa 2 de l'article 31.)

M. ANZILOTTI pose une question à propos des mots « ou à son défaut » : ne serait-il pas utile que le Greffier-adjoint fût également toujours présent en Chambre du Conseil ?

Le GREFFIER rappelle qu'il avait rédigé un texte prévoyant la présence simultanée du Greffier et du Greffier-adjoint. Mais c'est la Cour elle-même qui a décidé de remplacer ce texte par les mots : « ou à son défaut ». La raison a dû en être la suivante : au point de vue de la procédure, il y avait lieu de prévoir, comme la composition normale en Chambre du Conseil, la présence des membres de la Cour, plus un greffier. La Cour pouvait toujours faire inscrire une décision au procès-verbal afin d'ordonner également la présence du Greffier-adjoint.

M. WEISS fait observer que l'article subordonne à une décision spéciale de la Cour l'admission d'une personne quelconque dans la Chambre du Conseil ; dès lors, il sera très facile, le cas échéant, d'admettre le Greffier-adjoint.

Le GREFFIER rappelle qu'une décision générique à cet effet a déjà été prise.

(Lecture est donnée des alinéas 3, 4, 5 et 6 de l'article 31.)

M. NYHOLM estime que les mots contenus dans le sixième alinéa : « mentionner l'objet des débats », ne répondent pas aux faits. Certains procès-verbaux ne se bornent pas, en effet, à mentionner l'objet des débats, les votes et les noms. L'objet des débats, selon M. Nyholm, est indiqué par la rubrique qui figure en tête de chaque section du procès-verbal, tandis que les opinions sont succinctement rapportées ; chaque membre est parfois mentionné au procès-verbal comme ayant exprimé telle idée. Il faudrait donc ajouter : « et un aperçu très succinct des opinions exprimées ».

Le GREFFIER explique que, bien souvent, l'objet des débats ne peut être défini par une simple rubrique, mais qu'il ressort seulement des propositions faites au cours de la discussion. Dans certains cas, — où la Cour n'a pas procédé à un vote, mais où le Président, en clôturant les débats sur un point déterminé, a fait une constatation, — pour que cette constatation soit compréhensible, il faut que les propositions nouvelles, introduites en cours de discussion par un ou plusieurs membres de la Cour, aient été préalablement indiquées.

Le Greffier croit donc que les procès-verbaux visés par M. Nyholm se tiennent bien dans le cadre du texte

Article 31.

(Paragraph 1 of Article 31 was read.)

M. WEISS, in reply to a question by M. PESSÔA, explained that the words "upon any advisory opinion" meant the same thing as the expression "on the reply to any question" in the old version.

(Paragraph 2 of Article 31 was read.)

M. ANZILOTTI put a question concerning the words "or in his absence" : would it not be useful for the Deputy-Registrar also to be regularly present at private meetings ?

The REGISTRAR recalled that he had prepared a text providing for the presence of both the Registrar and the Deputy-Registrar. The Court itself had, however, decided to replace it by the words "or in his absence". The explanation was probably as follows : from the standpoint of procedure, it was necessary to provide for the presence of members of the Court plus a registrar as that was the normal composition of the Court for private deliberations. The Court could always take a decision, which would be inserted in the minutes, to the effect that the Deputy-Registrar should also be present.

M. WEISS pointed out that the article made the admission of any person to private deliberations subject to a special decision of the Court ; it would, therefore, be very easy, if desired, to admit the Deputy-Registrar.

The REGISTRAR recalled that a general decision to that effect had already been adopted.

(Paragraphs 3, 4, 5 and 6 of Article 31 were read.)

M. NYHOLM thought that the words contained in the 6th paragraph "shall record only the subject of the debates" were not in accordance with the facts. For there were minutes which were not confined to recording the subject of debates, votes and names. The subject of debates was, in M. Nyholm's view, indicated by the heading of each minute, whilst in point of fact opinions were succinctly stated ; each member of the Court being sometimes mentioned in the minutes as having expressed a certain idea. They should, therefore, add : "and a very brief summary of opinions expressed".

The REGISTRAR explained that, very often, the subject of debates could not be stated in a mere heading, and appeared only from proposals made during discussions. In certain cases also, when no vote was taken, but the President, in closing discussion on a particular point, made a pronouncement, it was necessary, in order that that pronouncement might be understood, that new proposals made by one or more members during the discussion should previously have been mentioned.

The Registrar thought, therefore, that the minutes referred to by M. Nyholm kept within the terms of

proposé et, inversement, que ce texte couvre le cas des procès-verbaux dont il s'agit.

Le Greffier ajoute que, si l'on mentionne dans le texte du Règlement le compte rendu succinct des opinions exprimées en Chambre du Conseil, très vite ce compte rendu se développera, pour aboutir fatalement à un procès-verbal détaillé.

M. NYHOLM maintient sa proposition.

(Mise aux voix, la proposition de M. Nyholm est rejetée par six voix contre quatre (MM. Altamira, de Bustamante, Nyholm et Loder).)

(Il est donné lecture des alinéas 7 et 8 de l'article 31.)

M. MOORE (page 9 du texte anglais, avant-dernier alinéa de l'article 31) propose l'insertion du mot *procedure* entre les mots *same* et *shall*, afin de mettre le texte anglais en harmonie avec le texte français.

(Adopté.)

M. MOORE propose, afin de tenir compte d'une observation du Président, relative au texte anglais du dernier alinéa, de substituer à la fin de cet alinéa, à partir des mots *desires to dissent*, l'expression : *desires to set forth his individual opinion*.

(Adopté.)

(Le texte français de l'article 31 est adopté sans modification.)

(Le texte anglais est adopté avec les modifications proposées par M. Moore, et destinées à le mettre en concordance avec le texte français.)

(L'article 34 est adopté sans observation.)

Article 35.

M. NYHOLM fait observer que, selon la rédaction de cet article, il semble que l'objet visé par l'emploi du mot « comprend » soit « un exposé succinct », tandis que ce mot s'applique en réalité aux litt. *a* et *b*.

M. ANZILOTTI estime qu'une interversion rendrait le texte tout à fait clair. On pourrait dire :

« Dans tous les autres cas où la Cour est compétente, la Requête, outre l'indication de l'objet du différend et des Parties en cause, ainsi qu'un exposé succinct des faits et la désignation de la chose demandée, comprend :

« *a*). . . .

« *b*). . . . »

(La rédaction proposée par M. Anzilotti pour le quatrième alinéa de l'article 35 est adoptée.)

(L'article 35 est adopté sans autre observation ; il est entendu que la même transposition, proposée par M. Anzilotti pour le texte français, sera faite dans le texte anglais.)

L'article 36 est adopté sans observation.)

the proposed text and, inversely, that that text covered the case of the minutes in question.

The Registrar added that, if mention were made in the Rules of a succinct record of opinions expressed at private deliberations, that record would inevitably speedily develop into lengthy minutes.

M. NYHOLM maintained his proposal.

(On being put to the vote, M. Nyholm's proposal was rejected by 6 votes to 4 (MM. Altamira, de Bustamante, Nyholm and Loder).)

(Paragraphs 7 and 8 of Article 31 were read.)

Mr. MOORE (page 9 of English, last paragraph but one of Article 31), proposed to insert the word "procedure" between the words "same" and "shall", in order to make the English text in accordance with the French.

(Adopted.)

Mr. MOORE proposed, in order to take into account an observation made by the President with regard to the English version of the last paragraph, to substitute for the words "desires to dissent" the expression "desires to set forth his individual opinion".

(Adopted.)

(The French text of Article 31 was adopted without modification.)

(The English text was adopted with the modifications proposed by Mr. Moore, which were intended to bring it into harmony with the French text.)

(Article 34 was adopted without observation.)

Article 35.

M. NYHOLM observed that, according to the wording of this article, it seemed that the object of the word "include" was "a succinct statement", whereas really it applied to *a* and *b*.

M. ANZILOTTI thought that an inversion of the order would make the text quite clear. They might say :

"Dans tous les autres cas où la Cour est compétente, la Requête, outre l'indication de l'objet du différend et des Parties en cause, ainsi qu'un exposé succinct des faits et la désignation de la chose demandée, comprend :

"*(a)*

"*(b)*"

(The wording proposed by M. Anzilotti for paragraph 4 of Article 35 was adopted.)

(Article 35 was adopted without further observation, it being understood that in the English version the same transposition of the words "shall include" should be made.)

(Article 36 was adopted without observation.)

Article 38.

M. NYHOLM trouve que l'article 38, entièrement nouveau, rompt la suite logique entre l'article 37 et l'article 39.

Le PRÉSIDENT rappelle que l'article 37 parle des langues utilisées dans la procédure écrite, tandis que l'article 38 parle des exceptions liminaires dans la même procédure. L'ordre logique ne semblerait donc pas affecté.

M. WEISS estime que l'article 37, tel qu'il est rédigé, est à sa place au début du chapitre consacré à la procédure écrite, où l'article 38 trouve également sa place naturelle.

M. NYHOLM estime que l'article 38 n'a été placé où il se trouve qu'afin d'éviter un changement dans la numérotation des articles. L'intention est louable, mais le nouvel article 38 devrait, selon M. Nyholm, se trouver dans le chapitre précédent, après l'article 35.

M. WEISS observe que si cette proposition était adoptée, ce qui a trait à l'emploi des langues ne s'appliquerait plus aux actes introductifs.

M. NYHOLM n'insiste pas sur sa proposition.

(L'article 38 est adopté sans modification.)

(Les articles 42, 54, 55, 56 sont adoptés sans observation.)

Article 59.

(Lecture est donnée du texte de l'article 59.)

Deux modifications de rédaction sont adoptées au troisième alinéa. Le mot « commentées » est remplacé par le mot « discutées »; les mots « sous forme d'arrêt » sont remplacés par les mots « par un arrêt ».

M. NYHOLM demande si, dans la dernière ligne du texte français, le mot « affaire » vise l'affaire principale ou l'affaire incidente.

Le PRÉSIDENT explique qu'il s'agit de l'affaire principale.

M. NYHOLM estime qu'il conviendrait, en ce cas, de le dire plus clairement.

M. PESSÔA estime qu'il n'est pas nécessaire de préciser qu'il s'agit de l'affaire principale ou de l'affaire incidente : l'affaire qui sera inscrite est celle qui donnera lieu à intervention.

M. DE BUSTAMANTE pose une question : le paragraphe vise le cas d'une intervention et fixe les délais dans lesquels le requérant sera autorisé à déposer un mémoire sur le fond. Or, l'affaire principale pourrait-elle être inscrite au rôle d'une session avant la présentation de ce mémoire sur le fond et des contre-mémoires ?

Le PRÉSIDENT imagine le cas d'une instance introduite au début de l'année. Le Président fixera alors les délais, qui pourront s'étendre jusque vers le 15 juin, et l'affaire sera inscrite au rôle de la session ordinaire. Il en résulte qu'on peut fixer l'inscription au rôle à un moment où les

Article 38.

M. NYHOLM thought that Article 38, which was entirely new, broke the logical sequence between Articles 37 and 39.

The PRESIDENT recalled that Article 37 dealt with languages in the written proceedings, whilst Article 38 dealt with preliminary objections during the same proceedings. It did not, therefore, seem that the logical sequence was affected.

M. WEISS thought that Article 37 in its present form was in its right place at the beginning of the chapter dealing with written proceedings, and that that was also the natural position for Article 38.

M. NYHOLM thought that Article 38 had only been placed there in order to avoid changing the numbers of articles. The intention was good, but the new Article 38 should, in his opinion, be placed in the preceding chapter, after Article 35.

M. WEISS observed that if that proposal were adopted, the clauses relating to the use of languages would no longer apply to documents instituting proceedings.

M. NYHOLM did not press his proposal.

(Article 38 was adopted without modification.)

(Articles 42, 54, 55, 56 were adopted without observation.)

Article 59.

(Article 59 was read.)

Two modifications of wording were adopted in paragraph 3. The word *commentées* was replaced by the word *discutées*; the words *sous forme d'arrêt* were replaced by the words *par un arrêt*.

M. NYHOLM asked whether, in the last line of the French text, the word *affaire* referred to the principal suit or the interlocutory proceedings.

The PRESIDENT explained that the principal suit was meant.

M. NYHOLM thought that in that case it should be said so more clearly.

M. PESSÔA thought that there was no need to say whether the case on the merits or interlocutory proceedings were meant : the case which would be placed on the list was the one which had given rise to intervention.

M. DE BUSTAMANTE put a question : the paragraph related to a case of intervention and fixed the times within which the Applicant might file a Case on the merits. Now, could the principal suit be entered on the list for a session before that Case on the merits and Counter-Cases had been filed ?

The PRESIDENT took the case of a suit brought at the beginning of a year. The President would then fix times which might extend until getting on towards June 15th, and the suit would be placed on the list for the ordinary session. It followed that a suit might be

mémoires et contre-mémoires n'auront pas encore été présentés.

M. MOORE se demande si le cas envisagé au dernier alinéa de l'article 59 peut réellement se présenter. En effet, le Président peut-il inscrire une affaire au rôle de la session avant que les mémoire et contre-mémoire aient été déposés ?

Le PRÉSIDENT explique que les affaires non urgentes sont portées au rôle de la session ordinaire, la procédure écrite pouvant éventuellement s'étendre jusqu'au commencement de juin. S'il y a intervention, le Président peut fixer des délais jusqu'à cette date. Mais, s'il s'agit d'une affaire urgente, surgissant inopinément, une session extraordinaire sera convoquée. C'est en pareil cas que le Président pourrait fixer des délais dans le cadre de la procédure écrite.

Quoi qu'il en soit, le Président estime que la dernière phrase de l'alinéa en question pourrait être supprimée.

M. ANZILOTTI propose de rédiger cette phrase comme suit :

« Ces délais ne peuvent toutefois s'étendre au delà du commencement de la session au cours de laquelle l'affaire sera traitée. »

Le PRÉSIDENT croit, d'ailleurs, que la formule présentée par M. Anzilotti est tout à fait conforme à la pensée qui a inspiré le texte présenté par le Comité de rédaction.

M. NYHOLM propose de remplacer le mot « affaire », à l'avant-dernier paragraphe, par le mot « incident ». L'expression employée dans le texte anglais répond d'ailleurs à la même idée.

Le PRÉSIDENT met aux voix cette proposition de M. Nyholm.

(La modification est adoptée à l'unanimité.)

Le PRÉSIDENT met également aux voix la proposition de M. Anzilotti qui demande de rédiger ainsi la dernière phrase de l'article 59 : « Ces délais ne peuvent toutefois s'étendre au delà du commencement de la session au cours de laquelle l'affaire doit être traitée. »

(Cette modification est adoptée à l'unanimité.)

(L'ensemble de l'article 59 ainsi modifié est adopté.)

(Le texte anglais est adopté avec les modifications destinées à le mettre en concordance avec le texte français.)

Article 60.

M. PESSÔA, afin d'éviter dans le dernier paragraphe de l'article 60 la répétition du mot « prendre », propose de rédiger comme suit la seconde ligne : « . . . pour

placed on the list at a time when Cases and Counter-Cases were not yet filed.

Mr. MOORE wondered whether the contingency provided for in the last paragraph of Article 59 could really arise. Could the President enter a case on the list for a session before the Case and the Counter-Case had been filed ?

The PRESIDENT explained that cases which were not urgent were placed on the list for the ordinary session, so that the written proceedings might extend until the beginning of June. If there were intervention, the President might fix time-limits up to that date. But, supposing that the case were an urgent one which arose unexpectedly, an extraordinary session would be summoned. It was in such an event that the President might fix times within the compass of the written proceedings.

In any case, the President thought that the last sentence of the paragraph under consideration might be deleted.

M. ANZILOTTI proposed to draft this sentence as follows :

“ Ces délais ne peuvent toutefois s'étendre au delà du commencement de la session au cours de laquelle l'affaire sera traitée. ”

(These time-limits, however, may not extend beyond the beginning of the session in the course of which the case shall be heard.)

The PRESIDENT thought, moreover, that the wording proposed by M. Anzilotti was quite in accordance with the idea which underlay the draft submitted by the Drafting Committee.

M. NYHOLM proposed to replace the word *affaire* in the last paragraph but one by the word *incident*. Moreover, the expression employed in the English text conveyed the same idea.

The PRESIDENT took a vote on M. Nyholm's proposal.

(The modification was unanimously adopted.)

The President also took a vote on M. Anzilotti's proposal that the last sentence of Article 59 should run as follows : “ Ces délais ne peuvent toutefois s'étendre au delà du commencement de la session au cours de laquelle l'affaire doit être traitée. ”

(This modification was unanimously adopted.)

(The whole of Article 59 as thus amended was adopted.)

(The English text was adopted with the modifications necessary to make it agree with the French text.)

Article 60.

M. PESSÔA, in order, in the last paragraph of Article 60, to avoid repetition of the word *prendre*, proposed to draft the second line as follows : . . . *pour permettre*

permettre à l'État intervenant de connaître les documents de l'affaire ».

(L'article 60 ainsi modifié est adopté à l'unanimité.)

(Les articles 62 et 63 sont adoptés sans observation.)

Article 66.

M. WEISS informe la Cour que M. Anzilotti avait signalé à ses collègues du Comité de rédaction l'existence d'une lacune dans le texte de l'article 66. Cet article était, à l'origine, consacré uniquement à la procédure en revision; il ne disait rien de l'interprétation. Aussi des dispositions relatives aux demandes en interprétation ont-elles été maintenant insérées dans l'article 66. Néanmoins, il n'est rien dit, pour les demandes en interprétation, de la composition de la Cour lorsqu'elle connaît de ces demandes. Dans ces conditions, M. Anzilotti a proposé au Comité de rédaction, qui est d'accord, de supprimer le troisième alinéa de l'article 66, commençant par ces mots: « Si l'arrêt attaqué a été rendu en séance plénière. . . », et d'ajouter à la fin de l'article une disposition plus générale visant à la fois les demandes en revision et les demandes en interprétation.

Le texte nouveau serait ainsi conçu :

« Si l'arrêt à reviser ou à interpréter a été rendu en séance plénière, la Cour connaît, également en séance plénière, de la demande en revision ou en interprétation. Si l'arrêt a été rendu par une des Chambres visées aux articles 26, 27 ou 29 du Statut, la même Chambre connaît de la demande en revision ou en interprétation. Dans tous les cas l'article 13 du Statut est applicable. »

Cette disposition étant insérée dans l'article 66 sous le n° 3, le n° 3 actuel deviendrait le n° 4, et le n° 4 deviendrait le n° 5.

(L'article 66 est adopté avec la modification proposée.)

Article 68.

M. WEISS propose la rédaction suivante: « . . . le Président le notifie, dans le plus bref délai possible, aux membres de la Chambre ».

(L'article 68 est adopté avec la modification proposée.)

(Les articles 69 et 71 sont adoptés sans modification.)

Article 73.

M. NYHOLM demande la suppression du mot « analogue », qui lui semble inutile.

(L'article 73 est adopté avec la modification proposée.)

à l'Etat intervenant de connaître les documents de l'affaire.

(Article 60 as thus modified was unanimously adopted.)

(Articles 62 and 63 were adopted without observation.)

Article 66.

M. WEISS informed the Court that M. Anzilotti had pointed out to his colleagues of the Drafting Committee that there was an omission in the text of Article 66. That article had originally been entirely devoted to proceedings in revision; it had made no mention of interpretation. That was why provisions relating to requests for interpretation were now inserted in Article 66. Nevertheless, nothing was said, in connection with requests for interpretation, as regards the composition of the Court when dealing with such requests. In these circumstances, M. Anzilotti had suggested to the Drafting Committee, which agreed, that paragraph 3 of Article 66, which began with the words: "If the judgment impeached was pronounced by the full Court. . .", should be deleted and that at the end of the article a more general provision covering both applications for revision and requests for interpretation should be inserted.

The new paragraph would run as follows :

"If the judgment impeached or to be construed was pronounced by the full Court, the application for revision or the request for interpretation shall also be dealt with by the full Court. If the judgment was pronounced by one of the Chambers mentioned in Articles 26, 27 or 29 of the Statute, the application for revision or the request for interpretation shall be dealt with by the same Chamber. The provisions of Article 13 of the Statute shall apply in all cases."

This clause being inserted in Article 66 as No. 3, the present No. 3 would become No. 4, and No. 4 No. 5.

(Article 66 was adopted with the proposed amendment.)

Article 68.

M. WEISS proposed the following wording: . . . le Président le notifie, dans le plus bref délai possible, aux membres de la Chambre.

(Article 68 was adopted with the proposed modification.)

(Articles 69 and 71 were adopted without modification.)

Article 73.

M. NYHOLM asked for the deletion of the word "similar", which he thought was superfluous.

(Article 73 was adopted with this modification.)

Article 74.

M. WEISS propose de rédiger ainsi la première phrase de l'article 74 :

« L'avis consultatif est lu en audience publique, le Secrétaire général de la Société des Nations, les représentants des États, Membres de la Société et les organisations internationales directement intéressés étant prévenus. »

Le GREFFIER croit que l'on pourrait dire : « les représentants des États, des Membres de la Société ou des organisations internationales ».

M. NYHOLM, rappelant que dans l'article 73 il est fait mention d'« organisations internationales jugées susceptibles de fournir des renseignements », tandis que l'article 74 parle « d'organisations internationales directement intéressées », demande si cette dernière expression a un sens plus restreint.

M. MOORE estime qu'il s'agit des organisations dont les représentants ont comparu devant la Cour.

Le GREFFIER fait observer que, suivant la pratique établie, lorsque le texte parle des organisations susceptibles de fournir des renseignements, il vise toutes les organisations prévenues par la Cour qu'elles seront admises à comparaître. Mais, lorsqu'il parle d'organisations directement intéressées, il s'agit, par exemple, d'organisations sur l'initiative desquelles un avis consultatif est demandé.

M. NYHOLM constate que l'expression « organisations directement intéressées » a un sens plus restreint que les mots « organisations intéressées ».

Le PRÉSIDENT met aux voix la rédaction suivante de la première phrase de l'article 74 :

« L'avis consultatif est lu en audience publique, le Secrétaire général de la Société des Nations, les représentants des États, des Membres de la Société et des organisations internationales directement intéressés étant prévenus. »

(Cette modification est adoptée.)

(L'article 74 avec cette modification est adopté.)

(La modification correspondante est apportée au texte anglais.)

Article 24.

Le PRÉSIDENT invite la Cour à revenir à l'article 24, au sujet duquel M. Nyholm voudrait faire une proposition.

M. NYHOLM attire l'attention sur la disposition de l'article 24, selon laquelle le Greffier fournit tous renseignements « entre autres à la presse ». Ne serait-il pas possible de supprimer ces mots ?

Article 74.

M. WEISS proposed to draft the first sentence of Article 74 as follows :

“L'avis consultatif est lu en audience publique, le Secrétaire général de la Société des Nations, les représentants des États, Membres de la Société et les organisations internationales directement intéressés étant prévenus.”

The REGISTRAR thought they might say : “les représentants des États, des Membres de la Société ou des organisations internationales”.

M. NYHOLM, recalling that in Article 73 reference was made to “international organizations considered as likely to be able to furnish information”, whilst Article 74 spoke of “international organizations immediately concerned”, asked whether the latter expression had a more restricted meaning.

Mr. MOORE thought that the organizations whose representatives had appeared in Court were meant.

The REGISTRAR pointed out that, according to the established practice, when an article spoke of organizations likely to be able to furnish information, it contemplated all organizations which the Court informed that they might appear before it. But when it spoke of organizations immediately concerned, it meant, for example, organizations at whose instance an advisory opinion had been requested.

M. NYHOLM observed that the expression “organizations immediately concerned” thus had a more restricted meaning than the words “organizations concerned”.

The PRESIDENT took a vote on the following draft for the first sentence of Article 74 :

“L'avis consultatif est lu en audience publique, le Secrétaire général de la Société des Nations, les représentants des États, des Membres de la Société et des organisations internationales directement intéressés étant prévenus.”

(This modification was adopted.)

(Article 74 was adopted with this modification.)

(The corresponding modification was made in the English text : “Advisory opinions shall be read in open Court, notice having been given to the Secretary-General of the League of Nations and to the representatives of States, of Members of the League and of international organizations immediately concerned.”)

Article 24.

The PRESIDENT asked the Court to go back to Article 24 in regard to which M. Nyholm wished to make a proposal.

M. NYHOLM, drawing attention to the provision in Article 24 to the effect that the Registrar was to reply to any enquiries, “including enquiries from the Press”, asked whether these words might not be deleted.

Le GREFFIER estime que ces mots présentent une assez grande utilité. Il est indispensable, à son avis, de maintenir dans le Règlement une disposition que puisse invoquer le Greffier, s'il était exposé à des critiques pour avoir entretenu des relations avec la presse.

M. NYHOLM rappelle qu'une décision en Chambre du Conseil a déjà prévu des communications à la presse. Dans ces conditions, est-il besoin de rendre publique cette situation ? Il semble à M. Nyholm qu'il soit un peu en-dessous de la dignité de la Cour de reconnaître officiellement qu'elle se plie à cette exigence des temps modernes.

Le PRÉSIDENT fait observer que beaucoup de discussions se sont élevées au sein de la Cour parce que la presse ne prêtait pas suffisamment attention à ses travaux. C'est pour cette raison, entre autres, que la question des rapports avec la presse revêt une certaine importance.

M. PESSÔA croit comprendre que la suppression demandée par M. Nyholm n'empêcherait pas le Greffier de fournir à la presse tous renseignements voulus.

M. DE BUSTAMANTE préférerait laisser le texte tel qu'il est rédigé. Il constitue un guide pour le Greffier ; il sera un guide également pour la Cour dans sa composition prochaine. La presse est le quatrième pouvoir de l'État, et il faut lui conserver toutes ses prérogatives. C'est d'ailleurs le seul moyen de maintenir la Cour en communication constante avec le public. C'est en même temps le moyen pour elle d'établir une distinction entre les communications autorisées par la Cour et celles qui ne le sont pas, ce qui n'est pas sans quelque importance.

M. NYHOLM n'insiste pas sur sa proposition.

M. WEISS signale une répétition dans la rédaction de cet article 24. L'article, au début, dispose que le Greffier reçoit tous documents et fournit tous renseignements. Il termine en disant que le Greffier sert d'intermédiaire à toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées. Les deux formules ont un sens à peu près identique.

Le GREFFIER fait observer que le dernier alinéa provient de l'ancien article 25. On pourrait supprimer, pour tenir compte de l'observation de M. Weiss, au début du premier paragraphe les mots « reçoit tous documents destinés à la Cour ».

M. WEISS est d'accord et propose en même temps l'interversion des deux paragraphes. Il vaudrait mieux commencer par dire que le Greffier sert d'intermédiaire pour toutes les communications et mettre au second rang ce qui concerne la presse.

Le PRÉSIDENT constate que l'article 24 serait, avec ces modifications, ainsi rédigé :

« Le Greffier sert d'intermédiaire à toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées.

The REGISTRAR thought that these words were of considerable utility. It was, in his opinion, indispensable to maintain in the Rules a clause on which the Registrar could rely, if subjected to criticism for having relations with the Press.

M. NYHOLM recalled that there was already a decision taken at a private meeting providing for communications to the Press. In these circumstances, was it necessary to make the position publicly known ? It appeared to him that it was somewhat beneath the Court's dignity officially to say that they would bow before this exigency of modern times.

The PRESIDENT pointed out that many discussions had arisen in the Court because the Press did not pay sufficient attention to its work. For that reason, amongst others, the question of relations with the Press was of some importance.

M. PESSÔA thought he was right in saying that the deletion suggested by M. Nyholm would not prevent the Registrar from furnishing the Press with all information desired.

M. DE BUSTAMANTE would prefer to leave the text as it was. It afforded a guide for the Registrar ; it would also serve as a guide for the Court when its composition was altered. The Press was the fourth power in the State and all its prerogatives must be respected. Moreover, it was the sole means of keeping the Court in constant touch with the public. At the same time, it afforded a means whereby the Court could establish a distinction between communications authorized by the Court and those which were not ; this point was not without importance.

M. NYHOLM did not press his proposal.

M. WEISS drew attention to the fact that there was a repetition in the wording of Article 24. It began by saying that the Registrar received all documents and replied to any enquiries. In conclusion, it said that the Registrar was to be the channel for all communications to and from the Court. The two phrases were more or less identical in meaning.

The REGISTRAR pointed out that the last paragraph was taken from the old Article 25. In order to take into account what M. Weiss had said, they might delete at the beginning of the first paragraph the words "receive any documents intended for the Court".

M. WEISS agreed. He proposed, at the same time, to invert the two paragraphs. It would be better to begin by saying that the Registrar would be the channel for all communications and to put that which related to the Press afterwards.

The PRESIDENT said that, with these modifications, Article 24 would read :

"Le Greffier sert d'intermédiaire à toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées.

« Le Greffier fournit, entre autres à la presse, tous renseignements concernant les travaux de la Cour, sous réserve cependant de l'article 38 du présent Règlement ainsi que de son devoir professionnel de discrétion. »

(L'article 24 ainsi modifié est adopté.)

La lecture et la discussion étant terminées, le PRÉSIDENT déclare adopté le Règlement, sous sa forme révisée.

121. — Règlement. Mise en vigueur.

Le PRÉSIDENT fait observer que la Cour est appelée, dans ces conditions, à prendre une décision sur la date de la mise en vigueur du Règlement révisé qui vient d'être adopté. Il rappelle qu'après la session préliminaire, le Règlement a été promulgué à la date même de son adoption. Il n'y a pas, selon le Président, de raison pour suivre maintenant une autre voie.

M. NYHOLM estime que le moment est venu pour lui de formuler une déclaration qu'il se considère comme moralement obligé de faire, bien qu'elle ait sans doute peu de chances d'être agréée par la Cour.

M. Nyholm estime que, pour trois raisons différentes, la Cour ne devrait pas publier immédiatement le Règlement révisé, mais le soumettre préalablement à une deuxième lecture, qui aurait lieu après un assez long intervalle.

La première raison est qu'en règle générale, dans tous les Parlements, les projets et propositions de loi sont soumis à deux lectures. La seconde raison tire son origine des inconvénients que présenterait la publication d'un règlement qui ne serait peut-être pas parfait et auquel il faudrait ultérieurement apporter des modifications. La dernière raison, c'est qu'il est possible que, dans un avenir rapproché, le Statut de la Cour subisse un changement.

M. MOORE rappelle qu'au cours de la discussion il avait fait ressortir les avantages, pour la Cour, de se limiter aux amendements strictement nécessaires. Or, les votes émis signifient que la Cour considère comme nécessaires les amendements qui ont été adoptés. Le point de savoir si le Règlement, tel qu'il vient d'être modifié, doit entrer immédiatement en vigueur est donc distinct.

M. Moore fait observer ensuite que la Cour a consacré une grande partie de son temps, au cours de la présente session, à l'élaboration du Règlement révisé, et que ce serait créer une impression peu favorable dans le public que d'hésiter à publier les résultats de ce travail, comme s'il ne présentait aucune valeur réelle.

"Le Greffier fournit, entre autres à la presse, tous renseignements concernant les travaux de la Cour, sous réserve cependant de l'article 38 du présent Règlement ainsi que de son devoir professionnel de discrétion."

(The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.

The Registrar shall reply to any enquiries concerning its activities, including enquiries from the Press, subject, however, to the provisions of Article 38 of the present Rules and to the observance of professional secrecy.)

(Article 24 thus modified was adopted.)

The reading and discussion having been concluded, the PRESIDENT declared that the Rules as revised were adopted.

121. — Rules. Entry into force.

The PRESIDENT observed that, in these circumstances, the Court must decide as to the date on which the revised Rules just adopted should come into force. He recalled that, after the preliminary session, the Rules had been promulgated as from the date of their adoption. There was, in his opinion, no reason for now adopting a different course.

M. NYHOLM thought that the time had come for him to make a declaration, which he felt morally bound to make, although there was but small chance that it would meet with the approval of the Court.

M. Nyholm thought that, for three different reasons, the Court should not at once publish the revised Rules, but submit them first of all to a second reading which should take place after a sufficiently long interval.

M. Nyholm's first reason was that, as a general rule, in all Parliaments, bills and proposals were read twice. The second reason lay in the drawbacks of publishing rules which would not perhaps be perfect and which might afterwards have to be altered. The last reason was the possibility that, in the near future, the Statute might be altered.

Mr. MOORE recalled that, in the discussion, he had said that it would be better for the Court to confine itself to strictly necessary changes. But the votes taken meant that the Court regarded the amendments adopted as necessary. The question whether the Rules as now modified should come into effect immediately was, therefore, quite distinct.

Mr. Moore then pointed out that the Court had devoted a great deal of its time, during the present session, to preparing the revised Rules, and that it would create an unfortunate impression if they hesitated to publish the results of their work as though it had no substantial value.

Le même problème s'était déjà présenté lors de la session préliminaire. On s'était demandé alors s'il ne conviendrait pas de publier le Règlement de la Cour comme un simple règlement provisoire. Mais, après réflexion, la Cour arriva à la conclusion qu'il valait mieux courir la chance d'une publication immédiate et considérer son Règlement comme définitif.

M. Moore propose donc que le nouveau Règlement soit mis en vigueur à partir de ce jour.

M. ANZILOTTI avait, à un certain moment, envisagé l'utilité de soumettre, l'année prochaine, à une seconde lecture les textes adoptés. Cependant, tout bien considéré, cette mesure, de l'avis de M. Anzilotti, ne serait pas justifiée. Dans la plupart des cas, en effet, la revision du Règlement n'a fait que consacrer la pratique actuelle de la Cour. Sur deux ou trois points seulement, un élément nouveau a été introduit dans le Règlement, et ces deux ou trois points ont été examinés par la Cour avec une extrême attention.

Dans ces conditions, il ne voit pas comment pourrait se justifier, vis-à-vis du public, le renvoi des textes à une seconde lecture, qui ne pourrait avoir lieu que l'année prochaine, au cours de la session ordinaire. D'ailleurs, procéder à une seconde lecture serait tout remettre en chantier, sans compter que, dans l'intervalle, bien des changements auront pu se produire. Il vaut donc mieux, selon M. Anzilotti, que le Règlement révisé entre immédiatement en vigueur. Si, par hasard, une défectuosité était constatée, rien n'empêcherait la Cour, l'année prochaine, de modifier l'article incriminé.

M. DE BUSTAMANTE demande que la proposition de M. Moore sur la mise en vigueur immédiate fasse l'objet d'un vote.

M. NYHOLM, estimant que la majorité des membres de la Cour est en faveur de la mise en vigueur immédiate, ne formule pas de proposition ferme d'ajournement. Par contre, estimant nécessaire de faire enregistrer son opinion au procès-verbal, il donne lecture de la déclaration suivante :

« M. Nyholm, quoique voyant qu'il n'existe pas actuellement une opinion en faveur de son idée, se voit obligé de soutenir que l'on ne devrait pas publier actuellement le Règlement, mais le soumettre à une seconde lecture pour trois raisons : 1° la pratique générale de soumettre les projets de loi, etc., à plusieurs lectures, ce qui a été aussi suivi lors de l'élaboration du Règlement actuel ; 2° les raisons avancées par M. Moore concernant l'inconvénient d'une publication d'un Règlement auquel on devrait éventuellement apporter des changements ; 3° la possibilité que dans un avenir prochain le Statut de la Cour soit modifié. »

Le PRÉSIDENT met aux voix la proposition de M. Moore, tendant à faire entrer en vigueur immédiatement le Règlement, avec les modifications qui y ont été apportées selon les textes présentés par le Comité de rédaction.

The same question had already arisen at the preliminary session. Some had then wondered whether it would not be better to publish the Rules as provisional. Upon reflection, however, the Court had come to the conclusion that it was better to take the chances of immediate publication, and to regard the Rules as definitive.

Mr. Moore proposed, therefore, that the new Rules should come into effect from that day.

M. ANZILOTTI had at one time considered the expediency of submitting the clauses adopted to a second reading next year. After reflection, however, he thought that that course would not be justified. For, in most cases, the revision of the Rules had merely confirmed the Court's present practice. Only in regard to two or three points had anything new been inserted in the Rules, and these two or three points had been considered extremely carefully by the Court.

In these circumstances, he did not see how, in the eyes of public opinion, they could justify keeping back the Rules adopted for a second reading, which could not take place until the following year, at the ordinary session. Moreover, if they had a second reading, everything would be put back into the melting pot, quite apart from the fact that, in the meantime, many things might have changed. In his opinion, therefore, it was better that the revised Rules should come into effect at once. If by chance some defect were noticed, there was nothing to prevent the Court from modifying the article in question next year.

M. DE BUSTAMANTE asked that Mr. Moore's proposal for the immediate entry into force of the Rules should be put to a vote.

M. NYHOLM, realizing that there was a majority in favour of immediate entry into force, made no definite proposal for adjournment. But, on the other hand, feeling a need to record his view in the minutes, he read the following declaration :

"M. Nyholm, although realizing that opinion is not at the present time favourable to his suggestion, feels compelled to maintain his standpoint that the Rules ought not to be published now, but submitted to a second reading for three reasons : (1) the general practice of submitting bills, etc., to several readings, which practice was also followed when the original Rules were drawn up ; (2) the reasons put forward by Mr. Moore regarding the inadvisability of publishing Rules in which changes may have to be made ; (3) the possibility that, in the near future, the Court's Statute may be amended."

The PRESIDENT took a vote on Mr. Moore's proposal for the immediate coming into effect of the Rules, with the modifications made in accordance with the texts submitted by the Drafting Committee. The question

Il s'agit de la mise en vigueur à partir du jour actuel.

(La Cour décide à l'unanimité que le Règlement révisé entrera en vigueur à partir du jour de son adoption, le 31 juillet 1926.)

M. ANZILOTTI demande si le Greffier prévoit la publication immédiate du Règlement.

Le GREFFIER répond qu'il envisage, d'ici une à deux semaines, la publication du n° 1 de la Série D de la Cour — numéro réservé pour une nouvelle édition du Statut et du Règlement.

La séance est levée à 11 h. 55.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

was whether the Rules should come into effect from that day.

(The Court unanimously decided that the revised Rules should come into effect as from the day of adoption, July 31st, 1926.)

M. ANZILOTTI asked whether the Registrar contemplated the immediate publication of the Rules.

The REGISTRAR replied that he proposed to publish in a week or two No. 1 of Series D. of the Court's Publications ; this number had been reserved for a new edition of the Statute and Rules.

The Court rose at 11.55 a.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

INTRODUCTION AUX SECTIONS B—D.

RAPPORT DU PRÉSIDENT

La revision du Règlement que la Cour, dans sa session de juin 1925, a décidé de mettre à l'ordre du jour de la session ordinaire de 1926, peut poursuivre deux buts qui, du reste, ne s'excluent point, mais se complètent plutôt.

1. — Il peut s'agir de modifier et de compléter le Règlement ou de trancher des questions restées douteuses et indécises. C'est dans cet ordre d'idées que des membres de la Cour ont estimé désirable la revision du Règlement et ont fait des suggestions de nature générale et formulé des propositions nettes pour la modification de dispositions existantes ou pour l'insertion de nouveaux articles.

Le Greffier a réuni dans le présent volume les propositions que les membres de la Cour ont faites avant le 31 décembre ¹, à la suite de l'invitation qui leur a été adressée en conformité avec la Résolution du 17 juin 1925 ². En même temps, on a reproduit toutes les

¹ Section B du présent volume, pages 246-277.

² Les lettres d'invitation étaient ainsi conçues (voir aussi huitième Session, P.-V. n° 3 (17 juin 1925), p. 7 du présent volume):

La Haye, 22 juin 1925.

Monsieur le Juge,

Lors des premières réunions de la huitième Session, l'attention de la Cour a été attirée à diverses reprises sur les considérations suivantes: d'une part, l'expérience acquise au cours des trois dernières années permettrait d'amender certaines dispositions du Règlement de la Cour dont la modification s'est révélée désirable, et, d'autre part, cette même expérience a fait ressortir certaines lacunes de ce Règlement qu'il importerait de combler.

Il a été cependant entendu qu'aucune décision ne serait prise en la matière durant la présente session, mais que les membres de la Cour qui jugent plus particulièrement désirable d'amender le Règlement sur certains points seraient priés d'examiner la question et de soumettre au Président les projets d'amendement dont ils recommanderaient l'adoption. Ces amendements seraient communiqués par les soins du Président aux autres membres de la Cour et un rapport serait élaboré afin de permettre à la Cour, lors de sa prochaine session ordinaire, d'arriver à une décision sur les divers points qui auraient été soulevés.

Je suis chargé de signaler ce qui précède à votre attention et de vous demander de bien vouloir éventuellement faire parvenir vos propositions à M. le Président, avant la fin de la présente année.

Veuillez agréer, etc.

Le Greffier de la Cour:

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

La Haye, le 23 juin 1925.

Monsieur le Juge,

Lors de la sixième Session de la Cour, une discussion s'est engagée au sujet de l'article 3 du Règlement, sur le point suivant: un juge suppléant qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, n'a pu accepter de prendre part aux travaux d'une session donnée, pour laquelle il était convoqué, doit-il avoir le droit d'être convoqué à nouveau en vue de remplir le premier poste vacant, comme c'est le cas pour un juge suppléant qui, de l'avis du Président, habite à une distance trop grande du siège de la Cour pour qu'une convocation l'atteigne en temps voulu?

Lorsque ce point a été soulevé, la Cour a reconnu à l'unanimité que, pour assimiler les deux cas qui viennent d'être mentionnés, il fallait recourir à une modification de l'article 3 du Règlement, et que par suite, il serait impossible d'obtenir ce résultat grâce à une interprétation de l'article 3 dont le

INTRODUCTION TO SECTIONS B—D.

REPORT BY THE PRESIDENT.

The revision of the Rules which the Court, at its June session in 1925, decided to place on the agenda for the 1926 ordinary session, may be undertaken with two objects in view which, however, are not incompatible, but rather serve to supplement one another.

1. — In the first place, it may be undertaken with the object of amending and supplementing the Rules or of settling questions which have remained in doubt or undecided. It is from this point of view that members of the Court have considered the revision of the Rules desirable and have made suggestions of a general character and submitted definite proposals for the amendment of existing provisions or for the insertion of new articles.

The Registrar has collected together in the present volume the proposals made by members of the Court up to December 31st¹, as a result of the invitation extended to them in accordance with the Resolution of June 17th, 1925². At the same time, all proposals and

¹ Section B of this volume, pages 246-277.

² The wording of the letters was as follows (see also Eighth Session, P.-V. No. 3 (June 17th, 1925), p. 7 of this volume):

The Hague, June 22nd, 1925.

Monsieur le Juge,

During the first meetings held by the Court in the course of its Eighth Session, attention was on several occasions drawn to the fact that certain clauses of the Rules of Court would seem to be susceptible of amendment in the light of the experience gained during the past three years and that the same experience had shown the existence of a number of omissions in the Rules which it might be desirable to make good.

It was, however, agreed that no decision on the subject was to be taken during the present session but that those members of the Court to whom the desirability of amending the Rules in one respect or another had more particularly occurred should be asked to examine the question and to submit to the President drafts of such amendments as they would desire to recommend for adoption. These amendments would then be circulated by the President amongst his colleagues and a report would be prepared, in order to enable the Court, when it met for its next ordinary session, to take a decision on the various points that might be raised.

I am instructed to draw your attention to the above and to ask you to be good enough to place your suggestions, if any, in the hands of the President before the end of the present year.

I have, etc.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

[Translation.]

The Hague, June 23rd, 1925.

Monsieur le Juge,

At the Sixth Session of the Court, a discussion took place in connection with Article 3 of the Rules of Court upon the following point: should a deputy-judge, who, for reasons independent of his will, has not been able to take part in a given session which he has been summoned to attend, be entitled to be summoned again to fill the first vacancy, as is the case with a deputy-judge who, in the opinion of the President, resides too far from the seat of the Court to be reached by a summons in sufficient time?

When this point was raised, the Court recognized unanimously that, in order to assimilate the two cases referred to, Article 3 of the Rules would have to be amended and that consequently it would be impossible to obtain this result by means of an interpretation of Article 3, the wording of which

RAPPORT DU PRÉSIDENT

propositions et observations que les juges avaient déjà présentées avant la session de juin 1925 en vue d'une revision future du Règlement ¹, à moins que les auteurs n'aient retiré ou modifié leurs propositions et notes.

2. — La revision peut et, le cas échéant, doit même avoir pour but de fixer et de préciser l'interprétation que le Règlement du 24 mars 1922 a reçue par la jurisprudence de la Cour au cours des quatre premières années de son existence. A cet effet, le Président a invité le Greffier à préparer un rapport qui tienne compte de toutes les décisions prises par la Cour par rapport au Règlement, ainsi que de l'application effective de ses dispositions. Ce rapport, accompagné d'un texte complété du Règlement, est joint aux propositions et observations des juges ².

On constatera qu'environ la moitié des articles, ayant reçu une application qui ne résulte pas immédiatement des termes mêmes du Règlement, devraient être rédigés à nouveau pour que la jurisprudence soit fixée sur ces points. C'est, d'une manière générale, une question d'opportunité de savoir si le texte actuel, qui a permis l'application présente, doit être maintenu tel quel ou s'il doit être précisé et complété. Dans les cas où l'on est en présence d'une situation qui constitue une véritable modification du Règlement (comme la préséance de l'ancien Président, le poste de Greffier-adjoint), il est inévitable que, lors d'une revision du Règlement, on en tienne compte. Dans d'autres cas, une rédaction plus complète et plus précise du texte sera hautement désirable pour que les États qui se présentent devant la Cour, ainsi que leurs représentants, soient fixés en ce qui concerne l'application du Règlement par la Cour. Enfin, même dans les cas où la Cour estimera devoir maintenir le texte actuel, il sera très utile pour elle de se rendre compte, à la lumière du texte préparé par le Greffier, quelle a été sa jurisprudence, et de décider la question de savoir si elle veut la maintenir ou la modifier.

(Signé) MAX HUBER.

texte, de l'aveu général, prévoyait nettement une solution différente dans les deux cas signalés plus haut.

A la même date, il a été reconnu également qu'il serait préférable de traiter ce point au cours d'une session à laquelle assisteraient tous les juges suppléants.

La question a été inscrite à l'ordre du jour de la huitième Session.

La Cour, lorsqu'elle a examiné la question, a reconnu qu'en l'absence de la plupart des juges suppléants, il n'était pas désirable de prendre une décision quelconque sans avoir fourni au préalable, à Messieurs les juges suppléants, l'occasion d'exprimer leur avis.

Jesuis donc chargé de vous demander de bien vouloir transmettre au Président de la Cour telles suggestions qui vous paraîtraient désirables au sujet des amendements à introduire, sous le rapport déjà mentionné, à l'article 3 du Règlement.

Des extraits pertinents des procès-verbaux de la sixième et de la huitième Sessions, ainsi que la note visant le deuxième paragraphe dudit article, distribuée au cours de la sixième Session, sont joints à la présente lettre.

Enfin, je me permets d'attirer votre attention sur la lettre circulaire du 22 juin 1925, n° 6711, relative à la revision du Règlement de la Cour en général.

Veuillez agréer, etc.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD

¹ Section C du présent volume, pages 281-299. — Voir aussi sixième Session, P.-V. n° 41 (19 mars 1925), p. 7 du présent volume.

² Section D du présent volume, pages 303-316.

REPORT BY THE PRESIDENT

observations which had already been submitted by judges before the June session in 1925, with a view to the future amendment of the Rules¹, have been reproduced, unless the authors have withdrawn or amended their proposals or notes.

2. — In the second place, the object of revision may, and in certain cases ought to be, to state and define the interpretation placed upon the Rules of March 1922 by the jurisprudence of the Court during the first four years of its existence. With this end in view, the President has requested the Registrar to prepare a report taking into account all decisions taken by the Court in relation to the Rules, and the actual application of the Rules. This report, accompanied by a draft of the Rules as completed, is attached to the judges' proposals and observations².

It will be noticed that about half the articles have been applied in a manner which is not the direct outcome of the actual terms of the Rules, and must be redrafted if they are to state what the law is in regard to these points. It is, generally speaking, a question of expediency whether the present text, which has made possible the present practice, should be retained as it stands, or whether it should be made more precise and complete. In cases where the situation involves a real amendment of the Rules (as for instance the precedence of the retiring President and the creation of the post of Deputy-Registrar), it is inevitable that, when revision of the Rules is undertaken, changes must be made. In other cases, a more complete and more definite wording is highly desirable in order that States which come before the Court and their representatives shall be clear in their minds as regards the manner in which the Rules are applied by the Court. Lastly, even in cases where the Court may consider that the present text should be retained, it will be most useful for it to be able, with the aid of the draft prepared by the Registrar, to see what has been its practice and to decide whether it wishes to maintain or modify it.

(Signed) MAX HUBER.

it was generally admitted, contemplated a different solution for the two cases above mentioned.

On the same date, it was also recognized that it would be preferable to deal with this matter at a session at which all the deputy-judges were present.

The question was placed on the agenda of the Eighth Session.

The Court, when it considered the question, recognized that, in the absence of most of the deputy-judges, it was undesirable to come to any decision, without previously giving the deputy-judges the opportunity of expressing their views.

I am, therefore, instructed to request you to be so good as to send to the President any suggestions which you may consider desirable with regard to the amendment of Article 3 of the Rules in the respect above referred to.

Relevant extracts from the Minutes of the Sixth and Eighth Sessions and the note regarding the second paragraph of the article in question which was distributed during the Sixth Session are attached hereto.

Lastly, I venture to draw your attention to the circular letter of June 22nd 1925, No. 6711, regarding the revision of the Rules of Court in general.

I have, etc.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ Section C of this volume, pages 281-299. — See also Sixth Session, P.-V. No. 41 (March 19th, 1925), p. 7 of this volume.

² Section D of the present volume, pages 303-316.

SECTION B.

SECTION B

1.

A. — NOTE DE M. HUBER

J'ai soumis à la Cour, le 21 mai 1924, des observations au sujet des propositions faites par MM. Loder et Weiss en vue de la revision de certains articles du Règlement ¹, ainsi que mes suggestions personnelles faites dans le même but ². Une partie de mes propositions, celles relatives aux méthodes de travail de la Cour, ont trouvé leur réalisation au cours des sessions de 1925. Je présente donc de nouveau mes « observations » rédigées en 1924, mais en supprimant certaines parties et passages, devenus sans objet.

Un chapitre traitant la question de savoir si la Cour siégeant en Chambres spéciales peut s'occuper d'avis consultatifs, est maintenu, quoique je doute fort de l'opportunité d'une modification de l'article 71 en ce sens. Si je maintiens le chapitre, c'est parce que je considère la question comme étant tout de même assez intéressante pour être discutée si la Cour aborde une revision générale de son Règlement.

En conformité de l'invitation que, lors de la session de juin 1925, la Cour a adressée à tous ses membres afin d'obtenir leurs observations et propositions en vue de la revision du Règlement, je joins aux « observations » du 21 mai 1924 ³ une série de propositions formulées au sujet de certains articles ⁴. Chaque proposition est précédée d'un exposé des motifs.

Je pense que certaines de mes propositions pourraient très utilement compléter le Règlement ; au sujet d'autres, j'ai une opinion moins arrêtée, mais je crois que toutes concernent des points suffisamment importants pour être discutés par la Cour. Même si l'opinion de la Cour sur un point déterminé ne finissait pas par trouver son expression dans une nouvelle disposition du Règlement, il serait en tout cas précieux pour elle, et en première ligne pour le Président, qui doit souvent prendre des décisions entre les sessions, de connaître la manière de voir des juges concernant ce point.

(Signé) MAX HUBER.

La Haye, le 11 décembre 1925.

B. — PROPOSITIONS DE M. HUBER RELATIVES A L'AMENDEMENT DE CERTAINS ARTICLES DU RÈGLEMENT ⁵

(31 DÉCEMBRE 1925).

ARTICLE 3.

Convocation de juges nationaux.

En dehors de la question soulevée par la suggestion de M. Negulesco ⁶, il y a peut-être lieu d'écarter un doute qui pourrait éventuellement subsister au sujet de l'alinéa 3 de l'article 3. La convocation d'un suppléant qui a déjà été saisi d'une affaire ne doit-elle avoir lieu qu'au cas où les onze titulaires ne seraient pas disponibles ou bien convient-il, dans ces conditions, d'inviter à siéger un juge suppléant de préférence à un titulaire qui n'aurait pas encore été saisi de cette même affaire ?

Il résulte des procès-verbaux de la session préliminaire que ce que l'on a envisagé, c'est la convocation pour une *nouvelle* session.

¹ Voir ci-après, p. 281.

² » » » 254.

³ Chapitre C ci-après, p. 254.

⁴ » B, présente page.

⁵ Les textes anglais des amendements suggérés par M. Huber sont des traductions préparées par le Greffe.

⁶ Voir p. 7, P.-V. n° 3.

PROPOSITIONS DE M. HUBER

Or, comme une affaire, une fois commencée, doit être terminée dans la même session (article 23 du Statut), l'article 3 du Règlement doit viser surtout le cas où une affaire passe par deux phases (compétence et fond ; ou le cas où il y a interprétation ou revision — articles 60 et 61 du Statut). Cette interprétation est aussi conforme aux intérêts de la justice ; mais les mots « si besoin en est » pourraient prêter à une interprétation plus restrictive. Il faut donc les remplacer par les mots « en tout cas ».

En même temps, il serait désirable de rendre clair que la continuation de la fonction comprend aussi bien une que plusieurs sessions. L'alinéa aurait alors la forme suivante :

Le juge suppléant qui a été saisi d'une affaire en demeure saisi jusqu'à ce que la solution soit intervenue. Il doit être appelé en tout cas même en dehors de son tour si l'affaire est soumise de nouveau à la Cour dans une session ultérieure.

A deputy-judge who has begun a case shall continue to sit in it until it is finished. He shall in all circumstances be summoned, even out of his turn, if the case is again submitted to the Court at a subsequent session.

ARTICLE 4.

Juges ad hoc de Parties intervenantes.

D'après l'alinéa 2 de cet article, c'est la Cour qui invite les Parties intervenantes à désigner, le cas échéant, des juges *ad hoc*. Or, comme cette décision doit être prise par la Cour telle qu'elle se trouve composée pour l'affaire en question, la décision ne pourrait être prise qu'au début de la session. Dans ces conditions, une perte de temps très considérable résulte presque inévitablement des délais à accorder aux États intervenants. Il faut donc que le Président puisse prendre une décision provisoire, sous réserve de ratification par la Cour, ratification qui pourrait être donnée dès que la Cour sera réunie. Pour ces raisons, l'alinéa 2 de l'article 4 pourrait être rédigé comme suit :

Sous réserve de ratification par la Cour, le Président, après avoir constaté, en conformité de l'article 31 du Statut, que plusieurs Parties font cause commune et qu'aucune d'elles ne compte sur le siège un juge de sa nationalité, les invite à se mettre d'accord pour désigner, dans un délai fixé par lui, un juge suppléant de la nationalité de l'une d'entre elles, ou, s'il n'en existe pas, un juge choisi selon les principes dudit article.

Subject to confirmation by the Court, the President, after satisfying himself, in accordance with Article 31 of the Statute, that there are several Parties in the same interest and that none of them has a judge of its nationality upon the bench, shall invite them, within a period fixed by him, to select a deputy-judge of the nationality of one of the Parties, or, should there not be one, a judge chosen in accordance with the principles of the above-mentioned article.

ARTICLE 4 bis.

Application de l'article 24 du Statut.

Le Règlement ne contient aucune disposition relative à l'application de l'article 24, qui, jusqu'à présent, n'a jamais été appliqué. Il pourrait tout de même être utile d'insérer dans le Règlement une disposition qui permettrait à la Cour, en se prévalant de l'article 24

du Statut, de tenir compte de certaines situations qui ne sont pas prévues d'une façon explicite.

Il résulte du premier alinéa de l'article 31 du Statut que la nationalité d'un juge ne le prive pas du droit de siéger si l'État dont il est ressortissant est Partie à une affaire sur laquelle la Cour doit se prononcer. Il y a toutefois lieu de faire remarquer que le même article consacre le principe des juges « nationaux », principe adopté pour mettre les Parties dans une situation d'égalité. Or, ce principe ne peut pas garantir que le résultat visé soit en toutes circonstances atteint. Si, par exemple, le Président est ressortissant d'un État qui est Partie au litige, il se peut que l'affaire doive être décidée par la voix prépondérante du Président ; une pareille situation serait très pénible. Bien que l'article 24 du Statut semble envisager par les « raisons spéciales » non pas la nationalité des juges, mais plutôt des conditions individuelles et des connexités avec l'affaire à décider, il est tout de même possible que la nationalité d'un juge, dans des circonstances exceptionnelles, puisse être une cause de gêne pour le juge lui-même ou pour la Cour. Il résulte du rapport rédigé par M. Politis et adopté par la V^{me} Assemblée, concernant le projet d'accord dit « Protocole de Genève », que l'article 24 du Statut peut, dans l'opinion de l'Assemblée, servir de remède à des situations fausses créées éventuellement par le fait que les États intéressés ne se trouvent pas sur un pied d'égalité.

L'article 24 ne prévoit que le cas où un juge estimerait pour une « raison spéciale » ne pas pouvoir participer au jugement d'une affaire, ou que le Président serait de cet avis. Dans l'éventualité qui vient d'être mentionnée, il ne s'agirait cependant pas pour le Président de ne pas participer au jugement, mais seulement de ne pas exercer les fonctions présidentielles.

Pour tenir compte des observations précédentes, il faudrait ajouter un nouvel article, qui trouverait le mieux sa place à la suite de l'article 4.

Article 4 bis.

Dans les cas où il n'est pas possible, au moyen de l'application de l'article 31 du Statut, d'assurer aux Parties une situation égale par rapport à la composition de la Cour, les paragraphes 1 et 2 de l'article 24 du Statut seront considérés comme applicables. Dans le cas où, suivant les dispositions en vigueur, la présidence revient au ressortissant d'une des Parties en cause, le juge devant présider cédera la présidence au premier juge non pareillement empêché, dans l'ordre établi par l'article 13 du Règlement.

Article 4 bis.

Whenever it is not possible, by application of Article 31 of the Statute, to ensure that the Parties are on a footing of equality, as regards the composition of the Court, paragraphs 1 and 2 of Article 24 of the Statute shall be held to apply. Whenever, according to the rules in force, the functions of president fall to be exercised by a national of one of the Parties to the suit, the judge who should preside shall hand over the functions of president to the first judge not similarly situated according to the order of seniority established by Article 13 of the Rules of Court.

ARTICLE 31.

Délibération en Chambre du Conseil.

Dans les observations que j'ai soumises à la Cour en date du 21 mai 1924¹, j'ai attiré son attention sur la nécessité d'améliorer

¹ Voir ci-après, p. 254.

les méthodes de son travail pour la préparation de ses arrêts et avis. Les suggestions qui y ont été faites ont trouvé en grande partie leur réalisation au moyen des procédés adoptés par la Cour depuis la session de janvier 1925. Il me paraît indéniable que le système des notes écrites présente des avantages très appréciables ; mais on ne saurait dire que notre méthode de travail ne soit pas susceptible de nouvelles améliorations. Pour les faciliter et, partant, pour encourager aussi les tentatives d'amélioration, il faut que la Cour soit liée aussi peu que possible par les termes de l'article pertinent du Règlement.

Seuls les alinéas 3 et 4 de l'article 31 du Règlement concernant la procédure intérieure de la Cour. Le quatrième est au fond superflu, n'étant que la répétition de l'article 55 du Statut. La « discussion finale » qui est visée à l'article 31 ne correspond pas à la pratique de la Cour, et il ne serait guère désirable de l'y introduire. La mention de pareille discussion devrait donc disparaître du texte.

Le troisième alinéa a de la valeur, parce qu'il consacre le principe selon lequel tous les juges présents doivent être responsables au même degré de la solution de toutes les affaires ; le système des rapporteurs a été exclu. Il est vrai que si une fois la Cour a à s'occuper d'un nombre plus grand d'affaires, tout en maintenant son Statut actuel, le système actuel pourra créer des difficultés presque insurmontables. Mais, pour le moment, il ne faut pas y toucher. D'un autre côté, M. Yovanovitch a éprouvé des scrupules au sujet de la légalité de la présentation des notes écrites, et cela à l'égard des mots « présents à la délibération ». A mon avis, le terme « délibération » peut comprendre plus que la discussion orale en Chambre du Conseil ; il vise le procédé tout entier par lequel la Cour arrive à ses conclusions. Ce qui est essentiel, c'est la nécessité pour tout juge présent d'exprimer une opinion motivée sur chaque point par rapport auquel la Cour prend une décision qui fera partie du jugement ou de l'avis ; mais la forme (écrite ou orale) et le moment (au cours des discussions ou immédiatement avant le vote) n'a pas d'importance.

Il est donc proposé de rédiger les alinéas 3 et 4 de l'article 31 de la manière suivante :

Chacun des membres de la Cour, siégeant dans une affaire, donne son opinion motivée.

Les conclusions adoptées par la majorité des membres, déterminent la décision de la Cour.

Every member of the Court sitting in a case, shall state his opinion together with the reasons on which it is based.

The decision of the Court shall be based upon the conclusions adopted by a majority of the members.

ARTICLE 47.

Moyens de preuve.

Lors de la procédure orale dans l'affaire Mavrommatis, sir Douglas Hogg a attiré l'attention de la Cour sur l'intérêt qu'il y aurait pour les Parties à savoir exactement dans quelles conditions des moyens de preuve peuvent être produits, et qu'il serait, partant, désirable que la Cour établisse des règles sur les preuves. Comme l'incident survenu dans l'affaire Mavrommatis est le seul de ce genre qui se soit produit devant la Cour, tout règlement qu'elle entreprendrait à ce sujet manquerait de base dans sa propre expérience. La jurisprudence des tribunaux arbitraux n'est pas non plus très riche sous ce rapport, et les précédents que l'on pourrait éventuellement y chercher n'auraient qu'une valeur très relative, étant donné que la procédure arbitrale n'est pas celle du Statut de la Cour et qu'elle a été dans la plupart des cas improvisée.

Le Statut ne manque du reste aucunement de dispositions qui permettent à la Cour d'assurer une bonne administration des preuves et d'éviter des abus. Ce sont notamment les articles 43, 46, 48, 49, 51, 52 et 54 du Statut.

La tendance de presque tous les codes modernes de procédure, civile ou pénale — ils ne seraient du reste qualifiés qu'avec beaucoup de réserves pour servir de modèle au Règlement de la Cour —, est celle de reconnaître la plus grande liberté dans l'admission des moyens de preuve invoqués par les Parties et dans l'appréciation des preuves par la Cour. (Voir n° 42 du Bulletin de la Cour.)

Comme le Statut ne contient pas trace d'un système formel et rigide de preuves, il serait même inadmissible pour la Cour de créer un tel régime par son Règlement. Les législations nationales adoptant le système formel des preuves sont le résultat d'un développement historique particulier et d'une organisation judiciaire particulière (comme le jury du droit anglo-saxon), ou bien ils attachent une importance particulière aux preuves documentaires — genre de preuves qui, d'une manière générale, ne joue qu'exceptionnellement un rôle dans les procès devant une juridiction internationale.

L'attitude prise par la Cour dans l'affaire *Mavrommatis* paraît donc tout à fait conforme aux exigences de la juridiction exercée par elle : les Parties peuvent présenter toutes preuves qu'elles jugent utiles, et la Cour est entièrement libre d'en tenir compte dans la mesure dans laquelle elle juge ces preuves comme pertinentes.

Il se peut néanmoins que des circonstances se présentent où l'on doit se demander si la Cour ne devrait pas écarter certains moyens de preuve — et même des argumentations et des appréciations de faits — présentés par les Parties. Des situations de cette nature pourraient résulter du fait que l'une des Parties désire produire des documents qui, soit par leur nature même, soit en vertu d'accords avec d'autres États, devraient rester secrets. Il est aussi possible qu'une Partie offre des preuves pour démontrer qu'un acte de l'autre Partie ne constitue pas seulement une violation d'un engagement international, mais en même temps un acte criminel des autorités supérieures ou dirigeantes de l'autre Partie, de sorte que la manière dont l'une des Parties soutient son point de vue pourrait être considérée par l'autre comme injurieuse. Il se peut donc que, à la suite de la production de certains moyens de preuve, un incident entre les Parties vienne se greffer sur le différend qui fait l'objet de la procédure devant la Cour.

Le principe que la Cour doit établir est celui de la responsabilité exclusive des États pour tous actes et déclarations qu'ils font au cours d'une procédure. Il serait délicat même de suggérer à une Partie de retirer par exemple un mémoire qui, de l'avis du Président ou du Greffier, contient des documents secrets.

Si l'une des Parties est d'avis qu'un document produit par l'autre est secret, c'est à elle d'attirer l'attention du Greffier et de cette autre Partie sur ce fait ; mais la marche régulière de la distribution des documents ne pourrait pas être arrêtée à cause de cela. Dans la procédure orale, la Partie intéressée peut se prévaloir de la faculté offerte par l'article 46 du Statut.

Comme les jugements de la Cour doivent être motivés et publiés, tout document dont la Cour ne peut pas faire état dans les considérants du jugement, doit être écarté de la procédure. Ce serait, le cas échéant, par une décision interlocutoire que la Cour déciderait non seulement sur le huis-clos, mais sur l'admissibilité du moyen de preuve en question. La Cour ne peut ni assumer un droit d'exiger des Parties de fournir des preuves qu'elles refusent de produire, ni faire état d'un fait à elle connu, mais dont le secret est assuré par un engagement international. Pour autant que l'article 18 du Pacte de la Société des Nations est applicable, cette question ne peut cependant pas se poser.

Il résulte des considérations ci-dessus énoncées que la Cour devrait s'abstenir d'établir dans son Règlement des règles sur l'admissibilité des preuves. La Cour n'a pas encore assez d'expérience à ce sujet, et les dispositions du Statut peuvent suffire.

C'est seulement par rapport à la responsabilité des Parties pour tous leurs actes de procédure qu'il pourrait éventuellement y avoir un intérêt à poser une règle. Cette règle, qui, ne se rapportant pas exclusivement à l'une ou l'autre phase de la procédure, devrait trouver, le cas échéant, sa place dans les « dispositions générales » entre les articles 33 et 34, pourrait être conçue dans les termes suivants :

Article 33 bis.

Les États ou Membres de la Société des Nations qui sont Parties à un litige ou qui fournissent à la Cour des informations dans une procédure pour avis sont seuls responsables du fait d'avoir produit un document déterminé et de la présentation de toute déclaration faite de leur part au cours de la procédure. Si l'une des Parties dépose ou fait mention d'un document que l'autre Partie considère comme secret, ou si elle fait des déclarations que l'autre Partie considère comme portant sur des documents ou faits devant rester secrets, la Partie intéressée peut demander le huis clos en conformité de l'article 46 du Statut. La Cour, en statuant sur la demande de huis-clos, décide en même temps sur l'admissibilité du moyen de preuve en question.

Article 33 bis.

States or Members of the League of Nations which are Parties to a dispute or which furnish information to the Court in the course of advisory procedure shall be held solely responsible for the production of any particular document and for any statement made on their behalf during the proceedings. Should one of the Parties submit or mention a document which the other Party considers as secret, or should it make statements which the other Party regards as bearing upon documents or facts which should remain secret, the Party concerned may demand that the proceedings shall be conducted in private in conformity with Article 46 of the Statute. The Court, when deciding upon the request that the proceedings shall be secret, shall at the same time decide whether the evidence in question is admissible.

ARTICLES 58 ET 60.

Intervention.

Le Règlement, sans y être obligé par les articles 62 et 63 du Statut, reconnaît aux États, dans son article 58 et dans l'alinéa 2 de son article 60, le droit d'annoncer, jusqu'au commencement de la procédure orale, au plus tard, leur intention d'intervenir. Si cette intention est seulement annoncée au moment où la Cour est prête à entendre les Parties, on risque cependant que des délais soient demandés par l'intervenant, délais que la Cour ne pourrait guère refuser. Pour éviter les retards qui s'ensuivraient, il serait désirable de stipuler que des mémoires ne peuvent être déposés par les intervenants que dans les délais fixés aux Parties elles-mêmes, et que les intervenants qui désirent plaider doivent notifier leur intention sous ce rapport à la Cour avant l'expiration du dernier délai fixé aux Parties dans la procédure écrite ; ils doivent, de même, être à la disposition de la Cour aux mêmes époques que les Parties. Il y aurait encore une autre voie à suivre : celle de remplacer le *dies ad quem* des articles 58 et 60 par un *dies a quo*.

La première solution paraît recommandable plutôt pour la situation envisagée à l'article 58, où il n'y a pas de notification directe

par le Greffier aux États éventuellement intéressés, mais seulement la communication de la requête aux États Membres de la Société des Nations. La deuxième solution, par contre, s'adapte mieux au cas visé par l'article 60, qui prévoit que le Greffier doit notifier sans délai les États qui ont participé à la Convention qu'il s'agit d'interpréter.

L'article 60 devrait encore être complété pour préciser quelles sont les conventions qui pourront servir de base à une demande d'intervention aux termes de l'article 63 du Statut. Ces termes sont si vagues que l'on peut penser que l'intervention pourrait se rapporter, entre autres, à des conventions collectives qui entrent en ligne de compte pour des points incidents. La *ratio legis* de l'article 63 vaudrait sans doute aussi pour ces conventions, car une décision incidente ou un considérant exprime la manière de voir de la Cour ni moins ni plus qu'une décision principale.

Toutefois, j'estime que l'article 63 du Statut ne vise que les conventions collectives que la requête invoque immédiatement, parce que les Parties ont invoqué à leur égard la juridiction de la Cour.

Cette manière de voir se fonde sur les considérations suivantes :

Le Greffier, qui doit faire les notifications en vertu desquelles les États ont le droit d'intervenir, peut constater sans autre si la requête se base immédiatement sur une convention collective ; la notification est dans ces conditions un acte administratif. Par contre, il peut être très délicat de constater si des conventions collectives entrent en ligne de compte pour des points incidents, car cette question peut se trouver liée étroitement à la thèse de l'une ou de l'autre Partie, et il est bien possible que ce soit seulement la Cour, dans ses délibérations, qui puisse s'apercevoir que pareille convention doit être interprétée incidemment, en vue de la décision de l'affaire. Si, encore, dans cette phase de la procédure, des notifications étaient à faire, la procédure se trouverait probablement arrêtée pendant les délais qui devraient être accordés aux États signataires desdites conventions. Aussi le deuxième alinéa de l'article 63 du Statut milite-t-il en faveur d'une interprétation restrictive. L'arrêt ne peut décider des points incidents que comme tels et en dehors du dispositif de l'arrêt sur le fond, et ne peut interpréter dans le dispositif que les règles conventionnelles pour lesquelles la compétence de la Cour est invoquée en l'espèce par les Parties au litige. La force de la chose jugée ne peut, dans le cas des États intervenants, aller plus loin que dans celui des Parties elles-mêmes. Il est donc logique de penser que le droit d'intervention est coextensif avec la possibilité d'être éventuellement lié par le dispositif de l'arrêt.

L'alinéa 1 de l'article 58 serait conçu de la manière suivante, le deuxième restant maintenu :

Toute requête aux fins d'intervention, aux termes de l'article 62 du Statut, est communiquée au Greffier au plus tard dans le dernier délai fixé aux Parties dans la procédure écrite. Il en est de même de tout mémoire qui, l'intervention une fois admise, pourra être déposé par l'intervenant.

(Alinéa 2 : « La Cour peut, toutefois, en raison de circonstances exceptionnelles, prendre en considération une requête présentée plus tard. »)

Any application for permission to intervene, under the terms of Article 62 of the Statute, must be communicated to the Registrar at latest before the expiration of the last time limit fixed for the Parties in the written proceedings. The same shall apply to any Case, etc., which may be filed by the intervener when permission to intervene has been granted.

(Paragraph 2 : "Nevertheless the Court may, in exceptional circumstances, consider an application submitted at a later stage.")

L'article 60 serait rédigé comme suit, le présent alinéa 2 étant maintenu comme alinéa 3 :

La notification prévue à l'article 63 du Statut sera adressée à tout État qui a participé à une convention pour laquelle la juridiction de la Cour est invoquée dans le compromis ou dans la requête.

La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, fixe en même temps les délais dans lesquels les États qui désirent intervenir déposeront leurs mémoires, s'il y en a.

« La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, prend les mesures nécessaires pour permettre à l'État intervenant de prendre connaissance des documents de l'affaire, pour autant qu'ils concernent l'interprétation de la convention en cause, et de soumettre à la Cour ses observations à ce sujet. »

The notification provided for in Article 63 of the Statute shall be sent to every State which is a Party to a convention relied upon in the special agreement or in the application as governing a dispute submitted to the Court.

The Court, or the President, if the Court is not sitting, shall at the same time fix the times within which States desiring to intervene are to file any Cases, etc.

“The Court, or the President, if the Court is not sitting, shall take the necessary steps to enable the intervening State to inspect the documents in the case, in so far as they relate to the interpretation of the convention in question, and to submit its observations thereon to the Court.”

ARTICLE 71.

Juges ad hoc dans la procédure pour avis.

Le principe de l'égalité des Parties est un principe essentiel à toute procédure contentieuse. Pour autant que la procédure consultative est analogue à cette dernière, ledit principe devrait s'appliquer par analogie. L'objection principale contre l'application par analogie de l'article 31 du Statut à l'article 71 du Règlement consiste dans le fait qu'il se peut que dans une procédure consultative il n'y ait rien qui corresponde à des « Parties », ou qu'il soit douteux quels États devraient jouir des droits reconnus aux « Parties ». On tourne cette difficulté si l'on limite l'application par analogie de l'article 31 aux cas où l'affaire soumise à la Cour pour avis fait déjà l'objet d'une procédure dans laquelle il y a des Parties. Cela peut être le cas dans une procédure devant la Société des Nations (article 15 du Pacte) ou dans une procédure de conciliation, d'arbitrage, etc. Il se peut, il est vrai, que d'autres situations se présentent où il y a des États intéressés qui sont en fait des Parties, mais qui, dans une affaire déterminée, n'ont pas été traités comme telles (par exemple, l'Allemagne et la Pologne dans l'affaire de la Haute-Silésie devant le Conseil et devant la Conférence des Ambassadeurs), mais ce sont là des exceptions : la règle envisagée ci-dessus aurait bien fonctionné dans les affaires qui ont été portées devant la Cour (Tunisie-Maroc, Javorzina, Carélie orientale, Saint-Naoum, Échange des populations, Dantzig, Mossoul). Si, par malheur, un cas exceptionnel se présente, où la règle n'aboutirait pas à un résultat satisfaisant, il vaudrait mieux que l'attitude de la Cour fût déterminée par un texte positif, afin d'éviter qu'à cause du silence du Règlement, cette attitude puisse être mal interprétée par les États prétendus intéressés. Une solution pourrait éventuellement être trouvée sur la base du nouvel article 4 *bis* (voir *supra*), mais, dans l'ordre d'idées développé ci-dessus, un nouvel alinéa pourrait

aussi être inséré entre les deux alinéas actuels de l'article 71, alinéa dont les termes seraient les suivants :

Les dispositions de l'article 31 du Statut s'appliquent dans tous les cas où l'affaire qui est soumise à la Cour pour avis concerne directement une procédure pendante devant le Conseil de la Société des Nations ou devant une instance arbitrale ou de conciliation et dans laquelle des États ou Membres de la Société des Nations apparaissent comme Parties.

The provisions of Article 31 of the Statute shall apply in all cases in which the question which is submitted to the Court for advisory opinion directly concerns proceedings which are pending before the Council of the League of Nations or before some arbitration or conciliation tribunal, and in which States or Members of the League of Nations appear as Parties.

C. — OBSERVATIONS DE M. HUBER

DU 21 MAI 1924 (REVISÉES).

I.

Messieurs le Président et le Vice-Président de la Cour ont bien voulu soumettre à leurs collègues un projet de revision des articles 71 à 74 du Règlement (procédure consultative).¹

D'une manière générale, je suis opposé à une revision du Règlement au moment actuel : le Règlement de 1922 est trop récent pour être révisé sans nécessité pressante déjà en ce moment, et l'expérience gagnée lors du traitement des neuf affaires dont la Cour a eu à s'occuper ne permettent guère d'établir des règles qui soient vraiment à l'abri de la possibilité de devoir être à leur tour modifiées à la lumière de nouvelles expériences contraires. Il serait désirable, dès lors, que la Cour puisse développer au moyen d'une pratique consciente, systématique et prolongée les nouvelles règles qu'elle voudra éventuellement consigner dans son Règlement.

Il y a toutefois deux raisons importantes pour que la Cour aborde déjà, à la prochaine session, la revision du Règlement : l'absence ou l'insuffisance d'autres affaires, et le fait que, depuis près d'une année, elle se trouve saisie de deux mémoires de très haute importance touchant à un point fondamental de la procédure pour avis.² Toutefois, si la Cour entre en matière au sujet de la revision du Règlement, il semblerait indiqué de pouvoir faire porter la discussion aussi sur des points autres que les articles 71 à 74.

II.

J'ai étudié avec le plus grand intérêt le projet élaboré par MM. Loder et Weiss, et je me permets de soumettre à mes collègues quelques observations relatives à ce projet, ainsi que d'y ajouter quelques suggestions sur d'autres points mais qui pourraient éventuellement se réaliser dans le cadre des nouveaux articles 71 à 76. Pour les raisons développées ci-dessus, je crois que la Cour ne devrait réviser le titre relatif aux avis que si les innovations avaient une importance matérielle considérable. Le projet présenté aux membres de la Cour ne concerne qu'un seul point réellement important, savoir l'admissibilité d'opinions dissidentes, point sur lequel je serais cependant entièrement opposé à une modification du *statu quo*.

En ce qui concerne les différents nouveaux articles proposés, je crois devoir faire pour le moment les remarques suivantes :

¹ Voir ci-après, p. 281.

² Les notes de MM. Altamira et Moore de septembre 1923 (voir ci-après, pp. 293 et 294).

Article 71. — Voir sub III *infra*.¹

Article 72. — Le point essentiel dans cet article est le choix des États auxquels la notification de la requête doit être faite, notification qui leur permettra de fournir, le cas échéant, des renseignements à la Cour. La procédure pour avis est, contrairement à la procédure contentieuse, une affaire intérieure de la Société des Nations. Pour cette raison, la notification *ex officio* aux États mentionnés à l'annexe au Pacte et qui ne sont pas Membres de la Société des Nations, n'est pas justifiée et paraît critiquable du point de vue même de ces États. Ce qui est important, c'est la possibilité de notifier la requête à tous les États susceptibles de fournir des renseignements à la Cour. La nouvelle rédaction, comme la présente, laisse ce point dans le vague. Mais notre expérience, notamment dans les affaires dites des minorités allemandes en Pologne et de la Carélie orientale, a démontré toute l'importance et la nature fort délicate de ce point. Il importe pour la Cour de pouvoir entendre, dans des conditions d'égalité, tout État qui soit à même de fournir des renseignements utiles. La rédaction actuelle de la disposition dont il s'agit paraît même exclure la faculté, que la Cour a revendiquée en l'exerçant à plusieurs reprises, de s'adresser à des États non Membres de la Société des Nations.

Pour le choix des États non Membres de la Société des Nations, ainsi que pour la sélection des organisations internationales à notifier, la règle établie à l'article 33 *i. f.* du Règlement pourrait être, me semble-t-il, utilement appliquée : ce choix, cette sélection, n'appartiendraient au Président que quand la Cour n'est pas en session.

Dans cet ordre d'idées, il paraît être indiqué d'examiner la possibilité, voire la nécessité, de fixer des délais permettant aux États d'outre-mer de fournir des renseignements en temps utile. On se souvient des critiques exprimées à ce sujet lors de notre première session ordinaire. Sauf en cas d'urgence, les délibérations de la Cour ne devraient commencer qu'après un laps de temps suffisant pour permettre à tout État Membre de la Société des Nations de faire parvenir à l'un de ses représentants diplomatiques en Europe les instructions nécessaires pour expliquer à la Cour le point de vue de son gouvernement.

Article 73. — Il paraît difficile de refuser à l'Assemblée et au Conseil le droit d'être entendus. Vis-à-vis des autres organisations internationales ou des États, la Cour a sans doute une liberté plus grande.

Il y a lieu de se prononcer sur ce point au sujet de la question de la publicité de la procédure pour avis. Je tiens à déclarer que, d'une manière générale, je me place entièrement sur le terrain des idées exposées dans le mémoire de M. Moore. La ligne de démarcation entre l'arrêt et l'avis est en bien des cas de fait très peu distincte : c'est pourquoi il n'y a qu'une solution d'acceptable, savoir l'application à toutes les activités de la Cour des principes de la procédure judiciaire. Cela posé, je crois toutefois devoir constater que le principe de la publicité, tel qu'il a été appliqué dans la procédure pour avis, présente des désavantages auxquels aucun avantage réel ne correspond. J'ai l'impression que la plupart des débats oraux qui ont eu lieu devant la Cour n'ont été en tant que tels que d'une utilité minime pour elle et que dans bien des cas ils auraient pu être avantageusement remplacés par un échange de mémoires écrits. La procédure dite orale se réduit fatalement à une simple lecture de mémoires aussi longtemps qu'il n'y a pas d'audition de témoins, etc., et que la Cour se montre peu disposée à poser des questions aux représentants accrédités auprès d'elle. En ce qui concerne la procédure contentieuse, nous sommes liés par le Statut ; mais pour ce qui est des avis, la Cour est libre de réduire la publicité à ce qui est utile et essentiel. Je ne puis reconnaître aucune utilité aux audiences dites publiques où il y a un constant va-et-vient de curieux ou de touristes visitant le Palais de la Paix,

¹ Page 256.

et où les véritables intéressés ne sont souvent représentés que très sporadiquement. Bien des fois on m'a dit combien peu ces audiences donnent une idée du véritable travail et de l'importance réelle de la Cour.

Pour la publicité de la procédure pour avis, il paraît essentiel :

- 1) que les avis soient rendus publics sans retard ;
- 2) que les États qui interviennent dans la procédure pour fournir des renseignements et qui peuvent être matériellement assimilables à des « Parties », aient connaissance de tous documents produits à la Cour, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de documentation secrète ni de déclarations *ex parte* ;
- 3) que, lors des audiences, tous représentants des États aient accès à la salle et de même, peut-être, toute personne qui en fait la demande (presse, etc.).

Dans ces conditions, tout en évitant certains désavantages inhérents au régime actuel, on serait à l'abri d'influences secrètes aussi complètement que sous ce régime. Mais il y aurait des audiences publiques, dans le sens susindiqué, seulement au cas où le Conseil ou l'Assemblée demanderait à être entendus, ou que la Cour ferait droit à une demande analogue émanant d'autres organisations internationales ou d'États.

Article 74. — Le droit pour la Cour de demander des renseignements complémentaires lui appartient jusqu'au moment où elle a pris sa décision aux termes de l'article 31, alinéa 4. L'expérience a prouvé que c'est seulement au cours de la discussion en Chambre du Conseil que tous les aspects d'une affaire apparaissent à la lumière. Pour cette raison, l'alinéa 3 du nouveau texte proposé de l'article 74 me paraît dangereux. Le droit pour la Cour de couper court à des exposés inutiles (alinéa 2) est nécessaire ; mais il ne peut s'agir là que de mettre un frein, au cours d'une audience donnée, aux développements où se lance quelque orateur, au sujet d'un point déterminé. La clôture définitive de l'audition d'un représentant dûment accrédité ne saurait avoir lieu qu'en vertu d'une décision prise après discussion en Chambre du Conseil.

Article 75. — Si on rédige l'article 75 conformément au texte proposé, il est clair qu'on supprime le droit pour les juges d'ajouter des opinions dissidentes aux avis de la Cour. Comme je l'ai déjà remarqué, je combattrais cependant de toutes mes forces une pareille innovation, et cela pour les mêmes raisons qui ont été invoquées par M. Moore en faveur du maintien du principe de la publicité. Le droit d'énoncer leurs opinions dissidentes reconnu aux juges par le Statut en matière d'affaires contentieuses est le palladium de la Cour contre toute influence politique. L'affinité très étroite qui existe entre les arrêts et les avis donne au principe ainsi exprimé une valeur égale pour les deux genres de procédure. Si, d'ailleurs, des raisons pratiques peuvent être invoquées contre la faculté donnée aux juges de rendre public leur dissentiment quand il s'agit d'un arrêt qui lie les Parties et qui est sans appel, il y a au contraire, en ce qui concerne les avis, un intérêt très réel pour la Société des Nations de connaître toutes les opinions raisonnablement soutenues sur la base d'arguments juridiques. Il serait même désirable, à ce point de vue, que les opinions dissidentes fussent toujours motivées en détail, comme l'avis même.

Article 76. — Pour les raisons exposées ci-dessus (article 73), la lecture publique des avis devrait être entièrement supprimée. L'article serait alors rédigé comme suit : « L'avis est communiqué sans retard. . . »

III.

Le projet de MM. Loder et Weiss est muet sur un point important qui est traité dans le texte actuel, et je présume que ce silence doit être interprété comme invitant à la discussion sur ce point même. L'article 71 (actuel), que paraît supprimer l'article 71 (nouveau), statue que les avis sont donnés par la Cour plénière. Aucune indication à ce sujet ne se trouve dans les nouveaux articles. Faut-il en

tirer la conclusion que la Cour pourrait, selon le projet, donner des avis en Chambre de procédure sommaire et en Chambre spéciale ?

La Cour a exclu cette possibilité en établissant son Règlement, et cela surtout grâce aux termes de l'article 25, alinéa premier, du Statut. L'interprétation de cette disposition adoptée par le Règlement peut être soutenue par des arguments sérieux, mais elle n'exclut pas d'emblée toute autre. Donc, il est possible d'envisager d'autres interprétations dès que d'autres solutions paraîtraient plus conformes à l'intérêt de la Cour et aux buts en vue desquels elle est créée.

Lors de la session du mois de mars dernier du Conseil de la Société des Nations, on a renvoyé à une commission spéciale pour avis des questions juridiques, en passant outre à la Cour, et cela parce que le renvoi à la Cour comporterait, suivant le Conseil, une perte de temps inutile. Cet argument ne résiste déjà pas à une analyse entreprise exclusivement au point de vue formel ; mais il n'en est pas moins vrai que l'on ne serait guère justifié de convoquer la Cour en session extraordinaire pour un avis qui n'aurait pas une importance considérable (soit en raison des questions de principe soulevées, soit en raison des intérêts politiques en jeu), et cela à cause des frais qui s'ensuivraient et des inconvénients causés aux juges résidant loin de La Haye.

Les raisons qui ont déterminé l'établissement des Chambres spéciales et celle dite de procédure sommaire, sont au fond les mêmes que celles qui ont été à la base de la clause du projet du Comité des Dix prévoyant un collège de cinq juges devant s'occuper des avis : c'est-à-dire la volonté de faciliter le recours à la Cour en mettant toujours à la disposition des Parties, c'est-à-dire des intéressés, qui seraient d'accord pour le désirer, une Chambre spéciale peu nombreuse.

Lors des délibérations dans le Troisième Comité de l'Assemblée de 1920, on a supprimé, au dernier moment et sans se rendre compte de toutes les conséquences de cette amputation, les dispositions relatives à la procédure pour avis. Cette décision a été avant tout inspirée par le désir d'éviter de lier à des règles précises l'activité de la Cour sur un terrain qui était encore peu connu. Ce serait par conséquent aller à l'encontre de la pensée des auteurs du Statut que de soutenir que le silence de ce document au sujet de la procédure pour avis aurait l'effet de lier la Cour à une interprétation trop rigide de l'article 25.

Toutefois, ces considérations ne sauraient prévaloir contre des stipulations formelles du Statut. Ce document, en effet, est la seule base juridique de la Cour, et c'est uniquement dans son premier chapitre que l'organisation de celle-ci se trouve définie. Le fait que le Statut ne règle que l'une des deux fonctions visées par l'article 14 du Pacte — article qui a plutôt le caractère d'un point du programme politique pour l'action de la Société des Nations — est la cause des difficultés que présente l'examen des bases juridiques de la procédure pour avis. Une interprétation toute formelle et très étroite du Statut, notamment de son chapitre 2, semblerait même exclure une procédure non contentieuse éventuelle. En édictant les articles 71 et suivants de son Règlement, la Cour, se basant sur l'article 14 du Pacte, a interprété assez librement le Statut, mais elle a respecté le principe essentiel suivant lequel le Règlement tout entier doit s'appuyer sur le Statut. L'absence dans ce document de clauses concernant expressément la procédure pour avis n'autorise pas la Cour à légiférer à ce sujet librement *præter legem*. L'exclusion des juges nationaux des affaires où l'avis équivaut en fait à un jugement s'approche peut-être des limites extrêmes d'une interprétation admissible.

Il résulte de ce qui précède que les Chambres spéciales et notamment la Chambre de procédure sommaire ne peuvent donner des avis que si les articles 26 à 29 du Statut ne s'y opposent pas. Nous avons déjà développé les arguments qui peuvent être tirés de la genèse du Statut en faveur de la possibilité de reconnaître aux Chambres la faculté de donner des avis, mais ce qui pour moi est décisif, c'est le texte même des articles qui viennent d'être cités.

En commençant par le côté formel, c'est-à-dire l'interprétation littérale des articles 26, 27 et 29, il y a lieu de faire remarquer ce qui suit :

1. — Le texte français emploie toujours le terme « affaires », qui peut comprendre aussi bien les affaires contentieuses que les avis ; il en est de même de l'expression *business* dans le texte anglais de l'article 29. D'autre part, le terme *cases* dans les articles 26, 27 et 29 paraît viser des affaires contentieuses.

2. — Dans les trois articles, il est question des « Parties » dont le consentement forme la base de la compétence des Chambres.

L'examen du libellé des textes semble dès lors conduire à des conclusions plutôt contraires à l'extension de la compétence des Chambres ; mais l'on arrive à un tout autre résultat si l'on se place au point de vue de la *ratio legis* :

1. — Les avantages que les Chambres présentent (rapidité, économie et, pour les Chambres de Travail et des Communications, expérience spéciale), sont d'une valeur identique pour les deux genres de procédure. La simplification de la procédure se justifie dans la mesure où l'importance de l'affaire est moins grande ; or, d'une manière générale, les avis, qui ne créent pas de chose jugée, sont moins importants que les arrêts.

2. — Le danger qui consisterait à permettre à une partie des membres de la Cour de préjuger dans quelque mesure d'une question juridique importante dont la Cour plénière serait peut-être saisie plus tard, existe au même degré pour les deux genres de procédure. Les affaires sommaires peuvent soit concerner soit soulever de manière indirecte les questions les plus graves. La nature même des avis rend plutôt ces dangers moins graves en ce qui concerne la procédure consultative. Il y aurait du reste moyen de prévoir le droit pour une Chambre saisie pour avis d'une affaire de provoquer le renvoi soit au Conseil, soit, directement ou indirectement, à la Cour plénière.

3. — Si les articles 26 à 29 envisagent la présence de « Parties », c'est pour deux raisons : d'une part, les affaires contentieuses sont ou devraient être la besogne principale de la Cour, et, d'autre part, il est important de sauvegarder le droit pour chaque Partie de demander à être jugée par la Cour plénière. En matière d'avis, c'est le Conseil et l'Assemblée qui tiennent la place des Parties ; ce sont eux qui mettent la Cour en mouvement et c'est à eux de décider s'ils désirent se contenter d'un avis préparé par une Chambre au lieu d'être élaboré par le *plenum*. Pour ce qui est notamment de la Chambre de procédure sommaire, il paraît y avoir un facteur spécial en faveur d'une compétence consultative à elle confiée : l'absence des juges nationaux. Sous ce rapport elle fonctionne dans les mêmes conditions que la Cour plénière lorsque, d'après la procédure actuellement en vigueur, elle s'occupe des avis consultatifs.

Tout en reconnaissant que l'interprétation donnée à l'article 25 par le Règlement, à l'avantage d'être simple et conforme à la lettre du Statut, l'idée de l'application par analogie des articles 26 à 29 à la procédure consultative paraît au moins mériter un examen très sérieux de la part de la Cour.

IV.

En dernier lieu, je me permets de soulever les points suivants, qui ne concernent cependant pas exclusivement la procédure pour avis, en ajoutant que la réalisation des suggestions que je me permettrai d'avancer pourrait fort bien se faire dans le cadre du Règlement actuel, de sorte que, une fois la majorité des juges convaincue de leur utilité, on pourra les incorporer dans le Règlement à la première occasion où une revision de ce document s'imposera.

1. — La lecture des jugements et des avis devrait, exception faite des affaires urgentes, être renvoyée à la fin de la session. En tout cas on devrait abandonner la pratique actuelle suivant laquelle, la décision de la Cour une fois intervenue, on précipite l'impression et la publication de l'arrêt ou de l'avis. Abstraction faite des frais

CRITIQUES FORMULÉES PAR M. DE BUSTAMANTE

supplémentaires causés par l'impression extra-rapide, des désavantages graves s'ensuivent. Les juges n'ont pas la possibilité de relire l'arrêt ou l'avis, résultat de discussions laborieuses et fatigantes et de solutions transactionnelles, après avoir gagné une certaine distance vis-à-vis du produit de leur travail, mais pendant qu'il est encore temps de l'amender.

2. — Le dernier alinéa de l'article 31 du Règlement est destiné à éviter que la Cour ne prenne des résolutions dont les termes exacts ne soient pas connus de tous les juges. Mais il n'exclut pas suffisamment la possibilité de décisions précipitées. A mon avis, sauf les cas d'extrême urgence, et où il ne s'agit que de bagatelles, la décision au sujet d'une proposition touchant la procédure ne devrait pas intervenir dans la séance même au cours de laquelle la proposition fut faite.

3. — Pour les motifs déjà exposés plus haut en ce qui concerne la procédure pour avis, il serait désirable de réduire la lecture publique aussi des arrêts au minimum exigé par le Statut. Si la Cour doit une fois passer jugement sur une affaire très compliquée et contenant de longs exposés de faits, la lecture suivante la méthode appliquée actuellement deviendra presque physiquement impossible et sera en tout cas absurde. Déjà maintenant, la lecture, devant une salle qui se vide et se remplit à nouveau continuellement, fait une impression très pénible. On pourrait se borner :

- a) à ne lire que le texte qui fera foi ;
- b) à ne lire que les arguments juridiques, le dispositif et les noms des juges présents, ainsi que, le cas échéant, les opinions dissidentes (voir articles 56 et 57 du Statut).

Je me réserve de formuler des propositions nettes sur la base de l'exposé ci-dessus,

- a) si la Cour décide d'aborder dès sa cinquième Session la revision de son Règlement ; et
- b) quand j'aurai pu prendre connaissance des mémoires et propositions de mes collègues.

(Signé) MAX HUBER.

Le 21 mai 1924.

2.

CRITIQUES ET SUGGESTIONS FORMULÉES PAR M. DE BUSTAMANTE

DANS SON LIVRE SUR LA COUR PERMANENTE
DE JUSTICE INTERNATIONALE.

(Édition espagnole, Madrid 1925 ; édition française, *Recueil Sirey*, Paris 1925 ; édition anglaise, New-York 1925. ¹)

1) Les juges sont tenus de concourir par leur vote aux décisions et n'ont pas le droit de s'abstenir, car si cette faculté était accordée, les affaires pourraient rester sans solution. Les législations internes ont coutume d'indiquer que le juge encourra une responsabilité s'il se refuse à juger sous prétexte de silence, d'insuffisance ou d'obscurité des lois. Il doit en être de même dans les relations internationales. (140.)

(M. de Bustamante ne paraît pas demander l'introduction dans le Règlement d'une stipulation à cet effet. L'obligation pour les juges de voter lui semble aller de soi.)

¹ Le présent résumé a été préparé par le Greffe de la Cour. Les numéros entre parenthèses à la fin de chaque article se réfèrent aux paragraphes de M. de Bustamante, qui sont les mêmes dans le texte espagnol et dans le texte français.

2) Si l'Amérique confie des procès à la Cour, l'atmosphère américaine et la proximité du lieu où se trouvent les Parties seront nécessaires pour que les décisions soient entièrement justes. (146.)

3) C'est sans nécessité évidente que le Règlement établit une exception à la date normale d'ouverture de la session ordinaire, lorsqu'il dit que l'année qui suit le renouvellement intégral de la Cour, la session ordinaire commence le 15 janvier. (155.)

4) Aucun texte ne dit comment est réglée la question de savoir si la Cour a ou non la personnalité juridique ; rien ne dit non plus quelles sont les règles qui détermineront son attitude et sa conduite dans les relations autres que d'ordre judiciaire, qu'elle pourrait avoir à entretenir avec un État quelconque, y compris la Hollande. La question est importante, et un jour ou l'autre elle sera soulevée. Sa solution dépendra d'un accord entre les nations liées par le Statut. (159.)

5) Oubliant la possibilité de porter à quinze le nombre des juges, l'article 4 du Règlement parle du cas où la Cour pourra « siéger avec un nombre de juges plus élevé que onze ». Il semble que l'indication de cette hypothèse ne doit pas exclure les autres, et que là où le Règlement dit *onze*, il faut lire le chiffre correspondant au nombre des juges titulaires composant la Cour à un moment donné. (196.)

6) Peut-on compter, dans le calcul du quorum de neuf, les juges nationaux ? Il y a des arguments pour ou contre, mais une réponse affirmative serait dans l'intérêt du fonctionnement de la justice. (196.)

7) Aucune règle, à part la seule obligation de pouvoir exercer dans leur pays respectif la profession d'avocat, ne précise les qualifications que doivent posséder les agents, conseils et avocats des Parties. La réglementation viendra quand le nombre de litiges pendants au tribunal l'imposera. Là, comme dans l'intérieur des États, les privilèges et l'autorité de la défense doivent être grands, et la noblesse de cette mission professionnelle doit faire exiger en retour des études et des qualités personnelles pour son exercice. (199.)

8) La demande visant l'emploi d'une langue non officielle doit-elle être, ou non, présentée d'accord par les Parties ? Le cas s'est présenté pour l'allemand, qui a été admis pour des exposés oraux, mais il y a eu des discussions sur le sens de l'article 39 du Statut, qui est rédigé au pluriel. (201.) (M. de Bustamante ne se prononce pas sur ce point.)

9) Le Règlement, suivant l'erreur du Statut qui confond la justice et l'arbitrage, prévoit la possibilité pour les Parties de modifier la procédure d'un commun accord. Dans la vie judiciaire, afin de hâter les choses, les Parties peuvent renoncer à des formalités prescrites, mais non régler à leur choix la procédure. (203.)

10) En dehors des cas où il s'agit de l'application ou de la portée d'un traité ou d'une convention générale, il ne paraît pas nécessaire que le Greffier communique l'acte introductif d'instance aux Membres de la Société des Nations. Et, même dans cette éventualité, la communication devrait être faite directement et non par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Société. (204.)

11) Il est incompréhensible que l'on ait obligé les Parties, lorsque l'instance est introduite par un compromis, à présenter ensemble leurs pièces de procédure écrite, car, ce faisant, chacune ignore ce que dit l'autre. S'il y avait deux fois deux échanges de documents, on comprendrait bien le but du deuxième et du quatrième document, qui serait de répondre aux arguments que l'adversaire présente dans le premier et le troisième ; mais trois échanges, pourquoi ? (207.)

12) L'article 40 du Règlement ne contient aucune disposition relative au contenu de la réplique et de la duplique. (208.)

13) Il est inutile de différencier le mémoire de la requête. Tout ce qui compose le mémoire peut et doit être contenu dans la requête : c'est ce qui se passe dans la procédure interne des pays bien organisés et il en résulte que l'on gagne du temps et que l'on évite des formalités. (208.)

14) Le système d'après lequel il appartient à la Cour, ou à son défaut au Président, de fixer les délais, ne paraît pas entièrement satisfaisant. Il vaudrait mieux que ces délais fussent fixés par la loi de procédure et soient ainsi connus d'avance par les plaideurs. Il ne peut y avoir à cela aucune difficulté, parce qu'ils ne commencent à compter que du jour où ils sont notifiés et parce qu'en général « ils peuvent être prolongés jusqu'à concurrence d'une fraction également fixe du délai originaire ». Cette méthode permet, pour le profit de tous, un examen plus rapide de l'affaire ; un jugement est toujours un peu injuste quand il commence à être tardif. (209.)

15) Le Statut et le Règlement ne définissent ni ne précisent l'administration des preuves, et c'est la Cour qui doit prendre les mesures que comporte cette administration. (211.)

16) Dans son article 45, le Règlement stipule que la Cour peut statuer sur la question de savoir si les représentants des Parties doivent plaider avant ou après la présentation des divers moyens de preuve. La première hypothèse paraît étrange. (211.)

17) Aucune stipulation ne fixe devant quelle autorité doivent déposer les témoins entendus en dehors de la Cour. Rien non plus n'est dit de la convocation des Parties pour les auditions, de leurs concours à cette fin, ni des *cross-examinations*. (212.)

18) La disposition de l'article 56 du Règlement d'après laquelle chaque Partie peut présenter la note de ses frais avant la clôture des débats n'est pas satisfaisante. En dehors de l'influence que la présentation de la note peut avoir sur la décision relative aux frais — parce que la Cour prend comme une renonciation aux frais le défaut de présentation de la note —, il n'est logique de demander les frais que lorsque c'est utile ou nécessaire, et, selon tous les codes de procédure pratiques, l'occasion pour ce faire se présente toujours après la décision et seulement pour le plaideur en faveur duquel est intervenue une condamnation aux frais. (213.)

19) Si la Cour, du fait de l'adjonction d'un juge national, siège à douze ; s'il se produit alors un partage de voix et que le président soit de la nationalité de l'une des Parties, l'équilibre cherché par la fâcheuse disposition relative aux juges nationaux disparaît. On pourrait trouver une solution en disant que le juge de la même nationalité que l'un des plaideurs ne peut présider les débats de la Cour dans le procès. Une disposition de ce genre, que M. de Bustamante ne peut cependant préconiser, — puisque le système actuel du juge *ad hoc*, inspiré de l'arbitrage, lui paraît, dans son ensemble, peu séant, — pourrait offrir une solution en harmonie avec l'état actuel des choses. (214.)

20) L'article 61 du Règlement stipule que la Cour prend acte de l'accord des Parties sur la solution du litige, s'il lui est notifié avant la clôture de la procédure. Cette disposition est inexplicable. Rien n'empêche les plaideurs d'arriver par eux-mêmes à une solution même après la clôture des débats ; ils peuvent toujours le faire, que la Cour le veuille ou non. (215.)

21) Il est une autre objection à ce même article 61. Pourquoi l'accord des Parties est-il requis à fin d'arrêter la procédure ? Cela peut être admissible dans certaines hypothèses d'arbitrage ou dans le cas d'une affaire introduite par compromis, mais dans les demandes ordinaires et courantes, il n'y a qu'à donner au demandeur la faculté de se désister, à ses propres risques. Il en est ainsi dans les législations internes, et c'est le seul système qui présente des avantages dans la pratique. (215.)

22) L'article 58 du Règlement permet à la Cour, en raison de circonstances exceptionnelles, de prendre en considération une requête aux fins d'intervention même si elle est communiquée après l'ouverture de la procédure orale. Cette règle peut donner lieu à des plaintes et à des injustices ; elle peut obliger à revenir en arrière dans la procédure et peut-être à modifier toute la preuve. Si une Puissance tierce est informée trop tard qu'elle a dans une affaire pendante des intérêts juridiques, outre que ce sera la faute de ses fonctionnaires, puisque les procédures de la Cour sont publiques, elle

ne perd absolument rien, puisqu'en droit international, comme en droit interne, une sentence n'a force de chose jugée que pour les Parties entre lesquelles elle est rendue. (217.)

23) L'article 60 du Règlement paraît n'être fait qu'en faveur des États proprement dits ; il faut sans aucun doute lire « États ou Membres de la Société des Nations ». (217.)

24) Il appartiendra à la pratique de fixer les règles relatives aux formalités à accomplir par un pays qui désire intervenir aux termes de l'article 63 du Statut, et en ce qui concerne les délais et les preuves. (217.)

25) Les dispositions du Règlement relatives à la procédure sommaire dénie sans raison la faculté au demandeur, en donnant par avance son consentement, de laisser au défendeur la possibilité d'accepter de soumettre le litige à la procédure sommaire. (218.)

26) C'est sans nécessité et à l'encontre de ce qui se passe dans la procédure ordinaire que l'article 68 du Règlement exige la convocation de la Chambre de procédure sommaire « dans le délai le plus bref possible », dès réception de l'acte introductif d'instance. La procédure écrite pourrait et devrait se passer tout entière devant le Président, avec l'intervention du Greffier. (218.)

27) L'article 69 parle de la présentation par chaque Partie, en procédure sommaire, d'un mémoire écrit. Cette présentation a-t-elle lieu simultanément ou non ? (218.)

28) L'article 69 dit encore que si la Chambre ne se considère pas comme suffisamment éclairée par les mémoires, elle peut instituer, sauf accord contraire des Parties, une procédure orale. Donc, il n'y a pas, d'office, de débats oraux : cela paraît cependant essentiel dans toute instance. Mais, d'autre part, si la Cour ne s'estime pas suffisamment éclairée par la procédure écrite, et qu'elle veuille des plaidoiries, les Parties peuvent-elles s'y opposer ? Ce serait là un résultat curieux. (218.)

29) Le Règlement ne fixe pas la procédure pour les exceptions d'incompétence soulevées par le défendeur *in limine litis* ou bien par l'intervenant, au moyen d'un incident. Comment ces procédures sont-elles instruites ? Dans un cas qui s'est présenté, et qui a probablement donné lieu à des opinions divergentes, il y a eu mémoire, contre-mémoire et procédure orale. (219.)

30) Il y a d'autres lacunes relatives à d'autres incidents : récusation de témoins, *cross-examination* (voir 21), intervention de toutes les Parties en cas de preuve administrée en dehors de la Cour, autorités compétentes à cet effet (voir également 21), taxe et opposition en matière de frais, etc. (219.)

31) Ce n'est que des précédents que résulte la faculté pour les juges de joindre à l'arrêt ou à l'avis leur opinion dissidente quand bien même elle n'a trait qu'aux motifs donnés par la Cour. (220.)

32) Le Règlement ne dit pas ce qui se produit, lors d'une revision, au cas où il serait impossible, tout en convoquant tous les juges ayant siégé la première fois, d'atteindre le quorum de neuf. Mais le sens commun et la nécessité de poursuivre le travail indiquent la solution à cette difficulté, qui est de compléter la Cour avec d'autres juges. (222.)

33) Dans le rapport accompagnant l'avant-projet des juristes de La Haye, il était dit, comme commentaire à l'ancien article 36, que même en procédure consultative, il y avait lieu, lorsqu'il s'agissait d'un conflit déjà né, de désigner *ad hoc* des juges nationaux. L'article 36 a été supprimé. Les commentaires et explications sont donc caducs, mais la question est d'ordre pratique et peut s'élever à chaque instant (v. Gabriele Salvio, *La Corte permanente di Giustizia internazionale*). Cependant, M. de Bustamante penche pour une solution négative, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une affaire proprement dite, et qu'il n'y a pas de Parties. (244.)

34) La solution adoptée par l'article 73 du Statut pour la communication des demandes d'avis n'est pas logique. D'abord, on aurait pu comprendre que les requêtes pour avis ne fussent communiquées

à personne, car c'est le consultant et non le consulté qui devrait se prononcer sur ce point. Mais puisqu'on en a décidé autrement, il fallait choisir entre deux systèmes : celui de les communiquer seulement aux Membres de la Société des Nations, collectivement représentés, ou celui de les porter à la connaissance de tous les pays. Mais le Règlement ordonne la notification aux États mentionnés à l'annexe au Pacte, même s'ils ne sont pas Membres de la Société des Nations, ce qui ne s'explique que pour réunir plus d'éclaircissements, et d'autre part ne la permet pas pour les autres États, encore qu'ils se soient obligés à comparaître devant la Cour ou qu'ils y aient adhéré et qu'ils s'y soient soumis expressément. Et après cette suppression, que, en se plaçant au point de vue d'obtenir une information plus complète, on pourrait estimer nuisible, le Règlement fait appel aux simples associations internationales qui ne peuvent jamais figurer comme Parties aux litiges devant la Cour. (246; voir également 255: communication de la demande d'avis n° 1.)

35) Le Président Loder voulait, avec beaucoup de raison, qu'avant d'être rendus publics, les avis fussent communiqués à l'organisme qui les avait demandés. Dans la pratique, on a fait le contraire : les avis, aussitôt rendus, sont lus en séance publique, et le consultant est informé de leur contenu par la presse. Bien plus, même les représentants des intéressés reçoivent une copie de l'avis s'ils sont présents à l'audience. (250.)

36) Tournant la difficulté par un artifice de forme, après que le droit de consulter directement la Cour fut dénié au Bureau international du Travail, cet organisme ne pouvant invoquer l'article 14 du Pacte, il a été décidé que le Conseil, devenu agent de communication, pourrait transmettre à la Cour une demande du Bureau international du Travail. La Cour, s'attachant plus à la forme qu'au fond, n'a pas vu d'inconvénient à examiner et à répondre à une question à elle soumise selon cette procédure, et qui en réalité ne provenait pas du Conseil et n'était pas pour lui. (256.)

3.

OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS DE M. ALTAMIRA CONCERNANT LA REVISION ÉVENTUELLE DU RÈGLEMENT DE LA COUR (JUN 1926).

Dans une correspondance que j'ai eue avec le Greffier entre le 24 décembre 1925 et le 6 janvier 1926, j'ai indiqué, tout en constatant qu'il m'était impossible de présenter avant le délai fixé par la Cour de nouvelles observations écrites concernant la réforme du Règlement, certains points et certains articles qui, à mon avis, devaient être touchés dans les travaux préparatoires de la délibération et compris dans la délibération elle-même.

La lecture de la brochure Distr. 794 m'a montré que la plupart de mes indications se trouvent déjà couvertes par les propositions d'amendements présentées par d'autres membres de la Cour et par le rapport du Greffier (pp. 72-88 du volume¹), notamment en ce qui concerne l'incorporation au Règlement des différentes résolutions prises par la Cour au sujet de la procédure en Chambre de Conseil, la mise en accord des articles 17, 20 et 22 et l'article 27, premier alinéa.

Il me semble donc superflu de développer maintenant les observations que j'avais envisagées. Il suffira que, lors de la discussion des amendements correspondants, j'indique, le cas échéant, les détails sur lesquels je pourrai m'écarter de la pensée des auteurs de propositions.

Je me limiterai, par conséquent, aux points qui ne se trouvent pas touchés par les amendements imprimés.

1. — Je pense qu'il serait utile d'insérer dans notre Règlement un article interprétatif de l'article 23 du Statut, en ce qui concerne

¹ Pages 303-316 du présent volume.

son deuxième alinéa (date du commencement de la session dite « ordinaire » : voyez l'amendement de M. Anzilotti et de M. Beichmann) et le troisième (« quand les circonstances l'exigent »). Ce dernier point a été souvent discuté par la Cour.

2. — *Article 44.* — Ce n'est pas exactement un amendement que je propose, mais une suggestion pour l'application pratique de l'article à notre procédure dans les audiences publiques. A maintes reprises on a fait remarquer et même on s'est plaint du temps que prennent à ces audiences les traductions orales, séance tenante, des exposés des représentants des Parties et des associations appelées à fournir des renseignements.

Il est à remarquer que cet article, aussi bien que le Statut de la Cour, se borne à établir le principe que des traductions seront faites dans la langue officielle de la Cour autre que celle employée dans les exposés, questions et réponses. Le moment auquel ces traductions seraient faites n'est pas arrêté. Etant donné que les exposés sont mis par écrit dans les deux langues, distribués aux membres de la Cour, aux Parties, et, enfin, imprimés, il semble que par ce moyen le principe se trouve appliqué et reste accompli et qu'on pourrait éviter la répétition orale des plaidoiries, renseignements, etc., qui se complique encore plus quand une troisième langue est employée.

On arriverait ainsi à une économie considérable de temps et de travail, tout en atteignant le même résultat positif. Le précédent déjà adopté dans ce sens en ce qui concerne la lecture des motifs des arrêts et avis, semble démontrer que la suggestion que je viens d'exprimer n'est pas contraire au principe adopté par le Statut.

3. — Pour ce qui concerne la procédure dans les avis consultatifs, je déclare retirer les deux notes présentées par moi à la Cour en septembre 1923 et en mai 1924 et qui se trouvent imprimées respectivement aux pages 63 et 54 de la brochure Distr. 794¹.

Il me semble désormais inutile de discuter ce point, et pour ma part j'y renonce totalement. Je me borne à regretter très fortement qu'une question que le Statut avait laissée à l'appréciation de la Cour, qui, par conséquent, appartenait au ressort intérieur de notre activité et de nos facultés corporatives et qui avait déjà pris en Chambre du Conseil l'état d'une question formellement posée pour être discutée et décidée par nous-mêmes, ait été résolue en dehors de la Cour d'une façon si inattendue et qui semble la soustraire définitivement à notre considération et au champ de notre Règlement.

Je prie la Cour de vouloir bien insérer cette déclaration dans le volume définitif dédié aux travaux de revision du Règlement, ou bien, si ce volume ne viendrait pas à être publié, dans les procès-verbaux de nos délibérations.

(Signé) R. ALTAMIRA.

4.

PROPOSITIONS DE M. ANZILOTTI ²

(NOVEMBRE 1925).

I. — LETTRE D'ENVOI.

La Haye, le 20 novembre 1925.

Monsieur le Greffier,

Faisant suite à votre lettre du 22 juin dernier ³, j'ai l'honneur de vous envoyer quelques propositions d'amendements au Règlement de la Cour.

¹ Voir présent volume, Section C, n° II, p. 293, et n° I, 2, p. 286 respectivement.

² Les textes anglais des amendements suggérés par M. Anzilotti sont des traductions préparées par le Greffe.

³ Voir page 244, deuxième note.

PROPOSITIONS DE M. ANZILOTTI

Je n'ai pas cru devoir ajouter un véritable exposé de motifs, car il me sera loisible de le faire au moment de la discussion ; j'ai toutefois expliqué, en quelques mots, la raison et le but de chaque proposition.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) D. ANZILOTTI.

2. — PROPOSITIONS.

Conformément à l'opinion que j'ai manifestée en maintes occasions, je me borne à proposer quelques additions et modifications qui me semblent imposées par des circonstances nouvelles ou suggérées par une expérience assez bien établie.

1) *Greffier-adjoint.*

La création de ce nouveau poste demande, à mon avis, une disposition correspondante dans le Règlement ; elle pourrait prendre place entre les articles 19 et 20.

Celle que je propose ci-dessous sanctionne la pratique que la Cour a adoptée lors de l'élection de ce fonctionnaire et cherche à en définir la condition juridique et les fonctions en conformité avec les idées dont la Cour s'est inspirée en proposant la création du nouveau poste.

Article 19 bis :

Un Greffier-adjoint placé sous la dépendance immédiate du Greffier, est chargé de collaborer avec lui dans l'accomplissement des fonctions qui, aux termes du présent Règlement, sont dévolues au Greffe.

Il remplace le Greffier en cas d'empêchement ou en cas de cessation de fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par la Cour à la désignation du nouveau Greffier.

L'élection du Greffier-adjoint a lieu conformément à l'article 17 de ce Règlement. Les dispositions des articles 18 et 19 sont également applicables.

Article 19 bis :

A Deputy-Registrar, placed under the immediate orders of the Registrar, shall be appointed to collaborate with the latter in the fulfilment of the duties which, under the terms of the present Rules, are entrusted to the Registry.

He shall act for the Registrar in the latter's absence, or in the event of his ceasing to hold his office, until a successor has been appointed by the Court.

The Deputy-Registrar shall be elected in accordance with the terms of Article 17 of the Rules. The provisions of Articles 18 and 19 shall also apply.

Si une disposition de ce genre est adoptée, il conviendra de supprimer la seconde partie de l'article 22 (« Le Président désigne », etc.).

2) *Faculté, pour le Président, de retarder la date de la session ordinaire.*

Je n'ai pas besoin de répéter ici les raisons pour lesquelles une disposition à cet effet est hautement désirable, ni les arguments qui prouvent que nous pouvons très bien interpréter le Statut dans un

sens assez large pour l'adopter. La disposition que je propose est la suivante :

Article 28 bis :

Lorsque, un mois avant la date de l'ouverture de la session ordinaire, il n'y a aucune affaire inscrite au rôle, le Président peut retarder le commencement de la session jusqu'au moment où la première affaire sera prête pour être traitée.

En aucun cas le commencement de la session ordinaire ne peut être retardé au delà du 15 octobre.

Article 28 bis :

Whenever, one month before the date of the opening of the ordinary session, there is no case or question on the list, the President may postpone the beginning of the session until such time as the first case or question shall be ready for hearing.

In no circumstances shall the beginning of the ordinary session be postponed beyond October 15th.

La date d'un mois avant l'ouverture de la session semble suffisante pour que presque tous les membres de la Cour, y compris les membres américains, puissent être touchés utilement par la notification du Président.

La date du 15 octobre est proposée car à ce moment-là les sessions de l'Assemblée et du Conseil sont terminées et il n'est guère probable que de nouveaux avis consultatifs nous soient demandés avant la fin de l'année.

3) *Exceptions préliminaires d'incompétence.*

Les cas qui ont été portés devant la Cour et qui, en toute probabilité, seront suivis par bien d'autres, suggèrent de combler une véritable lacune du Règlement. Les divergences profondes d'opinions qui se sont manifestées à cet égard entre les membres de la Cour rendent encore plus évidente cette opportunité.

L'article que j'ai l'honneur de proposer est inspiré des idées suivantes :

a) Tenir compte, pour autant que possible, de la pratique que la Cour a suivie dans les affaires Mavrommatis et de Haute-Silésie ;

b) Considérer l'exception d'incompétence d'après sa véritable nature, qui est celle d'une contestation du pouvoir, pour la Cour, de retenir l'affaire qui lui a été soumise ;

c) Assurer que la Cour ne sera appelée à se prononcer sur l'exception que lorsqu'elle sera à même de connaître de la véritable nature du litige, car sa juridiction est limitée et n'existe que pour des différends expressément prévus ;

d) Enfin, concilier, dans la mesure du possible, ces exigences avec la rapidité et la simplicité de la procédure.

Article 56 bis :

Lorsque l'instance est introduite par requête, l'exception d'incompétence est proposée après la présentation du Mémoire de la Partie demanderesse et dans le délai fixé pour la présentation du Contre-Mémoire.

L'acte introductif de l'exception d'incompétence contient l'exposé des faits et de droit sur lesquels l'exception est fondée, les conclusions et le bordereau des pièces à l'appui qui sont annexées; il fait mention des moyens de preuve que la Partie désire éventuellement employer.

PROPOSITIONS DE M. ANZILOTTI

Dès réception par le Greffier de l'acte introductif de l'exception d'incompétence, la Cour, ou, si la Cour ne siège pas, le Président, fixe le délai dans lequel la Partie contre laquelle l'exception est proposée peut présenter un Mémoire contenant ses observations et conclusions ; les documents à l'appui y sont annexés et les moyens éventuels de preuve sont indiqués.

Sauf décision contraire de la Cour, la suite de la procédure est orale. Les dispositions des alinéas 4 et 5 de l'article 69 du Règlement sont applicables.

Article 56 bis :

When proceedings are instituted by means of an application, a plea to the jurisdiction, if any, shall be filed after the filing of the Case by the applicant and within the time fixed for the filing of the Counter-Case.

The document submitting the plea to the jurisdiction shall contain a statement of facts and of law on which the plea is based, a statement of conclusions and a list of the documents in support ; these documents shall be attached ; it shall mention the evidence which the Party may desire to produce.

Upon receipt by the Registrar of the document submitting the plea to the jurisdiction, the Court, or the President if the Court is not sitting, shall fix the time within which the Party against whom the plea is directed may submit a Case containing its observations and conclusions ; documents in support shall be attached and evidence which it is proposed to produce shall be mentioned.

Unless otherwise decided by the Court, the further proceedings shall be oral. The provisions of paragraphs 4 and 5 of Article 69 of the Rules shall apply.

4) *Procédure consultative.*

Je regarde le système que la Cour a adopté dans cette matière comme tout à fait satisfaisant ; et j'ai d'autant plus le devoir de le reconnaître que, lors de l'élaboration du Règlement, mes idées avaient été un peu différentes. A mon avis, tout ce qu'on peut faire de mieux c'est de laisser le système se développer naturellement au fur et à mesure que les circonstances l'exigent. Aussi je me borne à proposer une suppression et une addition qui, dans ma manière de voir, ne sont que la conséquence logique de l'assimilation de la procédure consultative à la procédure contentieuse, c'est-à-dire de l'essence même du système que nous avons adopté.

L'addition m'est suggérée par les circonstances dans lesquelles la Cour s'est trouvée lors de l'affaire de Mossoul, et je n'ai pas besoin d'en expliquer ici les raisons. Elle consisterait à ajouter à l'alinéa premier de l'article 71 la disposition suivante :

Lorsque l'avis est demandé sur une question relative à un différend actuellement né entre deux ou plusieurs États, l'article 31 du Statut est applicable.

When an opinion is asked for upon a question relating to an existing dispute between two or more States, the terms of Article 31 of the Statute shall apply.

La suppression que je propose regarde l'alinéa 2 de l'article 73. L'article 50 du Statut me semble suffisant. Si, pour une raison quelconque, la suppression ne semblait guère opportune, on devrait au

moins ajouter après le mot « internationales » le mot « officielles ». Je comprends qu'on puisse admettre à donner des renseignements le Bureau international du Travail ou celui de la Propriété littéraire et industrielle, ou l'Institut international d'Agriculture, etc. Mais il ne me semble ni désirable, ni conforme à l'esprit du Statut que la même faculté soit accordée à une organisation internationale de travailleurs, à l'Union interparlementaire, etc.

(Signé) D. ANZILOTTI.

5.

OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS DE M. PESSÔA CONCERNANT LA REVISION ÉVENTUELLE DU RÈGLEMENT DE LA COUR (JUIN 1926).

On trouve dans le Règlement un certain nombre d'articles qui demanderaient à être modifiés, mais qui ne peuvent l'être sans que le Statut subisse des changements préalables. D'autre part, la revision du Statut ne saurait être entreprise, vu les difficultés et les retards qu'apporterait toute suggestion dans ce sens. Je me bornerai donc à quelques indications, en laissant de côté quelques autres, qui me semblent aussi raisonnables que les premières, mais que l'on trouve déjà parmi les propositions de mes collègues ou du Greffier. Je me suis abstenu, en général, de toute justification, puisqu'il s'agissait, dans un grand nombre de cas, de décisions déjà prises par la Cour même.

Article 2. — On ajoutera à la fin : « Le président sortant, quel que soit son rang d'ancienneté, a le pas sur les autres juges, y compris le vice-président. Cette disposition, cependant, ne préjuge pas des autres prérogatives et des attributions que le Statut et le Règlement confèrent, soit au vice-président, soit au plus ancien des juges. »

C'est ce que la Cour a décidé le 15 janvier 1925.

Article 3. — On ajoutera au troisième alinéa : « Pour l'effet de cette disposition, la question de fond est considérée comme indépendante de celle de la compétence. »

La Cour a déjà décidé ainsi dans l'affaire Mavrommatis.

Article 3. — On ajoutera à cet article, après le deuxième alinéa : « Le juge suppléant qui, ayant été convoqué à une session, ne pourra se présenter, pour une raison indépendante de sa volonté, sera invité à remplir la première vacance qui aura lieu. »

C'est la réponse à une question soulevée par M. Negulesco, et qui n'a pas été tranchée par la Cour, le 19 mars 1925. Rien n'est plus juste que de faire valoir le droit de toute personne qui, pour une raison de force majeure, n'a pu l'exercer.

Article 4. — Les articles 26 et 31 du Statut renferment les dispositions suivantes :

« a) si la Cour compte sur le siège un juge de la nationalité des Parties, l'autre Partie peut en désigner un ; b) si la Cour ne compte sur le siège aucun juge de la nationalité des Parties, chacune de ces Parties peut procéder à la désignation ; c) lorsque plusieurs Parties font cause commune, elles ne comptent, pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour une seule. »

Ces dispositions ne me semblent pas heureuses. Elles se fondent sur une supposition, qui n'est, d'ailleurs, pas des plus bienveillantes pour la Cour : le Statut semble craindre que le juge ne vote toujours en faveur de son État, quelles que soient les justes raisons de l'autre Partie, et, dans ces conditions, il trouve nécessaire de donner à celle-ci, dans la Cour, une voix d'une égale intransigeance. Pour le Statut, on doit présumer que le juge n'est pas précisément un juge mais un avocat dès que son État se trouve en cause ; d'où la nécessité de faire représenter dans la procédure tous les États intéressés.

Cela correspondrait, comme on le voit, à admettre, comme un principe, la dénaturation des fonctions judiciaires de la Cour, pour y introduire de simples avocats des Parties, déguisés en juges. La majesté de la justice n'y gagne pas.

Si les juges, qui sont des hommes et des patriotes, peuvent ne pas avoir l'indépendance nécessaire pour juger avec justice des causes qui intéressent leurs États respectifs, il faudrait récuser les juges, titulaires ou suppléants, de la nationalité des Parties et renoncer à l'étrange idée des juges nationaux. Rien de plus raisonnable ; les lois intérieures défendent au magistrat de juger les questions qui intéressent, par exemple, ses ascendants ; comment la loi internationale peut-elle permettre que le juge des nations décide des causes où sa patrie est directement intéressée ?

Mais il s'agit d'une disposition du Statut et la Cour n'a pas compétence pour la modifier.

Il y a, cependant, une lacune à remplir.

La pensée du Statut est d'assurer la parfaite égalité entre les Parties litigantes. Or, cela ne sera pas possible actuellement, toutes les fois qu'une des Parties sera constituée par un groupe d'États déjà représentés à la Cour.

Dans l'affaire du *Wimbledon*, par exemple, on voyait d'un côté l'Angleterre, la France, l'Italie et le Japon, représentés à la Cour, et de l'autre, l'Allemagne. Une des Parties possédait donc quatre juges, tandis que l'autre n'en avait qu'un. Pour rétablir l'équilibre, il aurait fallu accorder à l'Allemagne le droit de nommer quatre juges nationaux, au lieu d'un, ou inviter les quatre premières nations susdites à désigner un seul de leurs juges pour les représenter.

Il me semble, donc, que l'on doit ajouter au Règlement la disposition suivante : « Lorsqu'une des Parties est représentée par deux ou plus de deux États qui aient des juges siégeant à la Cour, seul l'un de ces juges, désigné par lesdits États, pourra prendre part à la procédure et au jugement de l'affaire. »

Cet amendement ne s'oppose aucunement à l'article 31 du Statut. Au contraire, il s'en inspire, et quant à son esprit et quant à sa lettre ; à son esprit, parce que la pensée du Statut, c'est de placer les Parties litigantes sur le même pied d'égalité ; à sa lettre, parce que l'article 31, lorsqu'il parle six ou huit fois des Parties, fait évidemment aussi allusion aux Parties ou aux États qui comptent des juges permanents à la Cour ; donc, il se réfère aussi à ces États lorsque, d'une façon générale, il exige que les Parties, faisant cause commune, soient représentées par un seul juge.

Article 9. — On ajoutera à la fin :

« Si aucun des juges n'obtient cette majorité, on procédera à un second vote, auquel ne prendront part que ceux qui seront sortis les deux premiers lors du vote antérieur, celui qui aura obtenu le plus grand nombre de voix devant être considéré comme élu. Si les voix se partagent également, c'est l'ancienneté qui prévaudra, ou l'âge, si l'ancienneté est la même. »

Cette disposition tend à éviter des votes successifs et sans résultat.

Article 28. — Ajouter cette hypothèse : « Si aucune question n'est inscrite au rôle des affaires, et si la Cour a déjà été saisie d'une question dont la procédure écrite puisse être terminée dans un délai raisonnable, au jugement de la Cour, il sera permis à celle-ci de suspendre la session jusqu'à ce que la procédure soit finie. »

Cet amendement se rattache aux décisions de la Cour des 25 février 1922 et 15-17 juin 1925.

Article 31. — Ajouter au troisième alinéa :

« . . . dans l'ordre inverse de celui d'ancienneté. »

(Décision du 19 juillet 1922.)

Les décisions du 12 juillet 1922, 21 et 26 janvier et 18 février 1925 ont adopté ces principes :

« La Cour peut décider que chaque juge dépose, avant la discussion générale, une note écrite exprimant succinctement son point de vue. Pour assurer le secret, les notes porteront, au lieu du nom de leur auteur, un numéro d'ordre. Ces notes seront

Pessôa

communiquées à chacun des juges. Le Président fera le résumé, dans un rapport qui sera également distribué, des opinions émises sur chaque point de la question.

« Indépendamment de la décision de la Cour, les juges qui désireront exprimer par écrit leur opinion, feront parvenir leur exposé au Greffe dans un délai suffisant, avant la séance consacrée à l'examen de ladite question. La communication de ces textes incombera au Greffier. »

Voilà des points sur lesquels il est opportun de prendre *une décision définitive*.

On ajoutera, comme amendement, à l'article 31, ou comme articles nouveaux :

I. — « Les juges ne pourront s'abstenir de voter, soit dans les questions contentieuses ou dans les avis, soit dans les délibérations administratives. »

II. — « Il sera conservé dans les archives de la Cour un compte rendu sténographique définitif de chaque séance, établi d'après un exemplaire corrigé par chacun des juges, pour la partie qui le concerne.

« Les procès-verbaux des séances publiques seront imprimés.

« Il ne sera pas établi de procès-verbaux détaillés des séances privées de la Cour, lorsque celle-ci délibérera en Chambre du Conseil, sur ses jugements ou sur ses avis. . . . (Cet alinéa fait déjà partie des propositions du Greffier.)

« Le procès-verbal, chaque fois qu'il sera procédé à un vote, mentionnera le nom des juges ayant voté pour ou contre la proposition. » (Décision déjà prise par la Cour.)

III. — « La Cour ne peut, en sa qualité même, et à la demande des personnes intéressées, désigner des arbitres. Le Président peut, cependant, le faire, ainsi que tout autre membre de la Cour. » (Décision du 23 juin 1923.)

Article 33. — Supprimer au troisième alinéa les mots suivants : « et sous réserve de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre », et ajouter à la fin :

« La Cour a le droit de prendre ultérieurement des décisions différentes de celles qu'a déjà prises le Président, mais ce droit n'implique pas pour les Parties celui d'en appeler à la Cour des décisions du Président. »

Cela concorde avec la décision du 18 février 1922, prise lors de la discussion du Règlement.

Nouvel article après l'article 33 :

« Si l'une des Parties, dûment prévenue, ne soulève pas, dans un délai raisonnable, au jugement de la Cour, d'objection à une notification faite par l'autre Partie, elle doit être considérée comme étant d'accord sur cette notification. »

Décision approuvée le 1^{er} juillet 1924.

Article 35. — Ajouter après le quatrième alinéa :

« Si une seule des Parties demande le recours à la Chambre, c'est à la Cour de se prononcer sur la compétence de cette Chambre. » (Décision du 13 février 1922.)

Article 41. — Ajouter, après cet article, le nouvel article suivant :

« Dans les exceptions d'incompétence, il n'y aura ni réplique, ni duplique ; le débat oral suivra la présentation du mémoire et du contre-mémoire. »

D'après l'article 43 du Statut, la procédure écrite ne contiendra de réplique qu'*éventuellement*.

Article 45. — Supprimer. La discussion ne doit avoir lieu qu'après les preuves.

Article 46. — Ajouter à cet article le suivant :

« Le nombre maximum de plaidoiries ou exposés oraux dans un même intérêt ne doit pas, en règle générale, être supérieur à deux. Il est entendu que plusieurs personnes peuvent, le cas échéant, partager la tâche d'exposer les arguments d'une même plaidoirie. » (Décision du 15 juin 1923.)

Article 50. — Ajouter :

« Cet engagement n'oblige pas le témoin à violer le secret professionnel. »

(Décision du 21 mars 1922.)

Article 61. — Supprimer le premier alinéa, qui est inutile. Quel que soit le moment où les Parties se mettent d'accord, la procédure perd sa raison d'être.

Le deuxième alinéa est suffisant, mais il doit être énoncé de la façon suivante :

« Si le demandeur notifie, par écrit, à la Cour, qu'il renonce. . . »

Article 62. — Avant les premiers mots : « L'arrêt comprend », dire :

« L'arrêt sera rédigé par un Comité de trois juges ou, si la Cour le préfère, par un rapporteur, désigné au scrutin secret. Le Président fera d'office partie du Comité de rédaction. Le Greffier en sera le secrétaire. »

(Décisions du 21 février et du 26 juillet 1922, ainsi que du 5 mars 1925.)

Article 63. — Apporter les modifications suivantes :

« En séance publique, le Président, se levant, ainsi que tous les juges et personnes présentes, lira, dans les deux langues officielles, la partie dispositive de l'arrêt, dont le texte intégral sera communiqué, immédiatement, à toutes les Parties », etc.

Il y a une décision du 20 juillet 1923, en vertu de laquelle le Président lira le texte qui fait foi, l'autre étant lu par le Greffier. Il y a une seconde décision, du 20 août 1924, d'après laquelle le Greffier ne doit lire que le dispositif.

La modification que je propose donne à l'acte plus de solennité.

Le procédé actuel nuit à la majesté de la Cour. Les arrêts sont généralement assez longs et, au bout d'une heure ou deux, l'attention est fatiguée et les auditeurs, inclusivement les juges, commentent à sommeiller. L'article 58 du Statut ne me semble pas contredire la modification proposée. Ce qu'il veut, c'est que *l'arrêt, la décision, le dispositif*, soit lu en séance publique.

Article 69. — Au lieu de « par chaque Partie », dire : « par le demandeur et ensuite par le défendeur ».

Article 69. — Ajouter à la fin du premier alinéa :

« Il n'y aura ni réplique, ni duplique. »

La Chambre sommaire les a admises dans le cas du Traité de Neuilly, mais le texte même de l'article 69 nous montre que la décision n'est pas rigoureusement conforme au Règlement. On n'y parle que de mémoire et de procédure orale ; pas de réplique ni duplique. Les répliques sont des formules *éventuelles*, selon l'article 43 du Statut.

Article 73. — Au premier alinéa, supprimer les mots : « par l'entremise du Secrétaire général de la Société ».

Au deuxième alinéa, après « Les », ajouter :

« autre États et les. . . ».

C'est ce que l'on a fait dans les avis, et ce qui fut décidé le 23 juillet 1923 (Avis n° 6).

Article 74. — Commencer l'article par ces mots :

« L'avis étant émis, son texte intégral sera immédiatement communiqué à l'Assemblée et au Conseil, ainsi qu'aux États et organisations internationales dont il s'agit à l'article 73. Le délai nécessaire écoulé pour que l'avis parvienne au Secrétariat de la Société des Nations, le Président lira, en séance publique, le texte de la réponse de la Cour, à l'exclusion des motifs qui la justifient. »

C'est le moyen de concilier les deux opinions extrêmes — celle qui s'oppose à la lecture de l'avis et celle d'après laquelle on doit lui donner toute la publicité, avant même qu'il ne soit communiqué au Conseil.

(Signé) PESSÔA.

6.

AMENDMENTS PROPOSED BY LORD FINLAY, Mr. MOORE AND M. ANZILOTTI, TO ARTICLES 62 AND 71 OF THE RULES

(JULY 1926).

Article 62 of the Rules of the Court now reads :

"The judgment shall contain :

- "1. the date on which it is pronounced ;
 - "2. the names of the judges participating ;
 - "3. the names and style of the Parties ;
 - "4. the names of the agents of the Parties ;
 - "5. the conclusions of the Parties ;
 - "6. the matters of fact ;
 - "7. the reasons in point of law ;
 - "8. the operative provisions of the judgment ;
 - "9. the decision, if any, referred to in Article 64 of the Statute.
- "The opinions of judges who dissent from the judgment shall be attached thereto should they express a desire to that effect."

Article 64 of the Statute, mentioned under 9, merely provides that, "unless otherwise decided by the Court, each Party shall bear its own costs."

It is proposed to amend Article 62 of the Rules by striking out the last paragraph and adding, after the present enumeration of what the judgment shall contain, the following :

"10. the names of dissenting judges.

"Any reasoned dissenting opinions shall be attached to the judgment."

Article 71 of the Rules now reads :

"Advisory opinions shall be given after deliberation by the full Court.

"The opinions of dissenting judges may, at their request, be attached to the opinion of the Court."

It is proposed to amend this article by substituting for the second paragraph the following :

"The names of dissenting judges shall, together with any reasoned dissenting opinions, be attached to the opinion of the Court."

7.

NOTE DE M. YOVANOVITCH ²

Belgrade, le 13 juillet 1925.

Monsieur le Président,

En réponse aux lettres du 22 juin 1925, nos 6711 et 6712¹, j'ai l'honneur de vous informer que je suis également d'avis qu'au cas d'empêchement d'un juge suppléant, pour n'importe quel motif indépendant de sa volonté (par exemple maladie ou obligations de service dans son propre pays), de prendre part aux travaux d'une session donnée pour laquelle il a été convoqué, il convient d'appliquer l'alinéa 2 de l'article 3 du Règlement. En conséquence, j'estime qu'à la suite de ce deuxième alinéa, il serait nécessaire d'ajouter un troisième alinéa, conçu à peu près de la façon suivante :

La règle ci-dessus s'appliquera également au cas où un juge suppléant serait empêché pour n'importe quel motif indépendant de sa volonté de prendre part aux travaux d'une session pour laquelle il a été convoqué.

The foregoing rule shall also apply should a deputy-judge be unable, for any reason whatsoever, independent of his own will, to take part in a session which he has been summoned to attend.

¹ Voir page 244, deuxième note.

² Les textes anglais des amendements suggérés par M. Yovanovitch sont des traductions préparées par le Greffe.

Le projet antérieur de M. Negulesco, qui consistait à ne pas apporter de texte nouveau, mais à interpréter simplement dans le sens ci-dessus l'alinéa 2 de l'article 3 du Règlement, ne me semble pas acceptable pour les deux raisons suivantes :

1) parce que j'estime qu'une interprétation comme celle dont il s'agit ne constitue pas une simple interprétation, mais bel et bien une modification et un complément du Règlement ;

2) parce que je n'ai pas approuvé la modification unique de cet alinéa du Règlement, estimant qu'il faudrait modifier le Règlement dans une plus large mesure, et que pour apporter une telle modification il faudrait suivre la même procédure qui a été employée pour établir le Règlement, à savoir : la convocation des quinze juges, car, à cette époque, l'article 3 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, établi par le Conseil de la Société des Nations, conformément à l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, a été ainsi interprété.

Dans cet ordre d'idées, j'estime qu'il faudrait apporter des modifications notamment aux articles 31 et 71 à 74 du Règlement.

* * *

D'après l'article 31, la Cour délibère en Chambre du Conseil sur la décision de toute affaire ou sur la réponse à toute question à elle soumises. Dans ce but, il serait nécessaire d'ajouter à cet article un texte établissant l'obligation du Président de présenter dans toute affaire toutes les questions auxquelles les juges ont à répondre en donnant leur avis motivé, ceux-ci, naturellement, restant libres dans leur réponse de multiplier ces questions au cas où ils estimeraient qu'une telle augmentation est nécessaire pour renforcer leur opinion.

Je crois que le juge ne doit jamais donner son opinion motivée avant la délibération en Chambre du Conseil, mais seulement au cours même de cette délibération. Une telle conception est en plein accord avec le droit formel de presque tous les États, mon pays y compris, qui interdit au juge de donner son opinion sur une affaire avant la délibération sur l'affaire ; autrement il serait considéré comme s'étant engagé d'avance pour une certaine opinion. En ce qui me concerne, je pense que l'exposé de leur opinion motivée fait par des juges au Président en dehors de la Chambre du Conseil et avant le vote en Chambre, comme cela s'est pratiqué pendant la dernière session extraordinaire de la Cour, est contraire non seulement aux principes généraux du droit formel, mais également à l'article 31 de notre Règlement, tel qu'il existe actuellement. J'ai appris que deux de mes collègues ont défendu cette façon de procéder, en alléguant que le juge, après avoir ainsi donné d'avance son opinion motivée, reste pourtant libre de changer d'opinion, jusqu'au dernier vote. Mais, dans le droit formel, une telle façon d'agir est considérée comme un engagement donné d'avance pour une certaine opinion ; elle est, par suite, interdite, malgré la possibilité du changement d'opinion, car un tel changement par lui-même présente de grands inconvénients, ne fût-ce qu'en établissant une certaine hésitation de la part du juge. Or, une telle hésitation, une telle incertitude, on doit s'efforcer de l'écarter autant que possible et non la favoriser et la faire éclater au grand jour. Qu'il reste donc possible de changer d'opinion en Chambre du Conseil, au cours des délibérations et du vote, mais ce changement ne doit s'appliquer qu'à l'opinion exprimée pour la première fois au cours de la séance et pas avant.

Dans les affaires techniques et complexes comme sont celles qui se plaident devant les tribunaux en général et à plus forte raison devant notre Cour de Justice, où délibèrent un grand nombre de juges, les talents oratoires, souvent trompeurs, importent peu ; le principal, c'est l'exposé exact des motivations et des conclusions données par chacun des juges. Il est donc compréhensible qu'on puisse demander au juge de donner un bref exposé de ces motivations et conclusions. Je conçois fort bien les difficultés devant lesquelles se trouverait un Président, à défaut de cet exposé, pour établir la sentence : ne pas comprendre mal certaines motivations,

ne pas les perdre de vue ni les confondre entre elles. Mais, pour écarter ces difficultés, il ne faudrait pas porter atteinte aux principes essentiels du droit formel. Cela n'est pas impossible, et on y parviendra en prescrivant à chaque juge, *après* avoir donné son opinion motivée sur toute l'affaire en Chambre du Conseil ou au moment du vote final, de remettre au Président par écrit un court exposé de ces motivations, pareil à l'exposé donné au cours de la dernière session extraordinaire mais *en dehors* de la séance de délibérations, *avant* toute délibération et *avant* d'avoir été exprimé à la séance de la Cour.

Étant donné qu'il ressort que cet article 31 n'est pas suffisamment clair, je considère qu'on devrait le compléter dans le sens exposé ci-dessus, ou du moins apporter une décision l'interprétant de cette façon.

* * *

Il convient de faire une différence entre la procédure pour juger et apporter une sentence sur une affaire qui ressort uniquement de notre Cour de Justice et la procédure concernant l'avis consultatif, conformément aux articles 71 à 74 du Règlement visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, où la Cour donne seulement son avis sur une affaire qui sera jugée par la Société des Nations elle-même (Conseil ou Assemblée), ou même, comme cela s'est présenté, par la Conférence des Ambassadeurs.

Dans ce deuxième cas, je considère que la procédure doit être exclusivement écrite, sans audition des Parties intéressées devant la Cour.

Dans tout procès, il est fait une distinction entre les questions de fait et les questions de droit.

Celui qui est appelé à apporter le jugement doit considérer les deux points de vue : 1) si les faits desquels une des Parties prétend tirer son droit existent ou non réellement ; 2) l'existence des faits étant établie, il doit décider si ces faits ou quelques-uns d'entre eux ont une portée juridique et dans cette mesure appliquer le texte correspondant de la convention, de l'accord, du contrat ou de la coutume internationale déjà établie, sur quoi, comme sur une règle juridique, se base la prétention des Parties. Mais, au cours de l'application de cette première règle, des obscurités peuvent se présenter pour celui qui doit apporter le jugement. Dans ce cas, le Conseil de la Société des Nations peut, sur la question obscure, douteuse ou à double sens, demander l'avis consultatif de la Cour de Justice internationale.

La Cour de Justice doit donner son avis après avoir au préalable convoqué les Parties intéressées, les invitant, dans un délai fixé, si elles le jugent à propos, à présenter par écrit à la Cour, sur le sujet en question, des explications appuyant leur thèse sur ce point. Notre Cour, à mon avis, ne doit pas s'engager dans la recherche et l'appréciation des preuves établissant l'existence des faits. Elle doit accepter les faits qui ont été retenus par l'autorité compétente pour apporter la sentence et se contenter de donner son appréciation sur la portée juridique de ces faits.

En supposant que l'existence de ces faits a été prouvée, la Cour, en déterminant la portée juridique de ces faits, donnera son avis sur le droit conformément à la règle juridique en question. De cette façon notre Cour a donné son opinion au titre d'avis consultatif, mais elle n'a pas jugé la question qui sera jugée par l'autorité compétente, la Conférence des Ambassadeurs ou le Conseil de la Société des Nations. Ceci est conforme à la logique et à la nature des choses en question.

Il n'est ni logique ni naturel que la Cour de Justice établisse également l'existence des faits et la question de droit, car dans ce cas, sous forme d'avis consultatif, elle apporte en réalité une sentence. L'autorité compétente pour apporter la sentence n'accomplit alors qu'une simple formalité, au cas où elle accepterait les conclusions de la Cour. Dans le cas contraire, si elle apporte une sentence en contradiction avec l'avis consultatif donné, cela impliquerait de grands inconvénients pour notre Cour qui a donné son avis en

s'engageant dans la recherche et l'appréciation des preuves établissant l'existence ou l'inexistence des faits, c'est-à-dire en s'engageant dans une question qui doit être résolue par l'autorité compétente pour apporter la sentence, qui aurait dû décider cette question de fait avant la demande de l'avis consultatif.

Je pense que dans les cas de demande d'avis consultatif, on doit appliquer par analogie les règles relatives à la Cour de Cassation dans le droit national, à savoir : de déterminer la portée juridique des faits déjà considérés comme établis et d'indiquer la règle juridique qui doit leur être appliquée.

En conséquence, je considère que les articles correspondants du Règlement doivent être profondément remaniés. Le texte des articles nouveaux, qui devront être plus nombreux, ne sera donné qu'après décision d'acceptation de modifications dans le sens exposé ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) MICHEL P. YOVANOVITCH.

8.

NOTES DE M. BEICHMANN

I. — JUILLET 1925.

Trondhjem, le 9 juillet 1925.

Monsieur le Président,

Par lettre du Greffier de la Cour, en date du 22 juin dernier¹, Vous m'avez demandé de Vous transmettre telles suggestions qui me paraîtraient désirables au sujet d'amendements à introduire à l'article 3 du Règlement par rapport à la question de savoir s'il y a lieu d'accorder à un juge suppléant qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, n'a pu accepter de prendre part à une session pour laquelle il a été convoqué, le droit d'être convoqué à nouveau en vue de remplir le premier poste vacant.

En donnant suite à cette demande, je crois devoir dire que je suis d'avis qu'il vaut mieux conserver ledit article dans sa teneur actuelle. En introduisant un amendement dans le sens en question, on s'écarterait du sens naturel du texte de l'article 15 du Statut qui prescrit que les juges suppléants soient *appelés* dans l'ordre du tableau, et, d'autre part, comme on ne pourrait pas bien laisser au juge suppléant lui-même de décider s'il y a un empêchement indépendant de sa volonté, on obligerait la Cour à prendre des décisions assez délicates sur ce point. D'après la teneur actuelle de l'article 3 du Règlement, les juges suppléants ont tout intérêt aux convocations qui leur seront adressées. Cet intérêt serait affaibli si le juge suppléant avait le droit d'être convoqué la prochaine fois en dehors de son tour. D'autre part, le juge suppléant qui ne se rend pas à la convocation serait dans l'obligation, du moins morale, de soumettre ses raisons à l'appréciation de la Cour, ce que, à bonne raison, on n'a pas voulu imposer aux juges titulaires.

A mon avis, on ne peut non plus dire que des considérations de justice ou d'équité exigent l'adoption d'un tel amendement. Si, par suite de l'empêchement d'un juge suppléant, celui qui le suit sur l'ordre du tableau est convoqué à sa place, l'effet en est, d'après le texte actuel, que le tour du juge suppléant empêché vient de nouveau plus tôt qu'il serait venu sans cet empêchement, et ce n'est qu'à la fin de la période pour laquelle le suppléant a été élu qu'il apparaîtra s'il est résulté un désavantage pour lui de son empêchement ou non. Les sessions ne sont pas toutes d'importance et de durée égales et il semble impossible d'assurer à chacun des juges suppléants une durée égale de fonctions. Il peut toujours être plus avantageux et intéressant de prendre part à telle ou telle session

¹ Voir page 244, deuxième note.

qu'à une autre. Et il peut aussi bien d'après la règle actuelle que d'après la règle proposée arriver que le juge suppléant empêché en tire l'avantage d'être appelé à une session particulièrement importante à laquelle il n'aurait pas été convoqué sans ledit empêchement. En tout cas, la nouvelle règle en question n'aboutirait qu'à faire retomber sur les autres juges suppléants les conséquences de l'empêchement qui a frappé leur collègue. Tout ce qu'on peut faire, c'est d'assurer à tous les mêmes chances, et cette condition me semble être tout aussi bien remplie par les règles actuelles de l'article 3 du Règlement. Et celles-ci ont l'avantage de ne laisser aucun doute sur l'ordre dans lequel les juges suppléants doivent être convoqués, et d'exclure même l'apparence d'être déterminé par une décision tant soit peu arbitraire.

Je saisis, etc.

(Signé) BEICHMANN.

2. — DÉCEMBRE 1925¹.

Trondhjem, le 31 décembre 1925.

Monsieur le Président,

En donnant suite à l'invitation que Vous avez bien voulu m'adresser, j'ai l'honneur de Vous soumettre, pour être prises en considération lors de la revision du Règlement de la Cour, les observations qui suivent :

Article 14, alinéa 4.

Les mots finals de l'alinéa ne rendent pas bien l'idée qui est clairement exprimée dans le texte anglais. Je propose donc de dire : « à l'expiration de la deuxième année *qui suit celle de l'élection* ».

Article 17.

Une disposition rendant applicables au Greffier-adjoint les dispositions de l'article semble devoir être ajoutée.

Article 19.

Même observation qu'au sujet de l'article 17. Entre l'article 19 et l'article 20 actuel, une disposition réglant les fonctions du Greffier-adjoint pourrait être insérée. Dans ce cas, les articles 20 et 21 actuels pourraient être réunis et constituer un seul article (21).

Article 22.

La dernière phrase (« Le Président . . . successeur ») doit être supprimée comme superflue après l'établissement d'un poste de Greffier-adjoint.

Article 27.

L'expérience a montré qu'il peut arriver qu'à la date fixée pour l'ouverture de la session ordinaire, la Cour n'est pas saisie d'affaires qui soient prêtes à être portées sur le rôle et que partant il sera utile de pouvoir proroger l'ouverture de la session. A cette fin, je me permets de Vous soumettre la rédaction suivante d'une phrase à insérer à la fin du premier alinéa actuel :

Les autres années, la session ordinaire s'ouvre le 15 juin. Toutefois, si cinq semaines avant cette date la Cour n'est pas saisie d'affaire qui sera prête pour être inscrite sur le rôle de la session conformément aux dispositions de l'article suivant, le Président pourra proroger l'ouverture de la session, au plus tard jusqu'au 15 octobre.

¹ Les textes anglais des amendements suggérés par M. Beichmann sont des traductions préparées par le Greffe.

Article 27.

In other years, the ordinary session shall commence on June 15th. Nevertheless, if five weeks before that date, there is no case or question before the Court which is ready to be entered upon the list for the session, as provided in the following article, the President may postpone the opening of the session until October 15th at latest.

Article 28.

Dans le texte français de la dernière phrase du premier alinéa, on trouve le mot « Chambre » au lieu de « Cour »

Article 31, deuxième alinéa.

Y a-t-il lieu de mentionner le Greffier-adjoint à côté du Greffier ?

Article 55.

Parmi les mentions qu'exige l'article se trouve sous le numéro 5 : « les déclarations faites par les Parties ». Est-ce qu'il ne faut pas préciser un peu plus les déclarations visées, par exemple en ajoutant les mots « et dont la Cour a pris acte » ?

Article 71.

Comme nous avons eu l'expérience que les questions soumises à la Cour pour avis consultatif se réfèrent très souvent à un différend déjà né, il semble juste d'étendre les règles de l'article 31 du Statut quant à la composition de la Cour aussi à ces cas. Je me permets donc de Vous proposer d'ajouter au premier alinéa une disposition à cette fin, par exemple :

S'il s'agit d'une question relative à un différend déjà né, les dispositions de l'article 31 du Statut sont applicables en ce qui concerne les Etats directement intéressés au différend.

In the case of a question concerning an existing dispute, the provisions of Article 31 of the Statute shall be applicable as regards States directly interested in the dispute.

Article 73.

Je crois utile d'étendre la communication prévue dans le premier alinéa à tout État admis à plaider devant la Cour. Par contre, je serais d'avis de supprimer le deuxième alinéa. Si la Cour désire avoir des renseignements d'une organisation internationale, elle pourra toujours lui adresser une demande.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) BEICHMANN.

SECTION C.

SECTION C.

I.

PROJET DE REVISION DU RÈGLEMENT DE LA COUR

PRÉSENTÉ PAR M. LE PRÉSIDENT LODER
EN COLLABORATION AVEC M. LE VICE-PRÉSIDENT WEISS,
AVEC COMMENTAIRES ¹ (1923-1924).

1.

PROPOSITIONS DE MM. LODER ET WEISS.

A. — NOTE.

Au cours des dernières sessions de la Cour, plusieurs de ses membres ont émis l'opinion que le Titre 2 du Règlement : *Procédure consultative*, est absolument insuffisant, et qu'il serait désirable de réglementer la procédure pour les avis plus explicitement, comme le Règlement l'avait fait tout d'abord pour la procédure contradictoire.

On se souvient que cette même question a été soulevée déjà lors de la session préliminaire de la Cour, mais qu'elle s'est alors décidée à s'abstenir provisoirement d'entrer dans quelque détail sur cette procédure, afin d'acquiescer une certaine expérience à ce sujet, — la procédure pour les avis consultatifs ayant un caractère tout à fait spécial et entièrement nouveau.

Il paraît cependant aux soussignés que cette expérience désirée est maintenant suffisamment acquise, et que plusieurs questions, discutées à maintes reprises de façon générale à certaines occasions, pourraient trouver à présent leur solution définitive.

C'est pourquoi les soussignés ont l'honneur de soumettre à l'appréciation de la Cour le projet qui se trouve à la suite de ces lignes.

La première question entre toutes est celle du caractère que possède l'avis consultatif.

Faut-il lui attribuer un caractère privé, ou bien un caractère public ?

Jusqu'à présent, la Cour a adopté le dernier point de vue, et elle s'y est tenue rigoureusement, en suivant, *mutatis mutandis*, les principes de la procédure contradictoire. La Cour ne s'est jamais considérée comme l'avocat, le conseiller privé juridique de l'Assemblée ou du Conseil, donnant des avis que le monde ne connaît pas, que pour autant que celui qui les reçoit ne s'avise de les publier.

L'article 14 du Pacte, qui est sa base, ne donnant aucun indice, la Cour a cru que la publicité de ses travaux, l'exclusion absolue de toute activité secrète, est la condition vitale de son existence, de son autorité et de la confiance qu'elle doit inspirer au monde.

Il paraît inutile et superflu d'entrer ici dans un développement des idées divergentes à cet égard. Notre collègue, M. Altamira, dans sa *Proposition des principes qui doivent régler la procédure dans les avis consultatifs*, du 4 septembre 1923 ², a développé son opinion contraire, et notre collègue, Mr. Bassett Moore, dans son « Commentaire » sur cette proposition ³, a énergiquement défendu la ligne de conduite suivie par la Cour.

Une discussion de la proposition de M. Altamira n'a pas encore eu lieu. Elle sera certainement la question préalable dans l'échange d'idées sur le projet des soussignés, qui se sont rangés du côté de Mr. Bassett Moore. Si la Cour accepte les « Propositions » de M. Altamira, le projet tombe en entier, mais dans cette éventualité il sera inévitable de modifier le Règlement, pour le mettre en concordance avec ces nouvelles idées.

¹ Pour les commentaires de M. Huber, voir ci-dessus, p. 254 (Section B: II — C).

² Voir p. 293 ci-après.

³ » » 294 » .

Observations sur quelques articles.

Dans les six articles, 71 à 76, que les soussignés proposent en remplacement des articles 71 à 74 du Règlement, ils ont essayé de suivre la méthode succincte dont se distingue le Règlement en son entier, et d'éviter toute réglementation de détails, qui pourrait trop lier la souplesse de l'activité de la Cour.

Ils ont employé partout l'expression « audience publique », qui d'ailleurs se trouve déjà dans le Règlement, article 70, et dans le Statut, article 46, au lieu de « séance publique », ce qui leur a paru plus en conformité avec l'usage généralement admis.

Article 71 (nouveau).

L'article ne parle plus d'une requête écrite, signée, parce que toute requête signée est forcément écrite.

Article 72 (nouveau), correspond à l'article 73 en vigueur.

Le mot « immédiatement » est supprimé, parce qu'il paraît évident que c'est toujours le devoir du Greffier d'accomplir aussitôt que possible toute tâche dont le Règlement le charge.

L'article 73 du Règlement n'est pas très clair. Le premier alinéa ordonnant une notification de la requête désire évidemment l'envoi d'une copie. Mais le second alinéa n'ordonne qu'une communication. Si la même chose est visée, pourquoi une différence d'expression, et pourquoi alors la séparation en deux alinéas ?

La pratique suivie est que ces organisations reçoivent également la copie, puisqu'une simple communication du fait qu'une requête est envoyée, n'aurait pas de sens et serait inutile. Il s'ensuit qu'il n'y a pas de raison pour séparer en deux alinéas ce qui peut être mieux dit dans un seul.

La rédaction du deuxième alinéa ferait croire que c'est au Greffier de décider quelles organisations internationales seront susceptibles de fournir des renseignements, ce qui est inadmissible, puisqu'il ne s'agit pas ici d'une formalité à remplir, mais d'une décision à prendre, d'un jugement, d'un choix à faire. Il paraît aux soussignés qu'il incombe au Président de désigner ces organisations. Il ne manquera pas de consulter la Cour si celle-ci se trouve en session, et décidera seul si elle ne l'est pas.

Articles 73 et 74 (nouveaux).

Ces articles sont destinés à dissiper quelques doutes qui parfois se sont manifestés.

L'Assemblée ou le Conseil ont demandé un avis à la Cour. C'est à elle d'y répondre, c'est à elle aussi de choisir le chemin à suivre, de prendre la route qui pourra la mettre en état de le faire.

S'il y a des États ou des organisations internationales qui désirent informer la Cour, l'éclaircir, la mettre au courant de certains faits, de certaines circonstances, d'opinions ou de vues à considérer, même sans y être invités, ils en auront pleine liberté par voie de mémoire, avec ou sans annexes ou pièces à l'appui.

Mais cette liberté n'implique pas un droit à être entendu en audience, si la Cour ne le juge pas opportun ou trouve ne pas en avoir besoin. Ils peuvent demander à la Cour de les admettre, mais il est utile qu'ils sachent d'avance, par le Règlement, que c'est à la Cour d'accepter ou de refuser, selon son bon gré.

D'autre part, c'est à la Cour de se déclarer suffisamment renseignée, et de ramener des orateurs trop féconds au sujet de leurs informations.

Article 75 (nouveau).

Cet article, comblant une lacune existante, remplit pour l'avis consultatif la fonction que l'article 62 exerce pour l'arrêt.

Mais la phrase finale des articles 62 et 71, adoptée en conséquence de l'article 57 du Statut, ne s'y trouve pas, afin de provoquer une décision de la Cour sur un point de controverse. La Cour est

liée par cet article, mais pas au delà de son texte. Il s'occupe de l'arrêt et non pas de l'avis consultatif, qui cependant doit également son existence à l'article 14 du Pacte

Si la dernière phrase de l'article 62 du Règlement était omise, le droit des juges de publier des opinions dissidentes ne serait pas atteint et une défense par le Règlement serait même sans valeur.

Si au contraire la dernière phrase de l'article 71 ne s'y trouvait pas, la publication d'opinions dissidentes serait prohibée et défendue, en vertu du secret professionnel de la Chambre du Conseil, par la dernière phrase de l'article 54 du Statut. La disposition de son article 57 est l'exception expresse et indispensable à cette fin de l'article 54, pour ouvrir la porte à la publication voulue.

Donc, l'article 62 ne crée pas un droit mais reconnaît seulement un droit existant, et qu'un règlement ne pourrait dérober aux juges.

L'article 71 crée un droit qui n'existerait pas sans lui, et dont il est même très douteux qu'il puisse être accordé par le Règlement à côté de la disposition statutaire de l'article 54.

Faut-il le maintenir ?

D'une part, on peut soutenir que ce serait illogique, si on élimine le doute sur l'admissibilité, d'abandonner pour l'avis ce qui est statutaire pour l'arrêt.

D'autre part, on peut alléguer qu'il ne faut pas étendre une faculté anormale qu'on réproouve, au delà des limites posées par un pouvoir supérieur auquel soumission est dictée.

Deux systèmes se trouvent en opposition. Les soussignés se contentent pour le moment d'y fixer l'attention et d'ouvrir la possibilité du débat. C'est à la Cour de trouver la solution la plus sage

Article 76.

Cet article réunit pour l'avis consultatif les dispositions des articles 63 et 65 du Règlement relatifs aux arrêts.

(Signé) B. C. J. LODER.

(») A. WEISS.

[Pour les propositions d'amendements, voir page suivante.]

[For draft for revision, see following page.]

B. — PROPOSITIONS D'AMENDEMENTS.

Article 71.

En cas de demande pour avis consultatif, la Cour en est saisie par requête, émanant de l'Assemblée ou du Conseil de la Société des Nations.

Cette requête porte la signature soit du Président de l'Assemblée ou du Conseil, soit du Secrétaire général agissant en vertu d'instructions de l'une ou de l'autre.

Elle formule en termes précis la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé. Il y est joint tout document pouvant servir à élucider la question.

Article 72.

Le Greffier notifie copie de la requête aux membres de la Cour ; aux Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société ; aux États mentionnés à l'annexe au Pacte ; et aux organisations internationales, désignées par le Président de la Cour comme susceptibles de fournir des renseignements sur la question.

Article 73.

L'Assemblée, le Conseil, les États et les organisations internationales mentionnés à l'article précédent, pourront adresser à la Cour des mémoires contenant des renseignements sur la question dont elle est saisie.

Ils peuvent également demander à la Cour de les entendre en audience publique pour compléter ces mémoires par des explications verbales. Sur cette demande, la Cour décide en Chambre du Conseil. Le Greffier porte la décision à la connaissance du demandeur.

Article 74.

La Cour peut, soit par écrit, soit à l'audience, demander des informations complémentaires.

Au cours de l'audience publique, elle peut se déclarer suffisamment renseignée.

Toutes les informations dont la Cour estime avoir besoin étant obtenues, elle se réunit en Chambre du Conseil pour délibérer.

Article 75.

L'avis comprend :

- 1) la date à laquelle il est rendu ;
- 2) les noms des juges qui y ont pris part ;
- 3) l'indication de l'Assemblée ou du Conseil qui l'a demandé ;
- 4) l'indication des États ou des organisations qui se sont fait représenter pour fournir des informations écrites ou verbales ;
- 5) les noms des agents ou des représentants ;
- 6) les circonstances de fait ;
- 7) les raisons de droit ;
- 8) la conclusion.

Article 76.

L'avis est lu en audience publique.

Après lecture, son texte est communiqué sans retard à l'Assemblée, au Conseil et au Secrétaire général de la Société des Nations,

B. — DRAFT FOR REVISION.

[*Translation by the Registry.*]

Article 71.

Questions shall be referred to the Court for an advisory opinion by means of a request emanating from the Assembly or the Council of the League of Nations.

This request shall be signed by the President of either the Assembly or the Council, or by the Secretary-General under instructions from one or other of them.

It shall contain an exact statement of the question upon which an opinion is required, and shall be accompanied by all documents likely to throw light upon the question.

Article 72.

The Registrar shall communicate a copy of the request to members of the Court ; to Members of the League of Nations through the Secretary-General of the League ; to States mentioned in the Annex to the Covenant, and to such international organizations as are designated by the President as able to furnish information on the question.

Article 73.

The Assembly, the Council, the States and international organizations mentioned in the preceding article, may submit to the Court memorials containing information on the question before it.

They may also request the Court to grant them a public hearing in order to supplement these memorials by oral statements. The Court shall consider such request at a private meeting. The Registrar shall convey the Court's decision to the Applicant.

Article 74.

The Court may, either in writing or at the hearing, ask for additional information.

In the course of the public hearing, the Court may announce that it is satisfied that the information before it is sufficient.

When all information which the Court regards as necessary has been obtained, it shall sit in private to consider its opinion.

Article 75.

The Opinion shall contain :

- (1) the date on which it is pronounced ;
- (2) the names of the judges participating ;
- (3) the indication of the Assembly or Council meeting, as the case may be, at which it has been requested ;
- (4) the names and style of the States or organizations which have appointed representatives to furnish written or oral information ;
- (5) the names of agents or representatives ;
- (6) the matters of fact ;
- (7) the reasons in point of law ;
- (8) the conclusion.

Article 76.

The Opinion shall be read in open Court.

After having been read, the text of the Opinion shall forthwith be communicated to the Assembly, the Council and the Secretary-

PROPOSITIONS DE MM. LODER ET WEISS

ainsi qu'aux États et aux organisations internationales visés à l'article 72 du Règlement.

L'avis et la requête à laquelle il répond sont imprimés dans un recueil spécial publié sous la responsabilité du Greffier.

TITRE 3. — ERREURS.

Article 77.

(Le même texte que celui de l'article 74 actuel.)

PROPOSITIONS DE MM. LODER ET WEISS

General of the League of Nations, and also to the States and international organizations mentioned in Article 72 of the Rules.

The Opinion, and the Request in response to which it was given, shall be printed and published in a special collection for which the Registrar shall be responsible.

HEADING 3. — ERRORS.

Article 77.

(Same as the present Article 74.)

2.

OBSERVATIONS DE M. ALTAMIRA

(MAI 1924)

CONCERNANT LE PROJET DE MODIFICATION DES ARTICLES 72 ET 73
DU RÈGLEMENT DE LA COUR, SIGNÉ PAR MM. LODER ET WEISS.

Le projet élimine, dans le texte des articles proposés, la question de fond qui s'impose d'elle-même dès que l'on examine la procédure concernant les avis consultatifs. Et cependant, les auteurs du projet ont eux-mêmes reconnu l'importance primordiale de cette question et la nécessité pour la Cour de se prononcer à ce sujet, puisque ce n'est qu'après un vote de majorité en faveur du point de vue adopté par le projet, qu'il serait possible de passer à la discussion de règles conçues d'après l'une ou l'autre des deux doctrines en présence.

Les auteurs du projet ont eu aussi la bonté de rappeler qu'une proposition à ce sujet a été présentée par moi à la Cour en septembre 1923 et n'a pas encore été discutée.

Pour les raisons déjà exprimées, je suis d'accord avec les auteurs du projet pour considérer nécessaire cette discussion. Mon opinion à cet égard serait la même si la proposition dont je viens de parler avait été signée par un autre. Il me semble inutile de dire qu'il ne s'agit pas ici le moins du monde d'une question d'amour-propre, mais d'une question très sérieuse de principe. Même si la Cour tout entière, à ma seule exception, pensait que ma doctrine est mal fondée, la Cour devrait exprimer nettement son opinion sur le caractère des avis, puisque le doute existe et que la fixation d'une doctrine concernant la question est indispensable pour bien déterminer une partie assez importante des relations de la Cour avec le Conseil et l'Assemblée. La nécessité d'une déclaration explicite de principes est d'autant plus nécessaire que le Règlement ne dit rien à ce sujet, et les auteurs du projet en conviennent dans l'alinéa 2 de leur Note, qui établit la véritable position de la question. D'autre part, il est évident qu'il ne suffit pas, pour trancher la question, d'une pratique non fondée sur des textes et qui pourrait par cela même changer un jour ou l'autre. Mais l'accord entre les auteurs du projet et moi-même me dispense de parler plus longuement de la nécessité de discuter cette première question.

Pour ma part, je maintiens ma proposition du 4 septembre 1923¹. Le sens et le but visés par moi, se trouvent expliqués dans les observations qui précèdent la proposition elle-même, et notamment dans le paragraphe 5. En relation avec ce paragraphe, les points essentiels de ma doctrine se trouvent nettement exprimés dans les paragraphes 1, 2 et 6 de ma proposition. L'adoption de ces paragraphes porterait à la discussion détaillée de leur application, sur laquelle je n'ai pas une opinion irréductible. Elle l'est, par contre, sur les principes visés aux paragraphes que je viens de citer.

Mon opinion se base sur le texte de l'article 14 du Pacte. Je regrette beaucoup de me séparer sur ce point de l'opinion de quelques-uns de mes collègues. Pour moi, l'article 14 non seulement donne des indices à ce sujet, mais exprime assez clairement le caractère des « avis » et sa différence avec la fonction judiciaire de la Cour. Le mot « consultatif » joint à celui d'« avis », exprime non seulement en français, mais aussi en d'autres langues, une relation non judiciaire, mais de demande et de délivrance d'opinion entre deux organismes, dont l'un peut être un Conseil, un Comité, une Cour, en vue d'une décision future. Le but d'une telle demande n'est pas de rendre justice à des Parties, mais de guider ou d'éclairer une personne ou une autorité publique sur une question à propos de laquelle cette personne ou cette autorité doit agir. En principe, ce genre de relations ne comporte pas la publicité. L'organisme à qui l'avis est

¹ Voir ci-après, p. 293.

donné peut certainement le communiquer à d'autres s'il le veut bien, mais on ne comprendrait jamais que celui qui émet l'avis puisse par sa seule volonté donner publicité à un document qui, à vrai dire, ne lui appartient pas entièrement.

Je prie la Cour de vouloir bien croire que je ne pose pas ici une question théorique. Quoique professeur, je sais bien, par une longue pratique administrative, que les questions purement théoriques ne peuvent pas occuper le temps des organes d'une activité juridique positive. D'ailleurs, nous autres juristes, à la différence des philosophes, nous sommes portés toujours à ne pas nous attarder sur des questions académiques qui ont leur place autre part. La question que je pose est absolument pratique. En effet, il s'agit tout d'abord de l'interprétation d'un article du Pacte ; et, ensuite, la valeur pratique de la question a été assez fâcheusement démontrée par les incidents auxquels fait allusion l'alinéa premier de ma proposition. Je continue à craindre que d'autres plus graves encore peuvent nous attendre dans l'avenir.

Il est vrai — et je m'empresse de le dire, car je discute en toute sincérité et en tâchant seulement de saisir le vrai dans la question posée — que le Conseil n'a exprimé jusqu'ici (au moins à ma connaissance) aucune opinion contraire à la pratique de pleine publicité que la Cour a suivie. Mais un silence n'est pas un consentement, malgré le dicton populaire ; et, d'autre part, pour moi, il resterait toujours, même dans le cas d'une opinion explicite du Conseil, le devoir juridique de me poser à moi-même la question si j'ai bien interprété l'article 14. L'avis d'un tiers favorable à ma pratique ne suffirait pas pour tranquilliser ma conscience, du moment où le doute aurait fait son apparition dans mon esprit.

Je tiens donc à établir d'une façon très claire qu'il s'agit pour moi de l'intelligence de l'article 14 du Pacte, qui nous lierait sans possibilité d'agir autrement ; et particulièrement du sens technique, juridique, des termes « avis consultatif » tel que nous le montre le lexique et la pratique professionnelle des juristes et des hommes d'administration de langues et de pays différents.

En posant cette question, je n'entends pas souscrire à une approbation de la doctrine de l'article 14 en ce qui concerne la double fonction de la Cour qu'il a établie. Peut-être aurait-il été préférable que cette double fonction n'existât pas et que la Cour ne fût qu'un tribunal de justice, voué seulement à la solution en droit des différends entre Parties. Mais il faut prendre l'article tel qu'il est. Devant son texte qui nous oblige, il n'y a pas lieu de se prononcer sur ce qu'il serait préférable de faire, mais sur ce qu'il nous est possible de faire. Toute aspiration, même la plus généreuse et la plus universelle du point de vue de la démocratie internationale, telle que la publicité à outrance, etc., est ici absolument déplacée ; il est inutile de dire que c'est à mon grand regret, car, en 1920, lors de la discussion de l'avant-projet du Statut, j'ai bien souvent donné la preuve que je me plaçais toujours au point de vue le plus radical dans ces questions-là. Mais ce n'est pas moi, ni la Cour non plus, qui a rédigé le Pacte. Il nous appartient bien moins encore de le modifier ; mais nous devons tâcher toujours de nous rendre bien compte de la doctrine et nous devons l'appliquer strictement tant qu'elle n'est pas amendée.

Pour finir de caractériser le sens de ma proposition, je prie la Cour de vouloir bien remarquer que je ne tâche pas de modifier en rien le Règlement, à l'égard duquel ma proposition ne représente pas de nouvelles idées, puisque notre Règlement n'en a pas à ce sujet, non plus que le Statut. Ce dont il s'agit ici précisément, c'est de combler une lacune du Règlement, puisque l'expérience nous a montré qu'il fallait fixer notre pensée à ce sujet, non seulement par une pratique plus ou moins heureuse, mais par des règles explicites.

Pour moi, ces règles doivent être celles contenues dans les principes qui sont à la base de ma proposition et cela parce qu'à mon avis l'article 14 du Pacte nous impose cette doctrine, et que si nous ne la suivions pas nous nous heurterions à de bien plus graves difficultés qu'en nous y conformant.

Pour ma part, une plus longue discussion me semble inutile. J'ai dit probablement tout ce que j'avais à dire. Je demande seulement

OBSERVATIONS DE M. ANZILOTTI

à la Cour un vote sur cette première question. Et, au cas où je resterais seul dans l'interprétation de l'article 14 du Pacte que je viens d'exposer, je demande que le procès-verbal fasse mention de mon vote et des raisons que j'ai eues pour le maintenir.

(Signé) RAFAEL ALTAMIRA.

28 mai 1924.

3.

OBSERVATIONS DE M. ANZILOTTI

(JUIN 1924)

SUR LE PROJET DE REVISION DU RÈGLEMENT DE LA COUR
PRÉSENTÉ PAR M. LE PRÉSIDENT EN COLLABORATION
AVEC M. LE VICE-PRÉSIDENT.

Le projet de revision des articles 71 à 74 de notre Règlement, que Monsieur le Président vient de nous soumettre avec la collaboration de M. le Vice-Président, soulève tout d'abord une question préalable : est-il opportun de procéder d'ores et déjà à une revision du Règlement et en particulier des dispositions concernant la procédure consultative ? J'en doute beaucoup. D'un côté, en effet, notre Règlement est trop récent pour être déjà amendé ; et je crains que nous nous engagions dans une voie assez dangereuse si nous commençons à modifier le Règlement sans une nécessité véritable et dans le seul but de l'améliorer. De l'autre côté, notre expérience en matière d'avis consultatifs est encore très limitée et je ne suis pas certain qu'elle puisse donner une base solide à des dispositions aussi complètes et précises que celles qu'il serait nécessaire d'adopter pour passer outre aux inconvénients d'une revision d'un Règlement qui date à peine de deux ans. Le seul point certain de notre expérience en matière d'avis consultatifs est leur grande variété ; la conséquence également certaine en est qu'il serait très difficile de fixer des règles à la fois complètes et pouvant s'adapter à tous les cas. Mais ce n'est pas tout. Il se peut bien que je me trompe ; cependant, mon impression est que l'avenir nous réserve d'autres surprises sur ce terrain. Je pense que les formes de collaboration entre le Conseil et la Cour, entre l'organe politique et l'organe juridique, sont bien loin d'être épuisées et que peut-être la fonction consultative de la Cour est destinée à jouer un rôle de tout premier ordre dans le règlement pacifique des différends internationaux, où la politique et le droit sont si souvent mêlés.

Dans ces circonstances, et tout en reconnaissant la *possibilité* d'améliorer dès maintenant les dispositions du Règlement touchant la procédure consultative, j'aimerais mieux ne pas entrer dans cette voie avant qu'une expérience plus complète nous soit acquise.

Je me rends parfaitement compte des raisons d'opportunité pratique qui ont poussé Messieurs le Président et le Vice-Président à chercher un remède, pour petit qu'il soit, contre le chômage momentané de la Cour ; mais elles ne sauraient prévaloir contre les considérations que je viens d'exposer.

* * *

Si la Cour décidait d'entreprendre, dès la prochaine session, la revision de cette partie du Règlement, elle devrait tout d'abord prendre position à l'égard d'une question générale et fondamentale : faut-il que la procédure consultative garde le caractère public et quasi-contentieux que lui ont attribué le Règlement et plus encore la pratique de la Cour ?

La question est largement développée dans les mémorandums que nous ont soumis l'année dernière nos collègues, M. Altamira et Mr. Bassett Moore : je me bornerai à une observation presque personnelle. Lorsque nous avons rédigé notre Règlement, j'ai soutenu

que nous n'avions pas le droit de mettre le Conseil dans l'impossibilité de nous demander un avis sur une question de nature confidentielle ou secrète. Sans rouvrir la discussion sur l'article 14 du Pacte, je dois dire que la question se pose désormais d'une manière toute différente : nous avons adopté la procédure publique et quasi-contentieuse parce que nous avons pensé que c'était la seule compatible avec la nature et les exigences d'une Cour de justice ; je ne vois pas comment on pourrait revenir sur nos pas et adopter un système opposé. En 1922, on pouvait discuter si l'article 14 du Pacte nous laissait libres de faire ce que nous avons fait ; maintenant, à mon avis, il n'y a qu'à continuer dans la voie où nous sommes entrés et dont les avantages sont d'ailleurs évidents.

Cela n'empêche que le système adopté par la Cour ne présente aussi des dangers et des inconvénients : j'appelle en particulier l'attention sur la possibilité que des États tiers interviennent, d'une manière détournée, dans un véritable différend entre deux ou plusieurs autres États. Mais il me semble extrêmement difficile de fixer, à l'état actuel de notre expérience, des règles capables de les éliminer. Le large pouvoir discrétionnaire que le Règlement actuel laisse à la Cour est peut-être tout ce qu'il y a de mieux, car il permet de tenir compte des circonstances de chaque cas et de la nature du différend sur lequel l'avis de la Cour est demandé.

* * *

Les deux principes posés par l'article 71 du Règlement actuel ne se trouvent pas dans le Projet. Il y a cependant une différence très remarquable dans la position que le Projet prend à leur égard, car on veut supprimer le droit pour les juges de joindre à l'avis leurs opinions dissidentes, tandis que peut-être il est sous-entendu dans le Projet que les avis sont émis par la Cour en séance plénière.

En ce qui concerne le droit pour les juges de joindre à l'avis leurs opinions dissidentes, je désire déclarer dès maintenant que je m'opposerais de toutes mes forces à sa suppression. Ma sympathie pour ce principe de la procédure anglo-saxonne est aussi grande que l'antipathie que Messieurs le Président et le Vice-Président n'ont jamais cachée pour l'article 57 du Statut. Ils admettent cependant avec moi qu'il ne s'agit pas ici de nos opinions personnelles ; il s'agit de la place et de l'importance que ce principe a dans notre Statut. Or, à ce point de vue, personne ne contestera qu'il s'agit d'une règle fondamentale et vraiment constitutionnelle de l'activité de la Cour ; personne ne contestera non plus que le principe a sa raison d'être dans les avis plus encore que dans les arrêts, et que les motifs pour lesquels il fut adopté par le Conseil sont applicables également dans les deux cas. Je me refuse à admettre que le Statut nous laisse libres d'adopter une règle différente, et c'est bien parce que telle a été l'opinion de la Cour en 1922, que le deuxième alinéa de l'article 71 fut introduit dans notre Règlement.

On pourrait par contre se demander s'il n'y a pas lieu de permettre au Conseil et à l'Assemblée de demander un avis aux Chambres spéciales. Pratiquement, cela revient à dire : à la Chambre de procédure sommaire. Sans méconnaître aucunement les avantages, l'économie et la rapidité que ce système pourrait présenter, j'hésiterais beaucoup à l'accepter. Le Conseil peut s'adresser à la Cour et lui demander un avis même sans le consentement des Parties Membres de la Société des Nations : il faut alors que la Cour présente toutes les garanties inhérentes à sa composition normale. Toute déviation de ce principe me semble dangereuse, et je ne suis pas certain de sa compatibilité avec le Statut, qui fait toujours dépendre de la volonté des Parties le recours aux Chambres spéciales.

* * *

J'ajouterai quelques remarques sur les articles du Projet, en me réservant de présenter des propositions fermes si la Cour décide de le discuter.

OBSERVATIONS DE M. YOVANOVITCH

Sous bénéfice des observations qui précèdent, je n'ai rien à observer sur l'article 71 du Projet, qui ne fait qu'améliorer la rédaction de l'article 72 du Règlement.

Article 72. — Au point de vue rédactionnel, il y aurait lieu peut-être de distinguer entre la *communication* de la requête aux membres de la Cour et sa *notification* aux Membres de la Société, etc. : il est évident qu'il s'agit de choses très différentes. Au fond, il y aurait lieu de tenir compte de certaines questions qui se sont déjà présentées à la Cour. Tout d'abord, *quid juris* pour les États non Membres de la Société et non mentionnés dans l'annexe au Pacte ? Je rappelle ici la Résolution du Conseil du 17 mai 1922. En second lieu, ne conviendrait-il pas de définir un peu mieux quelles sont les *organisations internationales* visées par l'article ? A mon avis, il ne saurait être question que des organes de la Société des Nations et des organes créés par une union internationale (Commissions et Bureaux internationaux). On se rappellera peut-être que la malheureuse expression « organisations internationales » fut adoptée pour ne pas mentionner particulièrement le Bureau international du Travail.

Article 73. — Je me borne à appeler l'attention sur deux questions connexes avec cet article. *a)* Ne faut-il pas prévoir la communication des mémoires *aux intéressés* ? Que l'on se rappelle ce qui est arrivé l'année dernière au sujet du mémoire allemand dans la question des minorités ! — *b)* Le premier alinéa de cet article, en conformité d'ailleurs avec la pratique actuelle, aboutit à un véritable droit d'introduction ; si l'on ajoute qu'il ne serait pas facile de refuser d'entendre oralement un État ayant présenté un mémoire habilement préparé dans ce but, on voit que l'intervention serait ainsi complète ! Comme je l'ai remarqué précédemment, c'est un des points les plus délicats de la procédure consultative.

Article 74. — Selon moi, la Cour ne devrait *jamais* se déclarer *suffisamment* renseignée, car on ne peut savoir quelles questions surgiront pendant les délibérations dans la Chambre du Conseil. S'il s'agit d'empêcher des plaidoiries inutiles, on peut trouver d'autres moyens.

Article 75. — Le second alinéa de l'article 71 du Règlement actuel trouverait tout naturellement sa place à la fin de cet article.

(Signé) D. ANZILOTTI.

Rome, le 1^{er} juin 1924.

4.

OBSERVATIONS DE M. YOVANOVITCH

SUR LES PROPOSITIONS LODER-WEISS.

Belgrade, le 21 mai 1924.

Monsieur le Président,

En réponse à votre lettre du 2 ct. et sur votre invitation, j'ai l'honneur de vous faire la communication suivante :

Conformément à l'article 14 du Pacte, la Cour donnera (ou mieux, selon le texte anglais du même article, *peut* donner, ce qui veut dire qu'elle peut également refuser de le donner) son avis consultatif dans chaque cas d'un litige ou différend, ainsi que sur tout autre point qui lui serait soumis par le Conseil ou l'Assemblée de la Société des Nations.

Dans ces cas, d'une façon générale, la question litigieuse ne doit pas être tranchée par cette Cour, mais ce sont ou l'Assemblée de la Société des Nations, ou son Conseil, ou les Parties elles-mêmes dans les pourparlers directs, qui doivent apporter la solution en se basant uniquement sur l'avis consultatif donné par la Cour. Je trouve qu'il importe de souligner ce fait, parce qu'il me semble que la compétence de la Cour pour donner des avis consultatifs

ne cadre pas très bien, du moins au point de vue des principes généraux, avec la compétence capitale de la même Cour pour connaître et juger les litiges ou différends internationaux en première et dernière instance. La possibilité laissée à l'Assemblée de la Société des Nations ou à son Conseil, en apportant une solution au litige en question, de tenir compte de l'avis de la Cour ou de passer outre, ne sera pas très avantageuse pour l'autorité morale et la considération de la Cour. C'est pourquoi on pourrait invoquer des arguments très sérieux contre la publicité de la procédure consultative. D'autre part, on peut prétendre avec beaucoup de raisons que la publicité intégrale de toute la procédure de la Cour est une des bases les plus solides de son autorité morale et que, par conséquent, on ne saurait, même dans la procédure consultative, apporter aucune dérogation à ce principe fondamental sans porter préjudice à la valeur morale des décisions de la Cour.

Pour les raisons précitées, je suis d'avis qu'il serait bon, dans le Règlement de la Cour, de préciser le point suivant : que dans sa compétence consultative, la Cour ne donne son avis *que sur la manière dont on doit envisager la question litigieuse uniquement du point de vue juridique*, c'est-à-dire quelles conclusions juridiques on peut tirer *des faits matériels fixés et constatés par l'Assemblée ou le Conseil de la Société des Nations*. Donc, dans les cas où l'on demandera l'avis consultatif de la Cour, les questions posées ne pourront être que des questions purement juridiques. Naturellement, la solution juridique de la question posée à la Cour découle et dépend étroitement de certains faits matériels déjà constatés et appréciés par l'Assemblée de la Société des Nations ou le Conseil, ou qui le seront ultérieurement. La Cour n'a pas à les examiner autrement qu'en recherchant leur portée juridique, par conséquent juste le contraire de ce qu'elle aurait fait dans le cas d'un litige international soumis régulièrement à sa compétence et que la Cour devrait solutionner intégralement.

Dans sa procédure consultative, la Cour n'a aucune sorte d'instruction ni d'enquête à faire. Se basant sur les résultats de l'instruction ou de l'enquête déjà faite par l'Assemblée ou le Conseil de la Société des Nations — ou faite seulement ultérieurement à la demande de la Cour même —, la Cour doit donner son avis consultatif, purement juridique, comme réponse à la question qui lui a été posée par l'Assemblée ou le Conseil de la Société des Nations dans sa requête.

Ni la requête d'un avis consultatif à la Cour, ni cet avis lui-même, ne doivent, en principe, par leur nature, rester secrets. C'est pourquoi il est tout à fait logique de les notifier à tous les membres de la Cour, de la Société des Nations et aux organisations internationales, ainsi que de les publier ensuite dans le Recueil de la Cour.

La procédure consultative de la Cour, actuellement prévue par le Statut, étant déjà assez formaliste, rigide et solennelle, je ne crois pas utile d'y ajouter d'autres entraves et d'autres complications. La Cour doit se conserver quelque peu de latitude, se réserver, si possible, même la faculté de refuser de donner son avis au cas où il y aurait risque que son avis ne soit pas suivi ni observé dans la solution du litige. La Cour est et restera longtemps encore une institution jeune, assez fragile, et l'on ne doit pas l'exposer à des expériences qui pourraient compromettre sinon le principe même de la juridiction internationale, du moins son autorité morale et sa dignité.

Je pense que les clauses actuelles, relatives à la procédure consultative, sont largement suffisantes, assez claires et explicites, et qu'il n'est pas opportun d'y ajouter quoi que ce soit.

Je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) MICHEL P. YOVANOVITCH

5.

OBSERVATIONS DE M. BEICHMANN
SUR LES PROPOSITIONS LODER-WEISS.

Trondhjem, le 12 mai 1924.

Monsieur le Président,

En réponse à votre lettre du 5 mai courant, j'ai l'honneur de Vous présenter les observations suivantes en ce qui concerne le projet de revision du Titre II du Chapitre II du Règlement de la Cour :

1) Les deux règles contenues dans l'article 71 actuel doivent, à mon avis, être conservées. C'est un principe qui ne manque pas d'importance que la fonction de donner des avis consultatifs doit être exercée par la Cour en séance plénière, et non par une chambre ou commission spéciale nommée à cette fin. Si l'on supprimait la disposition qui se trouve actuellement dans le premier alinéa de l'article 71, on créerait l'impression qu'il n'en serait plus ainsi. Je recommande donc de conserver cet alinéa tel quel.

Quant au second alinéa, je suis d'avis que tant que la règle pour les arrêts est celle que les juges ont la faculté d'ajouter leurs opinions dissidentes (art. 57 du Statut), il doit en être de même en ce qui concerne les avis consultatifs. Mais l'alinéa trouvera dans le projet sa place à la fin de l'article 75.

2) Je me demande s'il ne sera pas préférable de supprimer la dernière phrase de l'article 73 du projet, laquelle pourrait être interprétée dans ce sens que seul le demandeur sera informé de la décision, même si celle-ci accorde la demande. Dans la pluralité des cas dont la Cour a été saisie, il y a eu des intéressés qui en réalité ont été des Parties à un litige, et dans ces cas il me semble que ces intéressés doivent être informés si, oui ou non, leurs adversaires sont admis à plaider leur cause oralement. En supprimant la dernière phrase, on laisse à la Cour toute faculté de décider, selon les circonstances, sur les communications à faire à la suite de la décision.

Peut-être y aurait-il aussi lieu de compléter le projet par une disposition admettant les intéressés à prendre connaissance des mémoires présentés à la Cour et des informations écrites complémentaires visées à l'article 74 du projet.

En ce qui concerne d'autres matières, je me permets de rappeler l'idée que j'avais suggérée lors de la session préliminaire à la séance du 25 février 1922 (pp. 99-100 du Recueil), d'après laquelle le Président aurait la faculté d'ajourner la session ordinaire, s'il n'y a pas d'affaires à traiter. La situation actuelle démontre que la question ne manque pas d'intérêt pratique.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) BEICHMANN.

II.

PROPOSITION DE M. ALTAMIRA

A L'ÉGARD DE LA PROCÉDURE DANS LES AVIS CONSULTATIFS
(SEPTEMBRE 1923), AVEC COMMENTAIRES.

1.

PROPOSITION DE M. ALTAMIRA

(4 SEPTEMBRE 1923).

A. — NOTE.

L'incident soulevé par la Pologne dans l'audience d'hier¹ est venu rappeler à la Cour d'une façon aiguë et brusque le besoin pressant de se préoccuper de la procédure dans les avis consultatifs.

C'est évident qu'au fond, la Pologne n'est pas fondée dans ses protestations, puisqu'il s'agit d'un avis consultatif où, faute de règlement, la Cour est libre de prendre la voie qu'elle considère convenable. En tout cas, la condition même des avis donnerait à la Cour une bien autre liberté d'agir que dans les questions contentieuses.

Mais, d'autre part, il n'est pas moins vrai que la Cour a donné lieu aux prétentions actuelles de la Pologne et à bien d'autres encore. Pratiquement, la Cour a fait suivre aux avis la même procédure orale que le Règlement fixe pour les différends; et les États intéressés dans les questions visées dans les requêtes pour avis, ont été amenés à considérer comme de leur droit la discussion des informations orales, avec des répliques, dupliques, etc. Dans ces circonstances, il est bien naturel que les États demandent des délais nécessaires pour préparer ces discussions et pour étudier les documents envoyés à la Cour et dont la communication à tous les intéressés est considérée comme obligatoire.

N'étant pas possible pour le moment d'éviter les conséquences de cette confusion dans les avis en marche, il est urgent d'en éviter la possibilité dans l'avenir. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que la question nous saute aux yeux. Moi-même, j'y ai attiré l'attention de la Cour à plusieurs reprises.

En vue, donc, de terminer avec cette situation si pleine de surprises désagréables, j'ai l'honneur de présenter à la Cour une proposition destinée à fixer les lignes générales de la procédure concernant les avis consultatifs, aussi bien qu'à tracer la différence qu'il doit y avoir, à mon avis, entre cette procédure et celle concernant les affaires contentieuses, comme conséquence nécessaire de la nature juridique propre à chacune de ces espèces de l'activité de la Cour.

Ma proposition signale seulement des orientations générales dont le développement et la détermination spécifique restent ouverts même dans ma pensée. Si, cependant, mes règles sont très radicales, c'est, d'un côté, parce que je vous dois sincèrement l'expression de mes préférences; d'un autre côté, parce que je crois que les propositions les plus radicales sont précisément celles qui se prêtent le mieux à engager une discussion et à arriver, par des rectifications successives, au juste milieu qu'on disait autrefois, où un accord parmi les opinions les plus divergentes se fait possible.

Je prie la Cour de vouloir bien prendre en considération ma proposition et de la discuter dans la séance destinée aux questions administratives qui doit avoir lieu avant la fin de la session actuelle.

¹ Voir Publications de la Cour, Série C, n° 3, p. 41.

COMMENT BY MR. MOORE

En présence d'un problème aussi grave que celui des avis tel qu'il se pose maintenant devant nous, je pense que ni la Cour ni aucun de ses membres n'ont le droit d'être pressés.

B. — PRINCIPES QUI DOIVENT RÉGLER LA PROCÉDURE DANS LES AVIS CONSULTATIFS.

1) Les avis consultatifs sont, de leur propre nature, une espèce d'activité juridique de la Cour qui se réfère uniquement aux relations de celle-ci avec le Conseil et l'Assemblée.

2) Toute audience publique est supprimée dans les avis consultatifs.

3) La Cour a la faculté de demander directement aux États visés dans la requête du Conseil ou de l'Assemblée, aussi bien qu'à tout autre État ou organisation internationale mentionnés dans l'article 73 de son Règlement, tout document et toute explication orale qui lui semblera utile pour compléter l'information jointe à la requête. Elle sera libre d'accepter les documents et les informations offerts à elle par des États ou des organisations internationales.

4) Les documents indiqués dans la règle précédente servent uniquement pour l'illustration particulière de la Cour. Ils ne seront donc pas communiqués aux autres États intéressés dans la question. Néanmoins, la Cour peut, dans certaines circonstances, accorder le contraire et sans précédent.

5) Les explications orales seront données en Chambre du Conseil, c'est-à-dire en séance privée de la Cour.

6) La réponse à la requête ne sera connue que du Conseil ou de l'Assemblée qui ont saisi la Cour, sauf si le destinataire en décide autrement.

4 septembre 1923.

(Signé) R. ALTAMIRA.

2.

COMMENT BY MR. MOORE

ON M. ALTAMIRA'S PROPOSAL CONCERNING PROCEDURE FOR ADVISORY OPINIONS.

Although M. Altamira's proposal (Distr. 437)¹ nominally relates to procedure, an examination of it immediately shows that it radically touches the character and standing of the Court. I do not, however, regret that this question has again been raised, as I believe it to be of the utmost importance that the Court's functions and position should at all times be clearly understood and should with equal clearness be indicated by its rules. The Court owes this to the public as well as to itself.

By the rules adopted at its Preliminary Session in 1922, the Court unmistakably indicated that in rendering advisory opinions it would follow judicial methods and preserve the same judicial independence as the world would necessarily expect it to maintain in deciding differences brought before it in a contentious way. The rules as adopted presupposed, (1) that the Court would decide for itself in each instance whether and to what effect it would answer the questions put to it, and (2) that in no event would it give any secret or private advice.

As the minutes now in the hands of the public show, the agreement on these two points was so nearly unanimous as to justify the world in believing that the attitude of the Court on the subject would not change. In so saying, I do not intend to imply that it is not the duty of each member of the Court to act on all occasions as his judgment and sense of duty may dictate. All I intend to convey is that, if the attitude of the Court should change, the attitude of governments, the Court's prospective suitors, would change accordingly.

¹ See p. 293.

So far as I am advised, the attitude which the Court originally assumed and has since consistently maintained in respect of advisory opinions caused no dissatisfaction in any quarter. There is, on the contrary, every reason to believe that the action of the Court inspired a general feeling of confidence and respect. When, three months later, the Court met in its first ordinary session, it found on its docket two requests for advisory opinions, and a third was soon added. In the midst of the following winter, the Court met in extraordinary session to hear a fourth request. Three more have since been presented. There has been an abundance rather than a dearth of such business ; and in assisting the Court to dispose of it, governments have sent their highest legal representatives. We may be justified in believing that in some of the cases, such as that concerning Tunis and Morocco, the judicial character of the Court's procedure materially influenced the interested governments in concurring in the submission.

Briefly summarized, the present proposal is to the effect that the Court, when giving advisory opinions, shall hold no public sittings ; that any documents or information obtained under Article 73 of the present Rules shall be used solely for the private inspection of the Court, and, unless the Court exceptionally permits it, shall not be communicated to other interested States ; that any oral statements which the Court may decide to receive shall be heard at a private sitting ; and that the opinion of the Court, instead of being publicly announced, shall be exclusively communicated to the Council or the Assembly for such use as the one body or the other may think proper to make of it.

This radical change in the Rules is advocated on the ground (1) that the activities of the Court in giving advisory opinions "solely concern the relations between the Court and the Council and Assembly", and (2) that the recent Polish-Roumanian incident has shown the necessity of a change in the present Rules. I will first consider the second ground.

Roumania made an eleventh-hour application to intervene in the Polish question under Articles 62 and 63 of the Statute and the rules relating to the execution of those articles. The rules relating to advisory opinions were not mentioned. The supposition that she was induced by those rules to approach the Court therefore cannot be entertained. On the other hand, her failure to invoke them no doubt was deliberate. It was clear that an application under them would be addressed to the discretion of the Court, and that the Court would not, in view of the circumstances, be likely to grant an application for delay. The fact that the Polish representative, without professing to have any authority from Roumania, afterwards ventured publicly to reproach the Court for refusing Roumania's application, serves only to show that the application conformed to Poland's desires. What the Polish representative would have said to the Court if he had been admitted privately to assist the Court in privately dealing with his country's interests as a matter solely concerning the relations between the Court and the Council, may be left to the imagination. Nor can it be supposed that Roumania's attitude would have been favourably influenced by such a method of procedure. In reality the objection of both Governments is to the intervention of the League rather than to the action of the Court.

As appears by the minutes of our Preliminary Session, I did not hesitate then to avow the belief that if the Court should frame its Rules upon the supposition that its relations to the Council and the Assembly were such as to require it to give secret advice, the Court would not be regarded by the world either as a judicial or as an independent tribunal, and that no government guided by ordinary prudence would ever approach the Court with an international difference. I did not overlook Article 46 of the Statute, which provides that "the hearing in the Court shall be public, unless the Court shall decide otherwise, or unless the Parties demand that the public be not admitted". But this provision relates only to contentious litigation, and has nothing to do with advisory opinions. Even as regards contentious litigation, it merely authorizes an

exception, in an individual case, to the rule that the oral hearings shall be public. Besides, the exception, if made, would affect both Parties equally, and would not permit the Court to receive or to act upon information furnished by one of the interested Parties and not communicated to the other.

It may be further observed that the examples occasionally found of national courts invested with power to give advice to their governments are quite irrelevant to the question now under consideration. Such national arrangements, ordained by the national constitutions and laws, proceed from the people and are binding upon government and people alike. The predicament of the Permanent Court of International Justice is altogether different. It is a patent fact, exemplified in our own brief experience, that the Council, from which all the requests for advisory opinions have so far come, is preoccupied, as are the other organs of the League, with international differences, which are precariously dealt with in an atmosphere of international rivalries, suspicions and recriminations, while the jurisdiction of the Court to decide such differences wholly depends upon the consent of the nations concerned. The dividing line between decisions and advisory opinions is so thin and uncertain that it will constantly be difficult to discern and to trace, and any attempt to obscure it by secrecy in our proceedings could only invite immediate disaster.

I fully recognize the fact that it is theoretically possible to consider the Court as having a dual character, so that it may one day act in a judicial capacity for the decision of differences between nations, and the next day in an advisory and non-judicial capacity, supplementing in the latter particular the activities of the Legal Section of the Secretariat at Geneva, so ably conducted by Dr. Van Hamel. I will not here discuss the question whether supplementary activities of this kind might not be more satisfactorily performed, in point of efficiency and economy, by a body less numerous than our own which would discharge its duties very promptly at the seat of the Secretariat and always be on hand for that purpose. But, what I do desire to point out is that peoples and governments will not overlook the fact that the body, acting at one moment judicially and publicly and at the next moment non-judicially and privately, is one and the same body and composed of the same persons, and that no theoretical distinctions will prevent the world from attributing to that body the character in which it more frequently acts.

So far there has been brought to the Court for decision only one international difference, and this was under a general and obligatory arbitral stipulation contracted before the Court came into existence. On the other hand, there have been sent to the Court seven requests for advisory opinions, and it is with such requests that the Court has been chiefly occupied. We may therefore seriously consider what the judgment of the world upon the Court and upon its character and standing would now be, if it had spent its time in rendering private opinions on private and *ex parte* information received at private sittings? For my own part I can only declare the belief that the reputation which the Court now enjoys as an independent, judicial body, rests upon its maintenance of that character in the matter of advisory opinions, first by its rules and later by the open and judicial conduct of its proceedings.

If, in an unguarded moment, the Court should permit its relations with governments, collectively or individually, to be shrouded in mystery or in any other way to become the subject of surmise and suspicion, at that moment the Court would inevitably forfeit the world's confidence. The effect would be suicidal. The Court has no compulsive powers. The breath of its life is the public confidence.

Any abatement whatever from the judicial character of the Court's proceedings would immediately affect its reputation as a judicial body. The circumstances of the Court's creation, the conditions under which it discharges its functions, the voluntary character of its jurisdiction and the nature of the questions with which it is concerned, all combine to render a dual rôle in its case impracticable.

(Signé) J. B. MOORE:

III.

MEMORANDUM DE M. BEICHMANN

DU 6 JUILLET 1922.

III.

MEMORANDUM DE M. BEICHMANN

DU 6 JUILLET 1922.

Il me semble utile, même nécessaire, de fixer maintenant quelques règles de procédure en ce qui concerne les avis consultatifs. D'une part, le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations doivent savoir comment la Cour procédera. D'autre part, les différents États doivent savoir si et de quelle façon ils seront admis à faire valoir leurs intérêts devant la Cour. Le Règlement actuel prescrit seulement que communication soit faite à certains États et organisations internationales. Mais il est muet sur la question de savoir si cette communication comporte la faculté d'exposer leurs vues devant la Cour et sur la manière dont cet exposé peut se faire. Je me permets donc de proposer quelques dispositions à ajouter à l'article 73 actuel du Règlement. Ces dispositions s'inspirent d'une part de l'idée qui m'a semblé prévaloir dans la discussion qui a eu lieu, c'est-à-dire que, comme règle générale, les États et organisations internationales intéressés peuvent bien être admis à exposer leurs vues, mais que cet exposé doit être donné par écrit et que ce serait seulement par exception qu'ils peuvent être autorisés à le faire oralement, cette dernière manière étant de nature, comme l'expérience l'a démontré, à entraver une prompt expédition de l'affaire.

D'autre part, comme sans doute il peut se présenter des questions sur lesquelles le Conseil ou l'Assemblée désireraient avoir l'avis de la Cour, mais sur lesquelles une discussion par des États et organisations intéressés serait singulièrement inopportune, il me semble nécessaire de leur réserver la faculté de demander que l'avis soit donné sans que les États et organisations soient admis à exposer leurs vues. Dans ces cas, une communication aux États et organisations de la demande pour avis consultatif ne doit pas avoir lieu, étant sans objet.

PROPOSITION D'UN TROISIÈME ET D'UN QUATRIÈME ALINÉAS A AJOUTER A L'ARTICLE 73 DU RÈGLEMENT DE LA COUR.

Les États et les organisations internationales intéressés (alt.: ainsi avertis) peuvent présenter par écrit les explications qu'ils jugent utiles. A cet effet, un délai peut être (alt.: sera) fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président. Par exception, la Cour peut aussi admettre des explications orales.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas en ce qui concerne une demande pour avis consultatif, pour laquelle l'Assemblée ou le Conseil de la Société des Nations aurait exprimé le désir que l'avis soit donné par la Cour sans que les États et les organisations internationales intéressés soient admis à exposer leurs vues.

A PROPOSAL THAT A THIRD AND FOURTH PARAGRAPH SHOULD BE ADDED TO ARTICLE 73 OF THE RULES OF COURT.¹

The States and international organizations interested (alternatively: so informed) may present such written statements as

¹ Translation by the Registry.

MEMORANDUM DE M. BEICHMANN

they consider desirable. For this purpose, a time limit may (alternatively : will) be fixed by the Court, or, if it is not sitting, by the President. Exceptionally, the Court may also permit oral statements.

The provisions of the present article do not apply to a request for an advisory opinion, with regard to which the Assembly or the Council of the League of Nations expresses the desire that such opinion should be given by the Court, without the States and international organizations being allowed to state their views.

La Haye, le 6 juillet 1922

(Signé) BEICHMANN.

SECTION D.

SECTION D.

RAPPORT DU GREFFIER

I. — LETTRE D'ENVOI.

28 décembre 1925.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'inviter, en vue de la revision éventuelle du Règlement de la Cour, envisagée par elle dans sa décision du 17 juin 1925, à vous faire un rapport sur les modifications dont l'expérience des années écoulées indiquerait l'introduction comme désirable.

Pour donner suite à cette invitation, j'ai l'honneur de vous présenter ci-joint un projet de nouvelle rédaction de certains articles du Règlement, avec quelques brèves notes explicatives. Il m'a, en effet, semblé que cette manière de présenter mes suggestions serait à la fois la plus brève et la plus claire.

Dans ces suggestions, je me suis proposé un double but :

- a) de codifier la pratique existante ;
- b) de combler quelques lacunes au point de vue de la procédure, lacunes dont l'existence a, dans mon expérience, été fâcheuse.

Par contre, je me suis de propos délibéré abstenu de toute proposition tendant à modifier ce qui peut être appelé le droit actuel.

Veuillez agréer, etc.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Article 4.

1) Si, en exécution de l'article 3 du Statut, le nombre des juges titulaires est augmenté, la Cour plénière est composée par l'ensemble des juges titulaires dûment élus. ²

Dans cette éventualité, si tous les juges titulaires ne peuvent être présents, la Cour peut siéger avec onze juges titulaires seulement.

2) Dans les cas où une ou plusieurs Parties ont le droit de nommer un juge *ad hoc* de leur nationalité, ce ou ces juges nationaux sont considérés comme faisant partie de la Cour plénière.

La Cour, après avoir constaté, en conformité de l'article 31 du Statut, que plusieurs Parties font cause commune et qu'aucune d'elles ne compte, sur le siège, un juge de sa nationalité, les invite à se mettre d'accord pour désigner, dans un délai fixé par elle, un juge suppléant de la nationalité de l'une d'entre elles ; ou, s'il n'en existe pas, un juge choisi selon les principes dudit article.

Si, à l'expiration du délai, les Parties n'ont pas notifié leur désignation ou leur choix, elles sont réputées avoir renoncé à la faculté que leur confère l'article 31.

Article 9.

Nouvel alinéa à ajouter :

La Cour est présidée par le Président sortant lorsqu'elle continue à connaître d'une affaire ou question dont elle a connu avant l'expiration du mandat dudit Président. ³

Article 12.

N.B. — Ne serait-il pas nécessaire, afin d'assurer l'entière conformité des textes français et anglais, de remplacer les mots *doit être domicilié* par les mots *doit avoir sa résidence* ? On peut difficilement changer le texte anglais.

Article 17.

La Cour choisit son Greffier parmi les candidats proposés par les membres de la Cour.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité *absolue* ⁴ des voix. En cas de partage des voix, le Président a voix prépondérante.

Le Greffier est élu pour une période de sept ans, à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle pendant laquelle l'élection a eu lieu. Il est rééligible.

Si le Greffier cesse ses fonctions avant l'expiration du terme ci-dessus fixé, une élection a lieu afin de lui choisir un successeur. *Le mandat de celui-ci porte sur une période de sept ans.* ⁵

¹ Les passages composés en italique sont ceux qui diffèrent du texte adopté le 24 mars 1922.

² Cf. le principe exprimé dans l'article 16 du Règlement de 1922.

³ Ce nouvel alinéa exprime le principe suivi dans la pratique et qui est analogue à la règle stipulée au dernier alinéa de l'article 13 du Statut.

⁴ Cf. article 9, dernier alinéa ; article 14, premier alinéa ; et aussi la pratique.

⁵ Comme le Greffier, vu le système de renouvellement intégral de la Cour, doit assurer la continuité de ses travaux, la règle ci-dessus semble s'imposer.

2. — DRAFT AMENDMENTS.¹

Article 4.

1) *If, by application of Article 3 of the Statute, the number of judges is increased, the full Court shall be composed of all duly elected regular judges.*²

If, in these circumstances, all regular judges cannot be present, the Court may sit with eleven regular judges.

2) In cases in which one or more Parties are entitled to choose a judge *ad hoc* of their nationality, *the full Court shall be considered to include such national judges.*

When the Court has satisfied itself, in accordance with Article 31 of the Statute, that there are several Parties in the same interest and that none of them has a judge of its nationality upon the bench, the Court shall invite them, within a period to be fixed by the Court, to select by common agreement a deputy-judge of the nationality of one of the Parties, should there be one; or, should there not be one, a judge chosen in accordance with the principles of the above-mentioned article.

Should the Parties have failed to notify the Court of their selection or choice when the time limit expires, they shall be regarded as having renounced the right conferred upon them by Article 31.

Article 9.

New paragraph to be added:

*The retiring President shall continue to preside for the purpose of finishing any cases or questions which the Court may have begun before the expiration of his period of office as President.*³

Article 12.

N.B. — Would it be necessary, in order to ensure complete conformity between the French and English texts, to change *doit être domicilié* into *doit avoir sa résidence*? The English text can hardly be altered.

Article 17.

The Court shall select its Registrar from amongst candidates proposed by members of the Court.

The election shall be by secret ballot and by an *absolute* majority⁴ of votes. In the event of an equality of votes, the President shall have a casting vote.

The Registrar shall be elected for a term of seven years commencing on January 1st of the year following that in which the election takes place. He may be re-elected.

Should the Registrar cease to hold his office before the expiration of the term above mentioned, an election shall be held for the purpose of appointing a successor. *Such election shall be for a full term of seven years.*⁵

¹ The passages in italics are those which are different from the text adopted on March 24th, 1922.

² Cf. the principle expressed in Article 16 of the 1922 Rules.

³ This new paragraph expresses the principle adopted in practice and is analogous to the rule laid down in St. 13, last paragraph.

⁴ Cf. Article 9, last paragraph; Article 14, first paragraph, and also practice.

⁵ As the Registrar, having regard to the system of holding a new election of the whole Court, must ensure the continuity of its works, this rule appears essential.

PROPOSITIONS DU GREFFIER (ART. 17-24)

*La Cour nomme un Greffier-adjoint chargé de remplacer le Greffier pendant son absence, ou, en cas de cessation de fonctions, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la désignation de son successeur ; il est élu selon la même procédure.*¹

Article 18.

Avant son entrée en fonctions, le Greffier fait, en séance plénière de la Cour, la déclaration suivante :

« Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience, les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de Greffier de la Cour permanente de Justice internationale. »

*Le Greffier-adjoint fait une déclaration semblable dans les mêmes conditions.*²

Article 19.

Le Greffier doit être domicilié dans un rayon qui n'excède pas dix kilomètres autour du Palais de la Paix à La Haye.

*Il en est de même pour le Greffier-adjoint.*³

Les grandes vacances du Greffier ne doivent pas dépasser deux mois.

Article 20.

Les *fonctionnaires* du Greffe autres que le Greffier-adjoint⁴ sont nommés par la Cour, sur la proposition du Greffier.

Avant son entrée en fonctions, chaque fonctionnaire fait la déclaration suivante devant le Président et en présence du Greffier :

« Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui m'ont été confiées en ma qualité de fonctionnaire du Greffe de la Cour permanente de Justice internationale. »

Article 22.

Sur la proposition du Greffier, la Cour détermine et modifie l'organisation du Greffe. *Le Président désigne de temps à autre, sur la présentation du Greffier ou du Greffier-adjoint, selon les circonstances, le fonctionnaire du Greffe chargé de remplacer le Greffier, au cas où le Greffier et le Greffier-adjoint seraient l'un et l'autre empêchés d'être présents, et, au cas où ces postes seraient simultanément vacants, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à la désignation du successeur du Greffier.*⁵

Article 24.

Le Greffier⁶ reçoit tous documents destinés à la Cour et fournit, entre autres à la presse⁷, tous renseignements concernant les travaux de la Cour, sous réserve cependant de l'article 38 du présent

¹ Cf. la pratique.

² Voir la note rédigée à propos de l'article 12 (page 304).

³ Cette règle est indiquée puisque le Greffier-adjoint doit pouvoir être à même de remplacer le Greffier en toutes occasions.

⁴ Cf. article 17, nouveau texte.

⁵ Cette nouvelle rédaction est nécessaire en raison de la création du poste de Greffier-adjoint. Pour ce qui est des devoirs du remplaçant temporaire, voir Instructions, article 2 (nouvelle rédaction). Cf. nouvelle rédaction de l'article 17. (*Publications de la Cour*, Série E, n° 2, p. 40.)

⁶ En fait, le Greffier est obligé de donner des rendez-vous chaque fois qu'il y a une entrevue importante. Les premiers mots de l'ancien article 24 sont donc surannés.

⁷ Cette question importante devrait être mentionnée dans le Règlement, et non seulement, comme c'est le cas actuellement, dans les Instructions.

DRAFT AMENDMENTS BY THE REGISTRAR (ART. 17-24)

*A Deputy-Registrar shall be appointed for the purpose of acting for the Registrar in his absence, or, in the event of his ceasing to hold his office, until a successor has been appointed; he shall be selected according to the same procedure.*¹

Article 18.

Before taking up his duties, the Registrar shall make the following declaration at a meeting of the full Court:

"I solemnly declare that I will perform the duties conferred upon me as Registrar of the Permanent Court of International Justice in all loyalty, discretion and good conscience."

*The Deputy-Registrar shall make a similar declaration in the same conditions.*²

Article 19.

The Registrar shall reside within a radius of ten kilometres from the Peace Palace at The Hague.

*The Deputy-Registrar shall do likewise.*³

The main annual vacation of the Registrar shall not exceed two months.

Article 20.

The officials of the Registry, other than the Deputy-Registrar⁴, shall be appointed by the Court on proposals submitted by the Registrar.

On taking up their duties, such officials shall make the following declaration before the President, the Registrar being present:

"I solemnly declare that I will perform the duties conferred upon me as official of the Permanent Court of International Justice in all loyalty, discretion and good conscience."

Article 22.

The Court shall determine or modify the organization of the Registry upon proposals submitted by the Registrar. *On the proposal of the Registrar or Deputy-Registrar, as the case may be, the President shall appoint from time to time the official of the Registry who is to act as substitute for the Registrar, should both the Registrar and Deputy-Registrar be unable to be present, or, should both appointments be vacant at the same time, until a successor to the Registrar has been appointed.*⁵

proposed

Article 24.

The Registrar⁶ shall receive any documents intended for the Court and reply to any enquiries concerning its activities, including enquiries from the Press⁷, subject, however, to the provisions of

¹ Cf. practice followed.

² Cf. Note to Article 12 (page 304).

³ This rule is indicated, seeing that the Deputy-Registrar is to be able to replace the Registrar for all purposes.

⁴ Cf. Article 17, new wording.

⁵ The redraft is indicated by the creation of the post as Deputy-Registrar. For the duties of the temporary Substitute, see Instructions, Article 2 (new wording). Cf. redraft of Article 17. (*Publications of the Court*, Series E., No. 2, p. 40).

⁶ As a matter of fact, the Registrar will have to fix appointments for all important interviews. The first words of former Article 24 are therefore obsolete.

⁷ This important matter should be mentioned in the Rules and not only, as now, in the Instructions.

PROPOSITIONS DU GREFFIER (ART. 24-28)

Règlement ainsi que de son devoir professionnel de discrétion.

Le Greffier sert d'intermédiaire à toutes les communications émanant de la Cour ou qui lui sont adressées.¹

Article 25.

N.B. — Seul changement : Supprimer le premier alinéa.

Article 26.

Le Greffier a la responsabilité des archives, des comptes et de tous travaux administratifs. Il a la garde des sceaux et cachets. Le Greffier ou le Greffier-adjoint² assistent à toutes les séances plénières de la Cour et, soit l'un ou l'autre, soit un fonctionnaire que le Greffier chargerait avec l'approbation de la Cour de le représenter, assiste à toutes les séances des Chambres. Les procès-verbaux des séances sont rédigés sous la responsabilité du Greffier.

De plus, le Greffier remplit toutes les fonctions qui peuvent lui être dévolues aux termes du présent Règlement.

Des Instructions approuvées par le Président, sur la proposition du Greffier, déterminent le détail des attributions du Greffe.

Article 28.

Le rôle des affaires est dressé et tenu à jour par le Greffier sous la responsabilité du Président.

Le rôle, pour une session ordinaire³, contient toutes les questions soumises à la Cour pour avis consultatif, ainsi que toutes les affaires à elle soumises pour décision et pour lesquelles la procédure écrite est terminée, dans l'ordre de réception par le Greffier de l'acte par lequel la Cour a été saisie de la question ou de l'affaire. Dans le cas où, au cours d'une session, une question est portée devant la Cour, ou bien la procédure écrite au sujet d'une affaire vient à se terminer, il appartient à la Cour de décider si cette question ou affaire doit être ajoutée au rôle de la session.

Le rôle d'une session extraordinaire contient la ou les questions ou affaires qui ont motivé la convocation de ladite session. Si, au cours d'une session extraordinaire, une question est soumise à la Cour, ou bien la procédure écrite au sujet d'une affaire pendante devant la Cour vient à se terminer, lesdites question ou affaire peuvent être ajoutées au rôle

Le rôle d'une session extraordinaire contient la ou les questions ou affaires qui ont motivé la convocation de ladite session.

¹ Cet alinéa se trouvait auparavant dans l'article suivant (ancien article 25); il paraît préférable de lui donner cette nouvelle place, de façon qu'il ne se trouve plus dans un article traitant de questions d'importance secondaire.

² Cet amendement, ainsi que les autres projets d'amendements à cet article, paraissent indiqués du fait de la création du poste de Greffier-adjoint.

³ Si l'on désire exclure la possibilité d'ajouter au rôle d'une session extraordinaire des questions ou des affaires qui, pendant cette session, deviendraient mûres pour être traitées par la Cour, l'on pourrait adopter la rédaction du troisième alinéa de l'article figurant dans la colonne de droite. Mais si l'on désire garder la possibilité d'interpréter plus librement l'article, on peut adopter la rédaction figurant dans la colonne de gauche.

DRAFT AMENDMENTS BY THE REGISTRAR (ART. 24-28)

Article 38 of the present Rules and to the observance of professional secrecy.

The Registrar shall be the channel for all communications to and from the Court.¹

Article 25.

N.B.—Delete first paragraph. Otherwise no change.

Article 26.

The Registrar shall be responsible for the archives, the accounts and all administrative work. He shall have the custody of the seals and stamps of the Court. He, *or the Deputy-Registrar*², shall be present at all meetings of the full Court and *either he, or the Deputy-Registrar, or an official appointed by the Registrar*, with the approval of the Court, *to represent him*, shall be present at all sittings of the various Chambers; *the Registrar* shall be responsible for drawing up the minutes of the meetings.

He shall further undertake all duties which may be laid upon him by the present Rules.

The duties of the Registrar shall be set forth in detail in a List of Instructions to be submitted by the Registrar to the President for his approval.

Article 28.

The list of cases shall be prepared and kept up to date by the Registrar under the responsibility of the President.

The list for each *ordinary*³ session shall contain all questions submitted to the Court for an advisory opinion and all cases in regard to which the written proceedings are concluded, in the order in which the documents submitting each question or case have been received by the Registrar. If in the course of such session, a question is submitted to the Court or the written proceedings in regard to any case are concluded, the Court shall decide whether such question or case shall be added to the list for that session.

The list for each extraordinary session shall contain the question or questions and the case or cases the submission of which has led to convene the Court for the session in question. If, in the course of an extraordinary session, a question is submitted to the Court or the written proceedings in regard to a case pending before the Court are concluded, such ques-

The list for each extraordinary session shall contain the question or questions and the case or cases the submission of which has led to convene the Court for the session in question.

¹ This paragraph is identical with the first paragraph of former Article 25 but its place would seem to be here and not in an article dealing with minor points.

² This, as well as all other amendments suggested to the present article, are indicated as a result of the creation of the post as Deputy-Registrar.

³ If it is desired to exclude the possibility of adding to the list for extraordinary sessions questions or cases maturing during such sessions, one could adopt the wording of the third paragraph of the article which is reproduced in the right column. If on the other hand it is desired to reserve the possibility of a more liberal interpretation of the article, one could adopt the wording of the left column.

de la session à condition que¹, par leur nature propre, elles soient de celles qui eussent rendu nécessaire la convocation d'une session extraordinaire.

Chaque fois que faire se peut, les questions administratives sont réservées pour les sessions ordinaires.²

Le Greffier prépare et tient à jour des extraits des rôles ci-dessus, indiquant tous les litiges qui doivent être examinés respectivement par les Chambres.

Enfin, le Greffier prépare et tient à jour un rôle des affaires soumises à révision.

Article 30.

Si, dans une des séances plénières de la Cour, il est impossible d'atteindre le quorum exigé, la Cour s'ajourne jusqu'à ce que le quorum soit atteint.

Au cas où un juge est temporairement empêché de se rendre à une audience, la Cour remet³ ladite audience jusqu'à ce que le juge puisse être présent, à moins qu'elle n'en décide autrement dans un cas particulier.

Si un juge est temporairement empêché de prendre part à une séance en Chambre du Conseil, il n'y a pas lieu de remettre cette séance⁴, sous réserve de l'alinéa premier du présent article.

Article 31.

La Cour délibère en Chambre du Conseil sur la décision à toute affaire ou sur la réponse à toute question à elle soumises, *ainsi que sur les questions administratives⁵.*

Pendant toutes les délibérations visées à l'alinéa précédent, seules les personnes autorisées à y prendre part, ainsi que le Greffier, sont présents dans la Chambre du Conseil. *Sur l'invitation de la Cour ou du Président, le Greffier fournit toutes informations qui lui sont demandées. Certains fonctionnaires du Greffe — y compris, toujours, le Greffier-adjoint et un ou plusieurs interprètes — peuvent être présents s'ils y sont invités par le Greffier et sauf décision contraire de la Cour⁶ dans un cas spécial.* Aucune autre personne ne peut être admise qu'en vertu d'une décision spéciale de la Cour motivée par des circonstances exceptionnelles.

¹ Cette condition paraît donner satisfaction aux objections exprimées par certains membres de la Cour lors de la sixième session.

N.B. — En tout cas, il y a lieu d'amender comme suit la dernière phrase du premier alinéa du texte français de l'article :

« Dans le cas où, au cours d'une session, une question est portée devant la Cour, où la procédure écrite au sujet d'une affaire (...) vient à se terminer, il appartient à la Cour de décider si cette question ou affaire doit être ajoutée au rôle de la session. »

² A de nombreuses reprises, au sein de la Cour, l'on a exprimé le désir de réserver le plus grand nombre de questions possible pour la session ordinaire. Le sens de la règle proposée serait le suivant : sauf cas de nécessité urgente, les décisions prises au cours d'une session ordinaire ne peuvent pas être changées lors d'une session extraordinaire.

³ Afin de permettre aux juges de continuer à siéger sans que l'on soit obligé de rouvrir les débats.

⁴ Consécration de la pratique suivie.

⁵ Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de règles relatives aux délibérations sur les questions administratives. Celle que l'on propose est conforme à la pratique.

⁶ La création du poste de Greffier-adjoint et l'usage établi en ce qui concerne les interprètes, paraissent rendre une règle nécessaire. La solution proposée semble celle qui s'adapte le mieux aux conditions administratives.

tion or case may be added to the list for that session, provided that¹ they are themselves of a nature which would have rendered necessary the convening of an extraordinary session.

Administrative matters shall, whenever possible, be reserved for ordinary sessions.²

The Registrar shall prepare and keep up to date extracts from the above lists showing the cases to be dealt with by the respective Chambers.

The Registrar shall also prepare and keep a list of cases for revision.

Article 30.

If at any sitting of the full Court it is impossible to obtain the prescribed quorum, the Court shall adjourn until the quorum is obtained.

If a judge is temporarily unable to sit in the Court during a hearing, the Court shall, unless in a particular case it decides otherwise, adjourn³ the hearing until the judge is able to be present.

If a judge is temporarily unable to take part in a private meeting, the meeting need not be adjourned⁴, subject to the provision of paragraph 1 of the present article.

Article 31.

The Court shall sit in private to deliberate upon the decision of any case or on the reply to any question submitted to it ; also, *when dealing with any administrative questions before it.*⁵

During the deliberation referred to in the preceding paragraph, only persons authorized to take part in the deliberation and the Registrar shall be present. He shall furnish such information as the Court, or the President, may invite him to give. *Registry officials, always including the Deputy-Registrar and one or more interpreters, may be present, if invited by the Registrar and unless in a special case the Court⁶ decides otherwise.* No other person shall be admitted except by virtue of a special decision taken by the Court, having regard to exceptional circumstances.

¹ This proviso would seem to meet the objections expressed by certain members of the Court during the Sixth Session.

N.B.—In any case, the last phrase of the first paragraph of the present French text of the article should be amended as follows:

« Dans le cas où, au cours d'une session, une question est portée devant la Cour, où la procédure écrite au sujet d'une affaire (...) vient à se terminer, il appartient à la Cour de décider si cette question ou affaire doit être ajournée au rôle de la session. »

² The desire has been repeatedly expressed within the Court to reserve the greatest possible number of matters for the ordinary session.—The rule suggested would simply mean that, save in cases of pressing need, decisions taken at ordinary sessions could not be reversed at extraordinary sessions.

³ In order to enable the judge to continue to sit in the case without reopening the hearings.

⁴ A confirmation of established practice.

⁵ So far any rule about deliberations on administrative matters has been lacking. The one now suggested is in agreement with established practice.

⁶ The necessity for a rule would seem to result from the creation of the post as Deputy-Registrar and by prevailing custom as regards interpreters. The solution suggested would seem to be the one best suited to administrative conditions.

Chacun des membres de la Cour, présents à la délibération, exprime son opinion motivée. ¹

Les conclusions adoptées, après discussion finale, par la majorité des membres, déterminent la décision de la Cour. ¹

Tout membre de la Cour peut demander qu'une question, devant être mise aux voix, soit formulée en termes précis dans les deux langues officielles et distribuée à la Cour. Il est fait droit à cette demande.

Il ne sera pas préparé de procès-verbal détaillé des séances en Chambre du Conseil consacrées au délibéré sur les arrêts ou avis ; les procès-verbaux de ces séances se bornent à mentionner le sujet des débats, les votes et le nom de ceux qui ont voté pour ou contre une motion, ainsi que les déclarations expressément faites en vue d'y être insérées. ²

Article 34.

L'exemplaire original de toute pièce de procédure présentée à la Cour est signé et daté par le ou les agents dûment nommés. ³

L'exemplaire original est accompagné de dix exemplaires certifiés conformes ⁴, et en outre, sauf arrangement contraire ⁵ entre le Greffier et le ou les agents, de quarante exemplaires imprimés.

Le Président a la faculté d'ordonner le dépôt de copies supplémentaires.

Article 35.

1° Lorsque la Cour est saisie d'une affaire par un compromis, celui-ci, ou l'acte par lequel il est notifié à la Cour, mentionne :

- a) *le nom des agents désignés par les Parties aux fins de l'espèce ;*
- b) les domiciles élus au siège de la Cour où les notifications et communications aux Parties doivent être envoyées. ⁶

Dans tous autres cas où la Cour est compétente, la requête comprend, outre l'indication de l'objet du différend et des Parties en cause, un exposé succinct des faits et la désignation de la chose demandée :

- a) *le nom du ou des agents désignés aux fins de l'espèce ;*
- b) le domicile élu au siège de la Cour où les notifications et communications ultérieures relatives à l'affaire, doivent être envoyées. ⁶

Si l'instance est introduite par requête, la première pièce de procédure notifiée en réponse à celle-ci mentionne également le

¹ Codification de la pratique.

² Ces règles n'étant pas contraires à la pratique, il ne me semble pas qu'il y ait une raison urgente pour relater les détails de cette pratique sous la forme d'une nouvelle règle.

³ Les agents ont assez souvent oublié de signer et de dater les pièces de procédure, ce qui a naturellement causé des ennuis.

⁴ Ces exemplaires sont toujours nécessaires : a) pour communication immédiate aux autres Parties ; b) comme « copie » pour l'impression.

⁵ Parfois, il est préférable que l'impression soit faite par l'imprimeur de la Cour ; dans ce cas, la Partie intéressée paie les frais dans une certaine proportion.

⁶ Les additions faites à cet article ont pour but de mettre fin aux difficultés pratiques qui se sont présentées fréquemment au cours des années dernières.

DRAFT AMENDMENTS BY THE REGISTRAR (ART. 31-35)

Every member of the Court who is present at the deliberation shall state his opinion together with the reasons on which it is based.¹

The decision of the Court shall be based upon the conclusions adopted after final discussion by a majority of the members.¹

Any member of the Court may request that a question which is to be voted upon shall be drawn up in precise terms in both the official languages and distributed to the Court. A request to this effect shall be complied with.

*No detailed minutes shall be prepared of the Court's private sittings for deliberation upon judgments or advisory opinions; such minutes, which are to be considered as confidential, shall record only the subject of the debates, votes taken, with the names of those voting for and against a motion, and statements expressly made for insertion in the minutes.*²

Article 34.

*The originals of all documents of the written proceedings submitted to the Court shall be signed by the Agent or Agents duly appointed; they shall be dated.*³

*The original shall be accompanied by ten copies certified correct.*⁴ *Subject to any contrary arrangement*⁵ *between the Registrar and the Agent or Agents, it shall likewise be accompanied by a further forty printed copies.*

The President may order additional printed copies to be supplied.

Article 35.

(1) When a case is brought before the Court by means of a special agreement, the latter, or the document notifying the Court of the agreement, shall mention:

(a) *the names of the Agents appointed by the respective Parties for the purpose of the affair in question;*

(b) *the addresses selected at the seat of the Court to which notices and communications intended for the respective Parties are to be sent.*⁶

In all other cases in which the Court has jurisdiction, the application shall include, in addition to an indication of the subject of the dispute and the names of the Parties concerned, a succinct statement of facts, *and* an indication of the claim:

(a) *the name or names of the Agent or Agents appointed for the purpose of the affair;*

(b) *the address selected at the seat of the Court to which subsequent notices and communications in regard to the case are to be sent.*⁶

Should proceedings be instituted by means of an application, the first document sent in reply thereto shall *likewise* mention the name

¹ A codification of established practice.

² These Rules not being incompatible with the practice that has developed, there would seem to be no cogent reason for me to express the details of this practice in the form of a new Rule.

³ More often than not, Agents have so far omitted to sign and date the documents, which has necessarily caused inconvenience.

⁴ These copies are always needed: (a) for immediate communication to other Parties; (b) as "copy" for printing.

⁵ Is is sometimes preferable that the printing should be made by the Court's printer; in which case part of the costs is charged to the interested Party.

⁶ The additions made in this article are calculated to remove practical difficulties which have frequently been met with during past years.

nom du ou des agents ainsi que le domicile élu au siège de la Cour.

*Les fonctions d'agent doivent être confiées, chaque fois que possible, à des personnes résidant d'une façon permanente au siège de la Cour.*¹

2° *Si une Partie à une affaire portée à la Cour autrement qu'en vertu d'un traité général en vigueur entre les Parties, n'est pas Membre de la Société des Nations ou mentionnée à l'annexe au Pacte, le compromis ou le document le notifiant à la Cour, contient une déclaration par laquelle cette Partie accepte la juridiction de la Cour, conformément au Pacte de la Société des Nations et aux termes et conditions du Statut et du Règlement de la Cour, en s'engageant à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout État qui s'y conformera.*²

3° Si la notification du compromis ou la requête contient une demande tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à l'une des Chambres spéciales visées aux articles 26 et 27 du Statut, il est fait droit à cette demande pour autant que les Parties sont d'accord.

Il en est de même si la demande vise l'adjonction d'assesseurs techniques aux termes de l'article 27 du Statut, ou le renvoi de l'affaire devant la Chambre de procédure sommaire, pourvu, dans ce dernier cas, que l'affaire ne concerne pas les matières indiquées aux articles 26 et 27 du Statut.

Alternative pour l'article 35, paragraphe 1, quatrième alinéa.

La représentation des Parties devant la Cour peut se composer d'agents, de conseils et d'avocats. Ces fonctions peuvent être réunies ou être distribuées sur différentes personnes. L'agent qui seul a qualité pour déposer des documents et, hors les plaidoiries, faire des déclarations, doit avoir, si possible, son domicile effectif à La Haye.

Article 36.

Le Greffier communique immédiatement à tous les membres de la Cour les compromis ou requêtes qui lui ont été notifiés.

Il en donne également notification par le canal prévu dans le Statut ou dans un arrangement spécial, selon le cas, aux États ou Membres de la Société des Nations admis à ester devant la Cour.

Ancien article 38;

devient le deuxième alinéa de l'article 42.

Article 38 (nouveau).

Si l'instance est introduite par requête ou par le dépôt, par une seule des Parties, d'un document notifiant à la Cour l'existence d'un

¹ Les additions faites à cet article ont pour but de mettre fin aux difficultés pratiques qui se sont présentées fréquemment au cours des années dernières.

² Ce paragraphe tient compte, dans la mesure où l'a fait la Cour dans la pratique qu'elle a suivie, de l'article 35, alinéa 2, du Statut, sur lequel est fondée la Résolution du Conseil en date du 17 mai 1922.

or names of the Agent or Agents and the address selected at the Seat of the Court.

*Whenever possible, persons permanently resident at the Seat of the Court shall be selected as Agents.*¹

(2) *If a case between Parties, one or more of which are not Members of the League of Nations or mentioned in the Annex to the Covenant, is brought before the Court otherwise than in virtue of a general treaty in force between the Parties, the special agreement, or the document notifying the Court of the agreement, shall contain a declaration by which such Party or Parties accept the jurisdiction of the Court, in accordance with the Covenant of the League of Nations and with the terms and subject to the conditions of the Statute and Rules of the Court, and undertake to carry out in full good faith the decision or decisions of the Court, and not resort to war against a State complying therewith.*²

(3) Should the notice of a special agreement, or the application, contain a request that the case be referred to one of the special Chambers mentioned in Articles 26 and 27 of the Statute, such request shall be complied with, provided that the Parties are in agreement.

Similarly, a request to the effect that technical assessors be attached to the Court, in accordance with Article 27 of the Statute, or that the case be referred to the Chamber for Summary Procedure, shall also be granted; compliance with the latter request is, however, subject to the condition that the case does not refer to any of the questions indicated in Articles 26 and 27 of the Statute.

Alternative to Article 35, paragraph 1, sub-paragraph 4.

Parties may be represented before the Court by agents, counsel and advocates. These functions may be performed by the same person or allocated to different persons. The agent who alone is qualified to submit documents and, apart from speeches by counsel, to make statements, must if possible be actually resident at The Hague.

Article 36.

The Registrar shall forthwith communicate to all members of the Court special agreements or applications which have been notified to him.

He shall also notify, through the channels provided for in the Statute or by special arrangement, as the case may be, all States or Members of the League of Nations entitled to appear before the Court.

Article 38.

(Old text. To be transferred so as to form 2nd paragraph of Article 42.)

Article 38 (new text).

When proceedings have been instituted by means of an application, or by the filing by one Party only of a document notifying the Court

¹ The additions made in this article are calculated to remove practical difficulties which have frequently been met with during past years.

² This paragraph takes into account, to the extent resulting from the Court's practice, Article 35, paragraph 2, of the Statute and the Council's Resolution of May 17th, 1922, based thereon.

compromis, le Président fixe le délai pour la soumission de la première pièce de procédure sur le fond. Dans ce délai, le défendeur, ou bien l'une des Parties au compromis, voulant faire valoir l'exception d'incompétence ou soulever des incidents liminaires du même ordre, peuvent déposer à cet effet une réponse à la requête ou à la notification.¹ S'il est fait usage de ce droit, une instance spéciale est introduite sur l'exception ou sur l'incident ; la procédure suivie dans ce cas est celle prévue au deuxième alinéa de l'article 39.

Les exceptions ou incidents soulevés dans d'autres conditions sont examinés avec le fond de l'affaire et, sous réserve du droit pour la Cour d'en décider autrement dans un cas particulier, sont traités dans l'arrêt sur le fond.

Article 39.

Si l'instance est introduite par la notification d'un compromis par toutes les Parties audit compromis et si ce document ne spécifie pas qui est le demandeur et qui est le défendeur², les pièces de procédure sur le fond sont présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

- un mémoire, par chacune des Parties, dans un même délai ;
- un contre-mémoire, par chacune des Parties, dans un même délai ;

une réplique, par chacune des Parties, dans un même délai.

Si l'instance est introduite soit par requête, soit par la notification d'un compromis par une seule des Parties, soit par le dépôt d'un compromis spécifiant qui est le demandeur et qui est le défendeur, les pièces de procédure sur le fond sont présentées dans l'ordre indiqué ci-dessous, savoir :

- le mémoire, par le demandeur ;
- le contre-mémoire, par le défendeur ;
- la réplique, par le demandeur ;
- la duplique, par le défendeur.

Article 41.

La procédure écrite une fois terminée, le Président fixe la date d'ouverture de la procédure orale, après quoi les Parties ne peuvent déposer de documents qu'à la demande de la Cour.³

Article 42.⁴

Le Greffier transmet aux membres de la Cour et aux Parties, au fur et à mesure de leur présentation, un ou plusieurs exemplaires de toutes les pièces formant le dossier complet de l'affaire.

¹ Il semble qu'une disposition de cet ordre — voir également deuxième alinéa — soit nécessaire afin d'éviter que des exceptions ou incidents ne soient soulevés après le dépôt du mémoire sur le fond, mais avant le dépôt du contre-mémoire.

² Cette stipulation (voir également deuxième alinéa) a pour but de réduire au minimum les cas de dépôt simultané des mémoires, contre-mémoires, etc. Il y a lieu de noter, en outre, la forme facultative laissée à l'alinéa premier et la forme obligatoire du deuxième alinéa. La raison pour laquelle le système de présentation simultanée est maintenu est qu'il est difficile de dire, dans une affaire soumise en vertu d'un compromis, quel est le demandeur et quel est le défendeur.

³ La fin de cette phrase formule la pratique suivie.

⁴ Il était nécessaire de gagner un numéro d'article. C'est d'ailleurs ici que se place logiquement l'ancien article 38.

of a special agreement, the President shall fix a time for the submission of the first document of the written proceedings on the merits. Within this time the respondent, or the other Party or Parties to the special agreement, as the case may be, should they desire to make a plea to the jurisdiction or to raise similar preliminary objections¹, may, for this purpose, file an answer to the application or notification. If this right is made use of, special proceedings will be opened on this plea or objection, in the same form as the proceedings under the provisions of Article 39, second paragraph.

Pleas filed or objections raised otherwise than as provided in the first paragraph of the present article will be discussed at the same time as the merits of the suit and will, subject to the right of the Court to decide otherwise in a particular case, be dealt with in the judgment on the merits.

Article 39.

In cases in which proceedings have been instituted by means of the notification of a special agreement *by all Parties to such agreement, and provided the agreement does not state who is to be considered as claimant and as respondent²*, the following documents on the merits may be presented in the order stated below :

- a Case, submitted by each Party within the same limit of time ;
- a Counter-Case, submitted by each Party, within the same limit of time ;
- a Reply, submitted by each Party within the same limit of time.

When proceedings are instituted by means of an application, *or by means of the notification by one Party only of a special agreement, or by means of the filing of a special agreement stating who is to be considered as claimant and who as respondent*, the documents on the merits shall be presented in the order stated below :

- the Case by the *applicant* ;
- the Counter-Case by the *respondent* ;
- the Reply by the *applicant* ;
- the Rejoinder by the *respondent*.

Article 41.

Upon the termination of the written proceedings, the President shall fix a date for the commencement of the oral proceedings ; *and no more documents may be filed by the Parties, except at the request of the Court.*³

Article 42.⁴

The Registrar shall forward to each of the members of the Court, *and to the Parties*, a copy or copies of all documents in the case as he receives them.

¹ Some such provision—cf. also second paragraph—would seem to be necessary in order to avoid pleas being made and objections being raised after the Case on the merits has been filed but before the Counter-Case has been submitted.

² This provision—cf. also second paragraph—is suggested in order to reduce to the smallest possible proportion the simultaneous filing of Cases, Counter-Cases, etc.

N.B.—Moreover, the optional wording of paragraph 1 and the imperative wording of paragraph 2 of the former Article 39.

Also that the reason for maintaining the system of simultaneous presentation was the difficulty of deciding, in cases submitted by special agreement, who was claimant and who was respondent.

³ Embodies, in the second phrase, the practice now prevailing.

⁴ It was necessary to gain an article number. Moreover, the logical place for former Article 38 is here.

La Cour, ou si elle ne siège pas, le Président après avoir entendu les Parties, peut ordonner que le Greffier tienne à la disposition du gouvernement de tout État admis à ester en justice devant la Cour, les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire. ¹

Article 44.

Le Greffier prend toutes dispositions pour faire traduire de français en anglais ou d'anglais en français, les exposés, questions et réponses, comme la Cour en ordonne.

Lorsque une langue autre que le français ou l'anglais est employée, soit pendant toute la procédure aux termes du troisième alinéa de l'article 39 du Statut ², soit pour un ou plusieurs exposés en vertu d'une autorisation spéciale donnée par la Cour à la demande d'une Partie ³, il incombe à la Partie intéressée de prendre toutes dispositions pour la traduction dans l'une ou l'autre des langues officielles. Ladite traduction est alors considérée comme la version officielle. ⁴

Dans le cas de témoins ou d'experts qui se présentent sur l'invitation de la Cour, les dispositions nécessaires doivent être prises par le Greffier.

Article 46.

L'ordre dans lequel les ⁵ avocats ou conseils sont appelés à prendre la parole dans une affaire introduite par la notification par toutes les Parties d'un compromis est déterminé par la Cour, sauf accord entre les Parties soit sur le point de savoir qui est le demandeur et qui est le défendeur, soit sur ledit ordre même. ⁶

Article 54.

Sous le contrôle du Greffier est établi un compte rendu sténographique de la procédure orale, y compris les dépositions. ⁷

Il est donné lecture à chaque témoin du texte de sa déposition, qui est ensuite approuvé par lui.

Communication est donnée aux agents, avocats et conseils, du texte de leurs exposés ou déclarations, afin de leur permettre d'y apporter des corrections de forme. En cas de doute quant à la nature desdites corrections, le Président décide.

Article 59.

La requête visée à l'article précédent contient :

- 1) la spécification de l'affaire ;
- 2) l'exposé des raisons de droit et de fait justifiant l'intervention ;

¹ Ceci est le texte de l'ancien article 38.

² Voir article 37 du Règlement, alinéa 3.

³ Une règle paraît nécessaire afin de dissiper les doutes qui se sont fait jour lors d'une des premières affaires (B. 6).

⁴ Telle est la règle qui a été posée par la Cour dans ladite affaire.

⁵ Le mot « agents » qui se trouvait dans le texte de l'article a été supprimé, car il a paru propre à créer une certaine confusion quant aux devoirs respectifs des agents et des avocats. Voir la nouvelle rédaction de l'article 35.

⁶ La nouvelle rédaction suppose que normalement il appartient au demandeur de parler le premier. Pour déterminer quel est le demandeur, les mêmes règles que celles contenues dans la nouvelle rédaction de l'article 35 ont été appliquées.

⁷ Cet alinéa est simplement la codification de la coutume invariable.

DRAFT AMENDMENTS BY THE REGISTRAR (ART. 42 59)

The Court, or the President, if the Court is not sitting, may, after hearing the Parties, order the Registrar to hold the cases and counter-cases of each suit at the disposal of the government of any State which is entitled to appear before the Court.¹

Article 44.

The Registrar shall arrange for the interpretation from French into English and from English into French of all statements, questions and answers which the Court may direct to be so interpreted.

Whenever a language other than French or English is employed—*either throughout the proceedings under the terms of the third paragraph of Article 39 of the Statute², or else by virtue of a special authorization granted by the Court at the request of one or more of the Parties for the purpose of one or more particular statements³*—the necessary arrangement for translation into one of the two official languages shall be made by the Party concerned. *The translation furnished by the Party shall, in the latter case, be considered as the official version of the statement.⁴*

In the case of witnesses or experts who appear at the instance of the Court, *the necessary arrangements shall be made by the Registrar.*

Article 46.

The order in which the⁵ advocates or counsel shall be called upon to speak *in suits submitted by means of the notification by all Parties to a special agreement shall, failing an agreement between the Parties as to which is to be considered as claimant or respondent, or as to such order⁶, be determined by the Court.*

Article 54.

A verbatim record shall be made of the oral proceedings, including the evidence taken, under the supervision of the Registrar.⁷

The portion containing the evidence of each witness shall be read over to him and approved by him.

The portions containing statements made by Agents, Advocates or Counsel shall be communicated to them for minor corrections. In cases of doubt as to the nature of corrections made, the President shall decide.

Article 59.

The application referred to in the preceding article shall contain :

- (1) a specification of the case in which the applicant desires to intervene ;
- (2) a statement of law and of fact justifying intervention ;

¹ This is the text of former Article 38.

² Cf. Article 37 of the Rules, paragraph 3.

³ A rule would seem to be necessary in order to remove the doubts which arose in an early case (B. 6).

⁴ This is the rule laid down by the Court in the said case.

⁵ The word "Agents", which appeared in the primitive text of the article, has been left out as likely to cause confusion as concerns the respective duties of Agents and Advocates. Cf. redraft of Article 35.

⁶ The new draft assumes that the claimant is normally to speak first. The same rules for determining who is the claimant have been applied as those suggested in the redraft of Article 35.

⁷ This is merely the codification of an invariable customary rule.

3) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

La requête est immédiatement communiquée aux Parties, qui font parvenir au Greffier leurs observations dans le délai fixé par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président.

¹ *Lesdites observations sont communiquées à l'État qui désire intervenir ainsi qu'aux Parties et peuvent être commentées par l'un et par les autres ; à cet effet l'affaire est inscrite à l'ordre du jour d'une audience, dont la date et l'heure sont communiquées à tous les intéressés. La Cour statue sur la requête sous forme d'arrêt.*

Article 60.

L'avertissement visé à l'article 63 du Statut, qui doit être donné aux États ou Membres de la Société des Nations lorsqu'il s'agit d'une convention à laquelle ils ont participé, est adressé directement² aux intéressés par le Greffier.

Tout État désirant intervenir en vertu dudit article du Statut, en informe par écrit le Greffier, *aussitôt que possible*, et au plus tard avant la procédure orale.

La Cour prend acte de ce désir, et l'intervention est acquise de ce fait.³

Le Greffier⁴ prend les mesures nécessaires pour permettre à l'État intervenant de prendre connaissance des documents de l'affaire, pour autant qu'ils concernent l'interprétation de la convention en cause, et de soumettre à la Cour ses observations à ce sujet. Lesdites observations sont communiquées aux Parties et peuvent être débattues par elles ; la Cour peut autoriser l'État intervenant à répondre.⁵

Article 62.

L'arrêt comprend :

- 1) la date à laquelle il est rendu ;
- 2) les noms des juges qui y ont pris part ;
- 3) l'indication des Parties ;
- 4) les noms des agents des Parties ;
- 5) les conclusions des Parties ;
- 6) les circonstances de fait ;
- 7) les raisons de droit ;
- 8) le dispositif ;
- 9) la décision visée à l'article 64 du Statut, s'il y a lieu ; *la Cour rend toujours une décision de cette nature si le demandeur, en cas de requête, ou l'une des Parties en cas de notification de compromis, n'est ni Membre de la Société des Nations, ni mentionné à l'annexe au Pacte ; la Partie se trouvant dans ces conditions est invitée à rem-*

¹ Ce nouvel alinéa formule simplement la pratique suivie par la Cour.

² C'est la pratique suivie par la Cour.

³ Il semble nécessaire de fixer pour cette intervention (qui n'est pas à proprement parler une intervention) un *terminus a quo*.

⁴ Il n'est pas conforme à l'état de choses réel de charger le Président de la Cour de ce travail d'ordre administratif.

⁵ Il semble désirable de formuler la procédure à employer lorsqu'il y a intervention de cette nature.

(3) a list of the documents in support of the application ; these documents shall be attached.

Such application shall be immediately communicated to the Parties, who shall send to the Registrar any observations which they may desire to make within a period to be fixed by the Court, or by the President, should the Court not be sitting.

¹ *Such observations shall be communicated to the State desiring to intervene and to all Parties. The intervener and the original Parties may comment thereon in Court ; for this purpose the matter shall be placed on the agenda for a hearing the date and hour of which shall be notified to all concerned. The Court will give its decision on the application in the form of a judgment.*

Article 60.

In execution of Article 63 of the Statute, the Registrar shall notify by means of a direct communication² all States or Members of the League Parties to a convention the construction of which is in question.

Any State or Member desiring to intervene, under the terms of Article 63 of the Statute, shall inform the Registrar in writing as early as possible, and at latest before the commencement of the oral proceedings.

The Court shall place on record such expression of a desire to intervene, whereupon intervention takes place.³

The Registrar⁴ shall take the necessary steps to enable the intervening State to inspect the documents in the case, in so far as they relate to the interpretation of the convention in question, and to submit its observations thereon to the Court. Such observations shall be communicated to the Parties, who may comment thereon in Court. The Court may authorize the intervening State to reply.⁵

Article 62.

The judgment shall contain :

- (1) the date on which it is pronounced ;
 - (2) the names of the judges participating ;
 - (3) the names and style of the Parties ;
 - (4) the names of the Agents of the Parties ;
 - (5) the conclusions of the Parties ;
 - (6) the matters of fact ;
 - (7) the reasons in point of law ;
 - (8) the operative provisions of the judgment ;
 - (9) the decision, if any, referred to in Article 64 of the Statute ;
- such a decision shall always be given should the case have been brought before the Court either by means of an application from a State which is neither a Member of the League of Nations nor mentioned in the Annex to the Covenant, or by means of the*

¹ This new paragraph merely records the practice evolved by the Court.

² This is the Court's practice.

³ It would seem to be necessary to fix a *terminus a quo* for this "intervention" (which is not an intervention properly so called).

⁴ It is not in conformity with the real state of things to charge the President of the Court with these administrative duties.

⁵ It would seem desirable to provide for the procedure to be followed in the case of "intervention" of the kind here under contemplation.

*bourser les frais supplémentaires encourus par la Cour dans l'affaire du fait de l'application des articles 26, 27 et 31 du Statut, et 52 du présent Règlement.*¹

*Les juges dissidents peuvent, s'ils le désirent, joindre à l'arrêt soit l'exposé de leur opinion individuelle, soit la constatation de leur dissentiment.*²

Article 63.

Un exemplaire de l'arrêt, dûment signé et scellé, est remis à l'audience à l'agent³ de chacune des Parties s'il est présent à la séance publique fixée pour la lecture dudit arrêt.

*Le Greffier communique immédiatement le texte de l'arrêt, par le canal convenu, aux États et Membres de la Société des Nations admis à ester en justice devant la Cour.*⁴

VIII. — REVISION ET INTERPRÉTATION.⁵

Article 66.

1° La demande en revision est introduite dans les mêmes formes que la requête visée à l'article 40 du Statut.

Elle comprend :

- a) la mention de l'arrêt attaqué ;
- b) le fait sur lequel la requête est fondée ;
- c) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées.

Le Greffier doit notifier immédiatement la demande en revision aux autres Parties intéressées ; celles-ci peuvent présenter leurs observations, dans le délai fixé par la Cour ou, si elle ne siège pas, par le Président.

Si l'arrêt attaqué a été rendu en séance plénière, la Cour connaît, également en séance plénière, de la demande en revision. Si l'arrêt attaqué a été rendu par une des Chambres visées aux articles 26, 27 ou 29 du Statut, la même Chambre connaît de la demande en revision. Dans tous les cas, l'article 13 du Statut est applicable.

Si la Cour, en vertu du troisième alinéa de l'article 61 du Statut, fait dépendre, par arrêt spécial, la recevabilité de la requête d'une exécution préalable de l'arrêt attaqué, cette condition est immédiatement portée à la connaissance du demandeur par le Greffier, et la procédure en revision est suspendue jusqu'à ce que le Greffier ait reçu la preuve de l'exécution préalable de l'arrêt attaqué et que cette preuve ait été admise par la Cour.

¹ Ceci a été décidé à propos du *Wimbledon*.

² Cette disposition correspond à une coutume bien établie.

³ Cette règle formule la pratique établie.

⁴ Cette disposition est également plus conforme à la pratique que la règle qui, théoriquement, est en vigueur aujourd'hui ; d'ailleurs la communication des *arrêts* au Secrétaire général a pour but unique de les lui faire transmettre aux Membres de la Société.

⁵ Les règles relatives à l'interprétation sont nouvelles. La pratique a démontré qu'il est nécessaire de formuler des règles en cette matière.

DRAFT AMENDMENTS BY THE REGISTRAR (ART. 62-66)

*notification of a special agreement in a suit to which such a State is a Party; in this case such State shall, under Article 35 of the Statute, be invited to reimburse any extra expense incurred by the Court in the suit, f.i. under Articles 26, 27 and 31 of the Statute and Article 52 of the present Rules.*¹

*Should judges who dissent from the judgment express a desire to that effect, their separate opinion, or should they prefer, the mention of their dissent, shall be attached to the judgment.*²

Article 63.

Duly signed and sealed copies of the judgment shall be handed in Court to the Parties' Agents³ if present at the hearing fixed for reading the text thereof in open Court.

*This text shall forthwith be communicated by the Registrar, through the channels agreed on, to States and Members of the League of Nations entitled to appear before the Court.*⁴

VIII. — REVISION AND INTERPRETATION.⁵

Article 66.

I. Application for revision shall be made in the same form as the application mentioned in Article 40 of the Statute.

It shall contain :

- (1) the reference to the judgment impeached ;
- (2) the fact on which the application is based ;
- (3) a list of the documents in support ; these documents shall be attached.

It shall be the duty of the Registrar to give immediate notice of an application for revision to the other Parties concerned. The latter may submit observations within a time limit to be fixed by the Court, or by the President should the Court not be sitting.

If the judgment impeached was pronounced by the full Court, the application for revision shall also be dealt with by the full Court. If the judgment impeached was pronounced by one of the Chambers mentioned in Articles 26, 27 or 29 of the Statute, the application for revision shall be dealt with by the same Chamber. The provisions of Article 13 of the Statute shall apply in all cases.

If the Court, under the third paragraph of Article 61 of the Statute, makes a special order rendering the admission of the application conditional upon previous compliance with the terms of the judgment impeached, this condition shall be immediately communicated to the applicant by the Registrar, and proceedings in revision shall be stayed pending receipt by the Registrar of proof of previous compliance with the original judgment and until such proof shall have been accepted by the Court.

¹ This was decided in connection with the *Wimbledon* case.

² This corresponds to a well-established practice.

³ This rule records an established practice.

⁴ This is also more conform with existing practice than the rule formally now in force; in fact, the text of *judgments* is communicated to the Secretary-General merely in order that it may be reforwarded to Members of the League.

⁵ The rules concerning interpretation are new. The practice has shown that some such rules are necessary.

2° *La demande en interprétation est introduite soit par la notification d'un compromis entre les Parties, soit par requête émanant d'une ou de plusieurs des Parties et adressée au Greffier.*

Le compromis ou la requête comprennent :

a) *la mention de l'arrêt dont l'interprétation est demandée ;*

b) *l'indication précise du ou des points litigieux ;*

c) *les thèses respectives.*

Si la demande d'interprétation est introduite par requête, le Greffier notifie immédiatement ladite requête aux autres Parties intéressées, qui peuvent présenter leurs observations dans le délai fixé par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président

La Cour peut inviter les Parties à lui fournir par écrit ou oralement un supplément d'information, que l'instance ait été introduite en vertu d'un compromis ou par requête.

3° *Les exceptions relatives à la compétence de la Cour pour reviser ou interpréter un arrêt, et tous autres incidents liminaires du même ordre, sont traités selon la procédure prévue à l'article 38 du présent Règlement.*

L'interprétation est donnée sous forme d'arrêt.

Article 68.

Dès réception par le Greffier de l'acte introductif d'instance d'une affaire qui, en vertu de l'accord des Parties, doit être réglée en procédure sommaire, le Président porte ladite affaire, dans le plus bref délai possible, à la connaissance des membres de la Chambre visée à l'article 29 du Statut. La Chambre, ou, si elle ne siège pas, son Président, fixe le délai du dépôt de la première pièce de procédure écrite, prévue à l'article suivant.¹

La Chambre est convoquée par son Président soit pour la plus proche d'entre les dates auxquelles ses membres estimeraient la convocation désirable, aux fins de l'espèce, soit pour la date la plus proche à laquelle doit intervenir une décision quelconque y relative.¹

Article 69.

La procédure est ouverte par la présentation d'un mémoire, soit par l'une, soit par toutes les Parties², conformément aux dispositions de l'alinéa premier de l'article 39. Si le mémoire est présenté par une seule des Parties, l'autre ou les autres Parties présentent un contre-mémoire. Dans le cas où toutes les Parties présentent simultanément des mémoires, la Chambre peut les inviter à présenter des contre-mémoires dans les mêmes conditions.

Les mémoires et contre-mémoires, qui sont communiqués par le Greffier aux membres de la Chambre et à la Partie adverse, font mention de tous les moyens de preuve que les Parties désirent éventuellement employer.

Si la Chambre ne se considère pas comme suffisamment éclairée par les mémoires, elle peut instituer, sauf accord contraire des

¹ Le nouveau texte ne fait que formuler la pratique.

² L'intention est d'assurer, chaque fois que possible, l'application de la méthode de présentation successive.

DRAFT AMENDMENTS BY THE REGISTRAR (ART. 66-69)

2. *A request asking the Court to construe a judgment which it has given may be made either by the notification of a special agreement between all Parties or by an application addressed to the Registrar by one or more of the Parties.*

The agreement or application shall contain :

- (a) the reference to the judgment the interpretation of which is demanded ;*
- (b) the indication of the precise point or points in dispute ;*
- (c) the respective contentions.*

If the request for interpretation is made by means of an application, it shall be the duty of the Registrar to give immediate notice of such application to the other Parties concerned, and the latter may submit observations within a time limit to be fixed by the Court or by the President, as the case may be.

The Court may, whether the request be made by agreement or by application, invite the Parties to furnish further written or oral explanations.

3. *Objections to the Court's jurisdiction to revise or to construe a judgment, or other similar preliminary objections, shall be dealt with according to the procedure laid down in Article 38 of the present Rules.*

The construction shall be given in the form of a judgment.

Article 68.

Upon receipt by the Registrar of the document instituting proceedings in a suit which, by virtue of an agreement between the Parties, is to be dealt with by summary procedure, the President of the Court shall, as soon as possible, give cognizance of the suit to the Chamber referred to in Article 29 of the Statute. The Chamber or, if it is not in session, its President, shall fix the time within which the first document of the written procedure, provided for in the following article, shall be filed.¹

The President shall convene the Chamber at the earliest date deemed desirable for the purposes of the suit, by any member thereof, and at all events by the first date on which any decision in connection with the suit¹ may be required.

Article 69.

The proceedings are opened by the presentation of a Case, either by one Party or by all Parties²; the provisions of Article 39, paragraph 1, shall apply. If the Case is presented by one Party only, the other Party or Parties shall present a Counter-Case. In the event of the simultaneous presentation of Cases by all Parties, the Chamber may invite the presentation, under the same conditions, of Counter-Cases.

The Cases and Counter-Cases, which shall be communicated by the Registrar to the Members of the Chamber and to the opposing Parties, shall contain reference to all evidence which the Parties may desire to produce.

Should the Chamber consider that the documents of the written procedure do not furnish adequate information, it may, in the

¹ The redraft merely records established practice.

² The intention is to ensure, whenever possible, the application of the successive method.

Parties, une procédure orale. Elle fixe la date pour l'ouverture de cette procédure.

A l'audience, la Chambre demande aux Parties des explications verbales. Elle peut admettre la production de tous moyens de preuve mentionnés dans les mémoires.

Si l'audition des témoins ou experts, dont les noms sont indiqués dans les mémoires, est demandée, ces témoins ou experts doivent se trouver, en temps utile, à la disposition de la Chambre.

Article 71.

Les avis consultatifs sont émis, après délibération, par la Cour plénière *telle qu'elle est composée en vertu des articles 25 du Statut et 4, alinéa premier, du Règlement. Ni les articles 26, 27 et 31 du Statut, ni les dispositions correspondantes du présent Règlement ne s'appliquent par analogie en la matière.*¹

Les juges dissidents peuvent, s'ils le désirent, joindre à l'avis de la Cour soit l'exposé de leur opinion individuelle, soit la constatation de leur dissentiment.

Article 73.

1° Le Greffier notifie immédiatement la requête demandant l'avis consultatif aux membres de la Cour, aux Membres de la Société des Nations par l'entremise du Secrétaire général de la Société, *ainsi qu'aux États admis à ester en justice devant la Cour.*

En outre, à tout État, Membre de la Société ou organisation internationale jugée à même, par la Cour ou par le Président si elle ne siège pas, de fournir des renseignements sur la question, le Greffier fait connaître, par communication spéciale et directe, que la Cour est disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai à fixer par le Président, ou à entendre des exposés oraux au cours d'une audience publique tenue à cet effet. L'envoi de cette communication ne préjuge pas du droit pour la Cour, à l'égard de ceux qui n'y auraient pas donné suite, de leur poser des questions.

Si un des États ou des Membres de la Société mentionnés au premier alinéa du présent paragraphe, n'ayant pas été l'objet de la communication spéciale ci-dessus visée, exprime le désir de soumettre un exposé écrit ou d'être entendu, la Cour statue.

2° *Les États, Membres et organisations qui ont présenté des exposés écrits ou oraux, sont admis à commenter les exposés analogues faits par d'autres États, Membres et organisations, dans les formes, mesures et délais fixés, dans chaque cas d'espèce, par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par le Président. A cet effet, le Greffier communique en temps voulu les exposés écrits aux États, Membres ou organisations qui en ont eux-mêmes présentés.*

3° *Les articles 39, 42, 44 à 51, et 54 à 58 du Statut, ainsi que les articles 33, 34, 37, 38 et 41 à 56 du présent Règlement s'appliquent par analogie à la procédure consultative, sous les conditions suivantes :*

a) Par l'accord des Parties, il faut entendre l'accord des représentants des États, Membres de la Société des Nations ou

¹ Telle est la pratique actuelle ; il est hors du domaine de ce rapport de prendre en considération des propositions quelconques de modification.

DRAFT AMENDMENTS BY THE REGISTRAR (ART. 69-73)

absence of an agreement to the contrary between the Parties, institute oral proceedings. It shall fix a date for the commencement of the oral proceedings.

At the hearing, the Chamber shall call upon the Parties to supply oral explanations. It may sanction the production of any evidence mentioned in the cases.

If it is desired that witnesses or experts whose names are mentioned in the case should be heard, such witnesses or experts must be available to appear before the Chamber when required.

Article 71.

Advisory opinions shall be given after deliberation by the full Court, *as composed under Article 25 of the Statute and Article 4, first paragraph, of the present Rules. Articles 26, 27 and 31 of the Statute, and the corresponding provisions of the present Rules, are not applicable by analogy.*¹

At the request of dissenting judges, their separate opinion or, should they so prefer, the mention of their dissent, may be attached to the opinion of the Court.

Article 73.

1. The Registrar shall forthwith give notice of the request for an advisory opinion to the Members of the Court, to the Members of the League of Nations, through the Secretary-General of the League, and to any States entitled to appear before the Court.

The Registrar shall also, by means of a special and direct communication, notify any State or Member of the League or international organization considered by the Court (or, should it not be sitting, by the President) as likely to be able to furnish information on the question, that the Court will be prepared to receive, within a time limit to be fixed by the President, written statements, or to hear, at a public sitting to be held for the purpose, oral statements relating to the question. The despatch of such communications shall not be deemed to preclude the Court from putting questions to States, Members or organizations, not having responded to them.

Should any State or Member referred in paragraph 1 but not in paragraph 2 above express a desire to submit a written or oral statement, it shall be for the Court to decide.

2. *States, Members and organizations having presented written or oral statements or both shall be admitted to comment on similar statements made by other States, Members or organizations, in the form, to the extent and within the time limits which the Court (or, should it not be sitting, the President) shall decide in each particular case. Accordingly, the Registrar shall in due time communicate any such written statements to States, Members and organizations having submitted similar statements.*

3. *Articles 39, 42, 44-51 and 54-58 of the Statute, and Articles 33, 34, 37, 38 and 41-56 of the present Rules shall be applied by analogy, provided that :*

(a) The "agreement of the Parties" shall be deemed to mean the agreement of the representatives of States, Members of the League

¹ This is the present practice; it is outside the scope of this Report to take account of any proposals to modify this practice.

PROPOSITIONS DU GREFFIER (ART. 73-74)

organisations internationales admis dans chaque cas d'espèce à faire des exposés devant la Cour.

b) Si la Cour décide qu'un État, un Membre de la Société des Nations ou une organisation internationale n'agit pas exclusivement ou principalement dans son propre intérêt en se faisant représenter devant elle, elle autorisera, sur demande, l'emploi, par le représentant desdits États, Membres ou organisations, d'une langue autre que les langues officielles ; dans ce cas, le soin de prendre toutes dispositions pour les traductions nécessaires incombe au Greffier.

c) La Cour peut décider de rembourser sur ses propres deniers les frais encourus, du fait de leur représentation devant elle, par les États, Membres ou organisations qui ne se présenteraient pas exclusivement ou principalement dans leur propre intérêt.

4° L'article 35 du présent Règlement s'applique par analogie en ce qui concerne la désignation d'agents et de conseils, ainsi que l'élection d'un domicile au siège de la Cour.

Article 74.

L'avis consultatif est lu en séance publique, le Secrétaire général de la Société et les représentants des États, Membres de la Société et organisations internationales directement intéressés, étant prévenus. Le Greffier prend les mesures nécessaires pour s'assurer que le texte de l'avis consultatif se trouve au siège de la Société entre les mains du Secrétaire général, aux date et heure fixées pour l'audience à laquelle il en sera donné lecture.

L'avis consultatif est fait en deux exemplaires signés et scellés qui sont déposés dans les archives de la Cour et dans celles du Secrétariat international de la Société. Des copies certifiées conformes en sont remises par le Greffier aux représentants des États, Membres de la Société ou organisations internationales directement intéressés. ¹

Tout avis consultatif qui serait donné par la Cour, ainsi que la requête à laquelle il répond, sont imprimés dans un recueil spécial publié sous la responsabilité du Greffier.

¹ Ce texte se borne à formuler la pratique qui a été suivie au cours des quatre dernières années.

of Nations or international organizations admitted to make statements before the Court in the particular case.

(b) Permission to use a language other than the official languages of the Court shall, upon request, be given to such representatives when they do not appear exclusively or principally in the interests of the State, Member or organization whom they represent, in which case it shall be incumbent on the Registrar to provide for the necessary translations ; the decision shall rest into the Court.

(c) The Court may decide to reimburse, out of its own funds, costs incurred by States, Members or organizations not appearing exclusively or principally in their own interests, in connection with their representation before the Court.

4. *Article 35 of the present Rules shall be applied by analogy in so far as concerns the appointment of Agents or Counsel and the selection of an address at the Seat of the Court.*

Article 74.

Advisory opinions shall be read in open Court, notice having been given to the Secretary-General of the League of Nations and to the representatives of the States, Members of the League or international organizations immediately concerned. The Registrar shall take the necessary steps in order to ensure that the text of advisory opinions is in the hands of the Secretary-General at the Seat of the League at the date and hour fixed for the hearing held for the reading of the opinions.

*Signed and sealed original copies of any advisory opinions shall be placed in the Archives of the Court and of the International Secretariat of the League. Certified copies thereof shall be handed by the Registrar to the representatives of States, Members of the League or international organizations immediately concerned.*¹

Any advisory opinion which may be given by the Court and the request in response to which it is given, shall be printed and published in a special collection for which the Registrar shall be responsible.

¹ This text merely records the practice developed during the past four years.

INDEX

INDEXES.

INDEX CHRONOLOGIQUE

		Pages
5 ^{me} séance,	22. Nature et publicité des procès-verbaux	13
22 juin 1926.	23. <i>Article 2.</i> Préséance du président sortant. — Statut, article 15	14
	24. Comité de rédaction. — Exception à la règle relative à la présence <i>ex officio</i> du Président	14
	25. <i>Article 2</i> (suite). Question de la préséance du premier président ; décision du 15 janvier 1925	14
	26. <i>Article 3.</i> Juges suppléants. — Convocation et empêchements	17
	27. <i>Article 4.</i> Adjonction de juges <i>ad hoc</i> . — Composition de la Cour dans deux sessions relatives à la même affaire. — Statut, article 13.	22
	a) Nombre de juges. — Juges « nationaux » (<i>ad hoc</i>).	22
	b) Quorum (article 25 du Statut)	22
6 ^{me} séance,	29. <i>Article 4</i> (suite). Juges ressortissants des Parties en litige et <i>ad hoc</i> . — Cause commune. — Décisions présidentielles. — Délais. — Statut, article 31	25
23 juin 1926.	30. <i>Nouvel article 4 bis.</i> Égalité de la situation des Parties devant la Cour (discutée au n° 109), et situation du Président, ressortissant d'une Partie en litige	32
	31. <i>Article 9.</i> Élection du Président. — Convocation de la Cour pour l'élection. — Président <i>ad interim</i> ; sa résidence. — Présidence de la Chambre de procédure som- maire, saisie à nouveau après changement de composition.	33
	32. <i>Article 12.</i> Résidence du Président	38
	33. <i>Article 14.</i> Chambres	39
	34. <i>Articles 17-26.</i> Greffier, Greffier-adjoint et Greffe	39
	35. <i>Article 22.</i> Organisation du Greffe. — Remplaçant du Greffier	40
7 ^{me} séance,	37. Ordre du jour : présentation des amendements par écrit	42
24 juin 1926.	38. <i>Articles 27 et sqq.</i> Date de la session annuelle de la Cour. — Présidence de la Cour lors du renouvellement. — Date de la session après le renouvellement de la Cour. — Question de l'ancienneté. — Résidence du Président <i>ad interim</i>	42
	39. <i>Article 28.</i> Préparation du rôle des affaires. — Statut, article 23. — Session annuelle de la Cour. — Suspension d'une session	45
	40. <i>Article 30.</i> Quorum. — Juges « nationaux » et <i>ad hoc</i> . — Empêchement d'un juge. — Statut, articles 25 et 31	53

CHRONOLOGICAL INDEX.

		Pages
5th meeting, June 22nd, 1926.	22. Nature and publicity of minutes	13
	23. <i>Article 2.</i> Precedence of the retiring president. — Statute, Article 15	14
	24. Drafting Committee. — Exception to the rule according to which the President is, <i>ex officio</i> , a member of the Committee	14
	25. <i>Article 2</i> (continued). Question of the precedence of the first president; decision of January 15th, 1925	14
	26. <i>Article 3.</i> Deputy-judges. — Convocation and inability to attend	17
	27. <i>Article 4.</i> Addition of judges of the nationality of the Parties. — Composition of the Court at two sessions relating to the same case. — Statute, Article 13	22
	(a) Number of judges. — "National" judges (<i>ad hoc</i>)	22
	(b) Quorum (Article 25 of the Statute)	22
6th meeting, June 23rd, 1926.	29. <i>Article 4</i> (continued). Judges of the nationality of the Parties to a case and <i>ad hoc</i> . — Several Parties in the same interest. — Presidential decisions. — Time-limits. — Statute, Article 31	25
	30. <i>New Article 4 bis.</i> Equality of the Parties before the Court (discussed under No. 109), and situation of a President who is of the nationality of one of the Parties to a suit	32
	31. <i>Article 9.</i> Election of the President. — Convocation of the Court for the election. — President <i>ad interim</i> ; his residence. — Presidency of the Chamber for Summary Procedure, dealing with the same case after a change in its composition	33
	32. <i>Article 12.</i> Residence of the President	38
	33. <i>Article 14.</i> Chambers	39
	34. <i>Articles 17-26.</i> Registrar, Deputy-Registrar and Registry	39
	35. <i>Article 22.</i> Organization of the Registry. — Substitute for the Registrar	40
7th meeting, June 24th, 1926.	37. Agenda: presentation of amendments in writing	42
	38. <i>Articles 27 and following.</i> Date of the annual session of the Court. — Presidency of the Court after a new election of the Court. — Date of the session after a new election of the Court. — Question of seniority. — Residence of the President <i>ad interim</i>	42
	39. <i>Article 28.</i> Preparation of the list of cases. — Statute, Article 23. — Annual session of the Court. — Adjournment of a session.	45
	40. <i>Article 30.</i> Quorum. — "National" judges and judges <i>ad hoc</i> . — Inability of a judge to attend. — Statute, Articles 25 and 31	53

INDEX CHRONOLOGIQUE

		Pages
	41. <i>Article 31.</i> Délibérations en Chambre du Conseil. — Notes écrites. — Statut, article 18. — Abstention de voter. — Quorum	56
8 ^{me} séance, 25 juin 1926.	43. <i>Article 31 (suite).</i> Rédaction des procès-verbaux. — Procès-verbaux détaillés des séances admi- nistratives. — Désignation d'arbitres. — Question des langues	63
	44. <i>Article 32.</i> Modifications de la procédure, proposées par les Parties. — Délais. — Nombre de copies des pièces de procédure	67
	45. <i>Article 33.</i> Délais. — Pouvoirs présidentiels. — Notification du compromis par une des Parties.	68
	46. <i>Article 34.</i> Pièces de procédure. — Nombre de copies	70
	47. <i>Article 35.</i> Introduction de l'instance. — Contenu de la requête et de la première pièce en réponse à la requête. — Compétence des Chambres spéciales. — Agents. — Domicile élu. — Statut, articles 26 et 27. — Communications et notifications. — Déclaration aux termes de la Résolution du Conseil du 17 mai 1922. — Statut, article 35	70
	<i>Article 36.</i> Communication des compromis ou requêtes. — Statut, article 44.	77
	<i>Article 38 (ancien).</i> Droit de regard.	78
	<i>Article 38 (nouveau).</i> Exceptions préliminaires	78
9 ^{me} séance, 26 juin 1926.	49. <i>Article 38 (nouveau, suite).</i> Statut, article 53. — Composition de la Cour. — Ajournement d'une session pour traiter du fond.	81
	50. <i>Article 39.</i> Ordre de présentation des pièces de procédure écrite. — Réplique et Duplique. — Notification du compromis. — Statut, article 43	94
10 ^{me} séance, 28 juin 1926.	52. <i>Article 39 (suite)</i>	98
	53. <i>Article 40.</i> Contenu des Mémoires et Contre-Mémoires	100
	54. <i>Article 41.</i> Fixation de l'ouverture de la procédure orale. — Documents additionnels. — Moyens de preuve	100
	55. <i>Article 42.</i> Communication des pièces du dossier. — Statut, article 43	102
22 ^{me} séance, 21 juillet 1926.	79. <i>Article 35 (suite).</i> Introduction de l'instance. — Déclaration prévue pour les États non Membres. — Résolution du Conseil du 17 mai 1922	104
	80. <i>Article 44.</i> Règles pour la traduction orale. Statut, article 39	108
	81. <i>Article 45.</i> Ordre entre la présentation des preuves et les plaidoiries. — Distinction entre les moyens de preuve, présentés par les Parties, et le droit de demander des renseignements ou des moyens de preuve complémentaires	115
	82. <i>Article 46.</i> Ordre dans lequel les représentants des Parties prennent la parole. — Agents	119
23 ^{me} séance, 22 juillet 1926.	84. <i>Article 39 (suite)</i>	121
	85. <i>Article 46 (suite).</i> Statut, article 43.	123

CHRONOLOGICAL INDEX

		Pages
	41. <i>Article 31.</i> Deliberations in private. — Written notes. — Statute, Article 18. — Abstention from voting. — Quorum	56
8th meeting, June 25th, 1926.	43. <i>Article 31</i> (continued). Drafting of minutes. — Detailed minutes of administrative meetings. — Appointment of arbitrators. — Question of languages	63
	44. <i>Article 32.</i> Modifications in the rules of procedure, proposed by the Parties. — Time-limits. — Number of copies of the documents of the written proceedings	67
	45. <i>Article 33.</i> Time-limits. — Powers of the President. — Notification of the special agreement by one of the Parties	68
	46. <i>Article 34.</i> Documents of the written proceedings. — Number of copies.	70
	47. <i>Article 35.</i> Institution of proceedings. — Contents of the application and of the first document in reply to the application. — Competence of the Special Chambers. — Agents. — Address selected for communications. — Statute, Articles 26 and 27. — Communications and notifications. — Declaration in accordance with the terms of the Council's Resolution of May 17th, 1922. — Statute, Article 35	70
	<i>Article 36.</i> Communication of special agreements or applications. — Statute, Article 44	77
	<i>Article 38 (old).</i> Right of inspection.	78
	<i>Article 38 (new).</i> Preliminary objections	78
9th meeting, June 26th, 1926.	49. <i>Article 38 (new, continued).</i> Statute, Article 53. — Composition of the Court. — Adjournment of a session to deal with a case on its merits	81
	50. <i>Article 39.</i> Order of submission of the documents of the written proceedings. — Reply and Rejoinder. — Notification of the special agreement. — Statute, Article 43	94
10th meeting, June 28th, 1926.	52. <i>Article 39</i> (continued)	98
	53. <i>Article 40.</i> Contents of Cases and Counter-Cases	100
	54. <i>Article 41.</i> Date for commencement of the oral proceedings. — Additional documents. — Evidence	100
	55. <i>Article 42.</i> Communication of the documents in a case. — Statute, Article 43	102
22nd meeting, July 21st, 1926.	79. <i>Article 35</i> (continued). Institution of proceedings. — Declaration prescribed for non-Member States. — Council's Resolution of May 17th, 1922	104
	80. <i>Article 44.</i> Rules for interpretation. — Statute, Article 39	108
	81. <i>Article 45.</i> Order as between the production of evidence and speeches by counsel. — Distinction between evidence presented by the Parties, and the right to ask for additional information or evidence	115
	82. <i>Article 46.</i> Order in which representatives of the Parties are to address the Court. — Agents	119
23rd meeting, July 22nd, 1926.	84. <i>Article 39</i> (continued)	121
	85. <i>Article 46</i> (continued). Statute, Article 43.	123

	86. <i>Article 47.</i>	
	Notification des moyens de preuve. — Responsabilité des Parties. — Huis-clos (article 46 du Statut). — Décisions interlocutoires. — Documents secrets ou de caractère injurieux	124
	87. <i>Article 50.</i>	
	Engagement solennel des témoins. — Secret professionnel	132
	88. <i>Article 54.</i>	
	Comptes rendus de la procédure orale. — Approbation des dépositions et approbation des dépositions par procuration. — Langues. — Correction; revision	132
24 ^{me} séance,	91. <i>Article 54 (suite)</i>	140
23 juillet	92. <i>Article 55.</i>	
1926.	Contenu des procès-verbaux	146
	93. <i>Article 56.</i>	
	Note des frais. — Statut, article 64	146
	94. <i>Article 54 (fin).</i> — Corrections	148
	95. <i>Article 58.</i>	
	Requête à fin d'intervention (Statut, article 62). — Délais	151
	96. <i>Article 59.</i>	
	Intervention. — Contenu de la requête. — Procédure	157
	97. <i>Article 60.</i>	
	Intervention aux termes de l'article 63 du Statut. — Délais	158
26 ^{me} séance,	99. <i>Articles 58 et 59 (suite).</i>	
24 juillet	Délais	163
1926.	100. <i>Article 60 (suite)</i>	167
	101. <i>Article 61.</i>	
	Accord terminant l'affaire. — Suspension d'une procédure. — Statut, article 38	167
	102. <i>Article 62.</i>	
	Arrêt. — Opinions individuelles des juges et dissentiment. — Statut, article 57	171
	103. <i>Article 63.</i>	
	Communication de l'arrêt	173
	104. <i>Article 66.</i>	
	Revision et interprétation. — Statut, articles 60 et 61	174
	105. <i>Article 68.</i>	
	Convocation de la Chambre de procédure sommaire. — Délais	180
	106. <i>Article 69.</i>	
	Procédure devant la Chambre de procédure sommaire. — Statut, article 29	182
27 ^{me} séance,	109. <i>Article 71.</i>	
26 juillet	Délibéré sur les avis consultatifs. — Statut, articles 3, 24, 25 et 31	184
1926.	a) Amendements	184
	b) Composition de la Cour. — Juges <i>ad hoc</i> . — Statut, article 31	185
	c) Avis dissidents. — Statut, articles 54 et 57	194
28 ^{me} séance,	111. <i>Articles 62 et 71 (suite).</i>	
27 juillet	Majorité; dissentiment. — Statut, articles 42, 43, 46, 54, 55 et 57	200
1926.		
29 ^{me} séance,	113. <i>Articles 62 et 71 (fin).</i>	
28 juillet	Statut, articles 55 et 57	214
1926.	114. <i>Articles 72 et 73.</i>	
	Demande d'avis consultatif; introduction de la demande	223
	<i>Article 73.</i>	
	Notification d'une demande d'avis consultatif. — Statut, articles 40 et 50. — Communication de la demande à certains États et organisations internationales. — Intervention. — Exposés éventuels. — Application par analogie d'articles du Statut.	223

CRONOLOGICAL INDEX

	Pages
86. <i>Article 47.</i> Notice of evidence to be produced. — Responsibility of the Parties. — Closing of the Court to the public (Statute, Article 46). — Interlocutory decisions. — Secret documents or documents of offensive character . . .	124
87. <i>Article 50.</i> Solemn declaration to be made by witnesses. — Professional secrecy. . .	132
88. <i>Article 54.</i> Verbatim records of the oral proceedings. — Approval of record of evi- dence and approval thereof by proxy. — Languages. — Correction; revision . . .	132
24th meeting, 91. <i>Article 54 (continued)</i>	140
July 23rd, 1926. 92. <i>Article 55.</i> Contents of minutes	146
93. <i>Article 56.</i> Bills of costs. — Statute, Article 64	146
94. <i>Article 54 (end).</i> — Corrections	148
95. <i>Article 58.</i> Application for intervention (Statute, Article 62) — Time-limits.	151
96. <i>Article 59.</i> Intervention. — Contents of the application. — Procedure.	157
97. <i>Article 60.</i> Intervention under Article 63 of the Statute. — Time-limits	158
26th meeting, 99. <i>Articles 58 and 59 (continued).</i> July 24th, 1926. Time-limits	163
100. <i>Article 60 (continued)</i>	167
101. <i>Article 61.</i> Agreement terminating proceedings. — Suspension of proceedings. — Statute, Article 38	167
102. <i>Article 62.</i> Judgment. — Individual opinions of the judges and dissent. — Statute, Article 57	171
103. <i>Article 63.</i> Communication of the judgment	173
104. <i>Article 66.</i> Revision and interpretation. — Statute, Articles 60 and 61.	174
105. <i>Article 68.</i> Convocation of the Chamber for Summary Procedure. — Time-limits . . .	180
106. <i>Article 69.</i> Procedure before the Chamber for Summary Procedure. — Statute, Article 29 . . .	182
27th meeting, 109. <i>Article 71.</i> July 26th, 1926. Deliberation on advisory opinions. — Statute, Articles 3, 24 25 and 31 . . .	184
(a) Amendments	184
(b) Composition of the Court. — Judges <i>ad hoc</i> . — Statute, Article 31	185
(c) Dissenting opinions. — Statute, Articles 54 and 57	194
28th meeting, 111. <i>Articles 62 and 71 (continued).</i> July 27th, 1926. Majority; dissent. — Statute, Articles 42, 43, 46, 54, 55 and 57 . . .	200
29th meeting, 113. <i>Articles 62 and 71 (end).</i> July 28th, 1926. Statute, Articles 55 and 57	214
114. <i>Articles 72 and 73.</i> Request for advisory opinion; submission of the request	223
<i>Article 73.</i> Notification of a request for advisory opinion. — Statute, Articles 40 and 50. — Communication of the request to certain States and international organiz- ations. — Intervention. — Any statements. — Application by analogy of articles of the Statute	223
	321

INDEX CHRONOLOGIQUE

	Pages
115. Article 74.	
Publications de l'avis. — Communication de l'avis au Secrétaire général de la Société des Nations, effectuée simultanément avec la publication. —	
Expéditions officielles; copies	228
31^{me} séance, 120.	
31 juillet	
1926.	
Approbation du texte mis au point par le Comité de rédaction pour les articles amendés	230
Article 13.	
Présidence provisoire	231
Article 17.	
Durée du mandat du Greffier	231
Article 22.	
Organisation du Greffe. — Remplaçant du Greffier	231
Article 26.	
Attributions du Greffier et du Greffe. — Présence de fonctionnaires aux délibérations.	231
Article 31.	
Délibérations en Chambre du Conseil	232
Article 35.	
Introduction de l'instance. — Contenu du compromis	233
Article 38 (nouveau).	
Exceptions préliminaires	234
Article 59.	
Intervention aux termes de l'article 62 du Statut. — Contenu de la requête. —	
Délais	234
Article 60.	
Intervention aux termes de l'article 63 du Statut	235
Article 66.	
Revision et interprétation	236
Article 68.	
Convocation de la Chambre de procédure sommaire	236
Article 73.	
Notification d'une demande d'avis consultatif	236
Article 74.	
Publication de l'avis	237
Article 24.	
Communications avec la Cour. — Rapports avec la presse	237
Les autres articles amendés sont adoptés	239
121. Mise en vigueur du Règlement	239

CHRONOLOGICAL INDEX

	Pages
115. <i>Article 74.</i> Publication of the opinion. — To be communicated to the Secretary-General of the League of Nations simultaneously with publication. — Official original copies; other copies	228
31st meeting, 120. Approval of the draft of amended articles, as revised by the Drafting July 31st, Committee 1926. <i>Article 13.</i> Provisional performance of the duties of President	230
<i>Article 17.</i> Duration of the Registrar's period of office	231
<i>Article 22.</i> Organization of the Registry. — Substitute for the Registrar	231
<i>Article 26.</i> Duties of the Registrar and the Registry. — Presence of officials at the deliberations	231
<i>Article 31.</i> Deliberations in private	232
<i>Article 35.</i> Institution of proceedings. — Contents of the special agreement	233
<i>Article 38 (new).</i> Preliminary objections	234
<i>Article 59.</i> Intervention under Article 62 of the Statute. — Contents of the application. — Time-limits	234
<i>Article 60.</i> Intervention under Article 63 of the Statute	235
<i>Article 66.</i> Revision and interpretation	236
<i>Article 68.</i> Summoning of the Chamber for Summary Procedure.	236
<i>Article 73.</i> Notification of a request for advisory opinion	236
<i>Article 74.</i> Publication of the opinion	237
<i>Article 24.</i> Communications with the Court. — Relations with the Press	237
The other amended articles are adopted	239
121. Entry into force of the Rules of Court	239

TABLEAU DES ARTICLES DISCUTÉS, AMENDÉS OU SUPPRIMÉS EN PARTIE

Articles.			Procès-verbaux.	Pages.
2. Paragraphe 1	Préséance en général.	VII : 38 (article 27)		42
» 5	Préséance du président sortant.	V : 23, 25		14
<hr/>				
3. Juges suppléants.				
Paragraphe 2	Convocation d'un juge suppléant domicilié loin du siège de la Cour.	V : 26 a		17
» 3	Convocation pour poursuivre l'examen d'une affaire commencée.	V : 26 b IX : 49 (article 38). (Supprimé.)		19
<hr/>				
4. Adjonction de juges « nationaux ».				
Paragraphe 1	Composition de la Cour plénière.	V : 27 a. (Amendé.)		22
» 2	Méthode de désignation.	V : 27 b, VI : 29		22 et 25
<hr/>				
9. Election du Président et du Vice-Président.				
Paragraphe 2	Election après renouvellement intégral de la Cour.	VI : 31		33
» 3	Remplaçant du Président et session extraordinaire pour son élection.	VI : 31		33
» 4	Mode d'élection.	VI : 31		33
<hr/>				
12. Domicile et vacances du Président.		VI : 32		38
<hr/>				
13. Présidence provisoire.				
Paragraphe 2	Présidence pendant empêchement des titulaires. Président, ressortissant d'une Partie en cause.	VI : 30 XXXI : 120. (Amendé.)		32 231
<hr/>				
14. Chambres.				
Paragraphe 4	Période de fonctions des membres après le renouvellement intégral de la Cour.	VI : 33		39
<hr/>				
17. Election du Greffier.				
Paragraphe 4	Désignation d'un successeur en cas de cessation de fonctions.	VI : 34		39
» 5	(nouveau). Greffier-adjoint.	VI : 34 XXXI : 120		39 231

TABLE OF DISCUSSED, AMENDED OR PARTLY SUPPRESSED ARTICLES.

<i>Articles.</i>		<i>Minutes.</i>	<i>Pages.</i>
2. <i>Paragraph</i> 1	Precedence in general.	VII : 38 (Article 27)	42
„ 5	Precedence of the retiring President.	V : 23, 25	14
<hr/>			
3. Deputy-Judges.			
<i>Paragraph</i> 2	Convocation of a deputy-judge residing far from the seat of the Court.	V : 26 <i>a</i>	17
„ 3	Summons to continue to sit in a case already commenced.	V : 26 <i>b</i> IX : 49 (Article 38). (Suppressed.)	19
<hr/>			
4. Addition of judges of the nationality of the Parties.			
<i>Paragraph</i> 1	Composition of the full Court.	V : 27 <i>a</i> . (Amended.)	22
„ 2	Method of selection.	V : 27 <i>b</i> , VI : 29	22 and 25
<hr/>			
9. Election of the President and the Vice-President.			
<i>Paragraph</i> 2	Election after a new election of the whole Court.	VI : 31	33
„ 3	Election of a substitute for the President and extraordinary session for this purpose.	VI : 31	33
„ 4	Method of election.	VI : 31	33
<hr/>			
12. Residence and vacations of the President.		VI : 32	38
<hr/>			
13. Provisional performance of the duties of President.			
<i>Paragraph</i> 2	Presidency when President and Vice-President unable to be present and when President is a national of one of the Parties to a suit.	VI : 30 XXXI : 120. (Amended.)	32 231
<hr/>			
14. Chambers.			
<i>Paragraph</i> 4	Period of appointment of members after a new election of the whole Court.	VI : 33	39
<hr/>			
17. Election of the Registrar.			
<i>Paragraph</i> 4	Appointment of a successor should the Registrar cease to hold his office.	VI : 34	39
„ 5	(<i>new</i>). Deputy-Registrar.	VI : 34 XXXI : 120	39 231

TABLEAU DES ARTICLES DISCUTÉS

<i>Articles.</i>		<i>Procès-verbaux.</i>	<i>Pages.</i>
18. Déclaration solennelle.			
<i>Paragraphe</i> 2	(ancien). Déclaration par les fonctionnaires du Greffe.	VI : 34. (Transféré à l'article 20.)	39
» 2	(nouveau). Déclaration par le Greffier-adjoint.	VI : 34	39
<hr/>			
19. Domicile et vacances du Greffier.			
<i>Paragraphe</i> 1	Résidence.	VI : 34. (Amendé.)	39
<hr/>			
20. Personnel du Greffe.			
<i>Paragraphe</i> 1	Nomination du personnel.	VI : 34. (Amendé.)	39
» 2	(nouveau). Déclaration solennelle des fonctionnaires du Greffe.	VI : 34. (Transféré de l'article 18 [ancien], et amendé.)	39
<hr/>			
22. Organisation du Greffe.		VI : 34, 35 39 et 40 XXXI : 120. (Amendé.)	231
<hr/>			
24. Communications avec la Cour.			
<i>Paragraphe</i> 1	Communications émanant de la Cour ou adressées à elle.	VI : 34. (Amendé.)	39
» 2	(nouveau). Rapports avec la presse.	VI : 34 XXXI : 120	39 237
<hr/>			
26. Attributions du Greffier et du Greffe.			
<i>Paragraphe</i> 1	Fonctions du Greffier.	VI : 34 XXXI : 120. (Amendé.)	39 231
<hr/>			
27. Date de la session annuelle de la Cour.			
<i>Paragraphe</i> 1	Date de la session ordinaire annuelle après le renouvellement intégral de la Cour.	VII : 38	42
<hr/>			
28. Préparation du rôle des affaires.		VII : 39	45
<hr/>			
30. Quorum.		VII : 40. (Amendé.)	53
<hr/>			
31. Délibérations en Chambre du Conseil			
<i>Paragraphe</i> 1	Objet des délibérations.	VII : 40 et 41 XXXI : 120. (Amendé.)	53 et 56 232
« 2	Personnes autorisées à être présentes.	VII : 41. XXXI : 120. (Amendé.)	56 232
» 4	Décisions.	VII : 41. XXXI : 120. (Amendé.)	56 232

TABLE OF DISCUSSED ARTICLES

<i>Articles.</i>		<i>Minutes.</i>	<i>Pages.</i>
18. Solemn declaration.			
<i>Paragraph 2</i>	(<i>old</i>). Declaration of the officials of the Registry.	VI : 34. (Transferred to Art. 20.)	39
„ 2	(<i>new</i>). Declaration of the Deputy-Registrar.	VI : 34	39
<hr/>			
19. Residence and vacations of the Registrar.			
<i>Paragraph 1</i>	Residence.	VI : 34 (Amended.)	39
<hr/>			
20. Staff of the Registry.			
<i>Paragraph 1</i>	Appointment of the staff.	VI : 34 (Amended)	39
„ 2	(<i>new</i>). Solemn declaration of the officials of the Registry.	VI : 34. (Transferred from Art. 18 [old] and amended.)	39
<hr/>			
22. Organization of the Registry.		VI : 34, 35.	39 and 40
		XXXI : 120. (Amended.)	231
<hr/>			
24. Communications with the Court.			
<i>Paragraph 1</i>	Communications to or from the Court.	VI : 34. (Amended.)	39
„ 2	(<i>new</i>). Relations with the Press.	VI : 34	39
		XXXI : 120	237
<hr/>			
26. Duties of the Registrar and the Registry.			
<i>Paragraph 1</i>	Duties of the Registrar.	VI : 34	39
		XXXI : 120. (Amended.)	231
<hr/>			
27. Date of the annual session of the Court.			
<i>Paragraph 1</i>	Date of the ordinary annual session after a new election of the whole Court.	VII : 38	42
<hr/>			
28. Preparation of the list of cases.		VII : 39	45
<hr/>			
30. Quorum.		VII : 40. (Amended.)	53
<hr/>			
31. Deliberations in private.			
<i>Paragraph 1</i>	Subject of the deliberations.	VII : 40 and 41.	53 et 56
		XXXI : 120. (Amended.)	232
„ 2	Persons authorized to be present.	VII : 41	56
		XXXI : 120. (Amended.)	232
„ 4	Decisions.	VII : 41	56
		XXXI : 120. (Amended.)	232

TABLEAU DES ARTICLES DISCUTÉS

Articles.		Procès-verbaux.	Pages.
31. (Suite.)			
Paragraphe 5	Présentation des propositions de vote.	VIII : 43	63
		XXXI : 120	232
» 6	(nouveau). Procès-verbaux.	VIII : 43	63
		XXIV : 92 b (article 55)	146
		XXXI : 120	232
» 7	(nouveau). Procès-verbaux des séances administratives.	VIII : 43	63
		XXXI : 120	232
» 8	(nouveau). Exposé des opinions individuelles après vote final.	VIII : 43	63
		XXVIII : 111 et XXIX : 113 (articles 62 et 71)	200 et 214
		XXXI : 120	232
<hr/>			
32. Règles de procédure, proposées par les Parties.		VIII : 44	67
		VIII : 46 (article 34)	70
<hr/>			
33. Délais.			
Paragraphe 3	Pouvoirs présidentiels.	VIII : 45	68
<hr/>			
34. Pièces de procédure.			
Paragraphe 1	(ancien). Nombre de copies.	VIII : 46. (Première phrase supprimée ; deuxième transférée au paragraphe 3)	70
» 1	(nouveau). Exemplaires originaux, signature et date.	VIII : 46	70
» 2	(nouveau). Nombre de copies.	VIII : 46	70
» 3	(ancien paragraphe 1, deuxième phrase). Copies supplémentaires.	VIII : 46	70
<hr/>			
35. Introduction de l'instance.			
Paragraphe 1	N° 1. Contenu du compromis.	VIII : 47. (Amendé.)	70
» 2	Contenu de la requête.	VIII : 47	70
		XXXI : 120. (Amendé.)	233
» 3	Contenu de la première pièce en réponse à la requête.	VIII : 47. (Amendé.)	70
» 4	(ancien). Renvoi d'une affaire à l'une des Chambres spéciales. (Transféré au paragraphe 6.)	VIII : 47. (Transféré.)	70
» 4	(nouveau). Résidence des agents.	VIII : 47	70
» 5	(ancien). Assesseurs ; Chambre de procédure sommaire. (Transféré au paragraphe 7.)	VIII : 47. (Transféré.)	70
» 5	(nouveau), n° 2. Déclaration des « autres États » : Résolution du Conseil du 17 mai 1922.	VIII : 47	70
		XXII : 79	104
» 6	(ancien paragraphe 4°), n° 3. Renvoi d'une affaire à l'une des Chambres spéciales.	VIII : 47 (ancien paragraphe 4).	70
» 7	(ancien paragraphe 5). Adjonction d'assesseurs ; Chambre de procédure sommaire.	VIII : 47 (ancien paragraphe 5).	70

TABLE OF DISCUSSED ARTICLES

<i>Articles.</i>		<i>Minutes.</i>	<i>Pages.</i>
31. (Contd.)			
<i>Paragraph</i> 5	Drawing up of questions to be voted upon.	VIII : 43	63
		XXXI : 120	232
„ 6	(<i>new</i>). Minutes.	VIII : 43	63
		XXIV : 92 <i>b</i> (Article 55)	146
		XXXI : 120	232
„ 7	(<i>new</i>). Minutes of administrative meetings.	VIII : 43	63
		XXXI : 120	232
„ 8	(<i>new</i>). Statement of individual opinions after final vote.	VIII : 43	63
		XXVIII : 111 and XXIX : 113 (Articles 62 and 71)	200 and 214
		XXXI : 120	232
<hr/>			
32.	Rules of procedure, proposed by the Parties.	VIII : 44	67
		VIII : 46 (Article 34)	70
<hr/>			
33.	Time-limits.		
<i>Paragraph</i> 3	Presidential powers.	VIII : 45	68
<hr/>			
34.	Documents of the written proceedings.		
<i>Paragraph</i> 1	(<i>old</i>). Number of copies of documents.	VIII : 46. (First sentence suppressed ; second sentence transferred to paragraph 3.)	70
<i>Paragraph</i> 1	(<i>new</i>). Original copies, signature and date.	VIII : 46	70
„ 2	(<i>new</i>). Number of copies.	VIII : 46	70
„ 3	(<i>old paragraph</i> 1, second sentence). Supplementary copies.	VIII : 46	70
<hr/>			
35.	Institution of proceedings.		
<i>Paragraph</i> 1	No. 1. Contents of special agreement.	VIII : 47. (Amended.)	70
„ 2	Contents of application.	VIII : 47	70
		XXXI : 120. (Amended.)	233
„ 3	Contents of the first document in reply to the application.	VIII : 47. (Amended.)	70
„ 4	(<i>old</i>). Reference of a case to a special Chamber. (Transferred to paragraph 6.)	VIII : 47. (Transferred.)	70
„ 4	(<i>new</i>). Residence of Agents.	VIII : 47	70
„ 5	(<i>old</i>). Assessors. Chamber for Summary Procedure. (Transferred to paragraph 7.)	VIII : 47. (Transferred.)	70
„ 5	(<i>new</i>). No. 2. Declaration of the "other States" : Resolution of the Council of May 17th, 1922.	VIII : 47	70
		XXII : 79	104
„ 6	(<i>old paragraph</i> 4), No. 3. Reference of a case to a special Chamber.	VIII : 47 (old paragraph 4). . . .	70
„ 7	(<i>old paragraph</i> 5). Addition of Assessors ; Chamber for Summary Procedure.	VIII : 47 (old paragraph 5). . . .	70

TABLEAU DES ARTICLES DISCUTÉS

<i>Articles.</i>	<i>Procès-verbaux.</i>	<i>Pages.</i>
36. Communication des compromis ou requêtes.		
<i>Paragraphe 1</i> Communication aux juges.	VIII : 47	77
» 2 (<i>nouveau</i>). Communication aux États ad- mis à ester en justice devant la Cour.	VIII : 47	77
<hr/>		
38 (<i>ancien</i>). Droit de regard. (Transféré à l'article 42.)	VIII : 47. (Transféré.)	78
38 (<i>nouveau</i>). Exceptions préliminaires.	VIII : 47 et IX : 49 XXXI : 120 V : 26 b (article 3) XXIV : 95 (» 58) XXVI : 104 (» 66)	78 234 19 151 174
<hr/>		
39. Ordre de présentation des pièces de procédure.	IX : 50 et X : 52. XXII : 82 (article 46) XXIII : 84 et 85 (article 46) 121 et 123	94 119 123
<hr/>		
40. Contenu des Mémoires et Contre-Mémoires.	X : 53 et X : 54 (article 41).	100
<hr/>		
41. Ouverture de la procédure orale.	X : 54	100
<hr/>		
42. Communication des pièces du dossier.		
<i>Paragraphe 1</i> Communication aux membres de la Cour.	X : 55. (Amendé.)	102
» 2 (<i>ancien article 38</i>). Communication éven- tuelle de pièces de procédure aux États admis à ester en justice devant la Cour.	X : 55 (<i>ancien article 38</i>)	102
<hr/>		
44. Règles pour la traduction orale.	XXII : 80	108
<hr/>		
45. Ordre entre la présentation des preuves et les plaidoi- ries.	XXII : 81	115
<hr/>		
46. Ordre dans lequel les représentants des Parties prennent la parole.	XXII : 82 XXIII : 85.	119 123
<hr/>		
47. Notification des moyens de preuve.		
<i>Paragraphe 2</i> Indication des points sur lesquels portera le témoignage.	XXIII : 86	124
<hr/>		
50. Engagement solennel des témoins.	XXIII : 87	132

TABLE OF DISCUSSED ARTICLES

<i>Articles.</i>		<i>Minutes.</i>	<i>Pages.</i>
36. Communication of special agreements or applications.			
<i>Paragraph</i> 1	Communication to the judges.	VIII: 47	77
„ 2	(<i>new</i>). Communication to the States entitled to appear before the Court.	VIII: 47	77
38 (<i>old</i>). Right of inspection. (Transferred to Article 42).		VIII: 47. (Transferred.) . . .	78
38 (<i>new</i>). Preliminary objections.		VIII: 47 and IX: 49	78
		XXXI: 120	234
		V: 26 <i>b</i> (Article 3)	19
		XXIV: 95 (Article 58)	151
		XXVI: 104 (Article 66)	174
39. Order of submission of the documents of the written proceedings.		IX: 50 and X: 52	94
		XXII: 82 (Article 46)	119
		XXIII: 84 and 85 (Article 46)	121 and 123
40. Contents of Cases and Counter-Cases.		X: 53 and X: 54 (Article 41)	100
41. Commencement of the oral proceedings.		X: 54	100
42. Communication of copies of the documents for a case.			
<i>Paragraph</i> 1	Communication to the members of the Court.	X: 55. (Amended.)	102
„ 2	(<i>old Article</i> 38.) Communication in certain circumstances of the documents in a case to States entitled to appear before the Court.	X: 55. (Old Article 38.)	102
44. Rules for interpretation.		XXII: 80	108
45. Order as between the production of evidence and speeches by counsel.		XXII: 81	115
46. Order in which representatives of the Parties are to address the Court.		XXII: 82	119
		XXIII: 85.	123
47. Notice of evidence to be produced.			
<i>Paragraph</i> 2	Indication of the points to which evidence relates.	XXIII: 86	124
50. Solemn declaration to be made by witnesses.		XXIII: 87	132

TABLEAU DES ARTICLES DISCUTÉS

<i>Articles.</i>		<i>Procès-verbaux.</i>	<i>Pages.</i>
54. Comptes rendus de la procédure orale.			
<i>Paragraphe</i> 1	Comptes rendus sténographiques. (Deuxième phrase transférée, amendée, au paragraphe 2.)	XXIII : 88 XXIV : 91 et 94. (Amendé.)	132 140 et 148
» 2	(nouveau). Corrections par les témoins.	XXIII : 88 XXIV : 91 et 94. (Deuxième phrase de l'ancien par. 1, amendé.)	132 140 et 148
» 3	(nouveau). Correction ou revision par les agents, avocats ou conseils.	XXIII : 88 XXIV : 91 et 94	132 140 et 148
<hr/>			
55. Procès-verbaux.		VIII : 43 (article 31) XXIV : 92	63 146
<hr/>			
56. Note des frais.		XXIV : 93. (Amendé.)	146
<hr/>			
58. Requête à fin d'intervention (article 62 du Statut).		XXIV : 95 XXIV : 99	151 163
<hr/>			
59. Intervention.			
<i>Paragraphe</i> 1	Contenu de la requête.	{ XXIV : 96 et XXIV : 95 (article 58)	157
» 2	Communication aux Parties.		
» 3	(nouveau). Observations des Parties. Arrêt.	XXIV : 96 XXXI : 120	157 234
» 4	(nouveau). Procédure en cas de requête non contestée.	XXIV : 96 XXVI : 99 XXXI : 120	157 163 234
<hr/>			
60. Intervention aux termes de l'article 63 du Statut.			
<i>Paragraphe</i> 1	(ancien). Notification par un État.	XXIV : 97. (Supprimé.)	158
» 1	(nouveau). Notification de la requête à certains États.	XXIV : 97	158
» 2	(nouveau). Délais.	XXIV : 97	158
» 3	(ancien paragraphe 2, amendé). Connaissance des documents par l'intervenant.	XXVI : 100 XXXI : 120. (Ancien par. 2, amendé)	167 235
<hr/>			
61. Accord terminant l'affaire.		XXVI : 101	167
<hr/>			
62. Arrêt.			
<i>Paragraphe</i> 1	Contenu de l'arrêt.	XXVI : 102 XXIX : 113. (Amendé.) XXIV : 93. (Article 56)	167 214 146

TABLE OF DISCUSSED ARTICLES

<i>Articles.</i>		<i>Minutes.</i>	<i>Pages.</i>
54. Records of the oral proceedings.			
Paragraph 1	Verbatim records. (Second sentence transferred, amended, to paragraph 2.)	XXIII: 88. XXIV: 91 and 94. (Amended.)	132 140 and 148
„ 2	(<i>new</i>). Corrections by the witnesses.	XXIII: 88. XXIV: 91 and 94. (Second sentence of old par. 1, amended.)	132 140 and 148
„ 3	(<i>new</i>). Correction or revision by agents, advocates or counsel.	XXIII: 88. XXIV: 91 and 94 . . .	132 140 and 148
55. Minutes.		VIII: 43. (Article 31.) . . . XXIV: 92	63 146
56. Bills of costs.		XXIV: 93. (Amended.) . . .	146
58. Application for permission to intervene (Statute, Article 62).		XXIV: 95. XXVI: 99.	151 163
59. Intervention.			
Paragraph 1.	Contents of the application.	XXIV: 96 and XXIV: 95. (Article 58.)	157
„ 2	Communication to the Parties.	XXIV: 96	157
„ 3	(<i>new</i>). Observations by the Parties. Judgment.	XXXI: 120	234
„ 4	(<i>new</i>). Procedure in case an application is not contested.	XXIV: 96 XXVI: 99. XXXI: 120	157 163 234
60. Intervention under Article 63 of the Statute.			
Paragraph 1	(<i>old</i>). Notification by a State.	XXIV: 97. (Suppressed.) . . .	158
„ 1	(<i>new</i>). Notification of the application to certain States.	XXIV: 97	158
„ 2	(<i>new</i>). Time-limits.	XXIV: 97	158
„ 3	(<i>old paragraph 2, amended</i> .) Inspection of the documents by the intervenor.	XXVI: 100 XXXI: 120. (Old par. 2, amended)	167 235
61. Agreement terminating proceedings.		XXVI: 101.	167
62. Judgment.			
Paragraph 1	Contents of the judgment.	XXVI: 102 XXIX: 113. (Amended.) . . . XXIV: 93. (Article 56.) . . .	167 214 146

TABLEAU DES ARTICLES DISCUTÉS

<i>Articles.</i>		<i>Procès-verbaux.</i>	<i>Pages.</i>
62. (Suite.)			
<i>Paragraphe 2</i>	Dissentiment.	XXVI : 102	171
		XXVIII : 111	200
		XXIX : 113	214
63. Communication de l'arrêt.			
<i>Paragraphe 1</i>	Aux Parties.	XXVI : 103. (Amendé.) . . .	173
» 3	(nouveau). Aux États.	XXVI : 103	173
66. Revision et interprétation.			
<i>Paragraphe 3</i>	(ancien). Cour plénière ou Chambres ; application de l'article 13 du Statut (transféré au paragraphe 8, n° 3).	XXVI : 104 XXXI : 120. (Amendé, transféré au paragraphe 8.)	174 236
» 4	(ancien), à présent :		
» 3	Conditions de la recevabilité.	XXVI : 104	174
» 4	(nouveau), n° 2. Demande en interprétation.	XXVI : 104	174
» 5	(nouveau). Contenu de la demande en interprétation.	XXVI : 104	174
» 6	(nouveau). Procédure en cas d'introduction par requête.	XXVI : 104	174
» 7	(nouveau). Supplément d'information.	XXVI : 104	174
» 8	(ancien paragraphe 3), n° 3. Cour plénière ou Chambres. Application de l'article 13 du Statut.	XXVI : 104 XXXI : 120. (Ancien par. 3, amendé.)	174 236
» 9	(nouveau), n° 4. Exceptions d'incompétence.	XXVI : 104	174
» 10	(nouveau), n° 5. Arrêt.	XXVI : 104	174
68. Convocation de la Chambre de procédure sommaire.			
<i>Paragraphe 1</i>	Notification de l'acte introductif d'instance.	XXVI : 105	180
	Délais.	XXXI : 120. (Amendé.) . . .	236
» 2	(nouveau). Convocation.	XXVI : 105	180
69. Procédure devant la Chambre de procédure sommaire.			
<i>Paragraphe 1</i>	Pièces de procédure.	XXVI : 106. (Amendé.) . . .	182
» 2	Moyens de preuve.	XXVI : 106. (») . . .	182
» 3	Procédure orale.	XXVI : 106. (») . . .	182
» 4	Explications verbales.	XXVI : 106. (») . . .	182
» 5	Témoins et experts.	XXVI : 106. (») . . .	182
71. Délibéré sur les avis.			
<i>Paragraphe 1</i>	Adoption de l'avis consultatif (<i>nouvelle disposition</i> : majorité).	XXVI : 109 XXVIII : 111. XXIX : 113. (Amendé.) . . .	184 200 214
» 2	Opinions dissidentes.	XXVII : 109 XXVIII : 111. XXIX : 113. (Amendé.) . . .	184 200 214

TABLE OF DISCUSSED ARTICLES

Articles.		Minutes.	Pages.
62. (Contd.)			
Paragraph 2	Dissent.	XXVI : 102	171
		XXVIII : 111.	200
		XXIX : 113	214
63. Communication of the judgment.			
Paragraph 1	To the Parties.	XXVI : 103. (Amended.) . . .	173
„ 3	(new). To States.	XXVI : 103	173
66. Revision and interpretation.			
Paragraph 3.	(old). Full Court or Chambers ; applica- tion of Article 13 of the Statute (transferred to paragraph 8, No. 3).	XXVI : 104 XXXI : 120. (Amended, trans- ferred to paragraph 8.) . . .	174 236
„ 4	(old), at present :		
„ 3	Conditions for admission.	XXVI : 104	174
„ 4	(new), No. 2. Application for revision.	XXVI : 104	174
„ 5	(new). Contents of application for revision.	XXVI : 104	174
„ 6	(new). Procedure in case of institution by application.	XXVI : 104	174
„ 7	(new). Additional information.	XXVI : 104	174
„ 8	(old paragraph 3), No. 3. Full Court or Chambers. Application of Article 13 of the Statute.	XXVI : 104 XXXI : 120. (Old paragraph 2 amended.)	174 236
„ 9	(new), No. 4. Objections.	XXVI : 104	174
„ 10	(new), No. 5. Judgment.	XXVI : 104	174
68. Summoning of the Chamber for Summary Procedure.			
Paragraph 1	Notification of the document instituting proceedings. Time-limits.	XXVI : 105 XXXI : 120. (Amended.) . . .	180 236
„ 2	(new). Convocation.	XXVI : 105	180
69. Procedure before the Chamber for Summary Procedure.			
Paragraph 1	Documents of procedure.	XXVI : 106. (Amended.) . . .	182
„ 2	Evidence.	XXVI : 106. („) . . .	182
„ 3	Oral procedure.	XXVI : 106. („) . . .	182
„ 4	Oral explanations.	XXVI : 106. („) . . .	182
„ 5	Witnesses and experts.	XXVI : 106. („) . . .	182
71. Deliberations on advisory opinions.			
Paragraph 1	Adoption of the opinion. (New stipulation : majority.)	XXVI : 109 XXVIII : 111 XXIX : 113. (Amended.) . . .	184 200 214
„ 2	Dissenting opinions.	XXVII : 109 XXVIII : 111. XXIX : 113. (Amended.) . . .	184 200 214

TABLEAU DES ARTICLES DISCUTÉS

<i>Articles.</i>		<i>Procès-verbaux.</i>	<i>Pages.</i>
72. Demande d'avis consultatif.		XXIX: 114	223
<hr/>			
73. Notification d'une demande d'avis consultatif.			
Paragraphe 1	N° 1. Notification générale.	XXIX: 114	223
		XXXI: 120. (Amendé.)	236
» 2	(ancien). Communication aux organisations internationales. Incorporé dans le :		
» 2	(nouveau). Communication spéciale.	XXIX: 114	223
		XXXI: 120 (article 74)	237
» 3	(nouveau). Intervention éventuelle d'États ou organisations non spécialement prévus.	XXIX: 114	223
» 4	(nouveau) N° 2. Communication d'exposés aux fins de discussion.	XXIX: 114	223
<hr/>			
74. Publication de l'avis.			
Paragraphe 1	(ancien). Impression et publication de l'avis. (Transféré au paragraphe 3.)	XXIX: 115. (Transféré.)	228
» 1	(nouveau). Communication de l'avis au Secrétaire général de la Société des Nations, effectuée simultanément avec la publication.	XXIX: 115	228
		XXXI: 120	237
» 3	(nouveau). Expéditions officielles ; copies.	XXIX: 115.	228
» 3	(ancien paragraphe 1). Impression et publication de l'avis.	XXIX: 115. (Ancienparagraphe 1 amendé.)	228

TABLE OF DISCUSSED ARTICLES

<i>Articles.</i>		<i>Minutes.</i>	<i>Pages.</i>
72. Request for advisory opinion.		XXIX: 114	223
<hr/>			
73. Notification of a request for an advisory opinion.			
Paragraph 1	No. 1. General notification.	XXIX: 114	223
		XXXI: 120. (Amended.) . . .	236
„ 2	(old). Communication to international organizations, incorporated in:		
„ 2	(new). Special communication.	XXIX: 114	223
		XXXI: 120 (Article 74) . . .	237
„ 3	(new). Possibility of intervention by States or organizations, not especially notified.	XXIX: 114	223
„ 4	(new). No. 2. Communication of statements for purposes of discussion.	XXIX: 114	223
<hr/>			
74. Publication of the opinion.			
Paragraph 1	(old). Printing and publication of the opinion. (Transferred to paragraph 3.)	XXIX: 115. (Transferred.) . .	228
„ 1	(new). Communication to the Secretary-General of the League of Nations effected simultaneously with the publication.	XXIX: 115	228
		XXXI: 120	237
„ 2	(new). Special official copies; other copies.	XXIX: 115	228
„ 3	(old paragraph 1). Printing and publication of the opinion.	XXIX: 115. (Old paragraph 1, amended.)	228

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	5
Annexe à l'Introduction : Extraits pertinents des procès-verbaux de la Cour (sixième, huitième, neuvième et dixième Sessions)	7

SECTION A :

Procès-verbaux détaillés des séances consacrées par la Cour à la revision du Règlement . .	13-241
---	--------

INTRODUCTION AUX SECTIONS B — D :

Rapport du Président	242
---------------------------------------	-----

SECTION B :

1. — A) Note de M. Huber (11 décembre 1925)	246
B) Propositions de M. Huber relatives à l'amendement de certains articles du Règlement :	
Article 3 (<i>Convocation de juges nationaux</i>)	246
» 4 (<i>Juges ad hoc de Parties intervenantes</i>)	247
» 4 bis (<i>Application de l'article 24 du Statut</i>)	247
» 31 (<i>Délibération en Chambre du Conseil</i>)	248
» 47 (<i>Moyens de preuve</i>)	249
Articles 58 et 60 (<i>Intervention</i>)	251
Article 71 (<i>Juges ad hoc dans la procédure pour avis</i>)	253
C) Observations de M. Huber du 21 mai 1924 (révisées)	254
2. — Critiques et suggestions formulées par M. de Bustamante dans son livre sur la Cour permanente de Justice internationale (1925)	259
3. — Observations et propositions de M. Altamira concernant la revision éventuelle du Règlement (juin 1926)	263
4. — Propositions de M. Anzilotti :	
1. — Lettre d'envoi (20 novembre 1925)	264
2. — Propositions :	
1) Greffier-adjoint	265
2) Faculté, pour le Président, de retarder la date de la session ordinaire	265
3) Exceptions préliminaires d'incompétence	266
4) Procédure consultative	267
5. — Observations et propositions de M. Pessoa concernant la revision éventuelle du Règlement (juin 1926)	268
6. — Amendements proposés par lord Finlay, Mr. Moore et M. Anzilotti , aux articles 62 et 71 du Règlement (août 1926)	272
7. — Note de M. Yovanovitch (13 juillet 1925)	272
8. — Notes de M. Beichmann :	
1) Juillet 1925	275
2) Décembre 1925	276

CONTENTS.

	Pages
Introduction	5
Annex to Introduction: Relevant Extracts from the Minutes of the Court (Sixth, Eighth, Ninth and Tenth Sessions)	7

SECTION A:

Detailed Minutes of the meetings of the Court concerning the revision of the Rules . . .	13-241
---	--------

INTRODUCTION TO SECTIONS B—D:

Report by the President	244
--	-----

SECTION B:

1. — (A.) Note by M. Huber (December 11th, 1925)	246
(B.) Proposal by M. Huber with regard to the amendment to some articles of the Rules:	
Article 3 (<i>Convocation of national judges</i>)	246
„ 4 (<i>Judges ad hoc of intervening Parties</i>)	247
„ 4 <i>bis</i> (<i>Application of Article 24 of the Statute</i>)	247
„ 31 (<i>Deliberation in private</i>)	248
„ 47 (<i>Evidence to be produced</i>)	249
Articles 58 and 60 (<i>Intervention</i>)	251
Article 71 (<i>Judges ad hoc in procedure for advisory opinion</i>)	253
(C.) Observations by M. Huber of May 21st, 1924 (revised)	254
2. — Criticisms and suggestions made by M. de Bustamante in his work on the Permanent Court of International Justice (1925)	259
3. — Observations and proposals by M. Altamira concerning the possible revision of the Rules (June 1926)	263
4. — Proposals by M. Anzilotti:	
1. — Covering letter (November 20th, 1925)	264
2. — Proposals:	
(1) Deputy-Registrar	265
(2) Faculty, for the President, to postpone the date of the ordinary session	265
(3) Preliminary objections to jurisdiction	266
(4) Advisory procedure	267
5. — Observations and proposals by M. Pessôa concerning the possible revision of the Rules (June 1926)	268
6. — Amendments proposed by Lord Finlay, Mr. Moore and M. Anzilotti , to Articles 62 and 71 of the Rules (August 1926)	272
7. — Note by M. Yovanovitch (July 13th, 1925)	272
8. — Notes by M. Beichmann:	
(1) July 1925	275
(2) December 1925	276

SECTION C :

	Pages
I. — PROJET DE REVISION DU RÈGLEMENT DE LA COUR , présenté par M. le Président (Loder) en collaboration avec M. le Vice-Président (Weiss), avec commentaires (1923-1924).	
I. — Propositions de MM. Loder et Weiss :	
A) Note	281
B) Propositions d'amendements	284
2. — Observations de M. Altamira concernant le projet de modification des articles 72 et 73 du Règlement de la Cour, signé par MM. Loder et Weiss (22 mai 1924)	286
3. — Observations de M. Anzilotti sur le projet de revision du Règlement de la Cour, présenté par M. le Président en collaboration avec M. le Vice-Président (1 ^{er} juin 1924)	288
4. — Observations de M. Yovanovitch sur les propositions Loder-Weiss (21 mai 1924)	290
5. — Observations de M. Beichmann sur les propositions Loder-Weiss (12 mai 1924)	292
II. — PROPOSITION DE M. ALTAMIRA à l'égard de la procédure dans les avis consultatifs (septembre 1923), avec commentaires.	
I. — Proposition de M. Altamira :	
A) Note	293
B) Principes qui doivent régler la procédure dans les avis consultatifs (4 septembre 1923)	294
2. — Commentaire de Mr. Moore sur la proposition de M. Altamira concernant la procédure pour avis consultatif (septembre 1923)	294
III. — MEMORANDUM DE M. BEICHMANN (6 juillet 1922)	298

SECTION D :

Rapport du Greffier :

1) Lettre d'envoi (20 novembre 1925)	303
2) Propositions d'amendements :	
Articles 4, 9, 12, 17	304
» 18, 19, 20, 22, 24	305
» 25, 26, 28	306
» 30, 31	307
» 34, 35	308
» 35 (paragraphe 1, 4 ^{me} alinéa), 36 et 38	309
» 39, 41, 42	310
» 44, 46, 54, 59	311
» 60, 62	312
» 63, 66	313
» 68, 69	314
» 71, 73	315
Article 74	316
INDEX CHRONOLOGIQUE	319
TABEAU DES ARTICLES DISCUTÉS, AMENDÉS OU SUPPRIMÉS	323

SECTION C :

	Pages
I. — DRAFT REVISION OF RULES OF COURT, presented by President Loder in collaboration with the Vice-President (Weiss), with comments (1923-1924).	
I. — Proposals by MM. Loder and Weiss :	
(A.) Note	281
(B.) Proposed amendments	284
2. — Observations by M. Altamira concerning the draft modification of Articles 72 and 73 of the Rules of Court, signed by MM. Loder and Weiss (May 22nd, 1924)	286
3. — Observations by M. Anzillotti on the draft revision of the Rules of Court, presented by the President in collaboration with the Vice-President (June 1st, 1924)	288
4. — Observations by M. Yovanovitch on the proposals submitted by MM. Loder and Weiss (May 21st, 1924)	290
5. — Observations by M. Beichmann on the proposals submitted by MM. Loder and Weiss (May 12th, 1924)	292
II. — PROPOSAL BY M. ALTAMIRA with regard to advisory procedure (September 1923), with comments.	
I. — Proposal by M. Altamira :	
(A.) Note	293
(B.) Principles governing advisory procedure (September 4th, 1923)	294
2. — Comment by Mr. Moore on M. Altamira's proposal with regard to advisory procedure (September 1923)	294
III. — MEMORANDUM BY M. BEICHMANN (July 6th, 1922)	298

SECTION D :

Report by the Registrar :

(1) Covering letter (November 20th, 1925).	303
(2) Proposed amendments :	
Articles 4, 9, 12, 17	304
,, 18, 19, 20, 22, 24.	305
,, 25, 26, 28	306
,, 30, 31	307
,, 34, 35	308
,, 35 (paragraph 1, 4th sub-paragraph), 36 and 38.	309
,, 39, 41, 42	310
,, 44, 46, 54, 59	311
,, 60, 62	312
,, 63, 66	313
,, 68, 69	314
,, 71, 73	315
Article 74	316
CHRONOLOGICAL INDEX	319
TABLE OF DISCUSSED, SUPPRESSED OR AMENDED ARTICLES	323

